



HAL
open science

Du diplomate au citoyen. Etudes sur la politisation du Monde diplomatique et de ses lecteurs (1954-2008).

Maxime Szczepanski

► **To cite this version:**

Maxime Szczepanski. Du diplomate au citoyen. Etudes sur la politisation du Monde diplomatique et de ses lecteurs (1954-2008).. Science politique. Université de Picardie Jules Verne, 2009. Français. NNT: . tel-01676839

HAL Id: tel-01676839

<https://theses.hal.science/tel-01676839>

Submitted on 28 Nov 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Université de Picardie Jules Verne
École doctorale en sciences humaines et sociales
Centre universitaire de recherche sur l'action publique et le
politique – Epistémologie et sciences sociales

DU DIPLOMATE AU CITOYEN

Etudes sur la politisation du *Monde diplomatique* et de ses lecteurs (1954-2008)

Thèse de doctorat en science politique sous la direction de M.
Claude GAUTIER

Présentée et soutenue publiquement par Maxime
SZCZEPANSKI-HUILLERY à Amiens le lundi 7 décembre 2009

Tome I

Jury

- M. Olivier FILLIEULE, professeur de science politique,
directeur de recherche, Université de Lausanne, CNRS –
CRPS, rapporteur
- M. Claude GAUTIER, professeur de philosophie, Université
de Montpellier
- M. Patrick LEHINGUE, professeur de science politique,
Université de Picardie Jules Verne
- M. Erik NEVEU, professeur de science politique, Institut
d'études politiques de Rennes, rapporteur
- Mme. Johanna SIMEANT, professeure de science politique,
Université Paris I – Panthéon Sorbonne

Sommaire

SOMMAIRE	5
AVERTISSEMENT	7
RESUME.....	8
« À CONTRE-COURANT ». SOCIOHISTOIRE D'UNE POLITISATION IMPROBABLE	11
CHAPITRE 1. DE LA CAUSE DES DIPLOMATES A CELLE DES OPPRIMES. GRANDEUR, DECLIN ET TRANSFIGURATION DU « JOURNAL DES CERCLES DIPLOMATIQUES »	31
CHAPITRE 2. LES SPECIALISTES. LES JOURNALISTES DU SERVICE ETRANGER, DU <i>MONDE</i> AU <i>MONDE</i> <i>DIPLOMATIQUE</i>	101
CHAPITRE 3. YVES FLORENNE ET LE <i>MONDE</i> <i>DIPLOMATIQUE</i> , DE L'ACADEMISME LITTERAIRE A LA CRITIQUE JOURNALISTIQUE	191
CHAPITRE 4. <i>LE MONDE DIPLOMATIQUE</i> ET L'IDEOLOGIE TIERS-MONDISTE. (DE)CONSTRUCTION ET USAGES D'UNE CATEGORIE EN CRISE	275
CHAPITRE 5. RECEPTIONS CROISEES D'UN « GRAND JOURNAL POLITIQUE ».....	375

CHAPITRE 6 – « CADRES ACTIFS » ET « NOYAU DUR ». SOCILOGIES DES LECTEURS DU <i>MONDE DIPLOMATIQUE</i>	425
CHAPITRE 7. « DIPLOMATIQUEMENT VOTRE ». LES AMIS DU <i>MONDE DIPLOMATIQUE</i> , OU LA DIFFICILE INSTITUTIONNALISATION D'UNE RECEPTION POLITIQUE	497
CONCLUSION. <i>LE MONDE DIPLOMATIQUE</i> COMME FORME D'HYBRIDATION.....	581
TABLE DES MATIERES.....	588

Avertissement

Cette thèse a été préparée au sein du Centre universitaire de recherche sur l'action publique et le politique – Epistémologie et sciences sociales, unité mixte de recherche CNRS/Université de Picardie Jules Verne.

Sa réalisation n'aurait pas été possible sans la confiance accordée tout d'abord par l'École doctorale de l'université de Picardie Jules Verne, via une allocation de recherche ministérielle, puis par l'université de Picardie Jules Verne, par le biais d'un contrat d'attaché temporaire d'enseignement et de recherche. Elle s'est poursuivie dans le cadre offert par l'École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques dirigée, à Villeurbanne, par Anne-Marie Bertrand. Elle a enfin bénéficié du soutien de Corinne Leblond, directrice du service commun de la documentation de l'Université d'Artois, et de l'Université d'Artois, qui ont accepté d'accorder un congé de formation de six mois afin d'en poursuivre la rédaction.

Selon l'usage, l'Université de Picardie Jules Verne et les institutions précédemment citées ne donnent ni approbation ni improbation aux opinions exprimées dans cette thèse, qui sont propres à l'auteur.

Résumé

Cette thèse a pour objet la politisation du mensuel *Le Monde diplomatique* et de ses lecteurs dans la France des années 1950 à 2000. Destiné originellement aux ambassadeurs et aux fonctionnaires internationaux, ce supplément du quotidien *Le Monde* a progressivement adopté une vision critique des relations internationales, centrée notamment sur les Etats-Unis et les problèmes de développement des pays du tiers-monde. À partir des années 1980, son équipe, caractérisée par une grande stabilité, a mis l'accent sur le caractère engagé de son contenu, dont l'une des manifestations a été la création, en 1995, d'une association de lecteurs. *Le Monde diplomatique* a par la suite pris une part active dans la genèse de la contestation altermondialiste en France. Alors que l'étiollement des logiques d'engagement constitue l'une des clefs d'interprétation de l'histoire de la presse française, ce mensuel, qui affirme et revendique sa singularité dans l'espace médiatique français, a vu croître sa diffusion jusqu'en 2004.

En croisant plusieurs terrains (analyse de contenu du journal, entretiens, observation participante auprès de l'association de lecteurs et étude de ses archives), cette thèse décrit en trois temps ce processus d'engagement collectif et individuel. L'analyse est centrée en premier lieu sur la transformation progressive du *Monde diplomatique* qui, sous l'influence des journalistes du service « Étranger » du *Monde*, délaisse les coulisses des ambassades pour investir la scène des relations internationales. L'observation porte ensuite sur l'engagement du mensuel, alors dirigé par le journaliste Claude Julien, dans les polémiques liées à la « crise du tiers-mondisme », au milieu des années 1980. Enfin, la réussite politique et commerciale de ce mensuel est abordée sous l'angle de sa réception, qui s'institutionnalise à la fin des années 1990 au sein d'une association de lecteurs, les Amis du *Monde diplomatique*.

Sa position spécifique, le *Monde diplomatique* la doit tout d'abord aux trajectoires de ses collaborateurs, qui cumulent des ressources propres à différents espaces (journalistique, militant et, surtout, universitaire). Elle repose également sur la pluralité d'usages (notamment militants et didactiques) dont ce mensuel fait l'objet par ses lecteurs. Cette position tient enfin au rapport au politique entretenu par un journal qui, s'il se présente comme engagé, n'en a pas moins maintenu une certaine distance vis-à-vis

des formes institutionnelles de l'univers politique, symbolisée par la mise en avant de la figure du « citoyen ».

DESCRIPTEURS :

Le Monde diplomatique (périodique)

Presse politique ** France

Lecture ** Journaux ** France

Militantisme ** France

Mouvements antimondialisation ** France

« À contre-courant ». Sociohistoire d'une
politisation improbable

C'est en mai 1954 que débute officiellement l'histoire du *Monde diplomatique*. Les huit pages de ce modeste supplément mensuel du quotidien *Le Monde* se donnaient un but à la fois simple et ambitieux : « doter les membres des services diplomatiques et consulaires de tous les pays et le personnel des principales organisations internationales, ainsi que leurs familles, d'un organe consacré aux événements et aux problèmes qui les intéressent tout particulièrement¹ ». Papier légèrement glacé, mise en page aérée, photo en première page du nouvel ambassadeur britannique reçu à l'Élysée par René Coty, rubrique consacrée au « mouvement diplomatique et consulaire » : tout concourait à faire de ce périodique le « journal des cercles diplomatiques et des grandes organisations internationales », comme l'annonçait son sous-titre. À sa tête, un ancien journaliste et diplomate d'origine hongroise, François Honti, qui avait obtenu l'accord et le soutien d'Hubert Beuve-Méry, fondateur et directeur du *Monde*, pour lancer un supplément destiné au monde des ambassades. Il était secondé pour ce faire par une jeune secrétaire de rédaction, Micheline Paunet, embauchée pour l'occasion.

Décembre 1994. Après quatre décennies passées au *Md*, l'ancienne secrétaire, devenue rédactrice en chef au début des années 1980, prenait sa retraite. Dans le court texte annonçant son départ, publié en janvier 1995, elle saluait « l'épanouissement de ce journal [qui], dans sa continuité, a été exceptionnel ». Grâce au « travail obstiné d'une très petite équipe rédactionnelle, mais aussi [à] l'indéfectible soutien des directeurs qui se sont succédé à la tête de la SARL le *Monde* jusqu'à ce jour », le *Md*, « pôle de la résistance intellectuelle », « œuvre de résistance », était devenu un « grand journal politique ». « Résistance », « bataille² », « offensive³ »,

¹ « À nos lecteurs », avril 1954, p. I [les références des articles cités dans le journal seront désormais noté : 04.54, I].

² Ignacio Ramonet, « Consolider l'indépendance du "Monde diplomatique" – La bataille des dix millions », 04.96, 4.

³ Ignacio Ramonet, « Résistances », 05.54, I. La « manifestation exceptionnelle » organisée en mai 2004 au palais des congrès de la Porte de Versailles, pour les cinquante ans du mensuel, était nommée « Voix de la résistance ».

« combat⁴ » : un vocabulaire sinon martial, du moins militant, jalonne depuis trente ans les discours portés par les journalistes du *Md* sur leur instrument de travail. Claude Julien, Ignacio Ramonet et Serge Halimi⁵ ont tour à tour tissé, à partir du début des années 1980, la trame de leur argumentaire sur un même métier : celui d'un mensuel refusant la « froide objectivité » des autres journaux et de la télévision⁶. Celui d'un journal dont une partie des lecteurs, réunie en association depuis 1996, se présente comme un « outil de participation citoyenne, [...] irrévéréncieu[se] à l'égard des pouvoirs – en premier lieu du pouvoir de l'argent – et avant tout soucieu[se], pour reprendre une formule américaine, de "satisfaire les affligés et d'affliger les satisfaits"⁷ ». Celui d'un titre de presse qui « n'est pas qu'un journal, [qui] est une cause... Cause de la justice, de la paix, des peuples qui cherchent à sortir de leur dépendance⁸ ». Celui encore d'un « journalisme d'intérêt général ouvert sur le monde⁹ ». Bref, le fervent défenseur d'une conception du journalisme éloignée, *a priori*, de la volonté originelle d'« être rigoureusement objectif et [de] s'abstenir de prendre position à l'égard de affaires intérieures des divers pays¹⁰ ». À la fin du 20^e siècle, c'est l'engagement¹¹, la « mise à nu des dispositifs principaux de l'ordre social et international¹² » qui sert d'appui essentiel et explicite au travail journalistique.

⁴ Ignacio Ramonet, « Avec les Amis du Diplo – Dans la bataille des idées : les voix de la résistance », courrier de promotion, 2004.

⁵ Respectivement les deuxième (janvier 1973), troisième (janvier 1991) et quatrième (1^{er} mars 2008) responsables du *Md*. François Honti a occupé le poste de rédacteur en chef dix-huit ans, comme Claude Julien ; Ignacio Ramonet est resté à la tête du mensuel dix-sept ans.

⁶ Claude Julien, « Peurs, racisme et affairisme – Ombres sur la Ville lumière ». Compte rendu du livre de Max Gallo, *La Fontaine des innocents*, Paris : Fayard, 1992, 03.92, 30.

⁷ Claude Julien, « Agir », in « Aidez nous à réussir la filialisation du Monde diplomatique », 02.96.

⁸ Ignacio Ramonet, discours de clôture de la célébration des 50 ans du mensuel, 8 mai 2004, salle des congrès de la Porte de Versailles.

⁹ Serge Halimi, « Notre combat », 10.09, I, 18 et 19.

¹⁰ « À nos lecteurs », 05.54, I.

¹¹ « Le Monde diplomatique – 50 ans déjà et toujours aussi engagé dans son époque », affirmait un courrier de promotion envoyé en août 2005.

¹² Serge Halimi, « Notre combat », ar. cit.

Ce processus d'engagement des collaborateurs du *Md* et de ses lecteurs constitue la toile de fond de ce travail. Il porte sur des individus qui pensent (et agissent éventuellement en conséquence) que lire ou écrire dans un journal s'inscrit dans des pratiques et des modes d'action politiques. Cette manière de concevoir le rôle d'un média, d'investir son contenu d'un sens politique, ne va pas forcément de soi à la fin du 20^e siècle, dans un pays où la routinisation du jeu démocratique, la différenciation et la spécialisation des activités – notamment politiques – sont fortes. Supports longtemps incontestés de diffusion des idéologies, « arme[s] de propagande des temps modernes¹³ », les journaux, comme les autres médias, s'organisent et inscrivent aujourd'hui leur action dans des logiques marchandes. Avant de porter des idées, des projets ou des programmes politiques, les titres de presse servent des intérêts économiques. Ce constat, étayé par plusieurs enquêtes, ne conduit pas à penser en termes essentialistes l'antinomie entre le « politique » et l'« économique », le « militant » et le « commercial », ni à occulter le fait que la presse participe depuis au moins un siècle et demi de la dynamique du capitalisme en Occident¹⁴. Mais il invite à s'interroger sur les particularités d'un journal qui, tout en critiquant fermement, depuis plusieurs décennies, les liens entre les médias et les « puissances d'argent¹⁵ », en mettant en avant un modèle d'excellence journalistique [LEMIEUX, 1992] présenté et perçu comme « à nul autre pareil¹⁶ » ou « sans équivalent dans la presse française¹⁷ », est parvenu, à la différence de nombreux

¹³ Paul Vaillant-Couturier, « La meilleure arme de propagande », *L'Humanité*, 16 janvier 1920 ; cité in Burger-Roussenac, 2004 : 124. Le *Que faire ?* de Lénine ou encore *La Guerre civile* du petit groupe de normaliens décrit par Paul Nizan dans son roman *La Conspiration* expriment, dans des registres différents, l'inscription du journal dans les technologies politiques et militantes de l'entre-deux-guerres. Comme l'écrit encore Léon Daudet, situé à l'opposé du spectre politique [1936 : 79-80] : « [...] si la presse n'est pas l'expression des mouvements et des révoltes de la conscience publique, de l'indignation contre l'injuste, de l'enlèvement des scories, elle n'est rien qu'un enregistrement, morne et parésique, des faits [...] ».

¹⁴ Pour une synthèse sur cette question, voir LEMIEUX, 2000 : 38 sq.

¹⁵ Pour reprendre une expression rendue célèbre, à la fin de la Seconde guerre mondiale, par le programme du Conseil national de la Résistance (15 mars 1944), et reprise parfois dans le mensuel.

¹⁶ I. Ramonet. 2004 (mai). « Cinquante ans ». *Manière de Voir*, avril-mai 2004.

¹⁷ Selon les termes d'un courrier de promotion envoyé aux non-abonnés daté août 2005.

autres titres de presse issus de la Libération ou de la floraison militante de l'après Mai 68, à gagner des lecteurs et de l'argent durablement. Autrement dit, à gérer et développer un modèle d'entreprise qui soit économiquement et politiquement viable.

À travers l'étude de l'implication de collaborateurs et de lecteurs du *Monde diplomatique* dans un certain nombre de causes, ce sont les questions de la place du journal périodique au sein des technologies militantes et, *in fine*, du déclin des entreprises de presse comme cadre jugé pertinent et légitime de l'action collective, en France, qui se posent également en arrière-plan de ce travail. En effet, si les relations entre les mouvements sociaux ou les organisations partisans et les médias se traduisent avant tout, en France, par une « perte d'autonomie » des premiers vis-à-vis des seconds [NEVEU, 1999 : 65-73], c'est peut-être, d'abord, en raison du recul tendanciel des ressources médiatiques produites par et pour ces mouvements sociaux. Le long déclin de la presse communiste, le processus de déconfectionnalisation de la presse catholique¹⁸, la faible visibilité des journaux associatifs ou la fragilité de la presse alternative locale [FERRON, 2004 ; GUSSE, 2006] s'inscrivent ici dans un double processus, lié d'une part à la professionnalisation et à l'autonomisation de l'activité journalistique [RUELLAN, 2007] et, de l'autre, à l'incapacité progressive de mouvements porteurs d'intérêts sectoriels à concurrencer les agences de presse ou les télévisions sur le terrain de la production de l'information¹⁹. Certes, le développement des médias électroniques à partir du début des années 90 bouleverse l'espace de production journalistique et semble contredire l'idée d'un déclin des médias revendiquant une posture militante. Néanmoins, à la fin du 20^e siècle, le poids historique et symbolique des médias dits de masse dans la

¹⁸ Afin d'enrayer la baisse de sa diffusion, « il faudrait peut-être également qu'il y ait des journalistes laïques qui soient compétents dans le domaine », déclarait le rédacteur en chef de *La Croix* (Michel Cool. 1997. « Les religions dans les médias : témoignage et propositions méthodologiques ». Les cahiers du journalisme. Lille : ESJ-Lille, n° 3, 1997, p. 101 ; cité in LE BOHEC, 2000 : 236]. Les publications pour la jeunesse du groupe Bayard (*Popi, Pomme d'Api, Tralalire, J'aime lire...*) se caractérisent par l'absence quasi complète de référence à la religion, que ce soit sous ses aspects éthiques, historiques ou rituels. Cette déconfectionnalisation n'a pas nuit à l'essor du groupe, bien au contraire.

¹⁹ Comme l'illustre l'exemple de l'« Agence de presse – Libération » puis de Libération lui-même [SAMUELSON, 1979]

formalisation, la légitimation et la diffusion des dénonciations publiques oblige presque systématiquement les mouvements sociaux à intégrer les systèmes de contraintes médiatiques à leurs logiques d'action : recrutement d'attachés de presse, respect des formats imposés, modes d'action privilégiant les aspects spectaculaires de l'action, susceptibles d'être montrés au journal de 20 heures...²⁰

Dans un tel contexte, l'augmentation régulière des ventes d'un journal comme le *Md* jusqu'au début des années 2000 pose question. Alors que l'étiollement des logiques d'engagement constitue l'une des clefs d'interprétation de l'histoire de la presse française²¹, ce mensuel, qui affirme et revendique sa singularité, a vu sa diffusion croître, lentement mais sûrement, durant deux décennies. Et s'il a connu à partir de 2004 une décrue brutale, sa diffusion n'en reste pas moins conséquente²². Comment

²⁰ Sur cette question, voir GITLIN, 1980. La médiatisation des certaines actions de l'Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens (ATTAC), créée à l'initiative des journalistes du *Md*, a par exemple fait l'objet de critiques très fermes de Serge Halimi et Pierre Rimbert, respectivement, alors, journaliste au mensuel et doctorant en thèse, collaborateur au journal *Pour Lire Pas Lu* (PLPL) [Serge Hamili et Pierre Rimbert. 2004. « Contestation des médias ou les contestation pour les médias ». In Pascal Durand (dir.). Médias et censures – Les figures de l'orthodoxie. Liège : Presses de l'université de Liège].

²¹ Cet évolution a été notamment décrite par JANOWITZ, 1975 ; SCHILLER, 1979 ; CHALABY, 1998 ; 130-140 ; SCHUDSON, 1978 ; LA HAYE, 2005 : 15, 18, 34 ; LEVEQUE, 2000 : 89-115 ; LEMIEUX, 2000 : 370-376 ; LE BOHEC, 2000 : 83, 236, 259 ; NEVEU, 2002. Pour C. LEMIEUX, « [...] l'histoire du journalisme français au XXe siècle peut s'interpréter à travers le lent déclin de la presse d'opinion au profit de la presse dite d'information (même si le caractère mutuellement exclusif de ces catégories mériterait sans doute d'être fortement nuancé) [...] » [LEMIEUX, 2001]. Pour L. MARTIN [2004 : 260] « [...] *L'Humanité* est aujourd'hui l'un des derniers journaux d'opinion existant en France – et il va mal, même si les derniers chiffres [en 2004] sont plutôt encourageants ; *Le Canard enchaîné*, lui, a privilégié la logique de l'information sur celle de l'engagement – et il va bien, même si les derniers chiffres marquent un léger tassement. Peut-être résumant-ils à eux seuls le destin contrasté de la presse écrite française au XXe siècle ». Pour E. NEVEU [2002 : 253], « le défi est ici celui de l'autonomie. Et l'histoire du journalisme politique peut largement se lire comme celle d'une sortie du rôle de supporters et de partisan, plus précoce au Etats-Unis, particulièrement tardive en France ou en Italie ».

²² En 2002, la moyenne mensuelle des ventes était de 226 500 exemplaires environ en France, avec une progression de 4% pour les ventes au numéro, et de 11,1% pour les abonnements, par rapport à 2001. Au total, avec les éditions en langues étrangères (au nombre de 22, sur papier, en septembre 2003), le journal était diffusé mensuellement à 1,5 millions d'exemplaires dans le monde. En 2004, les chiffres faisaient état d'une diffusion payante de 206 400 exemplaires, en très nette diminution (la première depuis plus de quinze ans). Cette diffusion se décomposait de différentes manières : France 149 200 ; étranger 57 200 (soit, pour l'étranger, un poids relatif de 28,8% ; pour l'Île de France, 23,3% ; pour Rhône-Alpes 7,8% ; pour PACA, 5,8%, pour le Midi-

expliquer cette anomalie, au sens d'exception à la règle, dans un paysage médiatique où dominant, depuis le milieu du 20^{ème} siècle, et les médias audiovisuels, et des pratiques journalistiques faisant de la distinction entre les faits et les commentaires, ou encore de l'absence d'implication, des normes professionnelles fondamentale ?

§I – POLITIQUES DU JOURNALISME

Il peut sembler paradoxal d'étudier le mouvement de dépolitisation de la presse par la description d'un élément qui semble justement en contredire l'inéluctabilité. Le *Md* est-il le « bon » objet pour cela ? Si oui, relève-t-il de l'« exceptionnel normal » étudié par la *microstoria*, concentrant des propriétés qui, contraires à la norme dominante de la dépolitisation de la presse, permettraient de mieux en saisir les aspects essentiels ? Comme le soulignent H. BECKER [1985] ou, à partir d'autres terrains, C. GINZBURG [2003 : 122] « l'exception est plus riche que la norme parce que la norme y est systématiquement impliquée ». En partant du *Md*, des manières de travailler de ses collaborateurs, ou encore des pratiques de lecture de ses acheteurs, on pourrait ainsi décrire, en négatif, les règles pratiques à l'œuvre dans les médias dominants – c'est-à-dire, ici, respectant les normes explicites et implicites d'un journalisme voyant notamment dans la mise en avant de ses opinions, de ses prises de position, une faute caractérisée²³. Mais l'affirmation ouverte des partis-pris n'a pas toujours été, ne constitue même pas toujours, actuellement, une déviance vis-à-vis de normes journalistiques dont l'une des caractéristiques est, justement, de ne pas faire l'objet d'une codification juridique ou d'une déontologie officielle. A la fin du 19^e siècle par exemple, la neutralisation des points de vue prônée par le *Matin*, journal qui fit vertu d'apolitisme en appelant dans ses colonnes quatre éditorialistes de sensibilités politiques différentes, faisait l'objet d'un opprobre unanime [BELLANGER & *alii*, 1976 : 309 ; FERENCZI, 1993 : 36-39]. Le fait qu'un titre de presse puisse

Pyrénées, 4% – etc. En 2004 toujours, les abonnements s'élevaient à 77 000 (37, 3 % de la diffusion payée) et les ventes à 129 400 (62, 7 %).

²³ « L'expression de leurs raisons personnelles par les journalistes » comme « faute » fait l'objet du chapitre 9 du livre de C. LEMIEUX [2000 : 374].

choisir officiellement de ne pas choisir semblait alors poser problèmes aux observateurs du temps. À l'inverse, près de cinquante ans après, l'après-guerre signe l'échec des entreprises journalistiques et éditoriales [SIMONIN, 1996 : 291] issus de la Résistance qui s'inscrivaient tous, et pour cause, dans une filiation politique et militante. La loi Moustier du 5 août 1954, malgré ses dispositions *a priori* favorables à la presse issue de la Résistance, « sonne le glas de projets visant à reconnaître le caractère de "service public" de la presse d'information et à soustraire cette dernière tant à la loi du profit qu'au régime de la publicité²⁴ ». En 1955, un jeune journaliste de *Témoignage chrétien* qui, l'année suivante, serait chargé de couvrir l'URSS au *Monde* et, par conséquent, au *Md*, s'interrogeait dans un essai sur l'état de la presse française :

« [...] Mais au fait, qu'est-ce donc qu'un journal d'opinion ? Il faut mettre des titres concrets sous ce vocable : "Combat" en fut un, "l'Époque" aussi, "Franc-Tireur" de même, "Le Figaro" restet-il ou non dans la catégorie ? Pas plus que "Le Monde" qui veut être d'abord un journal d'information sérieuse : ces deux quotidiens ont certes des opinions ; peut-être pas toujours une opinion. Et les journaux de parti ? On leur demande surtout de défendre des positions, moyennant quoi, il leur est recommandé de ne pas afficher d'opinion particulière. Cette énumération se passe de commentaire. Elle porte toutefois une leçon : il est vain semble-t-il de vouloir ressusciter une presse d'opinion, telle qu'elle existait par exemple en 1913 ou même en 1938 ; un leader politique ne pourra plus porter un journal sur ses seules épaules comme le fit Clémenceau. Une tendance limitée comme celle des démocrates d'inspiration chrétienne vers les années 30, ne serait plus en mesure de sortir un quotidien tirant à 10 ou 15.000 exemplaires. Il faut donc trouver d'autres formules si on ne veut pas se résigner à la décadence actuelle [...]»²⁵.

²⁴ Jean Schwœbel. 1968. *La presse, le pouvoir et l'argent*. Préface de Paul Ricoeur. Paris : Le Seuil, coll. « L'Histoire immédiate ». Rédacteur au *Monde*, Jean Schwœbel a consacré une part importante de sa carrière à promouvoir les sociétés de journaliste ; il fut l'initiateur et le premier président de la Société des rédacteurs du Monde, en 1952.

²⁵ Bernard FERON. S.d [1955]. *Feu la presse libre ?* Paris : éditions Témoignage chrétien, coll. « Bibliothèque de l'homme d'action ». P. 52-53. Au début de son livre, l'auteur affirmait également que la « distinction [« entre la presse d'opinion et la presse d'information ou, si l'on veut, la presse d'idées et la presse commerciale »] tend à s'effacer » [*ibid.* : 9].

Cet extrait témoigne qu'il ne fait pas bon, pour un titre de presse, de faire partie d'une presse dont les « difficultés²⁶ » sont abondamment diagnostiquées, analysées, commentées depuis un demi-siècle. Analysant l'actualité « à travers le prisme de la doctrine, de l'idéologie » [LETEINTURIER, 1990], provoquant « l'indifférence ou le dégoût de la grande part du public qu'elle exclut » [LEMIEUX, 2000 : 371], « représentée par les journaux des extrêmes (de droite ou de gauche) à diffusion très limitée » [BENARD, 2002 : 267], faisant « [...] dépendre les journaux d'une pensée exclusive, qui ne laisse aucune place au débat d'idées et, pire en encore, aux informations qui ne sont pas dans la ligne du journal », ne laissant par conséquent « survivre que quelques rares journaux qui se vendent mal » [EVENO, 2004 : 649-650], « stigmatisée », « déstructurée » [SAÏTA, 2004 : 229], « réduite comme peau de chagrin²⁷ »... Celle-ci connaît un déficit de légitimité et de public apparemment irréfutable. Aujourd'hui présenté comme la figure emblématique du « journalisme de militant » [EVENO, 2004 : 649], le *Md* serait-il un monadnock politique, semblable à « ces témoins du passé géologique qui surplombent les déserts de leurs formes insolites » [CORBIN, 1990 : 121] ? Déviant, archaïque, le *Md*? Comme le souligne J. LAGROYE, « de quelque manière qu'on l'entende, la "politisation" d'activités sociales, de groupe, de thèmes ou de professions pose un problème de légitimité et fait l'objet d'appréciations morales » [LAGROYE, 2003 : 359]. Une catégorie telle que la « presse d'opinion » – où l'opinion renvoie en fait de manière restrictive aux prises de position politique ou, parfois, religieuses – stigmatise autant qu'elle décrit. Elle charrie un fonds historique qui prend sa source dans la figure tribunicienne du révolutionnaire français [LEMIEUX, 1992b] ou russe, que les journalistes n'investissent pas aujourd'hui sans risques. Le lien historiquement organique entre la presse et les appareils partisans, symbolisé par l'*Iskra* léniniste et momentanément réactivé dans les années 1960-1970, fait ainsi figure d'épouvantail. Le long procès d'autonomisation de l'activité journalistique vis-à-vis des mondes politique, littéraire

²⁶ [S.n] « Après la mort de "Combat" – Les difficultés de la presse d'opinion ». *Le Monde*, 1-2 septembre 1974, page 4.

²⁷ Emmanuel Lemieux. « La presse, miroir du creux démocratique ». *Le Nouvel économiste*, 9 mars 2006, p. 1-5.

[FERENCZI, 1996] ou syndicaux [LEVEQUE, 2000] rejette dans l'anormalité l'indifférenciation de certaines pratiques militantes qui faisaient de l'organe de presse le levier de l'action politique²⁸.

Mais il est un autre problème posé par l'usage d'une telle catégorie : celui de figer des postures et des pratiques journalistiques qui se caractérisent plutôt, comme l'a montré C. LEMIEUX, par un travail d'adaptation régulier aux situations, aux événements et aux êtres rencontrés [LEMIEUX, 2000 : 121 sq.]. Car en matière de presse écrite, la mise en avant officielle des partis-pris intègre encore le répertoire des pratiques autorisées. Sous certaines conditions, néanmoins, dans la mesure où l'affirmation des opinions (le pluriel a son importance) ou la défense d'une cause obéit à des règles plus ou moins explicites²⁹. En effet, dans les journaux, l'expression d'une opinion, au sens courant du terme, est la plupart du temps localisée : soit par le jeu du rubricage (billets, éditoriaux, courriers des lecteurs, pages « Opinions », « Idées » ou encore « Rebonds », dans *Libération*), soit (ou tout) en étant alloué à des personnes dont le statut les autorise, en quelque sorte, à parler à la première personne (lecteur, intellectuel, religieux, savant, directeur, autre journaliste...). Elle est également temporaire : la plupart des causes sont embrassées sur des périodes temporelles courtes, prenant souvent la forme d'une prise de position, d'une « réponse » et, parfois, d'un éditorial. Elle est non-exclusive au sens qu'elle porte, généralement, sur des êtres collectifs de grande taille, non critiqués dans leur singularité (condamner « le racisme » ou « le Front national », oui ; les habitants de Toulon, Orange ou Marignane, non). Enfin et surtout, l'« opinion » se doit d'être polyphonique, au sens que C. Lemieux donne à ce terme. Dans cette perspective légaliste, les journaux ont vocation à être des chambres d'amplification des disputes, polémiques ou états d'âme collectifs. Comme le

²⁸ Si le journaliste, comme le syndicaliste, « [...] peut consentir à reconnaître que son action a, d'une certaine manière, une "portée politique" générale (former des citoyens conscients, libres et responsables ; participer à l'avènement d'une démocratie de participation ; lutter contre les oppressions et les injustices ; contraindre les élus à agir...), il ne saurait admettre, sans se remettre lui-même en cause dans ses pratiques et ses croyances les plus fondamentales, que les règles, les enjeux et les objectifs de son engagement soient "dictés" ou "récupérés" par les acteurs du jeu politique [...] » [LAGROYE, 2003 : 363].

²⁹ Les manuels de journalisme se livrent, pour la plupart, à ce travail d'explicitation.

soulignait le journaliste Bernard Féron à propos du *Monde*, ce quotidien « [...] veut être d'abord un journal d'information sérieuse : [il a] certes des opinions ; peut-être pas toujours une opinion [...] ». Ce à quoi faisait écho 48 ans plus tard Jean-Marie Colombani, alors directeur du groupe Le Monde SA :

« *Le Monde diplomatique* et *Le Monde* peuvent avoir, et ont, des divergences éditoriales. *Le Monde diplomatique* est en effet un journal d'opinion – au singulier –, *Le Monde* est un journal d'opinions – au pluriel. Et, si les points de vue éditoriaux du *Monde diplomatique* sont différents, s'il leur arrive d'être critiqués par *Le Monde*, il en va ainsi de notre liberté : *Le Monde diplomatique* est la preuve de la liberté éditoriale dans la famille du *Monde*³⁰ ».

Au total, si l'expression des partis pris et des exclusions a bien encore sa place dans les titres de presse c'est bien, pour filer la métaphore carcérale, en liberté surveillée.

Le poids aujourd'hui écrasant d'un tel modèle « floute » le regard que l'on peut porter sur des entreprises qui, comme le *Md* – mais aussi *Témoignage chrétien*, *Politis* ou *La Vie* – inscrivent leur itinéraire dans les marges des espaces politique et journalistique institutionnels. Aussi, s'il se présente comme « engagé dans son époque, pour des idées³¹ », le *Md* ne s'intègre et ne peut être intégré mécaniquement dans une catégorie aussi problématique que celle de la presse d'opinion, ce pour trois raisons. Tout d'abord, cet engagement n'a pas correspondu à un changement d'équipe, à une remise en cause radicale du travail opéré par de nouveaux journalistes aux dépens de plus anciens. Analysée sur un demi-siècle, l'histoire du *Md* se caractérise par la stabilité de son noyau rédactionnel : trois responsables se sont succédé sur plus de cinquante ans. Certes, l'un d'entre eux a durablement imprimé sa marque dans la mémoire collective du journal, Claude Julien, qui remplace en janvier 1973 l'initiateur et premier rédacteur en chef du mensuel, François Honti. Mais les changements impulsés par le nouveau rédacteur en chef, s'ils contribuent à gauchir l'image du journal aux yeux de certains observateurs, ne rompent pas complètement avec le fond, la forme et les collaborateurs habituels d'un titre encore proche du

³⁰ Jean-Marie Colombani. « "Le Monde" et le "Diplo" ». 05.03, 2.

³¹ Courrier de promotion envoyé aux non-abonnés, août 2005.

quotidien dont il était issu. Les contributeurs les plus réguliers y écrivirent pour certains – comme Bernard Féron par exemple – durant plus de trente ans. La secrétaire de rédaction, Micheline Paunet, tint ce rôle puis celui de rédactrice en chef de 1954 à 1995, prenant sa retraite seulement après l'arrivée du troisième directeur, Ignacio Ramonet. Le cercle des rédacteurs membres ou proches du journal n'en a pas moins investi, progressivement, des patrons narratifs où la dénonciation des injustices et la critique sociale ont fait jeu égal avec l'analyse et l'explication. Comment ces prises de position progressives se sont-elles manifestées ; quelles formes argumentatives ont-elles prises ; comment expliquer l'investissement politique de rédacteurs qui firent originellement vertu de l'absence de prise de position : telles sont les questions auxquelles on s'efforcera de répondre.

Celles-ci prennent une signification particulière dans la mesure où cet engagement des collaborateurs du *Md* se caractérise, en second lieu, par la mise à distance des formes les plus institutionnelles de la politique. Il n'a en effet correspondu ni à l'inscription dans un courant ou une idéologie reconnue (notamment communiste ou socialiste), ni à un soutien à un mouvement (parti, syndicat ou association), ni encore une participation à des actions collectives (manifestation, pétition, déclaration...), ni enfin à la participation au jeu politique, impliquant par exemple des prises de position en faveur de candidats³². Plus exactement, si soutien il y a eu, il n'a pris forme que récemment eu égard à l'histoire du journal, et ne s'est jamais manifesté, avant l'essor du mouvement altermondialiste en France, sous la forme d'un soutien actif. Autrement dit, le modèle d'excellence journalistique promu par les journalistes du *Monde diplomatique*, s'il peut être rattaché historiquement à ce que C. LEMIEUX [1992b] définit comme un modèle tribunitien, s'en écarte radicalement par le maintien d'une distance vis-à-vis des causes que les journalistes défendent. Mais il y a plus. L'image aujourd'hui intégrée du *Md* comme « journal politique » laisse à l'arrière-plan une dimension tout aussi fondamentale de son identité, celle d'un périodique où les universitaires, français et étrangers, occupent une place

³² On verra dans le détail que le mensuel a pu donner la parole à des hommes politiques. Cette pratique est néanmoins demeurée extrêmement minoritaire.

déterminante. Il n'est pas possible d'appréhender ce mensuel en ignorant l'investissement dont il a fait l'objet, en particulier après l'arrivée de Claude Julien en 1973, par des chercheurs en sciences sociales (économistes dans les années 1970, sociologues proches de Pierre Bourdieu après 1995...). Le nouveau rédacteur en chef scientifie autant qu'il politise le contenu d'un journal qui, pour autant, disposait déjà d'attaches dans le monde académique. Comment une telle configuration journalistique, universitaire et politique s'est-elle constituée ? Comment le *Md* « tient-il³³ » aujourd'hui comme objet politique et scientifique, tant du point de vue de ses rédacteurs que de ses lecteurs ?

La place qu'occupe aujourd'hui le *Md* dans l'espace journalistique et militant français, le mensuel la doit enfin à l'accroissement constant, durant plus de vingt ans, du nombre de ses lecteurs. En vingt ans, de 1982 à 2002, la diffusion du mensuel est passée de 74 500 à 226 500 exemplaires³⁴. Une partie de ces lecteurs a en outre acquis un statut particulier en devenant, à partir de février 1996, membre de l'association des Amis du *Monde diplomatique* (AMD). À l'engagement journalistique a correspondu l'investissement d'une partie du lectorat dans la diffusion des idées du journal dans une association qui compta, à ses débuts en 1996, jusqu'à 7000 membres, et qui organisait encore, en 2008, plusieurs centaines de rencontres annuelles. À rebours du schéma léniniste, c'est ici un mouvement qui se donne pour but de défendre un journal, afin d'en « garantir [...] l'indépendance éditoriale [...] [et] d'organiser des conférences-débats, rencontres et autres manifestations³⁵ » pour en assurer la promotion. Là encore, une telle configuration ne cadre pas avec le modèle médiatique de la presse d'opinion ou doctrinale tel qu'il est décrit dans les manuels [ALBERT, 2002 : 19].

³³ Pour reprendre l'expression d'Alain Desrosières.

³⁴ En 2002, la moyenne mensuelle des ventes était de 226 500 exemplaires environ en France, avec une progression de 4% pour les ventes au numéro, et de 11,1% pour les abonnements, par rapport à 2001. Le mensuel tire, en 2003, à près de 350 000 exemplaires en moyenne en langue française (avec une moyenne mensuelle des ventes, pour 2003, de 247 000 exemplaires) ; au total, avec les éditions en langues étrangères (au nombre de 22, sur papier, en septembre 2003), le journal est diffusé mensuellement à 1,5 millions d'exemplaires dans le monde [sources : assemblée générale des AMD, Paris, 24 mai 2003].

³⁵ « Vers une association de pleine activité », *La Lettre – Association Les Amis du Monde diplomatique*, n° 1, p. 1.

§2 – POLITISATION ET SYSTEMES DE DENONCIATION

Continuité de l'équipe rédactionnelle, distance vis-à-vis de la politique institutionnelle, implication des lecteurs au service de la cause du journal : l'articulation de ces trois dimensions nécessite de déplacer le regard porté sur la politisation du *Md*. Pour en saisir les fondements processuels, pour appréhender les modalités de « détournement », de « requalification », voire de « dépassement des limites » normalement allouées aux activités politiques [LAGROYE, 2003 : 365-367], on a utilisé plusieurs focales, justifiant l'emploi du pluriel dans le titre de ce travail.

C'est tout d'abord vers l'engagement des collaborateurs du mensuel depuis sa création, en 1954, jusqu'au début des années 1980 qu'a été centrée l'analyse. Revue mondaine tournée vers le monde des ambassadeurs, le *Md* a opéré un tournant progressif au début des années soixante. Cette évolution se manifeste symboliquement par un changement de sous-titre : présenté à ses débuts comme le « journal des cercles diplomatiques et des grandes organisations internationales », il devient en juillet 1962 celui de « la coopération et des grandes organisations internationale », cette dernière épigraphe disparaissant en 1970. Le premier chapitre (*De la cause des diplomates à celle des opprimés : grandeur, déclin et transfiguration du « journal des cercles diplomatiques »*) décrit ainsi comment, de 1954 au début des années soixante-dix, le mensuel abandonna progressivement les marques les plus visibles d'un journalisme de service, produit pour et, en partie, par des ambassadeurs, pour investir un registre discursif fondé sur une expertise de plus en plus critique. Journal diplomatique, le mensuel adossait à ses débuts sa légitimité à celle du corps auquel il entendait se consacrer. Il revendiquait ainsi, par la voix de son principal rédacteur, François Honti, un statut d'extraterritorialité journalistique : l'objectivité proclamée dans l'appel aux lecteurs du premier numéro s'appuyait sur la neutralité de l'arène diplomatique où, hormis en cas de rupture de relations, l'ambassadeur incarne physiquement l'État qu'il représente et, à ce titre, ne peut être critiqué. La confrontation Est/Ouest était ainsi observée à travers le prisme des relations diplomatiques. Or, le référent diplomatique a été progressivement évincé au profit de sujets politiques neufs, susceptibles eux-aussi de servir d'appui à l'analyse des relations entre les deux blocs : les organisations internationales et, plus précisément, l'ONU d'un côté ; le Tiers-monde et les pays « sous-développés » de l'autre. La première,

en tant qu'entité susceptible de répondre aux déséquilibres des relations internationales créés par l'antagonisme Est/Ouest. Les seconds, en tant que premières victimes de ces déséquilibres. Dans un deuxième temps, l'effacement progressif des traits consulaires du journal est mis en parallèle avec l'investissement lent mais continu de certains journalistes du *Monde* dans cette « estimable gazette³⁶ » (*chapitre 2 : Les spécialistes. Les journalistes du service étranger, du Monde au Monde diplomatique*). Perçu jusqu'à la fin des années 1970 comme simple supplément du quotidien *Le Monde*, le *Monde diplomatique* compte parmi ses collaborateurs les plus réguliers des rédacteurs du service étranger du quotidien. Ces derniers, associés aux deux membres permanents du mensuel, développèrent une expertise critique sur l'actualité internationale, qui passait notamment par une analyse fine du rôle des organismes internationaux (FMI et Banque mondiale) dans les économies des pays du tiers-monde. C'est de ce journal dont hérite malgré lui l'ancien responsable du service étranger du *Monde* Claude Julien, en 1973, et qu'il investit de ses propres savoir-faire et « manière de voir » l'activité journalistique. Le chapitre 3 (*Yves Florenne : de l'académisme désintéressé à la critique de la société de consommation*) change d'échelle et de perspective pour étudier, à partir de l'itinéraire journalistique et politique de l'un des principaux contributeurs du mensuel, comment cette évolution s'est manifestée sur le plan individuel. Cette étude biographique permet d'analyser dans le détail l'engagement progressif mais néanmoins distancié d'un journaliste qui, à ses débuts, s'inscrivait pleinement dans le journalisme de service. Lentement mais sûrement, ses articles – uniquement des comptes rendus d'ouvrage – laissent place à une dénonciation des inégalités Nord/Sud, du racisme ou encore des politiques étrangères des Etats-Unis. Parallèlement, ses centres d'intérêts, tournés initialement vers les mémoires de diplomates ou littérature classique, s'orientèrent de plus en plus, à partir du milieu des années 1960, vers les sciences sociales (histoire, sociologie, psychanalyse, relations internationales).

36 Selon l'expression de Daniel Junqua, ancien journaliste au Monde, à la mort de Claude Julien, en mai 2005.

La référence aux pays du tiers-monde ne constitue cependant pas un socle suffisamment solide pour forger un référent politique stable. Le chapitre 4 (*Le Monde diplomatique et l'idéologie tiers-mondiste : constructions et usages d'une catégorie en « crise »*) analyse l'idéologie à laquelle le mensuel a, à partir du début des années 1980, été associé : le tiers-mondisme. Il s'agit de montrer pourquoi cette idéologie n'a pas « pris », c'est-à-dire n'a pas fait l'objet d'une appropriation par les collaborateurs et les lecteurs du mensuel. Courant mort-né, le tiers-mondisme est en réalité un patchwork de courants, de mouvements et d'auteurs divers qui n'ont été agrégés qu'à la suite d'une violente polémique opposant, au milieu des années 1980, de nouveaux entrants dans l'espace de la solidarité internationale.

Ce sont enfin vers les modalités d'appropriation et d'usage du journal qu'il faut se tourner pour comprendre la place spécifique qu'occupe le mensuel aujourd'hui. Le cinquième chapitre (*L'entrée dans l'Histoire : le journal saisi par sa réception critique*) aborde l'histoire proche du *Md* à travers l'étude de la réception critique du journal par trois types d'acteurs (les journalistes, qui construisent eux-mêmes la réception du journal ; les universitaires – étudiants et chercheurs – qui l'ont utilisé comme source de première main ou comme objet d'étude, et les adversaires du mensuel enfin) qui permet de dérouler le fil conducteur de cet histoire. À ses débuts, le *Monde diplomatique* se voulait apolitique et refusait toute position partisane. Au début des années 1980, il est marqué politiquement à gauche, voire à l'extrême gauche de l'espace politique. Il s'agit ainsi de montrer dans quelles conditions le mensuel a pris les traits d'une « marque politique » (P. Bourdieu) aux yeux de ses collaborateurs et des observateurs extérieurs. Le sixième chapitre (« *Cadres actifs* » et « *noyau dur* ». *Sociologies des lecteurs du Monde diplomatique*) porte sur la constitution discursive des figures lectorales présentes dans le journal. En partant d'une question élémentaire – qui sont les lecteurs du *Md*? –, il s'agit ainsi d'étudier la coprésence, dans les colonnes du mensuel, de figures lectorales distinctes et parfois conflictuelles. « Le lecteur » du *Md* n'émerge en effet pas soudainement ; il a fait l'objet d'une construction progressive à partir du début des années 1980. Il s'agit ainsi de montrer comment l'équipe du journal a constitué « son » lectorat en sujet en partie politique, en s'appuyant sur la figure du « lecteur-citoyen ». Cette construction discursive prend forme associative en 1996, avec la

constitution des Amis du *Monde diplomatique* (chapitre 7 : « *Diplomatiquement vôtre* ». *Les Amis du Monde diplomatique, ou la difficile institutionnalisation d'une réception politique*). Plus de 9000 lecteurs offrent en effet les dix millions de francs nécessaires à la filialisation du mensuel vis-à-vis du quotidien *Le Monde*. Mais ces lecteurs ne s'en tiennent pas là : une minorité d'entre eux souhaite défendre la cause du journal en menant des actions concrètes. Ces dernières prennent principalement la forme de « conférences-débats », organisées en France et dans les pays européens francophones. La création d'Attac, en 1998, vient cependant contrarier les ambitions militantes d'une partie des Amis du *Monde diplomatique*, dont la partie la plus désireuses de s'engager quitte l'association. Derrière la question récurrente de l'identité de l'association des lecteurs, posée dès sa création, gît en effet celle du rapport à l'action politique : les lecteurs sont-ils réunis pour défendre la cause du journal, ou bien pour supporter les causes promues par celui-ci ? Passer de l'étude du journal à celle de l'association qui le soutient permet en ce sens d'appréhender comment se joue le rapport au militantisme et, plus largement, à l'engagement politique du journal à partir du milieu des années 1990.

Chapitre I. De la cause des diplomates à
celle des opprimés. Grandeur, déclin et
transfiguration du « journal des cercles
diplomatiques »

En mai 2004, le mensuel *Le Monde diplomatique*³⁷ fêtait son cinquantième anniversaire. Pour l'équipe du journal, cette date fut l'occasion d'organiser plusieurs célébrations, parmi lesquelles la publication d'un « Cahier spécial », inséré dans le numéro de mai, qui reproduisait douze « unes » du journal. Présentées par le directeur de la rédaction, Ignacio Ramonet, « comme autant de balises qui jalonnent l'histoire du dernier demi-siècle³⁸ », ces premières pages avaient vocation à illustrer concrètement les grands événements politiques dont avait rendu compte le mensuel durant un demi-siècle. La lecture de ces unes offre l'occasion, pour le lecteur du 21^{ème} siècle, de découvrir la maquette et, en pointillé, les contenus passés d'un journal né à la fin de la IV^e République. Au sommaire du premier numéro figuraient ainsi des articles d'ambassadeurs et de journalistes du *Monde* ainsi que, entre autres rubriques, « Le mouvement diplomatique et consulaire », les « Activités des grandes organisations internationales », la « Revue des revues » et « Le carnet des ambassadeurs ». A côté d'une publicité pour les montres Cartier, figurait enfin le « projet éditorial³⁹ » du mensuel :

A NOS LECTEURS

Ce journal se propose de doter les membres des services diplomatiques et consulaires de tous les pays et le personnel des principales organisations internationales, ainsi que leurs familles, d'un organe consacré aux événements et aux problèmes qui les intéressent tout particulièrement.

Pour répondre à cette intention il doit avoir un caractère international, être rigoureusement objectif et s'abstenir de prendre position à l'égard de affaires intérieures des divers pays ; il doit d'autre part fournir des informations sûres et abondantes sur l'activité professionnelle et sociale des milieux auxquels il s'adresse, être sérieux tout en restant attrayant.

Ainsi conçu, le *Monde diplomatique* est appelé à combler une lacune. De nos jours presque toutes les institutions internationales publient des organes spécialisés, mais il n'existe pas de publication que l'ensemble des cercles diplomatiques et

³⁷ Désormais noté « *Md* ».

³⁸ I. Ramonet, « Un cahier spécial de douze "unes" », *Le Monde diplomatique*, mai 2004, page 2.

³⁹ *Ibid.*

internationaux puisse considérer comme sienne. Actuellement, en raison de l'extension prise depuis la deuxième guerre mondiale par les services diplomatiques et les institutions internationales, le moment paraît particulièrement propice pour créer un organe qui constituerait un lien entre tous ceux dont la mission commune consiste à travailler pour le développement pacifique des relations internationales. Paris était tout indiqué pour être le siège de ce journal, et le français sa langue ; si en effet celui-ci a perdu son monopole d'autrefois dans la vie diplomatique, il n'en reste pas moins la langue la plus répandue dans ces milieux.

Les fondateurs du *Monde diplomatique* sont conscients des difficultés matérielles et techniques d'une telle entreprise, d'autant plus qu'ils se font une règle de fonder son existence sur les abonnements et la publicité, à l'exclusion de toute subvention gouvernementale. Ils ne pourront la mener à bien qu'avec l'appui de tous les intéressés.

La Rédaction.

Ponctuant de points de suspension éloquents sa courte présentation de ce premier numéro, I. Ramonet y soulignait la présence « de chroniques consacrées aux "robes à danser, robes du soir" et aux "problèmes de bridge"...⁴⁰ ». Il est vrai qu'il ne reste guère de trace de diplomatie dans le mensuel d'aujourd'hui. Discret vestige, le « Calendrier des fêtes nationales » maintient seul la tradition d'un journalisme au service des membres de la « Carrière⁴¹ ». Même le titre du mensuel a fait l'objet d'un détournement, le journal étant présenté aux lecteurs potentiels, dans un encart publicitaire, comme n'étant « pas si diplomatique que ça⁴² ». La présence de ce premier numéro dans la série des "unes" proposées au lecteur s'explique sans doute par le caractère convenu de toute commémoration journalistique. La durée de vie d'un titre – incarnée par l'accumulation des années symbolisée par des chiffres ronds : « 500^{ème} exemplaire », « 30 ans », qui font date et sont salués comme tel par les directeurs dans leur éditorial ou par les « grandes plumes » ayant accompagné le titre depuis sa création – constitue un élément non négligeable de prestige dans un secteur en crise

⁴⁰ Ibid.

⁴¹ Ellipse courante, dans le milieu des ambassades, pour désigner la carrière diplomatique.

⁴². « Qu'est-ce que le *Monde diplomatique* ? ». Site Internet du *Md*, consulté le 15.07.08 [<http://www.monde-diplomatique.fr/abo/diplo>]

permanente⁴³. Mais il y a peut-être plus, dans le sous-entendu ironique du directeur du *Md*, qu'une simple politesse rendue à l'« estimable gazette⁴⁴ » diplomatique du milieu des années cinquante. La mise en forme et en valeur des archives du mensuel *via* les cédéroms et le site Internet⁴⁵, la logique de dossier propre aux rééditions des textes dans le bimestriel *Manière de voir*, contribuent à faire oublier que les dernières rubriques adressées spécifiquement aux diplomates disparurent entre 1982 et 1983. Pendant au moins cinq ans, les « Caméras politiques », chroniques engagées d'Ignacio Ramonet sur le cinéma des années 1970, ont côtoyé le « Carnet des ambassades » et les publicités pour des berlines de luxe détaxées. Inversement, le rappel des caractéristiques proprement consulaires du journal néglige le fait que, à la fin des années soixante, les ambassadeurs n'y collaboraient plus que de manière résiduelle. « Pas si diplomatique que ça », le mensuel l'était devenu avant l'arrivée, marquante à bien des égards, de Claude Julien à la rédaction en chef, en janvier 1973.

La diminution rapide des traits les plus caractéristiques du journalisme diplomatique ; le maintien *a contrario* de rubriques destinées initialement aux diplomates « et à leur famille » jusqu'au début des années quatre-vingt ; la manière enfin dont ce passé a été présenté et intégré dans l'historiographie du journal posent plusieurs questions. A quoi ressemblait en premier lieu le « journal des cercles diplomatiques et des grandes organisations internationales » ? Comment expliquer que le *Md*, produit initialement par et pour une élite⁴⁶, ait évolué vers un contenu explicitement engagé aux côtés des pays du tiers-monde puis des

⁴³ Sur la thématique de la crise de la presse comme « mythe journalistique », voir LE BOHEC, 2000 : 101-105.

⁴⁴ Daniel Junqua (ancien journaliste au *Monde*, membre du conseil d'administration des Amis du *Monde diplomatique*), « Hommage à Claude Julien », jeudi 12 mai 2005, site Internet des Amis du Monde diplomatique, consulté le 15.07.08 [<http://www.amis.monde-diplomatique.fr/article865.html>]

⁴⁵ Le dernier cédérom sorti, en novembre 2008, couvrait la période de janvier 1973 à décembre 2008. Le site Internet offre la consultation gratuite des deux dernières années de publication.

⁴⁶ Elite sociale, avec le corps diplomatique ; élite journalistique également, le service « Etranger » du *Monde* étant dès l'origine le plus prestigieux l'on en juge par les témoignages de l'époque. A la fin des années 1970, « le patriotisme du service [politique] n'admet guère le prestige des collègues de l'« Etranger » qui ravissent au service politique la première place dans l'étiquette sociale du journal. » [PADIOLEAU, 1985 : 214].

mouvements altermondialistes, alors que s'y affirmait, à l'origine, la volonté d'être « rigoureusement objectif⁴⁷ » ? Quelles traces (dans les manières de travailler, de mettre en forme l'actualité internationale, de prendre ou non position, de mettre en scène l'histoire du mensuel...), oubliées ou non, articles et rubriques de servitude ont-ils enfin laissé dans le mensuel ? Pour répondre à ces questions, on s'attachera tout d'abord à décrire précisément ce journalisme de service (section I). L'attention portera dans un premier temps sur les articles catégoriels, qui offraient ces « informations sûres et abondantes sur l'activité professionnelle et sociale des milieux auxquels il s'adresse⁴⁸ » et, d'autre part, sur la mise en forme matérielle de cette activité diplomatique, à travers ses rubriques. Les rubriques comme découpage et classement du réel renvoient aux principes de division jugés pertinents par les journalistes eux-mêmes, en fonction notamment de l'image de leur journal et de l'idée qu'ils se font de la manière dont son contenu doit refléter la réalité⁴⁹ – ici, ce que l'on appelle l'« actualité internationale ». Afin de mettre en perspective le rubricage du *Md*, on l'a comparé aux études sur les rubriques « sociales » et sur les « pages politiques » menées respectivement par S. LEVEQUE [2000] et N. KACIAF [2005]⁵⁰, qui ont l'intérêt de porter en partie sur les mêmes périodes chronologiques. L'un des intérêts de ces articles et de ces rubriques réside dans la vision de l'activité diplomatique qu'ils défendaient, qui était représentative d'une aristocratie diplomatique française largement en déclin (section 2). Pour établir ce diagnostic, on a inséré le *Md* dans l'activité diplomatique de son temps, en s'appuyant sur les travaux historiques portant sur le ministère des Affaires étrangères de

⁴⁷ « A nos lecteurs », *Le Monde diplomatique*, mai 1954.

⁴⁸ *Ibid.*

⁴⁹ En omettant ce fait et en se limitant au contenu du journal, J.-F. TETU [MOUILLAUD & TETU, 1989 : 63-65] ne livre qu'une analyse tautologique du rubricage (« La "mise en rubrique" constitue les "références" selon lesquelles les contenus peuvent se distribuer ; ces références n'existent que dans la mesure où le journal lui-même les institue, les constitue comme références. Les journaux ne cessent d'en produire, en faisant surgir ou disparaître de nouvelles rubriques, et en opérant toujours plus ou moins un classement qui leur est propre. »).

⁵⁰ S. LEVEQUE [2000] a ainsi mis en parallèle la mise en place de rubriques avec l'émergence d'un corps de professionnels voué à l'interprétation journalistique du « social » érigé en catégorie objective.

l'après Seconde guerre mondiale⁵¹. Enfin, ce chapitre aborde l'itinéraire du cofondateur et principal animateur du mensuel, François Honti (section 3). Journal voulu, pensé et fabriqué par un seul homme, épaulé quotidiennement par une secrétaire de rédaction, Micheline Paunet, le mensuel reflétait à ses débuts les préoccupations diplomatiques et journalistiques de son fondateur. Personnage aujourd'hui oublié, cet émigré hongrois apatride, catholique et, au début des années cinquante, profondément anticommuniste, imprima profondément sa marque sur le mensuel.

SECTION I – AU SERVICE DE LA « CARRIERE ». LE *MONDE DIPLOMATIQUE*, UN JOURNAL A VOCATION COMMUNAUTAIRE

Toute lecture d'un numéro d'un journal vieux de cinquante ans livre, dans un même mouvement, une part de familiarité et dépaysement. Ouvrir le premier numéro du *Monde diplomatique*, sorti en mai 1954, permet de retrouver, au niveau matériel, un journal au format presque inchangé, où le texte reste prépondérant par rapport aux illustrations, contribuant à maintenir le lien entre les années cinquante et deux mille. À l'inverse, si le sentiment d'étrangeté est lié aux événements décrits et commentés, qui ne sont aujourd'hui évoqués que dans les livres d'histoire, il est également provoqué par la matérialité d'un papier (alors légèrement glacé) et de polices de caractères qui, peut-être autant que les faits évoqués, choquent l'œil et les habitudes de lecture d'aujourd'hui. Une maquette peu structurée, des polices différentes pour chaque titre d'article, des rubriques aux noms et aux contenus exotiques, qui occupaient alors une surface rédactionnelle importante, des photos d'ambassadeurs ou d'hommes politiques... : au niveau formel, le mensuel des années cinquante semblait bien correspondre à ses titre et sous-

⁵¹ Ces travaux ne sont pas très nombreux. Schématiquement, les études sur les services diplomatiques français se divisent en deux catégories. La première les aborde à travers l'angle classique des relations diplomatiques entre Etats : l'ambassadeur n'est que l'incarnation des intérêts nationaux qu'il est chargé de défendre. La seconde traite au contraire le diplomate en tant qu'être singulier, souvent exceptionnel. Peu abordent les personnels diplomatiques et consulaires en tant que groupe professionnel, surtout après 1945 [CHAZELLE, 1968/1962 ; BAILLOU, 1984 ; KESSLER, 1986 et 2003 ; ANONYME, 2005].

titre. Ce dernier (« le journal des cercles diplomatiques et des grandes institutions internationales ») impliquait un projet éditorial bien défini, celui de servir la petite communauté des diplomates et des hauts fonctionnaires en poste à Paris.

À l'image d'autres titres catégoriels, le contenu du *Md* s'inscrivait en effet dans un journalisme de service, c'est-à-dire un type de presse qui, d'une part, induisait des lectures utilitaires, associées à la compréhension ou encore à l'instruction⁵² et qui, d'autre part, visait à décrire, commenter ou illustrer des pratiques communes – ici professionnelles⁵³. Tournée essentiellement vers l'apprentissage ou, plutôt, l'entretien de relations sociales, ce journalisme participait moins d'un registre pédagogique que d'un cadre d'abord mondain puis, à partir du début des années 1960, institutionnel. On s'arrêtera sur trois de ces fonctions : maintenir et promouvoir l'entre soi mondain des diplomates en poste à Paris d'une part ; défendre une conception classique des fonctions et du métier diplomatiques d'autre part ; offrir une tribune aux représentants des différentes nations qui s'y exprimaient à titre officiel enfin.

§I – UN JOURNAL A VOCATION COMMUNAUTAIRE

Les traits les plus visibles de ce journalisme de service se manifestaient dans la présence de ce que l'analyse de la presse appelle significativement des « rubriques de servitude ». Quelles images ces rubriques donnaient-elles de l'activité diplomatique ? Le « mouvement diplomatique et consulaire » (qui, comme son nom l'indique, offrait la liste des mutations, prise de poste ou de retraite des ambassadeurs), les « problèmes de bridge », le « carnet des ambassades » (avec sa « Nécrologie ») ou le « Calendrier des fêtes nationales » appelaient des lectures utilitaires ou, plutôt, de sociabilité, en jouant le rôle d'un carnet ou d'un agenda mondain. Se tenir informé des arrivées et des départs de ses pairs ; savoir se comporter en société (en étant par exemple bon joueur de bridge) ; ne pas manquer de transmettre ses condoléances à la famille d'un défunt ; connaître les dates de réception données lors des fêtes nationales à telle

⁵² Ce que G. MAUGER et C. POLIAK nomment des usages « didactiques » [1999 : 406].

⁵³ Une telle perspective se place du point de vue du scripteur (ici François Honti et les collaborateurs du journal) et non de celui du lecteur.

ambassade tel jour, etc. : tels étaient sans doute les premiers objectifs de ces rubriques. La figure lectorale implicitement et explicitement dessinée dans les pages du Md prenait ainsi des traits bien précis. Journal en partie spéculaire⁵⁴ – les collaborateurs diplomates y décrivant leurs fonctions tel qu'ils souhaitaient qu'elles soient vraiment –, les lectures qu'il appelait étaient communautaires ou relevaient tout du moins d'une « sociabilité organisée » [AGULHON, 1977 ; BURGOS, EVANS, BUCH, 1996 : 16] : celle d'ambassadeurs ayant commencé leur carrière sous la Troisième République. Ce petit monde d'interconnaissance peuplé uniquement d'hommes, cosmopolite mais parisien (le français en étant la langue naturelle⁵⁵), élite fière de ses spécificités et soucieuse de maintenir son rang dans un monde en plein bouleversement, accordait une large place aux mondanités, comprises ici comme une mise en scène d'une forme spécifique de capital social.

En nommant et en montrant par exemple les plus illustres représentants de la scène diplomatique parisienne⁵⁶, ou en indiquant les lieux les plus prestigieux, le mensuel accordait de surcroît une place centrale aux fonctions de représentation, où le paraître voire l'anecdotique prenaient une large place. Après tout, n'est-ce pas « [...] aussi l'élégance du diplomate en même temps qu'une nécessité de la diplomatie que plus l'activité est intense plus elle doit se couvrir d'une apparence de loisir et de nonchalance⁵⁷ » ? En ce sens, et contrairement au *Monde*, les

⁵⁴ « [...] Nous ne retiendrons pas, ici, ces chapitres destinés au grand public, qui renseignent celui-ci sur la vie intime de cette maison [le Quai d'Orsay], sur la manière dont on y entre et sur le travail qu'lon y fait. Les lecteurs du Monde diplomatique considéreront comme plus particulièrement destinés à eux les souvenirs que M. Jean-Paul Garnier a gardés de quelque-uns de ses postes. [...] » 04.62, Marcel Brion

⁵⁵ « [...] Paris était tout indiqué pour être le siège de ce journal, et le français sa langue ; si en effet celui-ci a perdu son monopole d'autrefois dans la vie diplomatique, il n'en reste pas moins la langue la plus répandue dans ces milieux. [...] », rappelait l'éditorial paru en mai 1954. La thématique du déclin du français comme langue de référence au niveau international revient régulièrement dans les premiers numéros (voir par exemple, en 12.54, 11, le résumé et la critique d'un article d'une revue anglaise, dans la « Revue des revues », qui a prononcé « l'oraison funèbre du français » comme langue internationale). Sous d'autres formes, elle reste mobilisée par Claude Julien et Bernard Cassen.

⁵⁶ Sir Gladwin Jebb, ambassadeur de Grande-Bretagne en France, fait ainsi l'objet de plusieurs articles très louangeurs.

⁵⁷ Yves Florenne, compte rendu laudatif des *Confessions d'un vieux diplomate* (par Saint-Aulaire, Paris : Flammarion, ancien ambassadeur à Londres dont J.-N. Jeanneney

photos de personnalités diplomatiques et gouvernementales, en tant qu'élément informatif autonome (mettre un visage sur un nom), tenaient une place rédactionnelle importante. Certaines pages (la « une » pour l'ambassadeur en France d'une grande puissance, les pages intérieures pour les personnels consulaires de rang inférieur) étaient ainsi illustrées par ces portraits que n'accompagnait souvent aucun article⁵⁸. On retrouve de telles photos jusqu'au début des années 1970, alors même que les diplomates avaient quasiment disparu des colonnes du mensuel. D'une manière générale, cette conception mondaine de l'activité diplomatique, où les « robes à danser » le disputaient à des brèves célébrant la qualité et la splendeur des réceptions organisées dans tel ou tel palais consulaire, où les fonctions de représentation dominaient ou étaient même présentées comme indispensables, n'était pas spécifique au *Md*. Elle était encore promue dans les années 1980, dans des ouvrages consacrés à la diplomatie qui, très souvent, adoptaient ou défendaient le point de vue des diplomates eux-mêmes sur l'évolution de leur corps et de leurs attributions⁵⁹, marquée par un profond « malaise⁶⁰ ».

[1976 : 285-286] dit qu'il était un « personnage fort réactionnaire, [qui] fut mis peu après [la guerre] sur le sable par le Cartel des gauches. »).

⁵⁸ A titre d'exemple, le numéro de janvier 1955 offre en page 7 la photo d'un ambassadeur de France nommé secrétaire général du ministère des Affaires étrangères ; celui de mars 1955, celle (en une) de l'Empereur d'Iran reçu à Buckingham palace ; le numéro de janvier 1958, les photos de « Deux réceptions diplomatiques à Paris » (p. 8). Au fil des ans cependant, ces photos raréfient. On en trouve encore occasionnellement au début des années 1970.

⁵⁹ On peut citer, à titre d'exemple, cette défense de la mondanité par un normalien, professeur d'université, dans un « Que sais-je ? » consacré à l'activité diplomatique, publié en 1962 : « [...] Mais si les cocktails et banquets ne se réduisent point à de pures mondanités, s'ils permettent un contact humain avec les éléments réellement représentatifs de la vie profonde du pays, l'obligation qu'ils constituent, si fastidieuse soit-elle à la longue, ne saurait être négligée. Les événements qu'ils célèbrent sont au demeurant de plus en plus divers. De la remise d'une décoration à celle d'un matériel technique offert par son gouvernement, de l'inauguration d'une école au lancement d'un pétrolier [...], l'ambassadeur à de nos jours beaucoup plus d'occasions que ses prédécesseurs d'appeler sur le rôle, sur les œuvres et sur les ressources de la nation qu'il représente l'attention de celle où il vit. [...] Le succès d'un diplomate, qui se mesurait naguère uniquement à sa discrétion, dépend désormais pour une part de son goût de paraître en public et de son aptitude à y faire valoir les mérites de son pays ; d'un pays dont il est, selon une formule américaine, devenu "le premier agent publicitaire non spécialisé". » (Jacques Chazelle, 1962/1968, *La Diplomatie*, Paris : Presses universitaires de France, coll. « Que sais-je ? », p. 41-42. Cet ouvrage fait l'objet d'un bref compte rendu laudatif rédigé par Yves Florenne en 02.63, 18). De même, le tome deux du livre *Les Affaires étrangères et le corps diplomatique français*, coordonné par le ministre plénipotentiaire J. Baillou [1984], et rédigé par un collectif d'ambassadeurs,

De fait, le *Md* ouvrait souvent ses colonnes aux réflexions et, surtout, aux inquiétudes des diplomates sur leurs prérogatives et leur statut. Si de tels articles ont pu prendre place au sein d'une rubrique éphémère, « Questions professionnelles », les préoccupations qui les animaient (principalement la défense des intérêts catégoriels des membres les plus éminents de la « Carrière ») se retrouvaient ailleurs. *L'Index analytique du Monde diplomatique*, sur lequel on s'est ici appuyé en partie, dénombre de 1954 à 1983 plus de cent trente articles dont le sujet ou le titre se rapporte à la diplomatie.

Une première analyse permet d'en écarter ceux (vingt-six) traitant des relations diplomatiques (« Une histoire de la diplomatie secrète », compte rendu d'un livre de J. de Launey par Yves Florenne, 08.65, 10) ou de la politique étrangère d'un État (« Les Pays-Bas : beaucoup d'amis, peu ou point d'ennemis », par Joseph Lans, 08.54, 5).

Les articles historiques (trente-quatre, de juin 1954 à janvier 1963, avec une pointe en 1955 et 1956) en constituent la majorité. Généralement, c'est par le biais du portrait qu'était abordée la diplomatie de l'époque moderne ou du 19^{ème} siècle : Machiavel (Marcel Brion, académicien, chroniqueur au *Monde*, 05.55, 7) ; Montesquieu (G. D. Zioutos, sans qualité, 06.55, 06), Talleyrand (Jules Bertaut, ancien du *Temps* puis auteur de chroniques littéraires et historiques au *Monde*, 10.55, 4)... Une région ou une époque pouvait également donner lieu à un ou plusieurs articles : « L'évolution de la diplomatie de la Rome antique », (Jérôme Carcopino, professeur d'histoire antique, académicien, 11.55, 1) ; les ambassadeurs vénitiens à la Renaissance (Constantin Antoniadé, ancien ministre plénipotentiaire de Roumanie à la S.D.N., qui abandonne la Carrière en 1937 et vit en exil à Madrid, auteur d'un ouvrage d'histoire diplomatique sur les *Ambassadeurs de Venise au XVI^{ème} siècle*, sept articles de 11.54 à 02.56)... Ces articles étaient rédigés soit par des diplomates, soit par des chroniqueurs littéraires (Yves Florenne) ou historiens (Albert Mousset) du *Monde*, soit enfin par des universitaires (George Langrod).

Viennent ensuite les articles traitant de l'**organisation des services et de la profession** (quinze de juillet 1954 à juillet 1960⁶¹), de la **formation**

s'ouvre sur une illustration du principal salon de réception du ministère des Affaires étrangères.

⁶⁰ « Le Quai d'Orsay vu par ses agents : le malaise de la fonction diplomatique » (J. Baillou (dir.), op. cit., p. 914).

⁶¹ « Le rapport Wriston préconise une réforme profonde des services diplomatiques des États-Unis d'Amérique », (Henri Pierre, correspondant permanent du *Monde* à Washington (1953-1960) puis à Londres, 07.54, 4) : « La réorganisation des services diplomatiques des trois Grands occidentaux » (René Roux, ministre plénipotentiaire, 06.56, 8) ; « La nomination d'Africains et de Malgaches dans les postes diplomatiques de la Communauté, mesure transitoire avant l'ouverture d'ambassades nationales »

(huit de novembre 1955 à novembre 1975⁶²) et du **statut juridique** des diplomates et hauts fonctionnaires internationaux (douze de mars 1955 à février 1971⁶³), dont certains ont paru dans le cadre de la rubrique « Questions professionnelles » déjà citée. Mais si des diplomates ont pu en rédiger (Jean-Christophe Oberg, ambassadeur de Suède, décrit ainsi en février 1959 « Comment la Suède forme ses diplomates »), la plupart de ces articles étaient écrits par les journalistes du *Monde* eux-mêmes, en fonction de leur spécialité (Bernard Féron pour les diplomates soviétiques, Claude Julien pour les personnels des États-Unis, Georges Chaffard pour les diplomates des pays d'Afrique nouvellement indépendants⁶⁴). Quelques articles, plus rares, abordent des questions **protocollaires**.

Les articles traitant du **rôle du diplomate et de la diplomatie** dans les relations internationales sont au nombre de quinze. On y a associé trois textes de « souvenir » ainsi que des portraits de diplomates contemporains, dans la mesure où ils donnent à voir la perception de la fonction diplomatique.

C'est sur cette dernière catégorie de textes que l'on va s'arrêter. On leur a accordé une attention particulière dans la mesure où ils reflétaient l'idée, voire l'idéal de l'activité diplomatique dans un contexte marqué doublement par la guerre froide et la montée d'une « diplomatie d'assemblée⁶⁵ ». Ils étaient pour la plupart rédigés par des diplomates eux-mêmes et, notamment, par les représentants les plus âgés et les plus avancés dans la « Carrière », c'est-à-dire ayant occupé des fonctions sous la Troisième république. Plusieurs traits caractérisaient cette conception à bien des égards héroïque de l'activité diplomatique.

(Georges Chaffard, ancien rédacteur au *Monde*, 07.60, 4). Encore ce dernier article se place-t-il moins du point de vue des diplomates que de celui des nouveaux États indépendants. On peut en dire autant des articles consacrés aux diplomates états-uniens par Claude Julien dont l'angle, à la différence des articles rédigés par des ambassadeurs, n'est pas catégoriel (par exemple « Les hommes d'affaire dans la diplomatie américaine », 11.57, 4).

⁶² Ce dernier article, rédigé par le rédacteur du *Monde* Robert Solé, ne s'inscrit pas dans le même cadre que ceux écrits dans les années 1950. Comme indiqué ci-dessus (note précédente), c'est bien la nature

⁶³ Aux articles figurant à l'entrée « Diplomatie » ou « Diplomates » dans l'*Index analytique*, on a ajouté les six rédigés par Georges Langrod (professeur de droit et de science administrative d'origine polonaise) de janvier 1955 à juillet 1965.

⁶⁴ « Deux écoles supérieures forment les diplomates soviétiques », Bernard Féron, 07.57, 4 ; « Un portait cruel des diplomatiques américains – Le Foreign Service de Washington », long compte rendu d'un livre sur les services diplomatiques américains, C. Julien, 02.59, 11 ; « La France devrait former de jeunes africains dans ses cadres diplomatiques », G. Chaffard, 03.56, 8.

⁶⁵ Compte rendu de *L'âge d'or de la diplomatie*, de Philippe Amiguet, Yves Florenne, 09.63, 14.

Celle-ci confinait tout d'abord « [...] à l'activité artistique⁶⁶ », même si, « [...] quelque agrément qu'offre un rapport rédigé avec art, il ne s'agit pas là d'une œuvre littéraire et il ne faudrait pas qu'un talent d'écrivain et un style brillant s'y épanouissent au détriment de l'appréciation réfléchie des données politiques⁶⁷ ». Perçue comme intemporelle (« le fond restera le même parce que la nature humaine ne change pas⁶⁸ »), elle demeurait quoiqu'il arrive inchangée dans son esprit⁶⁹, ce « malgré la rapidité de transmission des informations⁷⁰ ». La « Carrière » s'inscrivait enfin et surtout dans un horizon de pratiques idiosyncrasiques, où le « charme », les « intuitions », la « personnalité », la « haute conscience de ses responsabilités », l'« expérience personnelle⁷¹ » et la « discrétion⁷² » de l'ambassadeur jouaient un

⁶⁶ Selon Pierre-Henri Simon, chroniqueur au *Monde*, in « Réflexions sur le style de la diplomatie soviétique », *LMd*, 07.60, 11.

⁶⁷ Herbert Blankenhorn (ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne en France) « Malgré la rapidité de transmission des informations – Le diplomate moderne n'a pas moins d'influence que ses prédécesseurs », 01. 63, 7 (texte extrait d'une communication à l'Académie diplomatique internationale).

⁶⁸ Selon les termes de Jules Cambon, administrateur et ambassadeur français, « d'un charme et d'un mérite exceptionnels, [...] le plus grand diplomate de son temps », académicien (1918), dans le livre *Le diplomate* [1925], cité par Harold Nicolson, « Diplomatie ancienne, diplomatie moderne », *LMd*, 05.54, 1. H. Nicolson est par ailleurs l'auteur de plusieurs ouvrages consacrés à la diplomatie qui s'inscrivent tous dans cette veine.

⁶⁹ Herbert Blankenhorn, *ibid.* « L'essence de la négociation restera toujours la même », écrit Harold Nicholson en mai 1954, et « Le fond restera le même parce que la nature humaine ne change pas » (*ibid.*).

⁷⁰ Les « nouveaux moyens de communication » sont régulièrement épinglés par les diplomates, qui les accusent notamment de mettre à mal la nécessaire « discrétion » propre aux négociations diplomatiques et, surtout, de mener des négociations sans passer par ces intermédiaires autrefois indispensables. A titre d'exemple, la courte notice nécrologique de « Nicolas Comnène, écrivain et diplomate », précise-t-elle que « [...] M. Comnène [...] était un ambassadeur d'avant le téléphone et d'avant les avions, ces moyens modernes qui, en permettant aux négociateurs les échanges les plus rapides, leur donnent l'illusion de l'efficacité. [...] » (J.D., « Nicolas Comnène, écrivain et diplomate » 02.59, 9).

⁷¹ Citations extraites des articles cités précédemment.

⁷² Ainsi, en août 1956 (p. 12), un écho regrettait que l'ambassadeur de Jordanie ait laissé filtré des informations de son entretien avec Christian Pinau, ministre des affaires étrangères, à propos de l'Algérie : « *L'une des principales qualités du diplomate est la discrétion ; dans certaines circonstances elle devient une obligation impérieuse [...]* ». Cette revendication revient à plusieurs reprises dans les articles catégoriels ou les comptes rendus d'ouvrages de mémoires diplomatiques ; on la retrouve par exemple dans le compte rendu déjà cité de *L'âge d'or de la diplomatie* (Yves Florenne, 09.63, 14), où le journaliste rapporte au style indirecte libre le point de vue d'un diplomate : « Il faudrait donc graver au fronton des tous les ministères des affaires extérieures, et d'abord sur celui du Quai d'Orsay, la maxime de Richelieu : "le secret est la règle des affaires." [...] ».

rôle primordial. L'idée même qu'une école puisse former les futurs diplomates paraissait donc incongrue.

« [...] Il serait téméraire d'affirmer en tout cas que des études, si judicieusement ordonnées soient-elles, puissent suffire à faire un bon diplomate du lauréat d'un concours – qui peut n'être qu'un fort en thème – s'il ne possédait déjà cette science innée, cet art de la compréhension humaine faite d'abord de sensibilité et d'intuition, cette qualité irremplaçable que nul diplômé ne saurait conférer – en un mot le sens de la diplomatie, qui est au moins aussi important que la connaissance des chiffres, des dates et des faits. A condition d'admettre naturellement que les mots « diplomates » et « experts » – experts en science économique ou politique – sont loin d'être synonymes [...]»⁷³.

« [...] Quelles sont les qualités d'un diplomate idéal ? En examinant cette question M. J. Rives Child, diplomate de carrière américain, [...] est arrivé à la conclusion que personne n'avait mieux résumé ces qualités que Sir Harold Nicolson, qui les a ainsi énumérées : véracité, précision, calme, humeur égale, modestie et loyauté. M. Rives Child en ajouta d'autres, qui lui semblent découler de celles-là : intelligence, savoir, discernement, prudence, hospitalité, charme, application au travail, courage et tact. [...]»⁷⁴

« L'attribution du prix Goncourt 1958 à un livre traitant de la "Négociation" a mis en honneur toutes les finesses et toutes les roueries que peuvent déployer les diplomates dans ces conversations qui aboutissent à un arrangement, à un compromis, à un traité. Je doute fort d'ailleurs que les diplomates d'aujourd'hui se laissent prendre aux jeux quelque peu puérils et aux manœuvres par trop apparentes d'un Malassise ou d'un Melynes ; ils emploient des formes plus directes et un langage plus brutale : le pittoresque peut y perdre, mais l'art de la négociation a évolué depuis le seizième siècle, nous n'y pouvons rien. Il n'en demeure pas moins l'apanage de ces perpétuels errants que sont les diplomates, il demande de leur part des qualités de finesse, d'observation, de patience, de ténacité, que le grand public ignore et que même des personnalités qui devraient être plus averties n'apprécient pas à leur juste valeur quand elles semblent être restées, pour ce qui concerne la vie des ambassades, au temps de la "Carrière" d'Abel Hermant. Dans ma longue vie à l'étranger il ne me serait pas difficile de trouver des

⁷³ Hervé Lavenir, « Comment la République de Bonn forme ses nouveaux diplomates », 05.57, 8.

⁷⁴ M. Rives Child, « Le parfait diplomate du onzième siècle », *Foreign Service Journal* (Washington), cité dans la rubrique « Revue des revues », 07.57, 9.

exemples de négociations compliquées. [...] Mais la plupart de mes collègues en ont fait autant. Je voudrais, au contraire, raconter une négociation dont personne ne me chargea, qui fut tout à fait improvisée, qui ne me donna aucun mal et qui fut couronnée d'un succès total, celle qui me causa la joie la plus complète et qui me laisse un souvenir ému. [...]»⁷⁵

Ainsi décrite et promue par les ambassadeurs et certains rédacteurs du *Monde*, l'activité diplomatique trouvait son pendant littéraire paradigmatique dans le genre consacré des « mémoires », toujours riches en anecdotes et en bons mots⁷⁶. La célébration des poètes ou des romanciers diplomates présents ou passés était ainsi régulière⁷⁷. La consécration littéraire d'un diplomate (le prix Nobel d'Alexis Léger) donne ainsi lieu, en 1960, à un vibrant hommage d'un ministre plénipotentiaire, directeur du consulat de France à Trieste, directeur de la *Revue d'histoire diplomatique*, lui-même collaborateur du *Md*⁷⁸.

⁷⁵ Robert de Dampierre (ancien ambassadeur de France), « Bucarest – Bari 1945 - La plus heureuse et la plus facile de mes "négociations" » 03.59, 10.

⁷⁶ On peut citer, parmi d'autres, ce compte rendu anonyme d'un ouvrage sur « Les vraies ambassades – Les mémoires de M. Van Vollenhoven ». La deuxième édition de ce livre aurait « [...] pu s'intituler : l'Esprit de la diplomatie d'avant 1939, car ce qui s'en dégage essentiellement, c'est une certaine façon de voir propre au milieu diplomatique. L'auteur est un homme d'esprit qui a beaucoup vu et qui a par conséquent beaucoup à dire, et il le dit bien ayant le sens des formules plaisantes, et ne reculant pas devant le paradoxe. Sous une forme légère, il exprime des idées souvent graves et nous communique les leçons de sa longue expérience des hommes et de la politique sans devenir sentencieux ou ennuyeux. [...] » (05.57, 6).

⁷⁷ Pour une illustration, voir « Philippe Berthelot et la vie littéraire au Quai d'Orsay dans l'entre-deux guerres », par René Dollot (06.57, 6-7).

⁷⁸ René Dollot, « Le prix Nobel 1960 de littérature – Saint-John Perse – Alexis Léger au Quai d'Orsay », 12.60, 6. Ce même R. Dollot fait l'objet d'un hommage appuyé, vraisemblablement rédigé par F. Honti (Rubrique « Le carnet des ambassades – Nécrologie », 03.62, 16) : « Nous avons eu la douleur d'apprendre le décès, à l'âge de 87 ans, de notre collaborateur et ami, René Dollot, ministre plénipotentiaire, directeur de la "Revue d'histoire diplomatique". Avec lui disparaît les derniers représentants de la grande génération des diplomates de la III^e République, dont la curiosité et l'activité intellectuelle débordaient largement le cadre de leurs fonctions officielles. [...] A Trieste il avait retrouvé le souvenir de Stendhal et il se passionna dès lors pour les études stendhaliennes. [...] ». Sur ce point, on peut également citer « Un poète au Quai d'Orsay – Paul Claudel, Quelques grandes heures de sa vie diplomatique », « par Raymond Brugère, ambassadeur de France » (04.55, 1), un article d'Aimé Dupuy, « vice-recteur honoraire de l'académie d'Alger », qui répond par la négative à la question suivante : « Lamartine fut-il un diplomate amateur ? » (12.60, 6), ou encore « Pierre Gascar à l'O.M.S. – Un prix Goncourt au service de la santé », par Isabelle Vichniac, correspondante du Monde à Genève (11.56, 4).

§2 – LE CONCERT POLYPHONIQUE DES RELATIONS INTERNATIONALES

Ces articles ne se cantonnaient pas à ce registre mondain ou catégoriel. Outre l'entre soi diplomatique, ce journalisme de service visait à apporter des éclairages sur la raison d'être du corps diplomatique : les relations interétatiques. A cet égard, il faut accorder une place spécifique à une rubrique apparut dès les premiers numéros, « A l'Académie diplomatique internationale ». Y figuraient des textes plus ou moins longs, soit des retranscriptions rédigées par François Honti soit, le plus souvent, des extraits d'allocutions présentées dans cette institution par des ambassadeurs, ministres ou hauts fonctionnaires étrangers ou français. Fondée à Paris en 1926 par un juriste et diplomate grec exilé en France, Antoine F. Frangulis⁷⁹, comptant officiellement 76 pays en 1964, l'Académie diplomatique internationale réunissait une fois par mois environ des diplomates dans ses locaux autour d'un conférencier, ambassadeur ou membre d'un gouvernement. Dotée de cinq sections dans le monde, elle situait son action entre société mondaine, société politique et société savante⁸⁰. De nombreux indices attestent de la proximité entre François Honti et A.-F. Frangulis, secrétaire perpétuel de l'Académie depuis sa création : le premier assistait régulièrement aux séances mensuelles, dont il retranscrivait parfois des extraits⁸¹ ; surtout, de très nombreux articles d'ambassadeurs consistaient en fait en « extraits d'une communication faite à l'Académie diplomatique internationale ». Le mensuel rendait fidèlement compte des activités de l'Académie, dont il jouait semble-t-il le rôle de journal ou de bulletin officieux. Cette reconnaissance était réciproque : en mars 1964, le mensuel annonçait être le récipiendaire du premier « Prix Albéric-Neton », créé en janvier 1963, d'un montant de 4000 francs, « attribué chaque année au

⁷⁹ Sur ce diplomate (1888-1975), promoteur avec le juriste russe André Mandelstam d'un statut international pour les droits de l'homme dans l'entre-deux-guerres, voir BURGERS, 1992 : 451-452, dont on s'inspire ici.

⁸⁰ L'Académie a publié plusieurs ouvrages de références sur la diplomatie, notamment un volumineux *Dictionnaire diplomatique*, qui a compté plusieurs éditions de 1933 à 1973. Elle est à ce jour encore en activité.

⁸¹ En 04.57, 1 et 07.55, 3 par exemple.

meilleur ouvrage français ou étranger sur la diplomatie » (02.63, 24)⁸².

Jusqu'en 1972, chaque numéro comportait un article tiré d'une allocution prononcée à l'Académie diplomatique internationale, paraissant régulièrement en « une »⁸³. Le caractère quasi officiel de ces discours entraînait de fortes contraintes de style et de ton : il s'agissait avant tout, pour les représentants diplomatiques, de détailler la position de leur pays par rapport à la guerre froide ou à telle ou telle situation politique. On présume les bénéfices que tiraient tant le *Md* que les diplomates de ce genre d'exercice : d'un côté, des articles de synthèse sur la situation internationale ou la position diplomatique d'un pays, très probablement obtenus gratuitement par François Honti (les diplomates étant en fonction au moment où ils prononçaient leur discours à l'Académie), avec des signatures prestigieuses. De l'autre, une publicité pour le pays, sa politique étrangère et son représentant. Dès lors, ce journalisme d'enregistrement ne pouvait guère innover ou promouvoir un discours alternatif. Il respectait assez strictement de la règle de polyphonie, « cette règle de l'écriture journalistique moderne qui veut qu'en présence d'un conflit d'interprétations, soient agencées, dans un même discours ou une même émission, des prises de position divergentes, auxquelles le journaliste tend à accorder un statut d'équivalence *a priori*. » [LEMIEUX, 2002 : 372].

« A la suite d'un article de M. René Riestelhueber, ministre plénipotentiaire, sur « la Bulgarie à la croisée des chemins », paru dans le numéro de janvier 1956 du *Monde diplomatique*, nous avons reçu de M. D. S. Constantopoulos, professeur de droit international à l'université de Hambourg, une étude sur les causes de la deuxième guerre balkanique et l'attitude de la Bulgarie à l'égard des populations grecques de la Macédoine et de la Thrace pendant la deuxième guerre mondiale. M. Riestelhueber, à qui nous avons soumis ce texte ayant estimé qu'il appartenait à un

⁸² « [...] Le comité exécutif de l'Académie, réunie sous la présidence de M. A.-F. Frangulis, secrétaire général de l'Académie, a décidé le jeudi 27 février 1964 d'attribuer ce prix au *Monde diplomatique* à l'occasion du dixième anniversaire de sa fondation, en reconnaissance des services qu'il a rendus à la coopération internationale, à la diffusion des principes de la diplomatie moderne et au français en tant que langue diplomatique, cette langue étant la seule officielle de l'Académie. [...] » (03.64, 10).

⁸³ Dans les années 1970-1971, ces extraits de communication étaient très encadrés : des articles de petite taille (comparé au reste), souvent relégué au milieu du journal.

Bulgare plutôt qu'à un Français d'y répondre, nous avons demandé à M. N. P. Nikolaev, ancien ministre de Bulgarie à Stockholm, de nous communiquer ses observations pour permettre à nos lecteurs de confronter les deux points de vue sur une question d'histoire qui demeurera sans doute longtemps encore controversée. Nos lecteurs trouveront ci-dessous les exposés de MM. Constantopoulos et Nikolaev : [...] ⁸⁴ ».

Significativement, l'effacement volontaire du diplomate français au profit d'un ancien ambassadeur bulgare (au motif implicite qu'il ne s'agit pas de « son » pays) traduit assez bien la perspective du journal : c'étaient bien les représentants officiels (ou à défaut officieux) des États qui s'y exprimaient⁸⁵. Néanmoins, cette mise en scène des points de friction internationaux demeurait marginale dans le *Md*, pour la simple raison que les « conflits d'interprétation » y étaient aussi rares que les disputes dans les salons d'une ambassade. Journal diplomatique, le mensuel adossait sa légitimité à celle du corps auquel il entendait se consacrer. Pour filer la métaphore diplomatique, il revendiquait, par la voix de son principal rédacteur, François Honti, une sorte de statut d'extraterritorialité journalistique : l'objectivité proclamée dans l'appel aux lecteurs du premier numéro s'appuyait sur la neutralité de l'arène diplomatique où, hormis en cas de rupture de relations, l'ambassadeur incarne physiquement l'État qu'il représente et, à ce titre, ne peut être critiqué. Plus exactement, toute critique autre que celles relevant de l'action des États à l'extérieur de leurs frontières n'était dans ce cadre pas recevable.

⁸⁴ « Un point d'histoire controversé – La politique bulgare à l'égard de la Macédoine et de la Thrace ». Les articles, présentés en regard et de taille et de police équivalentes, étaient intitulés (par la rédaction) : « Le point de vue grec » et « Le point de vue bulgare » (07.57, 8). On retrouve régulièrement (12.58, 1 ; 04.59, 1) cette volonté d'accorder une place égale aux représentants des différentes puissances. Ainsi, en décembre 1958, le journal laisse-t-il sa une aux représentants de Pologne et des États-Unis, en précisant : « [...] Nous avons pensé que le moment serait particulièrement bien choisi pour faire exposer par deux personnalités qualifiées, l'une polonaise, l'autre américaine, les deux points de vue qui s'opposent à propos de cette question. [...] ». Les exemples pourraient être multipliés, comme avec la rubrique consacrée aux « Nouveaux gouvernements et élections législatives », qui livrait les résultats de toutes les élections, tous régimes confondus. Le numéro d'août 1958 donnait ainsi, à côté des listes de nouveaux gouvernements français, belge ou italien, les résultats des élections législatives en Albanie : « Pour le Front démocratique : 99, 97% des voix ; contre : 0, 03% des voix ».

⁸⁵ On retrouve un tel dispositif à plusieurs reprises (12.58 ; 04.59, 1 et 4, par exemple).

Nul étonnement donc à ce que la mise en page du *Md* témoigne de cette civilisation des rapports diplomatiques. La publication de déclarations officielles ne s'accompagnait ainsi jamais d'articles complémentaires de journalistes visant à mettre en perspective les affirmations ou les prises de position des diplomates. De même, François Honti ouvrait *a priori* les colonnes du mensuel à tous les représentants diplomatiques, pour peu qu'ils interviennent à l'Académie diplomatique internationale, quel que soit le régime⁸⁶.

§3 – LE *MD*, « VOIX DU QUAI D'ORSAY » OU VOIX DES AMBASSADEURS ?

Cette civilisation ne fut néanmoins pas sans limite : tout diplomate est au service d'une puissance et le journal présenta, durant la première décennie de son existence, les intérêts de la France sous un jour plutôt favorable. En ce sens, le *Md* reprenait pour partie à son compte l'héritage du *Temps*, dont le « Bulletin du jour » pouvait refléter, avant-guerre, l'opinion officielle du ministère des Affaires étrangères. Parmi tous les sujets d'actualité impliquant la France, la guerre d'Algérie constitua sans doute celui où le journal fut le plus proche des positions françaises. Cette proximité se traduisit, dans un mensuel qui ne comptait encore qu'entre douze et quinze pages à la fin des années cinquante, par deux types de prise de position. Le premier se manifesta occasionnellement sous la forme d'échos anonymes. Ainsi, un billet paru en avril 1956 regrettait l'« absence de solidarité » des pays européens à l'égard de la France :

« [...] Pendant que des esprits clairvoyants s'évertuent à relancer l'idée européenne au moyen de l'Euratom, l'agitation qui vise à écarter la France de l'Afrique du Nord semble laisser indifférents la plupart des gouvernements et des peuples de notre continent. Nulle part on n'a observé ces manifestations de sympathie spontanée à l'égard de la France attaquée qui sont le véritable témoignage de la conscience d'une véritable communauté de destin. Il s'agit là pourtant non seulement d'intérêts français,

⁸⁶ On peut citer à titre d'exemple illustratif un article de Peter Mod, ambassadeur de la République populaire de Hongrie à Paris, extrait d'une communication à l'Académie diplomatique internationale : « La Hongrie pratique une politique de paix et de coopération » (06.70, 14).

mais d'intérêts européens, car la perte de l'Algérie ne manquerait pas d'avoir de fâcheuses répercussions politiques et économiques sur la situation de l'ensemble de l'Europe occidentale. Il faut croire que l'Europe n'est encore que l'idéal d'une élite restreinte dont l'action demeure superficielle⁸⁷ ».

Dans ce cas, c'était bien le journal (en tant que tout cohérent, nom propre doté d'une ligne éditoriale autonome) qui parlait, et non l'un des représentants d'un pays. Le second type de prise de position prit forme dans des textes directement rédigés par des représentants de la France, accompagnés parfois d'articles écrits par les rédacteurs du *Monde* eux-mêmes. On peut en lire un exemple dans un dossier publi-rédactionnel paru en juillet 1959, où Paul Delouvrier, délégué général du gouvernement en Algérie, se montrait « heureux de l'occasion qui [lui était] offerte de présenter aux lecteurs du *Monde diplomatique* ces pages spéciales dédiées au plan de Constantine. [...]»⁸⁸ ». En vis-à-vis, un article du journaliste au *Monde* Philippe Herremann utilisait quant à lui abondamment les guillemets de distanciation pour parler de l'« "occupant français" », de la puissance « "usurpatrice" » – moyen rhétorique de ne pas endosser le discours d'un tiers –, mais n'en utilisait pas pour désigner les « propagandistes du F.L.N.»⁸⁹ ».

Ces deux exemples et, plus généralement, le traitement de la guerre d'Algérie permettent-ils d'affirmer que le *Md* joua le rôle, dans sa première décennie d'existence, de « voix du Quai d'Orsay⁹⁰ » ? On constate tout d'abord que les articles du premier type, correspondant à une prise de position explicite de la part des journalistes, furent en fait peu nombreux. L'une des raisons résidait dans l'absence d'arène discursive susceptible d'accueillir et de cristalliser de manière pérenne des prises de

⁸⁷ Echo publié en 04.56, 6. Le mois suivant, un autre écho précisait : « « A propos des troubles d'Algérie, nous avons déploré à cette place même dans notre dernier numéro l'absence de la part des « Européens » de toute manifestation de solidarité spontanée à l'égard de la France dans une circonstance où l'Europe occidentale est menacée dans son ensemble. Aussi est-ce avec plaisir que nous avons entendu un député conservateur britannique, M. Amery, déclarer à Strasbourg [...] : "Si la France subissait une défaite en Afrique, ce serait un désastre pour l'Europe... [...]" » (06.56, 12).

⁸⁸ *Md*, 07.59, 7. Le plan en question visait à développer l'économie algérienne, par le biais d'investissements publics.

⁸⁹ « Le "gouvernement provisoire de la république algérienne" dix mois après sa constitution », p. 6.

⁹⁰ Selon l'expression du journaliste Olivier Costemalle, reprise à Ignacio Ramonet, *in* « Le maître d'un monde », *Libération*, lundi 27 mars 2000, dernière page.

positions : la rubrique « Echos » ne dura que quelques mois, et le premier article assimilable à un éditorial n'apparut pas avant septembre 1959, où François Honti signait pour la première fois un article en une⁹¹. En outre, la simple présence d'articles ou de dossiers célébrant les vertus de la présence ou de la politique française à l'étranger ne suffisait pas à faire du mensuel le représentant officieux du ministère des Affaires étrangères. En effet, les dossiers publi-rédactionnels avaient pour objectifs avoués de présenter, sous leur meilleur jour, les intérêts du pays concerné, quel qu'il soit. Figurait ainsi, quelques pages après la présentation citée du « Plan de Constantine », une double page sur le « Congo belge et son nouveau destin », tout à la gloire de l'action coloniale belge en Afrique. Dans le même ordre d'idée, les entreprises et produits français ne faisaient pas l'objet d'une promotion particulière. Certes, occasionnellement, des dossiers mettaient en valeur tel ou tel secteur de l'industrie française. Néanmoins, outre que les produits français n'avaient pas le monopole de la promotion, celle-ci était accompagnée d'indications aux annonceurs potentiels traduisant bien l'esprit (publicitaire) de ces pages⁹².

Dans la plupart des cas, les membres de la rédaction du *Monde* manifestaient plutôt des formes de « distanciation énonciatives⁹³ », se traduisant par le recours à des citations, au maintien de la séparation entre faits et commentaires, en appliquant la règle de polyphonie, propres à les éloigner des prises de position officielles de la France. De fait, les éditoriaux de François Honti ou encore la couverture de la guerre d'Algérie de 1960 à 1962 ne donnèrent pas lieu, loin s'en faut, à débordements patriotiques⁹⁴. On aurait tort en la matière de faire

⁹¹ « Amorce d'une période de détente dans les rapports Est-Ouest ? », 09.59, I.

⁹² À titre d'exemple, le dossier « La place des industries maritimes dans l'économie française » (01.59, 5) était ainsi présenté : « ces pages spéciales ont pour but de faire connaître les grandes réalisations françaises. Pour tous renseignements et conditions, téléphonez à [...] ». Les « missions multiples de la marine marchandes » étaient ici présentées par « Gilbert Grandval, ambassadeur de France, secrétaire général de la marine marchande ».

⁹³ Sur cette notion, voir LEMIEUX, 2000 : 140 *sq.*

⁹⁴ En témoignent un dossier de trois pages, rédigé par des journalistes du *Monde* (Gilbert Mathieu et Alain Murcier), ou encore les articles de Philippe Herreman et de Suzanne Bastid (10.59, 4-5). C'est principalement sous l'angle économique, avec un article de G. Mathieu, que la guerre (le mot est utilisé p. 9) d'Algérie est abordée. L'article s'efforce de respecter la règle de polyphonie : « [...] ce sentiment est-il partagé par les pouvoirs publics ? Il semble que oui, en dépit des affirmations répétées –

du mensuel un organe indépendant du *Monde* : alimenté mensuellement par les rédacteurs du service étranger, installé dans ses locaux, son principal rédacteur pouvait difficilement y défendre des positions inverses de celles du quotidien⁹⁵. L'analyse d'un autre événement impliquant la France, la crise de Suez (juillet 1956), en témoigne : la nationalisation du canal et l'opération « Mousquetaire », menée conjointement par la France, la Grande-Bretagne et Israël, furent couvertes principalement par Eric Rouleau, rédacteur au service étranger⁹⁶, et Jean Knecht, correspondant à Washington⁹⁷. En août 1956, E. Rouleau livrait un long article où il maintenait un ton distancié (large usage de citations, absence de prise de parti direct, volonté de donner différents arguments...) ⁹⁸. S'il n'y respectait pas la règle de polyphonie, c'était au profit des Arabes, et non de la France où des compagnies pétrolières occidentales⁹⁹.

§4 – UNE CONCEPTION PREMODERNE DE L'ACTIVITE JOURNALISTIQUE ?

Ce qui caractérisait le *Md* des années cinquante n'était donc pas son suivisme en matière de politique étrangère mais, bien plutôt, son rôle de chambre d'enregistrement du microcosme diplomatique parisien. S'il n'était pas la voix de la France, le journal se présentait comme celle des ambassadeurs, certes en tant que représentants politiques, mais aussi comme individus insérés dans un réseau d'interconnaissances et de pratiques communes. Au total, rubriques de servitude et journalisme de compte rendu formaient un ensemble homogène, proche du

répondant à la propagande du F.L.N. – selon lesquelles la situation ne cesse de s'améliorer en Algérie. [...] » (03.59).

⁹⁵ P. Eveno rappelle en effet que, d'abord partisans du maintien de la présence française en Algérie, les rédacteurs et Hubert Beuve-Méry prennent progressivement mais fermement position, à partir de 1956, contre la guerre menée par la France [Eveno, 2004 : 184-194].

⁹⁶ Né en 1926, entré au *Monde* en 1956, quatre articles d'août à décembre 1956.

⁹⁷ Né en 1912, entré au journal en 1951.

⁹⁸ « Après le coup de Suez – Le nationalisme arabe sonne-t-il le glas des compagnies pétrolières ? », p. 9

⁹⁹ Dans le même ordre d'idée, La « Revue des revues » de novembre 1956 (p. 11) résumait, sous le titre « Polémique sur Suez », le contenu de trois articles parus respectivement dans la *Revue de Paris* (un ambassadeur français en faveur de l'intervention), les *Ecrits de Paris* (l'éditorialiste Michel Dacier, doutant de l'alliance franco-britannique), *La vie internationale* (journal rédigé en français, publié à Moscou, qui approuvait la nationalisation du canal).

journalisme parlementaire analysé par N. KACIAF [2005 : 197 *sq.*]. A cet égard, une comparaison entre les « pages politiques » étudiées par ce dernier et la couverture de l'actualité internationale par le *Md* permet de voir les proximités entre ces différentes formes de journalisme. L'intérêt d'une telle comparaison est double. En premier lieu, une partie du corpus de N. KACIAF porte sur le *Monde*, permettant ainsi de mettre en parallèle des pratiques vraisemblablement communes au quotidien et au mensuel. En second lieu, l'auteur montre que, jusqu'aux années 1960-1970, la plupart des quotidiens nationaux français accordait une place déterminante au traitement de l'actualité parlementaire, laquelle était explicitement assimilée à l'activité politique. Schématiquement, une bonne partie de l'information politique s'inscrivait dans un « journalisme d'enregistrement », où le rédacteur jouait le rôle d'un intermédiaire entre la Chambre et l'opinion publique. Ses conclusions peuvent-elles être appliquées à la manière, très institutionnelle *a priori*, de mettre en forme l'actualité internationale au *Md* ?

Selon N. KACIAF, une grande attention était accordée aux comptes rendus des débats de l'Assemblée nationale, dont la rédaction comportait plusieurs spécialités à part entière, chacune renvoyant à des métiers et à des rhétoriques journalistiques « strictement délimités et fortement hiérarchisés ». La majeure partie des pages « Politique » de la presse de la IV^e et des premières années de la V^e République était rédigée par des *séanciers*. Leur activité, proche de celle des fonctionnaires chargés du *Journal officiel*, consistait, selon un « principe d'"enregistrement" du débat politique », à rendre compte le plus fidèlement possible des débats à la Chambre. De fait, « ils ne s'aventuraient aucunement sur le terrain de l'interprétation ou de la mise en perspective des prises de parole » [p. 75]. Aux *couloiristes* revenaient à l'opposé la charge de recueillir les « bruits de couloir » et les rumeurs qui n'avaient *a priori* pas vocation à être divulguées publiquement ; autrement dit, les « coulisses » du politique et, notamment, les travaux des commissions parlementaires¹⁰⁰. La dimension prédictive (des

¹⁰⁰ « A la différence des séanciers, témoins des scènes qu'ils décrivaient, les couloiristes acquéraient donc leurs informations par l'intermédiaire de parlementaires avec lesquels ils devaient entretenir des relations courtoises, fondées sur un principe de réciprocité,

alliances, des remaniements...) de ces papiers était forte. Mais si les informations recueillies pouvaient donner lieu à des articles ou à des brèves, elles servaient surtout à alimenter les commentaires des *chroniqueurs*. Ces derniers, souvent rédacteurs en chef, occupaient les fonctions les plus importantes de leurs journaux et avaient le plus souvent accès au personnel politique le plus prestigieux¹⁰¹. Leurs papiers, systématiquement signés, avaient explicitement pour ambition de prendre part aux affrontements politiques, selon des modalités variées (« soutenir un homme, un parti, une idée » [p. 108] ; nommer les ennemis politiques à combattre ; juger les comportements politiques au nom d'une autorité morale (l'opinion publique) ou politique (l'intérêt général).

L'absence de journalistes permanents, l'obligation faite à François Honti et Micheline Paunet d'effectuer l'essentiel des tâches de secrétariat de rédaction limitent d'emblée les possibilités de comparaison avec des organes de presse qui, à l'image du *Monde* ou de *l'Humanité*, disposaient de plusieurs journalistes affectés spécifiquement à l'activité politique. Pour autant, le rappel des « rôles¹⁰² » et des rhétoriques disponibles dans le répertoire journalistique du temps éclaire la manière dont F. Honti entendait rendre compte de l'actualité internationale. La similarité entre les pages « politique » des quotidiens des années 1950 avec le traitement des événements internationaux était forte. Dans les deux cas, la source était uniquement institutionnelle (les députés/les ambassadeurs) : la retranscription exhaustive des déclarations avait valeur d'information. De même que « [l]es discours des ministres acquéraient [...] leur saillance journalistique [...] parce qu'ils incarnaient la parole de l'État » [KACIAF : 97], les déclarations des diplomates à l'Académie diplomatique internationale étaient soit retranscrites au style indirecte libre (F. Honti jouant le rôle

articulées autour de la règle du off. ». Le rôle et les fonctions du couloiristes sont cependant plus complexes et variées que la rapide synthèse qu'on en donne ici [KACIAF, 2005 : 76 sq.]

¹⁰¹ En témoigne par exemple la renommée de Jacques Fauvet, dont l'influence supposée et la capacité à agir sur le jeu politique étaient grandes : « N'est-il pas de ceux qui "lancent" jusqu'aux président du Conseil ? » (*La Croisade de la presse*, n° 37, 1951, p. 137 ; cité in KACIAF, 2005 : 79).

¹⁰² Sur cette notion, reprise à Jean-Claude KAUFMAN [1998 : 250 sq.] et Jean-Baptiste LEGAVRE [1993 : 69-79], voir KACIAF, *ibid.* : 31-33.

d'un séancier), soit données telles quelles : elles incarnaient la parole d'un État. Similairement, on retrouve dans la rubrique « Echos » une tentative de reproduire le type d'informations données par les couloiristes, axées sur les personnalités des ambassadeurs ou, plus rarement, sur la divulgation de rumeurs. Néanmoins, ces brèves conservaient la plupart du temps un caractère hagiographique¹⁰³, et leur présence fut éphémère. Elles auraient en effet impliqué, pour François Honti, un travail important de recueil d'informations, alors qu'il n'existait pas, au niveau diplomatique, d'arène politique semblable à une assemblée nationale¹⁰⁴. Enfin, certains chroniqueurs ont pu provisoirement occuper des fonctions similaires à celle des séanciers en rendant fidèlement compte des activités de certaines institutions internationales¹⁰⁵.

Il semble donc bien que la forme journalistique investie par l'ancien diplomate relevait en partie d'un modèle d'excellence journalistique qualifié par C. LEMIEUX [1992b : 31 *sq.*] de « légaliste », c'est-à-dire « tout entier[...] attaché[...] à la transcription la plus fidèle et la plus littérale des propos tenus », et dont « l'idéal est de disparaître, de s'exclure en tant que subjectivité, de la surface du compte rendu ». Néanmoins, cette manière d'appréhender l'actualité internationale supposait déjà la présence d'un intermédiaire (entre les députés et la nation ou entre les ambassadeurs et les autres ambassadeurs ou l'opinion publique), aussi neutre soit-il. Or, par certains aspects, les

¹⁰³ À titre d'exemple de ce caractère hagiographique, on citera deux échos. Le premier s'attardait sur Jean-Gérard Strijdom, nouveau premier ministre de l'Afrique du Sud, admirant ses « yeux bleus au regard assuré, pénétrant et inflexible qui dénotent sa fermeté et la force intérieure qui l'anime [...] » (01.55). Un autre présentait en ces termes le nouvel ambassadeur d'Égypte à Paris : « Le nouveau régime égyptien ne se contente pas de procéder à des changements révolutionnaires à l'intérieur du pays ; il a à cœur de rénover la diplomatie égyptienne. Ainsi, pour le représenter à Paris, il a choisi un économiste de grande classe, S.E. M. Mahmoud Saleh El-Falaki, ancien élève de Cambridge où il avait obtenu le grade de B. A. Hon [...] en 1924 pour faire ensuite une carrière rapide dans l'administration financière et économique. » (06.54, 4). Sur la généralisation des rubriques « Echos » dans la presse quotidienne, voir KACIAF, *ibid.* : 267-272.

¹⁰⁴ L'O.N.U. aurait pu, dans une certaine mesure, jouer ce rôle. Son siège n'étant pas à Paris, et François Honti étant dépourvu de tout mandat, il ne lui était pas possible de recueillir les informations et les confidences qui faisaient le quotidien des échetiers.

¹⁰⁵ C'est le cas par exemple de Livia-Jars de Gubernatis (qui signe « L-J de G »). Présentée, dans sa notice nécrologique (04, 62), comme « correspondante du *Monde* et du *Monde diplomatique* à La Haye », elle rend compte à plusieurs reprises des activités de la Cour internationale de justice de La Haye.

articles paraissant dans le *Md* ne relevaient pas de ce journalisme légaliste. A la différence du journalisme parlementaire, l'information promue par le mensuel prenait soit des traits officiels (c'étaient les signatures des ambassadeurs que l'on trouvait en bas des articles, sans que ces derniers fassent l'objet d'une mise en page ou en rubrique particulière), soit une dimension catégorielle (des diplomates ou des journalistes proches des diplomates s'adressant à d'autres diplomates). On les retrouvait disséminés dans l'ensemble du journal, souvent en « une » dans les premières années, puis progressivement relégués en milieu de journal, voisinant notamment avec des articles rédigés par les journalistes du service étranger ou par des correspondants à l'étranger. En outre, il existait déjà, sous une forme institutionnalisée, un journalisme diplomatique qui s'inscrivait véritablement dans ce cadre légaliste. Réunis au sein d'une « Association de la presse diplomatique française » d'abord créé sous une forme syndicale en 1929 puis associative après la guerre, les journalistes y ont maintenu, jusque dans les années 1960, « une sorte de symbiose entre la presse française et le ministère [des Affaires étrangères]¹⁰⁶ ». Un texte rédigé en 1999 par un de ses anciens présidents donne un aperçu des pratiques journalistiques du temps :

« [...] A l'occasion de déjeuners traditionnels qui réunissaient jusqu'à deux cents journalistes et même davantage, des hommes d'État et des personnalités, parmi les plus illustres de la planète, acceptaient nos invitations. Ils jouaient le jeu, donnant le sentiment qu'ils nous réservaient des informations inédites sur leur action diplomatique ou sur les orientations de politique étrangère. Kennedy, Khrouchtchev, bien d'autres sont venus s'asseoir à notre table à la gauche de notre président du moment et ont répondu, aussitôt le dessert avalé, à nos questions. [...] Les choses ont évolué. La vie diplomatique n'est plus du tout ce qu'elle était. [...] Notre association reste cependant plus vivante que jamais. [...] Elle demeure le lieu de rencontre privilégié entre ceux – français ou étrangers – qui élaborent la politique internationale et ceux qui sont chargés de l'observer et de l'expliquer à un large public. Nos interlocuteurs savent qu'ils ont en face d'eux des spécialistes compétents auxquels ils peuvent

¹⁰⁶ Georges Broussine (président honoraire de l'APDF). 1999. « Une brève histoire de l'Association de la presse diplomatique », dactylographié. Neuf pages. Document interne communiqué par le secrétariat de l'association.

s'adresser sans langue de bois. [...] De tout cela on pourrait faire un récit coloré. Evoquer par exemple la grande table ovale recouverte d'un tapis vert autour de laquelle nous venions nous asseoir, tous les jours, à midi, autour du porte-parole. Cette table qui plaçait sur le même plan diplomates et journalistes fut un jour lointain remplacée par des rangées de chaise pousse de fauteuils, face à un bureau d'abord, à une estrade ensuite. [...] Ces souvenirs éveillent une certaine nostalgie chez certains d'entre nous à propos du monde, en partie disparu, dans lequel évoluait jadis notre Association. [...] ¹⁰⁷ ».

On voit tout ce qui pouvait rapprocher et écarter ce journalisme de celui pratiqué au *Md*. Si la posture d'intermédiaire entre le ministre et l'opinion était explicitement assumée dans le premier cas, si la « symbiose » – certes au prix, parfois, d'une « dangereuse connivence¹⁰⁸ » – entre les vues politiques du ministère et celles des journalistes y allait de soi, il n'y avait pas d'ambiguïté sur le statut des rédacteurs. Hier assis autour de la même table, aujourd'hui séparé par une estrade, chacun gardait cependant son statut et ses prérogatives propres¹⁰⁹. A l'inverse, les premières années du mensuel furent marquées par une certaine indifférenciation des fonctions, les ambassadeurs prenant la plume, et les journalistes du *Monde* défendant la cause des diplomates. C'est en cela – et en cela seulement – que l'on peut qualifier ce journalisme de service de pré-moderne : les illustres collaborateurs du journal ne vivaient pas *de* et *pour* le journalisme, mais entendaient s'en servir pour défendre leurs intérêts menacés par les nouvelles formes de la diplomatie. Pour autant, la place de journalisme de service fut remise en cause assez rapidement dans l'histoire du journal. À l'image de l'épigraphe du quotidien *Combat*, celle accrochée au titre du mensuel – « Le journal des cercles diplomatiques et des grandes institutions internationales » – correspondait en effet « moins [à] l'expression d'un projet qu[à] celle d'une nostalgie¹¹⁰ ». C'est ce déclin que l'on va aborder à présent.

¹⁰⁷ Ibid.

¹⁰⁸ *Ibid.*, p. 5. C'est bien sûr rétrospectivement que l'auteur du texte juge de manière négative cette proximité avec le pouvoir politique.

¹⁰⁹ Pour une description des conférences de presse contemporaines, voir LEVEQUE, 1992, et LEMIEUX, 2000 : 128-131.

¹¹⁰ AJCHENBAUM, 1994: 148. L'épigraphe de *Combat* était « De la résistance à la révolution ».

SECTION 2 – LA FIN D’UN MONDE.

La relégation progressive des formes les plus visibles du caractère diplomatique se manifesta dans la diminution de la taille des rubriques diplomatiques, et leur déplacement dans les pages moins prestigieuses du journal. Elle intervint assez rapidement dans l’histoire du journal et, en tout état de cause, bien avant le départ à la retraite de François Honti, en décembre 1972. La thèse ici défendue sera que l’abandon des traits les plus diplomatiques du journal fut en partie indépendant de l’itinéraire et des choix de François Honti et de Micheline Paunet. La disparition progressive du versant diplomatique du journal fut en effet liée à des facteurs exogènes : à sa création, le mensuel se voulait le reflet d’une conception des relations entre États rendue d’emblée obsolète par une série de facteurs (la montée en puissance de la diplomatie multilatérale, la guerre froide, l’affaiblissement des prérogatives des diplomates et la transformation corrélative de leurs fonctions et attributions...). Loin d’être désincarnés, ces éléments de contexte prirent des formes discursives bien repérables dans le *Md*. Les différents collaborateurs du journal les avaient d’ailleurs identifiés, commentés, et leur attribuaient des effets déterminants dans l’évolution de la « Carrière ». En l’état, cette forme spécifique de journalisme ne pouvait durer. Les diplomates – et François Honti le premier – le pressentaient vraisemblablement, certains avec plus ou moins de netteté. L’affirmation ne relève pas seulement de l’histoire jugée avant que d’être jouée, elle vise plutôt à montrer comment l’équipe de rédaction a suivi et a déplacé petit à petit les lignes de force de cette nouvelle configuration. Mais s’il était voué à disparaître, ce journalisme de service a joué un rôle capital à la fois dans la transformation du *Md* en un mensuel de référence, à la lisière entre le journal et la revue académique, et dans ses prises de position en faveur des pays du tiers-monde.

§I – LA NOSTALGIE DE L’AGE D’OR

Produit en partie par les membres vieillissant de la communauté qu’il visait à desservir, le journalisme de service et les articles d’ambassadeurs qui lui étaient associés s’appuyait sur une conception historiquement datée du métier de diplomate, celle de la III^e République. Les articles diplomatiques prenaient en premier lieu, presque systématiquement, les traits d’un

plaidoyer teinté de nostalgie. En ce sens, il n'est pas exagéré d'y voir le chant du cygne d'une conception de la Carrière dont la matrice se trouvait dans les pratiques des ambassadeurs de la Belle époque. Une comparaison entre la vision de la diplomatie promue dans le *Md* et les pratiques effectives des premières décennies du 20^e siècle illustre tout ce que la première devait aux secondes. La III^e République fut marquée en effet par un triple processus contribuant faire des ambassadeurs des personnages clefs dans la conduite de la politique extérieure de la France¹¹¹. Membres d'un corps en voie de professionnalisation, par le biais d'un recrutement par concours rendu systématique à la veille de la première guerre mondiale, les diplomates étaient tous issus de l'École libre des sciences politiques, qui « s'était assurée un quasi monopole de la carrière diplomatique, [...] donnant un caractère élitiste et parisien [au] recrutement du Quai d'Orsay » [KESSLER, 2005 : 90]. Associant les vertus de la méritocratie républicaine¹¹² au prestige d'une fonction réservée traditionnellement à la noblesse, la « Carrière » se dota ainsi d'un esprit de corps très prononcé, entretenu par l'étroitesse du groupe professionnel¹¹³. Ce dernier était renforcé, en second lieu, par l'instabilité ministérielle chronique qui voyait se succéder à un rythme rapide, au poste de ministre des Affaires étrangères, des hommes politiques ne maîtrisant pas forcément les dossiers de politique extérieure, notamment en périodes de crise politique. Certes, certains ministres occupèrent le Quai d'Orsay plusieurs années de suite (Théophile Delcassé et Aristide Briand, par exemple, respectivement de 1898 à 1905 et de 1925 à 1932), malgré les changements de gouvernement¹¹⁴. À l'inverse, certains diplomates restèrent sur un même poste durant deux décennies avant la première guerre mondiale : il n'y eut que deux ambassadeurs différents à Berlin de 1922 à 1938 ; celui de Londres occupa le poste de 1933 à la guerre. Enfin et surtout, la

¹¹¹ Les lignes qui suivent s'inspirent largement d'un article de M.-C. KESSLER [2005] sur les ambassadeurs de France sous la III^{ème} République.

¹¹² M.-C. KESSLER [*ibid.* : 90] rappelle que, durant l'entre-deux-guerres, le nombre moyen de reçus au concours d'attaché d'ambassade (qui ouvrait la voie à la carrière diplomatique) oscillait entre cinq et six par an.

¹¹³ Les cadres diplomatique et consulaire comptaient 589 agents en 1935, toutes catégories confondues, contre 254 en 1881 [KESSLER, *ibid.* : 93].

¹¹⁴ Quarante et un entre 1919 et 1939, pour quatorze ministres des Affaires étrangères. Si l'on ne tient pas compte du septennat d'A. Briand, chaque ministre a exercé ses fonctions pendant un an en moyenne [KESSLER, 96].

relative symbiose entre les représentants les plus illustres du corps diplomatique et les élites politiques de la III^{ème} République, l'autonomie voire l'indépendance acquise par les ambassadeurs dans des pays qu'ils connaissaient bien, leur conféraient un poids politique déterminant dans les négociations bilatérales. Comme le souligne M.-C. Kessler [*ibid.* : 99], les ambassadeurs « avaient *de facto*, à cette époque, un statut et un rôle politique, se situant au cœur du noyau décisionnel de la politique étrangère », au point que « [I]eurs relations avec les ministres ne se situaient pas dans une perspective de soumission hiérarchique¹¹⁵ ».

Telle était bien la perception du rôle de l'ambassadeur défendue dans le *Md*: celle d'un homme blanc, européen et francophone, encore perçu comme un « ministre plénipotentiaire » (*i.e.*, étymologiquement, « doté des pleins pouvoirs » [*Le Robert*]), asseyant sa légitimité sur d'éminentes figures historiques (de Metternich à Jules Cambon, fondateur de l'Entente cordiale et figure mythique, avec son frère Paul, de la diplomatie française de la Belle époque), friand de bons mots¹¹⁶. Or, cette conception prenait un caractère quadruplement obsolète, dont étaient semble-t-il conscients les illustres collaborateurs du mensuel, si l'on en juge par les articles s'inquiétant du déclin des diplomates dans les affaires internationales. Ces derniers invoquaient tout d'abord, pour expliquer l'étiollement de leurs prérogatives, la montée en puissance des « agences d'informations » et, corrélativement, de

¹¹⁵ Le sentiment qu'ont les diplomatiques du temps d'incarner la continuité de l'État trouve son expression paradigmatique dans cette affirmation de l'ambassadeur Camille Barrère à son ministre, T. Delcassé : « Quand s'écrira l'histoire de la diplomatie française, il ressortira qu'en présence de l'instabilité chronique du régime parlementaire, il se trouva quelques diplomates pour s'entendre d'abord tacitement puis de propos délibéré, pour la défense des intérêts nationaux. Ceux-là, en poursuivant un dessein commun, se firent non seulement les serviteurs de la chose publique mais, n'attendant pas des instructions pour agir, se les donnèrent en quelque sorte à eux-mêmes. » (Camille Barrère, « Lettres à T. Delcassé », in *Revue de Paris*, 15 avril 1937 ; cité in KESSLER, *ibid.* : 99).

¹¹⁶ Un article intitulé significativement « La diplomatie de demain », écrit par Antoine-F. Frangulis, marqué par un fort idéalisme, où se manifeste la peur de l'atome, et la croyance en une solidarité de l'humanité face à cette technologie, illustre exemplairement cette position (A. F. Frangulis, « La diplomatie de demain », novembre 1958, p. 9).

« l'opinion publique¹¹⁷ » dans les négociations. Auparavant (*i.e.* avant la généralisation du télégraphe et du téléphone) détenteur du monopole de l'information à destination de leur gouvernement, les ambassadeurs étaient désormais concurrencés, sur ce terrain, par d'autres agents, notamment les journalistes en poste à l'étranger¹¹⁸. A cette lumière – toujours trop crue aux yeux de cette ancienne élite jalouse de ses prérogatives passées – jetée sur les négociations¹¹⁹, s'ajoutait la « parlementarisation¹²⁰ » croissante des fonctions diplomatiques depuis la première guerre mondiale. Tout (ou presque) se jouant dans les organisations internationales, dont l'importance s'était fortement accru avec la création de l'O.N.U., les diplomates voyaient décroître leur rôle politique au profit d'une technicisation accrue de leur métier. De nombreux articles s'efforçaient ainsi de défendre les prérogatives traditionnelles des ambassadeurs, en se référant notamment à l'« âge d'or » de la III^e République ou en demandant une « revalorisation » du rôle de l'ambassadeur¹²¹.

¹¹⁷ Herbert Blankenhorn, ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne « Malgré la rapidité de transmission des informations – Le diplomate moderne n'a pas moins d'influence que ses prédécesseurs », 01. 63, 7.

¹¹⁸ « [...] M. Comnène [...] était un ambassadeur d'avant le téléphone et d'avant les avions, ces moyens modernes qui, en permettant aux négociateurs les échanges les plus rapides, leur donnent l'illusion de l'efficacité. », *in* « Nicolas Comnène, écrivain et diplomate », courte notice nécrologique signé « J. D. » (02.59, 9). On peut citer également l'article du journaliste Albert Mousset, qui répond par la négative à la question « Au siècle de la radio – La dépêche [diplomatique] a-t-elle vécu ? » (10.57, 12).

¹¹⁹ En avril 1955 (p. 12), un écho regrette la publication de documents, tenus jusqu'alors secrets par les États-Unis, portant sur les négociations de Yalta. Une « bonne » négociation doit en effet se prémunir du regard de l'opinion, comme l'illustre encore un écho de 08.56, 12, qui déplore que l'ambassadeur de Jordanie ait laissé filtré des informations de son entretien avec Christian Pinau, ministre des affaires étrangères de la France, à propos de l'Algérie : « L'une des principales qualités du diplomate est la discrétion ; dans certaines circonstances elle devient une obligation impérieuse [...] »

¹²⁰ Selon l'expression du secrétaire perpétuel de l'Académie diplomatique internationale, A.-F. Frangulis (« La diplomatie de demain », 11.59, 8). En 1970, si François Honti pouvait encore rendre compte d'un ouvrage sur la « diplomatie de conférence » qui, tout en mettant l'accent sur les « qualités traditionnelles requises chez un diplomate : véracité, honnêteté, loyauté, patience, modestie, application, adaptabilité, courage, connaissances linguistiques [...] », il insistait sur « l'endurance physique et mentale » désormais nécessaire à l'exercice de fonctions telles que la présidence ou le secrétariat d'une conférence internationale (« La diplomatie de conférence », compte rendu de *Conférence Diplomacy*, Leyde : A. W. Sijthoff, 01.70, 19).

¹²¹ Pierre Mondain, « Pour une réforme de la diplomatie – Il faut revaloriser le rôle de l'ambassadeur », 12.65, 12.

« [...] On dit souvent que la diplomatie moderne n'offre plus aucune possibilité d'exercer les qualités d'adresse et de subtilité qui étaient la marque des diplomatiques d'hier. On a l'image déprimante d'un ambassadeur-robot, fonctionnant comme une sorte de boîte à lettres entre deux capitales, incapable de faire davantage que de transmettre et de recevoir des messages, et supplanté, dès qu'il arrive quoi que ce soit d'important, par des conversations directes entre les ministres - c'est là une image qui contraste singulièrement avec celle du diplomate de l'âge d'or, qui n'était pas gêné par le télégraphe ou le téléphone, qui prenait des décisions capitales de sa propre initiative, et qui par le brio de son intelligence savait résoudre des problèmes qui auraient laissé perplexes ses maîtres bureaucratiques [...]»¹²² ».

« "L'Age d'or" de la diplomatie, ce n'est certes pas le nôtre aux yeux de M. Philippe Amiguet, qui n'est pas le premier à déplorer et condamner ce qu'on pourrait appeler la diplomatie d'assemblée : il considère les différents "machins" internationaux comme des "corps étrangers qui alourdissent les règles séculaires de la diplomatie". [...] Comme d'autres encore, M. Amiguet ne se demande pas cette fois si, quelque regret qu'on en ait d'ailleurs, le "jeu traditionnel" est toujours jouable, si les "règles séculaires" sont encore de ce siècle, et si Richelieu est bien de ce monde. Lui-même cite [...] des noms de la III^e République comme ceux des derniers grands ambassadeurs. Aussi bien, les Cambon et les Barrère n'étaient-ils déjà plus, hélas ! les heureux bergers secrets d'une Arcadie machiavélique, et pour retrouver l'Age d'or, il faut à M. Amiguet revenir jusqu'aux idylles diplomatiques de la Renaissance italienne, et à leurs terres d'élection : Florence et Venise [...]»¹²³ »

A cela, s'ajoutait en troisième lieu le déclin de l'Europe et, plus précisément, de la France, sur la scène des relations diplomatiques. Si ce déclin date de la Première guerre mondiale, sa perception était loin d'être partagée par tous les agents politico-administratifs de la IV^e République¹²⁴. Que Paris fusse

¹²² Gladwyn Jebb [ambassadeur de Grande-Bretagne], « Diplomatie d'hier et d'aujourd'hui ». Extrait d'une communication à l'Académie diplomatique internationale, 07.59, 20 (dernière page).

¹²³ Y. Florenne [journaliste au *Monde*], « L'âge d'or de la diplomatie » de Ph. Amiguet », 09.63, 14.

¹²⁴ Au niveau de l'organisation de la profession diplomatique, le changement le plus significatif semble, *a posteriori*, celui de la création de l'ENA en 1945. Mais si la création d'un unique concours d'accès à la haute fonction publique prive le corps diplomatique de sa capacité à déterminer les modalités de recrutement de ses membres, ses effets ne se firent sentir que bien plus tard : en 1975 encore, le groupe des 132 ambassadeurs français « présente les caractéristiques typiques des élites de la haute

« tout indiqué pour être le siège de ce journal, et le français sa langue¹²⁵ » n'était donc plus, dans le contexte de la guerre froide, une évidence¹²⁶. V. Dubois rappelle que la « hantise du déclin international » du français repose, dès les années 1960, sur la décolonisation – les nouveaux États pratiquant, notamment au Maghreb, un politique active d'arabisation – et, d'autre part, sur la place désormais incontournable des États-Unis dans le camp occidental [DUBOIS, 2003 : 464-465]. Enfin, c'était le « style » même de la diplomatie menée par les deux « Grands » qui choquaient ou intriguait profondément les défenseurs de la « diplomatie traditionnelle ». Ainsi, la réaction de N. Khrouchtchev après l'affaire du survol de l'U.R.S.S. par un avion espion américain donne lieu à un commentaire très critique de Pierre-Henri Simon¹²⁷, faisant écho au refus des diplomates de l'Est de se plier, les premières années, à l'étiquette et au protocole très formalisés du milieu des ambassades :

Le « style de la diplomatie soviétique »

« [...] La rupture de la conférence des Dix à Genève confirme la méthode brutale adoptée par la diplomatie russe. [...] Le parti-pris démagogique d'offenser publiquement l'adversaire et de frapper l'opinion par l'esclandre est évident. Ce n'est ni un bon signe ni une bonne voie. On plaidera peut-être que cette manière a quelque chose de naturel et de franc et qu'elle substitue aux conventions de la diplomatie traditionnelle, aristocratique et bourgeoise, une salubre simplicité populaire. Je ne demanderais pas mieux que de le croire si cette simplicité ne recouvrait manifestement les mêmes astuces, les mêmes intentions obliques, que le style mesuré et orné d'un Metternich ou d'un Talleyrand. Certes, toute diplomatie a un aspect machiavélique [...] D'où la presque inévitable duplicité du style diplomatique [...]. Mais

administration issues de la formation universitaire républicaine des années 1930 » [S.N., 2005 : 58]. Ce n'est donc qu'au niveau symbolique que cette mesure a pu produire ses effets dans les années cinquante et soixante. Le déclin du corps diplomatique daterait effectivement, à l'ENA, des années 1970 [EYMERI, 2001 : 228].

¹²⁵ « A nos lecteurs », ar. cit., 05.54.

¹²⁶ En décembre 1954 (p. 11), la « Revue des revues » fait écho à un article d'une revue américaine faisant « l'oraison funèbre du français » comme langue internationale, ce que déplore l'auteur anonyme du compte rendu.

¹²⁷ L'auteur [1903-1972] était écrivain (et non diplomate), chroniqueur littéraire au *Monde* à partir de 1961. « Intellectuel engagé » [<http://www.academie-francaise.fr/immortels/>, consulté le 15.06.2007] contre la guerre d'Algérie, il fut élu à l'Académie française en 1966. Selon le Robert [REY, 1995], son « œuvre critique [...] affirme les valeurs d'un humanisme qui se teinte de morale chrétienne ».

ç'avait été un des progrès de la civilisation de polir ce style, d'en exclure la violence et d'y cultiver la subtilité. On y pratiquait volontiers la litote [...]. L'hypocrisie est toujours antipathique aux cœurs purs, et il est facile de dénoncer celle-là. Pourtant il faut voir objectivement les choses et reconnaître que le formalisme de la diplomatie traditionnelle n'était pas sans vertus ; il ne relevait pas seulement de l'ordre des bienséances, mais de la prudence même, car c'en était une d'émousser les mots plutôt que de les aiguiser, d'exiger des hommes d'État une maîtrise de soi, un flegme qui éliminait les risques de la colère et ménageait les amours-propres. [*L'auteur explique ensuite l'attitude de Khrouchtchev par le fait que* « les hommes des régions totalitaires sont, par fonction et par situation, obligés d'agir constamment en liaison avec la conscience collective [...] ».] [...] Ce ne sont là, je l'entends, que des questions de style ; mais le style signifie toujours, il jette toujours une lumière sur les qualités d'une âme et sur les valeurs d'un esprit. Le style de la diplomatie soviétique, imité ou approuvé par tous les régimes et tous les partis communistes du monde, est le signe que le communisme ne purifie pas l'histoire [...] ¹²⁸ ».

Le corps diplomatique américain n'échappait pas, lui non plus, aux critiques. L'argument portait non pas sur le « style » de la diplomatie, mais sur les hommes et les femmes chargés de le représenter. Claude Julien, alors rédacteur au service étranger et spécialiste des États-Unis, montrait du doigt l'absence de corps professionnel et la présence de généreux mécènes dans les ambassades américaines. Derrière ces critiques circonstanciées, qu'on observe notamment dans la rubrique éphémère consacrée aux « Questions professionnelles », pointait un reproche essentiel adressé à l'activité diplomatique traditionnelle : son amateurisme. Il n'est pas anodin que ces remarques émanent des rédacteurs du *Monde*, qui pouvaient eux-aussi prétendre, on le verra, au rang d'experts *ès relations internationales*. S'il n'est pas possible d'évaluer l'impact qu'eurent ces critiques sur la participation des ambassadeurs au contenu rédactionnel, il est

¹²⁸ 07.60, 11. Ce thème était déjà brièvement évoqué par Yves Florenne dans son compte rendu d'un livre du Ivan le terrible publié en 01.60, 7. Pour une autre illustration du mépris qu'inspire l'attitude du dirigeant soviétique, on peut enfin citer cet écho non signé paru en décembre 1956 (p. 12), regrettant l'attitude de N. Khrouchtchev. Ce dernier a en effet des réceptions officielles « [...] une conception qui n'a rien de mondaine [...] ». De fait, « [...] les violences de langage ne favorisent pas la coexistence pacifique entre nations [...] ».

indéniable que les caractéristiques les plus diplomatiques du mensuel déclinerent très rapidement.

§2 – LE DECLIN DES RUBRIQUES DE SERVITUDE

Peut-être plus que dans ces articles et aux noms qui y étaient attachés, la marque la plus visible de cette dimension catégorielle s'inscrivait en effet dans des rubriques aux intitulés explicites. Ces dernières conférèrent vraisemblablement au mensuel, avec les publicités, son identité propre, marquée du sceau des ambassades. À sa création, le mensuel en comptait au total une dizaine, dont la moitié étaient spécifiquement adressées aux diplomates. En 1955, près de 20 % de la pagination du journal était ainsi voués, par le biais de rubriques spécifiques, aux activités diplomatiques. Une lecture cursive laisse donc penser, comme le soulignent toujours les commentateurs actuels, que le contenu rédactionnel du *Monde diplomatique* correspondait effectivement à son titre. Quelle place prirent néanmoins ces rubriques de servitude par rapport au contenu global du journal ? Pour la mesurer, on a d'abord comparé l'espace occupé par ces rubriques au reste du contenu rédactionnel, en mobilisant la méthode dite morphologique. Apporter des réponses à cette question permet d'évaluer la part de ces informations dans le volume rédactionnel total et de dater précisément le déclin de ce journalisme diplomatique, repérable dès le milieu des années 1960 : à partir de 1964, ces rubriques ne représentèrent jamais plus de 5 % de la pagination totale, leur taille ne cessant de décroître.

Méthode employée

On a adopté comme définition de la rubrique des segments du journal aux titres inchangés d'un numéro à l'autre, conservant une même typographie ou un même graphisme, rassemblant un ou plusieurs articles ou brèves relevant d'une même thématique, et/ou rédigés par un même auteur. La mise en place d'une telle méthode pose trois problèmes, bien identifiés par Y. de LA HAYE [2005/1973 : 43-46]. Mise au point par Jacques Kayser au début des années 1960 [KAYSER : 1963], la méthode morphologique prend tout d'abord du temps (J. Kayser et son équipe mesuraient la surface des rubriques en cm²). Afin de le réduire, on a volontairement simplifié le comptage en allouant à chaque rubrique une fraction de page (le « Calendrier des fêtes nationales » fait ainsi 1/32^{ème} de page), évaluable à vue d'œil. La méthode repose donc ici plus sur un jaugeage que sur un comptage, avec une certaine part d'imprécision, mais il s'agit moins ici d'aboutir à des résultats détaillés qu'à saisir une évolution, ce que permet largement un simple jaugeage à vue d'œil. On peut lui reprocher ensuite d'« [aplatir] le double matériau linguistique

et sociologique que représente le journal en ne gardant de lui que le profil qui donne le moins de renseignement sur son poids social : la longueur, le volume d'inscription. » [LA HAYE, *ibid.* : 43]. Mais l'argument n'est valable que si l'on s'arrête à la mesure de cet espace : à partir du moment où le contenu de chaque rubrique est mis en relation avec le travail journalistique qui le produit, où le « fait de langue » est perçu d'abord comme un « fait social » [*ibid.* : 51], on donne un sens (social) au comptage. Enfin, de manière plus centrale, la méthode morphologique pose la question des critères ayant servi à dresser la typologie. Il est possible en effet d'opérer une distinction entre rubriques en fonction de leur dénomination et donc de l'intention initiale de leurs promoteurs (en se fiant au titre et des informations disponibles sur le contexte de leur apparition), de leur contenu effectif ou, enfin, des lectures qui en sont faites effectivement (à partir d'une enquête sur les modalités de réception, qui n'a pas été menée dans ce cas précis). Soit en premier lieu l'exemple d'une rubrique comme « Littérature et diplomatie – Les livres du mois », apparue en novembre 1954. Son titre, l'ambition de son promoteur (François Honti)¹²⁹ et son contenu initial (livres traitant des relations internationales ou diplomatiques, mémoires d'ambassadeurs, histoire des relations internationales...) la rattachent étroitement aux rubriques diplomatiques. Cependant, l'étude des ouvrages commentés (sur laquelle on reviendra plus loin) montre une nette évolution à partir du milieu des années 1960, alors que son titre et ses contributeurs n'ont pas ou peu changé. Faut-il tenir compte de l'intention initiale, toujours perceptible dans l'intitulé (« Littérature et diplomatie ») ou des types de livres eux-mêmes, qui n'ont plus rien de diplomatiques (au sens classique du terme) ? Soit en second lieu des rubriques *a priori* plus anecdotiques, comme les « Problèmes de bridge ». Son auteur, Emile Brugnon, l'inscrivait clairement dans un registre diplomatique¹³⁰, et c'est ainsi qu'on l'a comptée. Mais que faire des « Mots croisés », présents de 1964 à 1971 ? Ils ne font pas d'une part l'objet d'une présentation explicite et, d'autre part, il semble difficile de rattacher spécifiquement l'activité cruciverbiste à un milieu social comme celui des diplomates, tout du moins au milieu des années soixante. On l'aura compris : la démarche typologique implique une certaine stabilité des catégories que la perspective diachronique met à mal. Comme le remarque Y. de la Haye [2005/1973 : 43], la méthode morphologique se caractérise par son caractère « statique » ; or, du fait même de la modification du

¹²⁹ En décembre 1954, un encadré signé par « Jacques Rodolphe-Rousseau, président du syndicat national du livre », donne un aperçu de cette ambition : « [...] Nous devons savoir gré au "Monde diplomatique" d'avoir eu le souci d'appeler l'attention de ses lecteurs sur une sélection d'ouvrages capables de contribuer à cette compréhension mutuelle des pensées propres à chaque pays. [...] » (p. 5).

¹³⁰ « [...] [I]l n'y a plus maintenant de réunions mondaines ou diplomatiques sans le bridge [...] » (Emile Brugnon, chroniqueur de ce jeu dans le *Monde* et le *Md*, 05.54, 8).

contenu des rubriques, si « [...] la typologie doit bouger au même titre que ce qu'elle typologise [...] », elle perd son utilité. On a donc adopté une classification permettant de suivre ces rubriques sur cinquante ans, au prix d'un resserrement et d'une simplification inhérente à toute taxinomie. Ainsi, on a renoncé à intégrer « Littérature et diplomatie » dans le groupe des écrits « diplomatiques » pour centrer cette rubrique sur ce qui fait justement sa stabilité au cours des décennies : les objets culturels.

Pour établir cette typologie des rubriques, on a donc tenu compte prioritairement des contenus et, secondairement, de l'intention – quand on en trouvait une trace explicite. Toutes les rubriques dans un numéro choisi aléatoirement (mars) de chaque année ont été relevées¹³¹. Les dates ou périodes précises d'apparition ou de disparition ont également été relevées. Enfin, on a été attentif à la mise en page dont faisaient l'objet ces rubriques et à leur volume : symboliquement, une rubrique n'a pas le même statut selon qu'elle occupe la totalité de la page 2 ou en le quart inférieur des dernières pages – sort qu'a subi, par exemple, une rubrique comme le « Carnet des ambassades » de mai 1954 à sa disparition, dans les premiers mois de 1983. Ce sont ainsi cinq catégories qui ont été isolées, englobant l'ensemble des rubriques du *Md* depuis sa création.

Les rubriques que l'on appellera diplomatiques étaient, à l'exception des « problèmes de bridge », non signées. Elles englobaient principalement les rubriques de servitude et offraient, en ce sens, des informations factuelles (« Mouvement diplomatique et consulaire », « Calendrier des fêtes nationales ») et dépourvues de commentaires autres que de pure forme (« Carnet des ambassades » et « Nécrologie »). Elles se caractérisaient par leur brièveté et, au niveau lexical, par un effacement énonciatif du locuteur, au profit de tournures de phrases impersonnelles. Dans le cas d'une rubrique un peu plus longue, qui ne relevait pas de la servitude *stricto sensu* (« À l'Académie diplomatique internationale »), la rédaction était au style indirect libre : il s'agissait de discours rapportés de diplomates, de membres de gouvernements ou, plus rarement, de fonctionnaires internationaux. Au niveau thématique, ces rubriques se rapportaient presque exclusivement au personnel des ambassades et à la diplomatie au sens traditionnel du terme. Les quelques essais de rubriques portant sur les dimensions

¹³¹ Ce qui représente un peu plus de 8 % des 601 numéros parus entre mai 1954 et mai 2004. On a également opéré des « coups de sonde », chaque année, afin d'évaluer la pertinence de l'échantillon retenu.

proprement mondaines ou professionnelles de l'activité diplomatique, lancées en 1954 et 1955, n'ont jamais abouti.

Cinq tentatives avortées peuvent être citées. « La mode – Robes à danser... ...Robes du soir » puis « La mode et la ville », par Hetty Baumgard, chronique mondaine présente de mai à août 1954, n'appelle pas de commentaire particulier, si ce n'est qu'on ne l'a pas classée dans les rubriques culturelles, dans la mesure où c'était autant les illustres personnes qui portaient les robes que ces dernières qui étaient au centre de l'attention. On a déjà mentionné la rubrique « Echos », qui parut régulièrement de juin 1954 à juillet 1955, puis épisodiquement en 1956 et 1957 : elle consistait en une série de brèves sur la vie privée des ambassadeurs (nombre d'enfant, cursus scolaire...). « Le vieux Paris » d'Albert Mousset, journaliste au *Monde*, proposait de manière irrégulière une histoire des palais diplomatiques¹³² (sept articles entre octobre 1954 et septembre 1955, auxquels on peut ajouter deux articles sur le même sujet d'un journaliste suisse, Herbert van Leisen, paru en octobre 1954 et janvier 1955). La chronique gastronomique de La Reynière, pseudonyme du journaliste au *Monde* Robert Courtine, fut présente neuf fois entre janvier 1957 et janvier 1958, puis épisodiquement jusqu'à la fin des années cinquante. Enfin, les « Questions professionnelles », qui réunirent à sept reprises, de juin 1955 à juillet 1958, des articles sur la fonction diplomatique, proposaient des éléments d'information sur les déroulements de carrière, notamment pour les fonctionnaires internationaux.

Une dernière rubrique, « La page des exportateurs », pouvait être dans une moindre mesure associée à l'activité diplomatique. Rédigée par les attachés commerciaux des ambassades de France à l'étranger, corps issu de l'ENA¹³³, elle visait en effet un autre public, celui des investisseurs. Offrant des renseignements détaillés sur l'état des marchés de produits économiques divers, dans différents pays, elle liait explicitement le Md au ministère des Affaires étrangères. En matière économique, il n'est ainsi pas faux de voir dans le mensuel le promoteur des intérêts économiques de la France¹³⁴.

¹³² A. Mousset, né en 1883, était un ancien du *Temps*. Ancien élève de l'École des chartes, grand prix d'histoire de l'Académie française en 1955, il tenait une chronique historique et écrivait fréquemment, dans le *Monde*, des articles sur l'histoire architecturale de Paris [source : CHATELAIN, 1962 : 267].

¹³³ Sur cette catégorie de personnel, voir BAILLOU, 1984 : 838-843.

¹³⁴ Lors de la première parution de cette rubrique, en décembre 1958, un encart anonyme précisait : « La France apprend de mieux en mieux à ouvrir ses fenêtres sur l'étranger. Pour son économie, il n'est pas d'autre salut. [...] Sur [les marchés étrangers], des Français ont pour mission permanente de défendre les couleurs de notre production, de suivre l'évolution économique du pays intéressé, de détecter les

Sous l'appellation de rubriques « institutionnelles », on a ensuite rassemblé les articles rendant compte précisément, sans commentaire, de l'actualité économique ou internationale. L'information y était pour ainsi dire offerte telle quelle au lecteur, sans analyse ni commentaire, comme dans la rubrique de servitude portant sur les « Elections législatives et nouveaux gouvernements ». On a vu précédemment que ce journalisme de compte rendu, non signé, n'était pas spécifique au *Md*. Il concernait principalement la rubrique « Activités des organisations internationales », présente de mai 1954 à juin 1982. L'effacement énonciatif du scripteur – la secrétaire de rédaction Micheline Paunet – y était systématique ; aucun nom de personne n'y était mentionné.

On a associé sous l'intitulé « rubriques culturelles » l'ensemble des rubriques traitant des objets culturels (livres, cinéma, revues) : « Littérature et diplomatique – Les livres du mois » puis, à partir de janvier 1973, « Les livres du mois » ; « Dans les revues » ; « Cinéma politique » (appelé ensuite « Caméras politique ») ; « Politique et littérature » enfin, qui diffère des précédente dans la mesure où il s'agit d'un extrait de roman ou de nouvelle. Ces rubriques explicitement critiques se caractérisaient (et caractérisent toujours, pour celles qui existent encore) par une implication énonciative plus ou moins forte : il s'agit avant tout de commenter, la plupart du temps pour louer, parfois pour blâmer. Ainsi que l'illustrent les comptes rendus du journaliste au *Monde* Yves Florenne, la dimension diplomatique occupa une place symbolique importante, les premières années,

occasions de ventes : les conseillers ou attachés commerciaux. Ils adressent régulièrement à leur ministère de tutelle des rapports, des notes d'information, dont le dépouillement peut être riche d'enseignements pour l'économiste, l'industriel ou le journaliste. Le "Monde diplomatique" donnera chaque mois, grâce à l'obligeance du Centre national du commerce extérieur, la substance de quelques-uns de ces documents provenant de nos « ambassadeurs » de l'économie française. Nous nous attacherons à présenter dans cette "page de l'exportateur" des renseignements pratiques sur les débouchés, mais aussi des vues générales sur la situation actuelle d'un pays avec lequel la France a des relations commerciales suivies, des analyses d'une industrie concurrente, ou une véritable "étude de marché". Ces notes seront éventuellement complétées par des informations publiées par la presse étrangère qui pourraient intéresser directement les exportateurs français. » La page fournissait ainsi des informations sur le marché de la parfumerie au Danemark, « Le marché de l'horlogerie aux États-Unis », « Le marché des produits alimentaires au Venezuela »... Les articles n'étaient pas signés, ou alors il était précisé : « Conseiller commercial de France à xxx ».

dans la rubrique consacrée aux « Livres du mois – Littérature et diplomatie ».

Enfin, les rubriques « éditoriales » renvoient aux articles que l'on rattache d'ordinaire au genre du commentaire : l'éditorial – jamais nommé comme tel mais qui en prenait toutes les formes ; les « cavaliers » (articles courts à vocation explicitement polémique) ; l'article de dernière page, figurant sous l'intitulé « Interrogations » de 1978 à 1983 ; le « Courrier des lecteurs » enfin, apparu comme tel en 1987. Ces rubriques se caractérisent par une prise de position explicite de l'énonciateur.

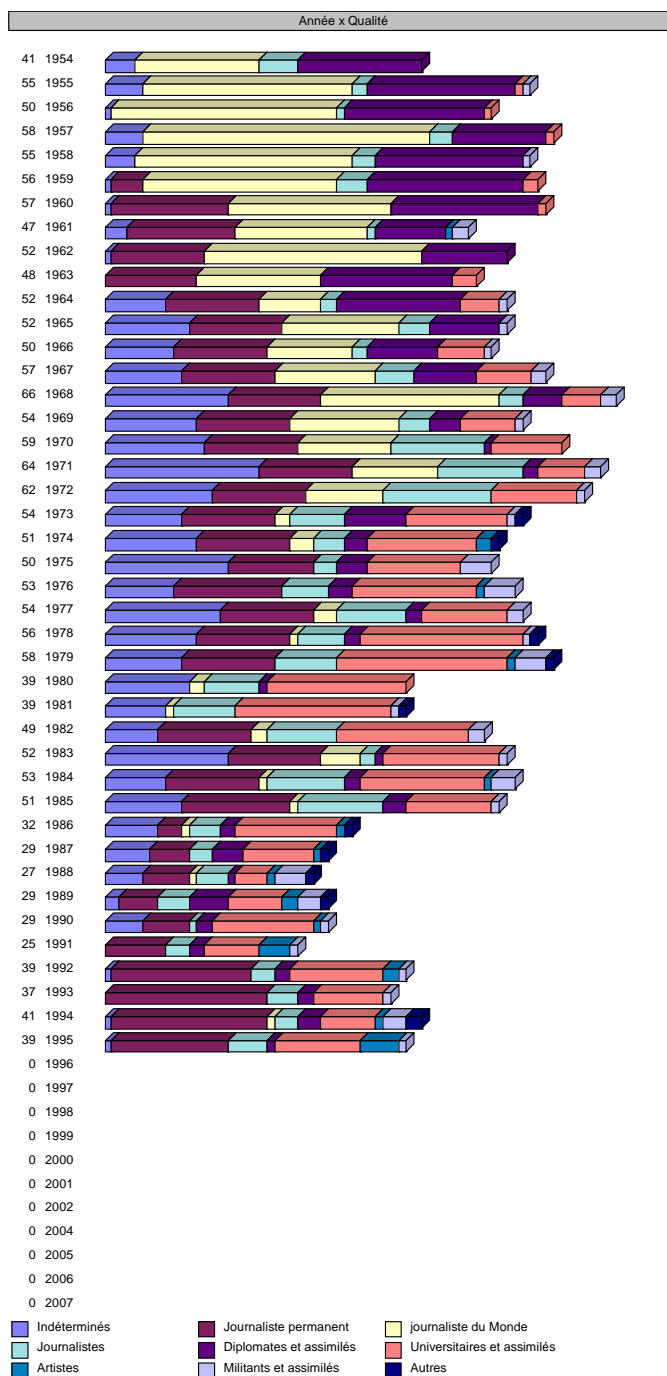
§3 – DE LA DIPLOMATIE A LA COOPERATION. LA MONTEE D'UNE RHETORIQUE DE L'EXPERTISE.

Quelle surface occupèrent chacune de ces différentes rubriques ? Deux constats peuvent être tirés. Il permet en premier lieu de dater précisément le déclin du journal des ambassadeurs à 1964 : à partir de cette année, la place occupée par les rubriques diplomatiques n'excèdent jamais plus de 5 % de la pagination totale, contre 12 % en 1957¹³⁵. Il est vrai que l'augmentation de la pagination diminue mécaniquement l'espace alloué à ces rubriques. Néanmoins, outre que cette réduction est mesurable en valeur absolue, elle va de paire avec la relégation de ces rubriques dans des lieux du journal moins prestigieux que les deuxième et dernière pages qu'elles occupaient jusqu'alors. Cependant, ce journalisme n'occupait somme toute qu'une place restreinte dans la pagination du journal. Ainsi, la diminution de moitié d'une rubrique comme « Le mouvement diplomatique et consulaire » entre mars 1963 et mars 1964 s'accompagne-t-elle d'un déplacement permanent d'un numéro à un autre, alors que la page 2 lui était allouée depuis le premier numéro. En 1972, à la veille de l'arrivée de Claude Julien à la rédaction en chef, seules subsistaient « L'Académie diplomatique internationale », « Le carnet des ambassades » et le « Calendrier des fêtes nationales », pour une occupation de la surface rédactionnelle de moins de 1 %. Dans

¹³⁵ En juillet 1962, le sous-titre avait déjà été modifié aux dépens du caractère diplomatique, pour devenir « Le journal de la coopération internationale et des grandes organisations ». Ce changement de perspective n'avait toutefois pas entraîné de modification immédiate dans le contenu et le rubricage du journal.

ce domaine, l'essentiel des changements a été fait avant l'accession de C. Julien à la rédaction en chef : au début des années soixante-dix, le journal n'avait déjà plus grand-chose à voir avec celui de la fin des années cinquante. On pourrait également objecter que les personnes officielles occupaient encore une place symbolique (la « une ») cette année là¹³⁶. Mais une analyse du statut des collaborateurs qui occupèrent les premières et dernières pages révèle surtout que les diplomates n'occupèrent qu'épisodiquement puis, à partir de 1970, presque plus les pages les plus prestigieuses du journal.

¹³⁶ En mars 1964, le mensuel offrait ainsi un texte de James William Fulbright, à l'époque président de la commission des affaires étrangères du Sénat américain (« Les pays occidentaux doivent choisir entre le nationalisme qui divise et une politique d'association prospère », pages 1 et 2) ainsi qu'un article de Abdel Khalek Hassouna, secrétaire général de la Ligue arabe (« Après le "sommet" du Caire – L'arabisme est en marche », p. 1 et 5.



Cet inventaire révèle ensuite que des rubriques diplomatiques ont subsisté (certes à l'état embryonnaire) jusqu'en 1983 et que l'une d'entre elle, le « Calendrier des fêtes nationales », a même été maintenu jusqu'à aujourd'hui. À son arrivée, le nouveau

rédacteur en chef procéda à un certain nombre de changements significatifs : le titre de « Littérature et diplomatie - Les livres du mois » fut modifié et perdit son caractère « diplomatique », actant une situation de fait. Les comptes rendus des activités de l'Académie diplomatique internationale disparurent, et de nouvelles rubriques firent leur apparition. Mais, avec le « Carnet des ambassades¹³⁷ » et, dans une moindre mesure, le « Calendrier des fêtes nationales », le journal conservait encore, une décennie après le départ de F. Honti, des traits typiques du journalisme de service de ses débuts. En ce qui concerne le rubricage, il n'est donc pas tout à fait possible de suivre Ignacio Ramonet qui affirmait, dans sa préface à la réédition des éditoriaux de Claude Julien, en 2007 qu'

« [...] avec la complicité de Micheline Paunet, [Claude Julien] effectue une sorte de *refondation* du journal. Il change le logo et la mise en page, bouleverse les rubriques, élargit les sujets abordés à l'économie, la société, la culture, les idées, la littérature, le cinéma, etc. Il fait preuve de créativité constante dans le choix des thématiques, du ton, du style, de l'illustration. Augmente la pagination consacrée aux nouveaux pays indépendants du Sud. Innove en matière de dossiers et de reportages. Donne la parole à de « grandes signatures » internationales [...] ¹³⁸ ».

En effet, l'effort de promotion d'un journalisme catégoriel, tourné principalement vers le public des ambassades et des consulats, avait cessé dès le milieu des années soixante. Articles comme rubriques diplomatiques furent assez rapidement marginalisés. Hormis ceux participants aux séances de l'Académie diplomatique internationale, les diplomates écrivant dans le mensuel étaient tous des hommes en fin de carrière. Ayant commencé leur activité professionnelle avant, pendant ou après la Première guerre mondiale, ces acteurs n'étaient plus en mesure de s'appuyer sur une population jeune et renouvelée, susceptible de reprendre et de porter le flambeau de la Carrière. Vraisemblablement constitué, pour partie, des réseaux diplomatiques tissés dans la France des années trente par F.

¹³⁷ En septembre 1989, on peut encore lire l'« avis de décès » d'un ambassadeur du Canada, égaré au milieu de la rubrique « Colloque et congrès ». Mais il s'agit d'un cas isolé et exceptionnel.

¹³⁸ Ignacio RAMONET. 2007. « Préface ». In Claude JULIEN. *Le devoir d'irrespect – articles du Monde diplomatique 1973-1990*. Forcalquier (France) : HB éditions. P. 7

Honti, le vivier des collaborateurs diplomates s'est tari sous la triple pression du changement des modes de recrutement (création de l'ENA en 1945¹³⁹), de la transformation radicale des fonctions diplomatiques (déclin des relations bilatérales, essor de la diplomatie d'assemblée et prise en charge des fonctions politiques à l'étranger par le personnel ministériel ou présidentiel) et, enfin, de l'affaiblissement de la France sur la scène internationale. Les possibilités de recréer, à Paris, les conditions propices à l'épanouissement d'un microcosme diplomatique étaient nettement compromises par l'absence de relations entre F. Honti, les représentants du bloc socialiste (pour cause) et ceux des États-Unis. Autrement dit, ce journalisme communautaire mourut, pour partie, de vieillesse et d'eurocentrisme¹⁴⁰. Autant handicap qu'atout (notamment publicitaire), ce journalisme diplomatique fut porté non par une équipe, mais essentiellement par son co-fondateur et principal animateur.

SECTION 3 – LA RECONVERSION D'UN DIPLOMATE. FRANÇOIS HONTI ET LE *MONDE DIPLOMATIQUE*

Le caractère mondain et proprement diplomatique du mensuel à ses débuts est en effet communément attribué uniquement à la personnalité et à l'itinéraire de son premier directeur, François Honti. L'homme n'a pourtant laissé que d'infimes traces dans la mémoire collective, pourtant très vive, du quotidien le *Monde* et de ses collaborateurs¹⁴¹. En outre, les empreintes visibles de son activité journalistique se limitent ses éditoriaux et ses comptes rendus de lecture. Malgré cette discrétion, il est possible de retracer à grands traits l'itinéraire de

¹³⁹ Même si, on l'a dit, les effets structurels de la création de l'ENA ne se sont fait sentir qu'à partir des années soixante-dix, la simple création d'une école pour former des individus à une profession présentée avant tout comme une vocation, signait symboliquement l'acte de décès d'une manière d'embrasser la Carrière.

¹⁴⁰ Sans être réguliers, les encarts nécrologiques donnaient un aperçu de l'âge des proches collaborateurs du journal à leur décès : René Dollot, décédé à 87 ans en 1963, Livia-Jars de Gubernatis, décédée à 81 ans en 1962... Né avec le siècle, François Honti avait 54 ans à la création de son journal : l'essentiel de sa carrière était, *a priori*, derrière lui.

¹⁴¹ Rapidement interrogé en 2005, André Fontaine a déclaré être incapable de se souvenir d'autre chose que de l'image d'un homme « discret ». Chef du service Étranger de 1951 à 1969, il a pourtant dû le côtoyer régulièrement.

ce journaliste diplomate. On s'est appuyé principalement dans cette section sur les livres et articles qu'il a écrit ainsi que sur les informations fournies à sa mort, en septembre 1974¹⁴². L'histoire de la Hongrie ainsi que vers les quelques études ou témoignages d'émigrés hongrois accessibles en français ou en anglais, permettent de situer ses prises de position et son itinéraire par rapport à ceux de ses anciens compatriotes¹⁴³.

L'étude de cet itinéraire permet de travailler le concept de « reconversion » qui, selon S. TISSOT [2005], agrège trois dimensions fondamentales de l'itinéraire social d'un individu : ses déplacements successifs au sein des espaces sociaux (comme les reclassements professionnels ou politiques) ; la transformation et/ou la valorisation de capitaux initialement acquis et incorporés dans d'autres contextes ; les recompositions identitaires enfin, affectant ses manières d'être et de penser. Pour F. Honti, il s'agit en effet rien de moins de que renoncer à un état (la diplomatie) et à un pays (la Hongrie), pour s'engager dans une profession nettement moins prestigieuse dans un pays que certes il connaissait bien, mais qui n'était pas le sien.

§I – L'ITINÉRAIRE POLITIQUE ET JOURNALISTIQUE D'UN NATIONALISTE HONGROIS

François (né Ferenc) Honti est né le 16 décembre 1900 à Losonc¹⁴⁴, petite ville hongroise qui, à la suite du Traité de Trianon de 1920, fit partie des territoires ôtés à la Hongrie. L'information a son importance car elle permettrait de comprendre son engagement professionnel et politique au service des intérêts hongrois. En effet, sa carrière consista essentiellement, durant l'entre-deux-guerres, en la défense de la cause irrédentiste hongroise. Arrivé en France vers 1925, il y poursuivit vraisemblablement des études de droit entamées dans

¹⁴² « Mort de François Honti », *Le Monde*, jeudi 19 septembre 1974, p. 38 ; « François Honti », Yves Florenne, *Md*, 10.74, 4.

¹⁴³ FEJTO, 1986 ; BAUQUET & BOCHOLIER, 2006. Ce premier paragraphe bénéficie des informations recueillies par Balázs Ablonczy [ABLONCZY, 2006 ; 2008] dans le cadre de ses travaux sur le mouvement révisionniste hongrois dans l'entre-deux-guerres. Les données inédites figurant ici doivent beaucoup à son enquête sur l'émigration hongroise à Paris, dont il a aimablement accepté de me livrer les éléments les plus pertinents pour cette section.

¹⁴⁴ Aujourd'hui Lucenec, en Slovaquie.

son pays natal¹⁴⁵. Maîtrisant parfaitement le français, l'anglais et, né sujet de l'empire d'Autriche-Hongrie, probablement l'allemand, il intégra rapidement la frange la plus militante de l'émigration hongroise parisienne, en devenant le secrétaire général de l'Association hongroise de Paris¹⁴⁶. Si l'on en croit une courte « note des éditeurs » accompagnant le dernier ouvrage qu'il publia en 1949, il fut « [...] [s]ecrétaire général de la Société Hongroise des Affaires étrangères de 1922 à 1925 [...] et participa, aux côtés de son illustre compatriote, le comte Albert Apponyi, à plusieurs conférences internationales [...]»¹⁴⁷. L'importance de cette collaboration doit cependant être relativisée : François Honti n'était sans doute, au mieux, que l'un des nombreux assistants d'un personnage septuagénaire, plusieurs fois ministre, qui fut notamment le délégué général de la Hongrie à la SDN [ABLONCZY, 2008]. Quoiqu'il en soit, son insertion précoce (22 ans) dans les milieux diplomatiques signalait très vraisemblablement, dans la Hongrie de l'entre-deux-guerres, des origines bourgeoises.

Les activités de ce « Hongrois de Paris » oscillèrent sans cesse, durant ces années, entre le journalisme, le militantisme et la représentation diplomatique, au point qu'il semble impossible de les distinguer. Il fut tour à tour rédacteur en chef (et unique journaliste, avec une secrétaire) du journal *Párizsi Magyarorság* (« Hongrois de Paris ») ; correspondant parisien du quotidien national-libéral *Pesti Hírlap* (« Journal de Pest ») qui, « tout en étant à gauche de la ligne générale du régime Horthy », jouait le rôle d'« organe central de la mouvance révisionniste » [ABLONCZY, 2008] ; représentant semi-officiel de l'ambassade de Hongrie à Paris, accompagnant à ce titre des journalistes France en voyage en Hongrie... Hubert Beuve-Méry avait occupé, avant la guerre, le poste de correspondant du quotidien le *Temps* à Prague. Organe officieux du Quai d'Orsay, ses

¹⁴⁵ Supposition qui s'appuie sur le nombre important d'ouvrages relevant de cette catégorie que le journaliste commente dans le *Md*. Je n'ai néanmoins pas trouvé de trace de doctorat de droit dans une université parisienne.

¹⁴⁶ Une « note des Editeurs » introduisant un de ses ouvrages publié en 1949 le présente comme l'un fondateur, en 1923, de la « Société Littéraire Franco-Hongroise », et comme « secrétaire de l'Association des Hongrois de France [...] de 1926 à 1929 [...] » (p. 5).

¹⁴⁷ François HONTI. 1949. *Le Drame hongrois – Une grande bataille de la civilisation chrétienne*. Paris : éditions du Triolet, coll. « La pensée libre ».

journalistes à l'étranger étaient proches des milieux diplomatiques des pays qu'ils couvraient. François Honti occupa similairement des fonctions à la lisière entre le politique, le journalistique et les activités que l'on qualifierait aujourd'hui de lobbying, à une époque où, même en France, les frontières entre ces univers étaient encore loin d'être stabilisées [RUELLAN, 2007]. A ce titre, ses activités firent l'objet d'une surveillance de la préfecture de police¹⁴⁸ ; il faillit même être expulsé de France en 1939, et ne dut son salut qu'à ses liens tissés avec des hauts fonctionnaires français du ministère des Affaires étrangères.

Prosélyte actif quoique modéré dans les termes des revendications de son pays, il consacra tout naturellement ses premiers écrits à la défense du « mouvement révisionniste hongrois¹⁴⁹ ». Il prit ainsi parti pour les accords de Munich de 1938, dans lesquels il vit une résolution possible du « problème » hongrois¹⁵⁰. Mais si François Honti mobilisait une

¹⁴⁸ Selon B. ABLONCZY [2008], d'après les informations trouvées dans les archives de la Préfecture de Police de Paris (commissariat du V^e arrondissement, cote BA 2182 et dossier personnel de Honti, cote BA 2337).

¹⁴⁹ HONTI François. 1933 (juillet). *Que demande la Hongrie ? Le traité de Trianon et les revendications hongroises*. Paris : chez l'auteur, 4 rue de Navarre. 36 pages ; HONTI F. et BETHLEN István. 1934 (1^{er} février). « La Hongrie et le Traité de Trianon ». *Terre d'Europe* n° 13 ; HONTI F. 1938. *La Hongrie et la crise tchécoslovaque (les revendications hongroises)*. Paris : chez l'auteur (32 pages) ; HONTI F. 1945. *Aide-mémoire sur la situation en Hongrie libérée à la mémoire d'André Bajcsy-Zsilinszky et avec ses discours prononcés à Miskolc en 1945*. Genève (64 pages) ; HONTI F. 1946 (juillet). « La Hongrie devant la Conférence de la Paix ». Genève : *Le Courrier de Genève*. Tiré à part de *La Voix des Peuples*. 12 pages ; HONTI F. 1946. *Documentation hongroise – La Question transylvaine*. Paris : les Presses modernes de la technique du livre. 31 pages ; HONTI F. 1949. *Le drame hongrois, une grande bataille de la civilisation chrétienne*. Paris : éditions du Triolet, coll. « La pensée libre ». 320 pages. HONTI F. 1952. « L'émigration de l'Europe centrale et orientale et le réarmement allemand ». *Politique étrangère*, vol. 17, n° 3. P. 205-219. HONTI F. 1953. Compte rendu du livre de G. A. Pordea, *Fédéralisme et minorités en Europe orientale* (Paris : A. Pedone, 1952, 176 pages). *Politique étrangère*, vol. 18, n° 2. P. 200-201 ; HONTI F. 1953 (janvier). « La politique soviétique en Autriche ». *Revue politique et parlementaire* (cette dernière revue, qui existe encore actuellement, avait pour projet en 2007 de publier les travaux de l'Académie diplomatique internationale, cercle auquel participa régulièrement F. Honti jusqu'à sa mort, sur laquelle on reviendra). HONTI F. 1953 (juillet). « Tchécoslovaquie ». *Larousse mensuel – Revue encyclopédique*, n° 467. HONTI F. 1954 (février). *Larousse mensuel – Revue encyclopédique*, n° 474. HONTI F. « Problème religieux en U.R.S.S. ». 1954 (mars). *Larousse mensuel – Revue encyclopédique*, n° 475.

¹⁵⁰ Voir, par exemple, *La Hongrie et la crise tchécoslovaque...*, *op. cit.* : « Cette brochure est destinée à donner au public français des éléments d'information sur le caractère et les tendances du mouvement révisionniste hongrois. Ecrite par un Hongrois, elle n'a d'autre prétention que d'essayer de faire connaître – et si possible de faire comprendre – le point de vue du peuple magyar dans le problème de la révision

argumentation nationaliste, fréquente à l'époque¹⁵¹, il adossait aussi ses revendications sur un discours supra juridique : la justesse de la cause hongroise reposait d'abord sur le non-respect, par le Traité de Trianon, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Au final, si rien ne permet de déterminer avec certitude les raisons de son départ en France, il ressort de ses activités militante et professionnelle que celui-ci était sans doute volontaire. On ne trouve en tout cas pas trace, jusqu'en 1945, de mélancolie, de colère ou d'indignation vis-à-vis des dirigeants politiques. J. KOSA [1957 : 509] rappelle que, durant l'entre-deux-guerres, le régime autoritaire de l'amiral Horthy limitait les possibilités d'émigration aux catégories sociales les plus aisées. S'il est très probable que F. Honti faisait partie de ces dernières, les liens qu'il maintenait avec son pays natal demeuraient forts, donnant de lui moins l'image d'un émigré que celle d'un porte-parole officieux des intérêts de la Hongrie.

Inséré dans les réseaux politiques hongrois d'avant-guerre, connaissant bien la France, F. Honti pouvait sans doute ambitionner d'occuper des fonctions diplomatiques, voire être nommé ambassadeur de son pays. Les transformations radicales provoquées par la guerre et l'occupation soviétique contrarièrent une trajectoire sociale rectiligne. Comme le rappellent N. BAUQUET et F. BOCHOLIER [2006], la Seconde guerre mondiale bouleversa radicalement la trame sociale, politique et géographique des pays d'Europe centrale. En Hongrie, elle entraîna notamment la « fin d'un monde », celui des élites juives (anéanties), allemandes (expulsées) et, avec la prise de pouvoir des communistes, de la « classe moyenne chrétienne » hongroise [*ibid.* : 35], à laquelle appartenait F. Honti. Sur cette époque,

des traités. ». F. Honti s'y demandait notamment si l'on pouvait « [...] au surplus refuser aux Hongrois *parce que leur pays est plus faible* ce que l'on accorde aux Sudètes soutenus par une Allemagne puissante [...] » [*ibid.*, p. 22 ; souligné par l'auteur].

¹⁵¹ Le *Pesti Hirlap* était un ardent propagandiste de la cause « révisionniste », comme l'illustre un livre d'Ottó Légrády, éditeur du quotidien, paru en 1928 : *Justice pour la Hongrie : les erreurs cruelles du traité de Trianon* (livre publié à l'occasion du cinquantième anniversaire de la fondation du *Pesti Hirlap*), Budapest : Nyomatott Légrády). Dans l'entre-deux-guerres, plusieurs ouvrages destinés à promouvoir les intérêts hongrois parurent en français ; une « Ligue hongroise pour la révision du Traité du Trianon », présentée par F. Honti comme le « porte-parole autorisé de l'opinion hongroise, [...] qui regroupe, dans une organisation puissante, tous les éléments de la population, sans distinction de classe. » [*Que demande la Hongrie ?*, *op. cit.*, p. 12] édita même quelques brochures destinées au public français.

L'ouvrage publié en 1949 offre à la fois des renseignements sur ses activités durant le conflit mondial et sur sa perception de l'entrée des soviétiques en Hongrie. Devenu attaché de presse à l'ambassade de Hongrie en France en juin 1940, puis consul à celle de Genève en 1943 et 1944, il aurait participé, selon son propre témoignage, aux négociations menées secrètement par le gouvernement hongrois avec les Alliés¹⁵². Déchu une première fois de sa nationalité en 1944, il resta cependant en France après la guerre, faisant partie de ces « exilés¹⁵³ » d'Europe de l'Est qui refusèrent de subir la domination soviétique, attendant la « libération¹⁵⁴ » pour revenir. Si l'on suit la chronologie de ses écrits, l'arrivée au pouvoir des communistes change progressivement puis complètement son appréhension du « problème hongrois ». Celui-ci quitte le registre territorial pour devenir une lutte de l'« Occident » contre l'« Orient » et, enfin, l'un des sous-ensembles de la confrontation Est/Ouest.

L'analyse qu'il propose du « drame hongrois » donne tout d'abord l'image, comme l'indique son sous-titre (« Une grande bataille de la civilisation chrétienne »), d'un homme vigoureusement nationaliste, catholique et russophobe. Ce compte rendu détaillé et renseigné de la prise de pouvoir par les communistes hongrois¹⁵⁵, visiblement écrit sur le vif, donnait à voir à la fois ses prises de positions politiques (en faveur du parti agrarien, nommé « petit-paysan » dans le livre) et son rejet viscéral du pouvoir qui se mettait en place. L'exaltation de l'« âme hongroise¹⁵⁶ », présentée comme essentiellement

¹⁵² Si la Hongrie était entrée en guerre aux côtés de l'Allemagne et de l'Italie, grâce auxquels elle récupèra une partie des territoires perdus en 1920, le gouvernement mené par le premier ministre Miklós Kállay négocia secrètement avec le gouvernement anglais à partir de 1943. C'est pour cette raison que le pays fut envahi par l'Allemagne qui le gouverna directement à partir de 1944 ; le premier ministre fut emprisonné et déporté. F. Honti raconte indirectement cet épisode et le rôle du « "Comité des Diplomates Dissidents" » dans *Le drame hongrois, op. cit.*, p. 29-30. Enfin, Yves Florenne, dans la notice nécrologique qu'il consacre à l'ancien diplomate en octobre 1974, fait allusion à « des liens [noués] avec la résistance ».

¹⁵³ « L'émigration de l'Europe centrale et orientale et le réarmement allemand ». *Politique étrangère, art. cit.*

¹⁵⁴ Compte rendu de G. A. Pordea, *Fédéralisme et minorités*, 1952, *art. cit.*, p. 201.

¹⁵⁵ Il rédige dès 1945 un Aide-mémoire sur la situation en Hongrie libérée à la mémoire d'André Bajcsy-Zsilinszky et avec ses discours prononcés à Miskolc en 1945 (Genève).

¹⁵⁶ L'auteur prend par exemple soin, dans son ouvrage, d'indiquer les origines étrangères des nouveaux dirigeants, coupables à ses yeux de « magyariser » leur nom de famille.

occidentale¹⁵⁷ et catholique¹⁵⁸, contrastait fortement avec la description apocalyptique de la « ruée barbare » des « Russes » en 1945, bien plus violente selon lui que l'invasion allemande de 1944 :

« [...] le premier contact avec les Russes confirma pleinement les récits sur la "barbarie russo-mongole" stigmatisée cent ans auparavant par Marx^[159]. Peu de foyers hongrois – qu'ils fussent riches ou humbles – échappèrent au pillage et aux odieuses violences commises par les "libérateurs". [...] Il est possible que la barbarie naturelle des soldats se soit combinée à cette occasion avec les calculs des chefs. Certains prétendent que ce phénomène s'explique par une autre cause : il paraît qu'une vieille superstition toujours vivace parmi les peuples arriérés [p. 41] de l'URSS promet l'invulnérabilité aux guerriers qui commettent un viol à la veille du combat... [...] Cette sauvagerie n'excluait d'ailleurs pas, à l'occasion, des gestes de générosité ou de bienveillance [...]. Mais de tels faits ne diminuent guère la souffrance de civilisés livrés aux sautes d'humeur de ces primitifs armés et gouvernés par leurs instincts [...] ¹⁶⁰ ».

Il serait bien sûr tentant de comparer ces lignes aux fermes critiques que le journaliste allait formuler une quinzaine d'années plus tard contre la politique étrangère américaine menée au Vietnam ou aux comptes rendus louangeurs d'ouvrages parus chez Maspero dans les années 1960. Il n'est pas sûr cependant que ce point de vue rétrospectif soit le plus pertinent pour appréhender les prises de position de F. Honti au lendemain de la guerre. Tout au plus peut-on observer que les sentiments d'injustice (face au traité de Trianon) et d'horreur (face à l'arrivée des soviétiques) ressentis par F. Honti étaient sans doute loin d'être exceptionnels, si l'on en juge par les

¹⁵⁷ La « "libération" » soviétique de la Hongrie, toujours accompagnée de guillemets, est présentée à plusieurs reprises comme une victoire de l' « Orient » barbare sur l' « Occident » civilisé)(*Le Drame hongrois...*, *ibid.*, p. 304 sq.).

¹⁵⁸ Dans cette perspective, François Honti consacrait plusieurs pages à la défense de l'Eglise catholique hongroise et se livrait à une vigoureuse critique du procès intenté au « prince-primat » de Hongrie, le cardinal Mindszenty. Ce dernier, opposé à la nationalisation et la collectivisation des terres de l'Eglise, avait été condamné en février 1949 aux travaux forcés à perpétuité, à la suite d'un emprisonnement de plusieurs mois et d'un procès truqué lors duquel il avait fait son « autocritique ».

¹⁵⁹ La référence à Marx ne doit pas étonner. L'utilisation des armes de la critique marxiste est un procédé rhétorique banal, utilisé par tous les contempteurs du communisme.

¹⁶⁰ *Le Drame hongrois...* op. cit., p. 39 sq.

témoignages d'autres figures de l'émigration hongroise¹⁶¹. Mais c'est bien dans le contexte hongrois et par rapport à la situation hexagonale de l'époque (le livre étant destiné au public français) que doit être appréhendé l'engagement antisoviétique de l'ancien consul, même s'il paraît difficile de situer le livre de F. Honti dans le champ complexe des luttes politiques hongroises. Pour s'y repérer, un bref retour sur l'histoire mouvementée de la Hongrie après 1945 s'impose, tant le destin du futur rédacteur en chef fut lié à l'histoire politique de son pays natal. On confrontera, dans un second temps, l'itinéraire politique de l'ancien diplomate avec celle d'un autre émigré hongrois, François Fejtö, dont l'itinéraire présente de nombreuses similitudes avec celui de François Honti.

§2 – L'ITINÉRAIRE CONTRAIRE D'UN HOMME DE DROITE

Puissance occupante de la Hongrie en 1945, l'Union soviétique soutint activement les communistes et les imposa au gouvernement puis à la tête de l'État. La « tactique du salami » mise en place par le secrétaire général du parti communiste Mátyás Rákosi contribua à l'exclusion et à l'élimination rapide de toutes les forces politiques non communistes, pourtant associées au gouvernement. Le parti des petits propriétaires, organisation conservatrice qui avait gagné les premières (et uniques) élections libres de 1945, en fit d'abord les frais : ses dirigeants furent soit écartés, soit emprisonnés. Le parti agrarien, dont était proche François Honti, fut également pris dans la tourmente des exclusions et des emprisonnements ; certains de ses membres, restés à l'étranger, furent déchus de leur nationalité ; d'autres enfin, qui bénéficiaient de l'immunité parlementaire, furent déportés en U.R.S.S. par les soviétiques. Les sociaux-démocrates alliés (ou non) aux communistes subirent un sort identique à partir de 1947, suivis enfin d'une partie des communistes eux-mêmes (procès Rajk, 1949). L'émigration politique hongroise se composait ainsi, en 1949, de plusieurs strates d'opposants occupant l'ensemble du spectre partisan (à l'exception des communistes) mais qui, dans leur majorité, appartenait aux classes moyennes et à la bourgeoisie. Ces vagues vinrent s'ajouter aux partisans des Croix fléchées

¹⁶¹ Voir par exemple le témoignage de P. KENDE [2004 : 59-62 et 71].

pronazies refluant avec l'armée allemande et aux émigrés d'avant-guerre qui avaient pu fuir les persécutions du régime autoritaire de l'amiral Horthy, à l'image du journaliste et historien François (né Ferenc) Fejtő. L'itinéraire de ce dernier, relaté dans un livre autobiographique paru au milieu des années 1980 [FEJTO, 1986], permet de mettre en perspective celui de F. Honti. Si l'ouvrage de F. Fejtő verse souvent dans l'illusion (auto)biographique et n'échappe pas au finalisme¹⁶², il offre d'utiles points de repères sur les prises de position d'une fraction des émigrés de Hongrie dans la France de l'après-guerre. Il est cependant possible de repérer et combler les lacunes implicites de cette *ego* histoire en se référant à des études récentes paru sur l'histoire de cette émigration [ABLONCZY, 2006]. Cette autobiographie et ces travaux éclairent d'un jour comparatif un itinéraire autrement difficilement compréhensible.

Né neuf ans après F. Honti dans une famille de la bourgeoisie juive assimilée, converti au catholicisme peu après sa majorité, F. Fejtő fut tout d'abord proche du Parti communiste, officiellement interdit à cette époque¹⁶³. Condamné une première fois en 1932 à dix mois de prison pour « création et direction de groupe marxiste, rédaction et diffusion de tracts subversifs » [FEJTO, 1986 : 68-69], il participa, en 1936, à la création d'une revue littéraire et politique d'avant-garde, *Szép Szó*, avec Pál Ignóty et le poète Attila József. S'il quitta clandestinement la Hongrie en 1938 pour échapper à une nouvelle condamnation, il affirme s'être éloigné du communisme bien avant son arrivée en France [*ibid.* : 78-79]. « Social-démocrate anticommuniste » [*ibid.* : 193], il devint pourtant, en 1948, chef du bureau de presse de l'ambassade de Hongrie, aux côtés de l'ancien président de la république socialiste Mihály Károlyi de Nagykaroly¹⁶⁴. Ce dernier avait été nommé ambassadeur de France en lieu et place de Paul de Auer, proche des

¹⁶² Que F. Fejtő se fasse, tout au long de son récit, « idéologue de sa propre vie » [BOURDIEU, 1986 : 69] et qu'il ait le souci faire de son existence un modèle de cohérence et de linéarité apparaît bien par exemple dans cette affirmation : « [...] Lorsqu'en 1984, une équipe de TV hongroise vint m'interviewer sur ma vie passée et présente, je déclarai : "Je me flatte d'être un modèle de stabilité. Depuis quarante ans, j'habite la même maison, et j'ai le même numéro de téléphone ; en cinquante ans, je n'ai pas changé de femme, ni de conviction politique." » [FEJTO : 184].

¹⁶³ Sur « l'engagement préférentiel » d'une « fraction des agrégats juifs » dans les mouvements socialistes et communistes, voir la mise au point de V. KARADY, 2006.

¹⁶⁴ Nommé président de la république en janvier 1919 à la suite d'une révolution menée par la bourgeoisie, il fut renversé en mars par Béla Kun, dirigeant communiste de la République des Conseils.

agariens, qui avait démissionné à la suite de l'arrestation et de la déportation en U.R.S.S. du secrétaire général du parti paysan, Béla Kovács¹⁶⁵. En 1949, peu de temps après l'interpellation et l'emprisonnement du ministre communiste László Rajk, F. Fejtő dut quitter son poste au bureau de presse et repris son travail de journaliste à l'AFP, qu'il avait commencé au lendemain de la guerre, et qu'il conserva plus de vingt ans. Inséré dans les milieux intellectuels et artistiques parisiens, collaborateur d'*Esprit* et de *France-Observateur*, il fut l'auteur de plusieurs ouvrages de référence, dont une *Histoire des démocraties populaires* (1952), ouvrage qui fit longtemps autorité sur la « soviétisation » de l'Europe de l'Est [*ibid.* : 225].

La Hongrie, l'appartenance aux élites intellectuelles, l'exil, la France, l'anticommunisme, le journalisme : on retrouve ces caractéristiques chez F. Honti. Pourtant, son itinéraire se démarquait nettement de celui de son compatriote. Considéré comme juif (même converti au catholicisme), François Fejtő avait été confronté, durant ses études, à la politique officiellement antisémite du gouvernement hongrois¹⁶⁶. Son origine puis son interpellation lui fermaient définitivement la porte de la carrière universitaire à laquelle il aspirait. A l'inverse, même si François Honti avait quitté son pays, il faisait partie dans l'entre-deux-guerres de plusieurs associations hongroises implantées en France, témoignant des relations privilégiées qu'il conservait avec son pays natal. Ainsi, tel que le donne à voir le déroulé de ses écrits durant ces années, il eut surtout à cœur de défendre la cause magyare par excellence : celle des territoires perdus en 1920. Au contraire, c'est bien la question sociale et communiste qui aurait (pré)occupé François Fejtő à la même époque, au point de l'envoyer en prison.

Correspondant d'un journal conservateur puis occupant des fonctions consulaires pendant la guerre, Honti était en fait proche des cercles dirigeants d'une « droite » modérée [FEJTO :

¹⁶⁵ « [...] De mon observatoire [à l'agence France-Presse], [j]'aidai aussi le premier diplomate hongrois venu à Paris, D. Nemestóthy, homme de confiance des agrariens, à entrer en contact avec la presse parisienne. Le premier ambassadeur, Paul de Auer, également agrarien, était un homme de qualité, cultivé, consciencieux, qui ne cachait pas sa méfiance à l'égard des communistes ; mais celle-ci était corrigée par un réalisme que je partageais : à moins de renoncer à toute possibilité d'agir, ni les hommes politiques ni les particuliers comme moi, ne pouvaient refuser de coopérer avec eux. De Gaulle les acceptait bien dans son gouvernement. [...] » [*ibid.* : 147].

¹⁶⁶ Durant la guerre, presque toute sa famille paternelle fut décimée.

200], certes catholique, nationaliste et profondément anticommuniste, mais aussi, pour part, légaliste, pro-occidentale et critique à l'égard du tournant autoritaire et antisémite pris par le régime de Horthy dans les années trente. Reprenant les analyses de V. KARADY [1999], N. BAUQUET N. BOCHOLIER [2006 : 26] ont repéré et décrit, au sein de l'espace social élitaire de l'Europe de l'Est de l'entre-deux-guerres, un phénomène de « double structure » où, « parallèlement à l'émergence de groupes sociaux mobiles, fondés sur des capitaux économiques et culturels, caractéristiques des sociétés de classe, persistent des structures de société d'ordres, fondés sur la naissance, le cloisonnement communautaire et la stabilité des positions héritées. [...] ». F. Honti appartenait pleinement à la première, élite libérale au sein de laquelle se recruta une partie de la résistance hongroise au nazisme, qui tenta vainement de rallier le camp occidental à partir de 1943. C'est elle aussi qui fit les frais de la seconde vague d'épuration communiste, après les partisans de l'ancien régime. Selon F. Fejtő, y figurait « la plus grande partie du corps diplomatique » [FEJTO : 197]. La nationalité de F. Honti lui aurait été ainsi retirée, par les communistes, dès 1947¹⁶⁷, alors que le journaliste à l'AFP demanda le droit d'asile en 1950 [*ibid.* : 210-211].

Enfin, on a souligné que c'est l'affaire Rajk de 1949 qui entraîna la « dissidence » de F. Fejtő. Celui-ci était proche du ministre des affaires étrangères communiste, accusé de collaboration avec le régime de Tito. Or, ce même László Rajk participa à un gouvernement qui chercha activement et réussit pleinement à éliminer les partis non communistes entre 1945 et 1947. De fait, si F. Fejtő n'accorde que quelques lignes au procès du cardinal Mindszenty, coupable d'incarner une « droite » nationaliste à l'époque honnie des communistes comme des socialistes [*ibid.* : 201], il consacre plusieurs pages à ses tentatives (restées vaines) pour défendre son ancien ami.

A l'inverse, F. Honti prenait longuement la défense du « prince-primat » de l'Eglise hongroise, seule et héroïque figure

¹⁶⁷ Selon la « note des éditeurs » de 1949 (p. 6-7), l'ancien diplomate avait déjà perdu sa nationalité en 1944, du fait de ses activités diplomatiques et politiques en faveur des Alliés.

de la « résistance » antisoviétique à ses yeux¹⁶⁸. Dans l'espace politique hongrois de l'époque, il ne faisait ainsi guère de doute que F. Honti appartenait à une « droite » vers laquelle furent graduellement relégués tous les opposants potentiels¹⁶⁹. Que la relégation intervienne en 1947 n'avait toutefois pas la même signification, en cette période de crise politique continue, qu'une condamnation formulée en 1950. Plus d'un demi-siècle après, la différence semble minime ; sur le moment, elle est déterminante pour situer l'itinéraire de ces deux émigrés dans l'espace des possibles politiques. Si, au final, tous les opposants se virent assimiler à des soutiers de l'impérialisme, l'analyse de la « conjoncture fluide » [DOBRY, 1986] qui régnait alors en Hongrie permet de repérer des différences importantes entre l'anticommuniste catholique pour lequel toute collaboration avec le régime en place est inenvisageable, et l'ancien communiste, proche de la figure du dissident, qui accepte de travailler – même peu de temps – pour le nouveau régime.

Cependant, ces distinctions apparaissaient tout au plus comme de vagues nuances dans la France de l'après-guerre. S'inscrivant dans un contexte politique de plus en plus clivé, la publication de François Honti, chez un petit éditeur qui, par ailleurs, publiait bon nombre d'auteurs collaborationnistes, plaçait sans ambiguïté son auteur à droite, ou plutôt à l'extrême droite du jeu politique.

Les éditions Triolet ne semblent pas avoir publié plus d'une vingtaine de livres entre la fin des années quarante et le début des années cinquante. L'extrait du catalogue qui figure en quatrième de couverture fait notamment la promotion des livres d'Henri Boegner (pasteur, fondateur en 1928 du Cercle Fustel de Coulanges,

¹⁶⁸ Il est vrai qu'au moment de la parution du livre de Honti, le procès Rajk n'avait pas encore commencé ; néanmoins, il était déjà emprisonné. F. Honti écrit, à propos de F. Fejtő : « [...] il n'y a pas jusqu'à l'Agence France-Presse qui ne compte au nombre de ses collaborateurs un journaliste hongrois qui cumule ces fonctions avec celles de directeur des Services d'informations de la "démocratie populaire" hongroise à Paris. Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, qu'après le procès Mindszenty, l'agence officieuse française se faisait, dans son bulletin hebdomadaire *Information et Documentation*, le porte-parole de la thèse du gouvernement hongrois, pendant que le gouvernement français s'associait aux protestations des autres grandes puissances. [...] » (*Le Drame hongrois...*, p. 292).

¹⁶⁹ « [...] Certes, j'étais de gauche, mais plus encore démocrate. Je désapprouvais l'élimination du parti agrarien, parti de type M.R.P., plutôt centriste. [...] » [FEJTO, 1986 : 200].

qualifié par F. MUEL-DREYFUS [2004] de « bras armé de l'Action française dans les milieux enseignants », de Pierre Cathala (haut fonctionnaire des finances, proche conseiller de Laval, condamné par contumace à la Libération pour collaboration), de Louis Rougier (philosophe et économiste pétainiste) ou de Maurice Bardèche (beau-frère de Brasillac, dont il défendit constamment la mémoire). On ignore dans quelles conditions et par quels canaux F. Honti a publié son livre chez un éditeur aussi marqué politiquement, dont les activités cessèrent au milieu des années cinquante.

L'étiquette « extrême droite » doit bien sûr être prise ici dans un sens relationnel et non substantiel¹⁷⁰ : si l'on admet en effet que la droite pétainiste et antisémite se trouvait exclue du jeu politique dans l'immédiat après-guerre, les positions anticommunistes formulées par un « patriote » hongrois, même libéral et critique à l'égard du « régime semi-féodal de l'amiral Horthy » (*Le Drame hongrois...*, p. 288) ne pouvaient s'inscrire que dans le vide (positionnel) laissé par la disparition des anciens collaborateurs. Symétriquement, le parti communiste français se situait, jusqu'à l'émergence de la question coloniale puis des groupes trotskistes et maoïstes, à l'extrême gauche du jeu politique. Le tripartisme réunissant au pouvoir P.C.F., S.F.I.O. et M.R.P. avait certes pris fin en mai 1947, renvoyant les communistes dans l'opposition, mais ces derniers inscrivaient leur action politique dans un cadre légal. Surtout, l'U.R.S.S. et le « parti des fusillés » (selon le mot d'Elsa Triolet) bénéficiaient d'une légitimité considérable, dépassant largement les cercles communistes [VERDES-LEROUX, 1983]. L. BODIN et A. SIMONIN ont rappelé, le premier dans sa « relecture » de l'affaire Kravchenko (1947), la seconde avec les Editions de Minuit, à quel point les critiques contre l'U.R.S.S. étaient difficilement dicibles et audibles chez les intellectuels issus de la Résistance¹⁷¹. A titre de comparaison, F. Fejtö relate en ces termes l'accueil que firent d'abord Julien Benda à ses arguments en faveur de L. Rajk en 1949, puis Jean-Paul Sartre à son *Histoire des démocraties populaires* parue en 1952 : le premier « [...] accordait plus de crédit au "parti des fusillés" ; j'étais

¹⁷⁰ « [...] [U]ne prise de position [...] est un acte qui ne prend son sens que *relationnellement*, dans et par la différence, l'écart distinctif [...]. » [BOURDIEU, 2001/1981 : 220, souligné par l'auteur].

¹⁷¹ BODIN, 1992 : 135 ; SIMONIN, 1994 : 270 *sq.*

émigré, donc suspect de partialité [...] ». Quand au second, il affirmait qu'« [...] [u]n livre de cette sorte, fait par un émigré qui écrivait au *Figaro*, ne pouvait être qu'unilatéralement anticomuniste. ». De fait, « [...] une longue liste d'amis et de relations de gauche avait rompu avec nous à cause de ma prise de position [...] » [FEJTO, 1986 : 213, 232 et 215], alors même que l'ancien communiste se définissait encore, en 1950, comme « neutraliste » [*ibid.* : 226]. On imagine¹⁷² dès lors quelle réception le *Drame hongrois* put avoir en 1949, alors même que la gauche hongroise non communiste s'était désolidarisée du combat de l'Église catholique pour conserver ses biens et ses prérogatives.

§3 – DU DIPLOMATE EXILE AU JOURNALISTE EMIGRE :

Quelles conclusions tirer de la comparaison de ces deux itinéraires ? A travers son propre exemple et celui des nombreux exilés hongrois auxquels il fait allusion dans son livre, F. Fejtő permet principalement de circonscrire l'espace des possibles politiques et professionnels pour les émigrés de Hongrie arrivant en France dans l'après-guerre. Certes, de nombreux traits opposaient, en 1950, l'ancien communiste d'origine juive et le patriote catholique, légaliste et libéral. Mais tous deux appartenaient à la bourgeoisie intellectuelle¹⁷³ ; tous deux étaient très proches des cercles politiques (socialistes pour Fejtő, agrariens pour Honti) ; tous deux étaient perçus en France comme des hommes de droite ; tous deux enfin s'interrogeaient sur leur devenir et leur reconversion dans la France de l'après-guerre, tous deux enfin vécurent du journalisme. A. O. Hirschman a proposé [1995/1970], avec le triptyque *voice, exit* et *loyalty*, une typologie des types d'attitude mobilisables face à une contrainte non voulue ou une insatisfaction. Confrontés à une situation perçue comme injuste ou néfaste, les individus peuvent soit lutter par le geste ou la parole pour tenter de modifier ou de renverser l'ordre des choses ; soit mettre en œuvre des stratégies d'évitement pour ne pas avoir à subir de

¹⁷² Je n'ai pas mené d'enquête systématique de réception de l'ouvrage de Honti. *Le Monde* n'y fait cependant pas référence.

¹⁷³ On ne peut évidemment que le supposer pour F. Honti. Plusieurs indices (le fait d'être polyglotte, d'être dotée d'une culture juridique et d'avoir été nommé attaché de presse puis ambassadeur) concordent pour accréditer l'hypothèse.

dommage ou pour en diminuer la portée, tout en renonçant à agir directement ; soit enfin prendre le parti d'accepter la situation telle qu'elle est et s'y soumettre. Il apparaît clairement que le futur rédacteur en chef du *Md* s'inscrivait encore, en 1949, dans la prise de parole et la protestation. A l'inverse, jusqu'à la même date, F. Fejtő demeurait loyal au projet et, dans une moindre mesure à l'en croire, aux directives du gouvernement hongrois¹⁷⁴. Ce n'est qu'une fois quitté l'ambassade que la *loyalty* laissa place, définitivement chez lui, à la prise de parole¹⁷⁵.

A l'inverse, l'ouvrage à charge de F. Honti qui manifestait clairement son nationalisme, sa russophobie et sa volonté de défendre la cause de la Hongrie, fut le dernier de ce type. A partir du début des années cinquante, il renonça à ses « devoirs » – *i.e.* « [...] apporter [son] concours à la sauvegarde de la liberté des autres, tout en luttant pour recouvrer celle de [sa] patrie. [...] » – et, plus profondément, à son pays. On sentait déjà poindre ce désenchantement dans la conclusion du *Drame hongrois* où, s'il plaçait encore quelques espoirs dans une hypothétique « union des pays de l'Europe centrale et orientale » susceptible de faire contrepoids à la domination soviétique, il imaginait son exil comme définitif :

« [...] Des amis étrangers nous disent parfois : Vous êtes, vous autres, sacrifiés ; c'est bien douloureux pour vous, mais, à vues d'hommes, il n'y a aucune chance pour vous d'être libérés à temps. L'URSS est trop puissante, elle est déterminée à ne pas vous lâcher. Seule une nouvelle guerre pourrait changer votre destin, et cette guerre serait la ruine de l'Europe, et aussi de votre pays. Malgré leurs dissensions, les hommes d'État feront tout pour l'éviter. On peut donc prévoir une période de paix suffisamment longue pour donner à l'URSS le temps d'absorber la Hongrie ou, tout au moins, de mettre vos compatriotes complètement au pas. Et dans vingt ans, vous ne reconnaîtrez plus votre pays d'origine,

¹⁷⁴ Rétrospectivement, F. Fejtő justifie toujours ses prises de partie en faveur des communistes et des sociaux-démocrates par ses « amitiés » (pour László Farago, membre de la délégation hongroise lors des négociations de paix, p. 187 ; pour László Rajk, qu'il tutoie, p. 193). Les idées politiques et les convictions n'apparaissent que marginalement, presque par défaut.

¹⁷⁵ Il écrit ainsi, à propos de ses prises de position à la suite de l'intervention soviétique de 1956 : « [...] Je m'identifiai à la cause hongroise, comme sept années plus tôt, je m'étais identifié aux victimes du procès de Budapest. Le sentiment de défendre une cause juste me donnait des ailes. [...] » [p. 245]. A l'inverse, il est frappant de constater la discrétion de F. Honti sur la « tragédie hongroise » de 1956.

comme vos meilleurs amis de là-bas de vous comprendront plus. La Hongrie aura vécu et la République socialiste soviétique hongroise sera née. [...] ». (*Le Drame hongrois...*, 303-304).

Au ton dramatique et fataliste de ce témoignage, on peut opposer un article paru en 1952 dans la revue *Politique étrangère*. F. Honti y présentait l'opinion des différentes communautés émigrées d'Europe centrale et de l'Est après la chute du rideau de fer face à la question du réarmement allemand. Si le texte prenait à ses débuts un ton mélancolique, voire personnel, l'ancien consul se faisant le porte-parole de la souffrance des exilés dont il fait désormais parti¹⁷⁶, il s'inscrivait bien, à la différence de son dernier livre, dans un registre discursif scientifique : il s'agissait d'une étude, dotée d'un appareil de notes certes modeste mais renvoyant à des publications savantes, parue dans une revue consacrée aux relations internationales. Significativement, les minorités hongroises n'y étaient qu'un cas parmi d'autres ; François Honti avait cessé de se faire le représentant de revendications qui, une fois baissé le rideau de fer, n'avaient plus lieu d'être. Fit-il siennes les interrogations de François Fejtö, qui s'interrogeait sur l'opportunité de « rompre ou ne pas rompre » avec la « cause hongroise » [FEJTO, 1986 : 206]¹⁷⁷ ? Ou ses sentiments

¹⁷⁶ « [...] Les émigrés vivent dans l'avenir et pour l'avenir, dont ils attendent la libération de leur pays et la fin de leur exil ; ils ont les yeux fixés sur les perspectives futures d'où peut venir une amélioration radicale de leur sort ; comment ne seraient-ils pas impressionnés lorsque, après une brève éclipse, ils voient réapparaître à l'horizon qu'ils scrutent anxieusement l'ombre bien connue de la puissance allemande ? Quelle est actuellement l'attitude des cercles politiques de l'émigration de l'Europe centrale et orientale devant la situation nouvelle que la décision de faire entrer l'Allemagne dans le système de défense européen est en train de créer sur le continent ? A ceux qui n'envisagent les problèmes que dans l'immédiat, la réponse à cette question peut apparaître d'un intérêt bien médiocre ; **ne s'agit-il pas, en effet, de naufragés en marge de la réalité politique présente, s'obstinant à vivre dans un monde fictif et se nourrissant d'illusions ? De quel poids peut être, demandera-t-on, l'opinion de ces personnages inactuels et sans possibilité d'action sérieuse ? Certes, se sont des hommes écartés du gouvernement et même de la vie politique de leur pays** ; cependant on aurait tort, à notre sens, de mésestimer le rôle que l'ensemble de l'émigration de l'Europe centrale et orientale joue aujourd'hui sur le plan international. [...] ; (je souligne en gras) ». Le schéma du *Drame hongrois* était *grosso modo* le suivant : protestation puis lamentation ; celui de l'article sur les minorités de 1952 : lamentation puis analyse.

¹⁷⁷ « [...] Rompre ou ne pas rompre ? Je devais me rendre à l'évidence : m'attacher à la Hongrie telle qu'elle était, défendre la cause hongroise, eût été m'attacher à ce que je ne pouvais aimer et respecter, défendre une cause que je ne pouvais plus ressentir comme la mienne. Attendre encore ? Mais attendre quoi ? Ma situation, mon déchirement étaient typiquement de ceux qui créent une névrose. [...] ». A partir du début des années

étaient-ils proches de ceux du socialiste Mihály Károlyi, « vieillard désillusionné qui ne vivait plus que dans le passé » et qui, après l'affaire Rajk, se considérait comme un « "cadavre politique" » [FEJTO, 1986 : 212] ? On trouve certes des allusions à une pareille remise en question chez l'ancien diplomate, mais en l'absence de sources, il n'est guère possible d'évaluer l'impact psychologique de l'exil. Il apparaît cependant que si l'*exit* s'est exprimé sous une forme dépressive, comme chez Károlyi, François Honti n'en a pas laissé de traces publiques¹⁷⁸. A l'inverse, François Honti, plus jeune, n'a jamais été la dupe des communistes. La fin de ses prises de positions et de ses protestations coïncide en fait avec une véritable reconversion : c'est à partir du début des années cinquante (à l'âge de 50 ans) qu'il adopte définitivement une certaine retenue dans le ton comme dans la forme, que l'on va retrouver par la suite dans tous ses articles du *Monde* et du *Monde diplomatique*. Le ton « diplomatique » des ses éditoriaux, *i.e.* jamais véhéments, souvent balancés, soucieux en tout cas de présenter le plus impartialement possible les positions des uns et des autres, trouve sa source dans cette orientation définitive de l'ancien diplomate vers le métier de journaliste. Significativement et rétrospectivement, l'auteur anonyme de sa nécrologie pouvait écrire de lui, dans le *Monde*, qu'« il avait une patrie, la France, et une passion, le *Monde diplomatique*.¹⁷⁹ ». C'est dire à quel point le « drame hongrois » faisait partie, au début des années cinquante, d'un passé révolu et forclos pour ce journaliste désormais français¹⁸⁰.

1950, F. Fejtő quitte définitivement le registre de la *loyalty* pour celui de la *voice*, qu'il exprime par le biais de ses analyses journalistiques (il est, à l'AFP, en charge de la couverture des pays de l'Est et collabore occasionnellement à ce titre à plusieurs journaux), dans des revues (*Arguments*, puis *Preuves*, *Contrepoint* et *Commentaire*) et dans ses livres (*L'Histoire des démocraties populaires*, mais aussi *La tragédie hongroise*, dont le titre fait indirectement écho à celui de François Honti sept ans plus tôt). Sur le positionnement des revues auxquelles collabora F. Fejtő, voir RIEFFEL, 1993 : 225 *sq.* (la « mouvance libérale ») et 288-299 (*Arguments*).

¹⁷⁸ Mais il est vrai que Károlyi, né en 1875, avait lui-même œuvré à l'accession au pouvoir des communistes, qu'il aurait regretté amèrement par la suite

¹⁷⁹ *Le Monde*, 19 septembre 1974, p. 38.

¹⁸⁰ On retrouve encore, dans certains articles de F. Honti écrits dans les années cinquante, des allusions précises à la situation hongroise. En 1957, on lit ainsi un article au titre évocateur : « Autour du drame Hongrois – L'Europe et l'émigration anticommuniste », par « Paul Auer, ancien ministre de Hongrie à Paris ». Cet « extrait d'une communication à l'Académie diplomatique internationale » renvoyait au drame

Schématiquement, les écrits de F. Honti furent dès lors triplement marqués par le juridisme et, plus précisément, le respect du droit international¹⁸¹ ; par le rejet du communisme ; par la volonté, enfin, de présenter « objectivement » (le mot est récurrent sous sa plume) la situation politique en Europe de l'Est et, plus largement, le conflit entre les deux blocs. On en trouve un exemple dans l'un des ses articles écrit dans le *Monde*, paru en décembre 1952, qui dressait un long bilan des « huit ans de démocratie populaire en Europe orientale ». Un de ses objectifs était, significativement, de dissiper le « double rideau de fumée de la propagande » :

« [...] Dans quelle mesure le gouvernement soviétique a-t-il réussi ce dessein ambitieux ? Est-il parvenu en quelques années à souder à son empire les nations de l'Europe orientale et à former ainsi avec elles un véritable bloc capable de résister à toutes les épreuves, ou au contraire a-t-il échoué malgré les apparences ? Quels résultats ont donné dans les domaines politique, économique et social les méthodes importées de Russie ?

Ces questions n'ont rien de nouveau ni d'original ; elles sont fréquemment traitées par la presse et dans les livres. [...] **Cependant la plupart des écrits consacrés à leur étude se proposent non pas de renseigner, mais de convaincre et de combattre.** En effet les problèmes de l'Europe orientale figurent actuellement en bonne place parmi les thèmes favorisés de la propagande laquelle constitue, avec l'activité des services de renseignement, l'arme principale des deux camps dans la guerre froide. **Au fur et à mesure que cette guerre se prolonge la propagande prend de part et d'autre plus d'ampleur, et la voix de**

vécu par Honti lui-même. En 08.59, 3, François Honti rend compte du livre d'un ancien diplomate roumain, représentant de son pays de 1943 à 1945, qui tenta secrètement, avec l'appui du gouvernement, de renverser l'alliance avec l'Allemagne au profit de l'Angleterre : « [...] La conclusion que l'on peut tirer de ce récit émouvant c'est que dans certaines circonstances déterminantes le sort des petits pays est aux mains des grandes puissances, qui en disposent selon leurs intérêts ou plutôt selon ce qu'ils estiment être leur intérêt momentané. La loyauté la plus scrupuleuse, la plus grande habileté diplomatique ou le double jeu le plus souple n'y peuvent rien changer. » (« Comment fut réglé le sort de l'Europe orientale - L'occasion perdue », compte rendu du livre d'Alexander Cretzianu, *The Lost Opportunity*. Londres : Jonathan Cape, 1957 ; 07.57, 3).

¹⁸¹ « [...] L'émigration peut s'appuyer dans son activité non seulement sur le droit naturel des peuples à la liberté et à l'indépendance [...], mais aussi sur le droit international en vigueur, car le traité de paix – à côté de dispositions lésant les intérêts hongrois – reconnaît l'indépendance de la Hongrie et lui promet un régime où la liberté et les droits de l'homme seront respectés. [...] » *Le drame hongrois, op. cit.*, p. 300-301.

l'information impartiale est étouffée par le vacarme du duel que se livrent les deux thèses antagonistes. D'un côté la situation dans les républiques populaires est dépeinte comme paradisiaque, et si l'on admet quelques ombres au tableau c'est pour en rejeter aussitôt la responsabilité sur l'Occident ; de l'autre côté on observe également une attitude de combat qui exclut l'objectivité. **Ainsi celui qui veut connaître les affaires de l'Europe orientale risque d'être entraîné dans le monde des mythes,** où l'on peut voir le bien aux prises avec le mal – suivant la source l'un étant représenté par l'Est, l'autre par l'Ouest – **mais non se faire une idée juste de ce qui se passe réellement dans cette région.**

Il importe pourtant que dans les pays démocratiques où l'opinion exerce une influence sur la politique le public soit en temps de paix informé aussi exactement que possible sur les problèmes extérieurs ; c'est du reste le seul moyen à la longue de neutraliser les effets de la propagande communiste. [...] ¹⁸² ».

§4 – LA CREATION DU *MONDE* DIPLOMATIQUE : F. HONTI, H. BEUVE-MERY

Quelles pouvaient être, au début des années cinquante, les possibilités de reconversion professionnelle de F. Honti, et comment expliquer son entrée au quotidien ? Il entretenait certainement de nombreuses relations dans les cercles diplomatiques émigrés d'Europe de l'Est, comme l'illustrent ses liens avec le juriste et ancien diplomate grec Antoine F. Frangulis. Mais déchu de sa nationalité, apatride jusqu'en 1954, les voies de la diplomatie lui étaient fermées, alors même que l'instauration d'un régime démocratique en Hongrie aurait pu lui laisser l'espoir d'occuper des fonctions diplomatiques importantes en France. Restait donc la carrière journalistique, qu'il connaissait bien pour l'avoir pratiquée avant la guerre, dont l'entrée restait ouverte pour un diplômé de l'enseignement

¹⁸² « Après huit ans de démocratie populaire en Europe orientale » : « I. Actif et passif d'une expérience » (31.12.1952, 1 et 3) ; « II. La déviation nationaliste » (01.01.1953, 3) ; « III. Puissance et faiblesse des partis communistes » (02.01.1953, 1 et 3) ; « IV. L'effort économique » (03.01. 1953) ; « V. Face au problème de la terre » (04-05.01.1953) ; « VI. Une société nouvelle » (06.01.1953) [je souligne en gras les expressions manifestant le souci d'objectivité]. La longueur de cette « série » n'était pas inhabituelle dans le quotidien qui, régulièrement, ouvrait ses colonnes, sur plusieurs numéros, à des analyses fouillées et documentées rédigées la plupart du temps par les journalistes.

supérieur polyglotte, ayant déjà une certaine expérience du journalisme.

Dut-il son entrée au *Monde*, en 1949, à son ancien statut de correspondant du *Pesti Hirlap*, ou fut-il mis en relation avec Hubert Beuve-Méry par le biais de diplomates émigrés d'Europe centrale ?¹⁸³ Quelle que soit le contexte de cette orientation définitive et vraisemblablement par défaut¹⁸⁴ vers le journalisme¹⁸⁵, l'homme entretint toute sa vie des amitiés avec le milieu des ambassades parisiennes. De fait, si François Honti a laissé quelques souvenirs auprès d'anciens collaborateurs du *Monde*, ce sont avant tout ceux d'un « [...] monsieur charmant... vraiment un aristo... Dans la convenance, les manières... Très sec, très beau...¹⁸⁶ ». Le « charme » était une des qualités topiques du diplomate de la III^e République, régulièrement mis en avant dans les articles du *Md* jusqu'au milieu des années 1960. On repère dans cette *hexis*, qui tranchait visiblement avec celui des journalistes du *Monde*, l'expression corporelle d'un *habitus* bourgeois hérité de l'entre-deux-guerres, celui d'une élite libérale d'Europe centrale, pro-occidentale et francophile, décimée sinon physiquement, du moins existentiellement par la guerre et le

¹⁸³ On constate des similitudes entre les itinéraires* de F. Honti et celle d'Hubert Beuve-Méry : des études de droits (certes non avérées mais probables pour le Hongrois) ; l'expérience du journalisme (le Français a été correspondant de plusieurs journaux à Prague avant la guerre, il démissionne de son poste au Temps au moment des accords de Munich) ; une certaine proximité avec les milieux diplomatiques (L. Greilsamer rappelle que ses fonctions ont amenées Hubert Beuve-Méry à fréquenter les milieux diplomatiques pragois et qu'il aurait refusé, avant de prendre la direction du *Monde*, un poste d'ambassadeur) ; un engagement dans la résistance – certes bien moins documenté pour F. Honti et ne prenant *a priori* pas les mêmes formes)... P. EVENO [2004 : 51] rappelle par ailleurs que le « [...] recrutement des rédacteurs [...] [était] un privilège exclusif du directeur dans les premières années du *Monde* [...] ».

¹⁸⁴ Selon P. Eveno [2004 : 53], « [...] les rédacteur du *Monde* reçoivent des salaires modiques, en général 20 à 30 % en dessous de ceux de leur confrères de la presse parisienne, alors qu'ils s'occupent de plusieurs domaines et qu'ils bénéficient de frais de déplacement réduits. [...] »

¹⁸⁵ Je n'ai pas retrouvé la date précise de son recrutement au quotidien qui, à l'époque, ne publiait pas d'ours. Selon *L'Index analytique du "Monde"*, son premier article – un entretien – aurait paru le 15 janvier 1949 (« Les accusations du gouvernement hongrois – "En Amérique le cardinal Mindszenty n'a tramé aucun complot politique" déclare l'un de ses collaborateurs », p. 6). Dans le contexte politique de l'époque, il semblait normal pour le *Monde* de recruter un spécialiste de l'Europe de l'Est, zone géographique à laquelle Beuve-Méry devait attacher une grande importance notamment pour y avoir vécu avant la guerre.

¹⁸⁶ Témoignage de Denise Decornoy, veuve de Jacques Decornoy, entretien 2008. B. Didier, veuve d'Y. Florenne, qui ne l'a croisé cependant qu'à quelques reprises, se rappelle également d'un « homme charmant » (entretien).

communisme. Dès lors, la reconversion de François Honti s'appuyait sur une conversion forcée de ce que l'on pourrait appeler son capital diplomatique – mélange de capital culturel (maîtrise du droit, de plusieurs langues, de capacités rédactionnelles), de capital social (le réseau de ses anciens collègues ou connaissances ; celui de certains hommes politiques de Hongrie ; celui des journalistes et hauts-fonctionnaires français rencontrés dans le cadre de ses activités de lobbyiste), d'une *hexis* enfin – en un capital journalistique. Complètement dévalorisé par la prise de pouvoir des communistes, ce capital diplomatique ne pouvait être qu'incomplètement converti sur le marché intellectuel français. C'est ce qui permettrait d'expliquer sa position somme toute marginale au sein du quotidien (ni ancien du *Temps* comme André Chênebenoit, ni jeune rédacteur comme Claude Julien, Jean Planchais, André Fontaine ou Bernard Lausanne, ni collaborateur extérieur comme Robert Escarpit ou Maurice Duverger, tous deux enseignants dans le supérieur) et sa volonté d'y créer un espace propre à la revalorisation de ses compétences.

Si le parcours diplomatique et politique de F. Honti éclaire, comme on le verra, la forme (mondaine) et le contenu (pro-occidental) du mensuel à ses débuts, il ne permet toutefois guère d'en savoir plus les conditions concrètes de création du *Monde diplomatique*. Les archives du quotidien¹⁸⁷ apportent peu d'éléments sur ce point : les comptes rendus du comité d'entreprise de 1953 n'y font aucune allusion¹⁸⁸ ; la première mention du journal nouvellement créé, lapidaire, date du 15 avril 1954¹⁸⁹. Selon les commentateurs, l'attribution de la volonté créatrice est attribuée soit à l'ancien diplomate, soit au

¹⁸⁷ Fonds Hubert Beuve-Méry, Fondation nationale des sciences politiques, Paris.

¹⁸⁸ Mais les réunions du comité d'entreprise ne traitaient que marginalement des questions éditoriales et ne jouaient donc pas un rôle important aux yeux des rédacteurs qui, dans les années 1950, les désertaient.

¹⁸⁹ Lors du CE du 20.05.54, André Catrice, gérant administratif du quotidien, « indique que nous tirons un nouveau journal mensuel, "Le Monde diplomatique". Il croit que cette publication aura une bonne diffusion ; de toutes manières, la publicité rend cette affaire rentable, mais nous ne pouvons guère avoir des résultats avant la fin de l'année. [...] M. Volpé s'informe des perspectives ouvertes par "Le Monde diplomatique". M. Catrice dit que ce journal paraît correspondre à un besoin, mais qu'il est encore trop tôt pour se faire une opinion. » L'ensemble n'occupe que quelques lignes, noyées dans d'autres sujets plus importants pour le CE, comme la revalorisation de la prime pour les enfants du personnel partant en colonie de vacances, par exemple (Fonds Hubert Beuve-Méry).

directeur du *Monde*. Au-delà des querelles d'attribution qui, dans le contexte d'autonomisation du mensuel des années 1990, renvoient à la lutte entre une partie de la rédaction du *Monde* et celle du *Md* pour l'appropriation de l'héritage beuve-méryen, il semble peu probable que le directeur du quotidien soit à l'origine de la publication. A l'image du *Monde des philatélistes*, créé en octobre 1951 par un autre hongrois, Adalbert Vitalyos¹⁹⁰, le *Md* fut d'abord le projet d'un individu, rendu possible par les imprimeries du journal qui autorisaient voire encourageaient la parution de suppléments¹⁹¹ et, surtout, par les bonnes perspectives de rentrées publicitaires que laissait présager le journal dans un contexte de stagnation des ventes et des abonnements du quotidien¹⁹². Les comptes rendus du comité d'entreprise et des assemblées générales ne laissent pas d'ambiguïté sur ce point : les débuts du mensuel furent laborieux, ventes comme abonnements peinant à décoller et à dépasser les quelques centaines de numéros. Si, au printemps 1955, les comptes d'exploitation s'équilibraient, ce fut principalement grâce à la publicité. Le rapport des gérants daté du 31 mars 1955 indiquait ainsi que

« [1]a vente des abonnés s'élevait au 31 décembre 1954 à 947 et la vente au numéro [...] à un millier d'exemplaires. Un effort tout particulier a été fait pour rechercher la publicité pour ce nouvel organe qui séduit les annonceurs par la qualité de ses

¹⁹⁰ Voir la notice nécrologique rédigé dans le *Monde* par Jean-Claude Rouy (17 juin 2000) : « Adalbert Vitalyos. Le cofondateur, avec Hubert Beuve-Méry, du *Monde des philatéliste* ». On relève de nombreux parallèles entre les deux suppléments : créés à la même époque par des immigrés hongrois, qui dirigèrent chacun « leur » supplément mensuel durant la même période (d'octobre 1953 à juin 1977 pour Vitalyos et de 1954 à décembre 1972 pour Honti)... Les deux hommes (l'un ancien ouvrier typographe d'origine populaire ; l'autre sans doute issu de la bourgeoisie et proche des milieux diplomatiques) ne s'appréciaient semble-t-il pas et s'ignoraient (témoignage de Denise Decornoy, entretien cité).

¹⁹¹ Comme le souligne P. EVENO [2004 : 316], « [1]es publications annexes naissent souvent d'initiatives individuelles qui se pérennisent ensuite par la force des choses. La nécessité de faire tourner une imprimerie surdimensionnée entre également en ligne de compte dans la création de ces publications. Mais il y a rarement une véritable logique rédactionnelle qui présiderait à la naissance des publications annexes, et la logique industrielle reste très en deçà des espérances que pourrait susciter la diversification. »

¹⁹² Sur ce point, voir EVENO, *ibid.* : 158 *sq.*, qui observe que « le [quotidien] semblait durablement immobilisé à une diffusion comprise entre 110 000 et 120 000 exemplaires, de 1949 à 1955 inclus [...] », et qu'il « [...] faut attendre l'année 1956 pour que la diffusion connaisse une croissance rapide : 117 000 exemplaires vendus en 1955, 140 000 en 1956 (+ 11, 1 %), 156 000 en 1957 (+ 11, 4 %) et 164 000 en 1958 (+ 5, 1 %). [...] ».

lecteurs. Le chiffre d'affaire en publicité a été de : I 300 000 Fr.
Tout laisse penser qu'il peut être très largement augmenté.¹⁹³ »

Nul étonnement donc que de 1954 à son départ en retraite, en décembre 1972, François Honti fut le seul maître d'œuvre, avec Micheline Paunet, du mensuel. Tels que le laissent transparaître les témoignages et les formes journalistiques investies par l'ancien diplomate, les tâches que celui-ci remplissait étaient de trois ordres. Dans un premier temps, il devait soit repérer et solliciter les collaborateurs potentiels (par le biais d'abord des rencontres formelles et informelles à l'Académie diplomatique internationale ou dans les ambassades, puis, de plus en plus, par celui des revues et ouvrages qu'il lisait), soit demander des articles aux rédacteurs du service étranger du *Monde*¹⁹⁴. Puis s'ajoutaient les tâches de secrétariat de rédaction, qu'il partageait avec Micheline Paunet, secrétaire engagée spécifiquement sur ce poste¹⁹⁵ : relecture et réécriture des contributions, titraille, chemin de fer et mise en page¹⁹⁶. Enfin, il participait lui-même à la rédaction du mensuel, en rédigeant éditorial et notes de lecture. Prospecteur de collaborateurs potentiels, secrétaire de rédaction, éditorialiste, chroniqueur et, à ses débuts, rédacteur : François Honti occupait à lui seul une bonne partie de la chaîne de production journalistique qui, au *Monde*, faisait déjà l'objet d'une division du travail. Selon le journaliste et chroniqueur littéraire Yves Florenne, à qui il revint

¹⁹³ Fonds Hubert Beuve-Méry, compte rendu de l'assemblée générale ordinaire du 31 mars 1955. Pour 1954, le compte d'exploitation indiquait que le mensuel avait rapporté 2 760 416 francs en recettes et a compté pour 4 506 760 francs en dépense. A titre de comparaison, les chiffres du *Monde des philatélistes* (qui existait de puis cinq ans) étaient de 2 784 473 F (recettes) et 2 852 280 F (dépenses).

¹⁹⁴ La création du *Md* est parfois présentée comme un moyen, pour les rédacteurs du service étranger, de développer des articles plus longuement que ne le leur permettait le quotidien. Ce cas de figure met les rédacteurs dans la position de solliciteur vis-à-vis de F. Honti, ce qui ne semble pas avoir été le cas, selon le témoignage de Danièle Decornoy, veuve de Jacques Decornoy, ancienne responsable des ressources humaines au *Monde*.

¹⁹⁵ Voir l'article que lui consacre Ignacio Ramonet lors de son départ en retraite, en OI.95, 1.

¹⁹⁶ On peut s'interroger ici sur les marges de manœuvre du journaliste diplomate qui ne pouvait sans doute pas modifier les contributions des représentants officiels des États qui s'exprimaient dans le journal. La titraille a ainsi pu faire l'objet de contestation, comme l'illustre ce courrier émanant du chargé d'affaire de l'ambassade du Soudan, paru en mars 1958 : « [...] sachant le souci d'objectivité qui préside à la rédaction du *Monde diplomatique*, nous nous permettons d'attirer votre attention sur l'interprétation regrettable que peut permettre un titre dont [l'ambassadeur du Soudan] ne saurait assumer la responsabilité [...] ».

d'écrire sa nécrologie en octobre 1974 – soit moins de deux ans après avoir quitté la direction du journal –, « [i]l n'est pas excessif de dire que François Honti considérait le *Monde diplomatique* comme l'œuvre de sa vie – il identifiait presque l'une à l'autre – et comme l'accomplissement d'une double vocation de journaliste et de diplomate. [...] ».

*

Le « journal des cercles diplomatiques et des grandes organisations internationales » reposait donc à ses débuts sur deux piliers. D'un côté, les ressources d'un homme proche des ambassades, bénéficiant d'une expérience de journaliste ancienne, doté d'une solide culture, d'une grande curiosité juridique et politique et, enfin, marqué personnellement par la création des démocraties populaires. De l'autre, une structure journalistique déjà prestigieuse, fournissant, outre une partie de la légitimité liée à son nom et à celui de son fondateur, ses journalistes, ses services de publicité, ses presses et son réseau de distribution. Comme l'indiquait l'auteur anonyme de sa nécrologie dans le *Monde*, « [a]yant pour seul capital la confiance du directeur du *Monde* et les faibles moyens que le quotidien pouvait alors lui offrir, François Honti s'est inlassablement attaché à développer et à enrichir le *Monde diplomatique*. Longtemps seul, il s'y est consacré corps et âme jusqu'au jour de sa retraite. ». Il serait tentant, à la lueur de la description qui précède, de mettre en perspective les débuts et fin de carrière journalistique du fondateur du *Md* afin de mesurer ce que l'on perçoit rétrospectivement comme un écart entre ses prises de positions de l'après-guerre et celles des années soixante. Arrêtons-nous encore ici, à une époque (les débuts de la V^e République) où la « surface sociale » [BOURDIEU, 1986 : 72] de François Honti se déployait aux marges de plusieurs univers, le diplomatique (qu'il ne pouvait plus intégrer), le journalistique (qui le faisait vivre mais qui n'était sans doute encore qu'un pis-aller) et celui des luttes politiques hongroises (qui lui étaient désormais totalement étranger). Si cette explication par des facteurs extérieurs à la rédaction et au journal lui-même permet vraisemblablement de comprendre le déclin de la forme diplomatique, elle ne saurait suffire à appréhender les conditions de transformation du journal des « cercles diplomatiques » en un mensuel ciblé sur l'analyse des relations internationales, attentif à l'émergence du tiers-monde et aux soubresauts de l'économie mondiale. Il faut pour cela

centrer l'analyse sur d'autres acteurs du mensuel qui, bien que moins exposés que les diplomates, ont joué un rôle capital dans son évolution : les journalistes du service « étranger » du *Monde*.

Chapitre 2. Les spécialistes. Les
journalistes du service étranger, du *Monde* au
Monde diplomatique

INTRODUCTION

Ce chapitre étudie la transformation du *Md*, en l'espace d'une décennie, en un journal où l'actualité internationale occupe la première place rédactionnelle, aux dépens du journalisme de service des premières années. Comment et pourquoi le journal a-t-il changé, alors que la même équipe (François Honti et Micheline Paunet) demeure à la réalisation ? Comment s'est déroulé le passage de témoin entre le premier rédacteur en chef et Claude Julien, en 1973 ? Pour répondre à ces questions, on centrera l'analyse sur trois objets qui, entrant véritablement en symbiose au cours des années soixante, vont imprimer durablement leur marque au journal. Le premier est constitué des journalistes du *Monde* et, plus particulièrement, de ceux appartenant au service dit de l' « étranger¹⁹⁷ ». Comme le révèlent plusieurs comptages, ce sont ces derniers qui investissent dès le début les colonnes du mensuel, en en faisant un véritable supplément du quotidien et en remédiant, de ce fait, au déclin du groupe social sur lequel F. Honti s'appuyait initialement. Si l'enquête prendra parfois des traits prosopographiques, elle n'aura pas cependant de caractère systématique, moins par orientation de recherche que par contrainte de temps et possibilité d'accès aux sources. C'est d'abord par le biais de comptages que cette catégorie de collaborateur sera abordée : qui écrit, et à hauteur de combien d'articles ? Ce sont ensuite les parcours de certains d'entre eux qui seront étudiés, à lumière à la fois de leurs itinéraires et de la place symbolique occupée par le service Étranger au sein de la rédaction du *Monde*. Les contenus (rhétoriques et genres journalistiques utilisés, patrons narratifs investis, prises de position) ne seront pas abordés de manière systématique ; l'analyse sera centrée sur certains journalistes parmi les plus réguliers, afin d'appréhender concrètement l'unité discursive appelée « *Monde diplomatique* » qui émerge durant ces années.

Dans un deuxième temps, on reviendra sur la participation des deux membres permanents de la rédaction du *Md*, François Honti et Micheline Paunet. Originellement, on l'a vu, le

¹⁹⁷ Noté désormais « service étranger ».

rédacteur en chef et la secrétaire de rédaction participaient d'un modèle d'excellence journalistique légaliste, où le rédacteur s'effaçait devant les faits ou les prises de position d'autrui. Or, cette posture de retrait va décliner tout au long des années soixante, au profit d'un investissement croissant des deux journalistes dans des registres journalistiques où c'est l'engagement qui domine. C'est par le biais de deux terrains que l'on se propose d'étudier ce changement : les éditoriaux de F. Honti et, surtout, les comptes rendus de lecture réalisés chaque mois dans une rubrique spécifique, « Littérature et diplomatie – Les livres du mois ». Ces notices bibliographiques donnent non seulement un aperçu saisissant des ouvrages que les deux collaborateurs ont lu et choisi de présenter à leurs lecteurs, mais elles s'inscrivent de surcroît dans un genre journalistique où la subjectivité du chroniqueur est autorisée, voire souhaitée. En répondant à la question : « qu'ont-ils lu ? », il s'agira ainsi d'étudier la réception et, indirectement, la diffusion des auteurs et des thèmes qui ont accompagné les deux journalistes dans leur perception de l'actualité internationale. Rédacteurs « assis », par opposition à des journalistes « debout » pour lesquels la connaissance du « terrain » constitue une ressource fondamentale, F. Honti et M. Paunet ont fondé leur expertise sur le dépouillement et la lecture de plusieurs centaines d'ouvrages et d'articles de revues. Que nous disent ces derniers du regard porté par les deux journalistes sur la Guerre froide, l'intervention américaine au Vietnam ou les prêts consentis par la Banque mondiale aux pays du Tiers-monde ? Enfin, l'analyse sera centrée sur le troisième protagoniste de cette histoire collective : Claude Julien. Celui-ci est, de 1969 à 1972, chef de l'un, si ce n'est du service le plus prestigieux du quotidien, l'Étranger. Rétrospectivement, son arrivée à la tête du *Md* semble cohérente avec son parcours. Mais c'est oublier qu'au début des années soixante-dix, le mensuel était loin de posséder l'aura et la reconnaissance des années 1990. Qualifiée en 2005 d'« estimable gazette » par le journaliste Daniel Junqua, on peut dire qu'il ne représentait, en 1973, qu'un pis-aller pour un journaliste déjà renommé, qui pouvait vraisemblablement ambitionner de plus hautes responsabilités. Comment donc Claude Julien est-il arrivé là ? Quels changements a-t-il introduit ? Comment s'est produite la rupture définitive avec *Le Monde* ?

SECTION I – LE *MONDE DIPLOMATIQUE*, ANNEXE DU SERVICE ÉTRANGER DU *MONDE*.

On a plusieurs fois mentionné l'implication des journalistes du *Monde* sinon comme promoteurs, du moins comme participants du journalisme de service tel qu'il se présentait les premières années dans les colonnes du mensuel. Schématiquement, leur collaboration se caractérisait par un double aspect : son importance d'une part ; son attitude de plus en plus distante vis-à-vis du milieu des ambassades d'autre part. Ce sont ces deux aspects qui vont être abordés successivement. Afin d'évaluer concrètement le nombre d'articles rédigés par les journalistes du quotidien, on a effectué deux comptages. Le premier repose sur l'analyse du statut des collaborateurs dont les articles sont parus dans deux des pages les plus importantes du journal, les première et dernière¹⁹⁸. De 1954 à 1960, deux catégories de rédacteurs ont occupé ces pages : les journalistes du *Monde* et les diplomates et assimilés (hauts fonctionnaires, ministres, parlementaires...). De 1960 à 1964, s'ajoutent à ces deux types de collaborateurs les contributions de François Honti puis, à partir de 1965-1966 jusqu'en 1972, celles de journalistes appartenant à d'autres rédactions, ainsi que celles d'universitaires. Quelle que soit la période considérée, jamais les diplomates n'ont été majoritaires dans ces pages. Le début des années soixante-dix les voit même disparaître presque totalement des pages les plus prestigieuses du mensuel. Ce que révèle ce comptage, c'est d'une part l'importance de la place prise par les rédacteurs du service étranger et, d'autre part, l'ouverture progressive du journal à d'autres types de collaborateurs. Enfin – on y reviendra –, il montre que l'arrivée à la rédaction en chef de Claude Julien, en janvier 1973, se traduit par la quasi-disparition des journalistes de l'Étranger des pages considérées.

Toutefois, ce terrain sous-estime nettement l'importance numérique des articles émanant de la rédaction, dans la mesure où, noblesse oblige, les contributions des diplomates figurèrent longtemps en première page. En outre, ces pages spécifiques ne permettent pas de prendre en compte un facteur capital dans

¹⁹⁸ Jusqu'à cette date, la dernière page est entièrement consacrée aux rubriques diplomatiques et presque systématiquement agrémentée d'une photographie d'ambassadeur ou de réception. Après, elle est consacré à un article.

l'évolution du journal, l'augmentation de sa pagination. Or, cette augmentation ne se traduit pas par un accroissement du nombre de contributeurs issus de la Carrière. Ce furent principalement les journalistes et, dans une moindre mesure, les universitaires qui en bénéficièrent durant les années soixante. Seuls les numéros comportant des suppléments que l'on qualifierait aujourd'hui de publi-rédactionnels, où les personnages officiels tenaient une large place, voyaient ces derniers occuper l'espace¹⁹⁹. Hormis ces numéros exceptionnels, le nombre de diplomates resta stable les premières années, puis décrut progressivement en valeur relative. Le tableau suivant permet d'appréhender concrètement l'importance numérique, sous la direction de F. Honti, des articles rédigés par les journalistes du *Monde*. Il repose sur le repérage, à partir de l'*Index analytique du Monde diplomatique* [*op. cit.*], des collaborateurs ayant le plus contribué entre mai 1954 et décembre 1972.

Nombre total de collaborateurs du mensuel ayant écrit 10 articles ou plus entre 1954 et 1972	
Journalistes du <i>Monde</i>	37
Universitaires, chercheurs	9
Autres journalistes	5
Inconnus ou indéterminés	5
Journalistes permanents	2
Diplomates, ministres, hauts fonctionnaires	1
Total	59

Source: Index analytique du Monde diplomatique. Op. Cité.

¹⁹⁹ De mai 1954 à décembre 1972, le journal compta 47 suppléments publi-rédactionnels. Ont été comptés comme tels des ensembles d'articles promotionnels occupant plus d'une page, rédigés dans leur majorité par des représentants des pays ou des secteurs concernés : porte-parole du syndicat de l'industrie maritime française en janvier 1959, chef d'Etat mexicain (mars 1964), officiel camerounais (septembre 1971)... Occasionnellement, les journalistes du *Monde* pouvait y collaborer. La présence ou l'absence des suppléments reflète l'état du marché publicitaire.

Sur les 1409 collaborateurs du journal ayant écrit au moins un article ou une note de lecture signée entre mai 1954 et décembre 1972, seuls cinquante-neuf y écrivirent dix articles ou plus²⁰⁰. Deux étaient permanents (François Honti et Micheline Paunet) et trente-sept journalistes au *Monde*, pour la plupart aux services Etranger et Outre-mer, ou en poste hors de France. La liste nominative de ces collaborateurs réguliers confirme la place prépondérante des rédacteurs du *Monde*.

²⁰⁰ Soit environ 4, 2 %. Comptage effectué à parti de l'*Index analytique du Monde diplomatique*, *op. cit.*

Le Monde diplomatique - Collaborateurs ayant publié 10 articles ou plus entre 1954 et 1972

Nom Prénom	Statut (avec année d'entrée au <i>Monde</i> , dans le cas des journalistes)	Nombre d'articles écrits avant 1973	Nombre total d'articles écrit sur la période 1954-2004	Premier article	Dernier article
Féron Bernard (1923)	Journaliste au <i>Monde</i> (1956)	213	263	06.56	07.80
Honti François (1900-1974)	Journaliste permanent (1949)	201	201	05.54	12.72
Florenne Yves (1908-1992)	Journaliste au <i>Monde</i> (1947)	177	509	11.54	11.91
Decraene Philippe (1930)	Journaliste au <i>Monde</i> (1958) service Outre-mer	134	160	08.58	08.83
Rouleau Eric (1926)	Journaliste au <i>Monde</i> (1956)	96	149	05.56	04.04
Chaffard Georges (1928-1969)	Journaliste au <i>Monde</i> (1956-1959), journ. autre journ	85	85	04.56	10.69
La Souchère Eléna de (1921)	Journaliste autre journal	83	98	06.62	07.75
Julien Claude (1925-2005)	Journaliste au <i>Monde</i> (1951)	77	379	09.54	01.97
Paunet Micheline	Journaliste permanente (1954)	75	146	11.58	09.97
Fay Victor (1903-1991)	Journaliste autre journal	69	74	10.66	10.80
Pierre André (1887-1966)	Journaliste au <i>Temps</i> puis au <i>Monde</i>	64	64	05.54	08.65
Lacouture Jean (1921)	Journaliste au <i>Monde</i> (1951)	58	59	05.58	04.05
Delcour Roland (1923)	Journaliste au <i>Monde</i> (1950)	56	56	02.56	04.70
Bailby Édouard (1929)	Grand reporter à l'Express	51	101	12.64	11.98
Herreman Philippe (1928)	Journaliste au <i>Monde</i> (1956)	48	50	10.57	12.80
Amalric Jacques	Journaliste au <i>Monde</i>	45	46	05.64	12.77
Vichniac Isabelle	Journaliste au <i>Monde</i>	45	45	06.54	02.71
Rondot Pierre (1904-2000)	Militaire et universitaire	44	52	01.61	04.78
Guillain Robert (1908-1998)	Journaliste au <i>Monde</i> (1947)	41	44	10.57	12.74
Decornoy Jacques (1937-1996)	Journaliste au <i>Monde</i>	40	439	09.64	08.96
Abosch Heinz (1918-1997)	Journaliste autre journal	40	41	05.68	05.73
Niedergang Marcel (1922-2001)	Journaliste au <i>Monde</i> (1952)	39	44	05.54	04.84
Fontaine André (né en 1921)	Journaliste au <i>Monde</i> (1947)	35	35	08.54	01.73
Coiplet Robert (1895)	Journaliste au <i>Temps</i> puis au <i>Monde</i>	33	33	02.55	01.61
Buhrer Jean-Claude	Journaliste au <i>Monde</i>	31	66	06.65	07.83
Nobécourt Jacques	Journaliste au <i>Monde</i> (1961)	31	32	05.62	11.75
Knecht Jean (1912)	Journaliste au <i>Monde</i> (1951)	34	34	06.54	07.70
Hugh-Jones Stephen	Sans information	31	31	01.64	09.70
Gauthier Robert (1901)	Journaliste au <i>Temps</i> puis au <i>Monde</i>	29	29	08.58	11.66
Franceschini Paul-Jean	Journaliste au <i>Monde</i>	28	32	12.65	10.74
Brion Marcel (1895)	Journaliste au <i>Monde</i>	28	28	05.55	04.63
Moch Jules (1893-1985)	Ancien ministre	26	26	12.54	10.70
Rouvier Jean	Universitaire (droit international)	24	24	05.55	07.59
Mousset Albert (1883)	Journaliste au <i>Monde</i>	21	21	10.54	09.62
Murcier Alain (1929)	Journaliste au <i>Monde</i> (1954)	21	21	01.57	06.72
Devillers Philippe	Universitaire	22	34	07.60	05.92
Zorgbibe Charles	Universitaire	20	105	03.69	03.83
Blanchet André	Journaliste au <i>Monde</i> (1946)	20	23	03.55	11.79
Wetz Jean	Journaliste au <i>Monde</i>	19	21	01.55	11.83
Schwoebel Jean (1912)	Journaliste au <i>Monde</i> (1945)	20	21	05.54	05.74

Loby Paul	Sans information	19	19	04.67	09.69
Bouc Alain	Journaliste au <i>Monde</i>	17	19	08.67	03.78
Pierre Henri (1918)	Journaliste au <i>Monde</i>	16	16	07.54	12.71
Joyaux François	Universitaire	16	16	11.67	09.71
Grignon-Dumoulin Jacques (1929)	Journaliste au <i>Monde</i> (1956)	15	15	09.56	06.59
Windsor Philip	Vraisemblablement universitaire	15	15	01.61	07.72
Dupuy Aimé	Vice-recteur de l'Académie d'Alger	14	14	03.55	12.62
Dumont René	Ingénieur agronome	13	36	03.61	02.99
Chaliand Gérard	Militant, journaliste	13	24	03.68	09.77
Le Moyne Julien	Journaliste au <i>Monde</i> (correspondant à Istamboul)	13	13	09.56	10.57
Sablier Edouard (1920)	Journaliste au <i>Monde</i> (1945)	13	13	01.55	02.67
Vos Pierre de	Journaliste au <i>Monde</i>	12	15	09.61	11.83
Carrère d'Encausse Hélène	Universitaire	12	13	04.63	08.77
Poirot-Delpech Bertrand (1929-2006)	Journaliste au <i>Monde</i> (1951)	12	12	12.54	02.57
Janières Henry	Aucune information	12	12	01.62	12.63
Comte Gilbert	Journaliste au <i>Monde</i>	11	25	02.65	05.85
Jacob Alain (1932)	Journaliste au <i>Monde</i> , service Outre-mer (1957)	11	15	06.58	02.84
Kapeliouk Amnon	Journaliste israélien autre journal	10	118	01.62	11.07
Viratelle Gérard	Journaliste au <i>Monde</i>	10	26	04.65	02.92
Vaucher Robert	Sans information	10	10	11.54	11.58

À l'exception de Pierre Rondot²⁰¹ et de Jules Moch²⁰², aucun ambassadeur, ministre, personnel consulaire ou haut fonctionnaire n'écrivit plus de dix articles sur toute la période considérée. À titre d'exemple, des diplomates proches de François Honti tels que Pietro Quaroni (ambassadeur d'Italie) et Antoine F. Frangulis (secrétaire perpétuel de l'Académie diplomatique internationale) ne collaborèrent respectivement que cinq et trois fois, et ce avant 1960. Sur la période 1954-1972, le premier universitaire (Jean Rouvier, professeur de droit international) n'apparaît qu'en 34^{ème} position (24 articles de mai

²⁰¹ Né en 1904, décédé en 2000. Général, ancien membre des services secrets français, ce docteur en droit (1946) était un spécialiste reconnu du Moyen-Orient et du Liban. C'est à ce titre qu'il intervient dans les colonnes du mensuel bien plus que comme ancien militaire et représentant de l'État français. Père de Philippe Rondot, mêlé à l'affaire Clearstream, qui collabora également au mensuel (six articles de février 1976 à mars 1984).

²⁰² Né en 1893, décédé en 1985. Homme politique français socialiste, député, plusieurs fois ministre sous la IV^e République, cet adversaire résolu des communistes et des gaullistes « se signala par une dure répression des grèves » de 1947-1948 [REY, 2000 : 1400].

1955 à juillet 1959)²⁰³. À l’opposé, les rédacteurs du *Monde* occupèrent massivement l’espace rédactionnel, au point de faire du *Md* une véritable extension du service Étranger. Plus que les diplomates, ils furent les principaux contributeurs du mensuel dès sa création. De fait, ce comptage donne l’image d’un noyau de collaborateurs stables et réguliers, autour desquels gravitèrent de très nombreux collaborateurs éphémères qui, pour la plupart, n’écrivirent qu’un ou deux articles. Les noms de Bernard Féron²⁰⁴, Philippe Decraene²⁰⁵, Eric Rouleau²⁰⁶ ou Claude Julien²⁰⁷ jalonnent ainsi la décennie soixante, bien plus que ceux de Gladwyn Jebb (ambassadeur de Grande-Bretagne) ou René Riestelhuber (ancien ambassadeur de France). Ce comptage dément donc également l’idée selon laquelle le *Md* aurait été, avant l’arrivée de Claude Julien, un journal fait par et pour les diplomates : les signatures les plus régulières étaient bien celles des rédacteurs du *Monde*. Comment expliquer, dès lors, que le journalisme de service ait marqué si durablement l’image du mensuel, au point qu’au début du 21^e siècle, certains lecteurs prennent encore le mensuel pour un journal officiel, ou que des publicités destinées spécifiquement à une élite richissime paraissent encore à la fin des années 1990 ? Sans préjuger des réceptions diverses dont le journal a fait l’objet à partir du milieu des années soixante, on peut mettre l’accent sur un aspect du travail journalistique de François Honti et de Micheline Paunet : la mise en avant – noblesse oblige – des textes écrits par des diplomates, qui figurèrent longtemps en première page, associée à la présence de rubriques qui leur spécifiquement adressées. Pour autant, la place qu’occupait la diplomatie dans le *Md* des années soixante peut être décrite de la manière suivante : symboliquement forte, car mise en avant au niveau visuel (par le biais du titre du mensuel, des textes d’ambassadeurs et de la publicité), mais numériquement faible.

²⁰³ Le second universitaire, Charles Zorgbibe, a écrit 20 articles. À la différence du premier, la collaboration de Ch. Zorgbibe va durer beaucoup plus longtemps (105 articles au total de mars 1969 à mars 1983).

²⁰⁴ Né en 1923, entré au *Monde* en 1956, ancien correspondant à Moscou, spécialiste de l’URSS et des pays de l’Est, rédacteur au service Étranger.

²⁰⁵ Né en 1930, entré au *Monde* en 1958, d’abord rédacteur au service Outre-mer, puis responsable du secteur « Afrique » au service Étranger.

²⁰⁶ Né en 1926, entré au *Monde* en 1956, spécialiste des pays arabes.

²⁰⁷ Né en 1925, entré au *Monde* en 1951.

Dans le détail, l'implication importante des journalistes du *Monde* appelle cependant plusieurs remarques. La première porte sur participation inégale, malgré son importance globale, des rédacteurs du quotidien. Certains journalistes du *Monde* contribuèrent au mensuel *a minima*, à l'image de Gilbert Mathieu²⁰⁸, Maurice Vaussard²⁰⁹ ou Marie Amber-Boussoglou²¹⁰. Certes, ces journalistes ne travaillaient pas tous au service Étranger et n'étaient donc pas amenés à couvrir l'actualité internationale privilégiée par le mensuel. Pour autant, l'écart entre certaines participations doit être noté, sans que l'on puisse toujours l'expliquer. La seconde est que le *Md* compta, parmi ses collaborateurs les plus réguliers, des journalistes qui n'appartenaient pas à la rédaction du quotidien. Parmi les vingt premiers contributeurs (plus de quarante contributions, soit 1,5 % du total des collaborateurs sur la période 1954-1972), figurent cinq journalistes extérieurs à la rédaction : Elena de La Souchère, Georges Chaffard, Victor Fay, Édouard Bailby et Heinz Abosch. Ces derniers écrivirent très régulièrement, aux côtés de Pierre Rondot, ancien général et directeur d'un centre de recherche associé au ministère de la Défense. Ces collaborations extérieures se détachent par leur fréquence (une grande majorité des contributeurs du mensuel n'a écrit en effet qu'un ou deux articles) et, pour la plupart d'entre elles, par le fait qu'elles cessèrent à l'arrivée du nouveau rédacteur en chef.

Toutefois, ce comptage ne dit rien du processus concret d'investissement des rédacteurs dans le mensuel, sur les rapports qu'ils entretenaient avec le rédacteur en chef et son journal. On formulera plusieurs hypothèses qui s'appuient à la fois sur les types d'articles écrits par ces journalistes, et sur des éléments biographiques recueillis par entretien et dans les ouvrages parus sur le *Monde*.

SECTION 2 – LE JOURNALISME DE SERVICE : INVESTISSEMENT, CRITIQUE, ABANDON (1954-1962)

²⁰⁸ Rédacteur au service économique, six articles de mars 1959 à février 1962.

²⁰⁹ Collaborateur très régulier du *Monde*, non membre de la rédaction, spécialiste de l'Italie. Huit articles de mai 1956 à novembre 1964.

²¹⁰ Entrée au journal en 1956, spécialiste des pays d'Europe orientale. Huit articles de juillet 1962 à novembre 1971.

Comment expliquer tout d'abord le poids occupé par les rédacteurs du quotidien ? Un premier élément d'explication est à trouver dans l'augmentation du nombre de journalistes rattachés au service étranger. Au début des années 1950, ce service ne comptait qu'une poignée de rédacteurs : André Fontaine, Claude Julien, Georges Penchenier, Pierre-Albin Martel, Édouard Sablier, qui partageaient le même bureau. Selon L. GREILSAMER [1990 : 541], « [...] c'est l'époque où deux journalistes sortent dans le couloir lorsqu'ils souhaitent échanger plus de trois mots. [...] ». À partir de 1956, la rédaction gonfle progressivement, tous services confondus. De 71 en 1956 (contre 68 en 1947), le nombre total de rédacteurs passe à 85 à la fin de l'année 1961. Entre 1956 et 1961, rappelle P. EVENO, près de 25 rédacteurs sont embauchés qui, « [...] pour la plupart, feront toute leur carrière au *Monde*. La rédaction ainsi étoffée peut faire face aux exigences qualitatives et quantitatives exprimées par Hubert Beuve-Méry, mais elle contribue également à amplifier une demande d'articles plus nombreux et plus longs [...] » [EVENO, 2004 : 203]. Le service Étranger profita comme les autres de cette augmentation des effectifs. Il comptait ainsi douze rédacteurs en 1955, puis quinze en 1960.

Au milieu des années 1950, selon A. CHATELAIN [1962 : 254 *sq.*], le service Étranger était composé d'André Fontaine (chef de service), André Pierre (sous-chef de service) et des rédacteurs Alain Clément, Roland Delcour, Nicole Fièvet, Claude Julien, Jean Knecht, Marcel Niedergang, Georges Penchenier, Edouard Sablier, Jean Schwoebel, Marie Amber-Bousoglou. On peut y associer les quatre correspondants permanents à l'étranger : Robert Guillain (Tokyo), Jean d'Hospital (Rome), Henri Pierre (Washington), Jean Wetz (Londres).

En 1960, deux services étaient chargés de l'international : l'Étranger et l'Outre-mer. Le premier comptait onze membres (André Fontaine, Claude Julien – devenu sous-chef de service –, Roland Delcour, Bernard Féron, Nicole Fièvet, Jacques Grignon-Dumoulin, Eric Rouleau, Edouard Sablier, Jean Schwoebel, Marie Amber-Bousoglou, Kosta Christitch. Le second, sous la direction de Jean Lacouture, comptait trois membres : Philippe Decraene, Philippe Herreman et Alain Jacob. Enfin, le journal comptait sept correspondants permanents à l'étranger : Alain Clément (Bonn), Robert Guillain (Tokyo), Jean D'Hospital (Rome), Jean Knecht (Washington), Henri Pierre (Londres), Michel Tatu (Moscou), Jean Wetz (Varsovie).

Le cercle (ici vertueux) de l'accroissement du nombre de rédacteurs de l'étranger, qui entraînait celui de la pagination, profitait également au mensuel, mais impliquait de disposer d'auteurs compétents sur les sujets traités dans le mensuel. Le vivier de diplomates connus de François Honti pouvait-il

remplir ce rôle ? Les « communications à l'Académie diplomatique internationale » ne constituaient sans doute qu'un pis-aller, tant les contraintes de style et de sujet y étaient fortes. En outre, on l'a vu, le réseau vieillissant des ambassadeurs n'était vraisemblablement pas assez étoffé pour permettre de répondre à cette demande, alors que les journalistes expérimentés du quotidien, qui trouvaient à quelques mètres de là, souhaitaient faire passer plus d'articles. Ce furent donc les rédacteurs du quotidien qui alimentèrent majoritairement les colonnes du mensuel. Ces derniers mirent leur plume, les premières années, au service du journalisme diplomatique promu par François Honti.

§I – DES JOURNALISTES AU SERVICE DES DIPLOMATES

A lire les articles écrits par les journalistes du *Monde* dans les premières années du mensuel, on est en effet frappé par leur concordance avec les objectifs affichés officiellement par le journal – celui d'être l'organe des « cercles diplomatiques et des grandes institutions internationales ». A pas prudents, les rédacteurs en respectèrent assez fidèlement les règles diplomatico-mondaines, au point de prendre fait et cause pour les ambassadeurs. On a déjà cité, dans le chapitre précédent, des articles de journalistes défendant encore des conceptions respectueuses des règles non-écrites du jeu diplomatique et l'on verra, avec l'exemple du chroniqueur littéraire Yves Florenne (chapitre 3), à quel point une partie de la rédaction put faire corps avec les diplomates. Durant les premières années du mensuel, la forme mondaine fut principalement diffusée par les anciens journalistes du *Temps* qui avaient poursuivi leur activité au *Monde*. Plus que la trace de liens tissés avant-guerre entre les anciens du *Temps* et le Quai d'Orsay, cette défense et illustration de la Carrière témoigne du poids de la vision romantique, souvent enchantée, qui prévalait encore au lendemain de la guerre chez des individus ayant fait leurs débuts (artistiques ou critiques) sous la III^e République. De Jules Bertaut à Robert Coiplet ou Marcel Brion, en passant par Albert Mousset et Yves Florenne, plusieurs journalistes du quotidien contribuèrent, chacun dans leur spécialité (l'histoire, la chronique de livre, les monuments historique...), à l'apologie de la Carrière, souvent dans les mêmes termes que les ambassadeurs. Nés à la fin ou au début du siècle, bénéficiant pour certains d'une reconnaissance académique, ces

collaborateurs écrivirent assez souvent dans le mensuel les premières années.

Tableau X - Participation des rédacteurs du *Monde* à la promotion de la "Carrière"

	Eléments biographiques	Nombre d'articles dans le Md	Thèmes abordés dans le Md	Exemples
Jules Bertaut (1877-	Journaliste au <i>Temps</i> ; "écrit dans le <i>Monde</i> dans les premières années: chronique de la "Petite histoire"	8	Histoire diplomatique	"Un grand seigneur diplomate: comment travaillait Talleyrand" (10.55, 4); "Souvenir d'un introducteur des ambassadeurs – Comment Paris recevait au XVIIIe siècle l'envoyé d'un souverain étranger" (08.56, 4); "Un début dans la "Carrière" – M. de Bacourt et la duchesse de Dino" (10.56, 7).
Albert Mousset (1883-	Journaliste au <i>Temps</i> ; grand prix d'histoire de l'Académie (1955); ancien élève de l'École des Chartes.	21	Monuments historiques; histoire et anecdotes diplomatiques	Plusieurs articles sur les ambassades parisiennes (Grande-Bretagne, Turquie, Italie, Pays-Bas...); "Gastronomie et diplomatie" (09.56, 5); "Les abus et les risques de la "valise" [diplomatie]" (12.60, 6).
Robert Coiplet (1895	Journaliste au <i>Temps</i> .	33	Chronique littéraire	"M. le Duc de Saint-Simon raconté par M. de La Varende" (08.55, 7); "Les amours de Benjamin Constant" (08.58, 5); "Une explication de Mazarin" (02.60, 7)
Marcel Brion (1885-	Grand prix de littérature de l'Académie française (1953); auteur de plusieurs dizaines d'ouvrages d'histoire, de romans, de nouvelles...	28	Histoire diplomatique; chronique littéraire	"Un ambassadeur byzantin à la cour d'Attila" (07.55, 10); "Lumières et ombres sur l'Europe – Souvenirs de l'ambassadeur N. P. Comnène" (12.57, 8); "Le dernier bateau du moine Ennin – Une ambassade japonaise chez l'empereur de Chine au IXe siècle (04.62, 6)
Yves Florenne (1908-1992)	[Voir chapitre 3]	177 (avant 1973)	Chronique littéraire	[Voir chapitre 3]

Sources: Chatelain, 1962; *Index analytique du Monde diplomatique*

Comme les diplomates, ces rédacteurs étaient cependant à la fin de leur carrière : une fois partis en retraite ou disparu, la « Carrière » perdit ses principaux porte-drapeaux. En dépit de quelques articles mondains sur les femmes des diplomates rédigés par Claude Sarraute²¹¹, les jeunes journalistes du service Étranger ne se plèrent pas longtemps à l'exercice de célébration qu'avaient entrepris leurs aînés.

²¹¹ Journaliste au *Monde*, fille de Nathalie Sarraute, conjointe de Jean-François Revel, auteur de sept articles dans le *Md*, sa collaboration prend fin en 1956. C. Sarraute a écrit plusieurs articles sur les femmes diplomates ou les épouses de diplomate (« Avec Mme Cajewska, femme de diplomate et docteur en médecine », 02.55, 4-5 ; « Une femme diplomate – Mme Georges Bidault, ministre plénipotentiaire », 09.56, 4).

§2 – UNE PERSPECTIVE DIPLOMATIQUE DELEGITIMÉE

De fait, si les premières années du mensuel les virent occasionnellement mettre leurs pas dans les traces de ceux des diplomates²¹², une première critique, isolée mais sans doute révélatrice de l'état d'esprit d'une partie des journalistes, prit justement pour cible la dimension mondaine et protocolaire de l'activité diplomatique. La représentation diplomatique des États-Unis à Rome fut ainsi emblématique du traitement différencié d'une même « affaire », la démission de l'ambassadeur, Clare Boothe Luce. Signe de l'intérêt que lui portait François Honti, un extrait d'une de ses conférences fut publié en mai 1955²¹³. Cette « femme diplomate » avait fait ensuite l'objet d'un écho anonyme en décembre 1956 qui s'inscrivait pleinement dans le traitement classique des activités diplomatiques privilégié par le rédacteur en chef :

« Malgré les critiques dont elle a été fréquemment l'objet, Mme Boothe Luce laissera dans la diplomatie le souvenir d'une Américaine représentative et active, non dépourvue d'originalité. L'expérience tentée par le département d'État en plaçant une femme à la tête d'une de ses principales ambassades a-t-elle été convaincante ? C'est là une autre question. En tout cas Mme Boothe Luce devait fatalement se heurter à certains préjugés. Ce qui compliquait particulièrement la situation [au niveau protocolaire] c'est qu'elle est mariée [...] ».

Qu'une femme ait pu être actrice et non plus sujette de l'action diplomatique constituait la principale interrogation de l'entrefilet. Les opinions politiques de C. Boothe Luce (son anticommunisme, sa proximité avec l'administration Eisenhower) n'étaient pas abordées. A l'opposé, quelques mois plus tard, Claude Julien chroniquait ironiquement un livre hagiographique écrit sur cet « ambassadeur extraordinaire » :

²¹² On peut citer, à titre d'exemple : de Roland Delcour, « Un précurseur de l'Europe unie – Herriot diplomate », 04.57, 1 ; de Jean Knecht, « Les souvenirs de M. Trygve Lie – Au service de la paix », 01.55, 4 ; d'André Pierre, « La femme dans la diplomatie – Alexandra Kollontai, la première femme "ambassadeur" », 04.54, 8 ; d'Isabelle Vichniac, « Impressions genevoises – Dans les coulisses de la conférence asiatique », 06.54, 4. Ces articles demeurent isolés.

²¹³ « Une femme diplomate – Mme Clare Boothe Luce parle du rôle de l'ambassadeur – Mythes et vérité », article extrait d'une conférence prononcée devant le « conseil cleavelandais des affaires mondiales » (05.55, 11).

[...] En tout cas, rien ne manque [à ce livre] pour gagner la sympathie d'un public toujours avide de merveilleux : la vie mondaine de Mme Luce, [...] les détails sur sa vie personnelle [...]. Et, discrètement glissées au tournant d'un paragraphe, quelques lignes comme celles-ci : "Harry [le mari de Mme Luce] revint à Rome à la fin de juillet. Dès qu'il vit sa femme, il lui dit : « Vous avez besoin de vous reposer. Puis il sortit et alla louer un yacht. » Un yacht dont l'équipage se composait de trois officiers et de dix-huit hommes. De quoi faire rêver toutes les midinettes qui attendent d'être enlevées par quelque riche prince oriental... [...]»²¹⁴.

Les sarcasmes contre le « merveilleux » propre à alimenter les rêves des « midinettes » pouvait tout aussi bien s'adresser aux rubriques les plus mondaines du mensuel, aux photos de réception et de bals des débutantes, aux comptes rendus de mémoires diplomatiques. Perçait en outre les linéaments d'une critique que C. Julien développerait à plusieurs reprises dans les colonnes du mensuel et dans son second livre sur les États-Unis, celle du recrutement ploutocratique du personnel diplomatique américain²¹⁵. Ce registre ironique, qui prenait pour cible un élément constitutif de l'activité diplomatique telle qu'elle était mise en scène dans le *Md* des premières années, ne resta toutefois qu'épisodique. On le retrouve quelques fois chez les contributeurs les plus réguliers, comme le chroniqueur Yves Florenne, qui n'hésita pas à moquer les mœurs des ambassadeurs et leur prétention à rendre compte des événements internationaux²¹⁶, ou encore dans les légendes de certaines photos²¹⁷.

²¹⁴ Claude Julien, « Une américaine dans la diplomatie – Mme Luce, ambassadeur extraordinaire », 04.57, 4.

²¹⁵ Dans « Des hommes d'affaires dans la diplomatie américaine » (11.57, 4), Claude Julien moque ainsi l'incompétence des diplomates américains, souvent hommes d'affaires. Le Congrès refusant d'accorder des budgets suffisants aux ambassades, les diplomates devaient eux-mêmes financer certains frais, entraînant ainsi une relégation des diplomates de carrière, moins riches, dans les ambassades les moins prestigieuses. Voir également « Le "Foreign service" de Washington – Un portrait cruel des diplomates américains », 02.59, 11.

²¹⁶ Cf. le chapitre 3.

²¹⁷ En janvier 1969 – soit à une période où la forme diplomatique avait presque disparu du journal –, une photo de l'accolade entre deux diplomates dont l'un, les yeux fermés, tendait vers l'autre ses lèvres comme pour l'embrasser, était ainsi légendée : « Lors d'une récente réception, le docteur Baudillos Castellanos García, ambassadeur de Cuba, reçoit l'un de ses invités en l'étreignant selon la coutume latino-américaine ». On ne

§2 – LE DECLIN DU JOURNALISME DE SERVICE

Mais plus que leur ironie à l'égard d'un journalisme au service d'une élite politico-administrative, c'est la capacité d'expertise des journalistes du *Monde* qui participa du déclin de la forme diplomatique dans les colonnes du mensuel. Il est probable que certains dossiers ou thématiques traités dans le mensuel le fussent à la demande de François Honti, à l'image de l'éphémère rubrique consacrée aux « questions professionnelles ». Or, l'angle adopté dans ces articles rompait avec celui, historique ou mondain, utilisé par les membres de la Carrière ou leurs admirateurs. Deux exemples illustreront ce changement de perspective.

En mai 1960, Claude Julien rendait longuement compte d'un ouvrage collectif dirigé par deux universitaires américains. Son titre ? *Diplomacy in a changing world*²¹⁸. Si l'on y trouve des contributions de diplomates (Jacques de Bourbon-Busset, figure emblématique de l'écrivain diplomate, futur académicien ; George F. Kennan, ancien diplomate et homme politique, également professeur à Princeton ; Dag Hammarskjöld, secrétaire général de l'ONU), elles sont placées au côté d'articles rédigés par des universitaires (Hans J. Morgenthau ; Jean-Baptiste Duroselle ; Raymond J. Sonntag). Mettant l'accent sur le rôle désormais central de l'« opinion publique », Claude Julien y faisait avec les auteurs le constat que « les méthodes traditionnelles de la diplomatie ont fait faillite, qu'elles ont conduit le monde de catastrophe en catastrophe [...] ». Un livre sur la diplomatie, publié par des presses universitaires américaines, dirigé par des universitaires, et présenté par un journaliste du service Étranger : on ne saurait mieux résumer le changement de perspective à l'œuvre dans le mensuel, dès le début des années 1960.

Le traitement différencié d'un sujet comme la formation des diplomates permet également d'appréhender concrètement ce qui séparait l'ancienne de la nouvelle manière d'aborder la diplomatie. Sur les sept articles portant spécifiquement sur ce

peut saisir l'humour (volontaire) de cette photo et de cette légende que si l'on sait que, à la fin des années 1960, de telles photos étaient devenues rares dans le mensuel.

²¹⁸ Claude Julien. « Les nouvelles formes de la diplomatie dans un monde en pleine évolution ». 05.60, 3. Compte rendu du livre *Diplomacy in a changing world*, dirigé par Stephen D. Kertesz et M. A. Fitzsimons (University of Notre-Dame Press, 1959).

thème, trois s'inscrivaient dans une veine historico-mondaine²¹⁹, et quatre dans un style journalistique que l'on peut qualifier d'expert²²⁰. Ce dernier se caractérisait par le fait que les rédacteurs n'y endossaient pas le rôle de porte-voix des intérêts (menacés) des diplomates et, surtout, qu'ils inséraient cette question dans celle, plus large, des relations internationales – Est/Ouest, dans le cas de Bernard Féron, ou Nord/Sud dans celui de Georges Chaffard. Le déplacement du regard était double : la diplomatie n'y était plus traitée comme un sujet en soi, mais comme une activité périphérique à l'étude des rapports internationaux ; les relations internationales cessaient d'être le jeu d'individus, aussi prestigieux ou talentueux soient-ils, pour laisser la place à des actants plus grands (Etats, organisations internationales, conférences intergouvernementales...). Avant de décrire précisément les formes prises par ce journalisme expert, on s'attardera sur ceux qui en furent les promoteurs et les diffuseurs dans les colonnes du *Md*, les « spécialistes » – selon l'expression de l'un d'entre eux – du service Étranger.

SECTION 3 - LES « SPECIALISTES²²¹ ». LA SUBVERSION PAR L'EXPERTISE (1962-1972)

On l'a déjà noté, le personnel consulaire mettait notamment l'accent, pour expliquer le recul de ses prérogatives, sur l'importance des moyens de communication moderne, sur l'émergence (contestée) de la figure de l'« expert » et, notamment, du journaliste, aux dépens de celle de l'ambassadeur plénipotentiaire. Eu égard aux thématiques traitées par le *Md*, qui relevaient toutes des relations politiques, économiques, militaire et culturelles entre les États, il aurait pu être normal que la figure du diplomate occupe le premier rang. Or, celui-ci

²¹⁹ Albert Mousset, « Une école française de diplomatie – L'Académie diplomatique du marquis de Torcy », 03.57, 5 ; Hervé Lavenir, « Comment la république de Bonn forme ses nouveaux diplomates », 05.57, 8 ; Jean-Christophe S. Oeberg, « Comment la Suède forme ses diplomates », 02.59, 8-9.

²²⁰ Bertrand Poirot-Delpech, « La "Carrière" en France – Une même école fait de tous les futurs cadres l'État des "spécialistes cultivés" », 09.55, 8 ; Claude Julien, « M. George Kennan critique la formation des jeunes diplomates américains », 11.55, 8 ; Bernard Féron, « Deux écoles supérieures forment les jeunes diplomates soviétiques », 07.57, 4 ; Georges Chaffard, « La France devrait former de jeunes Africains dans ses cadres diplomatiques », 03.58, 6.

²²¹ Édouard SABLIER. 1984. *La création du Monde*. Paris : Plon. P. 23 *sq.*

lui était de fait concurrencé par des rédacteurs diplômés, polyglottes, dotés d'excellentes capacités de synthèse et de rédaction, fins connaisseurs des pays dont ils avaient la charge. Le mensuel fut à ce titre alimenté essentiellement par deux catégories de journalistes : ceux du service étranger du *Monde* d'une part, associés d'autre part à une poignée de journalistes extérieures à la rédaction du quotidien, mais dont les caractéristiques étaient proches.

§I – UNE ELITE JOURNALISTIQUE : LES REDACTEURS DU SERVICE ETRANGER.

Les études publiées sur le *Monde* ignorent à peu près toutes les parcours de ses journalistes²²². Ces derniers n'ont jamais fait l'objet d'une analyse d'ensemble. Seules se détachent les biographies d'Hubert Beuve-Méry et de Jean Lacouture, ainsi que les nombreuses autobiographies des journalistes du quotidien²²³. On ne pourra livrer ici qu'un aperçu de quelques-uns de ces itinéraires, un insistant sur un point : pour la plupart, ces rédacteurs disposaient des compétences, des titres et de la légitimité pour concurrencer la diplomatie traditionnelle sur le terrain de l'information et de l'analyse.

L'itinéraire d'Édouard Sablier (rédacteur au service étranger de 1945 à 1962, spécialiste du Moyen-Orient) illustre indirectement le déclin du personnel diplomatique au profit de journalistes aux caractéristiques sociales et universitaires proches. Fils d'un drogman (attaché consulaire), né à Bagdad, il effectue sa scolarité au lycée Janson-de-Sailly après avoir vécu, durant son enfance, au Liban. Licencié en droit, parlant plusieurs langues, dont l'arabe, il est embauché au *Monde* quelques temps après sa démobilisation. Gaulliste, il quitte le quotidien en 1962, en désaccord avec la ligne du journal²²⁴. Bien

²²² Alors que le *Monde* a fait l'objet de plusieurs dizaines d'ouvrages et d'études, un seul offre des éléments biographiques sur ses rédacteurs [CHATELAIN, 1962 : 257-271]. On s'en est largement inspiré dans ce chapitre, avec les informations disponibles dans les différentes éditions du *Who's Who* ainsi que dans les nécrologies du *Monde* consacrées à ses anciens collaborateurs.

²²³ Édouard SABLIER, 1984. *La création du Monde* Op. cité ; Jean PLANCHAIS. 1989. *Un homme du Monde*. Paris : Calmann-Lévy ; Yvonne BABY. 1992. *La vie retrouvée*. Paris : éditions de l'Olivier.

²²⁴ Sur l'antigaullisme du *Monde*, voir EVENO, 2004 : 194-199 ; le départ d'Édouard Sablier, en mars 1962, est mentionné p. 198.

qu'ayant peu collaboré au mensuel (13 articles de janvier 1955 à février 1967²²⁵), son témoignage permet bien d'appréhender la perception qu'avaient les rédacteurs de leurs compétences et de leurs prérogatives.

« [...] C'est que, loin de chercher à gêner la diplomatie française, le *Monde* s'efforçait d'apporter à celle-ci les connaissances de spécialistes, reconnus tels par les diplomates eux-mêmes, à commencer par nos représentants à l'étranger. [...] Nous [les journalistes du service Étranger] étions conviés à prendre la parole devant des groupes de toute opinion, toute confession, toute condition sociale. Des promotions entières de futurs diplomates, fonctionnaires, officiers nous ont accueillis dans leurs salles d'étude. Les ministères ne se privaient pas, à l'occasion, de faire appel aux spécialistes que nous étions pour obtenir un éclairage nouveau, des informations de première main. À l'étranger, où les dirigeants se confiaient plus volontiers à des journalistes qu'à des diplomates, nos ambassades – voire nos services spéciaux – reproduisaient dans leurs dépêches les impressions dont nous leur faisons part [...] ²²⁶ ».

Il est possible de dresser le portrait-type de ces « spécialistes » : des hommes nés dans l'entre-deux-guerres (pour la plupart dans les années 1920) qui ont fait des études supérieures (généralement en droit ou en science politique, comme Jean Lacouture ou André Fontaine²²⁷), parlant plusieurs langues et ayant souvent passé plusieurs années à l'étranger²²⁸, quand ils n'y sont pas nés. La plupart a été résistant, prisonnier et/ou sous les drapeaux pendant la guerre. Tous ne pouvaient bien sûr prétendre, pour peu qu'ils l'eussent envisagé, embrasser la Carrière, mais ils disposaient pour la plupart de titres universitaires ou d'expérience à l'étranger les autorisant

²²⁵ Dans ses mémoires, ni le *Md* ni François Honti ne sont cités ; l'auteur se montrant assez sélectif dans ses commentaires sur ses collègues de l'Étranger : tous ceux arrivés après 1950 sont ignorés.

²²⁶ Édouard SABLIER. 1984. *Op. cit.* P. 37 et 113.

²²⁷ André Fontaine, né à Paris dans le 8^{ème} arrondissement, a fait ses études secondaires dans un collège privé et passé une licence en droit, « suivie d'un diplôme d'études supérieures de droit public et d'économie politique » [BERGER, 1992 : 107]. Il serait entré au *Monde* « par hasard », par le biais du directeur de *Temps présent*, André Frossard.

²²⁸ Claude Julien, Jacques Decornoy, Alain Jacob (titulaire d'un master de l'université du Kansas (Patrice de Beer et Jean-Marie Colombani, « Alain Jacob - Un gentleman du journalisme au "Monde" », *Le Monde*, 18 mai 2004, p. 23) ont fait une partie de leurs études aux États-Unis.

largement à s'engager dans la profession journalistique, encore ouverte au lendemain de la guerre²²⁹. Les itinéraires de deux rédacteurs ayant collaboré durant plusieurs décennies au mensuel, Eric Rouleau et Philippe Decraene, donnent un bon aperçu de ces journalistes dont les compétences furent reconnues, à la fin de leur carrière, au plus haut niveau.

Né en 1926 en Egypte, parlant quatre langues (le français, l'anglais, l'arabe littéraire et dialectal (Egypte), l'hébreu), **Eric Rouleau** est chargé à son entrée au *Monde*, en 1956, des pays du Moyen-Orient et du Maghreb. Il couvre ces régions pendant toutes les années 1960, écrivant de nombreux articles dans le quotidien et dans le mensuel. A partir du début des années 1970, il est invité à plusieurs reprises aux Etats-Unis pour y donner des cours (dans une université californienne en 1974) et mener des recherches (au *Council on Foreign Relations*, durant les années 1978-1979). Spécialiste de l'OLP, proche de certains de ses dirigeants²³⁰, il quitte le journalisme en 1985 pour commencer, à 59 ans, une carrière d'ambassadeur en Tunisie, à la demande de François Mitterrand²³¹. Placardisé sous la première cohabitation par Jacques Chirac, il collabore alors occasionnellement au *Md* sous le pseudonyme de Francis Beaujeu, puis de nouveau sous son nom. Au début des années 2000, à 80 ans passés, il continuait à participer à des conférences et à des débats organisés par des structures proches du *Md*.

Philippe Decraene, né en 1930 à Paris, entame une carrière de journaliste à *Combat* puis au *Monde* après des études supérieures (licencié ès lettres, il est docteur d'État en science politique). Recruté rue des Italiens en mai 1958 par Robert Gauthier sur les conseils d'Eugène Mannoni, il y remplace Georges Chaffard, spécialiste de l'Asie

²²⁹ « [...] Dans les débuts du *Monde*, la formation universitaire des rédacteurs, généralement une licence de lettres ou de droit, parfois d'histoire, importait moins que les expériences vécues au cours de la guerre. Aussi la rédaction comptait-elle également nombre d'autodidactes formés dans la Résistance ou dans les camps de concentration [...] » [EVENO, 1996 : 44]. À cette appréciation on peut en ajouter une autre, formulée par un ancien rédacteur à propos de Robert Gauthier, ancien du *Temps*, qui était la « terreur des nouveaux venus qu'il flanquait à la porte au moindre soupçon d'incompétence ou de paresse » [Jean PLANCHAIS. 1989. *Un homme du Monde*. *Op. cit.* P. 17]. Autrement dit, le quotidien de la rue des Italiens embaucha à l'essai de nombreux candidats qui ne firent pas l'affaire. Si l'on ignore leur profil, reste celui de ceux qui restent, qui est majoritairement fondé sur des titres universitaires.

²³⁰ Il publie par exemple en 1979 un livre d'entretiens avec l'un des dirigeants du Fatah (Abou Iyad. 1978. *Palestinien sans patrie* (entretiens avec Eric Rouleau). Paris : Ed. Fayolle, 1978), dont le mensuel rend compte positivement en 04.79 (« Témoignage sur la résistance – Palestiniens sans patrie, d'Abou Iyad »).

²³¹ Voir l'article que Claude Julien lui consacre en juillet 1985 (« Eric Rouleau, ambassadeur de France en Tunisie », p. 17). Revenant en 2004 sur sa nomination, il déclarait avoir « été nommé par Mitterrand comme ambassadeur politique », afin de faciliter les relations entre la France, l'OLP et Yasser Arafat (intervention orale lors des « Carrefours de la pensée », Le Mans, dimanche 7 mars 2004).

du Sud-est, qui avait quitté le journal pour rédiger un ouvrage sur le Vietnam. Il mène conjointement à ses activités journalistiques une carrière scientifique, entamée dès 1960 comme attaché de recherche au Centre d'études des relations internationales (CERI/Fondation nationale des sciences politiques). Spécialiste reconnu de l'Afrique subsaharienne, auteur de nombreux ouvrages, il est le cofondateur (en 1966) et le rédacteur en chef de la *Revue française d'études politiques africaines* (jusqu'en 1980). D'abord rédacteur au service Outre-mer sous la direction de Jean Lacouture, il quitte la rédaction du quotidien en juin 1984, après avoir été chef de la rubrique Afrique (1970-1984), pour occuper le poste de directeur du Centre des hautes études pour l'Afrique et l'Asie moderne. Par ailleurs professeur à l'INALCO, intervenant dans de nombreux établissements d'enseignement supérieur (IEP de Paris, Centre d'études diplomatiques et stratégiques, Saint-Cyr Coëtquidan...), il bénéficie d'une reconnaissance institutionnelle importante, en tant que membre du Haut conseil à la francophonie (à partir de 1985), administrateur à Radio France internationale (de 1989-1998), ou par les nombreuses distinctions qu'il a reçu dans des pays africains. Marié à Paulette Decraene²³², qui fut coresponsable du secrétariat particulier de François Mitterrand de 1981 à 1992, il faisait sans doute partie des proches du président français, qui préfaça son dernier ouvrage (publié en 1996)²³³.

Autant que leur proximité avec le pouvoir socialiste²³⁴, les itinéraires d'Eric Rouleau et de Philippe Decraene témoignent du déclin du diplomate comme détenteur d'un monopole d'expertise sur les questions nationales et internationales, au profit de la figure du journaliste universitaire (Philippe Decraene) ou de l'universitaire journaliste (Philippe Devillers²³⁵,

²³² Haut fonctionnaire, elle a écrit un livre sur l'Ecosse dont le *Md* a rendu compte positivement sous la plume de Micheline Paunet (02.69, 21).

²³³ Source : notice biographique de Philippe Decraene, *Who's who*, éd. 2002-2003 ; correspondance personnelle, février 2009.

²³⁴ Selon plusieurs sources [BERGER, 1992 ; EVENO, 2004 ; KACIAF, 2005 : 433-434], l'équipe dirigeante du *Monde* et, notamment, Jacques Fauvet et Bernard Lauzanne, aurait activement soutenu la candidature de François Mitterrand. Après son départ du quotidien, en 1983, Jacques Fauvet est nommé directeur de la CNIL.

²³⁵ Philippe Devillers, pseudonyme de Philippe Mullender : né en 1920 (père ingénieur, sans information sur la mère), il effectue ses études au lycée Janson-de-Sailly, puis à l'École libre des sciences politiques et à la faculté de droit de Paris (diplôme d'études supérieures en droit public et en économie politique. Il est également titulaire d'un doctorat ès lettres (histoire). Il commence sa carrière comme fonctionnaire au ministère de la Production industrielle (1942-1944) puis, après-guerre, comme attaché à l'état-major du général Leclerc en Indochine²³⁵. Il y joue également le rôle de correspondant du *Monde* en 1945-1946. Rentré en France, il travaille dans plusieurs entreprises privées jusqu'au milieu des années 1960 ; parallèlement, il entame à partir de 1960 une carrière universitaire au Centre d'étude des relations internationales (CERI). Maître

Charles Zorgbibe), pouvant éventuellement glisser – même si le cas est unique parmi les rédacteurs de l'Étranger – du côté de la diplomatie (Eric Rouleau). Auteurs d'ouvrages de références²³⁶, invités dans les universités ou directeurs de revues scientifiques, comme Bernard Féron²³⁷, ces rédacteurs ont brouillé les frontières entre les activités journalistiques, universitaires et diplomatiques, brouillage dont bénéficiaient et le *Monde*, et le *Md*.

C'est également ce que donne à voir l'itinéraire de Jacques Decornoy (1937-1996), sur lequel on va s'arrêter à présent. Celui-ci fut en effet le seul journaliste du *Monde* à devenir, avec Claude Julien, rédacteur permanent au mensuel, de 1988 à sa mort²³⁸. Le trajet professionnel de Jacques Decornoy permet d'appréhender plusieurs aspects du rapport qu'entretenaient les journalistes à l'égard du *Monde* et du *Md*. Il montre tout d'abord assez bien la fascination que pouvait exercer le quotidien sur un « jeune homme de 25 ans » dans les années soixante puisque ce dernier, énarque, choisit après un stage professionnel au *Monde* d'intégrer la rédaction, au sein de laquelle il effectua l'essentiel de sa carrière²³⁹. Il illustre d'autre part un élément central dans l'histoire du mensuel : comme la plupart de ses collaborateurs, Jacques Decornoy n'entretint pendant de nombreuses années qu'un rapport distancié avec le *Md* qui n'incarnait, avant le milieu des années 1980, aucune valeur, aucun courant politique spécifiques – ou, en tout cas, distincts du *Monde*²⁴⁰. Le premier contact avec son épouse, rencontrée en septembre 2007, témoigne de l'indifférence relative des journalistes à l'égard du mensuel : l'idée même que l'on puisse l'interroger sur la collaboration de son mari au *Md*

(1967) puis directeur (1984) de recherche au CNRS, il a présidé l'Académie des sciences d'outre-mer [sources : *Who's who in France*, édition 1998]

²³⁶ André Fontaine sur la guerre froide, Jean Lacouture sur les pays nouvellement indépendants, Bernard Féron sur l'Union soviétique, Claude Julien sur les Etats-Unis...

²³⁷ Bernard Féron fut rédacteur en chef du *Courrier des pays de l'Est* de sa création, en 1964, jusqu'en août 1968.

²³⁸ Les informations qui suivent proviennent d'un entretien réalisé avec Denise Decornoy, veuve de Jacques Decornoy, en septembre 2007, à son domicile parisien.

²³⁹ Un autre énarque travaillait alors au *Monde*, service Economie, François Renard (promotion 1954). Il n'est pas possible de déterminer l'importance de l'attrait qu'exerçait le quotidien sur les élèves de l'ENA.

²⁴⁰ Sur ce point, voir le chapitre 5, consacré précisément à la réception universitaire du *Md*.

lui semblait dépourvu de sens, tant l'itinéraire de ce dernier fut lié à celui du quotidien – où elle effectua également, il est vrai, l'essentiel de sa carrière²⁴¹. Sa notice biographique du *Who's Who* témoigne bien, dans le style synthétique propre à ce dictionnaire, de l'importance du quotidien. *A contrario*, le *Md* n'y occupe qu'une place minimale.

« Decornoy (Jacques, Charles), Journaliste. Né le 6 juillet 1937 à Orléans (Loiret). Fils de Gabriel Decornoy, Commerçant, et de Mme, née Solange Biau. Mar. le 25 juillet 1969 à Mlle Denise Wachtel (2 enf. [...]). Etudes : Lycée d'Orléans, Mount Lebanon High School à Pittsburgh (Etats-Unis). Dipl. : Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris. Carr. : Elève à l'École nationale d'administration (1962-64), Rédacteur au journal *le Monde* : au service étranger chargé de l'Asie du Sud-Est (1964), Chef de la rubrique Asie, Chef du service étranger (1977), Rédacteur en chef adjoint, Responsable du service monde et Coproducteur du magazine Infovision à TFI (1984). Rédacteur au Monde diplomatique (1988). Œuvres : *l'Asie du Sud-Est, vingt ans à la recherche d'un avenir* (1967) ; *Péril jaune, peur blanche* (1970) ; *New Orientations – Essays in international relations* (en coll., 1970) ; *xxxx dans la nation* (en coll., 1975). Coll. de livres. Adr. : prof., Le Monde diplomatique, 15 rue Falguière [...]»²⁴².

Tel qu'il le donne à voir dans cette courte présentation, l'itinéraire de Jacques Decornoy est proche de celui des autres journalistes du service Étranger. Mais à la différence de ses confrères E. Rouleau (« journaliste qui "trahit" la profession et devient gardien de ces secrets diplomatiques que, pendant des décennies, il s'acharna à percer à jour²⁴³ ») et Philippe Decraene (« ancien journaliste devenu professeur²⁴⁴ »), qui quittèrent leur métier d'origine pour la Carrière et l'enseignement, il resta journaliste, gravissant progressivement les échelons de la hiérarchie du *Monde*.

²⁴¹ Entrée au *Monde* en 1967 comme assistance sociale après avoir travaillé au groupe Del Duca (qui éditait *Franc Tireur*, *Paris Journal* puis *Paris Jour*, *Nous deux* et *Télé-Poche...*), Denise Decornoy est un exemple de la dynamique de promotion interne propre au quotidien. Elle devient en effet, quelques années après son recrutement par Jacques Fauvet, directrice des ressources humaines.

²⁴² *Who's who in France*, édition 1996-1997.

²⁴³ Claude Julien, « Eric Rouleau, ambassadeur de France en Tunisie », 07.85.

²⁴⁴ Philippe Leymarie. Compte rendu du livre de Philippe Decraene, *Lettres d'Afrique. Entre Cancer et Capricorne*, 02.96.

Fils unique d'une famille modeste vivant près d'Orléans, il révéla très jeune un goût et une grande aptitude pour les études. Poussé par sa famille et, notamment, par sa mère, qui avait conscience de ses potentialités²⁴⁵, il passa son bac avec plusieurs années d'avance. Il obtint alors une bourse et effectua une année de lycée dans un établissement nord-américain, à Pittsburgh, vivant dans une famille d'accueil. À son retour, il intégra l'Institut d'études politiques de Paris, logeant comme d'autres étudiants boursiers à la Cité universitaire internationale. Durant sa scolarité à l'IEP, il travailla comme secrétaire du père Yvan Daniel, prêtre et aumônier à l'IEP de Paris. Auteur avec le père Henri Godin d'un ouvrage célèbre militant pour un rapprochement de l'Église avec le monde ouvrier²⁴⁶, il aurait joué un rôle important dans la vie de Jacques Decornoy : « c'était un catho en rupture avec l'institution, mais profondément croyant... C'était quelque chose qu'il avait découvert avec le père Daniel, pas avec ses parents... » (Denise Decornoy). Inscrit dans la filière « service public » de l'IEP, il réussit le concours d'entrée à l'ENA, qu'il intègre en février 1962²⁴⁷, après avoir effectué son service militaire en Algérie. Au cours de sa scolarité à l'ENA, il effectue un stage au *Monde* et « tombe amoureux de ce journal » (Denise Decornoy). A sa sortie, en 1964, « il dédaigne naturellement le parcours qui s'ouvre à lui vers la haute administration. Pour rester maître de son combat, il choisit la presse et, à vingt-sept ans [...] rejoint [le] service étranger du *Monde*. [...] » (Claude Julien²⁴⁸). Il a 27 ans.

Jacques Decornoy commença son travail de rubricard chargé de l'Asie du Sud-est²⁴⁹ et, plus particulièrement, du conflit vietnamien, sous la houlette de Claude Julien. Ces premiers mois passés à apprendre son métier furent semble-t-il déterminants pour la suite de sa carrière ; ils expliquent vraisemblablement la proximité entre les deux journalistes. Successivement chef de la rubrique Asie puis sous-chef du service étranger, alors dirigé par Claude Julien (1969-1971), il prit la direction de ce service de 1977 à 1979, année où il devint rédacteur en chef adjoint du

²⁴⁵ À une tante institutrice qui, ayant repéré les qualités scolaires de son neveu, avait dit qu'« il sera instituteur », sa mère répondit : « non ! il fera mieux ! » (Denise Decornoy, entretien cité).

²⁴⁶ Yvan Daniel, Henri Godin. 1943. *La France, pays de mission ?* Paris : Éd. de l'Abeille. Cet ouvrage, rédigé par deux anciens dirigeants de la Jeunesse ouvrière chrétienne, fut « directement à l'origine de la Mission de Paris qui [joua] un rôle matriciel dans l'histoire des prêtres-ouvriers » [CUCHET, 2005 : 181].

²⁴⁷ Promotion Blaise Pascal (source : Annuaire des anciens élèves de l'ENA, publié par l'Association des anciens élèves de l'École nationale d'administration. 1987. Paris : École nationale d'administration).

²⁴⁸ Claude Julien, « Jacques Decornoy, une culture de combat », 01.97, 2.

²⁴⁹ Incluant le Vietnam, le Laos, le Cambodge, l'Indonésie, la Birmanie, les Philippines, la Malaisie, Singapour, la Thaïlande.

quotidien²⁵⁰. Il joua un rôle important lors de la première crise de succession à la tête du *Monde* qui divisa la rédaction au début des années 1980, en se présentant puis en apportant son soutien à la candidature de Claude Julien²⁵¹. L'échec de ce dernier entraîna son départ (volontaire) du quotidien pour TFI, alors dirigée par Hervé Bourges, qu'il connaissait. Il y anima de 1984 à 1986 une émission d'actualité, *Infovision*, mais la privatisation de la première chaîne l'incita à quitter la télévision. De 1986 à 1988, il devint un pigiste très régulier du *Md*, dont il intégra définitivement la rédaction en 1988 jusqu'à sa mort, en 1996.

Le graphique ci-dessous permet d'appréhender concrètement sa participation au mensuel durant ses 32 années de collaboration. Dans les années 1960-1970, celle-ci (articles comme comptes rendus de lecture) fut exclusivement tournée vers le secteur géographique dont Jacques Decornoy avait la charge au *Monde*. Cette collaboration fut, durant ces années, assez représentative de celles des autres rédacteurs du service Étranger qui alimentèrent mensuellement le journal en articles et, surtout, en notes de lecture sur les aires géographiques qu'ils couvraient au quotidien.

²⁵⁰ Le 4 janvier 1979 exactement.

²⁵¹ Sur cet aspect, voir en particulier le livre de Françoise BERGER [1992], dont les remarques sont cependant assez critiques sur le rôle et la personnalité de Jacques Decornoy.

Nombre de contributions de Jacques Decornoy dans le *Monde diplomatique* (1964-1996; articles et notes de lecture)

Année	Nombre de contributions	Année	Nombre de contributions	Année	Nombre de contributions
1964	2	1975	1	1986	7
1965	5	1976	0	1987	19
1966	3	1977	0	1988	48
1967	4	1978	0	1989	47
1968	2	1979	0	1990	42
1969	13	1980	0	1991	53
1970	3	1981	0	1992	39
1971	5	1982	0	1993	46
1972	4	1983	1	1994	42
1973	0	1984	0	1995	32
1974	0	1985	3	1996	25

Comme pour la plupart des rédacteurs dont il est et sera question dans cette section, la recherche d'un sens subjectif donné à la participation de Jacques Decornoy relève, pour part, d'une imposition de problématique *post mortem*, tout du moins jusqu'au début des années 1980. À l'image des autres journalistes du *Monde*, le journaliste ne collaborait pas à une autre publication quand il écrivait dans le *Md*: celui-ci s'inscrivait, au cours des années 1960 et 1970, dans le droit fil du quotidien dont il était issu. Cette collaboration participait-elle, pour certains d'entre eux, d'une démarche ou d'un investissement politique ? À suivre les ouvrages sur le *Monde*, les journalistes ne vivaient que pour une seule cause : celle du quotidien. Telle devait sans doute être la perception de Jacques Decornoy jusqu'au début des années 1980. Cependant, après l'échec de la candidature de Claude Julien, qu'il soutint sans réserve, et son expérience avortée sur une chaîne de télévision privatisée, le *Md* constituait vraisemblablement un des seuls lieux de travail possibles pour un journaliste aussi soucieux de rigueur et d'une éthique journalistiques dénonçant le poids de l'« argent fou, ou [de] l'argent tout court²⁵² ». Comme pour Claude Julien, l'entrée au mensuel fut sans doute loin d'être un bâton de maréchal pour un journaliste qui avait été, à la fin des années 1970, membre de la direction du quotidien.

§2 – LES REDACTEURS EXTERIEURS A LA REDACTION :

Durant la décennie soixante, les journalistes de l'Étranger ne furent pas les seuls à alimenter les colonnes du mensuel. On a déjà signalé la présence, parmi les rédacteurs les plus réguliers, de journalistes extérieurs à la rédaction du quotidien : Elena de La Souchère, Georges Chaffard, Édouard Bailby, Victor Fay et Heinz Abosch.

Les principaux collaborateurs extérieurs du *Monde diplomatique* sous François Honti (1954-1972)

²⁵² « Le temps des requins – Un calcul ignominieux », compte rendu du livre de Pierre Boule, *Le malheur des uns* (Paris : Grasset, 1990), 03.90.

Nom	Statut	Nombre total d'articles écrit sur la période 1954-2004	Premier article	Dernier article
Chaffard Georges (1928-1969)	Journaliste au <i>Monde</i> (1956-1959) puis à l' <i>Express</i>	85	04.56	10.69
La Souchère Elena de (1920)	Journaliste au <i>Nouvel Observateur</i>	98	06.62	07.75
Fay Victor (1903-1991)	Journaliste autre journal (ORTF)	74	10.66	10.80
Bailby Edouard	Journaliste au <i>Monde</i> puis à l' <i>Express</i>	107	12.64	11.07
Abosch Heinz (1918-1997)	Journaliste autre journal	41	05.68	05.73

Ce sont les itinéraires de ces journalistes que l'on va aborder à présent, en s'appuyant sur les sources autobiographiques que certains (Victor Fay, Édouard Bailby, Elena de La Souchère) ont laissé, ainsi que sur trois entretiens qui complètent les informations recueillies²⁵³. Malgré la diversité des parcours de ces individus, il est possible de repérer plusieurs caractéristiques communes pouvant expliquer l'importance de leur collaboration qui, à une exception près, cesse avec l'arrivée de Claude Julien. Ces collaborateurs renvoient tout d'abord l'image de journalistes indépendants, aux parcours traversés – c'est le moins que l'on puisse dire – par l'international. Il faut distinguer ici les itinéraires des trois collaborateurs nés à l'étranger, et contraints à l'exil pour des raisons politiques, des deux collaborateurs français. Victor Fay doit fuir la Pologne pour cause de militantisme communiste, Elena de La Souchère quitte l'Espagne à la suite de la guerre civile, et Heinz Abosch, qui est juif, part en exil en France avec ses parents en 1933. Georges Chaffard et Édouard Bailby sont issus, eux, de la petite bourgeoisie (père médecin en région parisienne pour Édouard Bailby, milieu catholique de l'Ain pour Georges Chaffard). C'est à la fin de l'adolescence que leur itinéraire prend une direction qui rompt avec celle des jeunes gens de leur génération : ils cessent leurs études pour partir l'un en Indochine, l'autre au Brésil. Cette

²⁵³ Avec Édouard Bailby, Elena de La Souchère et Laurent Chaffard, fils de Georges Chaffard. Mes informations sont plus lacunaires concernant Heinz Abosch, pour lequel je ne dispose que d'une nécrologie publiée par *Die Zeit* (« Heinz Abosch », décembre 1997. En ligne : http://www.zeit.de/1997/12/Heinz_Abosch ; consulté le 07.09.2008.

expérience de plusieurs années détermine en partie leurs itinéraires respectifs. De retour en France, ils entament une carrière journalistique qui passe, pour tous les deux, par le service Étranger du *Monde* (plus exactement, le service Outre-Mer pour Georges Chaffard). Dans les trois premiers cas, on constate que l'entrée en journalisme résulte d'une reconversion, à la suite du bouleversement lié à la guerre. La situation des deux journalistes de l'Express est différente : il s'agit, ici, de rédacteurs qui ont travaillé au *Monde*, qui l'ont quitté, et pour lesquels la collaboration au mensuel s'inscrit dans la continuité de leur activité journalistique.

*VICTOR FAY, A LA RECHERCHE D'UNE TROISIEME
VOIE AUTOGESTIONNAIRE*

Les informations sur la vie de Victor Fay proviennent de son autobiographie, publiée en décembre 1989 aux presses de l'université de Vincennes²⁵⁴. L'ensemble du livre respecte à la lettre son sous-titre : c'est principalement de militantisme politique qu'il s'agit et, notamment, des activités de Victor Fay au sein du PCF avant la guerre, qui occupent les deux tiers de l'ouvrage. L'ensemble de la vie de ce « révolutionnaire professionnel » [p. 129, 137] est placée sous l'angle militant, ce dernier constituant un véritable viatique. Il continue à militer toute sa vie durant et consacre ainsi de nombreuses pages, souvent critiques, à ses propres prises de position lors des multiples événements historiques et politiques qu'il a vécus.

Né à Varsovie en 1903 dans une famille de la petite bourgeoisie juive complètement assimilée (il a été baptisé), il s'engage à 14 ans dans les rangs du parti communiste polonais, à l'époque illégal. Il en franchit rapidement les échelons mais doit quitter la Pologne en 1925, à 22 ans [p. 44], pour échapper à la police politique de son pays. Il choisit la France, pour « sa solide tradition démocratique ; son parti communiste important, avec certains camarades qui nous avaient déjà précédés ; enfin, les profonds liens de toujours entre la France et la Pologne, sur le

²⁵⁴ FAY Victor, avec la collaboration d'Evelyne MALNIC. 1989. *La flamme et la cendre – Histoire d'une vie militante*. Saint-Denis : Presses de l'université de Vincennes, coll. « Culture et société ». Voir également les ouvrages de AJCHENBAUM [1994 : 294-300] sur *Combat* et de HEURGON [1994] sur le PSU. Enfin, la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC) conserve une large partie des archives privées de Victor Fay ; le *Md n'y* laisse que quelques traces, essentiellement les brouillons des articles publiés dans le mensuel et quelques courriers avec les rédacteurs en chefs successifs.

plan culturel notamment. [...] » [p. 41]. À son arrivée, il entame des études à la faculté de Toulouse tout en poursuivant ses activités politiques. Licencié en droit, il part ensuite à Paris où il s'intègre rapidement aux instances dirigeantes du Parti communiste, faisant partie des « hommes de l'appareil » [p. 129]. Il rompt cependant avec le parti en 1936, tout en demeurant indéfectiblement marxiste et, comme il l'affirme à plusieurs reprises, luxemburgiste. Après la guerre, il mène de front activités politique au sein de la SFIO puis du PSU et travail journalistique, dans la presse lyonnaise puis à *Combat*, dont il est rédacteur en chef de 1948 à 1950. En désaccord avec le directeur, Henri Smadja, il quitte le journal avec Claude Bourdet et trouve une place à la R.T.F., où il rédige des papiers hebdomadaires sur l'Europe centrale et orientale. Il y restera jusqu'à sa mise en retraite d'office, en 1967, après avoir été placardisé [p. 233], tout en collaborant « [...] à diverses publications "de gauche", comme *Politique aujourd'hui*, rédigée par des communistes dissidents ; *Tribune socialiste* et *Critique socialiste*, publiées par le PSU [...] » [p. 235]. Sans doute contraint à la neutralité dans son travail de journaliste à l'ORTF, il ne put y défendre ses positions autogestionnaires et pro-yougoslaves, mais il poursuivit une intense activité syndicale.

Le *Md* n'apparaît que tardivement dans le récit de Victor Fay, dans un chapitre intitulé significativement « Retraite et réflexions 1968-1980 » [p. 235 *sq.*]. L'auteur ne le cite d'ailleurs pas parmi les publications précédentes, classées à gauche. Il ne revient ni sur les origines de sa « tribune mensuelle » [p. 235] dans le mensuel, ni ne cite le nom de François Honti. Signant 74 articles d'octobre 1966²⁵⁵ à octobre 1980, dont 69 jusqu'en décembre 1972, il y collabore pourtant très régulièrement jusqu'à l'arrivée de Claude Julien. Comme pour d'autres collaborateurs du mensuel, le *Md* semble n'être qu'une activité périphérique, se surajoutant à des engagements ou des collaborations qui avaient probablement, à ses yeux, davantage de poids politique et journalistique²⁵⁶. Son article mensuel lui permettait de « commenter » [p. 235] l'actualité internationale (dans les pays de l'Est) et nationale, sans qu'il fasse ne serait-ce qu'allusion à des prises de position du journal. Cependant, sa collaboration au *Md* prenait une forme régulière alors qu'il quittait l'ORTF en 1967, sous la pression d'un

²⁵⁵ Et non 1964, comme il l'écrit p. 235.

²⁵⁶ Elena de La Souchère insiste également beaucoup plus, durant l'entretien, sur sa collaboration aux *Temps modernes* que sur celle avec le *Md*.

« conseil d’ambassade ultra-conformiste », qui prit la direction de son service [p. 233].

En l’absence de sources permettant de décrire la relation nouée entre Victor Fay et François Honti, l’un ancien membre du Komintern, l’autre déchu de sa nationalité hongroise par les communistes, on soulignera juste deux traits les rapprochant. Tous deux nés au début du siècle, ils vécurent en premier lieu une intense période d’engagement, l’un sur un registre partisan, l’autre nationaliste, avec laquelle ils durent brutalement rompre. Dans les deux cas, le communisme dans sa variante stalinienne joua un rôle de catalyseur et de repoussoir. Obligés de se reconverter après la guerre, ces deux immigrés d’Europe de l’Est mirent ensuite à l’épreuve leur capacité d’adaptation en s’intégrant dans les marges de l’espace journalistique français, occupant chacun une « niche » au sein de l’actualité internationale. Victor Fay explique le peu de goût qu’il avait pour les positions de pouvoir, au sein des différents partis où il milita ou des journaux auxquels il collabora, « [...] parce que mal intégré dans la société globale, je suis toujours resté une "bru", doublement extérieur parce que polonais et marxiste. [...] »²⁵⁷. Produit en partie d’un monde disparu, François Honti a vraisemblablement pu éprouver des sentiments proches, ne trouvant sa place qu’en créant de toute pièce un journal relativement autonome au sein de la rédaction du *Monde*. On peut rapprocher cette appréciation de celle de Heinz Abosch, pour lequel l’exil était « une maladie qui mettait en quarantaine ceux en étaient atteints²⁵⁸ ».

Du neutralisme au « tiers-parti »

Enfin, plus généralement, la collaboration de Victor Fay illustre la place qu’occupait le *Md* dans les espaces médiatique et politique français à partir du milieu des années 1960 : celle d’un lieu ouvert à la dimension sociale du discours communiste, critique à tant à l’égard des Etats-Unis et de leurs politiques étrangères (notamment au Vietnam) que des régimes répressifs du bloc de l’Est. Tel qu’on le perçoit aujourd’hui, cet entre-deux idéologique semble avoir d’abord souffert de l’étroitesse de ses possibilités, écrasé qu’il était entre les partis communiste et trotskystes, la SFIO et les formations de droite. Pourtant,

²⁵⁷ V. Fay joue sur le mot « bru », qui a été l’un de ses pseudonymes.

²⁵⁸ Heinz Abosch. « Das unwillige Abenteuer des Exils ». *Suddeutsche Zeitung*. 14-15 juillet 1979. Cité in PAPCKE & AUGER, 1997 : 147.

l'itinéraire de Victor Fay et ceux des militants qu'il a côtoyés témoignent de la variété des profils, que l'on retrouve dans les colonnes du mensuel. Telle qu'il la donne à voir, la vie militante de cet ancien révolutionnaire apparaît en effet tournée vers la recherche d'une voie médiane entre les démocraties libérales et les sociétés autoritaires du bloc communiste. Celle-ci se cristallisa d'abord, dans l'après-guerre, sous la forme du « neutralisme », auquel participa activement Victor Fay durant ses années passées à *Combat*. Ce neutralisme impliquait, « [...] outre un refus de choisir entre les deux blocs, [...] un autre projet de société. Une neutralité française, et peut-être italienne, permettrait de créer un nouvel espace qui s'interposerait entre les deux blocs antagonistes. Nous n'avions pas d'autres solution que de nous démarquer à la fois des partisans des USA et de l'URSS et d'éviter que la France ne s'intègre dans le bloc atlantique. [...] » [p. 201]. « Peu élaboré » [p. 206], tant au niveau idéologique qu'organisationnel, le neutralisme n'a cependant pas été constitué en courant à part entière, avec ses figures de proue et ses textes fondateurs²⁵⁹. En témoigne le fait que le « neutralisme actif » de Victor Fay s'appuyait essentiellement sur le modèle politique yougoslave qui, « tout à fait autre que le neutralisme passif des Suédois et des Suisses », était également différent de « celui du *Monde* de Beuve-Méry qui gardait ses distances vis-à-vis de l'expérience yougoslave²⁶⁰ » [p. 206]. Patchwork idéologique, le neutralisme ne pouvait jouer le rôle de ciment pour tous les acteurs qui, de droite ou de gauche, catholiques ou laïcs, anciens communistes ou anciens socialistes, s'efforçaient de promouvoir une alternative à la bipolarisation. Au référent faible du neutralisme succéda ainsi, à partir du début des années soixante, l'engagement de Victor Fay dans la constitution d'un « tiers-parti » [p. 258], le Parti socialiste unifié (PSU)²⁶¹. Là encore, l'idée de promouvoir une « alternative » [p. 224] au « dogmatisme stalinien et à la carence idéologique de la SFIO » [p. 229] constituait l'un des socles du rassemblement de forces disparates, réunissant selon V. Fay anciens trotskystes, exclus du PCE, catholiques de gauche ou encore anciens proches de Léon Blum à la SFIO. Les premiers articles de V. Fay au *Md*, en 1966, furent écrits alors qu'il militait activement au PSU. Sa collaboration s'inscrivait vraisemblablement dans la poursuite de sa recherche de modèles et de solutions médianes entre les deux blocs, afin de « concilier démocratie et socialisme » [p. 240].

Il est probable qu'il ait été contacté par François Honti lui-même, toujours à l'affût de nouveaux collaborateurs. Le

²⁵⁹ Le philosophe Etienne Gilson, collaborateur régulier du *Monde*, aurait pu jouer ce rôle.

²⁶⁰ Au moment où se développe la « querelle du neutralisme », le *Md* n'existe pas encore. [Citer Thibau].

²⁶¹ Sur l'implication de V. fay dans le PSU, voir les pages 223 *sq.*

mensuel, dont se confondait avec celle du quotidien dont il était issu, représentait-il plus, pour ce promoteur de l'autogestion, qu'un support de diffusion parmi d'autres ? La durée et la fréquence de sa collaboration laissent à penser que oui. Il y développa ses thèmes de prédilection – rapports de force et luttes d'influence au sein du bloc communiste, évolution de la doctrine marxiste-léniniste au sein des démocraties populaires – en s'inscrivant dans le ton et le style du *Md* des années soixante, caractérisé par l'absence ou la discrétion du vocabulaire marxiste et, concernant les Etats communistes d'Europe de l'Est et l'URSS, par une critique constante²⁶². Le contenu de ses contributions comme son itinéraire le plaçaient cependant, parmi les collaborateurs réguliers du mensuel, nettement à gauche, à proximité par exemple des promoteurs de la Révolution culturelle²⁶³. Résolument tournés vers l'Est, ses articles n'aborderent jamais les pays du tiers-monde, y compris ceux ayant choisi la voie socialiste. Dans son autobiographie, les rares allusions aux représentants de pays du tiers-monde sont négatives²⁶⁴. Faut-il y voir l'une, si ce n'est la raison de l'arrêt brutal de sa collaboration peu après l'arrivée de Claude Julien ? Sans doute ce dernier souhaitait-il imprimer sa marque au journal, en cessant notamment d'y associer le nom des collaborateurs publiant le plus régulièrement sous François Honti. Un courrier envoyé par le nouveau rédacteur en chef en janvier 1973 témoignait, avec une politesse un peu sèche, du changement de perspective : le nouveau directeur entendait prendre plus de liberté par rapport aux collaborateurs qui

²⁶² Néanmoins, à l'image d'une large majorité de la presse de gauche, les collaborateurs du *Md*, qu'ils soient rédacteur au *Monde* ou non, regardaient avec sympathie le régime chinois et sa « révolution culturelle ».

²⁶³ Celle-ci fut notamment promue, dans le *Monde* et, plus occasionnellement, dans le *Md*, par le journaliste Alain Bouc.

²⁶⁴ Il participe plusieurs années de suite aux rencontres internationales de Cavtat, en Yougoslavie, « réunissant outre des Yougoslaves, des communistes dissidents et orthodoxes et des sociaux-démocrates de gauche d'une cinquantaine de pays, ainsi que des représentants de mouvements de libération nationale [...] » [p. 246]. Il cesse de s'y rendre à partir de 1980 car, « [...] au cours des dernières années, les rencontres de Cavtat avaient changé de contenu. Au départ, c'étaient des échanges de vue à un niveau politique élevé. Puis des Chinois sont venus, des Egyptiens, un représentant de l'OLP, un Tunisien et bien d'autres qui se moquaient pas mal du contenu théorique des débats. Ils venaient nouer des contacts qu'ils ne pouvaient pas établir ailleurs. Le nombre croissant des participants empêchait les échanges d'élaboration théorique, remplacés peu à peu par des relations publiques et diplomatiques [...] » [*ibid.*].

s'étaient vu affermé un domaine géographique au sein du mensuel²⁶⁵.

*ELENA DE LA SOUCHÈRE, LA DÉFENSE DE LA CAUSE
RÉPUBLICAINE À PARIS*

Présentée en 2007 par Juan Goytisolo comme une « référence quasi obligatoire²⁶⁶ » pour une poignée d'universitaires et d'intellectuels espagnols du début des années 1950, « lecteurs furtifs des journaux et revues françaises de gauche », Elena Dor de La Souchère est issue de la bourgeoisie intellectuelle républicaine francophile qui, après la guerre civile, trouve refuge en France. Née en 1920, elle fréquente très jeune les milieux politiques et artistiques de la gauche espagnole²⁶⁷. Licenciée en droit de la faculté de Paris en 1936, elle travaille, dès l'année suivante, à la délégation du gouvernement basque à Paris. Mais c'est déjà en tant que journaliste (pour le journal chrétien démocrate *l'Éveil des Peuples*) qu'elle assiste à la guerre civile espagnole. Réfugiée à Londres pendant la guerre, elle a également fait partie, à Alger, du comité d'aide aux républicains espagnols enfermés dans les camps spécialement créés pour eux par le régime de Vichy.

²⁶⁵ « Cher Monsieur, je suis heureux de vous informer que votre article est en page dans une présentation qui me paraît tout à fait satisfaisante. Je vous remercie d'avoir bien voulu, pour nos lecteurs, analyser et commenter ce discours très significatif de M. Brejnev. Au moment de la mise en page j'ai dû à mon grand regret faire quelques coupures dans votre texte et ceci sans avoir eu le temps de vous consulter. Mais je tiens à vous assurer que votre pensée est malgré tout respectée et je prends l'entière responsabilité de ces coupures qui sont hélas ! le lot de tous les journaux. En espérant que vous ne m'en voudrez pas, je vous remercie encore de votre précieuse collaboration et vous prie de croire [...] ». Lettre datée du 31 janvier 1973, archives Victor Fay, BDIC. L'article en question, « Union soviétique – Le projet de referendum sur la constitution – Moscou veut jeter les bases d'une nouvelle société » (02.73, 4) fut le dernier écrit par Victor Fay avant mars 1980, alors qu'il écrivait tous les mois depuis 1966.

²⁶⁶ Juan Goytisolo, « Presentacion – Celebracio de Elena de La Souchère ». Elena de La Souchère. 2007. *Lo que han visto mis ojos*. Barcelone : Galaxia Gutenberg. P. 9. Les informations qui suivent sont tirées de la présentation de Juan Goytisolo et d'un entretien téléphonique avec E. de La Souchère.

²⁶⁷ Son père, Romualdo Dor de La Souchère, était un proche ami de Picasso. Il a créé à Antibes le premier musée consacré au peintre.

À la Libération, elle subit directement l'absence de volonté politique des Alliés de renverser Franco : la cause républicaine n'intéresse alors plus grand monde à Paris. Elle reprend alors ses études²⁶⁸ tout en collaborant à différents organes de presse. Les manifestations étudiantes madrilènes de février 1956 provoquent un regain d'intérêt pour la cause républicaine, et donc à l'une de ses représentantes. « En ces temps de vaches maigres, le nom de l'Espagne dans la presse française apparaissait indissociablement lié au sien²⁶⁹ » : on lui donne la parole, puis elle la prend, en collaborant à plusieurs revues et journaux, comme les *Temps modernes*²⁷⁰ et *France-Observateur*, ou encore le *Monde*. À *France-Observateur*, elle fait partie avec Claude Julien des quelques journalistes « semi-permanents » [TETART, 2000 : 145], écrivant sur l'Espagne, Cuba, l'Amérique latine... Si « elle se mouvait avec efficacité dans la zone quelque peu imprécise de la gauche espagnole non communiste », elle faisait néanmoins « [...] l'objet de méfiance, si ce n'est d'animosité, de la part des dirigeants du parti communiste [...]»²⁷¹. C'est en particulier le passage définitif de Cuba au communisme qui entraîne sa rupture avec Sartre et les *Temps modernes*. Elle n'accepte pas le « communisme outrancier » de Castro (« la peste de l'Amérique latine »), notamment après la crise des missiles, et le fait savoir. « Tout cela m'a beaucoup affecté dans ma carrière dans toute la presse ». Portant une critique de gauche, qu'elle qualifie de « patriotique, non communiste », elle n'est plus en odeur de sainteté auprès de la gauche communiste ou proche du Parti communiste espagnol en exil²⁷².

Au *Monde*, elle entretient par ailleurs d'excellents rapports avec Marcel Niedergang, qui couvre l'Espagne et l'Amérique latine pour le quotidien du soir. Elle connaît bien aussi Claude Julien, avec lequel elle entretient alors de bonnes relations. C'est

²⁶⁸ Un diplôme de traducteur-juriste, obtenu en 1951.

²⁶⁹ Juan Goytisolo. 2007. « Celebracion de Elena de La Souchère ». Cité.

²⁷⁰ C'est Simone de Beauvoir qui l'aurait contactée pour les *Temps modernes*, et lui aurait fait ensuite rencontrer Jean-Paul Sartre (« une collaboration de douze années magnifique ») [entretien avec E. de La Souchère].

²⁷¹ ²⁷¹ Juan Goytisolo, op. cité.

²⁷² Pour autant, E. de La Souchère témoignait d'un *a priori* favorable vis-à-vis de la révolution cubaine. Selon P. TETART, qui cite un article publié dans *France-Observateur* du 21 mai 1959, « elle présente la révolution cubaine comme un possible électrochoc démocrate pour le monde hispanique » [E. de La Souchère. « Espagne : la liberté viendra-t-elle de Cuba ? ». Cité in TETART, 2000 : 81].

à la demande de François Honti, qu'elle ne connaissait pas mais pour lequel elle dit avoir, après coup, « la plus grande admiration », qu'elle commence à écrire dans le *Md*²⁷³ en juin 1962. Comme dans le cas de Victor Fay, la collaboration au mensuel vient compléter celle dans d'autres titres de presse. L'arrivée de Claude Julien n'entraîne pas une diminution de sa collaboration, tout du moins la première année²⁷⁴. Pour autant, « le changement [ne m'a] pas été favorable, j'ai commencé à moins écrire. C'était très curieux, car j'étais une amie de Claude Julien²⁷⁵ ». Elle impute cet arrêt à sa critique du régime castriste : « peut-être que c'était normal... nous étions un peu rivaux [sur l'Amérique latine et Cuba] ». Elle cesse totalement de collaborer au mensuel en 1975, peu après qu'elle ait intégré les services diplomatiques de l'ambassade du Mexique en France. Collaboratrice très régulière, auteure d'une centaine d'articles de 1962 à 1975, le regard qu'elle porte sur l'action des États-Unis en Amérique latine cadre pourtant parfaitement avec la ligne éditoriale promue par Claude Julien.

« "Salvador Allende, qui, par d'autres voies, s'efforce d'obtenir la même chose." Près de dix ans ont passé depuis que « Che » Guevara inscrivit cette dédicace sur la page de garde du second tome de la Guerre de guérillas. Et aujourd'hui, après l'entrevue Allende-Alvarado à Lima le 30 novembre, après les acclamations qui ont ponctué le discours du président chilien à l'ONU et surtout après l'éclatant témoignage de solidarité donné au Chili par le président Echeverria et le peuple mexicain, on commence à comprendre que nombre d'hommes, de leaders, de gouvernements en Amérique latine s'efforcent d'atteindre par leurs propres voies au moins une partie des objectifs que la révolution cubaine s'était fixés. [...] Tous les pays d'Amérique latine ont souffert, à des degrés divers, des abus du capital américain. Aussi est-ce sur la base de ce grief commun que pourrait s'opérer le regroupement qui, seul, permettra aux nations d'Amérique latine de faire entendre leurs revendications à Washington²⁷⁶ ».

²⁷³ Elle ne connaissait pas ou très peu Micheline Paunet. Le choix des articles et des thèmes abordés était pris lors de discussion téléphonique ou sur place, quand E. de La Souchère passait au *Monde*. Le rédacteur en chef ne faisait quasiment pas de correction ni ne retouchait les articles.

²⁷⁴ Douze articles en 1973, deux en 1974, un seul en 1975.

²⁷⁵ Entretien cité.

²⁷⁶ Elena de La Souchère. « La bataille des matières premières – Vers un front commun latino-américain pour le contrôle des investissements étrangers ? ». 01.73, 9.

Il semble bien que la journaliste ait fait les frais de la volonté de renouvellement des collaborateurs extérieurs lancée par Claude Julien les premières années.

LES GRANDS REPORTERS DE L'EXPRESS : GEORGES CHAFFARD ET ÉDOUARD BILBY

La collaboration des journalistes Georges Chaffard (1928-1969) et Édouard Bailby peut être abordée conjointement, eu égard aux similitudes de leur itinéraire journalistique et l'importance de leur collaboration dans le mensuel. Leur participation se détache de celle de Victor Fay et d'Elena de La Souchère notamment par le fait qu'elle ne relève pas de la reconversion, mais s'inscrit dans des itinéraires journalistiques entièrement tournés vers l'actualité internationale – Asie du Sud-Est et Afrique pour le premier, Amérique latine pour le second. Issus l'un comme l'autre de familles de la petite bourgeoisie (« petite bourgeoisie catholique de province » pour Georges Chaffard, dans un milieu qualifié par son fils de « très patriotique, très résistant » ; fils de médecin catholique, classé à droite par Édouard Bailby), ils témoignent très jeune de leur volonté d'échapper à un milieu d'origine perçu comme étiqué.

Né en 1929, Édouard Bailby quitte la France pour le Brésil sur un coup de tête, à l'âge de 19 ans²⁷⁷. Il est alors au lycée Louis le Grand, où il excelle « en langues (anglais, espagnol) et en histoire²⁷⁸ ». Il reste finalement quinze ans au Brésil, durant lesquelles il poursuit des études supérieures (en journalisme et en littérature) puis entame une carrière de journaliste dans plusieurs titres de presse classés à gauche, notamment au quotidien *Ultima Hora*²⁷⁹. En 1963, un coup d'État militaire le surprend alors qu'il est en vacances en France, compromettant toute possibilité de retour immédiat, lui qui est connu comme

²⁷⁷ À cet égard, on peut rapprocher l'itinéraire d'Édouard Bailby de celui de Gunter Holzmann, émigré allemand en Bolivie qui permet, par le don de un million de dollars qu'il donne au mensuel en 1995, de lancer le processus de filialisation du journal.

²⁷⁸ Édouard Bailby. 2008. *Samambaia – Aventures latino-américaines*. Paris : L'Harmattan. P. 19.

²⁷⁹ « [...] Quand j'ai quitté la France, j'étais étudiant, lycéen, à Louis le Grand, je n'avais aucun contact dans la presse. Mais au Brésil, j'avais travaillé, j'avais collaboré à tous les journaux ou presque de Rio, et j'avais travaillé dans un grand quotidien, qui était la pépinière des grands journalistes brésiliens... [...] » Édouard Bailby, entretien.

journaliste progressiste²⁸⁰. Il est donc contraint de trouver du travail en France, où il n'a que peu de contact avec le milieu journalistique parisien.

« Alors j'avais juste un contact, à *Europe 1*, parce que j'y avais fait deux ou trois reportages, et puis... je ne sais plus qui aussi, Claude Estier²⁸¹... Alors, il fallait que je trouve du travail. J'étais logé chez mes parents, il n'y avait pas de problème de ce côté-là, et au début je faisais des traductions. Et puis... Un jour Leroy [son contact à Europe 1] me dit "écoute, je vais te présenter à André Fontaine, du *Monde*. Il est rédacteur en chef... Et puis je crois que celui qui s'occupe de l'Amérique latine quitte le journal. T'arrive du Brésil : c'est l'idéal." Je sais couramment le portugais, je parle très bien l'espagnol... Alors, j'ai vu André Fontaine, qui m'a reçu très aimablement. Je lui raconte mon histoire, et il me dit "eh bien c'est exact... [Jacques] Grignon-Dumoulin s'en va, et la place est libre. Alors vous allez faire un stage. Pour voir, si ça marche. Et si ça marche, eh bien, vous restez ici."

Le stage se déroule correctement, mais Marcel Niedergang, spécialiste de l'Amérique latine, ancien rédacteur au *Monde* parti quelques années à *France-Soir*, souhaite revenir rue des Italiens. Sans perspective d'embauche, Édouard Bailby rentre finalement à *l'Express* par l'intermédiaire d'André Fontaine, gêné de ne pas avoir pu tenir son engagement vis-à-vis du jeune journaliste. Il a eu entre-temps l'occasion de rencontrer le rédacteur en chef du *Md*.

[...] Et quand j'étais au *Monde*, probablement un jour, François Honti [...] a dû venir, je ne sais plus, à la rédaction, pour un cocktail... Et puis j'ai l'impression qu'on lui a dit : "Bailby vient d'épouser une hongroise". Alors il est venu me parler... Alors c'est un peu... C'est loin, ça... Et... très aimable, on a parlé, il m'a raconté qu'il était diplomate, etc., qu'il dirigeait le *Monde diplomatique*. Et à l'époque en effet il n'y avait que les rédacteurs du *Monde* qui écrivait dans le *Monde diplomatique*. C'était un journal pour les ambassades, pour le quai d'Orsay, qui n'avait pas beaucoup de diffusion. Mais quand même, François Honti s'est intéressé à ma personne, à mon expérience au Brésil, en Amérique latine... Il m'a dit : "Vous ne voulez pas écrire des articles pour nous ?" Je lui ai dit : avec plaisir... [...] Donc après

²⁸⁰ « [...] À une époque j'étais pratiquement le chef de rédaction d'un hebdomadaire de gauche qui publiait des articles de gens de toutes les gauches... Chrétiens de gauche, socialistes, sociaux-démocrates, communistes, extrême-gauche... [...] ». Entretien cité.

²⁸¹ Rédacteur au *Monde* de 1955 à 1958, puis à *France-Observateur*.

François Honti, tous les mois me téléphonait, ou j'allais voir, ou il me téléphonait : "Ah, est-ce que vous n'auriez pas un papier possible sur tel sujet ou est-ce que vous avez un sujet à me proposer ?". Alors tous les mois j'écrivais un grand papier, pas trop grand... [...] Et puis est arrivé Claude Julien. François Honti m'a présenté à Claude Julien...

À la différence de Victor Fay, de Heinz Abosch ou d'Elena de La Souchère, Édouard Bailby fait partie des journalistes extérieurs à la rédaction qui poursuivent leur collaboration après l'arrivée de Claude Julien. Dans le détail, on observe que cette participation se restreint considérablement dans les années 1970. Édouard Bailby subit lui aussi, quoique dans une moindre mesure, le tournant opéré par le nouveau rédacteur en chef à son arrivée.

Les débuts de la collaboration de Georges Chaffard au *Md* coïncident avec son entrée au *Monde*, où il travaille de 1956 à 1959. Né à Montréal-la-Cluse (Ain) en 1928, dans une famille de la bourgeoisie locale, il effectue sa scolarité dans un collège de Jésuites, en Isère ; il passe une première fois son bac, le rate. Il s'engage alors (vers 1948-1948) pour cinq ans dans l'armée et part en Indochine. Toujours militaire, il passe son baccalauréat à Saïgon. Il en revient visiblement écœuré par le rôle de la France. Il entame des études de droit et commence parallèlement à travailler dans la presse. De 1956 à 1959, il est embauché au *Monde*, au service Outre-mer ; en 1957, il reçoit le prix Pierre Mille du meilleur reportage Outre-mer. Son souhait d'obtenir un congé temporaire pour rédiger un livre sur le conflit indochinois ayant été refusé par le quotidien, il le quitte et rejoint, par la suite, *Combat*. Il s'y occupe de la rubrique militaire jusqu'à la fin de la guerre d'Algérie. Il devient, en 1963, le rédacteur en chef de *La Vie africaine*, journal dont il était l'initiateur et qui, comme son nom l'indique, était tourné vers les pays africains. Il est embauché ensuite comme grand reporter à *l'Express*, tout en continuant à collaborer au *Nouvel Observateur* et au *Monde*. Peu avant son décès accidentel, en 1969, il venait d'être embauché sur la deuxième chaîne. À la même époque, il travaillait également à un livre sur Jacques Foccart et un autre sur la France libre.

Selon son fils, il n'aurait pas eu d'engagement politique partisan. Robert Gauthier, dans le compte rendu de lecture laudateur qu'il fait de son livre *Indochine, dix ans d'indépendance* (03.64, 3), le qualifie de « franc-tireur idéologique ». Jacques Vergès le voyait, quelques

décennies après sa mort, comme un progressiste, un « catho de gauche ». Au *Monde*, il aurait été proche de Jean Lacouture – bien que moins à gauche que lui – de Philippe Decraene et de Philippe Devillers. Laurent Chaffard le présente « plutôt comme un centriste de gauche... À une époque où l'intelligentsia était très marxiste ; pas très éloigné de Michel Rocard [qui aurait assisté à la messe prononcée lors de son décès, sans que cela soit assuré], de la troisième gauche, mais sans être militant pour autant ».

Saluant la parution du premier tome son principal ouvrage, *Les carnets secrets de la décolonisation*, Robert Gauthier décrivait ainsi, dans les colonnes du mensuel, le parcours de son ancien collègue : « [...] depuis une quinzaine d'années, Chaffard mène à travers l'ancien "Empire français" une existence vagabonde. Ce "flâneur salarié" a ainsi pris une connaissance directe des hommes, des problèmes, des terrains [...]»²⁸². Cette connaissance, le journaliste la met à profit pour décrire minutieusement plusieurs « affaires » liées au processus de décolonisation en Indochine (chute de Dien Bien Phu), au Maghreb et en Afrique subsaharienne. Ce livre est à l'image des articles publiés durant dix ans par Georges Chaffard dans le *Md*, où un important travail d'investigation est mis au service d'une analyse précise, fine et se voulant la plus objective possible des événements décrits. Le journaliste livre en particulier un constat très pessimiste sur les tentatives révolutionnaires menées par les dirigeants communistes – Kwame N'Krumah, Ruben Um Nyobé, Osendé Afana – en Afrique. En témoigne les lignes qu'il consacre à l'échec sans gloire d'un jeune intellectuel camerounais dans le second tome de ses *Carnets secrets de la décolonisation*.

« [...] Osendé Afana, docteur ès sciences économiques, auteur d'un ouvrage théorique sur *l'Economie de l'Ouest africain*²⁸³, soutient depuis longtemps que le combat révolutionnaire doit être mené dans le pays même, au milieu des populations, et de préférence à partir des régions les plus déshérités. Payant d'exemple, il a franchi clandestinement la frontière début 1965, venant du Congo-Brazaville dont le régime ami, bien que menacé, fournit aux maquis camerounais des armes et quelques subsides.

²⁸² Robert Gauthier, « Un ouvrage de Georges Chaffard – "Les carnets secrets de la décolonisation" », 05.65, 5. Georges Chaffard. 1965 (tome 1) et 1967 (tome 2). *Les carnets secrets de la décolonisation*. Paris : Calmann-Lévy. 352 p. et 446 p.

²⁸³ Publié chez Maspero en 1966.

[...] [Mais pour O. Afana], les combattants révolutionnaires ont trop négligé jusqu'à maintenant, le travail d'éducation sociale et politique des masses rurales. [...] Il s'est installé dans le département sous-peuplé et sous-administré de Boumba-N'goko, que le gouvernement fédéral [du Cameroun] semble abandonner à lui-même [...]. Avec une équipe de militants, Osendé visite les villages, exhorte les paysans à construire eux-mêmes des écoles, donne aux malades des soins élémentaires, enseigne des rudiments d'économie aux cultivateurs [...]. Mais le Cameroun qu'il retrouve après des années d'absence n'est pas celui dont il rêvait au Quartier latin ou à la faculté de Droit de Toulouse, ni celui qu'on décrit dans les conférences révolutionnaires afro-asiatiques. La population est méfiante envers ces "étrangers", et peu disposée à encourir les représailles des forces de l'ordre. Osendé et ses camarades sont rapidement dénoncés aux autorités camerounaises. [...] Le 5 mars, le maquis est encerclé. Osendé [...] réussit à s'échapper. Mais cet intellectuel mal adapté à la vie de brousse perd en courant ses deux paires de lunettes et ses sandales. Il erre dans la forêt [puis est exécuté par une patrouille]. Ainsi périt, entre le 10 et le 15 mars 1966, Osendé Afana, docteur en économie politique, qui croyait à la révolution camerounaise et pensait qu'un intellectuel doit payer d'exemple [...]»²⁸⁴.

Il faut replacer dans son contexte un tel regard sur le « calcul chimérique²⁸⁵ » des dirigeants d'extrême gauche africains. Critique lucide de ces militants qui « crurent venue, pour leur peuple, l'heure de la Révolution²⁸⁶ », Georges Chaffard émet dans ses ouvrages – et, plus particulièrement, dans le tome 2 – une critique certes de gauche, mais non marxiste, de l'échec des révolutions africaines, bien avant les remises en cause opérées par Gérard Chaliand ou Jean-Claude Guillebaud dans les années 1970.

SECTION 4 – POLITIQUES DE LA DENONCIATION. FRANÇOIS HONTI, MICHELINE PAUNET, CLAUDE JULIEN

Les journalistes du *Monde* et les collaborateurs extérieurs qui écrivaient dans le mensuel des années 1960 et 1970 adoptaient, vis-à-vis de l'actualité internationale, un point de vue qui, s'il pouvait être critique, reposait sur une grande capacité

²⁸⁴ Georges Chaffard. 1967. *Les Carnets secrets...*, op. cit. P. 345-347.

²⁸⁵ *Ibid.*, p. 347.

²⁸⁶ *Ibid.*, texte de présentation de l'ouvrage figurant en 4^{ème} de couverture.

d'expertise. Mais que ce soit sous la figure de l'ancien exilé converti au journalisme ou dans celle du « grand reporter », ils décrivaient et décripait l'actualité internationale d'un point de vue dégagé de toute approche partisane. On va tourner à présent le regard vers les trois permanents qui, de 1954 à 1990, impriment durablement leur marque sur le mensuel : François Honti à nouveau, en abordant cette fois la posture morale que l'ancien diplomate adopte vis-à-vis des « grandes puissances » de l'Est et de l'Ouest. Micheline Paunet, en étudiant concrètement comment s'opère, au travers des livres qu'elle chronique presque mensuellement, le changement de perspective à l'égard des institutions internationales. Claude Julien enfin, à travers notamment l'analyse des ouvrages qu'il a écrit dans la décennie soixante, qui tous portent sur le rôle des Etats-Unis dans les relations internationales. Ces trois journalistes investissent autant qu'ils produisent, chacun dans leur domaine (les relations Est-Ouest, l'inégalité Nord-Sud, la puissance américaine), ce que l'on peut nommer, à la suite de L. BOLTANSKI [1990], des systèmes de dénonciation. Face à une situation perçue comme injuste, ils déploient dans leurs articles un ensemble de chaîne de causalité mettant en relation plusieurs actants (« les États-Unis », « la Banque mondiale », « le tiers-monde », etc.) dont certains font l'objet d'une mise en accusation, et d'autres d'une défense publique.

§I – FRANÇOIS HONTI : POUR L'ONU, CONTRE LA « POLITIQUE DE PUISSANCE »

On a quitté François Honti aux débuts du journal, alors que son activité rédactionnelle se cantonnait à deux catégories d'articles : les comptes rendus de lecture (souvent signé de ses initiales) et de nombreuses brèves qui, bien qu'anonymes, peuvent vraisemblablement lui être imputées. À partir de septembre 1959 apparaît, en première page, un article signé de son nom qui, rapidement, prit les traits d'un éditorial. Ce sont ces textes qui vont servir de porte d'entrée pour décrire concrètement les positionnements du rédacteur en chef et du mensuel, vis-à-vis d'une actualité internationale qui servait de trame aux articles publiés dans le *Md.* Après avoir décrit les enjeux méthodologiques d'une telle approche, on insistera sur la « posture rhétorique » [KACIAF, 2000] privilégiée dans les textes de François Honti : celle du moraliste, qui formule explicitement un jugement s'appuyant sur un substrat de valeurs

présentées comme universelles, « supposées partagées par le public » [KACIAF, 2000 : 79]. Face aux crises politiques à répétition entre l'URSS et les États-Unis, aux menaces de guerre atomique et à l'interventionnisme répété des deux « grands » dans leur pré carré respectif, l'ancien diplomate quitta ses habits de cérémonie pour adopter un ton moralisateur, où les appels au « droit », à la « raison » et à l'ONU revenaient fréquemment.

Comme l'ont souligné plusieurs travaux²⁸⁷, l'éditorial s'inscrit explicitement dans un journalisme de commentaire. Sans retracer ici l'histoire d'un genre institué de longue date, plusieurs études ont montré qu'il participe historiquement, en France, d'une logique de sectorisation du réel (entre le social, le culturel, l'économique...) et, plus précisément, de cantonnement des prises de position politiques dans un espace visible et identifiable²⁸⁸. Ainsi, paradoxalement, la présence d'un espace délibérément consacré à la politique peut s'inscrire, dans un titre de presse, dans une logique de dépolitisation²⁸⁹. Ce ne fut néanmoins pas le cas des articles de François Honti et, plus généralement, du *Md* lui-même au cours des années soixante. La présence d'un éditorial, qui rompait avec la posture légaliste adoptée dans le journal à ses débuts, manifestait plutôt une volonté d'influer, même modestement, sur le cours des choses internationales, et non plus d'en être le simple spectateur.

Méthode et terrains

Qu'il soit l'expression d'une individualité (journaliste, chercheur, écrivain, essayiste...) ou d'une collectivité (le journal lui-même), l'éditorial se caractérise, parmi les autres genres journalistiques, au moins de cinq manières. Il relève tout d'abord d'une « rhétorique de l'aval » [RUELLAN, 2007], c'est-à-dire d'une forme de journalisme qui procède de l'analyse (à froid ou à chaud), soucieuse notamment « [...] de distance, de quête du sens, de rationalisation et d'expertise [...] » [NEVEU, 1993 : 10]. Il peut, sans que son auteur puisse se voir reprocher une faute journalistique (la non-séparation des faits et des commentaires, *facts and values*), dire le bien et le mal, prescrire des conduites à tenir, louer ou blâmer des actions. C'est aussi un genre qui autorise, voire ne nécessite qu'un rapport inexistant ou, du moins, très

²⁸⁷ RUELLAN, 2007 ; NEVEU, 1993 ; RIUTORT, 1996 ; et, surtout, KACIAF, 2000, dont on s'inspire longuement ici.

²⁸⁸ Cette dimension fait l'objet des travaux de S. LEVEQUE [2000] et, surtout, de N. KACIAF [2005]

²⁸⁹ Comme c'est le cas, au début du 21^e siècle, dans les titres de presse non payante.

distancié avec les sources habituelles du journalisme politique. Il se singularise également « par le statut du locuteur » [NEVEU, 1993 : 20], qui appartient systématiquement à la hiérarchie du journal ou, s'il lui est extérieur, dispose d'une légitimité (intellectuelle, artistique, politique...) à intervenir publiquement. Enfin, il occupe dans la presse écrite une place valorisée, quoique de plus en plus menacée.

Ces caractéristiques, qui mêlent aspects formels et sociaux, ont été identifiées à partir de terrains précis : les éditorialistes français de la fin des années 1990, intervenant soit dans la presse quotidienne nationale, soit dans des hebdomadaires, soit sur des chaînes de radio et de télévision nationales. Afin d'en évaluer la pertinence sur un terrain tel que les éditoriaux produits dans le *Md*, on peut s'appuyer sur le travail de N. KACIAF sur les éditorialistes français [KACIAF, 2000 : 83 *sq.*]. Celui-ci distingue tout d'abord quatre postures rhétoriques couvrant le spectre des pratiques de cette élite journalistique, en France. En reprenant le vocabulaire de B. Latour il est possible, en filant la métaphore, de qualifier ce spectre de « froid », « tiède », « chaud » et « brûlant », selon la posture adoptée par le journaliste. À l'éditorialiste « expert » (ou « spécialiste ») correspond une « rhétorique de l'impartialité » [RIUTORT, 1996 : 67]. L'éditorialiste spécialiste porte moins un jugement fondé en valeur qu'il ne décode « les coups échangés par des acteurs sociaux en compétition, [...] apporte des éclaircissements juridiques et tactiques, [...] estime la rationalité des stratégies mises en place sans les juger moralement, [...] conseille les protagonistes de l'actualité sur leurs actions à venir, [...] anticipe les conséquences ou les suites probables de ce qui est advenu » [KACIAF, 2000 : 77]. Le point de vue adopté est celui de l'expert qui, de manière paradigmatique, fonde son analyse sur une vision panoptique des actions et des êtres. Si un jugement doit être porté, c'est sur la stratégie et les tactiques employés par chacun des protagonistes des événements commentés. Dans le cadre de la guerre froide, la théorie des jeux incarne assez bien une telle grille de lecture, appliquant sa froide rationalité aux échanges et pressions militaires exercées par chacun des deux « Grands ». À la différence de l'expert, l'éditorialiste « pédagogue » recherche moins les causes des faits interprétés que leur signification. Sa rhétorique est celle de la leçon ; elle vise par exemple à tirer d'un événement des éléments propres à édifier le lecteur sur des conduites à tenir dans le futur. L'éditorialiste peut ainsi, le cas échéant, se faire prescripteur de conduite. Avec le troisième type d'éditorialiste, le « moraliste », on franchit un nouveau degré dans la prise de position. Le journaliste « [...] utilise alors un registre normatif : le registre du *jugement*. A la différence de l'expert qui juge les actions entreprises selon leur rationalité en finalité, le moraliste juge les événements et leurs significations à partir de valeurs réputées admises comme universelles (la démocratie, la justice, la liberté, les droits de l'homme) ou à partir des attentes de l'opinion publique (l'intérêt général) [...] » [KACIAF, 2000 : 79]. Enfin, le « leader d'opinion » utiliserait de manière privilégiée une « posture de type polémique (désignation d'un anti-destinataire, affirmation de solidarité avec le destinataire, etc.) » [LOCHARD, 1996 : 89]. Il se distinguerait du « moraliste » en « situant » sa critique, c'est-à-dire en jouant le rôle « de porte-parole

d'un groupe particulier », en choisissant un camp, ou encore en « désignant précisément ses ennemis » [KACIAF, 2000 : 81].

Ce panorama des postures éditoriales peut être complété, en second lieu, par une typologie des éditoriaux eux-mêmes, reposant sur trois critères. Le premier est lié à la périodicité du titre. Plus l'éditorialiste écrit souvent, plus il serait amené à mobiliser une rhétorique de l'expertise, dégagée de considérations explicitement normatives, au profit d'une analyse des coups échangés, des stratégies employées. Inversement, l'accroissement de la durée entre chaque numéro augmenterait la fréquence des prises de position et des prescriptions. Dans le cas du *Md*, l'écart important entre la publication de chaque numéro serait ainsi l'une des sources potentielles des prises de position des éditorialistes successifs. Le deuxième porte sur le ou les publics visés : les éditoriaux ayant paru dans des médias à vocation catégorielle, politique, confessionnelle, professionnelle, s'inscriraient plus dans des rhétoriques normatives. À l'inverse, « plus le public visé est large, moins le discours sera prescriptif ». On retrouve ici une idée centrale des études sur la « dépolitisation » de la presse, celle que l'inclusion d'un nombre important de lecteurs implique, de la part des rédacteurs, la mise au ban des conflits ou des prises de position politiques²⁹⁰, susceptibles de cliver – et de faire fuir – les publics. Or, le *Md* des années cinquante et début soixante était (en toute logique diplomatique) dépourvu d'éditorial. Enfin, le troisième critère repose sur la division du travail de production des textes éditoriaux. L'éditorial s'inscrit dans des rhétoriques différentes selon que son rédacteur est un journaliste spécialisé sur le thème traité ou qu'il occupe une position hiérarchique élevée. Dans le premier cas, la posture rhétorique adoptée est souvent celle de l'expert ou du pédagogue. Elle fut illustrée exemplairement, durant plus de cinquante ans, par le « Bulletin de l'étranger », éditorial non signé paraissant en page une du *Monde*²⁹¹. On observe le second, dont la dimension normative est plus marquée, dans les articles de Sirius – pseudonyme d'Hubert Beuve-Méry –, mais dans également dans ceux de François Honti, de Claude Julien, d'Ignacio Ramonet et, aujourd'hui,

²⁹⁰ Ce point est détaillé dans les chapitres 5 et 7.

²⁹¹ Édouard Sablier en a présenté l'architecture rhétorique, la « "grille" » :

« 1. Aujourd'hui : ou bien hier, ou demain, le mois prochain, etc. Il suffisait de quelques lignes pour situer l'événement dans le temps.

2. À première vue : cela, c'était le commentaire que venaient de faire votre concierge, le chauffeur de taxi [...]. Le Monde étant un journal sérieux, il convenait de mettre au point ces idées exprimées a priori, d'où :

3. En réalité : Le paragraphe était rigoureusement le contraire du précédent. [...]

4. Dans ces conditions, de deux choses l'une : ou bien...

5. Ou bien...

6. De toute façon...

Il ne restait plus alors qu'à rédiger en toute quiétude le septième et dernier paragraphe, pour donner une conclusion. Il convenait de terminer par un adage, adapté aux latitudes où se déroulait l'événement, soit par une citation littéraire ou politique. » [SABLIER, 1984 : 19-20].

de Serge Halimi : « [...] plus l'éditorialiste est un spécialiste des questions traités, plus il adoptera une posture d'expert. Les directeurs seront, au contraire, amenés le plus souvent à commenter l'événement en fonction des valeurs générales du journal, c'est-à-dire à adopter des postures de moraliste ou de leader d'opinion. [...] » [KACIAF, 2000 : 84].

Que les éditoriaux écrits par François Honti durant un peu plus de treize ans s'inscrivent dans une rhétorique de l'aval ne fait guère de doute. Journaliste « assis » – par opposition au journaliste « debout », partant en reportage, contactant directement ses sources, les citant – François Honti avait en effet pour théâtre d'analyse la terre entière, abordant des événements s'étant parfois déroulés plusieurs semaines avant la parution du journal, et traitant d'objets ou d'êtres de très grande taille. Les seuls noms propres qui apparaissaient dans ses éditoriaux étaient ainsi ceux des pays, des chefs d'État ou, parfois, de certains ministres des Affaires étrangères. Soumis à un éloignement considérable de l'actualité internationale immédiate (il n'écrivait, rappelons-le, que douze éditoriaux par an); écarté, de part sa position marginale, des sources potentielles du journalisme politique des années 1960 (ministère des Affaires étrangères et, plus encore, organisations internationales), ses textes étaient contraints tout d'abord soit à une surenchère prospective, soit à une mise en perspective historique considérable. Comment commenter ce qui avait déjà fait l'objet de maintes analyses, éditoriaux et articles dans d'autres titres de presse²⁹² ? La plupart des numéros de janvier donnait lieu à la publication d'un éditorial dans lequel François Honti proposait, « en scrutant l'horizon²⁹³ », un vaste panorama prospectif des enjeux internationaux.

« Si au seuil de la nouvelle année on s'interroge aujourd'hui sur ce que nous réservent les douze mois à venir dans le domaine de la politique internationale, c'est évidemment avant tout la guerre du Vietnam qui retient l'attention. [...]. Les événements des prochaines semaines nous permettront sans doute d'être mieux

²⁹² Ce dont témoignait l'usage fréquent de tournures de phrase telles que « on le sait » (04.61, 07.61, 08.61), « on n'a pas pu en effet ne pas être frappé par » (09.61, « Il n'a en effet échappé à aucun observateur » (12.62), « [...] nombre d'observateurs n'ont pas caché leur scepticisme à l'occasion de [...] » (06.63), « [...] certains ont cru voir dans ses paroles [...] » (07.63), etc.

²⁹³ Titre de l'éditorial du 01.71, I.

renseignés sur cette question capitale : nous verrons alors si nous nous trouvons devant la perspective d'un retour à la paix ou d'une nouvelle aggravation de la guerre. [...] » (01.66)

« Lorsque, au début de la nouvelle année, on scrute l'histoire pour essayer de prévoir dans les grandes lignes ce qui nous attend en 1967, c'est encore, comme l'an dernier, la guerre du Vietnam qui retient en premier lieu l'attention : aujourd'hui, comme alors, elle continue à obscurcir les perspectives d'avenir. [...] » (01.67)

« La guerre se poursuit au Vietnam avec une violence accrue sans qu'on puisse entrevoir le moment où les adversaires, suspendant les combats, commenceront à négocier. [...] » (03.68)

« Une nouvelle année commence et nul, certes, ne saurait prédire les événements qui se produiront au cours des douze mois à venir. Nous pouvons tout au plus supputer l'avenir en nous fondant sur les faits du passé et sur l'expérience que nous en avons tirée. Cette méthode, la seule dont nous disposons, ne nous permet guère aujourd'hui de nous abandonner à un optimisme rassurant, du moins quant au futur proche. [...] » (01.69)

« Que nous apportera 1970 sur le plan international ? Même à l'époque des ordinateurs, nul ne saurait donner une réponse sûre à celui qui souhaiterait connaître à l'avance tout ce qui se produira dans les douze prochains mois. Ce que nous savons du passé et du présent ne nous permet que de fragiles supputations, toujours sujettes à caution. Souvent les plus grands événements, et les plus décisifs, sont les plus difficiles à prévoir. [...] » (01.70)

Comme l'illustrent ces extraits, cet exercice formel n'échappait pas toujours aux banalités ou aux truismes : les prévisions sont toujours difficiles, surtout quand elles concernent l'avenir... De fait, à la différence de ses collègues du service étranger, l'ancien diplomate pouvait difficilement inscrire ses éditoriaux dans une perspective experte, en mobilisant par exemple ses connaissances du terrain ou des sources précises. André Fontaine, l'une des figures les plus (re)connues du *Monde* pour ses articles sur la guerre froide, se livrait d'ailleurs à un tel exercice en début d'année²⁹⁴. En outre, malgré une

²⁹⁴ Ces panoramas des événements politiques internationaux s'étaient souvent sur plusieurs pages. Leur titre reflétait bien la perspective adoptée : « L'année 1962 a sensiblement modifié le visage du monde » (01.61, I) ; « Malgré l'aggravation de la guerre du Vietnam – L'année 1966 a vu la tension sino-soviétique prendre de plus en plus le pas sur la rivalité russo-américaine » (01.67, I) ; « Année du premier débarquement sur la lune – 1969 a vu s'amorcer une série de négociations sans que la fin des grands conflits soit proches » (01.70, I). Sur 35 articles écrits par André

tentative avortée avec la rubrique « Echos » à la fin des années 1950, ses textes ne relevaient pas de logiques d'annonces ou de commentaires « à chaud » de l'actualité. La plupart revenaient sur un événement érigé en fait marquant ou représentatif des relations entre États et, plus particulièrement, entre les États-Unis et l'URSS. À la difficulté d'anticiper les événements internationaux, s'ajoutait enfin le fait que les analyses proposées devaient rester valides durant un, voire plusieurs mois, dans le cas d'abonnement ou de vente à l'étranger. De là résultaient l'extrême prudence des formulations²⁹⁵, la présence régulière de verbes de probabilité²⁹⁶ ou de phrases interrogatives²⁹⁷.

Confronté à la difficulté d'anticiper les événements internationaux, François Honti utilisait un deuxième registre afin de les mettre en perspective : la pédagogie. Celle-ci se manifestait tout d'abord par un usage régulier de la description, l'éditorialiste présentant les décisions et les prises de position des différents États (États-Unis, URSS, Chine, Inde, France...) ou de responsables politiques, rappelant la succession des événements passés, les succès ou les échecs des uns et des autres. Ce registre reflétait souvent la posture legaliste endossée par l'ancien diplomate dans les premières années du mensuel : dans ces passages, François Honti évitait les prises de position, pour s'en tenir à une description fidèle, parfois presque sans relief critique, d'une actualité souvent lointaine et dont les enjeux, les

Fontaine de 08.54 à 01.73, 20 sont de ce type ; à partir de 01.63, le chef du service étranger n'écrit même plus que cela.

²⁹⁵ Ses articles étaient constamment ponctués de doubles négations, de verbes de probabilité, de formules telles que « à bien des égards », «

²⁹⁶ À titre d'exemple, pour l'année 1964 : « [...] Quand on se demande quel est l'objectif principal de la mission du président du conseil chinois sur le continent noir, la première hypothèse qui vient à l'esprit est [...] » ; « [...] Quel que soit le sort de ces projets [...] » (« La diplomatie chinoise à l'œuvre », 01.64) ; « Parmi les grands événements politiques de notre temps, aucun peut-être ne paraîtra plus important aux générations futures que la création de la force d'intervention des Nations unies et son action en vue du maintien de la paix [...] » (« "Casques bleus" et souveraineté des États », 04.64) ; « Il est encore trop tôt pour prévoir le résultat final des élections primaires et des conventions d'État du parti républicain [...] » ; « [...] C'est bien là, semble-t-il, que se trouve l'explication [...] » (« Les limites de la force », 07.64)

²⁹⁷ « [...] Où le prince Souphannouvong et ceux qui tirent les ficelles derrière lui veulent-ils en venir ? Ignorent-ils qu'ils risquent de provoquer l'intervention militaire des États-Unis [...] ? » (« Nuages à l'horizon », 05.63, 1) ; « [...] Que penser de cette attitude du gouvernement américain ? [...] » (« D'escalade en escalade, 12.65, 1) ; « La nouvelle offensive de paix déclenchée par les États-Unis à l'Assemblée générale de l'O.N.U. a-t-elle plus de chance d'aboutir que les précédentes ? [...] Il est difficile de le savoir à l'heure qu'il est. [...] » (« Paix au Vietnam ? », 10.66, 1).

noms et les dates n'étaient plus à la une des quotidiens depuis plusieurs semaines²⁹⁸. Avec la description, le recours à l'histoire proche ou lointaine constituait l'autre angle analytique mobilisé dans ses éditoriaux. Proche du récit historique, ces derniers offraient ainsi de longs développements à l'imparfait ou au passé simple sur l'histoire de l'espionnage, les succès et les échecs du général de Gaulle ou encore la zone d'influence soviétique après la guerre²⁹⁹.

Mais cet aspect pédagogique, s'il prenait un aspect central dans la plupart de ses textes, était tout entier mis au service d'un seul objectif, d'une seule vocation : la moralisation des relations internationales. Le journal des « cercles diplomatiques » de la fin des années 1950 prétendait aborder l'actualité internationale *via* une perspective professionnelle, presque corporatiste : celle des diplomates. Les prises de position s'exerçaient donc à partir d'une arène idéale, qu'incarrait par exemple l'Académie diplomatique internationale, où chaque ambassadeur venait discuter du cours des affaires de son pays dans un espace neutre, ou qu'aurait voulu être le *Md*. On a vu néanmoins que, pour plusieurs raisons – au premier rang desquelles la place croissante prise par les rédacteurs du *Monde* dans les colonnes du mensuel, mais aussi la conception dépassée du rôle du diplomate qui présidait à cette vision des relations internationales –, François Honti avait peu à peu abandonné cet angle d'approche. Si l'on suit le répertoire de postures proposé par N. KACIAE, en l'absence d'un « point de vue de Sirius » propre au monde des ambassadeurs, et dépourvu des ressources nécessaires à

²⁹⁸ On peut citer à titre de trop court exemple – mais l'exposé de François Honti s'étire sur plusieurs paragraphes – cette citation d'un éditorial sur le coup d'État en Grèce : « [...] C'est dans cette situation très spéciale qu'il faut chercher la raison profonde de la crise actuelle. Son point de départ direct a été la démission de M. Georges Papandréou [...]. Cette démission a été arrachée par le roi Constantin sous le prétexte que l'affaire de l'Aspida, à laquelle était mêlé le nom de son fils, ne l'habilitait pas à prendre la direction du ministère de la défense. En fait, désireux de maintenir l'armée sous son autorité, le roi entendait empêcher qu'elle ne tombe sous l'influence de M. Papandréou [...]. À partir de ce moment la crise est ouverte. Au Parlement, les chefs de gouvernement désignés par le roi ne parviennent pas à obtenir une majorité sûre ; les partisans de M. Papandréou ne paraissent pas se résigner et les manifestations de protestation se succèdent dans les rues. [...] Mis en tutelle, le roi sent son autorité menacée le jour où la junte annonce pour le 15 décembre la promulgation d'une nouvelle constitution qui limitera les droits du souverain. [...] » etc. (« Crise en Grèce », 01.68, 1).

²⁹⁹ Respectivement dans les éditoriaux du 02.68 (« La leçon du Pueblo »), du 06.68 (« Après le reflux ») et du 05.68 (« Du nouveau à l'Est »).

l'approche experte telle qu'elle pouvait être développée par les journalistes du service étranger, la publication régulière d'un éditorial impliquait de la part de l'ancien diplomate l'utilisation d'un registre normatif et, plus précisément, l'investissement dans une posture morale. Celle-ci s'appuyait sur quatre éléments, formant le socle archimédien qui permettait à l'ancien diplomate de juger l'action des grandes puissances.

François Honti établissait tout d'abord un principe d'équivalence entre les politiques étrangères des deux « Super Grands » (04.68, I). Si l'équation États-Unis = URSS et la volonté de promouvoir un modèle alternatif (les Nations unies ou l'Europe) entraient en résonance avec les analyses d'Hubert Beuve-Méry dans le *Monde*³⁰⁰, elle pouvait surprendre sous la plume d'un réfugié, exclu de son pays et de sa nationalité par les communistes. Elle prenait néanmoins son sens dans un double contexte. François Honti ne traitait tout d'abord que des relations interétatiques, dans une perspective « stato-centrée³⁰¹ » qui laissait la plupart du temps dans l'ombre les situations nationales. Que le bloc socialiste soit composé de régimes autoritaires voire totalitaires ne faisait guère de doute pour l'ancien apatride, même si ces critiques relevant de la politique intérieure demeuraient rares ou allusives³⁰². Peu importait cependant la nature des régimes, car l'ancien consul maintenait une stricte observance du principe de non-ingérence en politique intérieure. À l'inverse, il s'autorisait les critiques les plus fermes à l'égard de l'interventionnisme des « Deux Grands ». Or, de ce point de vue, la « politique américaine » (perçue comme un tout cohérent) était loin d'être présentée comme vertueuse, que ce soit au Vietnam – point de fixation des critiques de l'ancien diplomates – ou à l'ONU, vis-à-vis de la Chine populaire notamment.

³⁰⁰ Sur les prises de positions du fondateur du *Monde*, voir l'analyse de contenu de B. REMOND, 1990.

³⁰¹ Pour une analyse critique de cette perspective, appliquée à l'école réaliste d'analyse des relations internationales, voir DEVIN, 2002 : 11 *sq.*

³⁰² La possibilité, émise par Nikita Khrouchtchev, que le siège de l'ONU soit transféré en URSS est ainsi fermement repoussé en 1960 (« [...] comment la grande Organisation mondiale pourrait-elle se sentir à l'aise là où toute controverse sur les politiques du gouvernement est considérée comme criminelle [...] ? [...] » (« Il n'y a pas de site idéal pour les Nations unies », 10.60), et le risque de voir basculer Berlin-Ouest du côté socialiste est assimilé à un « nouveau Munich » (07.61, I), ce qui sous-entendait une équivalence URSS/Allemagne hitlérienne.

Entre mars et décembre 1965, F. Honti livrait ainsi cinq éditoriaux très fermes à l'égard de l'intervention américaine au Vietnam. En poursuivant cette « guerre absurde », les États-Unis « [...] s'exposent à être taxés de néocolonialistes et se trouveraient moralement en mauvaise posture au cas où elle devrait s'étendre vers le Nord. [...] » (03.65, 1). Mais si l'éditorialiste comparait l'intervention américaine à Saint-Domingue à la répression de 1956 en Hongrie (« De Budapest à Saint-Domingue », 06.65, 1), c'est surtout l'éditorial du 05.65 (« Vingt ans après la capitulation hitlérienne – réflexions sur une défaite ») qui frappe par son jusqu'au-boutisme. Malgré ses dénégations, François Honti entendait bien, en « [rappelant] certains faits de l'histoire récente », comparer l'attaque de la Pologne en 1939 à celle du Vietnam par les États-Unis : « [...] Lorsqu'une guerre se prolonge les prévisions les mieux fondées [...] peuvent devenir caducs ; la situation qui, au départ, justifiait l'optimisme se modifie et, pris dans un engrenage irrésistible, on se voit entraîné loin des objectifs originels. Aussi est-il essentiel dans ce sanglant jeu de poker qu'est la guerre de ne point miser uniquement sur sa supériorité militaire et sur la violence qu'on peut exercer, mais il faut avoir soin de mettre de son côté le droit et la justice. [...] ». Au total, « [o]n ne peut pas ne pas être frappé par l'évolution de la politique internationale des deux puissances géantes : les États-Unis et l'URSS. D'un côté on note une agressivité croissante, combinée avec le recours aux pires méthodes de violence et de ruse, et de l'autre des efforts en vue d'aplanir les conflits et une tendance générale à veiller au maintien et à la consolidation de la paix. Cette différence saute d'autant plus aux yeux que c'est précisément la grande démocratie libérale qui paraît s'engager de plus en plus dans la voie du machiavélisme sans scrupule tandis que l'Union soviétique dictatoriale et totalitaire donne l'impression d'adopter une attitude constructive à l'égard des problèmes politiques. [...] » (« Sur la pente », 05.66, 1).

À l'inverse de l'URSS, « pays socialiste assagi » (09.65) qui, confrontée à la montée en puissance de la Chine, jouait le jeu de la « coexistence pacifique », les États-Unis étaient engagés sur plusieurs fronts constituant autant d'ingérences inacceptables aux yeux on ne peut plus légalistes de François Honti. Et le fait même que l'une des plus grandes démocraties (en taille comme en histoire) passe outre les recommandations de l'ONU constituait un scandale supplémentaire dans le contexte de la fin

de la décolonisation (au niveau interétatique³⁰³) et de l'émancipation des Noirs (au niveau de la politique intérieure³⁰⁴). C'est ici, dans cette contradiction apparente entre les valeurs américaines et leur interventionnisme militaire en Asie ou en Amérique latine, que l'on trouve formulée avec le plus de netteté une critique des États-Unis qu'endossera, dans des termes parfois très proches, un journaliste aussi différent de François Honti que Claude Julien.

Mais ce que fustigeait au fond l'ancien diplomate à longueur d'éditoriaux, c'était moins l'attitude des États-Unis en particulier qu'une « politique de puissance³⁰⁵ » dont l'arrière-plan – la possibilité d'une guerre atomique – hantait l'ancien diplomate. Si François Honti ne fit jamais sienne l'analyse néo- (ou « para- », selon l'expression de Raymond Aron) marxiste de la politique américaine, il manifesta une méfiance constante à l'égard de tous les États qui, à l'image de la France, de l'Allemagne³⁰⁶ et, au premier chef, des deux « Grands », s'engageaient dans une « politique de force » (09.68). Au Vietnam³⁰⁷ comme en Tchécoslovaquie, en Israël comme en Algérie, il ne voyait que « [...] la violence du plus fort s'exerçant

³⁰³ Ce dont témoigne à titre d'exemple ces extraits publiés pour le premier dans un numéro spécial consacré aux dix ans de Bandung et, pour le second, en 02.72 : « [...] Au reste, la vague de décolonisation qui a déferlé sur l'Afrique y a laissé intacts un certain nombre d'îlots. [...] Au Moyen-Orient, il reste toujours les protectorats britanniques de la mer Rouge [...] ; en Asie, il y a Hong Kong [...]. Mais le plus grave encore est sous ce rapport le cas du Vietnam du Sud où les États-Unis sont engagés dans une guerre considérée comme une entreprise de domination par une bonne partie de l'opinion internationale. [...] » (« Entre deux blocs », numéro spécial du 10.65, 1) ; « [...] La grosse erreur des Américains, à l'occasion de cette guerre, a été de ne pas se rendre compte que l'époque des guerres coloniales est terminée, qu'on ne peut plus, sans inconvénients, profiter de sa supériorité technologique pour réduire à la merci de petits peuples, moins riches et moins développés. [...] » (« Le commencement de la fin ? », 02.72).

³⁰⁴ « [...] Qu'on le veuille ou non, il existe aujourd'hui une opinion internationale qui juge les actes des puissances, et il serait déplorable que la politique du gouvernement de Washington, qui dans la question des Noirs d'Amérique se trouve en harmonie avec les tendances dominantes de notre temps, apparaisse comme anachronique au Vietnam. » (« La Douche américaine », 04.65, 1) ; « [...] La grande démocratie américaine se laissera-t-elle détourner de sa véritable mission dans le monde par la puissance militaire formidable dont elle s'est dotée et entraîner dans une aventure qui pour elle comme pour le monde ne pourrait avoir que des conséquences tragiques ? » (« D'escalade en escalade », 12.65, 1).

³⁰⁵ Expression que l'on retrouve notamment en 11.62, 12.64, 11.65 et 08.71.

³⁰⁶ « Politique de puissance ou réunification ? », 11.65, 1.

³⁰⁷ Qualifiée de « guerre absurde » en 03.65.

contre un faible, au service d'un égoïsme national mal compris » (*ibid.*).

Face aux « considérations de domination et d'idéologie » (02.70), François Honti plaidait en outre, inlassablement, pour une « coopération » accrue entre les nations³⁰⁸, fondée sur la « raison » (11.61) et le « désintéressement » (04.61). C'est principalement en cela qu'on peut rattacher ses articles à la posture du moraliste décrite par N. KACIAF : la constance avec laquelle il se référait à des valeurs aussi consensuelles que l'« homme, symbole de l'espèce humaine » (09.61), la « paix » (11.62), la « voix de la raison » (07.63), le « bien des peuples » (07.72) ou « l'opinion internationale » (04.65) faisait de lui un porte-voix de l'intérêt général planétaire.

« [...] Souhaitons qu'en 1961 les gouvernements et les peuples du monde se montrent un peu plus conscients des intérêts communs qui, par-dessus leurs désaccords et leur préjugés, les lient les uns aux autres ; qu'ils se rendent un peu mieux compte que chaque nation a besoin du concours des autres pour avancer dans la voie du progrès matériel et moral. Qu'ils mettent à profit enfin le répit que leur laisse l'équilibre de la terreur pour asseoir sur une base plus solide la coexistence pacifique. » (01.61)

« [...] La leçon que l'on peut en tirer confirme l'hypothèse de ceux qui pensent que l'admission du gouvernement de Pékin aux Nations unies est non seulement une question de justice, mais correspond à l'intérêt général : intégré dans l'ordre international, la Chine devra probablement s'adapter à sa nouvelle situation et aux exigences du monde actuel. [...] » (01.64)

« [...] Le destin du continent noir est loin d'être fixé et l'avenir à cet égard dépend en grande partie de l'attitude de l'Occident : une politique de coopération avec forces réellement représentatives des aspirations nationales pourrait éloigner l'Afrique de la zone de tempêtes ; une politique de puissance risque de la pousser dans la voie de la révolution. » (12.64).

« [...] Verra-t-on un jour les pays les plus puissants s'entretuer pour s'emparer des réserves de moins en moins abondantes de matières premières, des terres demeurées fertiles et des eaux préservées de la pollution ? Ou bien comprendront-ils que ces

³⁰⁸ Le mot revient notamment en conclusion des éditoriaux du 06.61, 04.61, 12.61, 06.62, 10.62, 12.64, 04.68, 10.68, 02.70, 06.72. Il fait partie du sous-titre (« Le journal de la coopération des et des grandes organisations internationales ») jusqu'en 07.70.

problèmes ne pourront être effectivement résolus que d'un commun accord, dans une étroite coopération de toutes les nations ? [...] » (02.70)

Confronté à un système international reposant sur des « principes surannés³⁰⁹ » (02.63), François Honti voyait enfin dans les Nations unies, « le frêle navire qui porte en sa coque les espérances de l'humanité³¹⁰ », l'unique moyen d'éviter les guerres et, surtout, de moraliser les relations entre les États. Défenseur inlassable de l'organisation internationale, il y trouvait le moyen de promouvoir ses conceptions pacifistes, empruntées de juridisme³¹¹, toujours formulées avec une extrême prudence. Une grande partie de son activité dans les années 1920-1930 fut orientée vers la réparation d'une injustice (le traité de Trianon) liée à la Première guerre mondiale, et il perdit tout – patrie, nationalité, et sans doute ses proches – à la suite de la seconde. On ne peut s'étonner que la perspective d'un troisième conflit planétaire, « la terrible expérience d'une guerre atomique » (03.67), obséda un homme marqué à ce point par les deux conflits mondiaux. L'ancien apatride trouvait ainsi dans l'ONU l'instrument d'une remise à plat possible des relations internationales³¹². De fait, le *Md* n'usurpait pas son sous-titre de

³⁰⁹ Exemples de déploration de l'obsolescence des politiques étrangères des grandes puissances : « Les grands problèmes de politique internationale se posent aujourd'hui en d'autres termes que naguère ; il serait temps que l'on tienne compte de ces changements avant qu'il ne soit trop tard. » (« La leçon d'un échec – Le moment est venu de normaliser les relations entre l'Est et l'Ouest », 06.60). « [...] Dans le domaine de la politique internationale, ceux qui prennent les décisions les plus importantes semblent s'inspirer de conceptions qui ne correspondent plus aux réalités actuelles ; à l'époque des fusées et des bombes thermonucléaires, ils agissent comme Metternich ou Talleyrand il y a plus d'un siècle et demi. La faiblesse même de l'Organisation des Nations unies témoigne de leur incapacité de sortir de la vieille ornière qui, à plus ou moins longue échéance, risque des les entraîner dans la guerre. » (« Bellum in terris », 06.67).

³¹⁰ « Après le Congo, l'Algérie ? », 09.60.

³¹¹ À propos de l'arrestation de diplomates français en poste en Egypte, il note ainsi que « [...] [l']histoire seule est qualifiée pour mesurer en toute impartialité la part de responsabilité de chacune des deux parties [...] ; mais on peut être sûr qu'elle jugera sévèrement l'attitude du gouvernement égyptien dans l'affaire des diplomates français. Toute action de nature à saper le fondement des normes juridiques qui limitent le règne de l'arbitraire et de la violence dans la vie internationale porte atteinte aux intérêts de tous ; une violation du droit, quels qu'aient été les calculs de ceux qui l'ont perpétrés, n'est donc en définitive profitable pour personne. » (« Un singulier procès », 02.62).

³¹² La défense de l'ONU peut être rapprochée de celle formulée, au début du 21^e siècle, par le journaliste permanent Alain Gresh : « [...] Il nous faut aussi réfléchir sur l'ordre que nous voulons. Il nous faut partir de celui fondé par les Nations unies et de sa Charte, trop souvent bafouée et dont nombre de principes sont acceptables. [Certes, ces

« journal de la coopération et des grandes organisations internationales ». L'ONU n'était en effet pas la seule structure à être au cœur de l'attention du journal. Dès le premier numéro, les organisations internationales firent l'objet d'une rubrique spécifique qui occupât, au cours des années 1960, jusqu'au quart de la pagination totale mensuelle (hors supplément). Prises en charge dès mai 1954 par une jeune secrétaire de rédaction embauchée pour l'occasion, Micheline Paunet, ces rubriques imprimèrent elles aussi durablement leur marque au mensuel.

§2 – « LE GRAND SCANDALE DE L'ÉPOQUE ». MICHELINE PAUNET ET LE TIERS-MONDE

On a décrit précédemment³¹³ l'organisation des rubriques du *Md* en mettant plus particulièrement l'accent sur les rubriques de servitude liées aux activités protocolaires des diplomates. On a vu que ces rubriques connurent un déclin régulier de leur pagination, au point de n'occuper, au début des années 1970, qu'une partie infime de chaque numéro. Le premier symbole du déclin du protocole au profit de la technicité résida dans le changement de sous-titre de juillet 1962 : le « journal des cercles diplomatiques et des grandes organisations internationales » devint dès lors celui de « la coopération internationale et des grandes organisations internationales ». Mais concrètement, l'importance accordée par exemple à la CNUCED, à la Banque mondiale, au Fonds monétaire international ou à l'Union de l'Europe occidentale se manifesta de deux manières : par une rubrique portant spécifiquement sur ces structures, et par l'importance donnée aux livres, majoritairement anglais ou américains, traitant de ces sujets.

Le mensuel comporta en effet dès sa création une rubrique de plusieurs pages portant sur l'« activité des organisations

principes n'existent que sur le papier, mais] parce que les Nations unies sont prises en otage par les grandes puissances. Mais ces principes doivent être quand même être défendus car ils se fondent sur la participation de l'ensemble des États de la planète à la définition des règles et des décisions. [...] À travers notamment les conventions des Nations unies – droits de l'enfant, droit des femmes, droits économiques et sociaux, droits d'expression – émergent des valeurs universelles qui méritent d'être défendues. [...] » [Alain Gresh et Tariq Ramadan. 2002. *L'Islam en question. Débat animé et présenté par Françoise Germain-Robin*. Paris : Actes Sud, coll. « Babel/Sindbad ». P. 209-210 et 253].

³¹³ Voir le chapitre I.

internationales », qui avaient toutes les caractéristiques du journalisme de compte rendu. La journaliste Micheline Paunet y livrait, au style indirect et sans commentaires, les décisions prises dans les différentes instances internationales.

Micheline Paunet

Journaliste entrée au *Monde* en 1954 et directement affectée à la rédaction du *Md*, Micheline Paunet n'a pas laissé beaucoup de traces dans la mémoire, pourtant fort vive, du quotidien, ni même dans celle du mensuel. Son nom apparaît pour la première fois au bas d'un article en décembre 1958, alors qu'elle travaille au *Md* depuis quatre ans ; elle ne figure dans l'ours qu'à partir de janvier 1970 en tant que « rédactrice » puis, à partir de mars 1970, comme « adjointe au rédacteur en chef », alors que le nom de François Honti y figure, avec celui d'Hubert Beuve-Méry, dès les premiers numéros³¹⁴. Cette mise en retrait s'explique principalement par les fonctions principales exercées par Micheline Paunet dès son arrivée, celle d'adjointe du rédacteur en chef. Lisant, corrigeant et traduisant les articles écrits par d'autres, elle prenait également en charge la documentation et la mise en page du mensuel. Comme le soulignait Ignacio Ramonet au moment de son départ en retraite, « [...] [I]es lecteurs la connaissent peut-être peu parce que la rédaction d'un journal est faite de deux mondes : ceux qui écrivent et ceux qui font écrire. Micheline Paunet fait indiscutablement partie du second. Conseillant, orientant les lecteurs, dont elle sait tirer le meilleur, et relisant d'un œil implacable les textes avant publication. [...]»³¹⁵. Mais s'il est vrai que cette journaliste a peu signé d'articles durant les quarante ans qu'a duré sa collaboration, elle n'en a pas moins rédigé chaque mois, de 1954 à 1982, la rubrique consacrée aux organisations internationales³¹⁶, tout en alimentant régulièrement, comme François Honti, la rubrique des « livres du mois ». Elle a surtout joué un rôle déterminant au moment de l'arrivée de Claude Julien à la rédaction en chef, en 1973, en mettant ses savoir-faire au service des directions impulsées par le nouveau responsable. Devenue rédactrice en chef quand Claude Julien acquit le statut de directeur du journal, c'est elle qui assure concrètement, avec Ignacio Ramonet, la conception du journal (le rédacteur en chef ne pouvant assurer ses fonctions cette année-là).

³¹⁴ À partir de 01.73, elle figure comme « rédactrice en chef adjointe » de Claude Julien puis, dès lors que ce dernier devient le « directeur » du mensuel, en 1981, comme « rédactrice en chef ». Cependant, le quotidien était lui-même dépourvu d'un ours détaillé avant les années 1970.

³¹⁵ Ignacio Ramonet, « Départ », 01.95, 2.

³¹⁶ Dans les faits, à partir du milieu des années 1970, la réalisation de la rubrique consacrée aux activités des organisations internationales est laissée à une secrétaire de rédaction, Marie-Josée Zinetti. Micheline Paunet en conserve la supervision.

Micheline Paunet poursuit ses activités dans l'ombre du nouveau responsable. Son parcours semble bien représentatif de celui d'une minorité de rédactrices qui, au *Monde*, gravit lentement les échelons pour occuper des responsabilités administratives ou éditoriales importantes, sans occuper néanmoins le haut de la hiérarchie³¹⁷.

Jusqu'en mars 1962, la rubrique consacrée aux organisations internationales se déroulait en trois volets occupant des pages différentes, respectivement consacrés aux « organisations politiques, sociales et techniques », aux « organisations économiques et financières et aux « travaux de la Communauté européenne ». Après 1962, l'ensemble de ces « activités » fut présenté en un seul ensemble, subdivisé en plusieurs catégories : « Nations unies et institutions spécialisées à vocation mondiale » (UNESCO, FAO, OMS...), « Organismes financiers d'aide au développement » (comptant, outre le Fmi et la Banque mondiale, différents organismes financiers à vocation régionale), « Groupements économiques et commerciaux », (CNUCED, GATT, OCDE...), « Communautés européennes » (Marché commun, Euratom, CEE...) et « Autres organisations politiques, techniques et sociales » (OTAN, Ligue arabe, Croix-Rouge...). Cette rubrique occupait un espace rédactionnel très importante : de 1/10^{ème} de la surface jusqu'en 1957, elle représenta plus du quart de la pagination jusqu'en 1965, pour décroître lentement et se stabiliser à 13 % de 1972 jusqu'à sa disparition complète, en juin 1982.

Trois observations peuvent être formulées à la lecture de ces articles. Ils étaient tout d'abord principalement tournés vers les organisations du monde occidental. Les activités du COMECON

³¹⁷ Sur la place des femmes dans l'organisation administrative du *Monde*, voir EVENO, 2004 : 282 *sq.* et 293, qui observe que « [...] d'anciennes secrétaires ou d'anciennes documentalistes, comme Michèle Champenois, Jacqueline Piatier ou Josée Doyère devinrent des rédacteurs chevronnés. *Le Monde* est une entreprise où la promotion sociale, longtemps favorisée par la direction, reste importante. Des employés gravissent les échelons et parviennent, après vingt-ans de carrière, à exercer des responsabilités. [...] Cette promotion interne n'est pas propre au Monde, mais elle est renforcée par la tradition paternaliste de la maison, fortement influencée par le christianisme social, qui assure longtemps la garantie de l'emploi et l'avancement à l'ancienneté. [...] Des postes sensibles conservent leur titulaire pendant de nombreuses années : Yolande Boitard demeure la secrétaire du directeur de publication [H. Beuve-Méry] pendant plus de vingt-cinq ans. Nicole Cussac, entrée en 1961 comme secrétaire d'André Catrice, seconde ensuite les gérants et les directeurs administratifs, Jacques Sauvageot, Michel Camino, Bernard Wouts, Nelly Pierret et Jacques Guiu. [...] » [EVENO, 2004 : 287-288]. Voir aussi p 293.

ou des pays liés par le pacte de Varsovie faisaient ainsi beaucoup moins souvent l'objet de comptes rendus que celles du GATT ou de l'OTAN³¹⁸, sans que l'on puisse expliquer ce déséquilibre³¹⁹. Orientée vers l'ONU et les organisations occidentales, cette rubrique ne livrait en second lieu aucun commentaire, aucune appréciation, aucune analyse des décisions prises. Micheline Paunet ne faisait qu'y rendre compte des activités sur un mode sténographique, en s'effaçant totalement de la surface rédactionnelle, à tel point que son nom n'apparu jamais durant les 29 années que parut la rubrique. Les deux extraits suivants, parfaitement représentatifs du ton et du style employés durant trois décennies dans la rubrique, témoignent pour le premier de l'effacement de la locutrice à propos d'un un pays, l'Afrique du Sud, qui avait pourtant déjà suscité des prises de parti de sa part. On y retrouve la posture legaliste décrite dans le chapitre précédent, soucieuse d'évacuer tout parti-pris, voire toute interprétation. Le second résume quant à lui un rapport annuel du FMI, et décrit les différentes décisions de cette organisation durant le mois écoulé.

« O.N.U.

Le Conseil de sécurité est à nouveau saisi de l'affaire du procès de Pretoria de ressortissants du Sud-Ouest africain.

Le Conseil de sécurité s'est réuni les 16, 19 et 21 février pour examiner "la situation créée par la poursuite du procès illégal contre trente-quatre ressortissants du Sud-Ouest africain et par les condamnations prononcées contre trente-trois d'entre eux, en violation et au mépris des résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité".

La convocation du Conseil de sécurité avait été demandée par les onze pays membres du Conseil du Sud-Ouest africain, chargé en principe d'administrer le territoire jusqu'à l'indépendance, en date du 12 février. Quarante-neuf autres pays se sont par la suite associés à cette requête.

³¹⁸ Selon l'*Index analytique du Monde diplomatique*, le COMECON (créé en 1949) et le Pacte de Varsovie (créé en 1955) apparaissent respectivement 36 et 24 fois sur la période 1954-1983, contre 77 fois pour l'OTAN, par exemple.

³¹⁹ On peut formuler trois hypothèses cumulables : soit les comptes rendus des réunions du Pacte de Varsovie et du Comecon bénéficiaient volontairement d'une moindre diffusion ; soit la langue utilisée était le russe, que ne parlait sans doute pas Micheline Paunet ; soit il s'agissait d'un choix délibéré, le *Md* n'étant pas ou peu diffusé dans les pays de l'Est.

Au cours du débat, un certain nombre d'orateurs ont condamné l'action des autorités sud-africaines en ce qui concerne le près les condamnations et ont préconisé des mesures de la part du Conseil de sécurité. D'autres représentants ont demandé des sanctions dans le cadre du chapitre 7 de la charte. Parmi les propositions avancées figurent notamment : la condamnation de l'Afrique du Sud de la part du Conseil et une requête de libération et de rapatriement des prisonniers ; la prise en considération de l'article V de la charte ayant trait à la suspension d'un membre des Nations Unies ; l'appui général à toute action prise par le Conseil ; une pression de la part des Etats membres qui entretiennent des relations économiques et politiques avec l'Afrique du Sud sur ce pays ; un nouvel appel du Conseil à l'Afrique du Sud ; un éventuel recours à la Cour internationale de justice et l'envoi éventuel d'un représentant spécial du secrétaire général en Afrique du Sud. Certains orateurs ont déclaré que l'appui de quelques-unes des puissances occidentales permettait à l'Afrique du Sud de poursuivre sa politique actuelle en ignorant les décisions des Nations unies.

Le Conseil de sécurité a ajourné son débat le 21 février. » (03.68).

« Fonds monétaire international

Le rapport annuel insiste sur la nécessité d'arrêter l'inflation aux États-Unis

Dans son rapport annuel pour l'année fiscale 1969-1970 [...], le Fonds monétaire international remarque que de sévères pressions inflationnistes se sont exercées en 1969 et au début de 1970 sur l'économie mondiale, tandis qu'une série de mesures destinés à remédier aux déséquilibres des paiements et à renforcer le système monétaire international ont été prises dans plusieurs pays.

Le rapport insiste avec vigueur sur la nécessité d'arrêter l'inflation et de restaurer la stabilité financière des pays industrialisés, en particulier aux États-Unis. Pour améliorer le système des paiements international, la tâche la plus urgente est, selon les experts du FMI, de rectifier la position des paiements américains. Il est permis, devant l'accentuation des pressions inflationnistes au cours des dernières années, de s'interroger sur l'adéquation des politiques économiques appliquées dans les principaux pays industriels.

D'autre part, le document énumère les diverses mesures prises en 1969-1970 dans le cadre du système monétaire international [...].

On remarque encore que la plus grande proportion de l'assistance financière accordée par le Fonds est allée à des pays

industriels, ce qui est la conséquence des déséquilibres des balances de paiements dans ces pays et des incertitudes sur les marchés des changes. Quant aux pays en voie de développement, leurs achats auprès du Fonds ont continué à baisser, ce qui découle, selon le Fonds, d'une certaine amélioration de leurs balances des paiements et de l'utilisation des droits de tirage spéciaux. [...] ». (10.70).

Ce dont témoigne cette rubrique, c'était enfin de la grande capacité d'expertise qu'avait acquise Micheline Paunet sur toutes les institutions internationales au fil des ans. À côté de ses activités de secrétaire de rédaction, qui ne prirent un caractère officiel que tardivement mais qui occupaient vraisemblablement une grande partie de son temps de travail, la journaliste avait en effet accumulé une connaissance à la fois fine et encyclopédique du fonctionnement des institutions internationales³²⁰. Ce savoir, fondé sur la lecture et l'analyse des comptes rendus officiels des organisations concernées et la littérature savante sur le sujet, pouvait sans doute paraître marginal aux yeux des journalistes du service étranger du *Monde*³²¹. Ces derniers – des hommes pour la plupart – appuyaient leur légitimité et leur expertise sur des reportages et sur les liens directs qu'ils avaient pu nouer avec leur source, ce qui ne fut pas le cas semble-t-il pour Micheline Paunet³²². Celle-ci disposait néanmoins d'un capital d'expertise mêlant connaissances économiques, juridiques et géopolitiques, qui lui permit d'appréhender concrètement, mois par mois, les effets des décisions des institutions internationales, sur près de

³²⁰ Selon Maria Iérardi, chargée de la documentation puis du secrétariat de rédaction au *Md*, un des murs du bureau occupé par Micheline Paunet rue des Italiens comportait de grandes étagères en métal, avec des sortes de tiroirs dans lesquels la journaliste avait référencé et indexé toutes les organisations internationales, comportant les organigrammes, leurs publications, des dossiers... (entretien, mardi 28 juin 2005, au siège du *Md*).

³²¹ Simple supposition, qui s'appuie également sur le faible nombre de mentions du travail de Micheline Paunet chez les rédacteurs interrogés (Philippe Decraene et Jean-Claude Buhner).

³²² Au milieu des années 1990, Ignacio Ramonet répondait, à la question « Y a-t-il une méthode *Monde diplomatique* ? Non, mais quelques principes. Et quelques partis pris ; par exemple, ne jamais publier d'entretiens, cette fréquente paresse du journalisme moderne. [...] » (« S'informer fatigue », 02.96). De fait, le mensuel n'a que très rarement publié des entretiens, principalement durant les années 1950. Micheline Paunet n'a jamais signé d'entretiens avec des responsables d'organisations internationales, à la différence par exemple d'Isabelle Vichniac, correspondante du *Monde* à Genève et collaboratrice régulière du mensuel (45 articles du 06.54 au 02.71). On a recensé en tout trois reportages : en 06.60, 8-10 où la journaliste s'est rendue au Proche-Orient pour traiter du « problème des réfugiés arabes de Palestine » ; en 08.91 ; en 09.92.

trois décennies. Car l'arrivée de Claude Julien n'entraîna pas de modification de forme et de fonds de la rubrique « Activité des organisations internationales » : celle-ci conserva des traits identiques jusqu'en juin 1982, mois où elle disparut purement et simplement, sans préavis, des pages du journal. Si le temps du discours journalistique neutre, dépourvu de toute portée analytique, était alors bel et bien terminé, cette rubrique, dont le ton tranchait avec les articles publiés dans le journal, imprima profondément sa marque dans le mensuel. L'importance de sa pagination, la technicité de son contenu, ses lecteurs potentiels (les acteurs de la « diplomatie d'assemblée », les hauts fonctionnaires, les enseignants du supérieur) contribuèrent sans doute, autant que ses articles ou les éditoriaux, à forger l'image d'un journal spécialisé dans les questions internationales³²³.

À côté de son activité de secrétaire de rédaction et de rapporteuse des débats, l'autre face visible du travail journalistique de Micheline Paunet consista en la publication occasionnelle d'articles portant sur des événements particuliers concernant notamment les organisations internationales (à l'occasion des anniversaires ou en prévision de conférences internationales) et, surtout, en la rédaction régulière de comptes rendus d'ouvrages. Ce sont ces derniers que l'on va aborder à présent dans la mesure où, d'une part, ils constituent un pan important de son travail rédactionnel et, d'autre part, ils permettent d'appréhender concrètement les thèmes d'analyse privilégiés par la journaliste et les inflexions qu'ils ont subis à partir des années 1970. À la différence d'Yves Florenne, collaborateur prolifique que l'on peut suivre presque mensuellement durant quatre décennies, les contributions de Micheline Paunet furent plus espacées. Celle-ci pouvait ainsi ne rien publier pendant plusieurs mois – à l'exception de la rubrique consacrée aux organisations internationales.

L'analyse a porté sur 399 articles. Deux thématiques principales émergent de ce corpus : les notes et articles concernant les organisations internationales, et ceux traitant des problèmes du sous-développement et du tiers-monde. À côté de ces thèmes, Micheline Paunet traita en outre régulièrement du conflit israélo-palestinien, de l'Afrique du Sud et des pays arabes. Tant dans ses

³²³ Voir sur ce point le chapitre 7.

articles que dans ses comptes rendus, la journaliste témoigna constamment d'une grande sobriété d'écriture qui se traduisit notamment par l'absence, jusqu'au milieu des années 1970, de prises de position ou de dénonciations. Ainsi, la grande majorité de ses comptes rendus de lecture – genre pourtant propice à l'expression d'une opinion personnelle – furent rédigés au style indirect, la journaliste n'intervenant que rarement pour exprimer son accord, sa réprobation ou ajouter un élément à l'ouvrage³²⁴. Comme le chroniqueur Yves Florenne, ses prises de position ne se donnèrent à voir, dans les années 1960, que sous une forme indirecte, à travers celles des auteurs chroniqués.

Les 134 comptes rendus de livres et articles traitant des organisations internationales et de l'aide au développement témoignent tout d'abord de l'importance du travail documentaire réalisé par la journaliste, mis au service d'une dimension didactique qui demeura un trait constant de sa production. Principalement publiés en anglais (30 ouvrages contre 22 édités en France ou en Belgique), les ouvrages consacrés aux organisations internationales traitaient en majorité de l'ONU, qui constitua l'un des principaux centres d'intérêt de Micheline Paunet durant les années 1960. Celle-ci reflétait alors la perspective adoptée par François Honti, ferme défenseur des institutions onusiennes, en présentant par exemple sous un jour favorable la mise en place des casques bleus³²⁵, ou en regrettant la politique unilatérale des Etats-Unis vis-à-vis de l'organisation internationale³²⁶. Mais la journaliste ne se contentait pas de rapporter la substance des activités onusiennes ou d'en défendre les principes. Elle accordait également son attention à l'action des « organismes financiers d'aide au développement », c'est-à-dire le Fonds monétaire international et la Banque mondiale. Bien que peu nombreux, les articles et comptes rendus sur ces institutions illustrent sa connaissance fine de leurs prérogatives

³²⁴ Les comptes rendus de lecture de François Honti étaient eux-mêmes rédigés de la sorte.

³²⁵ « Les opérations civiles de l'ONU ont largement contribué à rétablir l'autorité du gouvernement central de Léopoldville », 09.63, 12 ; compte rendu de *L'ONU et l'avenir du Congo*, par Claude Leclerc (Paris : Payot, 1964), 09.64, 4 ; « De Suez à Chypre - À trois reprises les "casques bleus" ont montré qu'ils assumaient un rôle utile mais limité », 10.64, 7.

³²⁶ « Bibliographie - La politique américaine à l'ONU vue de Washington », 11.65, 2 (compte rendu de Richard N. Gardner. *In pursuit of world order*. New-York : Frederick A. Praeder, 1965].

et, surtout, des conséquences économiques pour les pays bénéficiaires des prêts. Ses premiers comptes rendus manifestent ainsi son souci de faire comprendre aux lecteurs non seulement le fonctionnement, mais aussi la pertinence de ces institutions, ce dont témoignent par exemple la présentation élogieuse d'un livre sur la Banque mondiale³²⁷ commandité par l'institution elle-même, un bilan de l'action de cette même institution à l'occasion des vingt-cinq ans de sa création, en 1966³²⁸, ou celle encore d'un ouvrage décrivant le fonctionnement du FMI³²⁹.

En parallèle à cette attention portée au fonctionnement des organismes financiers, la problématique du (sous-)développement du « "tiers monde" » (expression figurant entre guillemets jusqu'en 1971) constitue l'autre versant de la production journalistique de Micheline Paunet (53 articles, dont 38 comptes rendus d'ouvrage). Là encore, la première moitié des années 1960 vit la journaliste reconnaître le rôle positif joué par les échanges économiques dans le développement des « pays producteurs de matières premières³³⁰ ». Cependant, rapidement, Micheline Paunet refléta l'inquiétude des auteurs qui, à la suite de Noël Drogat (10.61, 20), d'Evan Luard (04.64, 13), de W. Birmingham et A.G. Ford (03.66, 13), de Pierre Jalée ou Maurice Guernier (08.68, 15) par exemple, sensibilisèrent leurs lecteurs au fait « [...] qu'à notre époque les injustices les plus flagrantes ne se situent pas à l'intérieur des nations, mais entre les États [...]»³³¹ et, plus précisément, les alertèrent sur « [...] le mécanisme du drainage des richesses naturelles des pays en voie de développement au

³²⁷ « La Banque mondiale », compte rendu d'un livre de James Morris, Londres : Faber and Faber, 1963 (07.63, 22).

³²⁸ « Avec dix milliards de dollars prêtés en vingt ans - La Banque mondiale reste la principale source de capitaux internationaux destinés au développement », 06.66, 7.

³²⁹ « Qu'est-ce que le FMI ? », compte rendu de Hans Aufricht, *The International Monetary Funds - Legal Bases, Structure, Functions*. Londres : Stevens and sons, 1964 (10.64, 10).

³³⁰ Compte rendu du livre de E.E. Papanicolaou, *Coopération internationale et développement économique*. Genève : Droz. 1963, qui se concluait en ces termes : « [...] Voilà presque le GATT classé parmi les organismes d'aide au développement. A en juger d'après les réalités, l'idée pourra sembler hardi : elle est seulement un peu en avance sur son temps. » (12.63, 13).

³³¹ « Nationalité et richesse », compte rendu du livre d'Evan Luard, Londres : Oxford University Press (04.64, 13).

profit des économies industrialisées [...] » (Pierre Jalée³³²). La question de l'aide – ses modalités, son financement, ses conséquences, son principe même – constitua ainsi l'un des thèmes de prédilection de la journaliste, beaucoup plus que celui de la cohérence politique du tiers monde, en laquelle elle ne crut jamais, à l'instar d'autres collaborateurs réguliers du mensuel³³³.

Dès le milieu des années 1960, Micheline Paunet joua ainsi un rôle central dans l'introduction d'un point de vue critique, sans doute autant au sein de la rédaction du mensuel qu'auprès des lecteurs du mensuel, et sur le retard et les difficultés économiques des pays qualifiés de sous-développés, et sur l'action de institutions financières internationales. Associant sa voix à celle des auteurs qui « [dénouaient] avec une vigueur croissante la persistance de certaines règles de domination, le plus souvent limitées aux domaines économiques et commerciales, où les nouveaux maîtres ne se confondent pas toujours avec les anciens [...] »³³⁴, elle prit très tôt conscience de la nécessité d'une « [...] réévaluation de l'aide financière internationale et [d'une] révision des conditions du commerce avec les grandes puissances [...] »³³⁵. À cet égard, 1966 constitue une année charnière, qui illustre la politisation croissante du regard jeté par Micheline Paunet sur la question de l'aide internationale. Jusqu'alors cantonnée dans un registre technique – quels sont les mécanismes de l'aide internationale ? Sont-ils efficaces pour lutter contre un sous-développement d'abord imputable aux pays récemment décolonisés eux-mêmes ? – l'aide commença à être abordée comme un problème politique, dont les termes et les enjeux participaient d'une « topique de la dénonciation » [BOLTANSKI, 1993]. La personne collective des « pays sous-développés » ou du « "tiers monde" » prenait ainsi les traits d'une victime, dont les problèmes appelaient désormais moins des solutions techniques (via les institutions internationales d'aide au développement) que politiques (via une

³³² Allusion au premier livre de Pierre Jalée, *Le pillage du tiers monde* dans le compte rendu

³³³ Voir sur ce point le chapitre 4.

³³⁴ Compte rendu du livre de Henri Grimal, *La décolonisation*, Paris : Armand Colin, coll. « U », 1965 (12.65, 15).

³³⁵ « Planification et développement dans les pays riches et pauvres », compte rendu d'un livre de W. Birmingham et de A. G. Ford, Londres : George Allen and Unwin, 1966 (03.66, 13).

remise en cause de la structure des échanges économiques entre pays du Sud et du Nord, présentés comme jouant en défaveur des premiers). La pauvreté des nations était donc imputée à des êtres agissant volontairement contre leur développement.

Les formes de cette persécution – le « drame du sous-développement », la faim – firent elle aussi l'objet de descriptions précises³³⁶. Si l'imputation de responsabilité de cette persécution fut sujette à évolution dans les textes de la journaliste, traduisant ainsi les hésitations des chercheurs sur cette question³³⁷, il ne fit progressivement guère de doute, pour la journaliste, que l'une des causes principales de la pauvreté des pays du tiers monde résidait dans les mécanismes d'aide et de prêts. Les lectures de Micheline Paunet tissaient, ainsi, un ensemble de liens de causalité entre les actions d'êtres de grande taille – les pays occidentaux, le « "tiers monde" », les États-Unis, les pays communistes, le FMI, la Banque mondiale... – qui, progressivement, acquièrent le statut de persécuteur, auquel il était possible de demander réparation. Plusieurs articles et comptes rendus témoignent de ce processus de politisation de la question de l'aide internationale.

En 1966, la journaliste dressait un bilan pessimiste de la « Décennie pour le développement³³⁸ », alors que les « opérations de remboursement » des prêts consentis par des organismes publics ou privés « aggrav[aient] les difficultés financières des États assistés. ». En 1969, reprenant les analyses d'un rapport pourtant « optimiste » sur l'aide internationale, elle insistait sur la « nocivité » de l'aide, « discrètement » associée à « [...] l'exploitation des matières premières du "tiers monde" par le biais des investissements privés [...] »³³⁹. À la fin de l'année 1971, elle introduisait encore un dossier consacré à la troisième session de la CNUCED, à Santiago du Chili, par le constat que l'« impatience et la contestation gagnent du terrain

³³⁶ Voir par exemple les comptes rendus de 12.63 (Noël Drogat), de 03.64 (Alfred Sauvy), de 10.70 (John Hill). La citation entre guillemets est tirée de ce dernier article.

³³⁷ L'une des grandes questions du sous-développement est celle de la démographie, qui constitue un sujet d'inquiétude récurrent pour François Honti ou Yves Florenne. Ces derniers reprennent fréquemment les analyses de René Dumont.

³³⁸ « À mi-chemin de la Décennie pour le développement - L'aide financière au "tiers monde" donne des signes d'essoufflement inquiétant », 05.66, 4.

³³⁹ « Le rapport de la commission Pearson - Une vision optimiste et encourageant de l'aide aux pays en voie de développement », 11.69, 8.

devant l'attitude négative des pays riches³⁴⁰ ». Pessimistes³⁴¹, le chapeau et l'article insistaient, comme les autres articles du dossier, sur la responsabilité des « États-Unis et de leurs alliés » dans le retard du développement des pays du « tiers-monde » (désormais sans guillemets). Un an plus tard, c'était la parution d'un ouvrage hétérodoxe sur l'action de la Banque mondiale qui lui donnait l'occasion d'insister sur les « [...] pressions politiques et commerciales qui peuvent s'exercer sur les postulants à l'aide de la BIRD ou du Fonds monétaire [...] ». Micheline Paunet voyait dans *Aid as imperialism*, ouvrage d'un économiste en rupture de banc avec l'institution internationale, une « critique radicale » du fonctionnement des « schémas et des règles de croissance qui ont fait leur preuve en Occident » :

« [...] la partie la plus originale de son livre traite des exigences d'orthodoxie par rapport au credo libéraliste dont sont assorties les prêts, au nom de la "stabilité économique", de la "rentabilité" ou de la "réussite", et équivalent en réalité à une mise en coupe réglée de économies du tiers-monde. Elle dénonce aussi la collusion de plus en plus marquée entre les services et pratiques de la Banque mondiale et ceux du FMI, la multiplication des missions permanentes chargées de contrôler sur place la marche des économies et la quasi-monopolisation de l'aide par la Banque mondiale qui suscite, depuis quelques années, la création de "consortium" ou de "groupes consultatifs" réunissant l'ensemble des institutions et gouvernements dispensant leur aide, même à titre bilatéral, à un pays donné (tels les groupes d'aide à l'Inde, au Pakistan, à la Tunisie, etc.). Officiellement, il s'agit de coordonner et de planifier les politiques, mais l'auteur y voit surtout une volonté de contrôler le cours du développement des pays assistés. [...]»³⁴² »

En mars 1973, sous le titre « Tiers-Monde – L'héritage colonial, la nouvelle exploitation, le développement », la journaliste rendait compte de deux ouvrages dont les auteurs, l'historien Yves Bénot et l'un des anciens rédacteurs de la revue

³⁴⁰ Dossier « Le tiers-monde frustré de son développement », avec des articles de Samir Amin (économiste), Jean-Marie Martin (maître de recherche en économie à l'université de Grenoble), Patrice de Beer (rédacteur au *Monde*), J. Dessau et Gérard Destanne de Bernis (économistes à l'université de Grenoble) (12.71, 11-13).

³⁴¹ « [...] Bien que les statistiques fassent état d'un taux de croissance annuel de 5 % pour l'ensemble du tiers-monde au cours de la décennie 60, il n'y a pas lieu de céder à l'optimisme [...] » ; « [...] L'année 1971 n'avait pourtant pas si mal commencée [...] », etc.

³⁴² « "L'aide, instrument de l'impérialisme", de T. Hayter », 11.72, 27.

Partisans, Guy de Bosschère « [...] animés du même esprit de démystification, se rejoignent pour rappeler certains aspects de la réalité post-coloniale sur lesquels on se garde en général de trop insister dans les milieux libéraux [...] »³⁴³. Un aspect de la production de Micheline Paunet doit être souligné : jusqu'à l'arrivée de Claude Julien, elle limita ses prises de position, en adoptant un style descriptif mêlant, dans ses articles, données statistiques et rappel des événements marquants. Dans ses comptes rendus, c'était le style indirect qui dominait, la journaliste se retranchant très souvent derrière les auteurs pour décrire les injustices que subissaient les pays du tiers-monde. L'arrivée de Claude Julien entraîna moins une évolution dans la perspective critique développée par la journaliste, qu'une radicalisation, accompagnée d'une prise de parole en son nom propre.

§3 – DENONCIATION ET CONTEMPLATION. CLAUDE JULIEN ET LA CRITIQUE DE L'IMPERIALISME.

Automne 1972. Claude Julien, 47 ans, vient de rentrer d'un congé de plusieurs mois qui lui a permis de voyager longuement à l'étranger, notamment en Asie³⁴⁴, et d'écrire son sixième ouvrage, *Le Suicide des démocraties*³⁴⁵. Successeur désigné de François Honti à la tête du *Md*, il travaille au numéro de janvier, le premier à être publié sous sa responsabilité³⁴⁶. En 1971, il occupait encore l'un des postes le plus prestigieux de la rédaction du *Monde*, celui de responsable du service étranger. À la fin de l'année 1971, un conflit apparemment anodin l'oppose à André Fontaine, alors rédacteur en chef du quotidien. La journaliste Françoise Berger, elle-même ancienne du *Monde*, a décrit cet épisode en ces termes :

³⁴³ Yves Bénot, *Qu'est-ce que le développement ?*, Paris : Maspero, « Petite collection Maspero », 1973 ; Guy de Bosschère, *Clefs pour le tiers-monde*, Paris : Seghers, coll. « Clefs », 1973. M. Paunet cite également la nouvelle édition du livre de Pierre Jalée, *Le Pillage du tiers-monde*, Paris : Maspero, « Petite collection Maspero ».

³⁴⁴ « [...] À Pékin où il rencontre M. Chou En Lai, et à Hanoï où, sous les bombardements américains, il est reçu par M. Pham Van Dong [...] ». Notice biographique de *L'Empire américain*, deuxième édition, 1973.

³⁴⁵ Claude Julien. 1972. *Le suicide des démocraties*. Paris : Grasset.

³⁴⁶ Selon les informations communiquées par Ignacio Ramonet, entretien du 13.10.2009.

« [...] André Fontaine et Claude Julien cohabitaient au service étranger chacun pour soi. Fontaine était chef en titre, Julien adjoint, et chacun des membres du service régnait jalousement sur sa partie du monde. En 1969, lors de la passation de pouvoirs entre Hubert Beuve-Méry et Jacques Fauvet, Fontaine est devenu rédacteur en chef et Julien chef. Ça a craqué en 1971 [...] Il était 8 heures passés de quelques minutes au cartel hérité du *Temps*. Debout autour de Jacques Fauvet, comme d'habitude, dans l'immense bureau du premier étage, les chefs de services venaient de réciter à voix feutrée la litanie de leurs prévisions au cours de la brève cérémonie matinale. L'actualité était trop chargée. Il fallait couper dans les pages. Fontaine s'est tourné vers Julien en annonçant son intention d'ajourner une interview du ministre égyptien des Affaires étrangères [...]. *Julien* : "ça ne fait qu'une demi-colonne et, de toute façon, nous sommes trop long de sept ou huit colonnes. N'importe quel zozo déciderait de publier cette interview." Il avait dit "zozo". En ce lieu, même si de Beuve à Fauvet les mœurs s'étaient relâchées, André Fontaine qui aimait les formes des ambassades l'a très mal pris. [...] Quelques minutes plus tard, Fauvet conseillait à Julien de partir en vacances [...] » [BERGER, 1992 : 109-110³⁴⁷].

« Prié de prendre quelques mois de recul³⁴⁸ », Claude Julien est en fait écarté du poste qu'il occupait. Jacques Fauvet, directeur du *Monde*, lui aurait proposé l'alternative suivante : le poste de correspondant à Londres ou la direction du *Monde diplomatique*, François Honti devant justement, prendre sa retraite à la fin du mois de décembre 1972. L'ancien chef de service « accepte cette déportation » [BERGER, 1992 : 110]. C'est peu de dire en effet que la rédaction en chef du mensuel n'était pas un bâton de maréchal pour le journaliste. Certes, le *Md* avait vu son audience s'accroître au cours des années précédentes. Il n'était cependant qu'un simple supplément du quotidien, « aimable gazette³⁴⁹ » traînant encore l'image surannée des ambassades, principalement alimenté par les rédacteurs du service étranger. Peu importe ici que le mensuel se soit en réalité détaché dès les années 1962-1965 des formes les plus proches

³⁴⁷ Le terme « zozo » figure également dans l'article consacré au *Monde* dans les *Dossiers du Canard*, « La presse en revue », mars-avril 1984, p. 29.

³⁴⁸ Sur cette épisode, voir EVENO, 1996 : 240 ; *Les Dossiers du Canard*, « La presse en revue », cité ; THIBAU, 1996 : 454 ; BERGER, 1992 : 107 sq.

³⁴⁹ Selon les termes de l'ancien journaliste Daniel Junqua en 2005.

du journalisme de service : son image se fondait dans celle de son fondateur et premier responsable. Mais

« [...] avec la nomination de Claude Julien cela change. Il va marquer le mensuel de sa forte personnalité. On peut dire que, avec la complicité de Micheline Paunet, il effectue une sorte de refondation du journal. Il change le logo et la mise en page, bouleverse les rubriques, élargit les sujets abordés à l'économie, la société, la culture, les idées, la littérature, le cinéma, etc. Il fait preuve de créativité constante dans le choix des thématiques, du ton, du style, de l'illustration. Augmente la pagination consacrée aux nouveaux pays indépendants du Sud. Innove en matière de dossiers et de reportages. Donne la parole à de "grandes signatures" internationales. Il infléchit singulièrement la ligne éditoriale en l'écartant de celle du *Monde*. Fait souffler un air neuf, original et vivifiant en ayant recours à de jeunes collaborateurs talentueux qui ne procèdent pas du quotidien et instaure de fait une autonomie rédactionnelle du mensuel [...]»³⁵⁰ »

Comprendre les raisons de cette mise à l'écart, appréhender l'ampleur des changements, saisir également les logiques présidant au maintien d'un certain nombre de traits proprement diplomatiques, insérer enfin l'itinéraire politique de Claude Julien dans les courants et idées des années politiques et religieux des années 1960-1970, tel est l'objectif de cette sous-section. Pour le remplir, on s'appuiera d'une part sur les ouvrages portant sur l'histoire du *Monde* et, d'autre part, sur le double corpus journalistique de ce rédacteur, constitué de ses articles proprement dits et de ses ouvrages, issus de ces reportages aux États-Unis, à Cuba ou au Canada³⁵¹. On peut identifier plusieurs matrices ayant contribué à l'élargissement des possibles biographiques de cet homme né dans un petit village de l'Aveyron, en 1925, issu d'un milieu populaire³⁵².

³⁵⁰ Ignacio Ramonet. 2007. « Préface ». In Claude Julien. *Le devoir d'irrespect*. Forcalquiers : HB éditions. P. 7-8.

³⁵¹ Contacté en 2005, Claude Julien est décédé peu de temps avant la date prévue pour un entretien. Les informations qui suivent ont également été complétées par Ignacio Ramonet (entretien cité).

³⁵² « [...] Julien, Claude, Norbert, est né le 17 mai 1925 à Saint-Rome-de-Cernon (Aveyron). Orphelin de bonne heure, élevé à la laïque et muni du brevet élémentaire, option gestion, il était comptable à quinze ans chez le grossiste en gros de sa bonne ville de Castres et déjà conscient des injustices de la société » [BERGER, 1992 : 107]. Le récit et les informations figurant dans l'ouvrage de F. BERGER n'ont pas pu être croisés avec d'autres sources.

LA MATRICE DU CATHOLICISME JECISTE

Matrice catholique tout d'abord, qui détermine (le mot n'est pas trop fort) l'engagement dans la Jeunesse étudiante chrétienne dont il devient permanent, à 17 ans, à Castres, après avoir passé le brevet. Dans ses années d'« apprentissage d'homme³⁵³ », il rédige des bulletins de la JEC, sortes d'almanachs annuels destinés aux adolescents, proposant un « programme » complet permettant à chacun de remplir sa « vocation d'homme³⁵⁴ ». S'y manifeste notamment une fibre sociale et la ferme volonté d'« agir », de « travailler à la construction de cette cité meilleure où les hommes s'aimeront ».

« [...] Tu souffres de la guerre. Et je t'entends murmurer : "Ah ! si je pouvais y mettre fin !" – Insensé ! Comment veux-tu que des nations ou des peuples puissent vivre en bon accord, alors que tu n'es pas capable de rester en bonnes relations avec tes camarades de classe ! [...] Fervents républicains, nous oublions, dans la fameuse trilogie, le terme "Fraternité" [...] ; partisans d'un régime autoritaire, nous espérons secrètement dominer, dès maintenant, à l'école. La solution résiderait-elle dans le choix d'une doctrine politique, libérale ou dictatoriale ?... Une seule chose compte à nos yeux : la JUSTICE. Elle sera la preuve de notre Amour. Notre âme un peu révolutionnaire bouillonne devant ces grands problèmes que nous voudrions résoudre. Nous rêvons d'être un génie et de disposer de grandes forces pour mettre fin à ces haines entre individus ou sociétés. Nous ambitionnons de travailler à la construction de cette cité meilleure où les hommes s'aimeront. CAR NOUS CROYONS À L'AMOUR. Tu cherches le moyen d'agir ? Une doctrine que tu feras tienne ? Un chef de fil que tu suivras ? Alors, viens, mon ami ! Viens vers le plus grand "révolutionnaire" qui soit. Viens vers Celui, qui, seul, peut porter remède aux maux de l'humanité [...]. À travers ces pages, tu trouveras sa doctrine. Tu compareras avec les idéologies qui s'affrontent actuellement. [...] Et tu choisiras. Ton choix fixé, tu n'auras plus le droit de rester inactif. Tu devras te lancer dans la bagarre. Pour ou contre. Le chef de fil

³⁵³ Claude Julien. 1944 (21 décembre). « Notre combat ». *Au large – Jeunes équipes*, n° 2. P. 1.

³⁵⁴ Claude Julien. 1943. *Vocation d'homme*. S. 1. : JEC – Enseignement moderne et technique. Deux titres publiés, en 1943 et 1944.

dont je te parle à dit : "Celui qui n'est pas avec moi et contre moi". Pas de milieu. Pas de neutralité [...]»³⁵⁵.

En 1944, il participe également à la libération de la ville de Castres, où il croise notamment le fondateur d'Uriage, Dunoyer de Segonzac. Permanent à la JEC de Paris à la fin de l'année³⁵⁶, il participe avec quelques amis à la rédaction d'un bihebdomadaire, *Au large*, dont le sous-titre livre une partie du projet éditorial : « Vers l'aventure avec tous les gars de 12 à 15 ans³⁵⁷ ». Comme le précise J. THIBAU, la JEC permet à « cet enfant de l'Eglise catholique » de « réaliser son rêve : devenir journaliste » [THIBAU, 1996 : 439]. La JEC lui offre également une opportunité qui sera à la source de ce que l'on appellera la matrice américaine : une bourse pour l'université catholique Notre-Dame, dans l'Indiana. Jusqu'au début des années 1960, les livres de Claude Julien questionnent la place de l'Eglise auprès de groupes présentés comme opprimés, comme les ouvriers et les Noirs américains.

Publié aux éditions du Témoignage chrétien, son premier ouvrage, écrit avec sa femme Jacqueline³⁵⁸, consacrait ainsi un chapitre à l'« essor et [aux] difficultés du catholicisme » aux États-Unis. Les deux auteurs y observaient d'un œil critique l'action des catholiques irlandais, conservateurs et nationalistes. Par ailleurs, ils soulignaient les prises de position des rares hebdomadaires catholiques, « lucides et courageux », qui condamnaient l'anticommunisme et l'action du sénateur Joseph McCarthy³⁵⁹, et louaient l'action de l'Association of Catholic Trade-Unionists (ACTU), dont les membres n'avaient « pas cédé à l'anticommunisme stérile qui a absorbé les énergies de tant de syndicalistes américains³⁶⁰ ».

³⁵⁵ Claude Julien. 1944μ. « Visions de haine ». In Nos frères les hommes. Paris : JEC – enseignements moderne et technique. Programme 1944-1945.

³⁵⁶ Il aurait été membre du secrétariat général de la JEC [EVENO, 1996 : 330].

³⁵⁷ Claude Julien en est le rédacteur en chef jusqu'au numéro daté du 27 avril 1945. Cette publication destinée aux jeunes hommes est déconfessionnalisée. On y trouve, dans le premier numéro, un long reportage signé par Bernard Féron, qui ne collabore cependant qu'une seule fois (Bernard Féron. « En Normandie, terre de combat... ». *Au large*, n° 1. P. 4-5.

³⁵⁸ Jacqueline et Claude Julien. 1956. *L'Amérique en révolution*. Paris : Témoignage chrétien, coll. « Bibliothèque de l'homme d'action ». Jacqueline Julien est décédée en août 2009.

³⁵⁹ *Ibid.* P. 56.

³⁶⁰ *Ibid.* P. 36.

Sa traduction et sa longue présentation des sermons du pasteur noir James Weldon Johnson³⁶¹ témoigne du fort sentiment d'injustice ressenti face aux inégalités politiques et sociales touchant les Afro-américains. Saluant l'action décisive des pasteurs noirs et, notamment, de Martin Luther King, il se montrait admiratif devant « [...] cette force qu'ils portent en eux [qui] bouscule les barrières raciales, [qui] oppose un démenti vivant à nombre de préjugés. Car, sans l'ombre d'un doute, la violence et la haine sont du côté des "petits-blancs", et le contraste entre les deux attitudes ne permet plus aux esprits honnêtes de refuser de prendre parti [...]»³⁶². L'admiration pour la non-violence, pour ce « mouvement pacifique qui apparaît aujourd'hui comme leur arme la plus efficace³⁶³ » ne s'accompagnait pas néanmoins de revendications politiques. Si « révolte » il y a, elle est associée à des valeurs chrétiennes – supplication (p. 93), « tradition chrétienne » (p. 99), « tourment », « espérance » (p. 101)...

L'itinéraire de Claude Julien s'inscrit dans le mouvement général de désinstitutionnalisation des pratiques religieuses ou, plus exactement, dans les courants chrétiens minoritaires qui tentent, à partir de l'après-guerre, de subvertir les logiques institutionnelles de l'Eglise. Comme d'autres « outsiders », il participe à sa manière, laïque, de l'émergence d'une « "nouvelle Eglise" politisée » [RAISON DU CLEUZIQUOIS, 2008 : 12 *sq.*], centrée sur la figure de l'opprimé – qui prend les traits, sous sa plume, du Noir américain, mais qui s'expriment sous d'autres formes ailleurs³⁶⁴. Cependant Claude Julien ne s'inscrit pas, même s'il en est proche, dans les trois voies de la gauche catholique repérées par D. PELLETIER dans les années 1960, que sont la CFDT, le PSU et les clubs [PELLETIER, 2002 : 111-115³⁶⁵]. Son engagement catholique le plus visible est, déjà, derrière lui.

Dans ses textes journalistiques, ce catholique pratiquant³⁶⁶ maintient une certaine distance vis-à-vis de l'Eglise et, plus généralement, de la religion. En 1960, il peut encore prendre

³⁶¹ James Weldon Johnson. 1960. *God's Trombones – Sermons noirs en vers*. Introduction et présentation de Claude Julien. Paris : éditions de l'Epi. La présentation de Claude Julien, qui occupe la moitié du livre, s'intitule « L'âme noire de l'Amérique ».

³⁶² *Ibid.* P. 77.

³⁶³ *Ibid.*

³⁶⁴ Figures de l'ouvrier pour les prêtres-ouvriers des années 1940-1950 ou de l'Indien dans la théologie de la libération des années 1970 [LOWY, 1990].

³⁶⁵ Plus précisément, si engagement il y a eu de sa part, celui-ci n'a pas pris des traits publics.

³⁶⁶ Selon le témoignage de Denise Decornoy, entretien.

position dans les débats entre catholiques américaines³⁶⁷. À partir du milieu des années 1960, ces références disparaissent. Mais surtout, ses articles du *Monde* et du *Md* ne donnent pas lieu – à l’exception d’un seul³⁶⁸ – à une prise de parole au nom de l’Eglise, des catholiques ou des croyants. Dieu, Jésus-Christ, la foi ne constituent pas non plus ce que l’on peut appeler des êtres réparateurs c’est-à-dire, pour reprendre le vocabulaire de L. BOLTANSKI [1990], des actants susceptibles d’être mobilisés soit comme aide ou soutien aux victimes, soit comme des être au nom desquels une action de réparation doit être menée.

LA VOCATION JOURNALISTIQUE : D’UNE EGLISE A L’AUTRE ?

Sa « vocation d’homme », Claude Julien ne l’accomplit donc ni au sein de l’Eglise, ni *stricto sensu* parmi les groupes et courants de la gauche chrétienne. C’est dans la presse et, plus précisément, au *Monde*, qu’il trouve sa voie. De 1948 (retour des États-Unis) à 1951 (entrée au *Monde*), il travaille dans plusieurs publications : la *Vie catholique illustrée* d’Ella Sauvageot et Georges Hourdin, proches amis d’Hubert Beuve-Méry, puis *la Dépêche de Tanger*. Dans les deux cas, son départ est lié à des articles qui déplaisent soit au directeur³⁶⁹, soit aux autorités politiques³⁷⁰. En 1951, il intègre alors le service

³⁶⁷ En particulier dans le chapitre consacré à la religion aux États-Unis, « In God we trust », dans le tome 2 du *Nouveau Nouveau Monde* (1960. Paris : Julliard).

³⁶⁸ Ce texte, un éditorial paru de le mensuel en 10.76, I, prend appui sur l’encyclique *Populorum progressio* du pape Paul VI. Ecrit plus de quinze ans après la publication de sa traduction des sermons de J. W. Johnson, il relève d’autres logiques.

³⁶⁹ Selon F. BERGER, que l’on reprend ici faute de sources alternatives. La parution d’un « reportage photo sur la journée d’un prolo provoque une panique de dernière minute chez le saint patron Georges Hourdin. [...] Une mouture allégée, pourtant agrémentée de citations d’encycliques, a soulevé à sa publication une quarantaine de lettres de protestations anticommunistes indignées. Julien est viré [...] » [BERGER, 1992 : 109].

³⁷⁰ Selon J. THIBAU, il « [...] entre rapidement en conflit avec les autorités du protectorat ; nous sommes au moment où le sultan du Maroc revendique hautement l’indépendance du pays. Le maréchal Juin estime que l’action de Claude Julien est nocive pour les intérêts français en Afrique du Nord. Il le lui écrit et lui demande de regagner la métropole. Arrivé à Paris, il est recommandé à Hubert Beuve-Méry par leurs amis catholiques ; à la lecture de la lettre du maréchal Juin, le fondateur voit en Claude Julien une de ces "personnalités de caractère dont le journal a besoin" [...] » [THIBAU, 1996 : 439]. Version similaire chez F. BERGER : « [...] Par l’intermédiaire du fondateur de Présence africaine, il débarque à *La Dépêche marocaine* de Tanger. C’est le quotidien de la zone internationale, mais la Résidence française de Rabat, qui est le

étranger du *Monde*, que dirige depuis la même année André Fontaine. Il a 26 ans. Commence une collaboration, ou plutôt un engagement journalistique qui ne sera démenti que trente ans plus tard, lors de la première crise de succession du *Monde* (1981-1982). Engagement, le terme n'est pas trop fort eu égard à la place qu'occupait le *Monde* pour ses rédacteurs.

Il faut revenir ici brièvement sur une image souvent utilisée pour décrire le quotidien dans les années 1940 et 1950, celle d'une « Eglise ». Les ouvrages consacrés au *Monde* et à Hubert Beuve-Méry, « cœur de moine et [...] esprit sceptique », concordent tous sur ce point³⁷¹ : le fondateur du quotidien usa régulièrement, dans ses discours comme dans sa pratique, de la métaphore religieuse pour décrire l'activité journalistique³⁷². Ce que résume encore le journaliste André Frossard dans le *Figaro*, à l'occasion du départ en retraite d'Hubert Beuve-Méry en 1969 : « votre journal aura été l'une des rares institutions religieuses créées en cette seconde moitié du siècle³⁷³ ». De la JEC au *Monde*, en passant par la *Vie catholique illustrée*, on pourrait ainsi voir dans l'itinéraire de Claude Julien la simple continuité d'une vocation religieuse prenant des traits laïcs. Pour autant, cette image brouille peut-être plus qu'elle n'explique la place particulière qu'occupait le *Monde* dans l'espace médiatique des années 1950. L'idée que le quotidien est une communauté monastique entre en concurrence avec une autre métaphore, celle du *Monde* comme « service public ». Comprendre la logique sous-jacente à l'idée du journal comme service public implique de revenir brièvement sur le double processus que vient sanctionner, à la Libération, la création et la réussite du quotidien de la rue des Italiens. Processus structurel d'un côté, lié à la reconnaissance

ped de la France, a les siens dedans. En 1951, Claude Julien est interdit de séjour au Maroc par le maréchal Juin lui-même. Encore viré. Georges Hourdin, pris de remord, tanne son vieil ami Beuve-Méry, lui-même ancien de La Dépêche marocaine, qui Julien ferait bien au Monde. Le directeur du Monde le reçoit, s'enquiert du motif de sa présence en métropole. Julien sort la lettre qu'il a reçue de la Résidence. "C'est de gens comme ça que nous avons besoin", a conclu Beuve [...] » [BERGER, 1992 : 109].

³⁷¹ Voir surtout SULLIVAN, 1990 : *passim* et EVENO, 1996 : 35-41. Citation in SULLIVAN, *ibid.* : 46.

³⁷² « [...] On nous lit au Vél d'hiv en attendant Thorez. On nous lit au Vél d'hiv en attendant de Gaulle. On nous lit en Pologne et on nous lit aux États-Unis. [...] Peu à peu, une loi supérieure s'impose aux exigences, préjugés ou préférences que les uns ou les autres nous pouvons tous avoir : la loi de l'œuvre à faire au meilleur profit de tous les membres de l'entreprise. Et c'est cela qui importe plus que tout. Les circonstances sont difficiles, elles le seront probablement de plus en plus. Nous ne conserverons quelque chance de nous en tirer que dans la mesure où nous aurons tous le sentiment profond d'une communauté de travail qui tend assez naturellement vers une communauté d'esprit et qui est aussi, qu'on le veuille ou non, une communauté de destin [...] ». Hubert Beuve-Méry, discours prononcé le 20 décembre 1948 ; cité in EVENO, 1996 : 40.

³⁷³ Cité par L. GREILSAMER in SULLIVAN, 2007 : 127.

et, dans une certaine mesure, à la clôture relative de l'espace professionnel journalistique³⁷⁴, doté d'un statut, d'une déontologie et d'une identité collective propre, de centres de formations³⁷⁵. Processus conjoncturel dans la France de l'après-guerre et la volonté très forte de libérer la presse des « forces de l'argent³⁷⁶ ». C'est dans ce double contexte que se « pose le problème particulier de la presse », comme l'écrit Paul Ricœur dans sa préface au livre du rédacteur au *Monde* Jean Schwœbel. « Le problème, c'est celui-ci : l'information a, aujourd'hui, acquis la fonction d'un service d'intérêt public, mais elle n'a pas reçu le statut juridique qui correspond à cette fonction [...]»³⁷⁷. Comment remplir une mission d'intérêt général sans être fonctionnaire³⁷⁸, sans être nationalisé ou, à un autre niveau, sans être religieux ? Il n'est pas anodin que ce soit la métaphore professorale (ces fonctionnaires qui, tout en étant soumis à des obligations de service, sont moins liés au devoir de réserve) qui revienne le plus fréquemment pour qualifier l'activité des journalistes du *Monde*³⁷⁹.

Au sein de la rédaction, l'« étranger » représente l'un des secteurs les plus prestigieux. Adjoint d'André Fontaine à partir de 1959, Claude Julien y couvre en relative autonomie l'Amérique du Nord, et bientôt, la révolution cubaine³⁸⁰. Si le journaliste condamne fermement le maccarthysme ou le statut

³⁷⁴ Bien détaillé par D. RUELLAN, 2007, dont on reprend ici les analyses.

³⁷⁵ « Il fallut attendre l'après-1945 pour que le principe d'une formation initiale unique et spécialisée des journalistes commençât à s'imposer – dans les esprits – comme un mode de sélection des candidats à la profession » [RUELLAN, *ibid.* : 57]. Dans les faits, on l'a vu, les rédacteurs du service étranger du *Monde* n'ont pas effectué d'école de journalisme. L'homogénéité des formations autorise (licence ou doctorat de lettres ou de droit) autorise néanmoins, me semble-t-il, à parler d'une certaine professionnalisation.

³⁷⁶ Jean SCHWÖEBEL. 1968. *La presse, le pouvoir et l'argent*. Op. cit. P.71.

³⁷⁷ Paul RICŒUR, in *ibid.* : 7.

³⁷⁸ Pour une description des réticences des journalistes à laisser, dans l'entre-deux-guerre, des fonctionnaires écrire en tant que tels dans la presse, voir RUELLAN, 2007 : 65-66.

³⁷⁹ On peut citer par exemple le mémoire de DEA de Laurent BOULLE, intitulé significativement *L'itinéraire d'un professeur-journaliste – Hubert Beuve-Méry, 1902-1944*, ou encore cette appréciation de la journaliste Yvonne Baby lors de sa première rencontre avec Robert Gauthier, rédacteur en chef adjoint du *Monde* : « [...] Je viens de faire tout un voyage, je quitte un ambassadeur [André Chênebenoist], je me retrouve chez un professeur et baisse les yeux. Quand je les relève, je vois ce que je voyais chaque semaine en allant chercher mon père au lycée Jacques-Decour, dans la salle des professeurs, je vois un de ces fronts bombés que je connais par cœur, une grosse tête, blême d'une patine qu'a déposée la lumière électrique, et des doigts noircis par la pipe [...] » [Yvonne BABY. 1992. *La vie retrouvée*. Paris : éditions de l'Olivier. P. 70-71].

³⁸⁰ Certaines de ses enquêtes ont fait l'objet d'éditions spécifiques : *Puissance et faiblesses des syndicats américaines*, recueils d'articles parus dans *Le Monde* du 11 au 19 juillet 1956, 52 pages, publié en 1957 ; *Cuba ou la ferveur contagieuse*, recueils d'articles parus dans *Le Monde*, édité par l'imprimerie du journal, 20 pages, 1960.

des Noirs, la force de l'encadrement rédactionnel de la rue des Italiens implique une absence de parti pris, hormis dans les éditoriaux³⁸¹. Pourtant, le soutien à de Gaulle d'Hubert Beuve-Méry, en mai 1958, distant sans les rompre les liens tissés entre les rédacteurs et le « patron » qui les a recrutés³⁸². Claude Julien entame en effet une collaboration de quelques années avec le *France-Observateur* de Claude Bourdet et Gilles Martinet³⁸³.

On n'a que peu d'informations sur cette collaboration. Le simple fait que les rédacteurs du *Monde* puissent écrire dans d'autres titres de presse est passé sous silence dans les études sur le quotidien³⁸⁴. Pourtant, Claude Estier « vaque entre les rédactions du *Monde*, de *Libération* et celle de la rue des Pyramides [siège de *France-Observateur*] [TETART, 2000 : 26]. Claude Julien aurait fait plus que passer : avec le journaliste H. de Galard, qui lui-même « [...] donne la moitié de son temps à la *Nef* » de Lucie Faure [*ibid.*], il dirige la rubrique internationale où il joue le rôle d'un « semi-permanent », au côté notamment d'Elena de La Souchère. Faut-il voir dans cette collaboration un engagement explicite ? « Bien que travailler pour *l'Obs* soit un geste politique intrinsèque, les nouveaux collaborateurs, jeunes, sont moins engagés qu'antan. [...] Ils sont moins militants que leurs aînés [Bourdet et Martinet]. Ils veulent faire du bon journalisme collant à l'actualité [...] » [*ibid.* : 30]. Claude Julien, s'il poursuit ses critiques à l'égard des États-Unis dans *France-Observateur*, n'en contribue pas moins, ainsi, à « dédramatiser les pages internationales » et à satisfaire, ainsi, « un lectorat très attaché à cette rubrique » [*ibid.* : 82].

Mais il y a plus. P. TETART insiste sur un point selon lui déterminant dans l'histoire de l'hebdomadaire qui serait passé, avec le départ de Claude Bourdet en juin 1963, de la

³⁸¹ « [...] J'ai voulu croire à certaines expériences de De Gaulle... Mendès... et puis tout l'élan est retombé. Qu'importe, si demain une chance nouvelle s'offrirait de remettre la France sur la voie qui stopperait ce que je considère être sa décadence, je ne pourrai m'empêcher d'y croire ». Hubert Beuve-Méry, 1958 ; cité in Sullivan, 2007 : 68. On retrouve bien plus tard (1982) sous la plume de Claude Julien un véritable plaidoyer pour l'action et la « pensée non conformiste » de Mendès France (« Esquisses idéologiques pour temps de crise – Mausolée pour deux absents ». 12.82, 1).

³⁸² Fait inédit, une quinzaine de rédacteurs (dont Claude Julien) fait circuler, en interne, une pétition condamnant la prise de position en faveur de de Gaulle. Seul le journaliste Claude Estier, embauché en 1955, démissionne (le 2 juin 1958) [TETART, 2000 : 29].

³⁸³ Pour toutes les informations qui suivent, on s'appuie sur la thèse de P. TETART, 2000, qui ne précise pas néanmoins la date de fin de cette collaboration.

³⁸⁴ Voir toutefois EVENO [1996 : 156] qui note que « [...] le parallèle intellectuel et politique entre la rédaction du *Monde* et le PSU semble fécond. Nombre de rédacteurs sont adhérents ou sympathisants du PSU, le *Monde* a soutenu Pierre Mendès France puis Michel Rocard, et la mouvance chrétienne de gauche est bien représentée, tant au journal qu'au PSU ». Il est peu probable néanmoins que Claude Julien ait pris sa carte au PSU.

« poétique » à la « pragmatique », c'est-à-dire d'une « culture d'affrontement », d'un « prophétisme révolutionnaire », à « une perspective plus camusienne, mouniériste », reposant notamment sur la défense des droits de l'homme.

« Cette métamorphose peut-elle être comprise comme un désengagement ? À proprement parler, elle renvoie autant à une méfiance vis-à-vis de toute intransigeance qu'à la perplexité d'une équipe partiellement libérée de son attirail idéologique et préoccupée, au quotidien, de la survie de l'*Obs*, donc de son adaptabilité. L'intransigeance de plus en plus sectaire d'un Bourdet qui découvre le marxisme à retardement s'oppose au vœux de Martinet et de Galard, les chefs de bord, qui souhaitent qu'un sans neuf coule dans les veines de l'hebdo. Le modèle du *Monde* et du *Monde diplomatique*, au cœur de la ligne de mire, symbolise un authentique appétit de pragmatisme que partage le lectorat. Le monde moderne ne pouvant être compris, dans son foisonnement, par des discours clos et définitifs, l'indispensable réflexion sur la mutation de l'idée révolutionnaire ne peut se recomposer qu'à travers un propos informatif et une intelligibilité fragmentés, fragmentaires [...] » [TETART, 2000 : 182].

Deux points sont à souligner. P. TETART livre ici une vision téléologique de l'histoire de *France-Observateur*, dont le désengagement correspondrait à une « adaptation constructive de la gauche moderne » [*ibid.*]. Quels sont en outre les titres de presse incarnant un modèle alternatif ? Le *Monde*, représenté physiquement par Claude Julien, et... le *Md*³⁸⁵. De fait, Claude manifesterait constamment, dans ses ouvrages comme dans ses éditoriaux, une solide méfiance à l'égard de « certains professionnels de l'agitation ou du bavardage révolutionnaire³⁸⁶ » et du gauchisme. On peut penser que la matrice du catholicisme social tempère ou, plutôt, limite les proximités possibles avec le communisme et, plus encore, l'extrême gauche.

À la fin des années 1960, c'est moins l'« agitation » politique que de nouvelles responsabilités journalistiques qui l'accaparent. Il collabore tout d'abord activement au *Monde des livres*, intégrant le « petit état-major » constitué dans

³⁸⁵ S'agit-il néanmoins du Md des années soixante, petite feuille à la diffusion restreinte, ou celui des années 1990 ? On constate que, pour certains observateurs, l'image du *Diplo* des années 1990 se surimpose à celle du supplément des années 1960.

³⁸⁶ Claude Julien, 1972. *Le suicide des démocraties*. Paris : Grasset. P. 117. « Formé à l'exigeante école du *Monde* », Claude Julien se « méfie du tout protestataire » [TETART, 2000 :180].

journalistes Jacqueline Piatier, Frédéric Gaussen, Bertrand Poirot-Delpech et Jean Planchais. Il y écrit peu, mais « fait appel à des critiques indigènes [et] surtout à des universitaires français spécialisés dans les littératures des différents pays : Pierre Dommergues, pour les États-Unis, Hélène Cixous et Bernard Cassen pour la Grande-Bretagne, Claude David et René Wintzen pour l'Allemagne, Claude Couffon, Claude Fell, pour les pays de langue espagnole, Michel David pour l'Italie... [...] »³⁸⁷. Certains seront quelques années plus tard de très proches collaborateurs du mensuel (Pierre Dommergues et, surtout, Bernard Cassen, tout deux fortement impliqués dans la fondation de l'université de Vincennes, mais également Claude Fell et René Wintzen³⁸⁸). Mais le changement le plus important est son accession, en 1969, à la direction du service étranger.

L'EXIT INTERIEUR

La fin de la décennie soixante a vu le quotidien accroître considérablement sa diffusion, son chiffre d'affaire et sa notoriété³⁸⁹. Dans le même temps, le nombre de journalistes a considérablement augmenté³⁹⁰. Le départ d'Hubert Beuve-Méry en 1969 et l'élection de Jacques Fauvet à la direction entraîne un mouvement ascendant pour une partie du personnel, qui accède à des fonctions de direction³⁹¹. Mais la notoriété du

³⁸⁷ Jacqueline Piatier. « Le monde des livres – 25 ans – Le 1^{er} février 1967, paraissait le premier "Monde des livres" – Histoire d'une naissance ». *Le Monde*, 20 mars 1992. P. 2. Ignacio Ramonet le présentait, en 2007, comme le « fondateur » du supplément littéraire (Ignacio Ramonet. 2007. « Préface ». In Claude JULIEN. *Le devoir d'irrespect*. *Op. cit.* P. 7), mais l'affirmation reste sujette à caution.

³⁸⁸ Pierre Dommergues, professeur de civilisation américaine, 73 contributions de 05.73 à 10.92. Claude Fell, professeur d'espagnol, treize contributions de 05.73 à 03.91. René Wintzen, professeur d'allemand, trois articles de 03.73 à 12.78.

³⁸⁹ Sur cet aspect, on reprend ici les analyses de P. EVENO, 1996 : 187. De 1963 à 1968, la diffusion totale s'accroît de 89 %, passant de 188 000 exemplaires quotidiens en moyenne, à 355 000 exemplaires payés.

³⁹⁰ De 1963 à 1968, le nombre de salariés passe de 446 à 813 personnes ; le nombre de rédacteurs passe de 94 en 1965 à 163 en 1970 [EVENO, *ibid.*].

³⁹¹ « Les anciens chefs de service sont nommés à la rédaction en chef : André Fontaine, chef du service étranger, est nommé rédacteur en chef, accompagné de trois adjoints, Bernard Lauzanne, précédemment chef des informations générales, Pierre Drouin, ancien chef du service économique, Pierre Viansson-Ponté, ancien chef du service politique, et un secrétaire général, Jean Houdart, ancien chef du secrétariat de rédaction. Les anciens adjoints, Claude Julien à l'étranger, Raymond Barrillon au politique, Gilbert Mathieu à l'économique, Jean Planchais aux informations générales [...] » [EVENO, *ibid.*].

*Monde*³⁹², l'accroissement du nombre de journalistes, les processus d'élévation hiérarchique et de création de nouvelles responsabilités contribuent à produire, autant qu'ils sont le résultat, un phénomène de compétition exacerbée au sein du journal³⁹³. F. BERGER résume en une formule percutante l'état d'esprit qui prévalait sans doute dans les années 1970 : « Loups ou pas, tous les soldats du *Monde* avaient dans leur giberne un bâton de maréchal » [BERGER, 1992 : 103³⁹⁴]. Comment comprendre le « vif accrochage » entre Claude Julien et André Fontaine [EVENO, 1996 : 240] et le remplacement du chef de service étranger par Michel Tatu, en février 1972, si ce n'est par la certitude qu'avait une partie des journalistes encadrant sinon de pouvoir briguer les plus hautes responsabilités, du moins d'avoir la légitimité et les compétences pour y prétendre ? En témoigne également le feuilleton à rebondissement que constitue, entre 1979 et 1982, la succession de Jacques Fauvet, à laquelle Claude Julien prit une part très importante.

« Une succession difficile »

F. BERGER [1992 : 102 *sq.*] et P. EVENO [1996 : 328 *sq.*] ont donné de la « crise de succession » du *Monde* une description détaillée et minutieuse³⁹⁵. Désigné par défaut par H. Beuve-Méry en 1969, le journaliste Jacques Fauvet devait officiellement occuper, après prolongation de son mandat, les fonctions de gérant du journal jusqu'au 31 décembre 1982. Lancées dès 1979, les consultations en vue de sa succession se posaient avec acuité, dans la mesure où aucune personnalité n'était susceptible de recueillir spontanément une majorité des suffrages des différents « porteurs de parts » de la SARL le *Monde*. Le mode complexe de désignation du « gérant » impliquait en effet l'obtention, depuis 1968, d'une majorité de 60 % des 772 parts³⁹⁶ de la

³⁹² Les études sur le quotidien passent sous silence les conditions de recrutement, pourtant massives, des années 1960 et 1970. Il est tout à fait probable que les candidatures étaient nombreuses, et les procédures de recrutement très sélectives. À titre illustratif, on citera simplement l'exemple de Denise Decornoy, qui fut choisie parmi une centaine de candidates sur un poste d'assistante sociale en 1967 (Denise Decornoy, entretien).

³⁹³ Sous Jacques Fauvet, les chefs de service ont acquis un tel poids et une telle légitimité (Bernard Lauzanne décrit les services comme des « wilayas) que tous ont leur mot à dire sur la manière dont doit être fait le quotidien.

³⁹⁴ Ou encore : « [...] On n'appartient pas à un journal de référence sans se persuader tant soit peu d'être soi-même une institution [...] » [*ibid.*].

³⁹⁵ Description à laquelle on peut associer un article de Claude Julien publié dans Le Débat en mars 1983 : « Les problèmes du *Monde*. Comment je les voyais », n° 24.

³⁹⁶ En février 1980 [EVENO, *ibid.*]. L'article de C. Julien est toutefois centré essentiellement sur les difficultés économiques du quotidien.

société des Rédacteurs. En outre, le *Monde* connaissait une augmentation constante de ses coûts et, malgré la croissance de son chiffre d'affaire, une forte diminution de ses marges bénéficiaires [EVENO, 1996 : 332-333].

C'est dans ce contexte que Claude Julien pose sa candidature³⁹⁷ au poste de gérant, face tout d'abord à Jacques Amalric (alors chef du service étranger), Jacques Decornoy (rédacteur en chef adjoint, ancien chef de l'étranger de 1976 à 1978) et André Fontaine (rédacteur en chef adjoint, chef de l'étranger de 1951 à 1969). Si tous ces journalistes sont ou ont été responsables du service étranger, les clivages n'en demeurent pas moins très forts. Au second tour, la rédaction se divise en deux blocs égaux, « amalriciens » contre « juliénistes », sans que l'une des deux parties ne parvienne à prendre l'avantage³⁹⁸. Au terme d'une procédure longue et laborieuse (P. EVENO parle d'un « marathon électoral » [p. 331]), où les vifs conflits internes furent rendus publics, Claude Julien fut désigné gérant à titre provisoire par la société des rédacteurs le 1^{er} juin 1980, son maintien étant subordonné à un second vote, prévu à la date officielle du départ de Jacques Fauvet. Il avait fallu, pour cela, sept tours et plusieurs mois de scrutin...

Jamais néanmoins le rédacteur en chef du mensuel ne parvint à faire l'unanimité³⁹⁹. A la suite notamment de l'« "Affaire Pierre George"⁴⁰⁰ », où un journaliste fut accusé par Claude Julien d'avoir donné des informations à la presse sur la situation du quotidien, le rédacteur en chef du *Md* fut désavoué quelques mois seulement après avoir été élu. Le 11 janvier 1982, à la suite d'un nouveau vote de la Société des rédacteurs, il « regagne l'étage du *Monde diplomatique* » [BERGER : 121].

³⁹⁷ À la demande d'une partie de ses collègues, selon le témoignage de Daniel Junqua (entretien, octobre 2009). Version confirmée par F. BERGER dont le témoignage est, d'une manière générale, favorable à Claude Julien, tout en étant assez critique sur le rôle de ses partisans et, notamment, Jacques Decornoy. Parmi les « juliénistes », on trouve également Daniel Junqua, Michel Tatu, Eric Rouleau, Raymond Barrillon, Jacques Fauvet.

³⁹⁸ « [...] Claude Julien obtient 358 parts et Jacques Amalric 342. [...] Les partisans d'André Fontaine ont voté pour Jacques Amalric et ceux de Jacques Decornoy se sont prononcés en faveur de Claude Julien » [EVENO, 1996 : 330].

³⁹⁹ « [...] Les "amalriciens", qui refusent de s'incliner, peuvent [...] entamer un travail de sape au cœur de la rédaction, à la Société des rédacteurs et auprès de la direction, en dévoilant les dangers que le futur directeur ferait peser, selon eux, sur la démocratie et sur la rédaction. Le thème est simple : Claude Julien serait une sorte d'ayatollah, marxiste de surcroît, qui ne penserait qu'à placer ses hommes à la rédaction en chef ou dans les services, et qui, tel Robespierre, réclamerait "des têtes" [...] » [EVENO, *ibid.* : 333]. Version confirmée par F. Berger (« Pour [Jacques Amalric], Claude Julien, c'est Staline ») [*ibid.* : 113].

⁴⁰⁰ « La rédaction du "Monde" renonce à présenter M. Claude Julien à la succession de M. Jacques Fauvet », *le Monde*, mercredi 13 janvier 1982, p. 40. Selon F. BERGER [1992 : 118], l'accusation serait venue de Jacques Decornoy, proche de C. Julien.

L'échec de Claude Julien entraîne le départ ou le retrait de ses partisans les plus proches. Jacques Decornoy, on l'a vu précédemment, part pour TFI avant de rejoindre finalement le *Md*. Daniel Junqua s'apprête à rejoindre la direction du Centre de formation des journalistes de Paris, mais accepte finalement de rester au *Monde*⁴⁰¹. Quant à Eric Rouleau, il accepte la proposition qui lui est faite de devenir ambassadeur⁴⁰². Claude Julien, lui, choisit (ou se voit imposer) un *exit* intérieur⁴⁰³. Relégué une première fois au *Md* en 1973, il érige à partir de 1982 le mensuel en structure autonome, recrutant ses propres collaborateurs (Ignacio Ramonet, pigiste régulier qui joue le rôle d'un semi-permanent à partir des années 1975-1976 pour 700 francs par mois, et qui épaulé notamment Micheline Paunet en 1981-1982 ; Solange Brand, secrétaire de rédaction ; Alain Gresh, Bernard Cassen puis Christian de Brie⁴⁰⁴).

*CLAUDE JULIEN ET LE MONDE DIPLOMATIQUE : LA
MATRICE ANTI-IMPERIALISTE*

L'arrivée et le maintien de Claude Julien à la tête du *Md*, en janvier 1973 et en janvier 1982, résultent donc de raisons structurelles (une compétition pour l'occupation des postes de direction dans une organisation hautement concurrentielle,

⁴⁰¹ Il restera finalement au *Monde*, à la demande d'André Laurens, successeur de Claude Julien.

⁴⁰² Selon Luc Rosezweig, journaliste au monde recruté par Jacques Amalric en 1985, Eric Rouleau aurait fait jouer la clause de conscience et accepté ensuite le poste de diplomate qui lui avait été proposé officieusement [Luc Rosenzweig, cité in GHILES MEILHAC, 2005 : 225].

⁴⁰³ Vu de l'extérieur et à une trentaine d'années de distance, on comprend difficilement pourquoi ces journalistes, qui disposent tous d'un solide CV, ne démissionnent pas, alors que la lutte a été, de l'avis générale, extrêmement dure et éprouvante. Jacques Amalric se voit proposer par Jacques Fauvet soit le poste de correspondant à Washington, soit un poste d'éditorialiste. Il refuse. Le directeur « tente alors de négocier sa démission, puis, devant un nouveau refus, [...] décide de le licencier. Le licenciement d'un rédacteur, extrêmement rare dans l'histoire du journal, déclenche une fronde de la rédaction, qui prend le parti d'un de ses membres » [EVENO, 1996 : 335]. Finalement, il ne quitte le *Monde* pour *Libération* qu'en 1990. Dans le même ordre d'idée, l'attachement des journalistes permanents du *Md* est, à une autre échelle, extrêmement forte. On ne quitte pas le *Diplo*, y compris en cas de crise (comme celle qui opposa Alain Gresh et Dominique Vidal à Bernard Cassen et Ignacio Ramonet au sujet de l'implication du mensuel dans ATTAC), sauf à l'âge de la retraite.

⁴⁰⁴ Bernard Cassen, professeur d'anglais à l'université Paris 8, et Christian de Brie, maître de conférence en science politique à l'université de Reims, ont toujours été pigistes au mensuel (entretien avec Bernard Cassen, septembre 2008). Alain Gresh, Ignacio Ramonet et Solange Brand font partie, comme Micheline Paunet, de la société des rédacteurs du *Monde*.

perdue par Claude Julien) et conjoncturelles (le poste était libre au moment opportun). L'ancien chef du service étranger n'avait donc ni plus ni moins que ses collègues vocation à prendre la tête du mensuel. Et c'est sans doute à contrecœur qu'il glissait ses pieds dans les pantoufles diplomatiques laissées, à son départ, par François Honti. Pantoufles dont il fit craquer coutures et dorures, et qu'il dota d'une solide semelle. Mais l'empreinte du pied était bien là.

On a décrit précédemment les critiques formulées par François Honti contre la « politique de puissance » des États-Unis. Cette critique de l'« empire américain », Claude Julien l'a portée dans ses écrits durant une vingtaine d'années. Sa première expérience des États-Unis, le journaliste la doit, on l'a dit, à la JEC, grâce à laquelle il reste aux États-Unis de 1946 à 1948 y exerçant, après avoir passé un diplôme de science politique, « les métiers les plus divers⁴⁰⁵ ». Comme le souligne J. THIBAU [1996 : 439], « [...] l'Amérique sera désormais l'élément principal de sa réflexion et de son œuvre journalistique [...] ». De 1956 à 1976, il publie en effet cinq ouvrages sur les États-Unis, un sur Cuba et un sur le Canada⁴⁰⁶.

Ses deux premiers livres (*L'Amérique en révolution* et le *Nouveau Nouveau Monde*) prennent la forme de l'enquête. Les chapitres sont thématiques ; le ton assez descriptif : il s'agit moins pour Claude Julien et son épouse de dénoncer que de faire découvrir, de décrire, de montrer. Car, « [...] au bout du compte, chacun possède sur l'Amérique une opinion bien arrêtée, il est *pour* ou il est *contre*. Mais combien connaissent vraiment l'Amérique ? [...]»⁴⁰⁷. Le journaliste cite abondamment les statistiques économiques et joint, à chaque fois, de nombreux tableaux et cartes. Il s'agit d'une des marques de fabrique de son style journalistique, qui ne laisse guère de place à l'approximation,

⁴⁰⁵ Notice biographique figurant dans la deuxième édition de *l'Empire américain* [1973. Paris : Grasset, coll. « Le livre de poche »].

⁴⁰⁶ Claude Julien, Jacqueline Julien. 1956. *L'Amérique en révolution*. Paris : Témoignage chrétien, coll. « Bibliothèque de l'homme d'action ». Claude Julien. *Le Nouveau Nouveau Monde*. Tome 1 : *L'élite au pouvoir – Les syndicats ouvriers*. Tome 2 : *Races, religions, mœurs*. 1960. Paris : Grasset. Claude Julien. 1960. « L'âme noire de l'Amérique ». In James Weldon Johnson. *God's trombones – Semons noirs en vers*. Paris : éditions de l'Epi. Claude Julien. 1965. *Le Canada, dernière chance de l'Europe*. Paris : . Claude Julien. 1968. *L'Empire américain*. Paris : Grasset ; deuxième édition : 1973. Coll. « Le livre de poche ». Claude Julien. 1976. *Le rêve et l'histoire – Deux siècles d'Amérique*. Paris : Grasset. On pourrait y ajouter *Le Suicide des démocraties*, ouvrage qui, s'il ne traite pas spécifiquement des États-Unis, cite de nombreux exemples se rapportant à l'Amérique du Nord.

⁴⁰⁷ *Le Nouveau Nouveau Monde*, tome 2, p. 267.

notamment en matière de chiffres. Au final, il dresse un tableau nuancé du formidable développement des États-Unis dans les années 1950.

Le ton change en 1961 et en 1965, avec la publication de ses livres sur Cuba et sur le Canada⁴⁰⁸. Chargé de couvrir la révolution cubaine pour le *Monde* en 1959, Claude Julien connaît bien Fidel Castro, qu'il a l'occasion d'interviewer à plusieurs reprises⁴⁰⁹. Dans son ouvrage, les États-Unis font figure d'accusé, d'être les « complices de régimes policiers corrompus⁴¹⁰ ». C'est dans ce livre que sont formulés pour la première fois des schèmes de dénonciation que l'on va retrouver jusqu'au début des années 1980 et, notamment, celui de la dépendance des États-Unis vis-à-vis des matières premières des « pays sous-développés⁴¹¹ », des « nations-prolétaires⁴¹² ». Sur le fond, Claude Julien reproche aux États-Unis autant leur soutien au régime de Batista que d'avoir favorisé la radicalisation d'une révolution cubaine qui, selon lui, ne relevait pas initialement d'une dynamique communiste⁴¹³. L'ouvrage publié sur le Canada, en 1965, procède d'une analyse semblable. Ici encore, c'est le thème de l'« indépendance » (du Canada et de l'Europe, vis-à-vis des États-Unis) qui est premier. La première partie de l'ouvrage consistait en un long plaidoyer en faveur d'une alliance Europe/Canada⁴¹⁴.

⁴⁰⁸ Claude Julien. 1961. *La révolution cubaine*. Paris : Julliard ; Le Canada..., *op. cit.*

⁴⁰⁹ Claude Julien. « Sept heures avec M. Fidel Castro ». *Le Monde*. 22 mars 1963. Jeanine VERDES-LEROUX [1989] s'est livrée à une critique en règle des prises de position de Claude Julien vis-à-vis de Cuba. Journaliste représentant « [...] un journal qui, pendant longtemps, a imposé l'idée qu'il était un journal d'information, et non d'opinion, et dont les opinions très engagées ont longtemps été reçues comme des informations [...] » [*ibid.* : 266], Claude Julien n'a en effet « pas deux noms ; néanmoins, il a deux visages : celui du journaliste au *Monde*, grand journal d'information, celui d' "ami de Cuba", photographié, accueilli, interrogé par la presse cubaine, figurant même avant le cosmonaute soviétique Komarov dans un reportage sur les « Amis du Cuba » [publié dans la revue cubaine *Bohemia* du 22 janvier 1965] [...] » [*ibid.* : 447].

⁴¹⁰ *La révolution cubaine*. *Op. cit.* P. 60.

⁴¹¹ « [...] [La révolution cubaine] a pris un tournant décisif lorsque l'aide sino-soviétique, en face de l'hostilité ouverte des États-Unis, est devenue déterminante. Cette crise se situe à la fin du printemps et au début de l'été 1960. Elle est marquée par la guerre économique engagée simultanément sur le front du pétrole et sur le front du sucre. Guerre sans quartier, car elle est livrée, pour Cuba, au nom de la survie de la révolution, et pour les États-Unis, au nom du contrôle sur les matières premières, sans lesquelles le capitalisme américain se sait condamné. C'est en provenance des pays sous-développés que les États-Unis importent plus des trois quarts de leurs matières premières. Que l'exemple cubain soit suivi, et le pays le plus riche du monde se trouverait atteint dans ses structures essentielles [...] ». *Ibid.* : 268-269.

⁴¹² *Ibid.* : 154. Le « pillage économique » de Cuba par Washington est décrit p. 155 *sq.*

⁴¹³ Le parti communiste cubain et l'URSS font l'objet de nombreuses critiques de la part de Claude Julien [*ibid.* : 82 *sq.* ; 169 ; 274]. L'idée centrale ici est que Cuba et Fidel Castro ont été entraînés vers le communisme contre leur gré, par l'action des États-Unis.

⁴¹⁴ « [...] Divisés, s'ignorant mutuellement, [le Canada et l'Europe] restent faibles et contraignent l'alliance [avec les États-Unis] à devenir un corps dont la seule tête serait à Washington. Unis, s'entraînant l'un l'autre, ils peuvent au contraire faire de l'alliance

Mais l'ouvrage qui contribue le plus à la renommée de Claude Julien est certainement *L'Empire américain*, terminé en juillet et publié en septembre 1968. Là encore abondamment fourni en chiffres, tableaux et statistiques, le livre « s'interroge sur l'avenir d'un empire que, partout dans le monde, contestent, combattent des hommes épris de liberté et désireux d'exploiter eux-mêmes les richesses de leur pays⁴¹⁵ ». Les interrogations qui concluaient le *Nouveau Nouveau Monde* – publié seulement huit ans avant – sont bien loin. Les États-Unis incarnent la figure d'un oppresseur mondial, que ronge le « [...] cancer de la corruption des esprits par l'argent [...] » [p. 306]. Là encore, la thématique du pillage du tiers-monde, le fait que « [...] l'exploitation des mines et des plantations du tiers monde où de maigres salaires et de bas prix de vente sont la rançon de la prospérité de deux cent millions d'Américains » [p. 298] traverse l'ouvrage⁴¹⁶. Celui-ci fait l'objet à sa sortie d'une large couverture médiatique. Il reçoit le Prix *Aujourd'hui*, décerné chaque année à un ouvrage d'actualité, par des journalistes, est commenté et discuté dans *Esprit*. Il fait de son auteur en un véritable spécialiste, dont les analyses sont notamment contestées par Raymond Aron, qui voit en Claude Julien l'expression d'un « paramarxisme ».

CONCLUSION : DE L'ENGAGEMENT A LA CONTEMPLATION JOURNALISTIQUE

Il convient en conclusion d'insister sur deux points. Quand il prend la tête du mensuel, Claude Julien accentue, plus qu'il ne rompt avec, les critiques formulées par François Honti contre les États-Unis. La principale différence entre les deux hommes réside dans la perspective orthogonale qui les sépare : pour le premier, ce sont les rapports Est/Ouest qui déterminent le sens des relations internationales. Pour Claude Julien, c'est une dynamique Nord/Sud, dominée spécifiquement par les États-Unis, qui fait sens. L'ancien chef du service étranger ne croit pas à l'URSS, ni politiquement bien sûr, ni même comme puissance. En second lieu, si l'arrivée du nouveau rédacteur en chef entraîne un certain nombre de changements, Claude Julien prend bien soin de maintenir des liens avec le journalisme de service. Une saine gestion du mensuel impliquait vraisemblablement de ne pas couper brutalement les ponts avec le marché publicitaire des diplomates, sur lequel le mensuel pouvait compter. C'est ce qui

un ensemble bicéphale qui trouverait de ce fait une souplesse à ce jour inconnue, une aptitude au dialogue d'où surgirait une vitalité nouvelle [...] » [*Le Canada...* Op. cit. : 14]

⁴¹⁵ *L'Empire américain*, 4^{ème} de couverture.

⁴¹⁶ P. 230-233, 298, 337, 362, 385, 394, 397 en particulier.

explique notamment le maintien de rubriques typiquement diplomatiques.

Néanmoins, Claude Julien contribue, avec l'aide notamment d'Ignacio Ramonet, à politiser le contenu du mensuel, en instaurant deux rubriques au contenu explicite : « Cinéma » puis « Caméras politiques », rubrique prise en charge par Ignacio Ramonet, et « Littérature et politique », où des extraits de romans voisinent avec des analyses d'œuvres de romanciers étrangers, par des universitaires. Là encore, même si les références à l'extrême gauche sont implicitement présentes⁴¹⁷, ces deux rubriques ne s'inscrivent pas dans une perspective partisane. On peut à cet égard formuler trois remarques les concernant.

On constate tout d'abord que ces rubriques sont créées dans un contexte de reflux militant, certes encore à l'état d'ébauche en 1973, mais néanmoins en germe. 1973 n'est pas 1968, et les conditions de réussite de rubriques abordant la littérature et le cinéma à travers le prisme politique n'étaient *a priori* guère favorables. Deuxièmement, le titre de ces rubriques masque en réalité la véritable nouveauté qu'instaure Claude Julien à son arrivée. Celui-ci *scientifise* autant qu'il *politise* le contenu du mensuel dont il a pris les rênes. Si Ignacio Ramonet a été recruté, c'est d'abord parce qu'il a soutenu une thèse sur le cinéma cubain, entamée avec Roland Barthes et terminée avec Christian Metz. Si les rédacteurs du service étranger, si les pigistes réguliers du mensuel comme Elena de La Souchère, Victor Fay ou Heinz Abosch sont écartés, c'est pour être remplacés par des universitaires (Bernard Cassen, Pierre Dommergues, Frédéric Langer...). Si Yves Florenne conserve la rubrique principale des « Livres du mois », c'est parce qu'il y abordait déjà des ouvrages de sciences humaines et sociales. Une rubrique paraît emblématique à cet égard du changement de perspective à l'œuvre dans le mensuel : les « recherches universitaires ». Systématiquement rédigée par l'universitaire

⁴¹⁷ Voir par exemple le compte rendu positif, quoique nuancé, de l'œuvre chinois de Joris Ivens en 03.76 (Ignacio Ramonet, « Une révolution affable ») : « [...] Malgré ces réticences, il faut reconnaître que Joris Ivens est parvenu, dans ce film, à mettre en relief avec prévenance et sensibilité, l'affabilité politique de la révolution chinoise, et sa radicalité ».

Charles Zorgbibe, elle consistait en un résumé critique de une ou de plusieurs thèses soutenues dans le mois.

Enfin, on observe que les rubriques les plus politiques, mais aussi la rubrique tenue par Charles Zorgbibe, perdurent jusqu'au milieu des années 1980. Les raisons invoqués par Ignacio Ramonet et Charles Zorgbibe⁴¹⁸ pour justifier leur disparition relèvent, pour le premier, du manque de temps et, pour le second, de la lassitude. Reste qu'à partir du milieu des années 1980, le mensuel gomme ses dimensions les plus militantes et les plus universitaires, alors même que son lectorat augmente.

*

Ainsi, la politisation du *Md* peut être caractérisée par deux traits distincts : elle s'inscrit dans des registres discursifs scientifiques, et non militants. Elle prend forme au sein de ce que l'on pourrait appeler un engagement contemplatif, propre à Claude Julien. On en trouve une expression aboutie et épurée dans le texte introductif que livre le rédacteur en chef dans son dernier ouvrage paru, *Le Devoir d'irrespect*⁴¹⁹, qui reprend ses éditoriaux publiés de janvier 1973 à juillet 1979. Dans ce texte autobiographique à demi-mot, le rédacteur en chef livrait sa conception de l'engagement politique et journalistique. Ce texte⁴²⁰ fait directement écho aux pages que Claude Julien consacrait au moine Thomas Merton, « authentique contemplatif », « trappiste de l'Abbaye Notre-Dame de Gethsemani [...], dont les livres ont connu depuis la guerre un très grand succès de librairie. Thomas Merton aurait pu mener une vie mondaine. Après sa conversion [...], il a choisi de se réfugier dans un couvent, pour y trouver le calme et la facilité d'écrire [...]»⁴²¹. Claude Julien choisit (ou se voit imposer) une voie médiane, que l'on peut résumer par cet oxymore : engagement contemplatif.

⁴¹⁸ Ignacio Ramonet, entretien, 2008 ; Charles Zorgbibe, entretien, 2007.

⁴¹⁹ Claude Julien. 1979. *Le Devoir d'irrespect*. Paris : Alain Moreau. Réédition en 2007. Forcalquier : HB éditions.

⁴²⁰ Voir l'annexe X.

⁴²¹ Claude Julien. *Le Nouveau Nouveau Monde*. Tome 2. *Op. cit.* P. 177.

Chapitre 3. Yves Florenne et le *Monde diplomatique*, de l'académisme littéraire à la critique journalistique

Ce chapitre est centré sur la personne d'Yves Florenne, journaliste au *Monde*, romancier, dramaturge, auteur de plus de six cents comptes rendus de livres⁴²² parus dans le *Md* de novembre 1954 à novembre 1991. Le choix de collaborateur, les sources employées s'expliquent par une série de facteurs raisonnés et contingents qui seront développés en introduction. L'analyse portera sur sa carrière littéraire, ses engagements durant la Seconde guerre mondiale et les conditions de son entrée au quotidien, en 1947. Elle sera ensuite centrée sur l'évolution de son itinéraire de lecteur, qu'il est possible d'appréhender par le biais des centaines de comptes rendus de livres publiés dans le *Md* pendant ses trente-sept années de collaboration.

INTRODUCTION :

On a souligné le fait que le *Md* avait été produit, dès sa création, par un nombre important de collaborateurs extérieurs à la rédaction du *Monde*. Néanmoins, de sa création jusqu'au début des années 1980, les journalistes du quotidien y contribuèrent très régulièrement. Parmi eux, Yves Florenne fut l'un de ceux qui collabora le plus régulièrement. Cette régularité est doublement digne d'intérêt : elle s'étale sur une quarantaine d'années, sans discontinuité ou presque ; elle n'a pas été rompue par l'arrivée de Claude Julien en 1973. La participation d'Yves Florenne dès novembre 1954, et son arrêt en novembre 1991, quelques mois avant sa mort, était la thèse de la continuité rédactionnelle du journal. Parce que l'inscription dans l'Histoire constitue une ressource symbolique pour les titres de presse, les journalistes ont tendance à mettre en avant la continuité – des hommes, des prises de position... – aux dépens des ruptures, des revirements, ou des conflits internes. Dans le cas du *Md*, ce discours postule que, du milieu des années cinquante au 21^e siècle, c'est un seul et même journal qui a été produit, c'est un

⁴²² Dont 509 répertoriés dans *L'index analytique du Monde diplomatique*, auxquels il convient d'ajouter les douze parus en 1969, omis dans *L'Index*, soit 522. Ces comptes rendus sont mis en valeur à la fois par leur longueur (entre 5000 et 7000 signes en moyenne) et par la mise en page (encadrés, avec un titre, en haut de page) dont ils bénéficient ; néanmoins, le chroniqueur a aussi rendu compte d'ouvrages en signant « Y. F. ». Ces dernières notices ne sont pas répertoriées dans *L'index*.

seul et même esprit (celui d'Hubert Beuve-Méry) qui a commandé, au travers d'individus aussi différents l'un de l'autre que François Honti et Claude Julien, aux destinées du mensuel. La présence, durant plusieurs décennies, des mêmes êtres « à la même place » (Claude Julien) semble bien étayer la pertinence de cette perspective. On en trouve une expression aboutie dans les premières lignes de l'hommage que rendit C. Julien à Yves Florenne à la mort de celui-ci, en 1992.

Récit n° 1 : « Un ami : Yves Florenne »

« A cette même place, et depuis trente huit ans, notre merveilleux ami Yves Florenne a assuré, avec un scrupule religieux, une riche chronique qui a largement contribué à la tenue, à la dignité, à l'honneur de ce journal. Les livres dont il choisissait de parler, le regard libre qu'il posait sur eux, le déconcertant mouvement de sa phrase, les rapprochements inattendus : tout en lui portait la marque de rares qualités humaines. Mais comment parler d'un ami qui vient de nous quitter ?

Sa culture, son érudition n'étaient après tout que la conséquence, l'aboutissement naturel d'une manière d'être, des vertus que j'appréciais en lui. L'esprit ouvert, curieux, un être toujours capable de s'étonner lui-même sans jamais chercher à étonner les autres. Souriant, même lorsque l'injustice, la médiocrité, la bassesse, l'atteignaient personnellement. Discret, dans cette profession pervertie par tant de vanité. Gentil, inlassablement gentil, avec cette parfaite courtoisie qui, bien évidemment, lui interdisait de s'abaisser en quelque complaisance. Mais, qu'il accordât, privilège, sa confiance, et son interlocuteur le découvrait gai, disert, cédant parfois à la confiance, pour bien vite, devant pareille incongruité, s'en excuser, se retrancher derrière un trait d'humour.

Et, avec tout cela, dans ses articles, au détour d'une phrase, sans insister, la formule vive, cinglante, au besoin cruelle devant de trop graves impostures, de trop grandes lâchetés. Les sots ne se méfient jamais assez d'une telle affabilité, qui leur est tellement étrangère, aux antipodes de la faiblesse, de l'indulgence complice.

D'un coup d'œil superficiel, et non sans fatuité, de jeunes loups prématurément vieilliss le soupçonnaient d'avoir eu tort de survivre à une époque qu'ils estimaient révolue. Pourtant, plus intensément que tant de carriéristes médiatisés, blasés, insatiables, il palpait de toutes les passions de ce monde foisonnant. Dès l'âge de dix-sept ans, pour sa première pièce, dès son premier roman, et tout aussi nettement dans sa dernière chronique, toujours il était pleinement de son temps, car plus attentif aux

vagues de fond qu'aux soubresauts dont se nourrissent les conversations mondaines.

Tristesse de perdre un ami, souci de respecter la discrétion qui était sa marque, désir de dire combien il nous manque, refus de faire inutilement étalage de tant de richesses partagées tout au long d'une si confiante collaboration : l'amitié ne peut jamais parfaitement s'acquitter d'un devoir de reconnaissance.

Notes :

[A dix-sept ans, dans le premier décor de Wakhevitch, Yves Florenne faisait représenter sa première pièce. Le Sang de la terre est joué clandestinement en 1942. Viennent ensuite *Antigone*, le *Cavalier d'or* (1958) qui, avec le soutien de Camus et de Dullin, obtient le Grand Prix de la première pièce, la *Tragédie de Roméo et Juliette* (1979), *Lettres à Sophie* (1985), *Offices de ténèbres* pour Don Juan. Son premier roman, le *Hameau de la solitude*, avait été couronné par l'Académie française. *Mes Espagnes*, ou le *Baudelaire* (1967), sa passion pour Diderot ou Musset, *Ouvertures : Eros et les clefs de la liberté* (1981) ont précédé une vaste saga, encore inachevée, dont il faut souhaiter qu'elle sera prochainement publiée [...].⁴²³ »

Ces informations constituent un récit biographique commode pour présenter, selon la formule consacrée, l'homme, sa vie et son œuvre. Elles valident à première vue la thèse de la continuité rédactionnelle, du maintien d'une seule et même ligne éditoriale. Présenté comme tout à fait cohérent et linéaire par l'ancien directeur du mensuel, cette investissement dans les colonnes du mensuel constitue la première raison de s'intéresser à sa carrière journalistique au sein du *Md*. L'importance et la durée de la collaboration d'Yves Florenne sont, en eux-mêmes, des motifs suffisants pour prendre cette dernière comme objet d'étude : pourquoi ne pas postuler, en effet, que si le journal a conservé ses traits originaux, c'est notamment grâce à la participation continue des mêmes individus ? Une autre raison justifiant le choix de ce journaliste trouve sa source dans le type même de ses articles. Feuilletoniste au *Monde* à partir de la fin des années quarante, il rédigea exclusivement des comptes rendus d'ouvrage dans le mensuel, dans une rubrique et un format quasiment inchangés de 1954 à 1991. Ainsi présentés, la personne, ses

⁴²³ Claude Julien, 06.92, 31.

articles, ses engagements mêmes sont marqués, subjectivement et objectivement, du sceau de la stabilité.

Cette stabilité, cet « excès de sens et de cohérence⁴²⁴ » propre au genre biographique pourraient être interrogés pour eux-mêmes : dénouer les fils d'une intrigue qui apparaît toujours, après coup, trop bien ficelée, peut être l'une des premières tâches du sociologue biographe [PUDAL, 1994]⁴²⁵. Ils ont été en fait questionnés à la suite de la lecture de deux livres parus à trente trois ans d'intervalle, qui citaient et commentaient négativement les prises de position d'Yves Florenne. Le premier est le *Discours sur le colonialisme* d'Aimé Césaire. Dans ce pamphlet paru originellement en 1950⁴²⁶ puis réédité chez Présence africaine en 1955, le député communiste martiniquais prenait vivement à partie, sur plusieurs pages, le chroniqueur du *Monde*, faisant de lui le « représentant d'une bourgeoisie condamnée à remâcher le vomi d'Hitler ». Sans développer pour l'instant l'argumentaire de Césaire, celui-ci accusait le chroniqueur du *Monde* de racisme. Le second ouvrage, écrit par Pascal Bruckner et publié en mai 1983, critiquait également Yves Florenne, mais pour une toute autre raison. Le chroniqueur y était cette fois-ci taxé de « tiers-mondiste », ce qui, sous la plume de P. Bruckner, constituait une insulte. En simplifiant grossièrement, Yves Florenne était ainsi renvoyé, en une trentaine d'années, d'une droite profrançaise et raciste à une extrême gauche marxiste et antioccidentale.

C'est donc sous les traits d'une triple énigme que se présentait l'itinéraire social de ce journaliste romancier – ou romancier journaliste. Celle en premier lieu d'un individu dont les prises de position, présentées rétrospectivement comme cohérentes, semblaient montrer un certain nombre de variations, pour autant que l'on prenne au sérieux – ce qui a été le cas dans un premier temps – les critiques adressées à Yves Florenne par ses contempteurs. Miroirs grossissant, miroirs déformant plutôt, les livres d'Aimé Césaire et de Pascal Bruckner n'en rompaient pas moins la linéarité d'un itinéraire que, comme de juste, les

⁴²⁴ PASSERON, 2006/1992 : 302.

⁴²⁵ Plus exactement, sociologues et historiens proposent, face au récit auto- ou biographique, une intrigue d'un second niveau.

⁴²⁶ Aimé CESAIRE. 1950. *Discours sur le colonialisme*. Paris : Réclame. Cette dimension pamphlétaire est explicitement revendiquée par Césaire.

hommages *post-mortem* présentaient comme exemplaire. A cette première interrogation s'en ajoutait une seconde, portant sur la généralisation possible de certains traits de l'itinéraire d'Yves Florenne aux journalistes du *Monde* et du *Md* qui, comme lui, écrivirent pendant plusieurs décennies dans le mensuel et, surtout qui y engagèrent une partie de leur existence. Quelles caractéristiques générales propres à l'entreprise collective du *Md* pouvait-on tirer de l'étude de cet individu particulier ? Ces questionnements sont autant classiques qu'incontournables, et on ne prétendra pas y répondre de manière novatrice dans ce chapitre. Mais ils ont été enrichis par un troisième élément, né de la rencontre fortuite⁴²⁷ avec des proches d'Yves Florenne.

§I – UN ECHEC

Cette rencontre a d'abord été placée sous le signe du malentendu : encore pénétré de la lecture du Césaire pamphlétaire et des premiers articles publiés par le journaliste dans les années cinquante, il m'apparaissait évident que les opinions politiques de celui-ci avaient évolué – pour le dire sommairement et dans un vocabulaire non contrôlé : de la droite vers la gauche. A cette inflexion politique me semblait en outre correspondre une inflexion littéraire : je repérais en effet, à partir de la fin des années cinquante, un arrêt de sa production romanesque et théâtrale. J'avais rédigé en ce sens un premier compte rendu sociologique, ébauche à ce chapitre, et orienté la grille d'entretien à partir de ces inflexions supposées. Or de tout cela non seulement ses proches ignoraient l'existence, mais en contestaient même la validité. Il ne faisait pour eux aucun doute qu'Yves Florenne avait toujours été de gauche⁴²⁸. L'« affaire » Césaire ? Plus que dégonflée : jamais le journaliste n'y avait semble-t-il fait allusion. Le tarissement de l'écriture ? Jamais Yves Florenne n'avait cessé d'écrire. Des échanges de courrier ont pourtant suivi cette première rencontre. J'ai ainsi recueilli des informations, étoffé un terrain devenu bien vivant et fait lire des versions successives de ce chapitre. C'est dire s'il m'importait que la cohérence du récit sociologique entre en

⁴²⁷ C'est à la fois par hasard et par le jeu de l'enquête que l'on a rencontré des proches d'Yves Florenne.

⁴²⁸ Terme employé par l'un d'entre eux après que je l'aie moi-même utilisé au cours de d'un entretien.

résonance avec la perception qu'avaient ses proches de sa vie, autant pour en approuver l'interprétation que pour intégrer, dans la construction de son itinéraire journalistique et littéraire, ce rapport désormais personnalisé à un objet devenu ici sujet⁴²⁹.

De ce point de vue pourtant, ce texte est un échec. D'abord parce que, pour reprendre les termes d'Yves Florenne commentant la biographie de Condorcet par Keith M. Baker « [...] l'homme [...] privé, intime, intérieur, si pudique et qui partagea tard dans sa vie un grand amour, cet homme reste ici dans la pénombre ; ou n'y apparaît pas du tout⁴³⁰ ». Ensuite parce que la perspective ici adoptée n'est pas celle d'une étude littéraire, au sens traditionnel du terme, mais relève de la sociologie. Or, Yves Florenne a plusieurs fois témoigné, on le verra, de ses réticences à l'égard de la conceptualisation – que ce soit en matière littéraire, historique ou sociologique. Ce chapitre a fait l'objet de critiques du même type, formulées par la personne rencontrée. Plus fondamentalement, enfin, ses proches n'ont pas reconnu dans ce texte l'homme qu'ils avaient connu, et ont fermement critiqué l'interprétation proposée, notamment dans les deux premières sections. De fait, ils ont refusé d'y être associé et d'y être cité nommément. Il est vrai qu'Yves Florenne ne représente littéralement, ici, qu'un chapitre de thèse alors qu'il s'agit, pour eux, d'un compagnon, d'un père, d'un ami et, surtout, d'un écrivain. Le décalage est immense et, à dire vrai, insurmontable. Peut-être est-ce cet écart qui permet justement l'exercice de l'activité socio-historique. Mais « [...] on ne dira jamais assez que les morts, dont l'histoire porte le deuil, furent des vivants [...] » écrit P. RICŒUR, qui souligne à ce titre que l'historien « [...] a une dette à l'égard du passé, une dette de reconnaissance à l'égard des morts, qui fait de lui un débiteur insolvable » [RICŒUR, 1985 : 283 et 253]. Les sciences sociales, dès lors qu'elles touchent au présent, à la mémoire vive,

⁴²⁹ Peu de travaux sociologiques intègrent la réception, par les agents sociaux / acteurs étudiés, de l'analyse que propose cette même sociologie de leurs trajectoires / itinéraires / carrières ; ou alors, cet aspect constitue le cœur de l'analyse, soit celle-ci intervient après-coup, dans des articles rétrospectifs. Il ne s'agit pas ici de mettre tous les discours sur un même plan de véridicité, mais d'accroître la réflexivité des pratiques d'enquête sociologique, comme l'illustre de manière convaincante L. THOMAS [2006], dont les travaux mobilisent par ailleurs les concepts de P. Bourdieu.

⁴³⁰ Yves Florenne, compte rendu de l'ouvrage de Keith M. Baker, *Condorcet. Raison et politique*. Paris : Hermann. 1988 (*Md*, 12.88).

ont également une dette envers les vivants, que l'exigence méthodologique de « restitution » ne suffit guère à rembourser. A-t-on rendu ici justice à Yves Florenne ? C'est, désormais, au lecteur d'en juger.

§2 – TERRAINS

Sur quels terrains s'appuyer pour dresser la cartographie de cet itinéraire, pour évaluer la pertinence et l'importance d'éventuelles évolutions, rupture ou continuité biographique ? L'analyse de sa production journalistique et les premières recherches dans les catalogues des bibliothèques circonscrivent tout d'abord deux ensembles de sources autographes. Les premières réunissent une partie de sa production fictionnelle (romans et pièces de théâtre) ainsi que ses textes de critique littéraire (introduction aux œuvres d'auteurs reconnus tels que Baudelaire, Musset ou Shakespeare). L'observation a d'abord porté sur les genres investis par Yves Florenne des années trente aux années cinquante. On s'est efforcé dans un second temps d'analyser, dans une perspective internaliste, les thèmes et les formes littéraires utilisés dans ses livres, afin d'expliquer le tarissement non pas de ses talents d'écrivain (puisque'il n'a jamais cessé d'écrire, y compris de la fiction), mais de des conditions qui lui étaient, jusqu'à la fin des années cinquante, favorables (puisque'il cesse de publier dans les années soixante). Le second corpus est constitué de certains de ses articles parus dans le *Monde* (de 1947 à 1954⁴³¹) et de la plupart de ceux du *Md* (n = 600 environ). Un premier travail de dépouillement des comptes rendus rédigés par Yves Florenne de 1954 à 1991 dans le mensuel a été opéré à partir de l'*Index analytique* (de 1954 à 1983) et du cédérom du *Md* (de 1973 à 1991) en s'appuyant sur les titres des livres chroniqués et les noms des auteurs. Ce repérage a permis de tracer à grands traits les inflexions et les évolutions de son itinéraire de lecteur, en identifiant les genres et les auteurs privilégiés. Ensuite, par le biais de coupes quinquennales (de 1957 à 1987), on a effectué une étude de contenu des chroniques. Ces dernières ont d'abord fait l'objet d'une analyse thématique, en fonction des ouvrages (mémoires,

⁴³¹ Pour des raisons de temps, l'ensemble des feuilletons qu'Yves Florenne a publié dans le *Monde* n'a pas été consulté.

histoire, sociologie...), des éditeurs et du statut des auteurs (écrivain, chercheur, essayiste...). Cette démarche a permis de repérer les types de livres et d'auteurs qu'Yves Florenne a privilégiés au cours de sa longue carrière de lecteur. Dans un second temps, le système actantiel proposé par Luc Boltanski dans son étude des formes de dénonciation publique a été mobilisé [BOLTANSKI, 1990/1984 : 266 *sq.*]. En effet, à partir d'une époque que l'on peut situer au milieu des années soixante, les chroniques d'Yves Florenne se transforment peu à peu pour prendre progressivement les traits, presque mensuellement, d'une dénonciation : soit l'ouvrage, tel qu'il était présenté, mettait l'accent sur une situation perçue comme injuste, et que le journaliste reprenait à son compte ; soit il lui servait de catalyseur pour développer une critique distincte de celle portée par le livre chroniqué. Dans les deux cas, il est possible d'identifier des actants⁴³² sur lesquels s'appuie le journaliste pour mener à bien sa critique.

Ainsi rassemblées et sans même les analyser, ces sources donnent à voir une « individualité biologique » occupant une certaine « surface sociale » composée d'au moins deux versants, l'un journalistique et l'autre littéraire. Yves Florenne a-t-il été le réceptacle d'un « [...] ensemble d'attributs et d'attributions propres à lui permettre d'intervenir comme agent efficient dans différents champs [...] »⁴³³ ? Il semble plutôt, à observer ses itinéraires à partir du début des années 1960, qu'il restât en marge, et de la littérature, et du journalisme, et de la politique. Attributs et attributions ont en tout cas laissés suffisamment de traces objectivées s'imposant comme autant de sources potentielles. En cela cet itinéraire n'est statistiquement pas commun : professionnel de l'écrit, Yves Florenne fait partie des rares individus à avoir laissé derrière lui de vastes ensembles discursifs rattachés à sa personne, à son nom, de manière irréfragable. Néanmoins, l'importance de ces textes autographes contraste avec la faiblesse des commentaires que ses œuvres

⁴³² « [...] Une dénonciation instaure un système de relations entre quatre actants : 1) celui qui dénonce ; 2) celui en faveur de qui la dénonciation est accomplie ; 3) celui au détriment de qui elle s'exerce ; 4) celui auprès de qui elle est opérée. [...] » [BOLTANSKI, 1990/1984 : 267].

⁴³³ BOURDIEU, 1986 : 72.

journalistiques et littéraires ont laissés. A l'exception d'un seul⁴³⁴, les dictionnaires et encyclopédies littéraires de langue française contemporaines ne le mentionnent pas ; les moteurs de recherche sur Internet ne donnent que quelques centaines de résultats sommaires, qui se recourent souvent. Ses textes de fiction ont été oubliés de l'histoire littéraire. L'article nécrologique rédigé par C. Julien est aussi le dernier à le citer dans le mensuel : il n'y apparaît plus après. Enfin, les ouvrages sur *Le Monde* ne livrent quasiment aucun renseignement⁴³⁵. Yves Florenne lui-même n'offre qu'à de rares occasions des informations sur sa vie⁴³⁶. En soit, l'absence de biographie et de mémoires publiés, pour un homme qui appréciait beaucoup ceux des autres, est un signe dont il faut tenir compte dans son itinéraire. S'il a bien écrit, à la fin de sa vie, une « autofiction⁴³⁷ », elle n'a pas été publiée.

Pour mesurer la pertinence et les limites de l'exemplarité du cas d'Yves Florenne il faudrait enfin se faire « [...] une idée du paysage dans lequel [le voyage] s'accomplit [...] » [BOURDIEU, 1986 : 72], ou encore « [...] repérer ces tracés que dessinent d'avance aux itinéraires de chacun les *chances sociales* inscrites pour lui à chaque bifurcation de la chaîne de Markov à quoi se réduit une biographie vue de l'extérieur. [...] »⁴³⁸. Afin de étoffer les contextes journalistique et littéraire dans lesquels il a vécu et de circonscrire l'univers des possibles biographiques qui s'ouvraient ou se fermaient à lui, on s'est tout d'abord appuyé sur des sources de seconde main.

Pour le journalisme français, ont été notamment utilisés les travaux portant sur les années 1940 et 1950 et, surtout, les études sur le *Monde*⁴³⁹. Yves Florenne n'était pas le seul chroniqueur littéraire du quotidien ; l'analyse a porté en ce sens sur ses prédécesseurs et collègues de travail. C'est donc par le biais de la comparaison qu'on a tenté

⁴³⁴ Dictionnaire universel des littératures, op. cit.

⁴³⁵ Seul P. EVENO mentionne son feuilleton [2004 : 662-663]. Les ouvrages portant sur le *Monde* sont cependant, d'une manière générale, d'une extrême pauvreté sur les trajectoires des journalistes. Hormis le sommet de la hiérarchie (Hubert Beuve-Méry, Jacques Fauvet, André Fontaine, Bernard Lauzanne et C. Julien), bien rares sont les informations fournies par les commentateurs.

⁴³⁶ Il est présent dans le *Who's who*.

⁴³⁷ B. Didier, entretien cité.

⁴³⁸ PASSERON, 2006/1992 : 308, souligné par l'auteur.

⁴³⁹ BELLANGER & *alii*, 1976 ; JEANNENEY & JULLIARD, 1979 ; PADIOLEAU, 1985 ; THIBAU, 1996/1978 ; EVENO, 1996 ; 2001 ; 2004.

d'appréhender l'homme, son œuvre et sa collaboration au *Md*. Cette comparaison n'aura, faute de sources et de compétence statistique, ni la profondeur ni l'étendue de celle dressée par exemple par G. SAPIRO [1999/1994]⁴⁴⁰. Néanmoins, à partir des travaux effectués sur les gens et institutions de lettres entre les années 1930 et 1950⁴⁴¹, il est possible de situer les origines et le parcours littéraire et politique d'Yves Florenne. Malgré l'ambiguïté de son statut, une place importante a été accordée à la brève polémique qui l'opposa, en 1955, à Aimé Césaire, dans la mesure où il s'agit d'une des saillances dans sa carrière journalistique, qui donne à voir et cristallise (momentanément) ses prises de positions à une époque de sa vie où elles ne sont pas mises en avant. Enfin, de nombreuses informations ont été recueillies lors de deux rencontres avec des proches d'Yves Florenne, en septembre et en novembre 2007. Celles-ci ont permis d'éclairer certains zones jusqu'alors restées grises de sa vie, notamment avant et pendant la guerre.

§3 – MODE DE REDACTION :

Partant d'une étude détaillée de la trajectoire d'un ancien permanent du Parti communiste français, B. PUDAL invite les rédacteurs de biographies à vocation scientifique à repousser d'une part la mise en récit le plus tardivement possible et, d'autre part, à expliciter autant que possible l'échafaudage théorique, méthodologique et rhétorique sur lequel repose l'explication. On souscrira volontiers aux deux préceptes, en mettant une réserve sur l'application du premier. Yves Florenne a en effet déjà fait l'objet de courtes biographies, rédigées peu après son décès et lors d'une célébration des dix ans de sa mort. On pourrait feindre de les ignorer, afin de rompre dans un premier temps avec la perspective cohérente qui les caractérise, ou encore n'en utiliser que les éléments dits factuels (date et lieu de naissance, professions exercées, etc.). C'est pourtant de ces récits qu'on partira tout d'abord, tant pour ce qu'ils apprennent effectivement que pour l'angle de vue qu'ils adoptent pour

⁴⁴⁰ Profondeur des trajectoires croisées de François Mauriac et Henry Bordeaux par exemple, étendue d'une prosopographie portant sur 185 écrivains [SAPIRO, 1999/1994 : 209-247]. Yves Florenne n'a cependant pas écrit l'équivalent de l'*Histoire d'une vie* en neuf volumes d'H. Bordeaux et aucune des nombreuses études sur le journal *Le Monde* n'est de nature prosopographique. L'ouvrage de G. Sapiro permet d'élargir la comparaison entre les académiciens du *Monde* et leurs collègues du quai de Conti.

⁴⁴¹ BOSCHETTI, 1985 ; THIESSE, 1991 ; BOURDIEU, 1998/1992 ; SIMONIN, 1994 et 1996 ; SAPIRO, 1999/1994.

décrire et mettre en forme son itinéraire. A partir des sources citées précédemment, il s'agira ensuite d'entrer dans le vif du sujet biographique et de proposer une description et une interprétation de l'itinéraire d'Yves Florenne. Celles-ci s'articuleront autour des trois époques qu'on a repéré dans son existence : les années trente et la guerre ; l'entrée au *Monde* et les premières années de collaboration au *Md* ; le déplacement progressif de ces centres d'intérêt et l'affirmation de ses prises de position au sein du mensuel.

SECTION I – MORTS ET VIES D'UN ECRIVAIN

Le 12 juin 2002 fut organisée par le Pen Club une table ronde dédiée à la mémoire d'Yves Florenne, décédé exactement dix ans auparavant⁴⁴². Plusieurs de ses proches amis et collaborateurs participèrent à cette commémoration au cours de laquelle furent célébrer les œuvres et les différentes facettes de ce « romancier, dramaturge, critique et journaliste⁴⁴³ ». Celui dont son ami le sénateur RPR du nord et ancien ministre Maurice Schumann écrivait qu'« [...] il avait un grave défaut : il était trop doué, ses talents trop divers, ses curiosités trop variées et trop vastes [...] »⁴⁴⁴, était ainsi présenté :

Récit n° 2 : « Eléments biographiques »

« D'origine ardennaise du côté paternel, et normande du côté maternel, Yves Florenne fut un brillant lycéen à Janson de Sailly et Buffon ; il est premier au Concours général ; et dès cette époque il se passionne pour le théâtre, écrit des pièces dont son camarade Wakhevitch compose les décors ; il donne aussi des nouvelles à divers journaux, collabore à l'*Intransigeant* et au *Petit parisien*. Après le lycée, il fréquente à la fois la faculté de Droit et la Sorbonne. En 1934, au *Mercur de France* où Valette et

⁴⁴² On trouve une trace de cet événement sur le site Internet de la Maison de l'Amérique latine : http://www.mal217.org/agenda/agenda.cfm?id_agenda=468, consulté le 10 juin 2007.

⁴⁴³ « Yves Florenne (1908-1992) – Romancier, dramaturge, critique et journaliste – Table ronde organisée par le Pen Club, avec la participation de Georges-Emmanuel Clancier, Claude Julien, Bertrand Poirot-Delpech, Salah Stetié, et des lectures de Catherine de Seynes. Maison de l'Amérique latine, 12 juin 2002. » 29 pages. Document communiqué par Béatrice Didier.

⁴⁴⁴ Maurice Schumann, « Il était trop doué... ». Court texte paru à la fin d'un article du même auteur consacré à un tout autre sujet (« L'Eglise pendant les années noires », *Revue des deux Mondes*, septembre 1992, p. 91-92).

Duhamel l'accueillent chaleureusement, il publie son premier roman : *Le Hameau de la solitude*, et deux autres romans.

Puis vient la guerre. Résistant de la première heure, il se jette dans les combats clandestins, sauve plusieurs hommes en leur faisant passer, non sans de grands dangers, la ligne de démarcation. Il est arrêté, mené à la prison d'Autun, échappe de justesse à l'ennemi. Lui qui n'était pas avide d'honneurs et de décorations (quoiqu'il fût chevalier des Arts et lettres), était secrètement fier d'avoir reçu la médaille de la Résistance.

Après la guerre, il participe activement au renouveau du théâtre et à sa décentralisation. Il a fait beaucoup pour l'essor des festivals : Arles, Aix, Avignon. Il écrit aussi pour le théâtre. Une belle adaptation d'*Antigone* est créée en 1953 par la Comédie de Saint Etienne de Jean Dasté. Raimond Hermantier monte en 1956 au Festival de Nîmes *Le Cavalier d'or* qui avait obtenu le Grand prix de la première pièce et qu'avaient apprécié Camus, Dullin, Ghelderode (ce dernier célébrait "un poète dramatique, une œuvre parmi les exceptionnelles du temps"). M. H. Dasté, fille de Jacques Copeau, fit les costumes du Cavalier d'or qui fut joué plusieurs fois par la suite.

Au lendemain de la guerre, il fait partie de l'équipe qui, autour de Beuve-Méry, crée *Le Monde* : il y écrira régulièrement de 1947 à 1986 : chroniques de théâtre, d'opéras (sur le festival d'Aix, sur celui de Hollande, de Salzbourg, etc...); notes malicieuses et perspicaces des « Au jour le jour » ; articles dans « le Monde des livres » où il collabore avec Jacqueline Piatier. Il y crée une chronique régulière la "Revue des revues" qui fit beaucoup pour l'essor des périodiques en France dans les années 1960-80. Dans ses dernières années cependant, il écrit davantage dans le *Monde diplomatique* où il fut heureux de travailler successivement (de 1954 à 1992) avec Honti, Claude Julien, Ignacio Ramonet qui publiera son dernier article au début de l'année 1992.

Son activité de journaliste et de critique ne l'empêchent pas cependant de continuer à écrire des œuvres romanesques et théâtrales ; mais il préfère les garder dans son tiroir, les retoucher, les parfaire ; ainsi laisse-t-il, en mourant, une part considérable d'inédits dont émergent deux romans (*Les Corps de la nuit* ; *"Tout le reste n'est rien"*) et une pièce de théâtre (*Office des ténèbres pour Don Juan*).⁴⁴⁵ »

⁴⁴⁵ Béatrice Didier, « Yves Florenne... », intervention lors de table ronde organisée par le Pen Club, document cité.

Ce texte hagiographique livre un premier élément dans la perception de l'itinéraire d'Yves Florenne : comme dans celui de Jacques Decornoy, la collaboration au *Md* n'apparaît qu'incidemment, vers la fin du texte. À l'image de l'épithète qu'il voulut voir graver sur sa tombe, Yves Florenne est presque entièrement ici donné à voir comme un écrivain⁴⁴⁶. Les engagements mentionnés sont ceux pris dans la Résistance puis, dans les années cinquante, pour la promotion des festivals de théâtre. Hormis Claude Julien, tous les intervenants présents célébrèrent le « maître-écrivain » (Georges-Emmanuel Clancier), « l'écrivain ayant stature d'écrivain », le « romancier et dramaturge » (Salah Stétié). A sa mort, les articles lui rendant hommage mettaient déjà tous l'accent⁴⁴⁷, à l'exception encore de celui de Claude Julien, cité précédemment, sur cet aspect central, premier, de son être social.

§I – DES DEBUTS LITTERAIRES PROMETTEURS : L'ESSAI RURALISTE (ANNEES 1930)

Yves Florenne n'est pas né en 1918 mais en 1908, à Paris. Premier prix de français au concours général⁴⁴⁸, il aurait tout d'abord souhaité mener une carrière diplomatique. La tuberculose et deux ans de sanatorium, après deux licences passées à la Sorbonne en lettres et en droit, auraient coupé court à cette ambition⁴⁴⁹. A la fin des années vingt ou au début des années trente, il entre alors comme fonctionnaire au ministère de l'agriculture. Parallèlement, et sans que l'on puisse en décrire les modalités précises, il commence à écrire et à publier. Il n'aurait jamais vécu de sa plume avant la guerre⁴⁵⁰, mais son premier roman (*Le Hameau de la solitude*, 1934) obtient suffisamment de reconnaissance (le Prix du premier roman de l'Académie

⁴⁴⁶ Yves Florenne a voulu être inhumé dans les Ardennes, dans le village de Bourg-Fidèle.

⁴⁴⁷ FONTAINE André. 1992 (mercredi 20 mai). « Yves Florenne est mort – Un beau serviteur de l'écrit ». *Le Monde*. P. 26. SCHUMANN Maurice (ancien ministre sous de Gaulle et Pompidou, sénateur RPR du Nord, académicien). 1992 (septembre). « Il était trop doué... ». *Revue des deux mondes*. P. 91-92. Anonyme, « Mort d'Yves Florenne », *L'Humanité*, 20 mai 1992, en ligne : http://www.humanite.fr/1992-05-20_Articles_-_MORT-D-YVES-FLORENNE, consulté le 07.07.2007.

⁴⁴⁸ André Fontaine, « Yves Florenne est mort – Un beau serviteur de l'écrit », *ar.cit.* ; Maurice Schumann, *ar. cit.*

⁴⁴⁹ Entretien avec l'un de ses proches, 2008.

⁴⁵⁰ *Ibid.*

française) pour lui permettre d'en publier deux autres dans la foulée (*Le visage nu*, 1935 et *Les Bâisseurs*, 1937⁴⁵¹). Il aurait également collaboré à plusieurs journaux conservateurs (*l'Intransigeant*, *Le Petit Parisien*⁴⁵²). Il monte clandestinement sa première pièce de théâtre en 1942⁴⁵³, à 34 ans. Après la guerre, parallèlement à ses activités de chroniqueur littéraire au *Monde*, où il aurait été « amené par l'amitié de René Dumesnil, d'André Chênebenoit, de Robert Kemp⁴⁵⁴ », il entame véritablement sa carrière d'exégète, rédigeant préfaces, notes et chronologies aux œuvres d'auteurs classiques. Son œuvre dramatique (notamment *Le Cavalier d'or* et *Le Sang de la terre*⁴⁵⁵) obtient une certaine reconnaissance critique ; mais sa dernière œuvre de fiction publiée, une pièce de théâtre, paraît en 1958 (*Le Cavalier d'or*, Gallimard, coll. « Le manteau d'Arlequin »). A partir de cette

⁴⁵¹ Tous trois édités au Mercure de France.

⁴⁵² Le qualificatif appelle une rapide justification. *L'Intransigeant* fut, jusqu'au début des années 1930, l'un des plus grands quotidiens du soir français (400 000 exemplaires tirés en moyenne). Journal proche des milieux nationalistes et, plus précisément, des anciens combattants (il inspira l'idée du tombeau du soldat inconnu), il n'accordait toutefois pas une place centrale à la politique. [BELLANGER & alii, 1972 : 535-537]. *Le Petit Parisien*, au tirage beaucoup plus important (jusqu'à 1,5 million d'exemplaires entre 1935 et 1939), voulait manifester, « au moins en apparence, une objectivité absolue ». Mais « anticommuniste de principe, il se retrouvait, en fait, beaucoup plus à droite que l'avant-guerre » face au Front populaire [BELLANGER, *ibid.* : 514].

⁴⁵³ Il s'agit du *Sang de la terre*, publié en 1947 : « Sous le coup de Juin 40, le jeune dramaturge que j'étais se saisit de son instrument pour purger en lui, selon Aristote, la colère, la douleur et la révolte, conjurer le désastre ancien, annoncer l'espérance. [...] La pièce était transparente jusqu'à la provocation. César y était fort malmené, disons : avec une haine déclarée » (postface à André Berthier, André Wartelle, avec la collab. de Jean-Yves Guillaumin et Marianne Mulon. *Alésia*. Paris : Nouvelles éditions latines. 1990. P. 282-283. La présence du critique littéraire en postface d'un livre d'archéologie s'explique par le fait qu'il avait situé, par hasard, l'action de son drame à proximité du site probable d'Alésia).

⁴⁵⁴ André Fontaine, *art. cité*. René Dumesnil (1879-1967), critique musical et littéraire au *Mercure de France* puis au *Monde*, Académie des Beaux-Arts (1965), fut l'un des rares journalistes français, au début des années 1930, à protester contre « la généralisation des pratiques de publi-rédactionnel [...], notamment dans le domaine de la critique culturelle » [RUELLAN, 1997 : 54-55]. Sur Robert Kemp, voir *infra* ; André Chênebenoit, ancien journaliste et pilier du *Temps*, était quant à lui administrateur au *Monde*, et ferme partisan d'Hubert Beuve-Méry.

⁴⁵⁵ La première « journée » des *Chroniques du cavalier d'or – Vie et gloire de Rodrigue de Bivar* (Paris : Mercure de France) est publié en 1944 [édition complète : 1958. Paris : Gallimard, coll. « NRF »] ; *Le sang de la terre*, Paris : Mercure de France, 1947 (pièce « [...] qui, avec le soutien de Camus et de Dullin [Charles Dullin (1889-1949), acteur, metteur en scène reconnu, directeur de théâtre] obtient le Grand Prix de la première pièce » en 1948, Claude Julien, *LMd*, 06.92, 31).

date, il ne publie plus que sur les autres⁴⁵⁶ et, hormis des adaptations de romans pour des dramatiques radiophoniques⁴⁵⁷, il se consacre à l'exégèse et à la chronique littéraire jusqu'à sa mort.

Comment interpréter les débuts artistique, journalistique et politique d'Yves Florenne ? Issu d'une famille semble-t-il d'une certaine aisance, il pouvait ambitionner de se lancer, après ses « brillantes études », dans la carrière des lettres⁴⁵⁸. Celle-ci commença par un succès : en 1934, le jeune auteur reçut le Prix du premier roman de l'Académie française pour le *Hameau de la solitude*. Avec ce livre, Yves Florenne participait d'une veine ruraliste, héritière du naturalisme, mise à l'honneur durant l'entre-deux-guerres puis sous la France de Vichy⁴⁵⁹.

L'essai ruraliste

L'exemplaire du *Hameau de la solitude* (1934) consulté à la bibliothèque municipale de Lyon porte cette dédicace de l'auteur : « A Monsieur le président Edouard Herriot / à l'admirable écrivain de : Dans la Forêt Normande / ce livre de la terre, en respectueux hommage ». Ce roman décrit l'arrivée, dans un village isolé de la moyenne montagne française, d'une femme qui rompt l'équilibre séculaire et monotone de la communauté tout en cassant l'amitié entre deux hommes. Il s'inscrit dans la veine des romans paysans illustrée notamment par Jean Giono (la *Trilogie de Pan*, 1928-1930), avec lequel Yves Florenne partageait le refus de la ville et du machinisme⁴⁶⁰. La lecture du *Hameau de la solitude* permet de voir comment Yves Florenne glisse ses pas dans les traces d'un genre reconnu dans l'entre-deux-guerres. On y retrouve certains lieux habituels de la littérature ruraliste décrits par A.-M. THIESSE [1991] : le temps figé et immémorial – le roman ne livre aucune date et ne se rattache à aucun événement historique –, l'appétit sexuel des paysans pour les femmes,

⁴⁵⁶ Son dernier livre, paru en 1981, est un essai (*Ouverture : Eros et les clefs de la liberté*. Paris : Presses universitaires de France, coll. « Ecritures »).

⁴⁵⁷ *Gaylord du matin*, d'après un roman d'Eric Malpass, diffusé en 1970, et *Le Frère de la côte*, d'après un roman de Joseph Conrad [date de réalisation et de diffusion inconnue].

⁴⁵⁸ Son père était fonctionnaire. Dans le premier texte qu'il donne au *Mercur de France* en 1935 (« Plaidoyer sentimental pour la musique du solitaire », p. 5-39), il témoigne, à 28 ans, d'une bonne connaissance de la musique classique, de ses interprètes et des salles de concert, dans laquelle on peut voir les effets d'une socialisation sans doute précoce aux formes les plus légitimes de la culture de son temps.

⁴⁵⁹ G. SAPIRO rappelle qu'en 1938, trois romans ruraliste obtinrent des prix littéraires (le Femina, le Renaudot et l'Interallié).

⁴⁶⁰ La comparaison avec Giono sera reprise par Salah Stétié dans l'hommage rendu en 2002.

« ces bêtes de labour au visage vide, épaisses, sans âge déjà, mangées par la terre » (p. 20 ; p. 315), la longue scène de la veillée...

L'ouvrage reste cependant bien éloigné du retour à la nature et de l'idéal terrien prônés, quelques années plus tard, par la propagande vichyste. A aucun moment le narrateur, omniscient, n'invite le lecteur à s'identifier au personnage principal, Fréau : s'il s'agit bien d'un « roman de la terre », celle-ci n'invite guère le lecteur⁴⁶¹ au romantisme agraire. Si l'écriture et la parution de ce roman succédèrent semble-t-il de peu à l'achat (fin des années vingt – début des années trente), dans le Périgord, d'une ferme dans laquelle il pensa sinon vivre, du moins passer du temps⁴⁶², celle-ci fut cependant rapidement revendue ; il acquit en 1933 un château près d'Autun, cédé en 1942.

Ses deux autres livres s'écartent en outre assez fortement de ces thématiques. Le *Visage nu* (1935) narre la rencontre et l'histoire d'amour d'une actrice française, d'origine populaire, avec un ouvrier devenu pilote de ligne. C'est le milieu du cinéma en voie de « starisation » qui constitue le sujet principal du livre⁴⁶³. On est donc assez loin du roman paysan, même si certains passages louent le rapport à la terre et les origines paysannes de l'ouvrier, présentées comme authentiques, face à l'artificialité du monde du spectacle. Dans *Les Bâtisseurs* enfin (1937), une riche dirigeante d'entreprise pétrolière française, Catherine Fernay, tente d'obtenir des concessions en U.R.S.S. Sur fond d'intrigue amoureuse (entre l'héroïne et le représentant soviétique chargé des négociations), se déploie une critique du régime

⁴⁶¹ Quel lecteur ?, dira-t-on. En l'absence d'étude sur les réceptions autres que critiques de ces ouvrages, on ne peut faire allusion ici qu'au « lecteur supposé », *i.e.* urbain et, plus exactement, parisien, cultivé, ne satisfaisant d'un roman proposant une vision sinon imaginaire, du moins imaginée de la campagne française.

⁴⁶² Entretien avec ses proches, 2007.

⁴⁶³ Yves Florenne aurait renié son deuxième roman.

communiste et, surtout, du matérialisme, dont l'acmé se situe exactement au milieu du livre⁴⁶⁴.

On n'insistera pas davantage sur cette incursion dans le roman paysan, d'autant que, à la différence des auteurs qui investissent durablement ce genre, Yves Florenne était né et avait vécu à Paris⁴⁶⁵. On relèvera juste deux traits de sa production à cette époque. Celle-ci se caractérise d'une part par son absence de réalisme⁴⁶⁶. L'affirmation semble *a priori* paradoxale, tant les trames géographiques et politiques mobilisées (la paysannerie, le milieu du cinéma, l'U.R.S.S.) paraissent inscrits dans l'actualité

⁴⁶⁴ Pages 185 à 188 d'un roman qui en compte 369 :

« [...] [Michel Varguine] prévient le mouvement de Catherine :

– A ce point de vue [celui du « vieux virus religieux »], nous sommes sains. Je vous écoutais tout à l'heure. Eh bien ! nous n'avons pas vos tourments, ni vos exigences. Nous, nous pouvons nous croire quittes. Mais c'est que nous n'avons rien à expier.

– Rien à expier ! Et d'abord cette absence de tourments et d'exigences ? Un monde impur vaut mieux qu'un monde vide. L'homme que vous raillez, l'homme qui a entendu l'ordre "Lève-toi et marche" et qui a obéi, celui-là rachète tous les autres. Mais vous, vous n'avez rien pour payer. Exigeant, votre peuple l'était plus que vous. Il lui fallait une religion, vous lui avez donné celle de la science, et pas même de la vraie science, pas de celle qui découvre les lois, mais de celle qui invente les machines. Car vous avez voulu couvrir votre pays de plus de machines que tout autre. Voilà votre ambition et votre espoir ! Et vous avez appelé le monde à grands cris. La belle merveille ! Il eût mieux valu nous montrer dix hommes qui s'aimaient !

– Mais vous ! cria-t-il, vous ! Comment est-ce vous qui pouvez parler ainsi ?

Elle n'écoutait pas, gonflée de colère :

– Et le prix de tout cela ? Oui, j'ai vu vos rues et vos usines, et nulle part je n'ai vu des hommes aussi tristes, même dans la gaîté, aussi affamés, même repus. Voilà des années qu'ils sont debout, sans repos, les outils à la main. Cela valait-il tant de peines, tant de souffrances ? Oui, nous avons mis des siècles, mais l'homme n'en est pas sorti rompu. Nous l'avons foulé, dites-vous, mais vous – vous et d'autres dans le monde – vous l'avez brisé, anéanti dans son corps, dans son attente et sa volonté de bonheur. Rien à expier ? Et vos crimes, tous vos crimes contre l'homme ?

– Nous acceptons les crimes. L'avenir ne verra plus les criminels que nous aurons été, mais seulement les bâtisseurs et les héros !

– L'avenir n'est pas à vous ! Il est à moi, à ceux de ma race ! Vous ne détruirez pas ce que nous avons construit. C'est tout ce qu'il y a en nous de vraiment humain, et d'abord cette passion de construire, qui se dresse contre vous.

– Sans vous, nous avons construit un monde ! Rien d'autres ne compte.

– Que ne fait-on avec un peuple esclave ! Mais vous échouerez, je vous le dit ; vous échouerez dans le cœur de l'homme. [...] ».

⁴⁶⁵ A.-M. Thiesse [1991] rappelle que les auteurs ruralistes les plus prolifiques et les plus reconnus, tous d'origine provinciale, restèrent en marge du champ littéraire. Par ailleurs, cette auteure n'inclut pas Yves Florenne dans son corpus.

⁴⁶⁶ « [...] Les romans de Florenne se passent, – même s'il advient que référence y soit faite à des événements inscrits dans le temps, temps immédiat, temps lointain – au sein d'une perspective qui fausse le vécu et le projette dans du légendaire. [...] » (Salah Stetié, « Un écrivain et son homme », in

de l'époque ; tant l'auteur prend soin de décrire souvent finement et avec un luxe de vocabulaire les activités (agraires, minières, artistiques...) de ses protagonistes. Aucune date, aucun événement, aucun nom d'homme politique ne viennent pourtant scander des intrigues dont le réalisme est tempéré, de surcroît, par des intrigues et des scènes improbables⁴⁶⁷. En second lieu et plus généralement, c'est l'investissement de la forme romanesque, au moment où celle-ci se voit reléguer à l'arrière-garde littéraire face à la poésie, qui est ici peut-être porteuse de sens⁴⁶⁸. Il faut attendre le « Nouveau roman » ou le roman existentialiste⁴⁶⁹, qui remettent en cause et relèguent à l'arrière-garde des notions tels que le récit ou l'omniscience du narrateur pour voir le genre, ainsi transfiguré, connaître une nouvelle reconnaissance à l'avant-garde du champ littéraire. La poésie, le surréalisme, la rupture avec les conventions formelles du roman – tout cela, le romancier ne le mobilisait pas dans ses œuvres de jeunesse.

Qui était donc Yves Florenne à la fin des années 1930 ? Un apprenti écrivain qui, s'il commençait à s'insérer dans le milieu littéraire parisien, ne pouvait cependant abandonner un emploi salarié pour se consacrer à plein temps à la littérature. En outre, si la reconnaissance de son premier roman et sa collaboration occasionnelle au *Mercur de France* laissaient présager une possible orientation définitive vers la carrière des lettres, celle-ci n'était pas orientée *a priori* vers les formes les plus novatrices de la littérature de l'époque⁴⁷⁰.

⁴⁶⁷ La scène finale du *Hameau de la solitude* décrit ainsi un combat à la faux entre le principal protagoniste, Fréau, et son ancien ami et voisin, où les deux outils « [...] décrivaient des cercles d'oiseaux, sifflaient au-dessus des têtes, s'abattaient dans le vide, et parfois, de leur rencontre, jaillissait une étincelle » (p. 314-315) ; dans le *Visage nu*, le jeune mécanicien amoureux de l'héroïne est propulsé, en une page, au rang d'as de l'aviation, *etc.*

⁴⁶⁸ Sur ce point, voir SAPIRO, 1999 : 90.

⁴⁶⁹ Voir l'analyse que fait G. SAPIRO de l'article de Sartre paru le 1^{er} février 1939 dans la NRF « M. Mauriac et la liberté » « où, appliquant la théorie de la relativité à l'univers romanesque, Sartre décrète la caducité de la technique du narrateur omnipotent et omniscient et, avec elle, celle du roman réaliste du XIXe siècle [...] » [*ibid.* : 389].

⁴⁷⁰ Sur le *Mercur de France*, voir l'ouvrage collectif dirigé par M.-F. QUIGNARD [1995] et, pour la période de la Belle époque, le mémoire F. GEORG [1996] ; le premier ne mentionne pas Yves Florenne. Selon G. SAPIRO [1999 : 382], la NRF s'impose, dans l'entre-deux-guerres, comme la « détentrice du monopole du pouvoir de consécration », éclipsant et « renvoyant à l'arrière-garde » le *Mercur de France*, dirigé

§2 – L'ENTREE EN RESISTANCE

Au début de la guerre, Yves Florenne est encore fonctionnaire au ministère de l'agriculture⁴⁷¹. Se joue alors un épisode présenté rétrospectivement comme déterminant : un stage à l'École des cadres d'Uriage. Eu égard à l'histoire de cette institution, partagée entre légende noire et légende dorée⁴⁷², et à celle de ses dirigeants et participants les plus engagés, un tel épisode est potentiellement riche en interprétation sociologique et historique. Mais plusieurs centaines de fonctionnaires de l'État français participèrent aux stages de l'École, dont les durées variaient en outre d'une journée à plusieurs mois. Enfin, les objectifs explicites comme implicites de ces stages ne furent pas les mêmes entre 1940 (où le portrait du maréchal Pétain ornait les murs de l'École) et 1942 (où ce même portrait fut enlevé). Yves Florenne livre incidemment, dans le compte rendu de la biographie d'H. Beuve-Méry par Laurent Greilsammer, quelques informations sur son passage à Uriage :

« [...] Mais comment résister au souvenir de ce qui fut une première brève rencontre avec le solitaire, à la fin de 1941 ? Vingt-quatre heures à Uriage. Plus qu'il n'en fallait pour y trouver ce qu'on y venait chercher : le contre-Vichy. Deux paroles de Beuve. Un programme : "Refouler l'envahisseur." Un serment (c'était déjà le maquis) : "Nous jurons d'opposer la résistance passionnée de nos âmes et, s'il le faut, le sacrifice de nos corps." [...]»⁴⁷³.

Il est difficile d'en dire plus sur cette période de la vie du futur journaliste, décelable seulement, ultérieurement, dans la

par Alfred Valette puis, à la mort de celui-ci en 1935, par Georges Duhamel. Le constat est confirmé par Arlette Lafay [in QUIGNARD, *ibid.* : 83-92], selon laquelle le *Mercur* de l'entre-deux-guerres se « définit par la fidélité au passé, l'attachement à des valeurs qui avaient fait [sa] renommée au temps du symbolisme mais qui, dans les bouleversements consécutifs à la Première Guerre mondiale, n'étaient plus de saison, de sorte que la maison de Valette se trouva éclipsée par des maisons d'édition en plein essor, telles que Gallimard et Grasset [...] » [p. 85].

⁴⁷¹ Selon son fils, il aurait exercé, avant guerre, les fonctions de chef ou de directeur de cabinet d'un ministre de l'agriculture. Il est décoré de l'ordre du mérite agricole, le « poireau ».

⁴⁷² Pour la première, voir l'ouvrage de B.-H. Lévy, *L'idéologie française*. Pour la seconde, Pierre Bitoun. 1988. *Les hommes d'Uriage*. Paris : La Découverte.

⁴⁷³ « Hubert Beuve-Méry : le solitaire dans la mêlée », 06.90, 31. Cet extrait participe pleinement de la reconstruction *ex post ante* de l'histoire d'Uriage, qui voit dans les origines même de l'École et de ses initiateurs les ferments de la résistance à Vichy.

défense systématique de l'École face aux critiques⁴⁷⁴ : il y aurait donc fait la connaissance d'Hubert Beuve-Méry, qui exerçait les fonctions de directeur des études⁴⁷⁵. Que cette courte visite, dont l'importance fut mise en exergue quarante ans plus tard, contribua sur le coup à faire naître ou à renforcer des prises de position déjà présentes, rien ne permet de l'affirmer, si ce n'est la parole du journaliste lui-même. Il faut souligner que le choix de la Résistance n'allait peut-être pas de soi pour un homme proche d'un pôle littéraire classique frayant peu avec les avant-gardes, dont les thèmes romanesques (ruralisme, critique du matérialisme et du communisme) auraient pu entrer en résonance avec les valeurs promues par Vichy⁴⁷⁶. À l'appui de cette hypothèse, on peut citer les deux représentations graphiques de l'analyse des correspondances multiples du champ littéraire sous l'Occupation données par G. SAPIRO [1999/1994 : 87-88]. À la position occupée par le *Mercur de France* (qui est aussi celle du *Figaro*, par exemple) correspond le spectre des attitudes qui, vis-à-vis de la collaboration, allèrent de l'adhésion à la réserve croissante, en passant par l'attentisme prudent – Paul Morand, Jean Giono, Jules Romains, Jean Cocteau, Jean Giraudoux⁴⁷⁷ et, dans une moindre mesure, Georges Duhamel⁴⁷⁸. Les écrivains résistants se situent majoritairement ailleurs. Mais le jeune auteur n'était vraisemblablement pas assez lié cette partie de l'espace littéraire

⁴⁷⁴ Voir le compte rendu du livre de Pierre Bitoun paru en 1988 (*Les hommes d'Uriage, op. cit.*) : « Ceux qui refusaient la défaite – "Les Hommes d'Uriage" (11.88, 35).

⁴⁷⁵ L'entrée au *Monde* aurait donc pu être liée à cette rencontre. Cette explication n'est pas incompatible avec celle d'André Fontaine qui, on l'a vu, associait l'entrée d'Yves Florenne aux chroniqueurs du *Mercur* collaborant, après la guerre, au quotidien du soir.

⁴⁷⁶ En octobre 1977, dans le compte rendu laudatif qu'il fait du tome 4 de la *Destruction des juifs d'Europe*, de Léon Poliakov, Yves Florenne nuance le propos de l'auteur concernant l'antisémitisme européen à partir de sa propre expérience : « [...] je n'avais pas la moindre idée de l'antisémitisme, ni d'ailleurs du sémitisme ; j'ai découvert rétrospectivement que j'avais eu des camarades juifs, sans savoir alors qu'ils l'étaient, ne sachant pas ce que c'était. [...] ».

⁴⁷⁷ Il s'agit ici d'une comparaison subjective, *i.e.* réalisée en fonction de critères non contrôlés statistiquement, de la position d'Yves Florenne avec celle de ses illustres contemporains. Pour bien faire, il eut fallu partir des données de G. Sapiro et mesurer l'écart entre ses caractéristiques sociales et celles des auteurs disposant effectivement d'une « surface sociale » dans le champ littéraire. Cependant, à cette époque, il n'existe pas encore dans le champ ou, plus exactement, il y occupe une position très marginale.

⁴⁷⁸ Les *Scènes de la vie future* (Paris : Mercure de France, 1930) font l'objet d'un hommage appuyé, quoique non dénué de critiques, d'Yves Florenne dans l'article du *Mercur de France* cité précédemment ; sur Jules Romains, voir *infra*.

pour en partager toutes les caractéristiques. Toujours est-il qu'en 1942, Yves Florenne n'occupait plus de poste au ministère de l'Agriculture : le château acheté près d'Autun lui permit de faire passer clandestinement de la zone occupée vers la zone libre des candidats au départ, jusqu'à son arrestation et son emprisonnement par les Allemands, qui eut peut-être lieu la même année. À la Libération, Yves Florenne obtient la médaille de la Résistance, distinction signalant indéniablement une implication active dans la lutte contre l'occupant nazi⁴⁷⁹.

Peut-on enfin déceler l'influence du conflit sur la production fictionnelle d'Yves Florenne ? En 1942, il écrit et monte sa première pièce de théâtre, *Le sang de la terre*. Seule œuvre présentée rétrospectivement par son auteur comme un « instrument » de résistance – et encore, non sans une certaine réserve, puisque « la poétique dramatique exige non seulement la distanciation à l'égard du spectateur, mais une distance de l'action dans l'espace ou le temps⁴⁸⁰ » – cette pièce prend les traits d'une double rupture, avec un genre consacré (le roman) et avec les thématiques mobilisées (la terre). Pourtant, elle demeure proche encore, semble-t-il, d'un pôle littéraire que l'on pourrait qualifier, au niveau formel, d'académique : les choix même du théâtre, d'une action se déroulant dans un passé mythique, inscrivaient encore Yves Florenne dans une dimension apolitique de l'activité artistique.

SECTION 2 – UNE ENTREE TARDIVE EN JOURNALISME

En 1947, il entre au journal le *Monde*. Agé de 39 ans, il ne fait partie ni des anciens du *Temps*, qui dans leur majorité sont restés à leur place et à leur poste lors de la refondation du journal en 1944, ni de la génération des jeunes rédacteurs, ces « Mameluks » qui, à l'image de Jean Planchais, André Fontaine,

⁴⁷⁹ Environ 44 000 personnes vivantes se sont vues conférées la Médaille de la Résistance, créée par de Gaulle en février 1943 [source : site officiel de l'Ordre de la Libération, <http://www.ordredelaliberation>, consulté le 15.07.07].

⁴⁸⁰ Postface à André Berthier, *op. cit.*, p. 282. Yves Florenne affirme en 1950 : « Nécessairement politique, l' "actualité" pourrit d'avance l'œuvre d'art. L'écrivain non seulement le plus durable mais le plus actuel, c'est sans doute celui pour qui l'actualité n'existe pas. » [*Revue des revues* : « Littérature et politique », *Le Monde*, 5 décembre 1950, p. 7]. Il défend encore la « beauté gratuite » contre le « cartésianisme » de Julien Benda dans son feuilleton du 26 août 1950 (« Lettres, journaux et mémoires », p. 9).

Édouard Sablier ou Bernard Lauzanne, n'avaient qu'une courte (mais parfois déjà riche) expérience professionnelle derrière eux. En cela, il était assez proche de François Honti, son aîné de huit ans. Ni tout à fait journaliste, ni tout à fait écrivain (ou diplomate), il ne pouvait vivre non pas de son talent littéraire (ou de la Carrière), mais de ses commentaires sur l'activité littéraire (ou diplomatique) des autres. Cependant, il participa immédiatement à la rédaction d'articles ou de chroniques littéraires : ses quartiers de noblesse littéraires étaient suffisants pour qu'il n'ait pas besoin de faire ses preuves, à la différence de son cadet Bertrand Poirot-Delpech, chargé à ses débuts des questions d'éducation sous la férule du journaliste Jean Planchais. Les années quarante et cinquante furent également celles de la consécration pour le dramaturge : il publia et fit jouer ses pièces de théâtre, qui obtinrent un certain succès⁴⁸¹ ; un récit de voyage, *Mes Espagnes*, paru chez Gallimard.

Pour autant, il occupait sans doute une position médiane au sein des chroniqueurs littéraires du *Monde*, académiciens ou romanciers à succès : le feuilleton qui lui fut affermé à partir de septembre 1949⁴⁸² – la « Revue des revues » – couvrait en effet des domaines beaucoup plus larges que la littérature. Ce qui, rétrospectivement, a été présenté comme la manifestation d'un « brillant esprit », propre à un « érudit aux nombreux centres d'intérêt⁴⁸³ », a pu aussi prendre les traits, pour l'écrivain soucieux de l'autonomie du fait littéraire, d'une relégation vers les marges impures de la littérature où se mêlaient le journalistique, le social, le politique et l'artistique. La périodicité à peu près mensuelle des chroniques d'Yves Florenne⁴⁸⁴ était à l'image de sa collaboration : régulière mais espacée. Comme d'autres chroniqueurs littéraires (Émile Henriot ou Bertrand Poirot-Delpech), il ne travaillait pas rue des Italiens⁴⁸⁵. À ce titre, non contraint par la pression de l'actualité quotidienne, il devait sans doute être perçu comme

⁴⁸¹ Ce dont témoignent les citations élogieuses d'Albert Camus et de Michel de Ghelderode reproduites en quatrième de couverture de certains de ses livres.

⁴⁸² Voir l'*Index analytique du Monde*, année 1949 (Paris : *Le Monde* / Les Presses saltusiennes – François-Pierre Lobies, 1979).

⁴⁸³ Salah Stétié, « Un écrivain et son homme ». Intervention orale, juin 2002.

⁴⁸⁴ En 1958, il publie par exemple quinze « Revue des revues » (onze en 1965 et huit en 1966).

⁴⁸⁵ Entretien avec Béatrice Didier, cité.

électron libre au sein de la rédaction, écrivain plutôt que journaliste.

§I - LE « SANG » ET L' « ESPRIT » DE LA FRANCE FACE A LA CRITIQUE MARXISTE ET ANTICOLONIALISTE.

L'intérêt de ces chroniques est qu'elles donnent à voir les prises de position d'Yves Florenne face aux grandes questions politiques du temps, qui traversent les revues de l'époque. Les feuillets publiés par Yves Florenne à cette époque prenaient en effet la forme de libres commentaires, reliés entre eux par une ou plusieurs thématiques. Le choix des revues et, dans chacune d'entre elles, des articles, était laissé à l'appréciation du chroniqueur. Inscrits dans les normes d'écriture de leur temps, ces textes pouvaient être écrits à la première personne (du singulier ou du pluriel), témoignant du parti-pris assumé du chroniqueur. Après la guerre, il épousait les prises de positions de la majorité des rédacteurs du *Monde* qui, à l'image des reporters Pierre Voisin et André Blanchet à Madagascar, de Rémy Roure [THIBAU, 1996 : 139 *sq.* ; EVENO, 2004 : 70], de Julien Le Moyne ou d'Édouard Sablier [SABLIER, 1984], défendaient, au nom de la mission civilisatrice de la France, la colonisation en Asie du Sud-est et en Afrique du Nord. En cela, il ne s'écartait ni de la ligne adoptée par la plupart des journalistes du quotidien⁴⁸⁶ ni, plus généralement, de celle des partis politiques de droite ou de gauche qui, dans leur grande majorité, avait le souci de maintenir, après la guerre, la grandeur de la France sur la scène internationale. A la Libération, la question coloniale transcendait les clivages politiques et ne constitue pas encore une ligne de partage entre la droite et la gauche⁴⁸⁷.

⁴⁸⁶ Voir par exemple les pages que J. Thibau consacre à « l'ordre colonial et l'Union française » dans le quotidien [THIBAU, 1978 : 147-172]. L'auteur donne plusieurs exemples de la « conception [...] à la fois missionnaire [...] et rationaliste et scientifique [...] » [*ibid.* : 169] qui présidait aux analyses des rédacteurs du *Monde* à la fin des années 1940 et au début des années 1950.

⁴⁸⁷ Sur ce point, voir par exemple B. PUDAL [2005 : 157], qui rappelle « la congruence d'une idéologie patriotique et de l'idéologie révolutionnaire » pour bon nombre de militants communistes, ainsi que l'article de L. Blévis [2003 : 46] sur l'attitude de la Ligue des droits de l'homme face à la question coloniale en Algérie durant l'entre-deux-guerres. Selon cette dernière auteure, pour la Ligue, « l'enjeu n'est pas tant d'"élever" l'indigène, de l'émanciper politiquement et socialement [...], que de combattre ce qui serait le "véritable" scandale constitutif de la colonisation, à savoir non seulement les

On s'attardera néanmoins sur son feuilleton du 16 mars 1950, où il citait longuement un article de Jules Romains⁴⁸⁸ sur le « "problème noir" » aux États-Unis, paru peu de temps auparavant dans la *Revue des Deux Mondes*. L'intérêt de cette chronique est double : Yves Florenne y montrait explicitement ses prises de position face au problème racial, intimement lié au problème colonial ; l'article fut le point de départ d'une « affaire » qui l'opposa, par livre et article interposé, à Aimé Césaire. Titrée « Réquisitoires et témoignages », cette chronique rendait compte de plusieurs articles parus dans trois revues : *Hommes et mondes*, *La Revue des Deux Mondes* et *Les Temps modernes*, portant tous sur les questions coloniales et raciales. Approuvant des auteurs favorables à la présence française⁴⁸⁹, critiquant à sa manière – c'est-à-dire par la litote – les prises de position trop marquées⁴⁹⁰, il commentait surtout, longuement, un article de Jules Romain paru la même année dans la *Revue des Deux Mondes*.

« [...] ce n'est pas, Dieu merci ! un réquisitoire que [Jules Romain] nous propose, mais l'enquête, les démarches, les jugements suspensifs et interrogatifs – Que sais-je ? – de l'honnête homme qui regarde vivre l'Amérique et s'efforce de la comprendre. [...] A travers ses fines remarques sur les conditions de travail et la condition du travailleur on ne sent rien de la fermentation "épique" et menaçante où bouillonne la *Dialectique*

discriminations juridiques qui pénalisent les populations natives, mais plus encore la multiplicité des droits et des juridictions à l'œuvre dans les colonies ». Pour une synthèse sur la malléabilité des notions de droite et de gauche en France depuis la révolution française, voir la notice consacrée au « Clivage droite-gauche » par E. SCHWEISGUTH in PERRINEAU & REYNIE, 2001.

⁴⁸⁸ Dont il faut préciser que, émigré aux États-Unis durant la guerre et fermement critiqué à ce titre par les auteurs collaborationnistes de la NRF de Drieu La Rochelle, il fait partie de liste des auteurs résistants « proposés » par de Gaulle pour siéger à l'Académie française à la Libération [SAPIRO, 1999 : 640]. Sur J. Romains, voir les travaux de D. MEMMI [1996a ; 1996b ; 1998].

⁴⁸⁹ « [...] Dans la même revue [*Hommes et Mondes*] le général Juin rappelle de saines vérités sur la "présence de la France en Afrique du Nord", cependant que M. Durand-Réville et, dans la *Revue des Deux Mondes*, M. P.-O. Lapie dressent un réquisitoire modéré mais ferme contre l'O.N.U. qui "met l'Union française en danger." [...] ».

⁴⁹⁰ « On a déjà noté le ton de réquisitoire qui est généralement celui des *Temps modernes*, même dans les rubriques apparemment les moins engagées. [...]. "Réquisitoire", c'est d'ailleurs le titre qu'a franchement affiché Mlle. Claudine Chonez, qui revient d'Indochine. [...] ». Outre Claudine Chonez, Daniel Guérin et Etiemble font les frais des critiques du chroniqueur, ce dernier se voyant reprocher un « racisme à rebours, un masochisme raciste » envers les « blancs ».

du syndicalisme (américain) de M. [Daniel] Guérin⁴⁹¹. Mais c'est à sa façon narquoise, quelque peu cavalière et très franche de considérer le "problème noir" que nous voudrions nous arrêter [...] : "[...] *il m'est arrivé d'avoir en face de moi une rangée d'une vingtaine de noirs purs... Je n'insinue pas que le spectacle soit antipathique... Je ne reprocherai même pas à mes nègres et négresses de mâcher du chewing-gum. J'observerai seulement en toute objectivité que ce mouvement a pour effet de mettre les mâchoires bien en valeur et que... les évocations qui vous viennent à l'esprit, sans que vous en soyez du tout responsable, vous ramènent plus près de la forêt équatoriale que de la procession des Panathénées.* [...]". [...] Les doctrinaires qui sont imperméables à l'humour (c'est pour le monde une grande source de malheur) et même au bon sens, se scandaliseront qu'on traite avec cette odieuse légèreté un problème qui certes est grave, qui est même pathétique [...]. « *Dans l'affaire Amérique le partenaire noir, s'il touche un peu moins de dividende que le partenaire blanc, en touche certainement beaucoup plus qu'il n'a eu de part à la création du bénéfice.* » Certains diront que le langage est dur. En ont-ils le droit... ceux qui sont adeptes du "*matérialisme historique*", et qui dès qu'ils le peuvent "*liquident la bourgeoisie*", ce qui "*n'est pas seulement dureté, mais basse injustice*" ? [...] Force est de constater que la race noire n'a pas encore donné un "*Einstein, un Strawinsky [...] ou un Gershwin*" ; qu'elle n'a jamais pu créer une civilisation, et que les essais de nation noire largement encouragés demeurent assez décevants. Bien entendu on n'en prononcera pas pour autant des "*condamnations dans l'éternel*". Bref il n'y a point dans tout cela de prise de position dogmatique, pas de déclaration, mais des constats ; non point l'ambition d'embrasser le problème, moins encore de le résoudre, mais simplement de le situer dans le réel ».

Mais ce long compte rendu, les prises de position du chroniqueur, provoquèrent l'indignation d'une lectrice « agrégée de philosophie » dont Yves Florenne, visiblement piqué au vif, rendit compte quelques jours après.

« Hitler a si bien compromis le mot race qu'il n'est plus possible de le prononcer sans provoquer les soupçons ombrageux, voire les injures et, ce qui est plus grave, une inquiétude dans la propre conscience de celui qui le prononce. Condamner la persécution raciale, rejeter la notion de hiérarchie des races s'impose à tout homme. Il reste que les races existent et que cette

⁴⁹¹ Yves Florenne fait référence à un article de Daniel Guérin paru dans *Les Temps modernes*, commenté un peu plus haut dans sa chronique.

existence, cette coexistence, pose des problèmes et ne va pas sans conséquence. On n'abolit pas la biologie par décret. Mais partout l'idéologie trouble et empoisonne les notions les plus naturellement claires et saines.

Parce que nous avons cru devoir confronter récemment des témoignages sur les races, et notamment sur le problème noir aux États-Unis, en donnant la parole à M. Jules Romain, qui se refuse à identifier le sort des nègres américains à celui des juifs sous Hitler, parce que nous n'avons pas présenté cette opinion comme une honteuse imposture, une lectrice agrégée de philosophie jette sur nous l'anathème et saisit l'occasion de dénoncer notre "pharisaïsme".

Dans cette affaire nous nous laissons entraîner, paraît-il nous Français – et notre maturité nous ôte toute excuse – "*par les réflexes primitifs d'un peuple à peine sortie de l'enfance*". Qu'on ne s'y trompe pas : c'est du peuple américain – du peuple blanc – qu'il s'agit ici. Y aurait-il donc des degrés d'évolution, des différences d'âge chez les peuples, des adultes et des enfants ? S'il en est ainsi, ne peut-on avancer timidement que la définition appliquée au peuple américain conviendrait peut-être plus justement encore au peuple noir ? L'amour et le respect des enfants est [*sic*] le signe de toute civilisation véritable. Mais jusqu'ici on n'a pas accoutumé de laisser nulle part le gouvernement de la maison – ni même toute latitude dans la maison – aux enfants, avant qu'ils aient atteint leur majorité.

Ce n'est pas tout. Notre lectrice, qui a de la mission de la France une idée haute, généreuse et vraie, éprouve, en contemplant deux jeunes métisses, ses élèves, "*l'émotion de fierté que lui donne le sentiment d'une intégration croissante à notre famille française*". Elle ne se doute pas que son émotion trahit une satisfaction conquérante et impérialiste. Son émotion serait-elle la même si elle voyait à l'inverse la France "s'intégrer" dans la "famille" noire (ou jaune ou rouge, peu importe), c'est-à-dire se diluer, disparaître ?

Ceux pour qui cette disparition est négligeable ou même souhaitable demeurent dans leur logique. Les autres pourraient songer que la France, son peuple, son génie sont faits d'un équilibre millénaire, vigoureux et délicat à la fois et que certaines ruptures inquiétantes de cet équilibre coïncident avec l'infusion massive et souvent hasardeuse de sang étranger qu'elle a dû subir depuis une trentaine d'années. Il est permis de penser que l'universalité de la France est dans l'amour des hommes, dans sa

vocation de les affranchir, de les étayer et de les unir, non dans un trouble complexe, moitié sexuel et moitié idéologique, du mélange et de la confusion. Ce n'est pas en se perdant dans l'univers humain, avec son sang et son esprit, que la France sera universelle, c'est en demeurant elle-même⁴⁹² ».

On l'a dit, une telle prise de position ne doit pas étonner dans le *Monde* du début des années 1950⁴⁹³, où figuraient les signatures de rédacteurs aux opinions opposées sur la question coloniale⁴⁹⁴. Mais l'article d'Yves Florenne et sa mise au point firent l'objet de l'attention polémique et pamphlétaire d' Aimé Césaire qui, quelques mois plus tard, prit violemment à parti le chroniqueur, en tant que représentant d'une bourgeoisie « [...] condamnée à être chaque jour plus hargneuse, plus ouvertement féroce, plus dénuée de pudeur, plus sommairement barbare », d'une « classe décadente [...] transformée en réceptacle où affluent toutes les eaux sales de l'histoire⁴⁹⁵ ».

« [...] Et, en effet, voici, sur le plateau du journal *Le Monde*, bien sagement rangées, ses petites offres de service. Aucune surprise possible. Tout garanti, efficacité éprouvée, toute expérience faite et concluante, c'est d'un racisme qu'il s'agit, d'un racisme français encore maigrelet certes, mais prometteur. Oyez plutôt [A. Césaire cite la mise au point d'Yves Florenne paru dans *Le Monde* le 28 mars 1950, faisant suite à la chronique du 16 mars 1950] :

"Notre lectrice... (une dame professeur qui eu l'audace de contredire l'irascible M. Florenne) éprouve, en contemplant deux jeunes métisses, ses élèves, *l'émotion de fierté que lui donne le sentiment d'une intégration croissante à notre famille française...* Son émotion serait-elle la même si elle voyait à l'inverse la France s'intégrer dans la famille noire (ou jaune ou rouge, peu importe), c'est-à-dire se diluer, disparaître ?"

⁴⁹² Yves Florenne, *Le Monde*, 28 mars 1950, p. 3

⁴⁹³ Jacques THIBAU [1996 : 141] rappelle que, « le 27 novembre 1948, le *Monde* publie la longue lettre d'un lecteur qui félicite André Blanchet et qui, "sur le problème de l'association des races dans l'Union française", préconise une solution comparable à l'apartheid de l'Afrique du Sud. [...] ».

⁴⁹⁴ Claude Julien dut ainsi son recrutement au *Monde*, en 1951, à son opposition au général Juin qui voyait d'un mauvais œil la présence, à la tête de *La Dépêche marocaine*, d'un opposant à la colonisation.

⁴⁹⁵ Aimé Césaire. 1989. *Discours sur le colonialisme*. Paris : Présence africaine. P. 42. La première édition du *Discours*, publiée en 1950 chez un petit éditeur, Réclame, ne trouva pas beaucoup d'écho comparée à celle publiée en 1955 chez Présence africaine. Les pages concernant Yves Florenne étant les mêmes dans les différentes éditions, c'est celle de 1989 qui est citée ici.

C'est clair, pour M. Yves Florenne, c'est le sang qui fait la France et les bases de la nation sont biologiques : "Son peuple, son génie sont faits d'un équilibre millénaire, vigoureux et délicat à la fois et... certaines ruptures inquiétantes de cet équilibre coïncident avec l'infusion massive et souvent hasardeuse de sang étranger qu'elle a dû subir depuis une trentaine d'années."

En somme, le métissage, voilà l'ennemi. Plus de crise sociale ! Plus de crise économique ! Il n'y a plus que des crises raciales ! Bien entendu, l'humanité ne perd point ses droits (nous sommes en Occident), mais entendons-nous :

"Ce n'est pas en se perdant dans l'univers humain avec son sang et son esprit, que la France sera universelle, c'est en demeurant elle-même."

Voilà où en est arrivé la bourgeoisie française, cinq ans après la défaite de Hitler ! Et c'est en cela précisément que réside son châtement historique : d'être condamnée, y revenant comme par vice, à remâcher le vomi de Hitler.

Car enfin, M. Yves Florenne en était encore à figoler des romans paysans, des « drames de la terre », des histoires de mauvais œil, quand, l'œil autrement mauvais qu'un agreste héros de jetta-tura, Hitler annonçait : [...] ».

Tant dans ce réquisitoire *a priori* sans appel que dans les premiers comptes rendus de lecture d'Yves Florenne, qui s'inscrivaient pleinement dans la tradition des articles ou des échos littéraires de l'avant guerre⁴⁹⁶, il semble difficile de voir l'auteur d'« [...] une riche chronique qui a largement contribué à la tenue, à la dignité, à l'honneur de ce journal [...], plus attentif aux vagues de fond qu'aux soubresauts dont se nourrissent les conversations mondaines [...] », selon les mots de Claude Julien⁴⁹⁷. Et il est vrai que face à l'émergence de nouveaux courants politiques et littéraires, face aux transformations du jeu politique avec l'importance croissante de la question coloniale, la production et la position du chroniqueur, au sein d'un journal dont la filiation avec le *Temps* était présente dans tous les esprits⁴⁹⁸, furent doublement remis en question, sur un plan

⁴⁹⁶ Forme investie, au *Monde*, par Emile Henriot, Robert Coiplet ou, à ses débuts de chroniqueur, Bertrand Poirot-Delpech.

⁴⁹⁷ Claude Julien, « Un ami : Yves Florenne », *LMd*, 06.92, 31.

⁴⁹⁸ Selon P. Eveno [2004 : 57-58], l'image du *Temps*, « la bourgeoisie faite journal » (Jean Jaurès, cité in PADIOLEAU, 1985 : 21], se surimpose encore quelques années (dix ans) à celle du *Monde* qui hérite, en 1944, des locaux, d'une imprimerie, de

politique et au niveau artistique. À cet égard, le parallèle entre l'itinéraire d'Yves Florenne et celui d'Aimé Césaire témoigne d'une relégation progressive du journaliste au profit des hommes et des valeurs (artistiques et politiques) défendues par le député martiniquais. La charge brutale de Césaire venait en effet d'un contemporain d'Yves Florenne, né cinq ans après lui (1913), qui fit lui aussi des études littéraires exemplaires (entré en hypokhâgne à Louis-le-Grand en 1931, puis à l'École normale supérieure en 1935, agrégé de lettres) ; qui écrivit lui aussi des textes rapidement reconnus (mais par les surréalistes) ; qui lui aussi s'engagea (mais au Parti communiste)⁴⁹⁹. Il serait ainsi tentant de voir, dans le mépris manifesté par Césaire pour les « drames de la terre » d'Yves Florenne, les signes de la démonétisation des valeurs littéraires (le roman paysan dans *Le Hameau de la solitude*⁵⁰⁰, voire le réalisme plat du *Visage nu*⁵⁰¹) et

journalistes, d'une maquette et d'une réputation méritée, celle d'être liée, depuis 1929, à un consortium de grands patrons menés par François de Wendel [JEANNENEY, 1976]. « A la Libération, le Parti communiste français considère que *Le Monde*, qui a succédé au *Temps*, est l'organe du Comité des forges » [EVENO, 2004 : 27], considération normale dans la mesure où l'anticommunisme du *Temps* était « le fondement de son attitude générale » [BELLANGER & *alii*, 1976 : 560-561]. Enfin, selon J. THIBAU, « il y a dans les locaux de la rue des Italiens, en 1945, une sorte de mémoire coloniale et impériale » héritée du *Temps* [1996 : 144].

⁴⁹⁹ « Je ne vois pas dans l'histoire de la littérature française une personnalité qui ait à ce point intégré des éléments aussi divers que la conscience raciale, la création artistique et l'action politique. Je ne vois pas de personnalité aussi puissamment unifiée et à la fois aussi complexe que celle de Césaire. Et c'est là, sans doute, que réside le secret de l'exceptionnelle densité d'une poésie qui s'est, à un degré extrême, chargée de toute la cohérence d'une vie d'homme » écrit Lylian Kesteloot (auteure d'une thèse de doctorat sur « la littérature négro-africaine d'expression française », qui a contribué à la reconnaissance universitaire du Martiniquais), dans son introduction à une anthologie commentée de poèmes d'Aimé Césaire (Paris : Seghers, coll. « Poètes d'aujourd'hui ») en 1962. En 1966, Césaire fait l'objet d'une autre thèse de doctorat, soutenu à Paris : Abiola Irele, *Les origines de la négritude à la Martinique. Sociologie de l'œuvre poétique d'Aimé Césaire* [cité un CONFIAIT, 2006/1993 : 35].

⁵⁰⁰ C'est en 1939 que paraît le *Cahier d'un retour au pays natal* de Césaire. Cette œuvre présentée comme inclassable l'est peut-être parce qu'elle repose sur trois substrats : la revendication politique, la langue surréaliste et, enfin, le régionalisme – après-tout, Césaire aussi « écrit la France » [THIESSE, 1991]... Même si c'est pour mieux la dénoncer.

⁵⁰¹ « Les amours d'une star et d'un pilote aviateur : le sujet prête aux banalités, et M. Yves Florenne ne les évite pas tout à fait. Sa traversée aérienne des Andes, belle en elle-même, et qui nous rappelle tel exploit authentique, a le tort de venir après Vol de nuit ; son titre, cette image du masque qui finit par coller au visage, évoque le pauvre Lorenzaccio. Ici le masque n'est pas le vice ; c'est simplement la vie artificielle des studios, le cabotinage, qui rendent presque impossibles les gestes sincères. Une telle donnée semble difficile à traiter sans éveiller une impression de factice : un art consommé y parviendrait ; mais il faudrait plus d'échappées sur la réalité, que le héros,

politique (la nation, la France, la Résistance) dont celui-ci était porteur au lendemain de la guerre⁵⁰². À l'appui de cette hypothèse, une comparaison entre la carrière journalistique et littéraire du chroniqueur au *Monde* et celle de ses collègues illustre tout ce qui rapprochait Florenne, dans les années 1950, d'un pôle littéraire académique classique, et l'éloignait de la poésie ou du théâtre engagé d'Aimé Césaire ou de Jean-Paul Sartre.

Les journalistes académiciens du *Monde*

Le site de l'Académie française indique que, avant Bertrand Poirot-Delpech (élu en 1986), cinq chroniqueurs littéraires du *Monde* sont entrés « sous la Coupole » : Émile Henriot (1945), Robert Kemp (1956), Marcel Brion (1964) et Pierre-Henri Simon (1966)⁵⁰³.

Robert Kemp (1879-1959), critique d'art à *l'Aurore* puis chroniqueur théâtral au *Temps* (1929), conserva, selon le site de l'Académie française, « sa tribune du *Monde* » après la guerre⁵⁰⁴. Lecteur à la Comédie-Française, « il déteste le théâtre idéologique des années d'après-guerre : "Une, deux, trois pièces idéologiques ? cela devient grave. Et l'observation directe de la vie ? et la poésie ? Au secours Becque ! Au secours Musset ! Au secours Racine ! Que le salut vienne d'où il pourra, le mal est pressant." » [cité in THIBAU, 1996 : 241].

Né à Paris en 1889, **Emile Henriot** appartient quant à lui à la génération précédente celle d'Yves Florenne. Présenté comme « autodidacte » et anticlérical [EVENO, 2004 : 662n], il fait néanmoins une partie de ses études au lycée Condorcet. Comme le rappelle la notice que lui consacre le site de l'Académie française, où il entra en 1945, il entama après la Première guerre mondiale une carrière de journaliste en entrant au *Temps* où il allait travailler pendant plus de vingt ans. Il devient, après la Seconde Guerre mondiale, l'un des critiques littéraires les plus en vue du *Monde*. Mais cette « figure de

son amour, et deux ou trois épisodes de plein air, ne suffisent pas à concrétiser. » (Auguste Viatte. 1937 (mars). Compte rendu du *Visage nu*. *The French Review*, vol. 10, n° 5. P. 423-424).

⁵⁰² Sur ce point, voir les analyses de A. SIMONIN [1994 : 291 *sq.*], qui montre bien, à partir de l'exemple des éditions de Minuit, à quel point le capital symbolique acquis par les artistes issus de la Résistance s'érodent vite dans l'après-guerre. Voir également les lignes que G. SAPIRO [1999/1994 : 621-626] consacre à la déconsidération rapide du « moralisme patriotique » après la guerre alors que, « sous l'Occupation, la réappropriation de "l'esprit français" avait été un enjeu essentiel de la lutte pour la reconquête de l'autonomie du champ littéraire ».

⁵⁰³ On n'a pas tenu compte ici du philosophe et académicien (1946) Etienne Gilson (1884-1978), dont l'œuvre scientifique comme journalistique ne portait pas sur la littérature.

⁵⁰⁴ Source : <http://www.academie-francaise.fr/immortels/>, consulté le 10.07.2007. Sauf cas contraire mentionné dans le texte, toutes les citations sur les académiciens sont extraites de ce site officiel.

proue du journalisme littéraire de l'entre-deux-guerres fut aussi un écrivain » consacrés⁵⁰⁵. Il est surtout resté célèbre pour avoir lancé dans son feuilleton littéraire, le 22 mai 1957, l'expression « Nouveau roman ». A propos de *La Jalousie* d'Alain Robbe-Grillet et de *Tropismes* de Nathalie Sarraute, il affirme : « Je crois même que ce sont des livres comme celui-là, *La Jalousie*, qui finiront par tuer le roman en dégoûtant le lecteur.⁵⁰⁶ ». De même, les romans de Jean-Paul Sartre ne lui inspire, dans des termes à peu près identiques, que le dégoût : « Une immense odeur de latrine s'exhale de son livre *Les Chemins de la liberté*, à donner la nausée à la plus intrépide infirmière⁵⁰⁷ ». Enfin, rendant compte en 1955 d'un livre de Robert Escarpit⁵⁰⁸, il déclare : « C'est que pour nous, lecteurs français, c'est la seule valeur littéraire qui nous intéresse dans un écrivain étranger, plus que les intentions profondes avec lesquelles il s'adresse à ses concitoyens. [...] J'aurais préféré moins d'idéologie et de sous-entendus politiques, d'arrière-pensées et de préoccupations du jour sur l'impérialisme et le colonialisme ; une biographie critique et psychologique de Kipling ferait mieux l'affaire, je crois, pour les admirateurs du maître anglais, l'un des derniers grands poètes et inventeur d'histoire de l'époque. [...]»⁵⁰⁹ »

Marcel Brion (1895-1984), de formation juridique, commença sa carrière comme historien de l'art et « fin critique littéraire », et ne se « découvrit » que « tardivement », vers cinquante ans, une « vocation d'écrivain », tournée notamment vers le fantastique. Auteur de biographies historiques dans « la tradition de l'histoire narrative » [SAPIRO, 1999 : 256] du 19^e siècle (Blanche de Castille, Bayard, Tamerlan, Michel-Ange, Léonard de Vinci...), il eut une intense activité journalistique au *Monde*, à la *Revue des Deux Mondes* et à l'ORTF⁵¹⁰.

Pierre-Henri Simon, né en 1903 et qui, « après des études de lettres supérieures à Louis-le-Grand, entra à l'École normale supérieure en 1923 », se distingue par son entrée tardive au *Monde* (1961, à 58 ans). Il se fit en effet d'abord connaître comme essayiste et romancier. Fait prisonnier durant la Seconde guerre mondiale, il condamna l'usage de la torture durant la guerre d'Algérie. Moins journaliste-écrivain qu'écrivain-journaliste, catholique critique, il est celui qui s'est le plus

⁵⁰⁵ *Aricie Brun ou les Vertus bourgeoises (mœurs d'autrefois)*, Paris : Plon-Nourrit et Cie obtient ainsi le Prix du roman de l'Académie en 1924.

⁵⁰⁶ Cité in EVENO, 2004 : 663. Sur la réception du Nouveau roman, voir SIMONIN, 1996 *passim*, qui donne d'autres exemples de la répulsion qu'inspire aux feuilletonistes du *Monde* (Emile Henriot et Robert Coiplet) cette littérature.

⁵⁰⁷ Cité in THIBAU, 1996 : 240.

⁵⁰⁸ Rudyard Kipling – Servitudes et grandeurs impériales, Paris : Hachette.

⁵⁰⁹ La vie littéraire d'Emile Henriot, « Impérialisme ou littérature ? Rudyard Kipling », *Le Monde*, 6 avril 1955, p. 7.

⁵¹⁰ Ses mémoires ont fait l'objet d'une publication posthume par sa femme, alors directrice de recherche honoraire au CNRS : BRION Marcel. 1997. *Mémoires d'une vie incertaine*. Edité par Liliane Brion-Guerry. Cahiers Marcel Brion, n° 1. Paris : Klincksieck.

engagé dans les causes de son temps⁵¹¹ et qui, aussi, entre au *Monde* en pleine guerre d'Algérie (1961).

Bertrand Poirot-Delpech enfin, né en 1929, est « issu d'une famille de médecins et d'universitaires ». Il fit ses études au collège Stanislas puis à Louis-le-Grand jusqu'en khâgne. « Entré au journal *Le Monde* à vingt-deux ans », « il y a assuré successivement la rubrique universitaire (1951-1955), la chronique des grands procès (1956-1959) et la critique théâtrale, à la suite de Robert Kemp (1960-1972) ». Romancier consacré (« lauréat du prix Interallié, en 1958, pour *Le Grand Dadaïs*, il a obtenu, en 1970, le Grand prix du roman de l'Académie française pour *La Folle de Lituanie* »), scénariste, il succède en 1972 à Pierre-Henri Simon comme feuilletoniste au *Monde des livres*. On peut noter qu'avant d'accéder à la reconnaissance littéraire (y compris au sein du journal), B. Poirot-Delpech fut d'abord l'adjoint du journaliste Jean Planchais [EVENO, 2004 : 53n]. Le fait qu'il reçut d'abord le prix Interallié (dont le jury, composé principalement de journaliste, récompense un romancier-journaliste) puis le Grand prix du roman de l'Académie (distinguant, cette fois-ci, le romancier) traduit à cet égard son insertion progressive dans les cercles académiques.

Malgré les différences d'époque, les parallèles avec la carrière d'Yves Florenne sont nombreux. À l'exception de Pierre-Henri Simon, ils réussirent autant par le biais de leur production littéraire que grâce à leurs commentaires sur celle des autres⁵¹². Auteurs de romans ou d'essais considérés, voire consacrés par les instances académiques de leur temps, centrés sur des catégories sociales précises (la bourgeoisie, la paysannerie française, la Renaissance ou le 19^e siècle⁵¹³), attentifs parfois à une certaine

⁵¹¹ Le 13 mars 1957, Hubert Beuve-Méry avait, dans un éditorial, rendu compte de manière positive d'un livre de Simon, ce dernier voyant, dans l'usage de la torture par l'armée française, une « victoire de Hitler » [cité in THIBAU, 1996 : 283 ; EVENO, 2004 : 189].

⁵¹² « Critique d'une grande intelligence et d'une grande sensibilité, Émile Henriot a marqué de son influence, par les milliers d'articles qu'il écrivit, toute une génération cultivée » [site de l'Académie française, cité]. G. SAPIRO rappelle, plus généralement, que « la critique littéraire est devenue un genre littéraire en soi, à mesure qu'elle a été amené à se professionnaliser et à se distinguer de la critique universitaire qui se développe à la fin du XIX^e siècle. » [1999 : 259]. De fait, Yves Florenne, malgré son importante activité exégétique, est resté à l'écart des études littéraires et du tournant structuraliste. Certes, son dernier ouvrage, (*Ouverture : Eros et les clefs de la liberté*) est paru aux Presses universitaires de France dans une collection, « Écritures », tournée vers les études littéraires. Néanmoins, il donne l'avertissement suivant : « Autant que le lecteur le sache d'entrée, pour se résigner de suite ou ne pas lire plus avant : il n'y a ici ni science, ni théorie, ni méthode, ni langage chiffré, mais rien qu'une espèce de rêverie en langue vulgaire, au spectacle d'une scène tournante où les personnes-personnages se parlent dans leur texte. »

⁵¹³ Yves Florenne est l'auteur, en 1952, d'un ouvrage à mi-chemin entre le récit de voyage et le reportage, *Mes Espagnes* (Gallimard, coll. « NRF »), dont le contenu et le

modernité⁵¹⁴, ils sont loin cependant d'avoir obtenu « ce signe infailible de consécration que constitue la canonisation des œuvres comme classique par l'inscription dans les programmes [scolaires] » [BOURDIEU, 1998/1992 : 245]. Journalistes au *Monde*, ils collaborèrent régulièrement à des revues (notamment la *Revue des Deux Mondes*⁵¹⁵ et le *Mercur de France*). Avant tout chroniqueurs, pétris de culture bourgeoise et républicaine⁵¹⁶, ils accordèrent une place essentielle à la littérature romanesque, plus attentifs au détail, au pittoresque ou style qu'à la dimension sociale ou politique des œuvres, fidèles en cela « à une conception de la littérature qui magnifie, enrichit et ennoblit le lecteur, en mesure par sa culture d'apprécier la beauté des textes reconnus » [THIBAU, 1996 : 239]. Tous décorés de la Légion d'honneur⁵¹⁷, ils virent leur carrière couronnée par leur réception à l'Académie française⁵¹⁸. En cela, ils s'inscrivaient pleinement dans une veine littéraire et critique d'une facture classique, à l'écart aussi bien des avant-gardes politiques qu'artistiques.

Néanmoins, s'ils produisirent des œuvres « à cheval sur l'histoire et sur le journalisme » ou des romans de mœurs, leurs livres ne furent pas « typique[s] de l'édition "commerciale" »

style le rapprochent des « écrivains consacrés par l'Académie [qui] ont parcouru le monde et ont ouvert au public français des horizons sur les civilisations étrangères » [SAPIRO : 259]. La célébration de l'« éternelle Espagne » (p. 26), si elle passe par un hommage appuyé à F. Garcia Lorca, ne s'accompagne pas d'une critique sociale, culturelle ou politique du franquisme : « Aux témoignages que j'ai recueillis, on ne saurait parler d'une mainmise de l'État sur les lettres. Rien qui rappelle l'annexion, l'exploitation soviétique de la littérature et de l'art. Non seulement l'art, la littérature gratuits sont tolérés, admis, mais ils sont peut-être secrètement désirés. Le désir n'y suffit plus, voilà tout. » (p. 73). A la fin de son récit, il relate sa rencontre avec un Français, habitant l'Espagne depuis la guerre civile où il s'était battu aux côtés des troupes gouvernementales, qui a « pris deux ans de prison » pour cela, véritable perdant de l'Histoire dont l'engagement est présenté comme totalement contingent et apolitique (p. 204 *sq.*).

⁵¹⁴ Ainsi, Robert Kemp, malgré son refus du « théâtre idéologique », « salue *Les Mains sales* [...] comme une des grandes pièces de l'après-guerre » [THIBAU, 1996 : 214].

⁵¹⁵ C'est le cas Robert Kempf et d'Émile Henriot.

⁵¹⁶ En 1934, année où Yves Florenne obtient un prix de l'Académie pour son premier roman, huit académiciens (soit 20 %) sont passés par un grand lycée (Louis-le-Grand majoritairement, Henri IV) ; près d'un tiers (30 %) sont normaliens [Source : site de l'Académie française].

⁵¹⁷ Yves Florenne est chevalier de la Légion d'honneur.

⁵¹⁸ « A examiner les itinéraires, le feuilletoniste littéraire apparaît comme un journaliste qui souhaite entrer en littérature : non seulement il fait œuvre de critique littéraire dans son feuilleton, mais encore il écrit des recueils de poésie, d'histoire littéraire, des romans ; finalement, son destin est d'entrer à l'Académie française [...] » [EVENO, 2004 : 662].

[BOURDIEU, 1992 : 220]. On peut ainsi émettre l'hypothèse que leur fidélité à une conception de l'« art pour l'art », qui se voulait distante à la fois du politique et du commercial, coïncida en partie avec l'image d'« austérité », voire d'ascétisme, du *Monde* d'Hubert Beuve-Méry⁵¹⁹. Enfin, au quai de Conti, ils (précisément Robert Kemp et Emile Henriot) se positionnèrent contre la « droite académique⁵²⁰ » maurassienne qui, après la guerre, détient encore de solides appuis et fera entrer d'anciens admirateurs ou collaborateurs du régime de Vichy⁵²¹. C'est seulement ici, dans cette « gauche académique », qu'ils sont sans doute le plus proches de Pierre-Henri Simon et d'Etienne Gilson. Ces derniers offrent en effet l'exemple d'un autre modèle, celui de l'intellectuel catholique, dont la légitimité à intervenir dans l'espace public (le « neutralisme » pour E. Gilson, la dénonciation de la torture en Algérie pour P.-H. Simon) repose sur l'universalisme des valeurs chrétiennes. Pour ces chroniqueurs, le journalisme vient en fin de carrière, l'entrée à l'Académie consacrant moins le journaliste que l'auteur⁵²². Seul le parcours de Pierre-Henri Simon rompt, par la reconnaissance que son œuvre a obtenue⁵²³, avec celui des autres journalistes-académiciens du quotidien – y compris celui du successeur au *Monde* de Simon, B. Poirot-Delpech ; y compris celui d'Yves

⁵¹⁹ L'austérité du « patron », « antimondain par excellence », que le mot « argent » « répugne », est un thème récurrent (avec l'intégrité) des commentaires portés sur le premier directeur du *Monde* [GREILSAMMER, 1990 : 581 sq. ; voir également REMOND, 1990 : 61 sq. ; CHATELAIN, 1962 : 189].

⁵²⁰ L'expression est de François Mauriac, « académicien hérétique », qui lutta après la guerre contre le « camp » mené notamment par André Chaumeix (directeur de la *Revue des Deux Mondes* à partir de 1937) et Henry Bordeaux, ces derniers étant soucieux de défendre et de maintenir au sein de la « Compagnie » ses membres accusés de collaborationnisme. Sur ce point, voir les développements de G. SAPIRO, 1999 : 229 sq. et 265 sq.

⁵²¹ Jérôme Carcopino, Pierre Gaxotte, Daniel-Rops, Henri Massis, Thierry Maulnier puis Paul Morand...

⁵²² P.-H. Simon et E. Gilson ont par ailleurs été des collaborateurs occasionnels de *Temps présent*, hebdomadaire d'inspiration dominicaine mais laïque, fondé en 1937 par Ella Sauvageot, Stanislas Fumet, Jacques Maritain et Joseph Folliet, dont Hubert Beuve-Méry était le rédacteur en chef en 1944 [EVENO, 2004 : 584n].

⁵²³ Voir les deux ouvrages qui lui ont été consacrés dans les années 1990 : BARITAUD Bernard (dir.). 1994. *Témoin de l'homme : hommage à Pierre-Henri Simon*. Fribourg (Suisse) : éditions Universitaires ; BOESPFLUG Thérèse, LUCET Jacotte (dir.). 1999. *Pierre-Henri Simon : actes du colloque tenu à Rome le 12 décembre 1996*. Paris : Cerf. L'œuvre de P.-H. Simon a par ailleurs fait l'objet, de son vivant, d'une étude (MOIX Candide. 1969. *Pierre-Henri Simon*. Paris : Editions Universitaires, coll. « Classiques du XX^e siècle ») et, peu de temps après sa mort, d'un doctorat de littérature française.

Florenne, qui non seulement critiquait les communistes, mais restait très attaché à une vision apolitique de la littérature. En somme, les œuvres et de ces journalistes écrivains et les positions qu'ils occupèrent relevaient de ce que l'on pourrait appeler un académisme désintéressé. Celui-ci se traduisait notamment, au niveau formel, par l'inscription dans formes littéraires reconnues, l'importance donnée au récit, le refus de mêler la littérature au politique. Au niveau institutionnel, il se caractérisait par la consécration académique (obtention de prix, entrée sous la Coupole), la collaboration à un journal prestigieux – le *Monde* – et, enfin, le refus de mêler activité littéraire et engagement politique.

§2 – YVES FLORENNE, DE LA RELEGATION POLITIQUE A LA RELEGATION LITTERAIRE ?

Au lendemain de la Seconde guerre mondiale, les formes de l'excellence littéraire et les modalités pour y accéder changèrent cependant progressivement⁵²⁴. L'avant-garde littéraire n'était plus au *Mercur*e depuis bien longtemps ; le sujet littéraire et historique était de moins en moins bourgeois, paysan, français, romanesque ou biographique ; les valeurs académiques et les instances de consécration qui y étaient associées (prix littéraires, entrée à l'Institut), sans être marginalisées, étaient concurrencées par d'autres courants, d'autres institutions (principalement les éditions de Minuit et *Les Temps modernes*⁵²⁵). Signe des temps ou « effet de champ » dans un espace social qui, au duopole art pour l'art/art commercial, croise des logiques antagoniques entre tradition et modernité, entre engagement et désintéressement : Aimé Césaire allait connaître la consécration littéraire⁵²⁶ ; Yves Florenne n'écrivait plus que dans les journaux

⁵²⁴ Ce point fait l'objet d'une description détaillée dans SAPIRO, 1999 : 624-626, dont on s'inspire encore une fois ici.

⁵²⁵ Sur les Editions de Minuit, voir les travaux d'A. SIMONIN [1994 ; 1996], qui rappelle que c'est grâce à « l'imbrication de la littérature et du politique à leur catalogue qu'elles doivent la conquête d'une position d'avant-garde dans le monde éditorial français et, conséquemment que le mouvement littéraire qu'elles promeuvent, le Nouveau Roman, s'impose comme la modernité littéraire dans la France du début des années 60. » [1996 : 61]. Sur les *Temps modernes*, voir la thèse d'A. BOSCHETTI [1984].

⁵²⁶ Dans « Orphée noir » (préface à l'*Anthologie de la poésie nègre et malgache*, publiée par Senghor en 1948), Sartre constate de manière louangeuse qu'« en Césaire la grande tradition surréaliste s'achève, prend son sens définitif et se détruit » [cité in COMBE,

ou dans des revues littéraires. Homme de l'épitéxte, victime d'un « vieillissement littéraire⁵²⁷ », son œuvre s'appuya désormais, à partir de la fin des années cinquante, sur celle des autres. Si l'on en croit André Fontaine, « un tel esprit ne pouvait pas ne pas être tenté par le journalisme, à une époque encore où celui-ci demeurait encore, pour l'essentiel, le royaume de l'écrit [...] »⁵²⁸. Mais ce qui est présenté comme un choix s'inscrivait aussi, peut-être, dans un univers des possibles de plus en plus restreint : l'académisme désintéressé constituait ici, comme pour les « vieilles maisons [d'édition] de "tradition" », un patrimoine qui était à la « fois une force et frein » [BOURDIEU, 1998/1992 : 239]. De fait, Yves Florenne, s'il continua d'écrire, cessa de publier ses propres œuvres. Cet arrêt, présenté *a posteriori* et publiquement par ses proches comme délibéré⁵²⁹, est contredit par les difficultés qu'il a rencontré pour publier ses œuvres à partir des années 1960⁵³⁰.

Cette opposition entre l'« ancien » et le « moderne » se manifestait également, on l'a vu avec E. Henriot et R. Kemp, dans l'activité exégétique : la littérature n'a pas à frayer avec le politique ou le social. Elle relève d'un domaine singulier et hors du monde. A l'inverse, on trouve dans le *Discours sur le*

1993 : 101] : c'est dire, en d'autres termes, à quel point Césaire est à la pointe de la « modernité », lui qui dissout et transfigure l'avant-garde surréaliste d'avant-guerre.

⁵²⁷ Sur la relation entre l'âge biologique et l'âge artistique, voir les analyses de P. BOURDIEU [1998/1992 : 249 *sq.*] à propos de la peinture : « [...] l'âge biologique et l'âge artistique [...] peuvent être discordant dans le cas des continuateurs académiques de toutes les manières canoniques du passé [...]. Sortes de fossiles d'un autre âge, ces peintres qui font dans le présent ce que faisait l'avant-garde du passé [...] font un art qui n'est pas, si l'on peut dire, de leur âge. » De ce point de vue, la « jeunesse » d'A. Césaire face à son « aîné » Yves Florenne joue autant sur les plans littéraire que politique ; G. SAPIRO montre d'ailleurs que sous l'Occupation, l'âge moyen des auteurs associés au *Mercur*e oscille entre 53 et 60 ans [1999 : 88 et 226].

⁵²⁸ André Fontaine, ar. cité.

⁵²⁹ « [...] Bien entendu, tout en menant son activité de journaliste et de critique, Yves Florenne continuait son œuvre d'écrivain, de romancier, de dramaturge. Mais il se montrait plus soucieux de porter ses œuvres en cours à toujours plus d'accomplissement et de perfection que de les publier. De telle sorte que l'ensemble de son œuvre posthume et encore inédite est considérable. [...] » (Georges-Emmanuel Clancier, « Hommage à la mémoire d'Yves Florenne », « Table ronde organisée par le Pen Club... », *cité*, p. 3). « [...] Son activité de journaliste et de critique ne l'empêchent pas cependant de continuer à écrire des œuvres romanesques et théâtrales ; mais il préfère les garder dans son tiroir, les retoucher, les parfaire ; ainsi laisse-t-il, en mourant, une part considérable d'inédits dont émergent deux romans (*Les Corps de la Nuit* ; "*Tout le reste n'est rien*") et une pièce de théâtre (*Office des ténèbres pour Don Juan*). » (B. Didier, *ibid.*, p. 4).

⁵³⁰ Entretien cité.

colonialisme de Césaire l'expression paradigmatique d'une « interprétation matérialiste et historique » du texte littéraire, avec une longue analyse marxiste des *Chants de Maldoror*⁵³¹. Et malgré sa rupture avec le Parti communiste en 1956, ce cadre interprétatif matérialiste fut également mobilisé par Césaire dans son étude sur Toussaint Louverture⁵³². Ce dernier livre fit l'objet d'un long compte rendu dans les colonnes du *Md*, en août 1960, rédigé par... Yves Florenne. Le chroniqueur qui, quelques années auparavant, subissait les foudres de Césaire, avait choisi non seulement de lire, mais de le commenter dans les formes – une chronique à la critique présente, mais atténuée – qui étaient les siennes⁵³³.

« [...] rien de pittoresque dans la façon de traiter un sujet qui ne prête que trop à l'imagerie. Ici, M. Aimé Césaire refuse tout au poète pour appliquer sa lucidité, sa réflexion et son expérience politique à une analyse rigoureuse placée dans la froide lumière du matérialisme historique⁵³⁴ ».

Dix ans avait passé cependant depuis le feuilleton sur Jules Romain, cinq depuis la seconde édition du pamphlet sur le colonialisme. En quelques années, et sans que l'on puisse en détailler concrètement les modalités, Yves Florenne avait sinon modifié sa perception du fait colonial, du moins choisi de ne pas tenir grief à Césaire des philippiques que ce dernier lui avait adressées⁵³⁵. En cela, peut-être partageait-il l'état d'esprit d'une

⁵³¹ « [...] je crois qu'un jour viendra où, tous les éléments réunis, toutes les sources dépouillées, toutes les circonstances de l'œuvre élucidées, il sera possible de donner des *Chants de Maldoror* un interprétation matérialiste et historique qui fera apparaître de cette épopée forcenée un aspect par trop méconnu, celui d'une implacable dénonciation d'une forme très précise de société, telle qu'elle ne pouvait échapper au plus aigu des regards vers l'année 1865. Auparavant, bien entendu, il aura fallu débroussailler la routes des commentaires occultistes et métaphysiques qui l'offusquent [...] » (Aimé CESAIRE. 1989/1950. *Discours sur le colonialisme*. Paris : Réclame. P. 44-46).

⁵³² Paris : Club du livre français ; nouvelle édition en 1962, Présence africaine.

⁵³³ Les feuilletons littéraires, dramatiques ou cinématographiques étaient au *Monde* des « espaces affermés, dans lesquels le feuilletoniste [était] libre de traiter les livres qu'il souhait[ait] » [EVENO, 2004 : 662], Yves Florenne choisissait lui-même les ouvrages qu'il commentait.

⁵³⁴ Toussaint Louverture, 08.60, 6.

⁵³⁵ On en revient ici à l'importance (dans l'itinéraire d'Yves Florenne et dans cette étude) du pamphlet de Césaire. Le fait est que le chroniqueur n'a jamais fait mention du *Discours* auprès de ses proches. Comment cet homme qualifié, quarante ans après, de « souriant », « discret », « gentil, inlassablement gentil » (Cl. Julien, « Un ami », *art. cit.*), a-t-il reçu ce libelle ? Les sources font ici défaut. Césaire lui-même donne une version approximative des conditions de parution de son *factum* en 1950 (« C'est un

partie de la rédaction du *Monde*, résumé par le journaliste Édouard Sablier : « [...] c'est ainsi que, ronchonant sur l'effritement de l'Union française, le réactionnaire que j'étais s'accommodait tant bien que mal aux réalités qui rendaient nécessaire une politique plus libérale. [...] » [SABLIER, 1984 : 137].

SECTION 3 – DE LA LITTÉRATURE AUX SCIENCES SOCIALES : LE TITULAIRE DE LA RUBRIQUE « LES LIVRES DU MOIS »

À la fin des années 1950, Yves Florenne prit en charge la chronique principale de la rubrique « Littérature et diplomatie – Les livres du mois⁵³⁶ » dans le *Md*. Il y succéda à Robert Coïplet, ancien du *Temps*, qui avait en outre la charge d'un feuilleton littéraire dans les colonnes du *Monde*⁵³⁷. On peut émettre l'hypothèse que les types d'ouvrages dont rendait compte Robert Coïplet – uniquement des romans français contemporains, dans une veine, des thèmes et un style stratifiés dans l'Entre-deux-guerres⁵³⁸ – ne convenaient guère à François Honti. Yves Florenne, à l'inverse, était sans doute susceptible, par la diversité des revues qu'il était amené à lire pour le quotidien, à traiter

écrit de circonstance, le *Discours sur le colonialisme*. Ce que j'y ai écrit, je le pensais depuis très longtemps. Contrairement à ce que l'on croit, ce n'est pas un discours que j'aurais prononcé. Un jour, une revue de droite me demanda un article sur la colonisation – une revue qui croyait que j'allais faire l'apologie de l'entreprise coloniale. Comme on insistait j'ai répondu : d'accord, mais à condition de me laisser la liberté de dire tout ce que je pensais. Réponse affirmative. Alors j'ai mis le paquet et j'ai dit tout ce que j'avais sur le cœur. C'était fait comme un pamphlet et un peu comme un article de provocation. C'était un peu pour moi l'occasion de dire tout ce que je ne parvenais pas à dire à l'Assemblée nationale » [Mbawil A. Mpaang [Georges] NGAL. 1975. *Aimé Césaire, un homme à la recherche d'une patrie*. Dakar : Les nouvelles éditions africaines, p. 213-214 ; cité in NGAL, 1994 : 27]. La consultation de la « revue » de 1950 jette cependant le doute sur le récit d'A. Césaire, dans la mesure où il s'agit bien d'un livre et non d'un tiré à part).

⁵³⁶ Chronique qualifiée de principale de part sa longueur (au moins 3000 signes, soit deux feuillets, souvent plus) et la mise en avant de leur auteur, dont le nom figure en toutes lettres, précédé de « Par... ».

⁵³⁷ En 06.57, 5, Yves Florenne assure « par intérim » une chronique sur « Tocqueville et l'Amérique ». Sur Robert Coïplet, ancien censeur du *Temps* à Lyon, intégré par erreur dans l'équipe du *Monde* en 1944, voir SABLIER, 1984 : 75-76.

⁵³⁸ On peut citer entre autres *Hausmann, préfet de Paris*, de Gérard Lameyre (10.58, 11) ; *J'ai vu vivre l'Espagne*, de J. Saint-Paulien et *Catherine*, de Philippe de Boisanger (02.59, 7) ; *Grandeur spirituelle du XIXe siècle français*, par Fred Bérance (10.59) ; *Marat*, de Gérard Walter (04.60, 13).

d'ouvrages plus en rapport avec les sujets abordés le *Md.* À travers le prisme des ouvrages dont il a rendu compte pendant trente-huit ans, et en essayant d'éviter le finalisme vers lequel entraîne le commentaire élogieux de Claude Julien cité précédemment, il s'agira d'analyser comment Yves Florenne a traversé ces années ou, plutôt, comment il les a lues et écrites.

Une telle approche pose toutefois – au moins – trois problèmes. Le premier est lié au fait que ce corpus omet tout ce qui a été renié ou non apprécié. Il occulte le poids de tout ce qui entourait le livre, sa dimension sociale – discussion avec les collègues et les proches, les auteurs eux-mêmes parfois, lecture des autres critiques... Un second problème est posé par l'extraction, dans un ensemble homogène (le journal, une rubrique), d'un certain type d'articles, aux dépens de la trame journalistique dans laquelle ils s'inséraient. Autrement dit, c'est tout le jeu de l'intertextualité topique – *i.e.* relative aux autres textes publiés à côté, avant ou après, aux effets de mise en page, aux titres, à la matérialité du support – que risque d'ignorer une telle perspective. Enfin, se pose la question des médiations par lesquelles un lecteur en vient à lire ce qu'il lit et du sens qu'il faut leur donner. Ces ouvrages, Yves Florenne les a-t-il lu parce qu'il aurait progressivement pris conscience, auprès de ses collègues par exemple, ou à la suite d'un événement politique (guerre d'Algérie, guerre du Vietnam, Mai 68...) ou singulier (séjour à l'étranger, rencontre...), des inégalités qui touchaient le tiers-monde, des discriminations dont étaient victimes les femmes ou les Noirs, des dangers de la pollution ? Ou bien sont-ce ces mêmes livres, qu'il aurait banalement et progressivement découvert via l'actualité éditoriale, qui auraient provoqué ces changements dans sa manière d'aborder des thèmes comme la pollution, l'impérialisme américain, la pauvreté des pays du Sud ?

Sur le premier point, s'il n'est guère possible d'apporter de réponses en l'absence de sources alternatives⁵³⁹, il faut voir dans cette bibliothèque⁵⁴⁰ un « ensemble signifiant à l'intérieur du

⁵³⁹ Sources qui auraient pu être constituée de ses brouillons ou encore de sa bibliothèque personnelle – pour peu qu'elle ait contenu l'ensemble des ouvrages qu'il a reçus en service de presse, effectivement lus et rejetés.

⁵⁴⁰ Au sens que lui donne D. Gestin comme « [...] l'ensemble des livres ainsi que des textes de tout type lus ou rencontrés par un sujet, dont il témoigne, dans le cas d'une

monde cohérent que représente » l'ensemble des chroniques qui le constitue [GESTIN, 1998 : 27]. Pour répondre au second, il est possible d'étudier non plus les seuls textes d'Yves Florenne, mais l'ensemble de la rubrique consacrée aux « livres du mois ». Hormis les premières années, c'est exclusivement au sein de cet espace que le chroniqueur a collaboré. C'est donc sur cet environnement que l'on va d'abord s'arrêter, en présentant le cadre dans lequel s'inséraient les comptes rendus d'Yves Florenne, les points communs et les différences entre ses articles et ceux des autres collaborateurs du mensuel.

§I – LES « LIVRES DU MOIS » : SOCIOLOGIE D'UNE RUBRIQUE ENGAGÉE

La rubrique « Littérature et diplomatie – Les livres du mois » apparaît très tôt en tant que telle dans l'histoire du journal, en novembre 1954, et conserve son nom initial jusqu'à l'arrivée de Claude Julien. Elle prit très rapidement des traits typographiques qui restèrent stables et imprimèrent durablement leur marque sur la mise en page. Occupant une page durant les premières décennies du journal, elle prit de l'ampleur au milieu des années 1980 pour s'établir alors – et jusqu'à aujourd'hui – à une double page mensuelle. Ces notes respectaient un certain nombre de formats bien identifiables. Chaque mois, leur nombre oscillait entre une dizaine et une quinzaine, pour une longueur de 800 et 1500 signes environ. À partir de juin 1962, y figuraient deux tailles de police : la première, utilisée pour résumer succinctement le livre ou la thèse défendue ; la seconde (plus petite) permettait au rédacteur de développer son argumentaire et/ou son résumé. Cette taille n'imposait cependant pas de choisir entre le résumé ou la critique : selon les livres, l'un ou l'autre, l'un et l'autre pouvaient être employés par les rédacteurs, sans qu'une règle puisse être dégagée en la matière. Jusqu'aux années 1970, ces notes furent exclusivement rédigées par les collaborateurs les plus réguliers du mensuel : François Honti et Micheline Paunet au premier chef, Yves Florenne, les rédacteurs du service étranger du *Monde*, les

autobiographie ou d'un récit à la première personne ou qu'on lui attribue, dans un récit à la troisième personne. [...] » [GESTIN, 1998 : 27].

collaborateurs extérieurs enfin qui, à l'image de Victor Fay ou Édouard Bailby, y écrivaient régulièrement.

Centrer l'analyse sur cette rubrique et, plus particulièrement, sur les contributions d'un rédacteur qui, à l'image d'Yves Florenne, y écrivit durant plusieurs décennies, présente un intérêt par rapport à l'étude d'autres rubriques ou d'autres articles du mensuel. Sans retracer ici l'histoire de la critique journalistique de livre, celle-ci s'inscrit en effet, au sein de l'« espace des possibles rhétoriques » [NEVEU, 1993 : 13 *sq.*], dans un registre qui laisse la possibilité au rédacteur de développer un point de vue⁵⁴¹. Le critique donne son avis, porte un jugement, informe le lecteur sur les aspects positifs ou négatifs d'un livre, tout cela de manière officielle ou, tout du moins, sans que l'on – les lecteurs, d'autres journalistes, des manuels... – puisse lui reprocher la mise en avant de sa subjectivité. La critique fait partie du genre éditorial (comprenant les éditoriaux, les billets d'humeur, les chroniques, les courriers des lecteurs...) où le rédacteur peut maintenir, sans risque de se voir reprocher une faute journalistique, une distance avec plusieurs règles journalistiques pratiques, telles que les a minutieusement décrites C. LEMIEUX [2000]. Autrement dit, la règle de séparation des faits et des commentaires, dont l'application stricte fit en autres le succès du *Monde* et du *Md* des années 1950 et 1960, pouvait être – et peut être encore – enfreinte dans cette petite arène discursive. Le rédacteur n'y est pas contraint de s'effacer de la surface du journal, comme par exemple dans la plus grande rubrique du mensuel, l'« Activité des organisations internationales⁵⁴² ». Ainsi, cette rubrique dénudait en partie de leurs vêtements objectivistes le corps des positions – éventuellement politiques – qui, par ailleurs, étaient volontairement mis à l'arrière plan.

⁵⁴¹ Sur la naissance de la « chronique moderne » comme forme journalistique, voir les analyses de T. FERENCZI, 1993 : 35-36, qui n'en propose pas néanmoins d'analyse sociolinguistique. La critique littéraire journalistique n'a, d'une manière générale, pas autant retenu l'attention des chercheurs que la critique « [...] qui se veut érudite ou scientifique [qui] répugne, elle, à porter des jugements, en tout cas explicitement [...] » [Antoine Compagnon, article « critique littéraire » in *Encyclopaedia Universalis*, 1990]. Pour une perspective semblable, voyant dans cette forme de critique, « impressionniste par nature », le contraire d'une « discours », voir FRAISSE, 2000 : 562-563].

⁵⁴² Sur laquelle on s'arrête *infra*.

L'affirmation du parti-pris des journalistes prenait cependant, dans le *Md*, des formes variées. C'est classiquement a/ par la présence de termes appréciatifs ou dépréciatifs – notamment des adverbes et adjectifs – que les journalistes pouvaient tout d'abord exprimer leur point de vue sur les œuvres chroniquées⁵⁴³. Ce procédé fut le plus couramment utilisé durant la première décennie du journal dans les comptes rendus d'ouvrages, notamment par François Honti, qui chaque mois en rédigeait au moins la moitié. La plupart du temps, les commentaires étaient élogieux ; dans tous les cas, le ton n'y était jamais polémique. Mais le compte rendu pouvait parfois donner lieu b/ à une contestation ou une approbation des thèses formulées dans le livre. Il ne s'agissait plus dans ce cas d'opposer un simple jugement de valeur, mais soit d'appuyer la thèse de l'auteur, soit d'apporter la contradiction en développant un contre-argumentaire. La note donnait lieu soit à un monologue, soit à une série d'échanges fictifs entre le rédacteur et celui de l'ouvrage commenté, sous la forme d'un court dialogisme⁵⁴⁴. À l'exception des articles d'Yves Florenne, ces brefs monologues comme ces échanges ne donnaient toutefois jamais lieu à une prise de parole à la première personne du singulier. Autrement dit, seul le chroniqueur s'autorisait à promouvoir un discours alternatif en son nom propre. Enfin, c/ c'est par le jeu sur les types de discours que les rédacteurs pouvaient exprimer leur accord ou leur désaccord avec les thèses développées dans les ouvrages commentés. La mise en mots de l'opinion personnelle du rédacteur n'était en effet pas systématique dans le *Md* des années 1950 et 60 et, de surcroît, elle prenait des aspects variés, autorisant plusieurs niveaux de lecture. L'un des principes du compte rendu de lecture est d'être un discours rapporté. Mais comme le souligne R. DION, « [...] pour mener à bien sa tâche, l'analyste [critique] est contraint de relater, au moins

⁵⁴³ « [...] C'est ce qu'a remarquablement montré M. J. Christopher Herold, professeur à l'Université de Columbia, dans un gros ouvrage de synthèse fort érudit, mais d'une grande alacrité d'humeur et de ton. [...] » (10.62, 26) ; « [...] Mais on ne peut songer à faire l'inventaire de ce livre compact et complet, où le lecteur français trouvera matière à nuancer, réviser nombre de ses jugements [...] » (06.69, 19) ; « [...] L'auteur fait preuve d'une excessive modestie quand il dit que l'intérêt de son livre tient tout entier dans les documents produits. L'éclairage où il les place, les conclusions qu'il en tire, et le jugement qu'il rend, ne sont pas moins saisissants. [...] » (11.85).

⁵⁴⁴ C'est ce qu'illustre à titre d'exemple le compte rendu du 03.66, 13.

partiellement, l'œuvre [lue]. En général, il ne peut se permettre de tout citer, il doit utiliser les mots du texte lu en les remettant en contexte dans l'organisation sémantique de son article [...]. [II] est amené à produire une schématisation du texte lu prenant la forme d'un récit qui le rend manipulable par l'analyse » [DION, 1998 : 80-81]. Soulignons immédiatement que cette « schématisation » est, contrairement à ce qu'affirme R. DION, loin d'avoir un caractère obligatoire. Dans un autre registre, celui de la critique cinématographique, une longue tradition critique a justement développé un discours sur les œuvres où la narration, le récit, l'intrigue, sont sinon évacués de l'analyse, du moins tenus pour secondaire. Ce fut le cas de la rubrique tenue par Ignacio Ramonet dans les colonnes du mensuel jusqu'en 1983-1984, « Caméras politiques », dont le discours sur les œuvres cinématographiques ignorait l'intrigue des films⁵⁴⁵. Néanmoins, dans les « Livres du mois », les comptes rendus reposaient presque toujours sur une présentation du contenu des ouvrages. Un des enjeux pour le chroniqueur était donc de parvenir à maintenir, avec un nombre de signes limité, un équilibre entre la présentation, même succincte, de l'œuvre commentée (rapporter un discours), l'exégèse (expliquer) et/ou la critique (donner son avis).

On peut à ce titre identifier, dans les chroniques d'Yves Florenne comme dans toutes celles publiées dans le mensuel, trois types de discours rapportés. En employant le style direct, l'auteur du compte rendu usait de marques de distanciation énonciative, *i.e.* de procédés (principalement les guillemets et les italiques) permettant de « détacher typographiquement [ou grammaticalement] la parole [de l'auteur] de celle du journaliste » [LEMIEUX, 2000 : 144]. Le compte rendu pouvait tendre parfois ici vers le compte rendu sténographique d'une assemblée parlementaire ou encore vers la citation intégrale, propre à la figure du « journaliste légaliste » décrite précédemment⁵⁴⁶. Les comptes rendus publiés dans les « Livres du mois » mobilisèrent cependant peu ce style, à la différence d'une rubrique comme la « Revue des revues », où son usage

⁵⁴⁵ Cette perspective est aujourd'hui encore représentée dans les *Cahiers du cinéma*. L'intrigue ne devient qu'un élément de l'œuvre parmi d'autres.

⁵⁴⁶ C. LEMIEUX, 1992b : 31 *sq.*

était systématique dans les premières années⁵⁴⁷. Seules les longues chroniques d'Yves Florenne comportaient régulièrement de courtes citations. Dans ce cadre, il n'y a pas *a priori* d'ambiguïté sur le statut du locuteur : en citant, le rédacteur de la note distingue les paroles de l'auteur des siennes propres⁵⁴⁸. Le style indirect se caractérise par l'utilisation de verbes ou de formules introductives, de subordonnées telles que « selon l'auteur », « X..., il... elle... écrit que ». Il était et est encore dominant dans la rubrique des « Livres du mois ». Comme précédemment, le rédacteur mobilise des procédés rhétoriques servant à distinguer les énoncés tirés du livre de ses propres commentaires, mais en les paraphrasant⁵⁴⁹. Aux styles direct comme indirect, le compte rendu permet assez bien de distinguer les énoncés, entre ceux tirés du livre et ceux rédigés par le rédacteur. Le troisième type de discours rapporté, le style indirect libre, laisse au contraire une marge d'appréciation plus importante au lecteur, dès lors que celui-ci n'a pas lu le livre. En effet, le compte rendu est alors dépourvu des signes typographiques ou des points de repères grammaticaux – les embrayeurs du discours citant, tels que les verbes introducteurs ou les subordonnées – qui permettent au lecteur d'imputer la responsabilité des propos tenus à tel ou tel locuteur.

⁵⁴⁷ Dans les années 1950, les citations occupaient dans cette rubrique les trois quarts des comptes rendus, qui n'étaient que brièvement introduits par l'auteur – anonyme, mais vraisemblablement François Honti, ainsi que l'illustre l'exemple suivant : « **"Rectification" en Chine** – À propos de la "campagne de rectification" en Chine, M. Teng Hsiao-Ping, secrétaire général du parti communiste chinois, expose dans la revue *Démocratie nouvelle* dirigée par M. Jacques Duclos (déc.) les buts de cette campagne, ainsi que les moyens de lutter contre l'opposition au régime dans les différents milieux et chez les intellectuels en particulier : [...] » (01.58, 8).

⁵⁴⁸ La plupart des chroniques écrites par Yves Florenne contient des citations, à l'image de celle-ci, tiré du compte rendu des *Cahiers secrets du maréchal Fayolle* (Paris : Plon, 1964, 01.65, 8) : « [...] Car, ce qui domine dans ces pages, c'est la grande pitié pour les hommes, l'horreur du sang versé en vain, la répugnance pour cette "guerre abominable". [...] ».

⁵⁴⁹ C'est ce qu'illustrent par exemple les extraits suivants, tirés d'un compte rendu rédigé par Jacques Decornoy paru en 12.64, 16 : « L'essentiel de l'ouvrage est consacré à » ; « qu'il nous raconte » ; « Warner nous fait assister » ; « Il emmène le lecteur » ; « Il décrit » ; « Une foule de personnages apparaissent tout au long du récit ». Au niveau argumentatif, la phrase conclusive ne laisse pas d'ambiguïté sur le statut des énoncés : « L'auteur ne se réjouit pas de voir partout le communisme progresser et balayer des régimes corrompus. Mais il ne peut que conclure sur la faillite de l'intervention occidentale qui, dit-il, a oublié le paysan [...]. Ils relèvent bien de l'auteur du livre (Jacques Decornoy, compte rendu du livre de Denis Warner. 1964. *The Last Confucian : Vietnam, South-East Asia and the West*. Harmondsworth : Penguin Books Ltd.).

L'utilisation du style indirect libre entraîne, par le jeu de la polyphonie⁵⁵⁰, une indétermination sur le statut du locuteur. De fait, en brouillant le statut des « voix » présentes dans la note, le rédacteur pouvait ainsi exprimer ses propres positions en se retranchant derrière celles de l'auteur. Ce procédé d'indétermination énonciatrice fut, on va le voir, régulièrement utilisé par Yves Florenne. Il avait notamment pour effet, en adjoignant la parole du chroniqueur à celle de l'auteur, de « grandir » la taille des accusations. Au total, les chroniques de ce dernier se caractérisaient par leur longueur ; par l'utilisation du dialogisme, avec une prise de parole à la première personne du singulier, servant dans ce cas souvent à contester une thèse du livre commenté ; par un usage fréquent des citations, mais aussi du style indirect libre. À l'inverse, les comptes rendus des autres collaborateurs étaient plus brefs et mobilisaient le plus souvent le style indirect. Le dialogisme y était également plus rare. Enfin, l'affirmation du point de vue du rédacteur n'y était pas systématique et, quand elle était présente, prenait des traits classiques, par l'utilisation de termes appréciatifs ou dépréciatifs.

Une fois dressé ce rapide panorama de l'environnement dans lequel s'inséraient les comptes rendus du chroniqueur, reste une troisième question. Faut-il prendre les livres lus et commentés par Yves Florenne comme autant de jalons dans l'évolution de son regard sur un certain nombre de problèmes politiques ou, au contraire, comme des éléments participant de cette évolution ? Autrement dit, le livre est-il un élément déterminant d'un processus de ce que l'on peut identifier comme une socialisation politique, ou vient-il en sus ? De quoi les prises de position du chroniqueur sont-elles le signe ? Ici comme ailleurs⁵⁵¹, il s'agira moins d'étudier ce que les livres font à leur lecteur, que ce que ce dernier en a fait lui-même⁵⁵². Cette approche ne permet de saisir le lecteur que par les traces qu'il a bien voulu laissées – des chroniques de livres, des préfaces, des notes : un corpus

⁵⁵⁰ Cette polyphonie est différente de la règle du même nom énoncé par C. LEMIEUX [2000]. Il s'agit ici de plusieurs « voix » au sein d'un même texte, appartenant éventuellement au même locuteur.

⁵⁵¹ Voir le chapitre 8.

⁵⁵² Voir, outre les travaux des historiens du livre déjà cités, l'ouvrage d'A. COLLOVALD et E. NEVEU, 2004.

essentiellement exégétique entremêlé, parfois, de quelques éléments de présentation de soi. Ce que donnent à voir ces comptes rendus, c'est en quelque sorte la vitrine d'une bibliothèque idéale, où figurent les livres que le chroniqueur a jugé bon de livrer à son public. Moins que le simple décalque d'idées glanées ailleurs, ces chroniques sont le produit d'un travail d'imprégnation, d'appropriation et de restitution, mêlé inextricablement à une présentation de soi. Mais il y a peut-être plus. Ce grand lecteur, ce « beau serviteur de l'écrit⁵⁵³ » croyait au pouvoir de l'écrit. Rendant compte en février 1980 d'un ouvrage sur les anti-esclavagistes aux États-Unis, il écrivait :

« Le voilà bien, le pouvoir intellectuel ! Ce n'est pas Lincoln qui a libéré les esclaves, c'est Harriet Beecher-Stowe⁵⁵⁴. Lincoln tout le premier ne s'y trompait pas, qui, la rencontrant pour la première fois, lui disait avec admiration et effroi : "Vous êtes donc la petite dame qui a écrit le livre qui a causé la guerre." Il aurait pu ajouter, s'il en avait été absolument convaincu : qui nous a libérés de nous-mêmes [...]⁵⁵⁵ ».

Cet homme croyait au pouvoir des livres, au point d'avoir consacré sa vie à ceux des autres, aux dépens (peut-être) de sa propre carrière d'écrivain. Pourquoi ne pas penser que certains l'ont, pour le paraphraser, sinon « libéré de lui-même », du moins amené à changer de perspective sur plusieurs questions politiques ? À cette question, il n'y a pas de réponse définitive possible. Restent néanmoins les traces laissées par ces centaines de comptes rendus, qui donnent des pistes pour établir un itinéraire.

§2 – 1955-1965 : UN CHRONIQUEUR AU SERVICE DES MEMORIALISTES

Si « libération » il y a, comment se manifeste-t-elle ? Durant les dix premières années de sa collaboration au *Md*, Yves Florenne demeura tout d'abord très proche, tant par les ouvrages chroniqués que par son style, d'un pôle académique – Académie

⁵⁵³ André Fontaine, ar. cité.

⁵⁵⁴ Auteure de *La case de l'Oncle Tom* (1852), dont *Le Robert* [2000/1974] dit qu'il « a porté devant l'opinion publique le problème de l'esclavage ».

⁵⁵⁵ « Les intellectuels américains et l'esclavage – La couronne d'épines », compte rendu de Jacques Pérotin, *Les écrivains anti-esclavagistes aux États-Unis de 1808 à 1861*, Paris : PUF, 1979 (02.80, 22).

française, dont on a vu qu'il était proche ; Académie diplomatique internationale, cercle réunissant mensuellement, dans un cadre prestigieux, les ambassadeurs étrangers à Paris venant présenter, devant leurs pairs, la position de leur pays sur tel ou tel point de l'actualité internationale – dont il était encore proche après la guerre. Les prises de positions autres que littéraires furent totalement absentes de ses chroniques. Ainsi, dans un compte rendu paru en juillet 1955, « Gobineau et l'arrière-saison du laurier-rose », il revenait longuement sur la relation épistolaire entre Gobineau et une jeune femme de la bonne société grecque. Le texte louait les qualités littéraires de l'ambassadeur, moins ses talents de diplomates⁵⁵⁶. À aucun moment n'étaient abordées les idées politiques de l'auteur de *l'Essai sur l'inégalité des races humaines* (1853-1855)⁵⁵⁷.

L'article était assez représentatif du ton (aimable, voire mondain⁵⁵⁸) et du contenu (biographique, littéraire et historique) des chroniques publiées par l'auteur jusqu'au milieu des années 1960 et, plus généralement, de la rubrique « Littérature et diplomatie – Les livres du mois » qui porta la marque des ambassades jusqu'aux années 1965-1965⁵⁵⁹. Les écrits romanesques ou biographiques, les essais historiques rédigés

⁵⁵⁶ « [...] A première vue, certes, le chef d'œuvre de Gobineau est plus dans ses écrits que dans sa diplomatie. Mais on observera qu'il en va toujours pareillement pour les écrivains diplomates, et je me garderai d'en tirer des conclusions qui pourraient être impertinentes [...] ».

⁵⁵⁷ A l'inverse, sur les treize articles mentionnant Gobineau dans *LMd* entre 1978 et 2004, trois seulement ne font pas allusion au « racisme de Gobineau » (Philippe Videlier, historien, chercheur au CNRS, « De superman au surhomme », d'Umberto Eco [Paris : Grasset, 1993] – Le roman des consolations », *LMd*, 12.93, 29). Yves Florenne lui-même reprend par trois fois, non sans réserve, cette thématique (*LMd*, 11.79, 22 ; 07.82, 24 et 09.86, 27 : « [...] C'est dans ce fonds darwinien qu'Hitler s'est nourri. Beaucoup plus que de Gobineau comme on le croit généralement, et J. Ruffié lui-même. Il ne faut pas oublier que la pensée de Gobineau n'est nullement prophétique mais purement nostalgique : la race supérieure qu'il salue est déjà noyée à demi dans le métissage universel, ce qu'il déplore, mais considère comme fatal ; et que, d'ailleurs, il retourne à la fin en reportant son espoir sur des individus issus de ce mélange, et sur l'amour romantique et chevaleresque ! De quoi, à la fois, décourager et irriter Hitler, qui trouvait un tout autre modèle dans le darwinisme militant. [...] », « L'homme sans Darwin », compte rendu de Jacques Ruffié, *Traité du vivant*, Paris : Fayard, 1982).

⁵⁵⁸ Pour un autre exemple, on peut citer « Une correspondance inédite – Les lettres échangées entre Madame de Genlis et Anatole de Montesquiou fourmillent d'anecdotes », *LMd*, 03.55, 7.

⁵⁵⁹ L'arrivée de Claude Julien en janvier 1973 coïncide avec la modification du nom de la rubrique, en février : la mention « Littérature et diplomatie » disparaît, entérinant une situation de fait.

notamment par des diplomates y dominaient⁵⁶⁰. Les traits rhétoriques et argumentatifs propres aux comptes rendus rédigés par Yves Florenne et, plus largement, au *Md* de l'époque, entraînent assez fidèlement en résonance avec les types d'ouvrage commentés : emploi occasionnel mais régulier de la première personne du singulier ; usage d'un vocabulaire métaphorique et imagé ; accent mis sur les qualités d'écriture des œuvres commentées⁵⁶¹. De 1955 à 1965, la majorité des comptes rendus rédigés par Yves Florenne s'inscrivirent dans ce cadre thématique et rhétorique, comme l'illustre les feuillets de l'année 1962, où les portraits historiques (Madame de Pompadour, Vauban, Garibaldi...) et les mémoires d'ambassadeurs (Claudel) étaient loués au style indirect libre, le journaliste soit s'effaçant totalement, soit exposant, en toute subjectivité assumée, des critiques souvent mineures. Le rapport mondain, individuel et euphémisé qu'entretenait le chroniqueur vis-à-vis du politique reflétait assez fidèlement celui des ambassadeurs vis-à-vis des jeux de pouvoir. En 1962, ces chroniques s'inscrivaient donc encore pleinement dans la vision romantique des ambassades, telle qu'on l'a décrite précédemment.

1965 : LE TOURNANT DES SCIENCES HUMAINES

Entre 1964 et 1966, les livres des mémorialistes ou sur l' « âge d'or de la diplomatie⁵⁶² » laissent progressivement place à d'autres types d'ouvrages. Les chroniques de livres d'histoire contemporaines, portant par exemple sur la seconde guerre mondiale, deviennent majoritaires ; les relations internationales prenaient le pas sur l'histoire diplomatique. Plus largement, Yves Florenne opéra durant ces quelques années (il a 57 ans en 1965) toute une série de déplacements : du particulier (*i.e.* du diplomate seul face aux événements ou aux grands hommes⁵⁶³) au

⁵⁶⁰ A titre d'exemple, sur les six livres chroniqués en 1961, cinq relèvent de l'histoire ou des mémoires diplomatiques.

⁵⁶¹ « [...] Cursif, concis, dédaigneux de l'écriture, je ne lui reprocherai non certes la spontanéité familière dans l'émotion et l'indignation, mais un ton parfois trop relâché ; plus de rigueur entraînerait plus de force [...] » 12.67, 19, à propos d'un livre d'E. de la Souchère.

⁵⁶² « L'âge d'or de la diplomatie de Philippe Amiguet », *LMd*, 09.63, 14.

⁵⁶³ « Lincoln vu par un diplomate », 01.63, 13 (*Lincoln*, Jean Daridan, Paris : Julliard, 1962 : « [...] S'il n'avait pas reçu en partage ce qu'on appelle le génie, ni même un caractère sans défaillance, sa droiture et sa fermeté d'âme étaient d'une trempe égale aux

général (« les Juifs et le monde actuel », « l'histoire religieuse de la France contemporaine », la faim dans le monde⁵⁶⁴) ; du passé (Louis XIV, Vauban, le Congrès de Vienne, Guizot) vers le présent (la Gestapo, l'O.A.S., de Gaulle) ; de l'histoire vers la sociologie (Alain Touraine), la psychanalyse (Wilhelm Reich) ou les relations internationales (André Fontaine, Paul-Marie de La Gorce, Jean-Baptiste Duroselle) ; de l'Europe vers le Tiers-monde et l'Amérique⁵⁶⁵ ; des élites (diplomatiques) vers les peuples⁵⁶⁶. Les mémorialistes n'étaient pas oubliés ; néanmoins, le ton, autrefois déférent vis-à-vis des diplomates, devenait grinçant. C'est l'ironie qui guidait ainsi le compte rendu, en mai 1967, du livre d'un ambassadeur français en poste en Russie en octobre 1917, « qui n'est rien moins qu'un aristocrate "rouge" » :

« [...] dès le lendemain il a noté que la troupe a tiré "à blanc" sur la foule, mais "il y a tout de même quelques tués...". Je n'entends donc pas insinuer que M. de Robien a traversé la révolution sans la voir, il s'en faut. Mais il la voit un peu comme Fabrice Waterloo ; et c'est d'ailleurs l'intérêt et le charme de ces récits où l'on regarde rétrospectivement l'histoire se faire dans un

principes fondamentaux dont il a déclaré qu'ils devaient rester "inflexibles" [...]. Pour un diplomate, ce n'est pas un mince sujet de méditation. Aussi le livre de M. Daridan, sans sollicitation aucune, par la simple évidence des faits et des actes, nous invite sans cesse à nous souvenir que les États-Unis de Lincoln sont probablement la seule nation qui se soit faite sans rien devoir à Machiavel, ni à Ivan IV, ni à la *realpolitik*. [...] ». Dans le même numéro et dans une même veine, Yves Florenne rend brièvement compte du troisième volume de *La Maison de Savoie*, par la reine Marie-Josée, [Paris : Albin Michel]. A l'inverse, « L'octobre russe vu par un diplomate français » (*LMd*, 05.67, 8) constitue l'un des derniers ouvrages de ce type, rédigé qui plus est sur un ton ironique que l'on ne retrouve pas en auparavant.

⁵⁶⁴ « Les Juifs et le monde actuel de Jacques Madaule », 10.63, 12 ; « L'histoire religieuse de la France contemporaine d'A. Dansette », 04.65, 7 ; « La faim du monde de R. Dumont et B. Rosier », 12.66, 14. « L'idée d'Europe dans l'histoire de Jean-Baptiste Duroselle, 10.65, 15.

⁵⁶⁵ Il n'est pas anecdotique, par exemple, de constater que la première biographie d'un dirigeant non occidental commentée par Yves Florenne est celle de Toussaint Louverture, écrite par Aimé Césaire (« Toussaint l'Ouverture vu par Aimé Césaire – Une histoire de la décolonisation », 08.60, 6). Deux aspects de ce long compte rendu doivent être soulignés : en premier lieu, Yves Florenne ne semble pas tenir rigueur à A. Césaire du *Discours sur le colonialisme* – en tout cas, cela n'apparaît pas dans l'article en question. Deuxièmement, le chroniqueur semble un peu déstabilisé par ce « "portrait" », ce « "tableau" » qui n'en est pas vraiment un : « Pourtant, je l'ai noté, Toussaint est bien loin de faire toute la matière d'un livre (il n'apparaît qu'au second tiers) qui n'est nullement une biographie, mais le premier chapitre d'une histoire de la décolonisation » dont le journaliste précise, plus haut, qu'elle est « placée dans la froide lumière du matérialisme historique. »

⁵⁶⁶ « Les primitifs de la révolte dans l'Europe moderne d'E.-J. Hobsbawm », 11.66, 15.

petit coin du tableau. Bien entendu, le témoin étant, lui, près de l'état-major et des sources d'informations, il superpose à ces choses vues des vues beaucoup plus générales. En outre, un certain rapetissement n'est-il pas plus proche de la vérité ? La confusion et les hasards des grands événements y apparaissent, que l'histoire effacera ; les héros et les mythes redeviennent ce qu'ils étaient : des hommes, avec leurs hésitations, leurs tâtonnements. [...] ».

Plus loin, Yves Florenne concluait :

« Au-delà même de la relation des faits, de la peinture des événements et des acteurs, si intéressants autant pour leur myopie, qui est toujours celle du contemporain, que pour leur clairvoyance, ce Journal n'est pas négligeable comme document sur un esprit et toute une famille d'esprits, sur leurs contradictions et leur partage, leurs impulsions et leurs aspirations [...] ».

On ne peut manquer d'opposer le regard de l'ambassadeur, perdu dans la mêlée de l'Histoire comme l'était Fabrice à Waterloo, et dont la principale qualité, idiosyncrasique et mondaine, est le « charme », avec la hauteur du point de vue de « Sirius », pseudonyme utilisé par Hubert Beuve-Méry pour signer ses éditoriaux. En outre, le « Journal » était désormais perçu non plus comme une source de première main, dont il importait de louer la justesse de vue et le style, mais comme un « document » historique, susceptible d'être critiqué ; mieux : comme le révélateur d'une époque et d'individus désormais révolus. Pour appréhender la complexité des relations internationales et des grands événements historiques contemporains, il fallait en passer par des professionnels (des chercheurs) et par la science (la sociologie d'Alain Touraine, la polémologie de Gaston Bouthoul⁵⁶⁷, les relations internationales de Jean-Baptiste Duroselle). Par ses chroniques, Yves Florenne illustrait autant qu'il participait ainsi de l'essor de l'édition en

⁵⁶⁷ « [...] Quelques esprits courageux ont entrepris de jeter les bases d'une science de la guerre, la polémologie, qui n'est en réalité qu'une science de la paix. [...] » (« "Sociologie des relations raciales" de Michaël Banton », 07.71, 17) ; « On sait le combat pour la paix que mène Gaston Bouthoul à la tête de l'Institut français de polémologie [...]. Combat qui est d'abord une recherche et un savoir. Seule l'étude scientifique et pour ainsi dire clinique de des conflits [...] peut conduire à instaurer sur des bases rationnelles, par la prévention plutôt que par la cure, cet état de santé précaire qui s'appelle la paix. [...] » (« La paix, de Gaston Bouthoul », 03.75, 38).

sciences humaines et sociales des années soixante et soixante-dix⁵⁶⁸.

Trois faits méritent toutefois d'être soulignés. Ces déplacements progressifs n'entraînèrent pas d'une part d'abandon pur et simple. Ainsi, les mémorialistes et, plus généralement, les biographies conservèrent, jusqu'à la mort du chroniqueur, une place continue dans les colonnes du *Md*. Cela au nom d'une vision de l'histoire, celle qu'il est possible de saisir le général par le particulier⁵⁶⁹. Autre constante de son travail de chroniqueur, les procédés rhétoriques et argumentatifs utilisés restèrent stables : en 1992, son style, « le « déconcertant mouvement de sa phrase⁵⁷⁰ », vivant témoin d'une forme narrative progressivement oubliée – y compris dans les colonnes du mensuel –, où l'implication du locuteur était assumée explicitement, était loué par Claude Julien.

Cette implication s'exprimait de plusieurs manières. Par l'utilisation de parabases (« [...] Bien entendu, l'ouvrage que nous présentons, trop sommairement, ne saurait qu'éveiller le plus vif intérêt chez les lecteurs du *Monde diplomatique*, jusque dans le généreux parti d'offrir, peut-être d'abord aux plus jeunes [...]»⁵⁷¹ »); par l'usage d'adverbes d'affirmation (« certes »), d'exclamations (« à Dieu plaise ! », « – mais quelles années ! – », « Allons !⁵⁷² »), d'interjections (« hélas !⁵⁷³ »); par l'utilisation presque systématique de la première personne (du singulier

⁵⁶⁸ Le parcours d'Yves Florenne peut être appréhendé comme l'inverse de celui d'un autre rédacteur du *Monde*, Jean Lacouture qui, selon B. Gaïti [1994 : 77], « change de cap » au milieu des années 1970 : « [...] de l'Afrique-Asie à la France, des aventuriers de la décolonisation à la vie politique plus ordinaire, du présent le plus brûlant [...] au passé et à l'histoire. L'objectif de simple témoignage ou les intérêts pour la sociologie [...] sont désormais oubliés. [...] ».

⁵⁶⁹ « [...] Cette mémoire, si profondément personnelle, qui se retrouve et s'avoue dans les Mémoires d'un écrivain, elle pourrait bien être l'expression privilégiée d'une mémoire collective [...] ». In « La "Mémoire allemande", d'Heinrich Böll », 05.78, 22.

⁵⁷⁰ Selon Claude Julien dans l'hommage cité (06.92, 31).

⁵⁷¹ « Une nouvelle "Histoire de la France" », compte rendu de *Histoire de la France*, sous la direction d'André Burguière et Jacques Revel, tome I: *L'Espace français*; tome II: *L'État et les pouvoirs*, Paris : Le Seuil, 1989 (12.89, 27).

⁵⁷² Compte rendu de *Voulez-vous vraiment des enfants idiots ?*, de Maurice T. Maschino, Paris : Hachette-Littérature, 1984 (04.84, 20).

⁵⁷³ « Les années 60 : des rêves à la poudre », compte rendu d'Hervé Hamon et Patrick Rotman, *Génération. 1. Les Années de rêve ; 2. Les Années de poudre*, Paris : Le Seuil, 1987 et 1988 (02.88, 31).

ou du pluriel) ; ou encore par l'emploi occasionnelle d'une figure, l'épiphonème⁵⁷⁴, que l'on retrouve plutôt dans ce genre explicitement normatif qu'est l'éditorial.

*LES FIGURES RHETORIQUES ET THEMATIQUES
D'UN DISCOURS CRITIQUE STABILISE (DEBUT DES ANNEES
1970 – ANNEES 1980)*

L'attention portée à d'autres thématiques et à d'autres aires géographiques s'accompagna de la montée d'un regard critique explicite, porté moins sur les œuvres commentées (Yves Florenne rendait rarement compte de livres qu'il n'avait pas appréciés) que sur ce qu'elles révélaient de l'état du monde. L'« impertinence » des conclusions était désormais assumée. Une fois terminée la phase d'innovation dans les lectures et les comptes rendus qui en étaient faits, s'opéra dans les textes d'Yves Florenne une stabilisation du discours critique que l'on peut dater du tournant des années 1960-1970. Ce discours s'articulait autour de plusieurs thématiques récurrentes et liées entre elles, repérables soit dans le choix des ouvrages chroniqués, soit dans les commentaires qu'inspirait l'ouvrage au journaliste. À l'image du journal lui-même, on peut ainsi repérer dans les articles du chroniqueur, à partir du début des années 1960, la présence de « systèmes actanciels de dénonciation », de « cadres » discursifs décrivant un certain nombre d'injustices, dont on a tracé brièvement le contour précédemment.

L. BOLTANSKI [1990/1984 : 253-366] a proposé un modèle descriptif de la dénonciation publique sur lequel on peut s'appuyer pour appréhender les critiques formulées par Yves Florenne dans ses chroniques. Ce modèle anthropologique – une anthropologie historiquement et socialement située – distingue, dans toute dénonciation, quatre « actants » : « celui qui dénonce » (le dénonciateur) ; « celui en faveur de qui la dénonciation est accomplie » (la victime) ; « celui au détriment de qui elle s'exerce » (le persécuteur) ;

⁵⁷⁴ « Réflexion vive et courte [...] à l'occasion d'un récit [...] mais qui s'en détache absolument par sa généralité [...] et le précède, l'accompagne ou le suit » [FONTANIER, 1966 : 386 *sq.*, cité in DUPRIEZ, 1984 : 193]. Selon B. Dupriez [*ibid.*], cette figure se caractériserait « par son tour vif ou sentencieux, avec un changement de ton impliquant une généralisation et une leçon ».

« celui auprès de qui elle est opérée » (le juge) [*ibid.* : 267]. L'intérêt du terme d'actant est qu'il permet d'englober, sous une même étiquette, des êtres aussi variés que « [...] des personnes individuelles, [des] personnes collectives constituées ou en voie de constitution (par exemple "les Corses", "les femmes", etc.), ou encore [des] collectifs figurant dans des énoncés dont la référence est problématique et discutable, au sens où elle peut être l'enjeu de disputes parce qu'ils n'ont pas été réalisés sous une forme institutionnelle propre à leur conférer un caractère d'objectivité (par exemple, "les hommes de bonne volonté", "tous ceux qui souffrent", etc.) [...] ». Ce modèle actanciel se déploie sur un double axe. Le premier détermine le degré de proximité ou d'altérité entre le dénonciateur, la victime et le persécuteur. Le second établit une gradation entre les causes singulières d'un côté, qui ne sont bien souvent portées que par un individu, et les causes qui mettent en jeu des êtres collectifs – associations, partis...

L'étude de L. Boltanski est parfois citée dans l'étude des « publics⁵⁷⁵ », mais elle n'a guère été mobilisée pour l'analyse des mouvements sociaux. Une des raisons en est peut-être liée au fait que ce texte a été publié à un moment charnière dans la carrière du sociologue. Paru initialement dans la revue *Actes de la recherche en sciences sociales* en 1984, il s'agit en effet d'un texte qui, sur le plan des concepts, laisse entrevoir ceux développés plus tard par l'auteur (notamment celui de grammaire, p. 255), tout en empruntant encore une notion développée par Bourdieu (celle de champ). L'effort développé par L. Boltanski dans la première partie de son livre (« Ce dont les gens sont capables ») pour insérer son analyse des formes de dénonciation dans une perspective plus générale, celle des « cités » [BOLTANSKI & THEVENOT, 1991], ne convainc en outre pas tout à fait. Son étude conserve une force probatoire intrinsèque, renforcée par le fait que l'auteur n'a pas jugé bon de la réécrire une fois les « cités » définies. Elle repose qui plus est sur des méthodes (l'analyse factorielle) et des terrains (des courriers envoyés au journal *Le Monde*) radicalement différents de ceux employés, par exemple, pour l'analyse des « états de paix » [BOLTANSKI, 1990 : 135-252].

Trois raisons au moins justifient l'usage de ce cadre théorique. Tout d'abord, une proximité – certes relative – des terrains. Comme dans le cas des courriers, l'attention porte ici sur des textes et non, par exemple, sur des entretiens ou des observations directes. Mais ce que l'on a cherché à montrer, à travers l'exemple d'Yves Florenne, c'est l'apparition progressive, dans le *Md*, de systèmes actanciels de dénonciation. Or, le travail de L. Boltanski porte justement sur les procédés argumentatifs, rhétoriques et graphiques utilisés par des individus pour produire de tels systèmes. Enfin, les notions forgées dans « La dénonciation publique » constituent une alternative solide – et qui plus est non antinomique – au courant développé depuis le début des années 1980

⁵⁷⁵ Voir en particulier les travaux de D. CARDON & *alii* [1999].

par D. Snow et ses collaborateurs, celui des « cadres de l'action collective⁵⁷⁶ ». Bon nombre des concepts utilisés dans l'analyse de cadre procède en effet des logiques de « montée en généralité », soient l'ensemble des moyens visant à « grandir » soi-même ou la cause défendue⁵⁷⁷, en la rattachant notamment à des collectifs constitués, des principes généraux (les droits de l'homme, par exemple)

⁵⁷⁶ Sur la *frame analysis* et l'application de ses multiples dérivés conceptuels aux mouvements sociaux, voir les synthèses de CEFAL [2001] et MATHIEU [2002]

⁵⁷⁷ Au terme de son analyse critique de la notion de « cadre d'action collective », D. CEFAL [2001 : 76] propose, pour rompre avec le « mentalisme » et le « représentisme » imputé aux travaux se revendiquant de la *frame analysis*, d'en revenir à l'héritage « naturaliste et pragmatiste, [...] à l'approche du vocabulaire de motifs [...] ou dramatisante et rhétorique » de G. H. Mead, J. Dewey, C. Mills et K. Burke [*ibid.*]. Ainsi, mieux vaudrait « comprendre comment les frontières du personnel et du politique, du privé et du public, du subjectif et de l'intersubjectif, de l'individuel et du collectif se déplacent au gré du cadrage des problèmes publics et des actions collectives [*ibid.* : 80]. C'est bien pourtant exactement ce que fait L. BOLTANSKI dans son étude, que ne mentionne pas D. CEFAL dans sa recension critique : « Nous voudrions [...] esquisser une problématique visant à surmonter [l'opposition entre action individuelle et action collective] et [...] tenter de construire un système de transformation ou, si l'on veut, une grammaire, permettant de rendre compte des variations qui affectent les actes de protestation et la perception que les autres en ont selon le degré auquel ils sont présentés et reçus comme des actes "individuels" ou comme des actes "collectifs" [...] » [BOLTANSKI, 1990 : 255].

Victime		Dénonciateur		Persécuteur		Juge	
Lien	Taille	Lien	Taille	Lien	Taille	Lien	Taille
aucun lien avec son persécuteur	individu singulier	aucun lien avec la victime	un individu anonyme	aucun lien avec sa victime	individu	aucun lien avec la victime	individu singulier
être situé dans le même univers = lien impersonnel (univers du travail, par exemple)	individu en puissance d'être cause (objecteur de conscience, sans-papiers)	associé dans une relation militante (comité de soutien)	un individu singulier	être situé dans le même univers = lien impersonnel (univers du travail, par exemple)	individu identifié	être situé dans le même univers = lien impersonnel (univers du travail, par exemple)	personne collective habilitée à représenter l'humanité toute entière (ONU)
lien professionnel	individu fait cause (Dreyfus)	associé dans une relation professionnelle ou amicale	un individu autorisé (médecin, prêtre, sociologue)	lien professionnel	représentant autorisé	lien professionnel	
lien de voisinage	personne collective constituée (association, parti, syndicat)	appartenir à la même famille	une personne collective douteuse	lien de voisinage	personne collective	lien de voisinage	
lien familial	groupe flou (prolétariat, pauvres, handicapés...)	être la victime lui-même, en tant qu'individu singulier ;	personne collective restreinte (société des agrégés)	lien familial		lien familial	
		être la victime lui-même, en tant qu'individu fait cause	personne collective étendue (parti politique, CGT)				

Tailles et liens des actants d'une dénonciation publique d'après L. BOLTANSKI [1990: 266 sq.]⁵⁷⁸

⁵⁷⁸ L'absence de certaines catégories est liée à la nature même du terrain – des lettres envoyées au *Monde* – étudié par L. Boltanski. En effet, rien n'interdit de penser que le lien entretenu entre le dénonciateur et le juge puisse lui aussi relever d'une logique de la proximité/altérité : lettre envoyée à des proches (/juge/ = lien familiaux), affiche placardée dans un village ou sur un lieu de travail (/juge/ = lien communautaire ou lien professionnel), courrier envoyé non pas au *Monde*, mais à un titre de presse régionale, etc. Poussée jusqu'au bout, la logique actancielle pourrait aboutir à ce qu'un même individu endosse l'ensemble des rôles, c'est-à-dire qu'il s'adresse à lui-même une auto-accusation, à propos d'un grief qu'il se serait lui-même infligé. Une telle dénonciation recevrait vraisemblablement un jugement de normalité très sévère.

Un exemple permettra d'appréhender concrètement ce dispositif et son intérêt pour l'étude et des chroniques d'Yves Florenne et, plus généralement, du *Md*. En 05.90, le journaliste rendait compte, sous le titre « Terre, notre fille », d'un livre du philosophe Michel Serres, *Le contrat nature*⁵⁷⁹, dont est tiré le passage suivant⁵⁸⁰.

« [...] / [1] Maintenant, nous savons que notre Terre est fragile, mortelle, déjà blessée, d'autant plus belle/ [2] : "Être de beauté, rien n'est plus beau que le monde." [3] Certes, elle-même nous a longtemps tenus en son pouvoir, mais nous avons le nôtre pour nous défendre. De toute façon, raison de plus pour nous faire ses chevaliers./ [4] Il est plus d'une fois question d'amour dans ce livre./ [5] Et même, y est-il question d'autre chose ?/ [6] "Il n'est de réel que l'amour, et de loi que de lui."/ [7] De quoi faire bien rire ceux qui nous gouvernent. Je pense moins aux politiques qu'aux rois du marché, à l'empire universel du marché qui vend aussi le mot "liberté" jusqu'à en faire son enseigne. La Terre, bon "produit" global, est donc à vendre tout entière. Nous avons le temps./

[8] Le philosophe, le prophète, l'humaniste notre contemporain, dans sa passion pleine de raison est bien un renaissant./ [9] Il y a plus de quatre siècles, Héroët, poète français, célébrait, avec sa Parfaite Amie, la femme, "Dieu terrestre"./ [10] Telle est justement, pour Serres, la Terre même. [...] ».

Il est ici possible de distinguer quatre des actants décrits par L. Boltanski, quatre êtres attestant de la présence d'un système de dénonciation. Quelle est en premier lieu /la victime/ ayant souffert d'un outrage ? Rien de moins que /la Terre/ elle-même, soit l'être le plus grand qui soit (avec l'humanité). Mais cette /Terre/ ne peut prendre la parole elle-même pour faire entendre sa cause. Elle ne peut se défendre seule. Elle a besoin de hérauts, de /chevaliers/ / = dénonciateurs/ pour la représenter ; qui la représentent en outre par pur désintéressement⁵⁸¹. Quelle est cependant la qualité de ces

⁵⁷⁹ Michel Serre. 1990. *Le Contrat nature*. Paris : F. Bourdin.

⁵⁸⁰ Si ce compte rendu est, on va le voir, le plus parlant pour illustrer le cadre conceptuel ici utilisé, il constitue surtout une exception. De tous les articles publiés en 1990, il est l'un de ceux dont le système actanciel est le plus développé.

⁵⁸¹ « [...] Le dédoublement de la victime et de celui qui porte pour elle l'accusation publique [...] garantit que les intérêts engagés ne sont pas purement individuels. Cette garantie de désintéressement est d'autant plus crédible que l'altérité des deux

/dénonciateurs/ ? Qui est le /nous/ de la proposition [3] ? Michel Serres ? Yves Florenne ? L'un et l'autre ? Eux plus des lecteurs ? Cet extrait illustre en fait la dimension polyphonique des chroniques rédigées par Yves Florenne. Si les passages aux styles direct ([2] et [6]) et indirect ([10]) ne laissent pas planer d'ambiguïté sur la nature de l'énonciateur-dénonciateur – Michel Serres –, si le journaliste prend la parole indirectement ([7]) ou en son nom propre ([4], [5] et [9]), certains énoncés se laissent moins facilement attribuer ([1], [3] et [8]), même si le contexte (*i.e.* le reste de l'article, ainsi que ceux qui précèdent et succèdent) invite à penser qu'ils relèvent du chroniqueur. Cette ambiguïté relative pourrait *a priori* constituer une gêne pour l'analyse. Or, elle témoigne d'une caractéristique récurrente chez Yves Florenne qui, quand il endossait la posture du /dénonciateur/, pouvait soit parler en son nom propre⁵⁸², soit prendre appui sur le livre ou sur l'auteur commenté. Parce qu'ils prétendent parler au nom d'un ou (mieux) du public, les journalistes disposent d'une ressource rare dans les « sociétés critiques » [BOLTANSKI, *ibid.* : 54 et 280] : leurs paroles, bien qu'individuelles, montent en généralité par leur publication⁵⁸³. Yves Florenne, en tant que chroniqueur attitré du mensuel⁵⁸⁴, mais aussi en tant qu'auteur, s'autorisait à dénoncer des injustices en son nom. Il pouvait également bénéficier, pour ce faire, de l'appui implicite ou explicite des auteurs dont il chroniquait les livres⁵⁸⁵. Quel(s) est (sont), en troisième lieu,

partenaires est plus élevée et que s'accroît la chaîne des médiations entre celui qui désigne à la vindicte publique et celui à qui il a été causé préjudice. [...] ». Dans ce cas précis néanmoins, le risque est plutôt de voir se distendre le lien entre la victime et le dénonciateur : après tout, au nom de quoi un chroniqueur du *Monde* peut-il prétendre parler de la « Terre », lui qui n'est ni scientifique, ni victime directe ? [BOLTANSKI, *ibid.* : 285-286]. Yves Florenne prévient l'argument en proposant une version écologique du pari de Pascal, valable en toute généralité : « [...] un pari de Pascal, mais le nôtre non contestable ; car si le ciel n'existe pas, ne pas jouer sur terre, c'est tout perdre. Ici, en tuant la Terre, nous perdons tout, notre vie pour commencer. En sauvant la terre et nous avec, nous gagnons tout, et peut-être le ciel s'il existe, sans rien perdre. Donc, la décision va de soi. [...] ». Ce « nous », c'est ici l'humanité entière.

⁵⁸² Ce dont témoigne, à titre d'exemple, la présence d'anecdotes personnelles, tirées de son enfance.

⁵⁸³ À l'image des médecins, des prêtres ou des sociologues, les journalistes sont des « individus autorisés » (à dénoncer des injustices dans le cadre de leurs activités) [BOLTANSKI, 1990/1984 : 268].

⁵⁸⁴ En 1990, il a 82 ans.

⁵⁸⁵ Soient Yves Florenne *plus* Hubert Beuve-Méry (« "/Les Etats-Unis/ /= persécuteur/ constituent un véritable danger pour /la France/ /= victime/." »),

le(s) persécuteur(s) rendus responsables de ce grief [FESTINGER & ABEL & SARAT, 1991/1981] ? Le compte rendu est ici plus explicite, et les différentes expressions de la proposition [7] peuvent être subsumées par un être lui-même gigantesque : /le marché/. Enfin, ce système serait incomplet s'il n'y figurait pas un /juge/. Or, ici comme dans les courriers étudiés par L. Boltanski, la figure du juge reste indéterminée. Elle n'est pas nommée, où alors sous la forme du pronom personnel /nous/ ([I])⁵⁸⁶. On peut postuler qu'à l'image du *Monde* de la fin des années 1970 - début des années 1980, le *Md* de 1990 jouait le rôle d'une « instance civique de jugement » [BOLTANSKI : 267]. « Civique », le mot n'est pas trop fort, dans la mesure où la figure du « citoyen » a constitué, dès l'arrivée de Claude Julien à la rédaction en chef, un référent clef, à la fois juge et, on le verra, victime.

Le texte d'Yves Florenne fait néanmoins appel à un cinquième actant, qui n'est pas présent dans le cadre théorique proposé par L. Boltanski. Comme l'ont souligné plusieurs études⁵⁸⁷, toute dénonciation est accompagnée d'une demande de réparation formulée soit par la victime elle-même, soit par le dénonciateur, s'il lui est distinct ou si elle ne peut prendre elle-même la parole. L'injustice appelle la compensation, ce que FESTINGER, ABEL & SARAT [1991] ont détaillé comme une opération de *claiming*, de réclamation, formulée soit directement auprès d'un persécuteur, soit auprès d'un juge. Il est possible, en s'inspirant du modèle détaillé précédemment, de décrire ce cinquième actant sous un double rapport. Les demandes de réparation sont inscriptibles en premier lieu sur les axes proximité/altérité et singulier/collectif. En effet, un individu singulier peut réclamer un dédommagement pour lui seul – s'il

06.90); Yves Florenne *plus* François Maspero (/le progrès [technique]/ /= persécuteur/, 12.90); Yves Florenne *plus* Willy Brandt (/Henry Kissinger/ /= persécuteur/, 10.90), etc. Sans qu'il soit ici possible de parler de tactique discursive, c'est tout l'intérêt du style indirect libre que de permettre ce basculement de la première personne à des tournures de phrase impersonnelles, qui ont pour effet de généraliser le propos tenu.

⁵⁸⁶ « [...] montrer que l'on parle au nom d'autres personnes en disant "nous" est la façon la plus normale de réaliser une dénonciation publique. Dire simplement "je" rapproche du pôle du singulier, et est par là moins normal. [...] » [BOLTANSKI, 1990/1984 : 304].

⁵⁸⁷ Voir en particulier les travaux de FESTINGER, ABEL & SARAT [1991] et de GAMSON [1988].

va en justice par exemple – ou pour l'ensemble des êtres qu'il considère comme égal, sous un certain rapport, à lui-même. Cette demande de réparation peut aller, ainsi, de la lettre d'excuses privée (cas très singulier) au vote d'une nouvelle législation (cas très général)⁵⁸⁸. Mais la réparation ne prend pas nécessairement la forme d'une action. Le dénonciateur peut en effet en appeler à un être réparateur, dont l'action potentielle rétablira la justice. Cet actant ne peut être assimilé à la figure du juge, puisque la dénonciation ne lui est pas adressée directement, ni à celle du dénonciateur, puisqu'il n'est pas encore mêlé à l'affaire. Dans l'exemple cité, un être est susceptible de réparer la faute faite à la Terre : /Le philosophe, le prophète, l'humaniste notre contemporain, [qui] dans sa passion pleine de raison est bien un renaissant/, c'est-à-dire Michel Serres lui-même, en tant qu'individu et en tant qu'il appartient à la catégorie des philosophes, des poètes. Présenté sous la forme d'un tableau, le système actanciel de dénonciation de cette chronique est le suivant :

Victime	Dénonciateur	Persécuteur	Juge	Être réparateur ou action de réparation
/La Terre/	/Yves Florenne/ ; /Je/ ; /Michel Serres/	/ceux qui nous gouvernent/ ; / rois du marché/ ; /l'empire universel du marché/	/nous/ ; Non précisé	/Le philosophe, le prophète, l'humaniste/

Généralisé à la production critique d'Yves Florenne, ce cadre théorique permet d'identifier plusieurs systèmes actanciels. Premièrement, alors que le communisme, dans sa dimension matérialiste, avait pu faire les frais des critiques de l'écrivain⁵⁸⁹ et du chroniqueur du *Monde* dans ses premières années, les Etats-Unis furent de manière récurrente au centre de son attention critique (persécuteur = /Etats-Unis/). Comme le soulignait André Fontaine, le refus de l'« américanisation en cours du Vieux Continent⁵⁹⁰ » avec, en creux, l'affirmation d'un patriotisme discret, revenait ainsi fréquemment dans ses comptes

⁵⁸⁸ Il s'agit bien ici de la demande de réparation et non de la forme prise par la dénonciation, ce que C. Tilly a décrit sous la forme de « répertoires d'action collective » [TILLY, 1986].

⁵⁸⁹ Principalement dans son roman *Les Bâtisseurs*.

⁵⁹⁰ André Fontaine, ar. cité.

rendus. Cette solide méfiance avait pour corollaire, en second lieu, une croyance en l'existence « spirituelle » des nations et, en particulier, de la France et de l'Europe (= êtres réparateurs). La France – et, plus précisément, /de Gaulle/ (= être réparateur) – et l'Europe – à condition que celle-ci ne se réduise pas à un « supermarché⁵⁹¹ » – avaient ainsi vocation à construire des « "parapets" qui nous empêcheront de glisser dans le Potomac ou la Moskowa⁵⁹² » (persécuteurs = /impérialismes américain et soviétique)/.

Y était fréquemment agrégé, en troisième lieu, une ferme critique de la /société de consommation/ (= persécuteur) et, plus généralement, « d'une croissance sans terme de la production et des profits⁵⁹³ » (persécuteur = /marché/). Une autre thématique pouvait être associée à ce qui s'apparentait – encore – à une forme d'antimatérialisme⁵⁹⁴ : une sensibilité écologique, qui s'exprimait notamment par une défense des campagnes françaises, un éloge de la paysannerie⁵⁹⁵ (victime OU être réparateur = /paysannerie/), et une condamnation de la

⁵⁹¹ Compte rendu des ouvrages de Jean Lecerf (*La Communauté en péril*, Paris : Gallimard, coll. "Idées") et José Fralon (*L'Europe, c'est fini*, Paris : Calmann-Lévy), 08.75.

⁵⁹² Compte rendu du livre de Michel Jobert, *Vive l'Europe libre ! - Réflexions sur l'Europe avec le centre d'études du Mouvement des démocrates*, 06.84. Voir également la chronique du livre de William Pfaff, *le Réveil du Vieux Monde* (02.90).

⁵⁹³ « Pour un "autre avenir" », comptes rendus des livres du journaliste au *Monde* Pierre Drouin (*L'Autre futur*, Paris : Fayard, Paris, 1989) et de Jacques Robin, (*Changer d'ère*, Paris : Le Seuil, 1989), *LMd*, 02.89, 31. Pour deux autres exemples de cette critique, voir en annexe, à propos de la construction européenne, les chroniques d'août 1975 et décembre 1977.

⁵⁹⁴ Antimatérialisme doit être pris, ici, dans deux sens : sens philosophique d'abord, en ce qu'Yves Florenne croit, par exemple, en l'existence « spirituelle » de la France et de l'Europe. Sens commun ensuite, le chroniqueur reprenant à son compte les critiques émises contre un « état d'esprit caractérisé par la recherche des jouissances et des biens matériels » (*Le Robert*, entrée « matérialisme »).

⁵⁹⁵ Voir par exemple le compte rendu laudatif de l'ouvrage de M.-A. Macchiocci, *De la France*, 04.77 : « [...] Il arrive que la voyageuse nous deviennent étrangement étrangère. Ainsi, dans son insensibilité à la campagne française. Elle n'y voit qu'un désert (vert, tout de même), des villages anonymes, uniformes, inhabités [...]. Or nous voyons, nous, la terre la plus charnelle, des villages sans pareil, et les seuls hommes, en France, à donner le salut au passant inconnu qu'ils croisent sur la route, le soir. [...] ». On voit à travers cet exemple comment la thématique ruraliste des années 1930 et 1940 a pu être transfigurée, dans le courant des années 1960, en ce qui va devenir une sensibilité écologiste. En 1944, dans la courte préface qu'il donnait à son roman inspiré du Cid, il écrivait déjà : « [...] Comme les gens des villes, j'ai peuplé mes veilles avec des ombres, dans le temps que j'étais éloigné des bêtes et des arbres, mes compagnons. » (*Chronique du Cavalier d'Or – Vie et Gloire de Rodrigue de Bivar*, Paris : Mercure de France, 1944, deuxième édition, p. 7).

/croissance/ et du /progrès/ (= persécuteur). Quatrièmement, Yves Florenne témoigna constamment de son soutien à l'émancipation des femmes, formulé peut-être moins dans un registre politique – avec la mise en avant des mouvements féministes, la défense de droits ou de revendications précises – que dans un vocabulaire moral, faisant de la Femme l'égal de l'Homme (victime OU être réparateur = /Femmes/). Deux derniers thèmes, liés au précédent⁵⁹⁶, traversèrent enfin de nombreux comptes rendus : une dénonciation du racisme et de la condition des minorités de couleur dans les pays occidentaux⁵⁹⁷ (persécuteur = /racisme/); une sensibilité à la condition du tiers-monde (victime = /tiers monde/ ; persécuteur = /Occident/).

⁵⁹⁶ Principe ainsi énoncé : « [...] L'intérêt, en quelque sorte monstrueux du livre, c'est d'apporter la révélation à l'état pur du lien fondamental, le plus souvent masqué, en tout cas inavoué ou même inconscient, entre sexisme et racisme » (compte rendu du livre d'Otto Weiniger, *Sexe et cratère*, Lausanne : éd. L'Age d'Homme, coll. « Sphinx », 1975). Yves Florenne liera souvent ces deux discriminations.

⁵⁹⁷ Voir par exemple les comptes rendus du 09.70 et du 07.86. Ce dernier porte en particulier sur un livre d'Etiemble, *Racismes*, que l'on peut comparer à la critique du « masochisme raciste » formulé par Yves Florenne 46 ans auparavant – *cf. supra*.

Systèmes actanciels	Victime	Dénonciateur	Persécuté	Juge	Être réparateur ou action de réparation
/Femme/	/Femmes/ (08.69); /machines à fabriquer de l'homme/ (09.81); /femmes/ = /esclaves/ (02.81, 02.82); /femme africaine/ (06.89); /femme/ = /marchandise/ (09.89)	/Yves Florenne/ = /consternation/ (06.71) /tristesse/ + /indignation/ (08.80); + /Louise Weiss/ (06.71); + /Pierre Sudreau/ (02.81); + /Michel Jobert/ (05.82)	/Franc-maçonnerie + Eglise romaine/ (08.69); /paternalisme moralisateur/; /des hommes/; /esprit de tutelle et de répression/ (04.74); /hommes/ (03.82); /phallocratisme/ et /antiféminisme/ (08.77); /féminisme radical/ (02.75); /sexisme/ = /racisme/ (09.75); /l'homme/ (09.81); /Afghanistan/ = /société de pouvoir religieux/ (08.80); /Henri Queuille/ (06.71); /société patriarcale/ = /excision morale/ (09.80); /Iran/ (03.83); /inégalité des femmes/ (06.83); /les hommes, leurs lois et leurs dogmes/ (02.84); /Islam/ = /possession, appropriation, domination, souvent exploitation/ (08.84); /esclavage sexuel/ (12.86); /mutilations sexuelles/ (03.88, 06.88); /grand marché/ (08.89)		/réparations/ et /justice/ (04.74); /signes de révolte/ (08.80); /Hô Chi Minh/ (10.80); /Charles de Gaulle/ (06.71, 10.87) + /René Cassin (10.87) = /droit de vote/ = /égalité sociale et politique avec les hommes/ (06.71, 10.87); /femmes/ = /vie de l'humanité/ (02.81) /Le seul moyen efficace rapide consisterait à interdire les hommes de pouvoir - pour voir - pendant cinquante ans/ (02.81); /centros de madres/ = /très vivant féminisme populaire/ [au Chili] (01.83); /Thomas Sankara/ (03.88, 11.88); /Condorcet/ (04.88); /Gisèle Halimi/ (01.89)
/Etats-Unis/	/Esquimaux (10.74); /Peuples = marchandises/ (11.79); /Amérindiens = homo non oeconomicus/ (04.80); /les pauvres/ (07.82; 02.86) et /les faibles/ (07.82); /Amérique du Sud/ (05.83); /pauvres du tiers monde/ et /pauvres du monde entier/ (02.86); /jeune République mexicaine/ (07.86); /vingt-cinq à cinquante millions d'Indiens/ (05.87); /Tiers-monde/ (06.82);	/Yves Florenne/ (02.80) + /Etiemble/ (07.86); + /Yves Eudes (06.82);	/Etats-Unis/ (01.82, 11.79); /synthétique/ (04.83); /grandes sociétés anonymes/ (10.81); /exportation culturelle américaine/ = /exportation mercantile/ = /entreprise privée/ (06.82); /SIDA/ (09.83); /domination politique, économique, culturelle/ (10.83); /assimilation/ (10.84); /American way of life = World way of dying/; /monstrueux endettement/ et /superbe parasite/ (02.86); /Novack [prédicateur américain]/ (05.87); /impérialisme linguistique/ (01.90); /génocide indien, racisme, esclavage, conquête par la force des propriétés du voisin/ (02.90);		/Nation, peuple/; /solidarité sociale institutionnelle/ (07.82); /l'homme/; /Michel Jobert/ = /renforcement de la CEE face à Washington/ (02.86);
/Tiers monde/; /Sud/; /Afrique/;	/Esquimaux/ [= Haute-Provence/ et /Causse/ = /peuples d'Europe/]	/Guy de Bosschère/ (08.67);	/acculturation nocive/; /urbanisation/ et /acculturation/; /mode de vie de l'Amérique du Nord/ (10.74);	/nous/ (01.79)	/Civilisation européenne/ = /Civilisation universelle/ (08.67); /unité humaine, culturelle, sociale, à

/Amérique du Sud/	(10.74); /Afrique/ (10.77); /tiers-monde saigné aux quatre veines/ (09.82); /peuples qui continuent d'avoir de plus en plus faim/; /nourrissons "tués" par ce "progrès" [lait en poudre Nestlé]/ (12.83);	/Yves Florenne/ + /Jean Malaurie/ (10.74); /Yves Florenne/ + /René Dumont/ (01.79); /Yves Florenne/ + /Sean McBride/ (07.81); + /Jean Ziegler/ (05.83);	/urbanisation/ (06.85); /exploiteurs étrangers/; /logique d'un développement illusoire apporté par l'Occident/; /Occident/ = /esprit mercantile/ + /profit/ (03.88); /corruption/ (11.88); /Nestlé/ = /transnationale/ (12.83)		travers les frontières/; /le bénéfice des apports « blancs », mais choisis, triés, intégrés – ou rejetés – librement/ (10.74); /négritude/ (10.77); /notre concours désintéressé/; /équilibre positif/ (10.80); /Islam/ = /France/ = /« identités collectives »/ = /se donner à elles-mêmes leur propre modèle/ (08.84); /dimension spirituelle [de l'Afrique]/ (04.85);
/Racisme/		/Yves Florenne/ + /Elena de La Souchère/ (12.67)	/race blanche/ (12.67);		/Nations unies/ (12.67)
/la gauche/	/Jaurès/ (12.84; 01.85);	/Yves Florenne/	/ambiguïté socialisme-communisme/ (12.84); /totalitarisme soviétique] = menace insupportable et brutale/ (10.83); /communistes/ (01.85); /socialisme/ = /espèce de capitalisme engagé, défiant comme l'autre la technologie, la production, pour elles-mêmes, pour le profit, ou la puissance, ou les deux/ (08.84);		/la gauche/ (12.77); /la vraie gauche/
/Europe/	/Europe/		/Marché/ (12.77) = /« "Pétrole", "Acier", "Sucre", "Automobile", "Céréales"/; /lobbies, groupes de pression/ (08.75); /Etats-Unis et URSS/ (06.84)		/Civilisation européenne/ = /Civilisation universelle/ (08.67; 12.77); /nous, dans notre volonté et notre instinct de vie/ (06.84); /Aristide Briand/ (07.84)
/La machine/ + /Société de consommation/	/L'Homme/ (03.77); /environnement humain/; /cadre de vie/; /tête française/	/Yves Florenne/; + /Jacques Thibau/; + /Georges Dupeux/	/production et circulation automobile/ et /voiture/ (12.72); /croissance, prospérité, argent/; 03.77; 12.77); /machine à produire/ (06.77); /modes américains de vie, de sensibilité, de pensée/ (04.80); /illusionnistes de la croissance/ (09.74); /besoins artificiels/ et /consommation/ et /pollution/ (09.74); /Société d'abondance = pénurie de démocratie/ (01.74); /cycle infernal production-		/le silence, la paix, les arbres, la libre circulation et la beauté des villes, tout simplement la vie/ (01.69); /cœur de l'homme/ (03.77); /vivre/ (06.77); /René Dumont/ (07.77); /la vie/ (12.72); /développement humain/ (06.85);

			consommation/ (03.74) ; /pétrole/ et /énergie nucléaire/ (02.79) ;		
/Marché/ + /Economie/	/Pouvoir politique/ (09.72) ; /Lapons/ (10.74) ; /peuples d'Europe/ (10.74) ; /travailleurs immigrés en France/ (09.70) ; /civilisations de l'Inde ou de la Chine, comme aussi de l'Afrique/ (02.90) ; /Peuples/ (01.83)		/Pouvoir économique et privé/ (09.72) ; /mode de vie de l'Amérique du Nord/ (10.74) ; /système capitaliste/ = P1 ; /autres travailleurs/ = P2/ (09.70) ; /Occident mercantile/ (02.90) ; /Industrialisme/ et /capitalisme/ (02.90) ; /Banquiers/ (01.83)		/Ethique nouvelle/ (01.69) ; /Autogestion/ = /vraie démocratie/ (09.76)
/Deux impérialismes/	/Europe/ ; /Tiers-monde/ (09.82) ;	/Yves Florenne/ + /André Fontaine/ (12.76) ; + /PM de La Gorce/ ; + Jean Ziegler (05.83) ; + /Bernard Langlois/ (02.87)	/l'entreprise communiste/ et /internationale capitaliste/ (09.82) ; /"double hégémonie" (de Gaulle), "condominium" (M. Michel Jobert)/ ; /Deux Grands/ = convergence objective des deux empires rivaux/ ; /démocratie américaine/ = /entretenir, provoquer, installer les pires dictatures au service des exploités et des riches/ et /Union soviétique/ = /arrière-pensées de domination et d'aliénation/ (02.83)		/De Gaulle/ (03.69, 12.75, 10.87) = /La France/ (12.76 ; 10.87) ; /neutralisme/ (04.69) ; /morale politique/ ; /ombre du modèle gaullien/ ; /la vie/ (09.82) ; /guérilla intérieure/ (05.83)
/Paysannerie/	/toutes les paysanneries du monde et de l'histoire/ (10.72)	/Yves Florenne/ + /Nicole Eizner et Bertrand Hervieu/ (04.79)	/révolutions dites socialistes/ (10.72) ; /contraintes — hiérarchiques, horaires, mécaniques —/ (04.79) ; / « le progrès »/ ; /nouvelles classes dirigeantes [africaines/ (01.79) (01.79) ; /nos sociétés « avancées »/ ; /tâches parcellaires et répétitives/ (04.79) ; /grands propriétaire/ (02.82)		/terre/ ; /village/ (04.77) ; /la France/ (01.79) ; /syndicat rural/ et /mouvements de jeunes catholiques/ (02.82)
/France/	/Gaulle/ = /Tiers Monde historique/ /(06.85) ;	/Yves Florenne/ + Paul Bairoch/ (06.85)	/Rome/ (06.85) ; /France gallo- romaine/ = /France gallo-américaine/ (03.87) ; / « civilisation romaine »/ = /fascisme/ (02.82)		

SECTION 4 – YVES FLORENNE, « DE LA DROITE A LA VRAIE GAUCHE » ?

Est-il possible, arrivé au terme de ces quatre décennies de lectures, de caractériser en quelques traits la collaboration d'Yves Florenne ainsi que son itinéraire politique ? Quels sont les éléments détachables de son existence qui entreraient en résonance avec les caractéristiques et à l'itinéraire du journal et de ses collaborateurs ? On peut tout d'abord, pour les décrire, suivre encore le modèle actanciel proposé ci-dessus. Celui-ci a certes l'inconvénient de figer des prises de position, d'établir une grille d'analyse de contenu en partie disjointe de ce qu'était Yves Florenne en tant que personne, en tant que journaliste inséré dans une configuration d'acteurs – la rédaction du *Monde*, celle du *Md...* Mais ce cadre théorique permet d'appréhender concrètement le processus d'engagement du journal qui est au cœur de ce travail. On s'efforcera de le montrer en prenant tout d'abord pour objet la structure des systèmes de dénonciation présents dans les chroniques du journaliste. Ces derniers se caractérisent en effet d'une part par leur incomplétude (certains actants sont manquants) et, d'autre part, par la présence d'êtres qui, s'ils sont de grandes tailles, ne relèvent pas de groupes ou d'institutions prenant officiellement en charge les intérêts de victimes spécifiques. Dans un second temps, on abordera les thèmes les plus développés par Yves Florenne, en essayant de montrer en quoi ils s'inscrivaient dans une perspective plus large, présente chez d'autres collaborateurs réguliers du mensuel.

§I – LES CARACTERISTIQUES STRUCTURELLES DES SYSTEMES DE DENONCIATION

La première spécificité des comptes rendus du chroniqueur était de mettre en œuvre des systèmes de dénonciation incomplets. On veut dire par là que tous les actants (le dénonciateur, la victime, le persécuteur, le juge et celui que l'on a appelé le réparateur) n'y étaient pas nommés. De fait, les

dénonciations prenaient la plupart du temps les traits d'un enthymème⁵⁹⁸.

Pour dénoncer, il n'est en effet pas nécessaire de spécifier l'ensemble des actants décrits précédemment. La dénonciation d'une injustice peut fort bien à titre d'exemple se passer de persécuteurs, trait régulièrement reproché aux organisations humanitaires⁵⁹⁹, ou encore à l'action de l'Église catholique. L'observation permet ainsi d'établir qu'il faut au moins, de manière explicite, deux actants pour établir un système de dénonciation : un dénonciateur (qui prend la parole) et un persécuteur OU une victime. Dans le cas d'un schéma dénonciateur/persécuteur, la victime demeure implicite, non spécifiée, bien qu'elle soit présente comme enthymème d'un raisonnement plus général. Le même schéma logique peut être appliqué à la figure du persécuteur, lorsqu'elle n'est pas spécifiée. La présence d'actants que l'on a identifiés comme des réparateurs est, dans un schéma de dénonciation, également optionnelle⁶⁰⁰. Quant à la figure du juge, elle se trouve de fait, la plupart du temps, hors champ.

Ainsi, l'image donnée par ces systèmes dans le tableau général donne un aperçu déformé, car systématique, des différents actants présents dans les chroniques d'Yves Florenne. En effet, prises de manière singulière, celles-ci ne déroulaient pas l'ensemble de la chaîne conduisant d'une victime à un être réparateur, en passant un persécuteur. Très souvent, un ou plusieurs actants demeuraient dans l'ombre, comme l'illustre à titre d'exemple cet extrait paru en 1990. Ce compte rendu d'une « histoire universelle » rédigée par un historien anglais permettait au journaliste d'aborder plusieurs de ses thèmes de prédilection (le déclin supposé de l'Europe, la rivalité Est/Ouest, le déclin de la puissance américaine), en résumant au style indirect libre ou en « rétablissant » de lui-même certaines affirmations de l'auteur :

« [...] Ces mutations de l'histoire nous inviteront-elles à conclure que dans un monde vraiment civilisé on ne devrait pas nommer déclin, mais plutôt progrès, le fait de ne pas exploiter la terre entière pour se surnourrir aux dépens de ceux qui souffrent de la faim ? Alors, à la crainte du déclin pourrait peut-être se substituer une nouvelle notion de croissance, sinon égale, du

⁵⁹⁸ L'enthymème est ce trope qui, dans un syllogisme, consiste à sous-entendre une des prémisses ou la conclusion. C'est le « cherchez la majeure » d'H. BECKER [2002 : 234-239].

⁵⁹⁹ Voir, à propos du « discours humanitaire », les analyses de JUHEM, 2001.

⁶⁰⁰ Ne serait-ce, déjà, que parce que L. Boltanski n'en fait pas mention.

moins plus équitablement partagée. Ce qui pourrait conjurer des risques redoutables pour l'humanité entière, à commencer par sa mort totale. Ayant échappé à cette forme d'égalité finale, elle pourrait peut-être commencer à penser son existence non plus en termes de puissance, mais en termes de bonheur.

D'abord, il faudrait que, s'étant donné une autre loi que celle de la jungle perfectionnée, cette humanité eût beaucoup laissé tomber de sa nature animale. On conçoit qu'un historien déchiffrant l'avenir, mais soucieux de son crédit, ne se soit pas avancé avant jusque-là.⁶⁰¹ »

Un absent hante l'ensemble de cette chronique et de ce passage, que l'on peut intégrer à deux systèmes actanciels souvent associés, la /société de consommation/ et le /tiers-monde/ : le persécuteur. La figure de la victime, sans être longuement développée, est bien nommée, en la personne (collective) de /ceux qui souffrent/. Mais l'action de persécution (/exploiter la terre entière pour se surnourrir/) n'est pas clairement rattachée à un actant. Ce n'est qu'en explorant plusieurs articles abordant ces thématiques que l'on peut retrouver les êtres responsables de cette injustice : l'/acculturation nocive/ ; l'/urbanisation/ et l'/acculturation/ ; le /mode de vie de l'Amérique du Nord/ ; les /exploiteurs étrangers/ ; l'/Occident/ = /esprit mercantile/ + /profit/, la /corruption/. Du côté des actions ou des êtres réparateurs de cette injustice, la liste est plus longue mais il est nécessaire là encore, pour l'explicitier, de se référer plusieurs chroniques pour en cerner des aspects plus concrets⁶⁰². À cette absence de système actanciel complet, on peut ajouter un second élément caractéristique des dénonciations présentes chez Yves Florenne : les êtres y étaient, pour la plupart, de très grande taille, tout en étant dépourvu de contours juridique, politique, associatif ou syndical. Ces êtres de grandes tailles, on les retrouvait à titre d'exemple dans le système actanciel centré sur la critique de la /société de consommation/, très souvent associé à une

⁶⁰¹ « Naissance et déclin des grandes puissances », 01.90/

⁶⁰² /Civilisation européenne/ = /Civilisation universelle/ (08.67) ; /unité humaine, culturelle, sociale, à travers les frontières/ ; /le bénéfice des apports « blancs », mais choisis, triés, intégrés – ou rejetés – librement/ (10.74) ; /négritude/ (10.77) ; /notre concours désintéressé/ ; /équilibre positif/ (10.80) ; /Islam/ = /France/ = / « identités collectives »/ = /se donner à elles-mêmes leur propre modèle/ (08.84) ; /dimension spirituelle [de l'Afrique]/ (04.85) ;

dimension écologique (victime = /L'Homme/ ; /environnement humain/ ; /cadre de vie/). Comparés au graphique proposé par L. BOLTANSKI [1990 : 271] ces actants sont proches de ceux figurant dans le carré supérieur droit, correspondant à des « personnes collectives étendues », vastes « synecdoques d'abstraction » [*ibid.* : 256] souvent de taille mondiale. Cependant, si Yves Florenne en appelait à de telles catégories, que ce soit dans l'ordre de la dénonciation ou de la réparation, jamais il ne critiquait, ni n'en appelait à, ni ne se revendiquait de partis politiques, de structures associatives ou d'organisations syndicales. De même, on ne trouvait pas de soutien à un programme ou d'appel au vote sous la plume du chroniqueur. Si ce dernier pouvait jouer le rôle de représentant, c'était de groupes aux contours pour le moins flous : /les femmes/, /toutes les paysanneries du monde et de l'histoire/.

Enfin, on peut s'arrêter sur le dernier actant de ces chaînes de dénonciation : le dénonciateur. On a déjà insisté sur l'un des procédés rhétoriques fréquemment utilisé par Yves Florenne, celui de l'indétermination énonciatrice. L'un de ses amis déclarait, dix ans après sa mort, être « [...] intrigué par le fait que le plus souvent c'est à des thèmes éprouvés, et déjà saisis de littérature, qu'Yves Florenne aura recours pour formuler sa propre prise littéraire. [...] »⁶⁰³. On a montré précédemment comment le chroniqueur formulait sa propre prise politique à partir des ouvrages qu'il commentait. Mais progressivement, c'est au nom d'un collectif plus vaste que celui réunissant sa propre personne et celle de l'auteur des ouvrages dont il rendait compte qu'Yves Florenne prenait la parole. Le journaliste appartenait à une collectivité de travail, celle du *Md*. Cet être collectif (dénonciateur = /*Md*/) prenait de plus en plus de consistance au tournant au début des années 1980⁶⁰⁴, sans pour autant associer son histoire à celle d'un sujet politique précis, d'une /victime/ clairement identifiée.

§2 – D'YVES FLORENNE AU *MONDE DIPLOMATIQUE* : UN ITINÉRAIRE REPRESENTATIF ?

⁶⁰³ Salah Stétié, « Un écrivain et son homme », cité.

⁶⁰⁴ Ce dont témoigne la mention « titulaire de la rubrique "Les livres du mois" » dans le *Who's Who*.

Quelles conclusions tirer de ces premières observations ? On peut tout d'abord affirmer que quelle que soit la période considérée, les modalités d'engagement d'Yves Florenne dans des dénonciations furent semblables à celles investies par les autres collaborateurs du mensuel. D'abord au service des ambassadeurs jusqu'au milieu des années 1960, le journaliste manifesta de manière croissante, via les centaines de livres qu'il commenta, sa sensibilité vis-à-vis d'un certain nombre de causes. Mais il le fit, comme Claude Julien, Micheline Paunet ou les contributeurs réguliers du mensuel, en maintenant un rapport distant au politique. Cette distance se manifesta tout d'abord par l'absence de référence à l'un des systèmes de dénonciation le plus cohérent des années 1960 et 1970 en France : le marxisme, alors même que le chroniqueur ne cachait pas ses sympathies pour « la gauche » – mais une gauche non partisane, étrangère même à tout étiquette partisane. Néanmoins, l'ancrage à gauche d'Yves Florenne procédait d'un itinéraire politique un peu différent de celui des autres rédacteurs du *Monde* qui collaboraient régulièrement au mensuel. En témoigne les références fréquentes à l'une des rares institutions défendues par le chroniqueur, Uriage. Une phrase décrivant l'action de l'École des cadres résume peut-être son propre itinéraire : « Uriage, de la droite à la vraie gauche, fut une arme de guerre contre Hitler, bien entendu, et contre Vichy et Laval⁶⁰⁵ ». Plus que son parcours durant la guerre⁶⁰⁶, cette citation caractérise assez bien son passage d'une droite⁶⁰⁷ patriotique, soucieuse de maintenir le rang de la France à l'étranger et anticommuniste, à une gauche étrangère au système des partis, critique à l'égard de la politique étrangère américaine et du libéralisme économique.

Mais cet homme « [...] trop charnel, trop chargé d'émotions, trop encombré de sollicitations extérieures et intérieures, trop vivant et, un mot, trop poète, pour se laisser prendre au piège des idéologies, des engagements formels, des machineries à penser [...] » n'en témoigna pas moins des affinités avec un petit

⁶⁰⁵ *Les aventuriers de la ligne B*, compte rendu de François Maspero, 12.90, 31.

⁶⁰⁶ J'ignore en effet quelles furent ses prises de positions de 1940 à son bref passage à Uriage, à la fin de l'année 1941.

⁶⁰⁷ Précisons que, au lendemain de la guerre, qu'Yves Florenne n'était pas (ou ne se percevait pas) nécessairement comme étant de « droite » : ce n'est qu'avec l'éclatement au grand jour de la question coloniale que ses prises de position ont pu être – principalement par Césaire – étiquetées comme tel.

nombre d'hommes politiques : [êtres réparateurs =] Jean Jaurès⁶⁰⁸, Aristide Briand⁶⁰⁹, Pierre Mendès-France⁶¹⁰ et surtout, Charles de Gaulle. Comme il l'écrivait à propos de l'ancien ministre des Affaires étrangères Michel Jobert – autre homme politique loué tant pour sa carrière politique que pour ses talents littéraires⁶¹¹ –, « [...] chez un homme si soucieux de marquer ses distances à l'égard des idéologies, des classifications, des obédiences, elles déclarent une certaine filiation, une certaine inspiration – et une certaine idée de la France – qui se sont manifestées dans une certaine solitude. [...] »⁶¹². En cela, si le chroniqueur peut être rapproché d'une sensibilité politique, c'est en premier lieu d'un courant qui n'en a jamais été un au sens partisan du terme ; d'une sorte de label politique flou, non officiel, ayant servi à qualifier des hommes soucieux d'accorder fibre sociale, dimension planificatrice et, surtout, place de la France vis-à-vis tant des Etats-Unis que des institutions européennes⁶¹³ : le gaullisme de gauche⁶¹⁴. Cette admiration pour la politique étrangère de de Gaulle, on a pu la lire dans les éditoriaux de François Honti. On la retrouve plus discrètement chez Claude Julien⁶¹⁵, et encore aujourd'hui sous la plume des

⁶⁰⁸ *Jaurès assassiné*, 12.84 ; *Le grand Jaurès*, par Max Gallo, 01.85.

⁶⁰⁹ Voir en particulier les comptes rendus des *Discours et écrits de politique étrangère* d'Aristide Briand (02.65, 13), de la fiction autobiographique de Vercors, *Moi, Aristide Briand* (11.81), du livre de Bernard Oudin (01.88) et de celui d'Henri Rollon (07.90).

⁶¹⁰ Sur Pierre Mendès-France, voir les chroniques de 09.81, de 11.89 et de 02.91. Dans la première, consacrée à une biographie écrite par Jean Lacouture, Y. Florenne écrivait : « [...] Au cours de près d'un demi-siècle, un homme participe au pouvoir à deux reprises d'assez courte durée, puis est au pouvoir pendant quelques mois : avec Léon Blum, avec de Gaulle, et puis seul. Et ce "seul" n'est pas une figure. Il a un sens - et qui explique à peu près tout. Le contraire d'une volonté de pouvoir solitaire : l'isolement créé par le reflux de ceux-là mêmes qui auraient dû le soutenir. Or cette présence à la fois si brève et si constante reste comme l'exemple de ce qui aurait pu être, aurait dû être, si... [...] ».

⁶¹¹ Michel Jobert témoigna également, dans ses mémoires, de son respect ému pour Pierre Mendès France, dont il fut un collaborateur dans les années cinquante.

⁶¹² « Les "Mémoires d'avenir" de Michel Jobert », 12.74.

⁶¹³ Pour des exemples d'approbation de la politique étrangère gaulliste, voir entre autres ses comptes rendus des livres de G. de Carmette du 06.67, d'André Fontaine du 03.69, de Paul-Marie de La Gorce du 04.69, de Jacques Binoche de 12.75, d'Etienne Manac'h de 01.78, de François Flohic de 12.79.

⁶¹⁴ Mais Yves Florenne mentionne, dans son compte rendu du livre de Jean Charlot sur *Le gaullisme d'opposition* (05.83), Capitant et Vallon comme les « fondateurs du gaullisme de gauche », sans pour autant revendiquer l'étiquette.

⁶¹⁵ « [...] Avec un tel bagage culturel, [les anciens gauchistes] confondaient tout, comme en mai 68 ils confondaient les CRS et les SS. [...] Le combat "anti-impérialiste" les absorbait tellement que, aveuglés par leur passion adolescente, ils dressaient, rue Gay-

rédacteurs permanents du mensuel⁶¹⁶. Elle fut présente de manière récurrente chez un collaborateur de longue date du mensuel, le journaliste Paul-Marie de La Gorce, dont Yves Florenne rendit fréquemment compte des ouvrages⁶¹⁷ et qui incarnait bien, dans le mensuel, cette sensibilité politique.

Paul-Marie de La Gorce⁶¹⁸

Si la carrière de Paul-Marie de La Gorce est placée sous le double signe du journalisme et des cabinets ministériels⁶¹⁹, son itinéraire politique est présenté par ses amis et collaborateurs, après sa mort, comme gravitant essentiellement autour de Gaulle. Auteur de plusieurs ouvrages sur le

Lussac, d'imprenable barricades contre le seul chef d'Etat ayant osé sortir son pays de l'OTAN, critiquer la guerre du Vietnam dans le discours de Phnom-Penh, troquer ses vils dollars-papier contre le bon or de Fort-Knox. [...] ». Claude Julien, « Une bête à abattre : le "tiers-mondisme" », 05.85.

⁶¹⁶ Dominique Vidal, « L'Alliance atlantique à la recherche de nouvelles missions – Ce que voulait de Gaulle en 1966 » (04.08) : « [...] Quatre décennies plus tard, comment ne pas être frappé par l'étonnante actualité de ces débats, mais aussi par la cohérence, sur la longue durée, de la pensée stratégique du général de Gaulle ? Il n'est évidemment pas antiaméricain : à preuve, sa solidarité sans faille avec le grand allié, dans les crises de Berlin (1961) comme de Cuba (1962). Ce qui le motive, c'est la défense de la souveraineté de la France, et donc de son autonomie de décision, contre quiconque la remet en cause, fût-il américain. [...] »

⁶¹⁷ Comme dans d'autres titres de presse, l'importance d'un collaborateur se mesure au prestige de celui ou celle qui rend compte de ses ouvrages. Outre Yves Florenne (04.69, 13 ; 04.79, 22 ; 09.82 ; 03.83 ; 12.88), François Honti (10.65, 15), Charles Zorgbibe (10.75), Gilles Perrault (04.90, 06.95, 05.00) et Dominique Vidal (04.97) firent l'éloge de ses ouvrages. Il faut y ajouter les comptes rendus (toujours positifs) d'Isabelle Vichniac (04.64, 13), Jean Klein (05.85) et Violaine Ripoll (09.06).

⁶¹⁸ Sur P.-M de La Gorce, voir le numéro 142 de la revue *Espoir*, publié en mars 2005, après son décès. Seul Eric Rouleau mentionne sa collaboration au *Md*.

⁶¹⁹ Ce docteur en science politique né en 1928 « [...] a été successivement correspondants de journaux étrangers (1950-53), rédacteur au *Messenger* (53-55), attaché à la direction des éditions Montsouris (55-59), collaborateur de *France-Observateur* (58-60 puis 62-64) et de *Jeune Afrique* (depuis 1961). Directeur de l'*Actualité* (69-71), commentateur de politique étrangère à l'ORTF (1971) puis à TFI (1974-76 et depuis 1983), il est producteur d'émissions télévisées, critique (depuis 1974) et éditorialiste au *Figaro* (1977-1982). Chef du service diplomatique (1985-87) puis conseiller diplomatique (1987-1993) de Radio-France, président du comité d'études de la Défense nationale et directeur de la revue *Défense nationale* (1989-1995), il est chroniqueur à RMC Moyen-Orient depuis 1988. Parallèlement à sa carrière de journaliste, Paul-Marie de La Gorce a fait partie de plusieurs cabinets ministériels. Chargé de travaux au Centre d'études de politique étrangère (depuis 1965), il a été conseiller technique au cabinet de Christian Fouchet (ministre de l'intérieur, avril 1967-mai 1968) puis au cabinet d'Yves Guéna (ministre de l'Information, juin-juillet 1968), directeur du cabinet de Léo Hammon (secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, juin-septembre 1969), et enfin conseiller au cabinet de Pierre Messmer (Premier ministre, 1972-1974). Membre du comité central de l'Union des démocrates pour la Ve République (1967-1973), il a fondé le club politique "Nouvelle Frontière". [...] » (Anonyme, « Eléments biographique », in *Espoir*, *op. cit.*, p. 139.)

chef de la France libre, il « se classait tout naturellement dans ce groupe fort sélect et fort exigeant des "gaullistes de gauche" [...]»⁶²⁰. Il aurait ainsi « [...] été essentiellement confronté à deux drames de notre temps, qui marquent l'Occident : la décolonisation et la tentative d'américanisation de la planète qui n'est qu'une forme récurrente de colonisation [...]»⁶²¹. De fait, la plupart des articles publiés par P.-M. de La Gorce dans le mensuel portèrent sur la politique militaire de la France et, plus particulièrement, les relations avec l'O.T.A.N.⁶²² ; sur les questions de défense militaire⁶²³ ; sur, enfin, les interventions politiques et militaires américaines à l'étranger.

L'itinéraire de Paul-Marie de La Gorce croise celui du *Md* dès le milieu des années 1960. Alors journaliste à *France-Observateur*, il donne quelques articles au mensuel, vraisemblablement à la demande de François Honti⁶²⁴. Mais ce sont surtout les années 1980 qui virent sa collaboration prendre de l'ampleur. Celle-ci fut marquée par une critique jamais démentie des différentes politiques menées par les Etats-Unis hors de leur territoire, fondée sur le constat « [...] que l'Empire américain, pour reprendre le titre de l'ouvrage classique de Claude Julien, a pris le visage de l'impérialisme [...]»⁶²⁵. Même si elle ne représentait vraisemblablement pas un aspect central de sa carrière journalistique, la participation de Paul-Marie de La Gorce au mensuel peut être rapprochée de celle de militaires ou d'anciens ministres qui de

⁶²⁰ Ignacio Ramonet, « Paul-Marie de La Gorce », 01.02, 2.

⁶²¹ Philippe de Saint-Robert, « Témoignage – Un homme libre », in *Espoir, op. cit.*, p. 66. Le *Discours aux chiens endormis* de Philippe de Saint-Robert (Paris : Albin Michel, 1979), qui collabora occasionnellement au *Md* à la fin des années 1980, fit par ailleurs l'objet d'un compte rendu élogieux de Claude Julien en 06.79, 12. Le rédacteur en chef du *Md* partageait la critique de l'Europe formulée par P. de Saint-Robert : « [...] en formules percutantes, il désigne clairement le danger : ce qui menace la démocratie, écrit-il, "ce n'est pas la décadence des droits de l'homme, mais le mépris des droits des peuples, ce n'est pas le goulag mais les multinationales". [...] ».

⁶²² On peut citer, à titre d'exemple : « La décision française atteint non seulement l'O.T.A.N. mais l'alliance occidentale elle-même », 07.66, 4 ; « La Force française d'action rapide et l'O.T.A.N. », 01.84 ; « Le Vieux Continent face aux nouvelles crises de l'Est – L'O.T.A.N. et la prépondérance des États-Unis en Europe », 03.93 ; « Les choix des Etats-Unis sur le Vieux Continent – L'O.T.A.N. aux portes de la Russie », 07.97 ; « Le Sud-est de l'Europe sous l'emprise de l'O.T.A.N. » ; 03.00.

⁶²³ À titre d'exemple : « Au-delà de l'accord sur le démantèlement des missiles de croisière – Les deux Grands décideront-ils du sort de la défense européenne ? », 11.87, X ;

⁶²⁴ Celui rend compte d'un ouvrage de P.-M. de La Gorce, *La France pauvre* [Paris : Grasset, 1965] en 10.65, 15.

⁶²⁵ Paul-Marie de La Gorce, compte rendu du numéro de *Manière de voir* consacré aux « Etats-Unis en campagne », 10.04, 2.

Philippe Rondot⁶²⁶ à Hubert Védrine⁶²⁷, en passant par le général Georges Buis⁶²⁸ ou l'amiral Antoine Sanguinetti⁶²⁹, défendirent les positions militaires françaises, tout en condamnant celles des Etats-Unis.

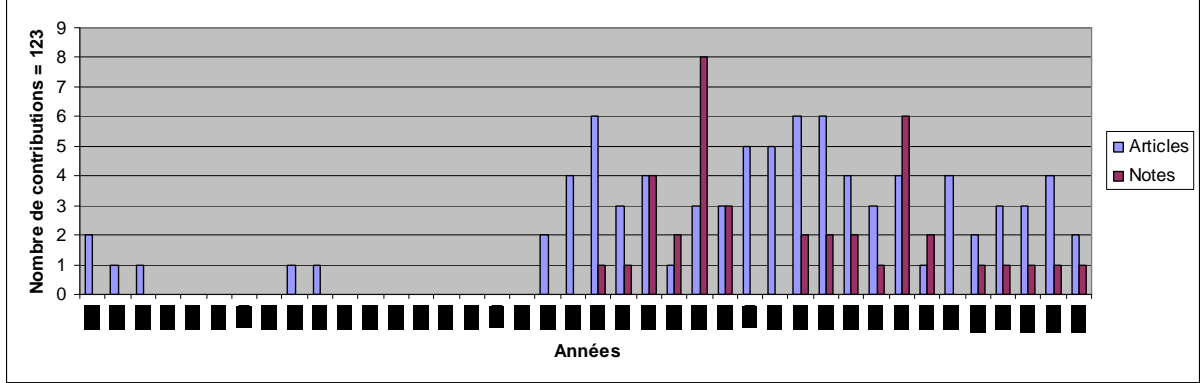
⁶²⁶ Six articles de 02.76 à 03.84. Philippe Rondot (mêlé deux décennies après la fin de sa collaboration à l'affaire Clearstream) est par ailleurs le fils de Pierre Rondot (52 articles de 01.61 à 04.78).

⁶²⁷ Deux articles en 12.00 et 09.06.

⁶²⁸ Sept articles et 21 notes de lectures de 03.73 à 05.89, portant tous sur des questions de défense.

⁶²⁹ Seize articles et onze notes de lecture de 11.81 à 07.99, portant également tous sur des questions de défense.

Nombre de contributions de Paul-Marie de La Gorce dans le *Monde diplomatique* (1965-2004)



Cette absence de soutien à l'action d'une organisation politique, doublé d'une reconnaissance discrète de l'action de politique étrangère du général de Gaulle [= être réparateur], constitue ainsi le premier trait commun aux chroniques d'Yves Florenne et au contenu rédactionnel du mensuel. Le chroniqueur incarnait l'une des faces politique du *Md*, celle qui a, « [...] à la fois, "admiré" et "regretté" qu'un "chevalier du Moyen Age [de Gaulle] (...) ait su et pu réaliser une œuvre qui aurait dû être depuis longtemps celle de la gauche française" [...]»⁶³⁰.

Il témoigna également, en second lieu, d'une grande sympathie pour les idées de René Dumont – autre *outsider* de la vie politique en France dans les années 1970 –, sans jamais toutefois appeler au vote ou au soutien militant⁶³¹ lorsque celui-ci se présenta aux élections présidentielles de 1974. Ce lien tissé entre Yves Florenne et l'agronome français s'articula précisément autour de quatre thématiques. La première consistait 1/ en une défense des /paysans/ [= victimes] qui, on l'a vu, était souvent associée 2/ à une perspective que l'on pourrait qualifier d'écologiste – même si le journaliste ne revendiqua jamais l'étiquette. La critique de la /voiture/ (12.72), du /pétrole/ ou de /l'industrie nucléaire/ (02.79) [= persécuteurs] revint en effet régulièrement sous la plume du chroniqueur, qui réinvestit ici la perspective antimatérialiste et ruraliste des années trente⁶³². Yves Florenne reprit également à son compte 3/ un thème central de l'œuvre de l'agronome, lié au précédent : la dénonciation de la « croissance démographique » (10.73), que ce soit dans les pays du tiers-

⁶³⁰ La citation complète rend mieux compte de la disparition, ici soulignée en gras, du style indirect libre : « [...] Qu'on ne s'y trompe pas : en 1940, c'était déjà un homme "d'un autre bord" qui a rallié le général de Gaulle. A ce "bord", il est resté fidèle avec intransigeance. **Il n'est pas tout à fait le seul. Non plus qu'à avoir**, à la fois, "admiré" et "regretté" qu'un "chevalier du Moyen Age (...) ait su et pu réaliser une œuvre qui aurait dû être depuis longtemps celle de la gauche française". Adhérant de cœur et de raison à cette politique extérieure et aux vues qui l'inspirent, il gardera pendant toute sa mission, comme un viatique, les dernières paroles reçues : "Je suis porteur de son message". [...] ». Compte rendu des *Mémoires d'Extrême Asie*, d'Etienne Manac'h (ancien ambassadeur en Chine), 01.78.

⁶³¹ Voir en particulier le compte rendu du livre *Les misérables*, en 01.79.

⁶³² Le lien entre deux systèmes actanciels, celui de l'écologie et celui de la critique de la société de consommation, fut également l'un des traits caractéristiques des articles de Jacques Decornoy. Celui-ci fut, avec Yves Florenne, un des promoteurs de l'idée de « décroissance » – même s'il n'utilisa pas le terme, à la différence du chroniqueur – dans le mensuel (voir par exemple « Une planète mise à sac », 10.88 ; « L'idéologie de la croissance et ses rêves boiteux », 05.94).

monde ou en Occident. Cette perspective néo-malthusienne, qui ne prend son sens qu'associée à la dénonciation de /la croissance/, fut notamment développée dans le mensuel par son principal promoteur en France, René Dumont⁶³³. C'est enfin 4/ en direction des pays du tiers-monde [= victimes] que le journaliste porta son regard, notamment à travers ses comptes rendus des livres de l'agronome. Critique développée à partir de la fin des années 1960 – d'abord avec des réserves⁶³⁴ –, la condamnation de /l'Occident/ comme responsable de la pauvreté et des inégalités frappant /l'Afrique/, /l'Asie/ ou /l'Amérique latine/ [= victimes] fut abordée à plusieurs reprises dans ses chroniques⁶³⁵.

Thème intrinsèquement lié à celui de la défense de l'indépendance de la France, de la dénonciation de la société de consommation ou des inégalités entre l'Occident et le tiers-monde, la condamnation de l'action des États-Unis en Asie et en Amérique latine constitue le troisième point de rencontre entre le journal et son chroniqueur littéraire. Dans une veine proche de celle de François Honti, le chroniqueur transféra vers les États-Unis des critiques qui, quelques décennies auparavant, étaient pourtant principalement orientées vers l'URSS. À partir de la guerre du Vietnam, le *Md* a systématiquement braqué le feu de ses critiques vers l'« empire américain ». On peut faire l'hypothèse que la justification de ce déséquilibre trouve moins

⁶³³ On en trouve un exemple particulièrement représentatif dans un article publié en 11.73, « Gaspillage des pays riches, faillite de l'aide au développement, course à la famine – Population, subsistance et révolution », où l'auteur de *L'Afrique noire* est mal partie expose qu'il « [...] reste une seconde solution [avec la reconnaissance de l'« absurdité de nos gaspillages » et le renoncement à l'« automobile particulière »] : comme ils refusent la raison, les riches, s'ils veulent survivre, doivent limiter leur nombre et viser la croissance zéro de la population riche, dès que possible. En France, cela suppose un autre Haut-Comité de la population et un arrêt des allocations familiales après le deuxième enfant, quand une redistribution du revenu aurait beaucoup réduit les injustices sociales. [...] ». Voir, également, l'article de Paul Bairoch (« L'arrêt de la croissance des pays industrialisés doit compléter une politique antinataliste planétaire – Inflation démographique et tiers-monde », 08.74).

⁶³⁴ Alors que l'un des premiers comptes rendus d'un livre sur la situation économique du tiers-monde, celui du journaliste et militant belge Guy de Bosschère, condamnait le « masochisme historique propre, aujourd'hui, à tant d'Européens » (08.67), les chroniques des années 1970 et 1980 reprenaient l'argument de la culpabilité de « l'Occident » [= persécuteur].

⁶³⁵ François Honti accorda également une grande attention aux ouvrages de l'agronome, toujours en termes élogieux (voir par exemple le compte rendu du livre *Le système agricole soviétique*, Seuil, Paris, 1964, 05.64, 7).

sa source dans un philocommunisme, qu'il serait hasardeux d'appliquer à François Honti, Yves Florenne, Bernard Féron ou Claude Julien, que dans la volonté de trouver une troisième voie entre les deux grandes puissances. La forme prise par le compte rendu des *Mémoires* de Raymond Aron – un dialogisme au style indirect, où Yves Florenne discute la thèse défendue par l'ancien éditorialiste du Figaro – permet d'appréhender le fondement d'une telle perspective, véritable fil rouge de l'histoire du mensuel :

« [...] Raymond Aron n'a jamais admis l'existence des "deux périls" fermement dénoncés par Lucien Febvre dans une lettre à lui adressée, qu'il cite comme exemplaire d'une aberration. Il déplore toujours aujourd'hui qu'on puisse mettre davantage l'accent sur "les turpitudes du capitalisme américain que sur les cruautés du totalitarisme soviétique". C'est que, pour les secondes, la chose est entendue, et fort peu pour les premières. Et puis, il ne s'agit pas que de capitalisme, mais de domination politique, économique, culturelle. L'une des deux menaces, celle dont la réalisation serait la plus insupportable est d'évidence aussi la plus brutale. La plus dangereuse ne serait-elle pas celle qu'on peut ne pas vouloir voir ? Renvoyons Raymond Aron à sa propre citation de Clausewitz : "Le conquérant aime toujours la paix ; c'est très volontiers qu'il entre tranquillement dans notre pays." [...]»⁶³⁶.

Qu'Yves Florenne partageât, avec plusieurs collaborateurs réguliers du mensuel, une solide défiance à l'égard des États-Unis [= persécuteur], ne fait guère de doute à la lecture de ses comptes rendus. À l'image de celles formulées dès 1944 par Hubert Beuve-Méry, ces critiques étaient sans doute « inspiré[es] de l'humanisme chrétien qui rejette en partie les valeurs libérales anglo-saxonnes » [EVENO, 1996 : 64⁶³⁷]. De là

⁶³⁶ Yves Florenne, compte rendu des *Mémoires* de Raymond Aron, 10.83.

⁶³⁷ P. EVENO cite, à l'appui de cet « antiaméricanisme fondamental », un texte d'Hubert Beuve-Méry diffusé en 1944 : « [...] Les Américains constituent un véritable danger pour la France. C'est un danger bien différent de celui dont nous menace l'Allemagne ou dont pourraient éventuellement nous menacer les Russes. Il est d'ordre économique et moral. Les Américains peuvent nous empêcher de faire une révolution nécessaire, et leur matérialisme n'a même pas la grandeur tragique du matérialisme des totalitaires. S'ils conservent une véritable culture pour l'idée de liberté, ils n'éprouvent pas un instant le besoin de se libérer des servitudes qu'entraîne leur capitalisme. Il semble que l'abus du bien-être ait diminué chez eux la puissance vitale de façon inquiétante. Ils sont hostiles au général de Gaulle, et pensent que le radicalisme doit prendre en main les destinées de la France de demain. [...] ». En 06.00, 2, le mensuel a publié le courrier

la mise en avant, face aux « deux nouveaux impérialismes⁶³⁸ », du rôle historique et « spirituel » de la France⁶³⁹ et, dans une moindre mesure, de l'Europe – avant que son « avenir » fut celui de « [...] de marchands, de marchés et de supermarchés [...] »⁶⁴⁰.

§3 – PORTEE DE LA GENERALISATION

Les analyses qui précèdent témoignent de la concordance entre les chroniques produites par Yves Florenne durant près de quatre décennies et certaines des thématiques développées dans le mensuel sous ses deux premiers directeurs. Mais l'inscription exemplaire du chroniqueur dans l'histoire du mensuel, la représentativité de son itinéraire peuvent être démontrées, en conclusion, sous deux rapports.

À la différence de autres collaborateurs du mensuel, il n'endossa jamais le rôle du spécialiste, à l'image de ces rédacteurs chevronnés qui arpentaient les territoires dont ils avaient la charge. « Romancier, dramaturge, voyageur, essayiste, préfacier, chroniqueur, billettiste, on ne savait avec lui où donner de la tête » : cette appréciation, formulée dix ans après sa mort⁶⁴¹, pourrait être appliquée à des chroniques qui, bien que balisant des chemins thématiques précis, couvrirent à peu près tous les domaines des sciences humaines et sociales – histoire, sociologie, science politique, psychanalyse, géographie, économie. Cette ouverture pluridisciplinaire, entamée au milieu des années 1960, Yves Florenne la partageait pleinement avec Claude Julien. L'arrivée de ce dernier s'était caractérisée, on l'a

d'un lecteur qui citait de manière positive le même extrait : « À propos du dossier "L'Amérique dans les têtes", publié dans notre numéro de mai, M. Stefanopoulos, d'Alexandrie (Egypte), nous écrit que "le *Diplo* frappe fort et juste, hélas !", et il nous signale un texte d'Hubert Beuve-Méry "qui serait aujourd'hui censuré". [...] ».

⁶³⁸ Compte rendu de *Penser l'Europe*, d'Edgar Morin, 08.87.

⁶³⁹ Voir par exemple les comptes rendus des livres de Casamayor (03.87) et de René Cassin (10.87). Yves Florenne témoigna également, à plusieurs reprises, d'un attachement pour la Gaule, qu'illustre ce souvenir d'enfance, rappelé dans la postface à un livre sur Alesia : « [...] j'avais trois ou quatre ans, et me revois comme si c'était hier dans le train qui, après le changement aux Laumes, nous menait vers la maison aux confins du Morvan. Alors, mon père m'approchait de la vitre pour me montrer, au sommet du Mont Auxois, cette chose lointaine, sombre sur le ciel d'été, qui était la statue de celui dont on me répétait le nom éclatant [Vercingétorix] » (postface à André Berthier, op. cit., p. 283).

⁶⁴⁰ Compte rendu du livre d'André Fontaine, *L'un sans l'autre*, 11.91.

⁶⁴¹ Salah Stétié, « Un écrivain et son homme », cité.

vu, par une moindre implication des rédacteurs de l'étranger, contrebalancée par l'accroissement du nombre de collaborateurs issus du monde de la recherche et de l'enseignement supérieur. La participation continue d'un journaliste tel qu'Yves Florenne s'éclaire ainsi par sa dimension éclectique. Le chroniqueur participait pleinement de la dynamique voulue et portée par Claude Julien dans les années 1970, qui consistait à ouvrir le journal – voire le journalisme – à des collaborateurs extérieurs au milieu de la presse. L'attention portée aux ouvrages de sciences humaines et sociales ne s'accompagna cependant pas de discussions théoriques, notamment sur les concepts employés. Dépourvu d'esprit de système – théorique et politique – le chroniqueur n'emprunta jamais de concepts aux livres dont il rendait compte⁶⁴² : pour généraliser son propos et ses éventuelles critiques, il ne mobilisait pas une rhétorique scientifique⁶⁴³. Regrettant que « [...] rien de neuf ne saurait décidément plus s'exprimer hors du jargon [...] »⁶⁴⁴, Yves Florenne illustre en cela l'un des aspects centraux du *Md*, véritable marque de fabrique du mensuel à partir du milieu des années 1960, renforcée par Claude Julien : celui d'être rédigé par des scientifiques tout en étant quasiment dépourvu de vocabulaire conceptuel, ou encore de modélisation mathématique en économie. Ainsi, les chroniques d'Yves Florenne s'inscrivaient bien dans le projet éditorial du nouveau rédacteur, celui d'une vulgarisation critique au service des « citoyens ».

Là n'est pas cependant le seul point de rencontre entre le chroniqueur, le mensuel et celui qui en développa considérablement l'audience, Claude Julien. Il faut, pour le décrire, revenir sur l'évolution littéraire d'Yves Florenne et, plus

⁶⁴² Témoin de cette mise à distance de tout cadre théorique, cette appréciation – positive – du travail de Theda Skocpol sur les révolutions : « [...] A l'origine de sa perception d'une réalité obscurcie, il y a ceci : contrairement aux autres sociologues, elle avait approché les révolutions par leur histoire, et non par des constructions théoriques qui allaient lui apparaître partielles, arbitraires, voire fausses. [...] Dans une sorte de dialectique en miroir, ces trois révolutions-modèles permettent de fonder une théorie qu'en même temps elles illustrent. L'auteur n'en marque pas moins très fortement qu'il faut se garder d'appliquer dogmatiquement à toutes les révolutions une théorie générale que les trois archétypes ont permis de dégager. [...] » (« Révolutions », 07.85).

⁶⁴³ C'est que L. Boltanski appelle, dans son étude sur la dénonciation, « faire » de la science. À côté de la rhétorique de la science, la mobilisation de stylistiques juridique, politique ou religieuse constituent d'autres manières de monter en généralité [BOLTANSKI, 1990 : 313 *sq.*]

⁶⁴⁴ Compte rendu de l'Homme unidimensionnel, de Herbert Marcuse (06.68, 15).

précisément, sa carrière d'écrivain, dont on a déjà souligné le déclin à la charnière des années 1950-1960. À la fin des années 1950, le chroniqueur littéraire du *Monde* est avant tout un romancier et un dramaturge bénéficiant d'une certaine reconnaissance – ses pièces sont jouées et critiquées, ses livres sont édités. Mais dès le début des années 1960, ses pièces ne furent plus que jouées, elles cessèrent d'être éditées⁶⁴⁵. Auteur de quelques dramatiques pour la radio, il ne parvint pas, par la suite, à publier ses œuvres, dont on ne trouve la trace que sous la forme « d'à paraître⁶⁴⁶ » ou d'« inédits ». À cet égard, il peut être utile de comparer à nouveau Yves Florenne à ses collègues chroniqueurs du *Monde*, les Emile Henriot, les Robert Kemp ou les Bertrand Poirot-Delpech, tous académiciens. En effet, un certain nombre d'indices (la reconnaissance précoce et répétée, un certain talent d'écriture, la surface sociale, l'âge enfin) laissent penser qu'il aurait pu espérer, au début des années 1960, rejoindre le Quai Conti. Or il n'y entre pas, alors que chaque décennie (1945, 1956, 1964 et 1966, 1986) voit, avec la régularité d'un métronome, un chroniqueur du *Monde* rejoindre la Coupole. Mais Yves Florenne a semble-t-il loupé le coche ou, plus exactement, n'a pas voulu le prendre au moment qui aurait pu être opportun – les années 1970 donc, décennie blanche pour le quotidien en matière d'académicien. Comment expliquer le refus de déposer sa candidature⁶⁴⁷ ? Rapidement évoqué lors des rencontres avec ses proches, ce point a suscité des réserves amusées : jamais le chroniqueur n'aurait fait allusion à une telle candidature⁶⁴⁸. En effet, dans les années 1970, il était trop tard :

⁶⁴⁵ La *Tragédie de Roméo et Juliette*, jouée au festival de Lyon en 1960 puis à Versailles en 1964, ne fut éditée qu'en 1979 (Paris : La Diane française, avec des lithographies de Léonor Fini)

⁶⁴⁶ C'est le cas de deux œuvres présentées comme telles dans *Le Cavalier d'or* – Pièce en sept journées (Paris : Gallimard, coll. « Le manteau d'Arlequin », 1958) : *Aude et le rêveur d'Arche* et *Le rêveur d'Occident*.

⁶⁴⁷ Il n'a en effet jamais été candidat à l'Académie française [M. LAMARQUE, conservateur en chef des archives de l'Académie française, communication personnelle, mercredi 11 juillet 2007]. Mais il ne faut pas non plus oublier que, entre le maoïste Alain Bouc, le militant du PSU, responsable des pages économiques Gilbert Mathieu et le soutien à l'union de la gauche de Jacques Fauvet, le *Monde* des années 1970 fut plus engagé à gauche que sou Hubert Beuve-Méry.

⁶⁴⁸ L'Académie française concentre néanmoins, depuis sa création, un faisceau de critiques et de moqueries dont on trouve une illustration dans le livre d'Édouard Sablier [1985 : 115], qui décrit Bertrand Poirot-Delpech parodiant « [...] un académicien, sans savoir, je pense, à l'époque, qu'il chercherait à en devenir un son tour [...] ».

tant littérairement – il a cessé de pouvoir publier – que politiquement, l'entrée à l'Académie n'incarnait vraisemblablement ni un objectif, ni un idéal. Littéraire progressivement tourné (ou poussé ?) vers les sciences humaines et sociales, le chroniqueur a vu se déliter son capital romanesque et dramaturgique, au profit d'un investissement dans l'activité exégétique d'un côté⁶⁴⁹, et dans la chronique des livres d'histoire, de sociologie ou de relations internationales de l'autre. Vue sous cet angle, sa collaboration de plus en plus active au *Md* peut être assimilée à une forme de relégation qui, progressivement, et à l'image de François Honti puis de Claude Julien, fut transformée en consécration – certes relative dans son cas. Son vieillissement littéraire eut pour corollaire un rajeunissement politique, avec l'exploration de thèmes – critique de la société de consommation, de l'impérialisme américain, sensibilité à l'écologie et aux droits des femmes, absence de référence au marxisme – dans lesquels on peut discerner les prodromes des luttes politiques des années 1990-2000. Yves Florenne en eut-il seulement conscience ? Il n'est pas sûr en tout cas, à le lire, ou à écouter et lire ses proches – amis, femme et enfant –, qu'il souhaitât que ce fut cet aspect de sa longue carrière qui resta dans les mémoires. Ce n'est sans doute pas le moindre des paradoxes de son itinéraire de romancier et de journaliste qu'il soit justement observé à travers le prisme de son investissement dans le *Md*, lui qui souhaitait avant tout donner l'image d'un écrivain.

⁶⁴⁹ Son dernier ouvrage publié est, rappelons-le, un ouvrage critique consacré aux ouvertures en littérature (*Ouvertures – Eros et les clefs de la liberté*, Paris : PUF, coll. « Ecritures »).

Chapitre 4. *Le Monde diplomatique* et
l'idéologie tiers-mondiste. (Dé)construction
et usages d'une catégorie en crise

« [...] De Diên Biên Phû en 1954 à l'automne 1975, la périphérie devint le centre d'intérêt d'une partie de la République des lettrés européens. [...] Aujourd'hui, le tiers-mondisme est répudié comme ultime ersatz d'une eschatologie socialiste, imaginaire de dissidence ou dissidence imaginaire ici, révolution hérétique, démente ou anti-révolution là-bas. Cette dérive des continents est aussi un décrochage de l'état du monde et des états d'âme [...]. De fait, c'est bien, avec l'éloignement de toute convergence anti-impérialiste, de l'effondrement des modèles et des mythes révolutionnaires occidentaux qu'il s'agit. Effondrement qui fournit l'occasion de proclamer une nouvelle mort des idéologies, ou d'entreprendre un ralliement des intellectuels au charme discret du réformisme, après un bon tiers de siècle d'opposition. En attendant que des occidentalistes ou des européistes – les spécialités n'existent toujours pas en Orient – aident à rendre compte de nos projections et réductions, l'une des tâches premières de l'histoire est de ne pas abandonner le passé à l'état de table rase de l'amnésie. Une chronologie et une sociologie du tiers-mondisme en France sont donc nécessaires. Car il est profondément présent dans les courants de pensée du dernier quart de siècle. [...] ⁶⁵⁰ ».

⁶⁵⁰ Claude Liauzu. 1982. Aux origines des tiers-mondismes. Colonisés et anticolonialistes en France (1919-1939). Paris : L'Harmattan, coll. « Racines du présent ». P. 7-8.

OUVERTURE : UNE QUERELLE NOMINALISTE

Les 23 et 24 janvier 1985, se tint à Paris, au Sénat, un colloque organisé par la fondation Liberté sans frontières (LSF) intitulé « Le tiers-mondisme en question ». Emanation de l'association Médecins sans frontières (MSF), cette fondation créée à peine quelques jours plus tôt se donnait pour but, en organisant ce colloque, « de réfuter le prêt-à-penser idéologique qui sert habituellement d'analyse aux problèmes de développement.⁶⁵¹ » Prenant pour cible l'« idéologie tiers-mondiste⁶⁵² », les organisateurs, Rony Brauman et Claude Malhuret, reprochaient à cette dernière, dans les colonnes du *Paris-Match*, « de répéter que les gens du tiers monde ont toujours raison ; que les régimes du tiers monde qui refusent la démocratie ont toujours raison ; que l'Occident est responsable de la misère du tiers monde ; que nous l'affamons en mangeant trop [...]»⁶⁵³. Perçu comme le point nodal de ce que les historiens ne tardèrent pas à appeler la « crise du tiers-mondisme⁶⁵⁴ », ce colloque cristallisa commentaires et polémiques en raison notamment de son importante couverture médiatique, dont l'observateur peine aujourd'hui à se représenter l'ampleur.

Le *Md* lui consacra en mai 1985 un important dossier, en prenant notamment pour cible, sous les plumes de Claude Julien et du journaliste Alain Gresh, la fondation à l'origine de l'événement. Mais l'intense polémique du printemps 1985 ne surgissait pas de nulle part. Elle s'inscrivait, dans le mensuel, à la suite de plusieurs articles réagissant à un changement de

⁶⁵¹ Rony Brauman, 1986, « Introduction – Ni tiers-mondisme, ni cartiérisme », in R. Brauman (dir.), *Le tiers-mondisme en question*, Paris : Olivier Orban, p. 11. Sur MSF, voir la synthèse de DAUVIN, SIMEANT & C.A.H.I.E.R., 2002, 35-57 ; sur l'organisation du colloque, voir Anne Vallaeys, *Médecins sans frontières : la biographie*, Paris, Fayard, 2004, p. 461-509.

⁶⁵² Ilios Yannakakis, « Le tiers-mondisme, de Lénine à nos jours », in R. Brauman (dir.), *Le tiers-mondisme en question, op. cit.*, p. 53.

⁶⁵³ Rony Brauman et Claude Malhuret, « Les impostures du tiers-mondisme. – Le réquisitoire de Médecins sans frontières », entretien avec Patrick Forestier, *Paris-Match*, 22 février 1985 (cité par Yves Lacoste, *Contre les anti-tiers-mondistes...*, op. cit., p. 55).

⁶⁵⁴ Denis Pelletier, « Tiers-mondisme (crise du) », in Jacques Julliard, Michel Winock (dirs.), *Dictionnaire des intellectuels français – Les personnes, les lieux, les moments*, Paris : Seuil, 1996, p. 1112-1114.

perspective concernant le tiers monde, changement initié, selon le rédacteur en chef, par « toute une presse de gauche⁶⁵⁵ », par de « petits cercles d'intellectuels de gauche⁶⁵⁶ » à partir de la fin des années 1970. L'un des enjeux sous-jacents à la polémique – comme dans toute polémique – porta sur le vocabulaire et, plus précisément, sur l'usage même du terme tiers-mondisme. L'expression fit ainsi l'objet dans le *Md* d'une mise à distance, avec l'emploi de guillemets et une ferme contestation de la pertinence même de la catégorie. Aujourd'hui oubliée, y compris dans le mensuel⁶⁵⁷, cette querelle nominaliste constitua l'un des aspects centraux de la « crise du tiers-mondisme ». Celui-ci n'a en effet jamais été endossé, à quelques rares exceptions près et très brièvement, comme un courant, une idéologie positive, digne d'être défendue en tant que tel.

§I – UN « COURANT IDEOLOGIQUE » SANS HISTOIRE

De fait, ce que la généalogie va désigner sous les vocables de « tiers-mondisme » et de « tiers-mondistes » n'a jamais eu bonne presse en France. Une lecture rapide de l'abondante littérature, à vocation polémique ou savante, que suscitèrent les débats autour de l'« enjeu tiers-mondiste⁶⁵⁸ », permet *a priori* d'en circonscrire les contours et la chronologie consacrés par les usages militants, journalistiques et académiques.

« Courant idéologique⁶⁵⁹ » né avec les mouvements de décolonisation, obtenant une consécration institutionnelle lors de la conférence de Bandung d'avril 1955, le tiers-mondisme aura connu ses heures de gloire

⁶⁵⁵ Claude Julien, « Quand le "tiers-monde" sert de repoussoir au "modèle" en difficulté - L'arrogance et la complicité », le *Md*, 05.79, 5.

⁶⁵⁶ Claude Julien, « Mausolée pour deux absents », *Md*, 12.82, 2-3.

⁶⁵⁷ Serge Halimi, directeur du *Md*, y faisait référence en 2009 en ces termes : « [...] Il ne s'agit pas seulement d'un "souvenir" : le vocabulaire politique moderne et la moitié des systèmes juridiques du monde s'inspire du code que la Révolution a inventé. Et qui pense au tiers-mondisme des années 1960 (*lire l'article d'Alain Gresh pages 14 et 15*) peut se demander si une part de sa popularité en Europe ne vint pas du sentiment de reconnaissance (au double sens du terme) qu'il fit naître. L'idéal révolutionnaire, égalitaire, émancipateur des Lumières paraissait alors renaître dans le Sud, en partie grâce à des Vietnamiens, des Algériens, des Chinois, des Chiliens qui avaient fait leurs classes sur le Vieux Continent [...] ».

⁶⁵⁸ Claude Liauzu, 1987, *L'enjeu tiers-mondiste, débats et combats*, Paris : L'Harmattan.

⁶⁵⁹ Edwige Lefebvre Leclercq. 1993. *Tiers-mondisme : bridge building and the creation of the New Left in French politics*. Thesis (Ph. D.) in Political science, s. la dir. de Suzanne Berger. Cambridge (Mass.): Massachusetts Institute of Technology. P. iii.

durant les années 1960 et la guerre du Vietnam. Lui-même subdivisé en « deux courants⁶⁶⁰ » issus de la résistance à la guerre d'Algérie, l'un « marxiste-léniniste » et l'autre « chrétien⁶⁶¹ » (ou « humaniste⁶⁶² »), il se caractérisait par le report des aspirations révolutionnaires occidentales, notamment françaises, vers les mouvements de lutte des pays du tiers monde : F.L.N. algérien puis vietnamien, guérillas sud-américaines, maoïsme, mouvement palestinien... « Projection de l'espoir révolutionnaire sur l'Asie, l'Amérique latine et l'Afrique⁶⁶³ », il entra en « crise » à partir du milieu des années 1970, période-clef du « déclin des idéologies, de l'abandon des messianismes rédempteurs⁶⁶⁴ », avant de « mourir » dans les années 1980 et de « tomb[er] dans les Poubelles de l'Histoire, avec son frère aîné le marxisme et son cousin l'anticolonialisme⁶⁶⁵ ».

Ainsi résumée⁶⁶⁶, cette histoire a pour elle le mérite de la clarté (deux courants, des événements fondateurs, des noms célèbres...), de la cohérence politique (à gauche, ou plutôt à l'extrême gauche) et de la reconnaissance (historiographique). Elle fait donc le tour du phénomène, si l'on suit les commentateurs l'ayant pris pour objet : comme on essaiera de le montrer, après une brève et intense période polémique, un consensus interprétatif se forme très rapidement autour du terme, qui en fige le sens et, jusqu'à présent, les usages possibles. C'est ce qui justifie l'emploi du passé de l'indicatif, et non du conditionnel, dans la présentation qui précède : son histoire rapidement sans histoire en témoigne, le tiers-mondisme ne fait désormais plus problème. Il n'y a plus d' « enjeu » politique ou scientifique, pour reprendre l'expression de l'historien Claude Liauzu citée plus haut.

⁶⁶⁰ Pierre Vidal-Naquet, « Une fidélité têtue. La résistance française à la guerre d'Algérie », *Vingtème Siècle*, n°10, Paris, avril-juin 1986, p. 12. Une première version de ce texte a été rédigée en 1985.

⁶⁶¹ Pascal Ory, 1987, « "Indépendance" », in Pascal Ory (dir.), *Nouvelle histoire des idées politiques*, Paris : Hachette, coll. « Pluriel », p. 621.

⁶⁶² Bernard Chantebout, *Le tiers monde*, Paris : Armand Colin, coll. « U », p. 66.

⁶⁶³ Gérard Chaliand, 1987, « Tiersmondismes et Tiers-mondes », in *Repenser le tiers-monde*, Bruxelles : Complexes, p. 45. Une première version de ce texte a été publiée en 1984 dans *Les faubourgs de l'histoire*, Paris : Calmann-Lévy.

⁶⁶⁴ R. Brauman, « Ni tiers-mondisme, ni cartiérisme », *ar. cit.*, p. 12. Selon Edwige Lefebvre Leclercq, « Tiers-mondisme as a political force had died in the 1970s [...] » (*op. cit.*, p. 435).

⁶⁶⁵ Frédéric Gaussen, *Le Monde*, 21 janvier 1993, page 2, compte rendu d'un numéro de la revue *Panoramiques*.

⁶⁶⁶ Il s'agit là d'une « définition préalable » fondée sur la compilation de plusieurs définitions dont on trouvera un aperçu dans l'annexe sur le « Corpus tiers-mondiste », sur lesquelles on reviendra dans le cours de ce chapitre.

§2 – RECHAUFFER UN CORPS SANS VIE

Ouvrons pourtant la boîte noire du tiers-mondisme ou plutôt, pour filer la métaphore nécrologique utilisée fréquemment à l'époque de la « crise » par les tiers-mondistes et les anti-tiers-mondistes eux-mêmes, sortons ce cadavre soigneusement cryoconservé des manuels d'histoire des idées politiques d'où ne l'ôtent plus guère, à des dates anniversaires, qu'historiens ou spécialistes des relations internationales. Quel intérêt y a-t-il à exhumer ce corps idéologique gelé ? C'est qu'à partir du début des années 1980 et la publication du livre de Pascal Bruckner qui, le premier, sonne la charge contre le *Md*, tous les commentateurs successifs ont admis et alimenté l'idée d'un mensuel « tiers-mondiste et fondamentalement antiaméricain » (*Le Canard enchaîné*), « pure incarnation de la gauche catholique et neutraliste, personnaliste et tiers-mondiste, d'Etienne Gilson et de l'*Esprit* d'après-guerre » (A. Adler), qualifié encore de « tête de pont » (R. Rieffel), de « pivot » (D. Pelletier) ou encore de « bastion » (P. Eveno) du tiers-mondisme⁶⁶⁷. Le « tiers-mondisme du "*Monde diplomatique*" » fut même disséqué dans un volumineux mémoire de maîtrise, en

⁶⁶⁷ « Le Monde comme il va ». *Les dossiers du Canard*. « La presse en revue », mars-avril 1984. P. 29 ; Rieffel Rémy. 1993. « Le tiers-mondisme du *Monde diplomatique* ». In *La Tribu des clercs – Les intellectuels sous la V^e République*. Paris : Calmann-Lévy/Cnrs Editions. P. 549-554 ; Denis Pelletier, « *Monde diplomatique (Le)* », in Jacques Julliard, Michel Winock (dirs.), 1996, *Dictionnaire des intellectuels français – Les personnes, les lieux, les moments*, Paris : Seuil, p. 797 ; Patrick Eveno, 2004 (1996), *Histoire du journal Le Monde 1944-2004*, Paris : Albin Michel, p. 78 ; Alexandre Adler, « Le tournant loyolo-islamiste du *Monde diplomatique* », *Cités – Hors série « L'Islam en France »*, sous la direction d'Yves-Charles Zarka, Sylvie Taussig et Cynthia Fleury. Paris : Presses universitaires de France, mars 2004, p. 349-350). Décivant en 1990 le bureau de Claude Julien dans les locaux de la rue des Italiens, Bertrand Poirot-Delpech écrivait encore : « [...] du service étranger tel que le révélait les murs de la rue des Italiens restera, non sans vérité, une mosaïque de planisphères, de mouvements de correspondants, d'affiches narquoises et d'étiquettes d'alcool ; tandis qu'à la fenêtre de Claude Julien, aux ornements insaisissables, un mystérieux bout de chiffon – vestige d'un store effrangé par le vent de l'histoire, ou haillon érigé en drapeau tiers-mondiste, qui le dira ? [...] » (*Rue des Italiens – Album souvenir*, p. 17). Enfin, voir les pages que Kristin Ross que consacre à François Maspero dans *Mai 68 et ses vies ultérieures* (Bruxelles-Paris : Complexes/*Le Monde diplomatique*, p. 89 sq.). Le mensuel y est associé à l'éditeur d'extrême gauche et aux *Temps moderne* (« [...] tous trois avaient beaucoup d'auteurs en commun [...] »), car partageant « l'une des grandes particularités gauchistes de l'époque [...] », celle d'avoir découvert que « [...] la théorie n'était plus générée par l'Europe mais bien par le tiers-monde [...] » [*ibid.*].

1986⁶⁶⁸. A cela, s'ajoute le fait qu'une partie de la rédaction assumait implicitement l'étiquette, en prenant brièvement mais fermement position en 1985, au plus fort de la « crise », contre le colloque de Liberté sans frontières, puis de manière plus explicite, en la reconnaissant du bout des lèvres⁶⁶⁹. Enfin, un certain nombre de chercheurs (dont moi-même) travaillant sur l'histoire de l'altermondialisme – catégorie positive, celle-là – ont montré, vingt ans après, l'importance de l' « héritage tiers-mondiste⁶⁷⁰ » dans la genèse de cette cause. De fait, « le tiers-mondisme a joué un rôle essentiel dans l'histoire du *Monde diplomatique* [...]»⁶⁷¹.

Ces trois raisons ont un point commun : elles s'appuient toutes sur une définition stabilisée, à la froideur désormais scientifique, du tiers-mondisme. Ce dernier ne fait pas débat : il a été (un courant politique), il est (une sous-entrée dans les dictionnaires des idées politiques, en dessous de « marxisme », au-dessus d' « altermondialisme »), il fait partie de l'histoire du *Md* – ou le *Md* a joué un rôle dans son histoire –, et c'est tout. Ce chapitre se donne pour ambition d'étudier la manière dont ce tout a été débattu, pensé puis théorisé. Comment, par qui et sous quelles formes cette désormais catégorie scientifique a-t-elle été constituée ? Comment, par qui et par quels moyens cette boîte noire a-t-elle été fermée et verrouillée ? Comment se construit une histoire, celle du tiers-mondisme ? Comment enfin le mensuel s'intègre dans, et participe-t-il de cette histoire ?

⁶⁶⁸ Grandeau Thierry. 1986. *Le tiers-mondisme du "Monde diplomatique"*. Mémoire de maîtrise d'histoire sous la direction de René Rémond. 2 vol. Nanterre : université Paris 10.

⁶⁶⁹ « [...] En janvier 1973, Claude Julien prend la tête du journal dont la diffusion est d'ores et déjà passée de 5000 à 50 000 exemplaires : [...] il va porter la diffusion, en moins de vingt ans, à 120 000. C'est que le mensuel, sans renoncer à son orientation "tiers-mondiste", étend le champ de son intervention. [...] ». Dominique Vidal, « *Le Monde diplomatique*, une expérience de presse originale », texte prononcé (en anglais) à la *Danish School of Journalism*, Aarhus, le 27 février 2004. En ligne : <http://djh.dk/StudiePDF/Intvidalfran.pdf> [url valide le 01.11.2007]. Les guillemets figurent dans le texte original.

⁶⁷⁰ Eric Agrikoliansky, Olivier Fillieule, Nonna Mayer, 2005, « Introduction – Aux origines de l'altermondialisme français », in *ibid.* (dir.), *L'altermondialisme en France – La longue histoire d'une nouvelle cause*, Paris : Flammarion, p. 27.

⁶⁷¹ *Ibid.*, p. 28. Les auteurs font ici référence à une partie (« Le déclin de la cause tiers-mondiste ») d'un article portant sur *LMd* que j'ai moi-même rédigé (Maxime Szczepanski-Huillery, 2005, « Les architectes de l'altermondialisme. Registres d'action et modalités d'engagement au Monde diplomatique », sp. p. 154-158).

§3 – UN PROBLEME DE DEFINITION

Mais d'abord, pourquoi ce détour ? Pourquoi ce déplacement du regard – de l'« héritage tiers-mondiste » du *Md* à, plus largement, la manière dont ce legs embarrassant a été constitué et, pour part, imposé ? La réponse se trouve dans les textes traitant du sujet et sur lesquels on s'est tout d'abord naturellement penché, soucieux d'inscrire précisément le mensuel dans un courant politique *a priori* bien identifié. Aucun discours sur le tiers-mondisme – ses origines politiques, ses fondements idéologiques, ses figures de proue, ses mérites, ses travers... – ne peut faire l'économie d'un éclaircissement sémantique *a minima* ; mieux : le travail définitionnel en constitue presque systématiquement le cœur⁶⁷². Cette opération renvoie somme toute à une démarche classique en histoire des idées ou en sociologie, celle consistant à rechercher, dans un ensemble de discours ou de pratiques *a priori* composites, des corrélations, des régularités (thématiques, argumentatives, comportementales...) propres à une époque ou à un groupe d'acteurs donnés⁶⁷³. Mais cette catégorisation prend, dans le cas du tiers-mondisme, un quadruple aspect, à la fois polémique, unidimensionnel, indifférencié et non problématique. *Aspect polémique* d'abord car, comme l'ont rapidement fait remarquer des intellectuels et des institutions se sentant attaqués ou étant simplement nommés par les « anti-tiers-mondistes », ce substantif était avant tout porteur d'un « sens péjoratif⁶⁷⁴ ».

⁶⁷² Comme le soulignait l'auteur d'un compte rendu de l'ouvrage coordonné par R. Brauman, « [...] [s]'il était attendu que nous assistions à une analyse critique du tiers-mondisme, encore fut-il nécessaire de définir ce qu'est, de nos jours, le tiers-mondisme. Ce fut-là certainement l'un des moments les plus intéressants du colloque. [...] » (Marie-Thérèse Thèxeraud, 1986, compte rendu de Rony Brauman (dir.), *Le tiers-mondisme en question*, in *Politique étrangère*, vol. 51, n° 2, p. 613-615).

⁶⁷³ On en trouve une illustration exemplaire dans l'extrait de l'enquête dirigée par Paul LAZARSFELD, 1949, « The American Soldier : an Expository Review », cité in BOURDIEU & *alii*, 1968 : 141-142.

⁶⁷⁴ Claude Julien, « Mausolée pour deux absents », *LMd*, 12.82, 2-3. « Le tiers-mondisme en tant que tel a été attaqué et l'épithète a été considéré comme quasiment injurieux pendant quelques temps parce qu'une politique tiers-mondiste gênait et provoquait des réactions » (Jean-Pierre Cot, ancien ministre de la Coopération, in « Cot et Pisani, deux tiers-mondistes sans honte ». Entretien avec Jean-Pierre Cot réalisé par Pierre Haski. *Libération*, vendredi 11 mai 1984, p. 24). Le même poursuit, en avril 1985 : « [...] je tiens à dire que je ne me reconnais en aucune manière dans la caricature que l'on fait du tiers-mondiste. Il est trop facile de se construire un épouvantail sur mesure pour mieux le démolir. [...] » (« Les tiers-mondistes persistent et signent », *Croissance des jeunes nations*, n° 271, avril 1985, p. 9). Comme le résume

Étiquette politique entachée de marxisme, le mot a très rapidement pris les traits d'une insulte, au sein d'une controverse aussi brève que violente. Cet aspect éclaire l'investissement sémantique dont cette catégorie a fait, et fait toujours l'objet⁶⁷⁵, en tant qu'identité sociale imposée, à ses débuts, dans le cadre d'une « lutte de classement » visant à nommer et, ici, à dénoncer des événements ou des individus perçus, jusqu'alors, comme hétérogènes et indépendants les uns des autres [BOURDIEU, 2001/1980 : 282 *sq.*]. *Aspect unidimensionnel* ensuite car, à l'image d'autres catégories en « -isme » vouées à l'opprobre public⁶⁷⁶, le tiers-mondisme n'a que très marginalement fait l'objet d'une appropriation de la part de ceux qui ont été étiquetés comme tel. Certes, au plus fort de la controverse initiée notamment par Liberté sans frontières, certains acteurs tentèrent de retourner le stigmate en s'affirmant « tiers-mondistes et fiers de l'être⁶⁷⁷ », comme Jean-Pierre Cot, Edgar Pisani ou les chrétiens de *Croissance des jeunes nations*⁶⁷⁸. Sans succès néanmoins, si l'on en juge par l'embarras sémantique des « tiers-mondistes » au moment de la crise et la faiblesse des traces discursives que l'étiquette a laissées. Autrement dit, le substantif a initialement été appliqué par certains à d'autres qui le rejetaient ou, une fois la « crise » passée, qui ne tentèrent pas – jusqu'à présent en tout cas – de se le réapproprier. Comme le souligne L. PINTO pour les intellectuels à la fin du 19^e siècle, la représentation du tiers-mondiste « [...] n'a pas été, au moins initialement, un bien autochtone tel que tout groupe social en

le géographe Yves Lacoste en 1985, « [i] est d'ailleurs à noter que la plupart de ceux que l'on appelle aujourd'hui tiers-mondistes n'usaient guère de ce qualificatif pour eux-mêmes, car ils le trouvaient quelque peu limitatif, sinon péjoratif. [...] En réalité, c'est surtout depuis qu'ils sont mis en cause par les anti-tiers-mondistes qu'ils s'affirment « tiers-mondistes et fiers de l'être [...] ». » (Y. Lacoste, 1985, *Contre les anti-tiers-mondistes et contre certains tiers-mondistes*, Paris : La Découverte, p. 19-20).

⁶⁷⁵ Voir à titre d'exemple les témoignages de Gérard Chaliand et de Jean Lacouture, in *Voyage dans le demi-siècle – entretiens croisés avec André Versaille*, Complexes : Bruxelles, 2001.

⁶⁷⁶ Voir en particulier, dans une perspective critique, l'étude de M. YMONET [1984] sur les débuts du communisme, et celles d'A. COLLOVALD sur le poujadisme [1992] et le populisme [2004]. Plus généralement, sur la question de l'étiquetage, voir H. BECKER, 1985/1962.

⁶⁷⁷ Jean-Pierre Cot, ancien ministre de la coopération de François Mitterrand, in *A l'épreuve du pouvoir : le tiers-mondisme, pour quoi faire ?*, Paris : Le Seuil, 1984. [MEIMON, 2005].

⁶⁷⁸ *Pour l'Afrique, j'accuse*, Paris, Plon, 1986, p. 346 ; Alain des Mazery, « Tiers-mondiste et fiers de l'être » (*Croissance des jeunes nations*, n°301, janvier 1986, p. 3).

produit », impliquant notamment « une instance de représentation mandatée pour défendre les intérêts du groupe, lui assurer une permanence institutionnelle, expliciter des critères d'appartenance » [PINTO, 1984 : 23]. Pour paraphraser L. BOLTANSKI, on ne trouve donc pas ici des individus qui se réclament de l'appartenance à la catégorie, des tiers-mondistes en chair et en os, à l'inverse d'un groupe social comme les cadres où des « fondateurs, porte-parole d'une institution encore en gestation qu'ils contrôlaient étroitement et dont les différents produits présentaient un degré particulièrement élevé de cohérence idéologique » jouent un rôle important [BOLTANSKI, 1982 : 239]. *Aspect indifférencié* également, car la « crise du tiers-mondisme » a tout d'abord mêlé inextricablement des logiques et des acteurs militants, scientifiques et/ou journalistiques. Et ce n'est qu'une fois retombé le soufflet de la polémique que d'autres commentateurs, aux statuts et aux visées différents, ont investi le terrain devenu moins mouvant d'un tiers-mondisme à peu près stabilisé. *Aspect non problématique* enfin car, là encore à la différence des recherches sur les cadres, qui toutes débutent « [...] par un discours souvent embarrassé et confus, sur la "nécessité" de "définir" la population étudiée et sur les obstacles que rencontrent "en ce cas" la délimitation et la définition » [BOLTANSKI, 1982 : 49], on constate qu'aucun des commentateurs n'a de difficulté à définir le tiers-mondisme, que ce soit avant, pendant ou après la « crise », alors que ces définitions varient considérablement d'un texte à l'autre. Qu'une catégorie comme celle de « tiers-monde » fasse débat et pose question, peu de commentateurs en doute ; le tiers-mondisme, quant à lui, se voit attribuer sans difficulté origines, penseurs et textes canoniques.

§4 – LE CORPUS TIERS-MONDISTE : LE TIEDE, LE CHAUD ET LE FROID

En ce sens, c'est d'abord ce travail de définition, de mise en forme politique et polémique que l'on se propose d'étudier dans ce chapitre, en prenant pour terrain l'ensemble des textes visant à délimiter le tiers-mondisme, à en repérer les prémisses, à en identifier les caractéristiques ou les figures de proue. A l'image de la maladie mentale, « constituée par l'ensemble de ce qui a été dit dans le groupe des énoncés qui la nommaient, la découpaient, la décrivaient, l'expliquaient, racontaient ses développements, indiquaient ses diverses corrélations, la

jugeaient et, éventuellement, lui prêtaient la parole en articulant, en son nom, des discours qui devaient passer pour être les siens » [FOUCAULT, 1969 : 45], on voudrait montrer que le tiers-mondisme, ses « origines, ses thèmes mobilisateurs, ses errements⁶⁷⁹ », est d'abord à rechercher dans l'activité interprétative d'une nébuleuse de commentateurs, configuration de lecteurs reliés entre eux par le jeu des gloses, des références et des polémiques croisées.

Sont donc exclus du corpus, constitué d'environ deux cents documents (articles de journaux, livres, articles scientifiques et, dans une moindre mesure, entretiens), les textes qui dénoncent ou entendent réfuter des thèses ou des arguments assimilés implicitement au tiers-mondisme, sans opérer ce travail explicite de définition⁶⁸⁰. L'analyse sera ici centrée sur les opérations de classification, de mise en série et en catégorie, de pratiques et de discours jusqu'alors perçus par les observateurs et par les intéressés (les « tiers-mondistes ») comme étrangers les uns aux autres. On ne s'intéressera donc pas à l'ensemble des auteurs, notamment économistes, qui discutent la validité scientifique de tel ou tel point précis et, notamment, la notion de « tiers monde » elle-même, qui a donné lieu à une très vaste production écrite, mais à ceux qui contribuent à la fabrique et à la cohérence de l'« idéologie tiers-mondiste », en opérant le travail de nomination, de délimitation et de discrimination. Il peut sembler artificiel de séparer l'analyse de la « crise du tiers-mondisme » de celle de la notion de « tiers monde » qui, en tant que catégorie politique et, surtout, scientifique, voit également sa pertinence remise en cause durant la même période. Les deux arguments plaidant en faveur de cette séparation sont d'une part celui de la faisabilité de l'enquête (déranger l'écheveau à la fois politique, social, culturel et économique de l'histoire de la

⁶⁷⁹ Edmond Jouve, *Le tiers monde*, Paris, PUF, collection « Que sais-je ? », 1996 [1988], p. 38-39.

⁶⁸⁰ Ce qui explique pourquoi, à titre d'exemple, les numéros et articles de la *Revue Tiers-monde* consacrés, à la fin des années 1970, aux questions de l'« idéologie » ou de l'« utopie » n'ont pas été retenus ici (Caire Guy. 1974 (jan.-mars). « Idéologie du développement et développement de l'idéologie ». *Tiers-monde*, t. 15, n° 57 ; Lacharrière Guy de. *Ibid.* « Aspects mythiques des doctrines relatives au commerce international » ; Haubert Maxime. 1978 (juil.-sept.). « Introduction ». *Tiers-monde*, t. 19, n° 75. Dossier « Tiers-monde, utopies et projets de société » ; Coussy Jean. *Ibid.* « Les métamorphoses récentes du discours utopique dans les relations Nord-Sud ». P. 601 sq.).

notion de tiers monde, dans laquelle s'inscrit en partie le *Md*, n'était pas envisageable dans le cadre de cette étude) et, d'autre part, celui de la cohérence méthodologique, les générations successives d'exégètes du tiers-mondisme ayant eux-mêmes découplés les deux notions⁶⁸¹. En ce sens, le repérage des textes et des auteurs traitant du tiers-mondisme s'est effectué en quatre temps.

1°. On s'est tout d'abord appuyé sur les textes « chauds », *i.e.* les plus polémiques, les plus cités également, parus à partir du début des années 1980 (*Le sanglot de l'homme blanc* [1983], *Le tiers-mondisme en question* [1986/1985]), pour circonscrire un cercle d'auteurs et d'ouvrages perçus comme précurseurs, faisant à ce titre référence : Gérard Chaliand, Jean-Claude Guillebaud, Carlos Rangel, l'ouvrage collectif *Le tiers monde et la gauche* [1979]... Y ont été associés les articles de presse des quotidiens nationaux (*Le Monde*, *Libération*, *Le Figaro*, *L'Humanité*) réagissant à ces ouvrages.

2°. Ces ouvrages très critiques ont permis d'accéder, en retour, aux documents produits par les « tiers-mondistes » eux-mêmes, qu'ils soient scientifiques (René Dumont, Claude Liauzu), militants (chrétiens ou d'extrême gauche) ou journalistes (*Le Monde diplomatique*).

3°. La recherche a été élargie ensuite aux ouvrages traitant du « tiers monde », du « non-alignement » et, plus généralement, des relations internationales, parus dans les années 1980. Les protagonistes changent ici de statut : si l'on trouve encore des commentateurs se sentant proches ou impliqués dans la querelle du tiers-mondisme (comme Edmond Jouve par exemple), la plupart sont des chercheurs qui adoptent une posture de surplomb vis-à-vis des phénomènes étudiés.

4°. La délimitation du corpus, relativement simple, se complique dans un dernier temps, dès qu'il s'agit d'identifier les textes postérieurs, et donc extérieurs, à la polémique. Le jeu des citations croisées ne fonctionne plus, les commentateurs n'étant,

⁶⁸¹ « [...] A dire vrai, le sujet de ce débat n'est pas le tiers monde mais le tiers-mondisme, c'est-à-dire le mélange de mauvaise conscience rétrospective et de messianisme par procuration qui a caractérisé pendant les quinze ou vingt dernières années l'attitude de la gauche à l'égard des événements politiques du tiers monde. [...] ». André BURGUIERE. 1979. « Introduction ». *Le tiers monde et la gauche*. Paris : Le Seuil, coll. « *Le Nouvel Observateur présente* ».

à quelques exceptions près, plus les mêmes. La polémique s'est éteinte, elle laisse place à des textes froids, rédigés par d'autres, à l'image de ce chapitre de thèse qui n'en est, au moment de sa rédaction, que le maillon provisoirement terminal. Le repérage a donc été effectué principalement à partir des travaux d'historiens ou d'économistes ayant travaillé sur des mouvements qualifiés, *a posteriori*, de « tiers-mondistes » (Bertrand Cabedoche, Jean-Marc Moura, Edwige Lefebvre Leclercq, Maurizio Segura et, surtout, Denis Pelletier), cela en menant une recherche systématique, dans les bases de données bibliographiques et les catalogues collectifs de bibliothèque, à partir des termes « tiers-mondisme » et « tiers-mondistes » (ce dernier terme apparaissant moins fréquemment que le premier).

§5 – DEROULEMENT

En suivant cette trame polémique, on peut schématiquement diviser la formation discursive sur le tiers-mondisme en trois strates, qui correspondent à trois séries d'usages de la notion : « tièdes », avec les premières remises en cause ; « chauds », avec la polémique elle-même ; « froids », avec le moment où interviennent les scientifiques, même si l'interpénétration des acteurs et des logiques invite à ne pas les figer complètement. La première (section 1 : genèse d'une idée politique mort-née) correspond aux textes qui, chronologiquement, livrent les premiers essais et analyses d'interprétation de la catégorie, du milieu des années 1970 au début des années 1980. Pour ce faire, leurs auteurs ne peuvent se reposer sur des éléments connus et reconnus (dictionnaires, ouvrages de référence, etc.). Le tiers-mondisme commence alors à peine à exister comme un ensemble homogène et cohérent. Il s'agit encore d'un néologisme, non homologué par les instances de l'université qui, à travers des mémoires, des articles ou des entrées dans les dictionnaires savants par exemple, durcissent et légitiment les usages possibles du mot. Ces premiers auteurs ne peuvent par conséquent s'appuyer que sur leurs propres expériences. Les événements commentés et associés au tiers-mondisme font parti du présent ou d'un passé récent ; les personnages en sont encore, pour la plupart, bien vivants. Le travail de définition prend donc souvent les traits d'un témoignage, certes déjà critique, mais au ton indéniablement personnel. La seconde strate se développe de 1982-1983 à 1987-1988 (section 2 : La jonction des critiques anti-tiers-mondistes (1982-1988)). L'objet tiers-mondiste est

chaud ; l'inflation éristique concoure à accentuer les anathèmes, les amalgames et les dénonciations. L'étiquette n'est plus alors qu'une insulte ; innovation sémantique et charge polémique sont indissociablement liées, dans un contexte intellectuel et scientifique d'antimarxisme triomphant. De 1988 à aujourd'hui enfin, le syntagme est stabilisé dans son sens (historique) comme dans ses usages (scientifiques et militants), consacré comme tel dans les dictionnaires ou dans les manuels de relations internationales (section 3 : De l'anathème polémique à la catégorie scientifique). Il sert désormais à qualifier plus qu'à condamner des individus, des textes ou des groupes qui ne sont plus en état de répondre.

Chacune de ces strates discursives fera l'objet d'une triple approche. Dans un premier temps, on reviendra sur les enjeux généalogiques et sémantiques dont la catégorie a été successivement l'objet à partir du début des années 1970. Il est en effet possible, en s'appuyant sur les textes traitant du phénomène, de circonscrire l'espace discursif du tiers-mondisme que les auteurs successifs ont décrit, analysé et critiqué. A l'analyse de ce tiers-mondisme de papier succède, dans un second temps, celle de l'espace social de production de la critique qualifiée, à partir de 1985, d'anti-tiers-mondiste. Quelles sont les caractéristiques sociales et les itinéraires de ceux qui entendent lutter contre les effets et les tenants supposés de cette « idéologie » ? Cette question, à laquelle plusieurs auteurs ont déjà apporté des réponses, en appelle une troisième : qui s'engage dans la polémique et prend la défense du tiers-mondisme ? Plus généralement, quelles furent les modalités d'appropriation de cette identité par ceux qui furent étiquetés comme « tiers-mondistes » ou qui, bien que non nommés, se sentirent attaqués ?

La perspective adoptée dans ce chapitre est donc celle d'une histoire sociale des idées. C'est en effet dans le diagnostic même de sa crise que la notion émerge, gagne en cohérence, pour finalement acquérir, aujourd'hui, le statut d'idéologie à part entière : *in fine*, l'étude du tiers-mondisme renseigne peut-être autant sur la manière dont les crises intellectuelles contribuent à façonner puis à solidifier les idéologies que sur le phénomène lui-même. Faire œuvre critique à l'égard de ce « concept

obscur », selon l'expression de M. Weber⁶⁸², ne revient cependant pas à nier la réalité historique que ses utilisateurs successifs entendaient et entendent toujours désigner, mais à éclairer les enjeux politiques et cognitifs sur lesquels il a été construit. Dans une quatrième section, on reviendra ainsi sur la perspective adoptée, dans les colonnes du *Md*, sur le tiers monde. Autrement dit, il s'agira de reprendre l'accusation portée contre le mensuel et d'étudier, à nouveaux frais, ce tiers-mondisme qui aurait été – qui a été – l'une des marques distinctives de son histoire, en s'intéressant aux collaborateurs du mensuel écrivant sur le Tiers-monde. En conclusion, on montrera ainsi que, loin d'être un pur artefact créé pour les besoins et les intérêts d'acteurs identifiables, *les* tiers-mondismes ont bien existé. Est-il possible d'en proposer une définition qui soit politiquement et scientifiquement acceptable, *i.e.* de passer d'une perspective (dé)constructiviste (parler du « tiers-mondisme », avec des guillemets) à une approche réaliste (parler des tiers-mondismes, sans guillemets mais au pluriel)⁶⁸³ ? Autrement dit, est-il possible de refermer la « boîte noire⁶⁸⁴ » du tiers-mondisme ?

SECTION I – GENESE D'UNE IDEE POLITIQUE MORT-NEE

Quelles sont les différentes strates de la production discursive visant à nommer, délimiter et à définir le tiers-mondisme, et quel est leur ordre d'apparition ? Pour les identifier, trois voies s'offrent *a priori* à l'observateur : s'appuyer sur le mot lui-même et les définitions qui en ont été données dans les dictionnaires ; délimiter les thématiques associées à l'expression puis identifier les premiers glosateurs ayant contribué à les diffuser, même si le mot n'existait pas ; partir enfin des auteurs ayant été reconnus comme « précurseurs » par les interprètes successifs du tiers-mondisme. Ce sont ces trois

⁶⁸². WEBER Max. 1964 (1904). *Essai sur la théorie de la science*. Trad. de J. Freund. Paris : Plon.

⁶⁸³. DESROSIERES Alain. 2000 (1993). *La politique des grands nombres – Histoire de la raison statistique*. Paris : La Découverte, coll. « Sciences humaines et sociales ».

⁶⁸⁴. LATOUR Bruno. 2005 (1987). *La science en action. Introduction à la sociologie des sciences*. Paris : La Découverte / Poche (coll. « Sciences humaines et sociales »).

voies que l'on se propose d'aborder, en insistant particulièrement sur la dernière.

§I – TIERS-MONDISME : LE MOT ET L'IDEE⁶⁸⁵

La première méthode consiste, dans une perspective lexicographique, à retrouver les premières occurrences du terme dans la presse, la littérature et les dictionnaires sur le Tiers-monde. Un dictionnaire historique français, anglais ou espagnol apprendrait dans ce cas que les premières occurrences du terme « tiers-mondisme » (ainsi que « *third-worldism* » et « *tercermundismo* ») sont apparues au début des années 1970. Mais il n'existe pas pour cette expression d'équivalent du célèbre texte d'Alfred Sauvy publié dans *L'Observateur* en 1952⁶⁸⁶, permettant de dater précisément l'apparition de l'expression « Tiers Monde » et s'imposant, aux yeux des exégètes successifs, comme une référence pionnière. Plus précisément, si l'on peut repérer des textes fondateurs, l'année de leur parution (1976) ne cadre qu'imparfaitement avec l'apparition et la banalisation du mot. Si le *Robert historique de la langue française* date l'apparition du terme de 1970 (sans donner de sources), on repère une première occurrence en 1969 sous la plume de Serge Latouche, qui cite le mot entre guillemets et sans le définir, à propos d'un livre de Jean Baechler sur Trotski⁶⁸⁷. En octobre 1970, le journaliste Gilles Martinet en propose l'une des premières définitions dans un article de *La Nef* traitant du

⁶⁸⁵ NOIRIEL, 1988 : 78-86.

⁶⁸⁶ « Trois mondes, une planète », *L'Observateur*, 14 août 1952, p. 5 (reproduit dans *Vingtème Siècle*, n°10, avril-juin 1986, p. 81-83).

⁶⁸⁷ « [...] Le "tiers-mondisme" prêté à Trotsky, qui n'est pas évident dans les textes cités, ne repose en tout cas sur aucun renouvellement de l'analyse économique de Marx, rien même qui ressemble à l'analyse de l'impérialisme de Lénine et moins encore de Rosa Luxembourg. » Serge Latouche. 1969 (nov.). Compte rendu de *La Politique de Trotsky*, textes choisis et présentés par Jean Baechler. – Armand Colin, 1968. (Collection U). In *Revue économique*, vol. 20, n° 6. P. 1086. J. Baechler n'emploie néanmoins le mot ni dans sa « Présentation » (p. 7-93), ni dans les brefs commentaires qui accompagnent les extraits de texte de Trotski. A la lecture de cette exégèse, et si l'on adopte, par fiction rétrospective, une définition du « tiers-mondisme » comme succédané de la théorie de l'impérialisme (un des seuls thèmes disponibles en 1969), on ne voit pas trop comment S. Latouche parvient à cette conclusion. Selon J. Baechler, si Trotski approuvait les thèses de Lénine sur l'impérialisme, « il ne pouvait envisager de fixer le lieu de la révolution socialiste ailleurs que dans les pays industrialisés (aux Etats-Unis, en Angleterre, en Allemagne et en France). Les pays arriérés, pour lui, ne pouvaient jouer qu'un rôle subordonné. [...] » (p. 48).

rapport entre les « catholiques français et la gauche ». L'auteur du *Système Pompidou*⁶⁸⁸ subsumait sous l'étiquette de « "tiers-mondisme" » l'attitude de « nombreux catholiques » qui souhaitaient « [...] prendre des options franchement révolutionnaires [...] » :

« [...] L'idée s'est imposée à beaucoup que le salut ne pouvait venir que des masses les plus pauvres, les plus déshérités, que la lutte pour le socialisme était la lutte pour l'égalitarisme, qu'elle impliquait que l'on s'attaque non seulement à la "société de consommation", mais au rôle de l'argent. On voit ainsi renaître sous une nouvelle forme le vieux "millénarisme" du Moyen Age, la tradition des John Ball, des Thomas Muntzer, des Jean Matthys, le rêve d'un monde sans péché. Guevara et Castro prennent alors naturellement la place de Mendès-France ! [...]689 ».

Jusqu'au milieu des années 1970, l'expression n'est guère diffusée ; elle entre encore en concurrence avec d'autres termes⁶⁹⁰. Quand elle est employée, c'est entre guillemets⁶⁹¹ et sans que son sens soit toujours précisé. L'analyse des premières occurrences permet néanmoins de repérer quatre caractéristiques liées à cette catégorie politique émergente. Le tiers-mondisme est présenté comme un phénomène actuel et bien vivace ; il est intrinsèquement lié au thème de la révolution ; il est utilisé par des journalistes (Gilles Martinet, Sophie Lannes et Jean Daniel du *Nouvel Observateur*, *La Croix*) ou, déjà, des chercheurs (Pierre François Souyri) proches de la gauche non communiste, qui s'en servent enfin pour désigner, souvent péjorativement, des groupes, une « tentation » (Sophie Lannes) ou une « démagogie » (Jean Daniel) qu'ils rejettent.

Si l'on s'intéresse maintenant à la date précise d'entrée dans les dictionnaires, on constate qu'elle est banalement plus tardive. En français, le premier dictionnaire à en faire mention est le

⁶⁸⁸ Gilles Martinet, *Le système Pompidou*, Paris : Seuil, 1973.

⁶⁸⁹ Gilles Martinet. 1970 (oct.-déc.). « Les catholiques français et la gauche ». *La Nef*, dossier « Catholicisme 1970 », p. 47-53 (citation p. 51).

⁶⁹⁰ En 1973, un auteur comme le belge Guy de Bosschère, ancien membre de la revue *Partisans* et collaborateur occasionnel du *Md*, usait d'un autre néologisme, parlant, à propos des pays du Tiers-monde, de l'« [...] [l]'éclatement de la solidarité tiers mondiale [...] ».

⁶⁹¹ Les textes de 1975-1976 employaient encore le terme avec des guillemets (C. Rangel) ou sans trait d'union (G. Chaliand), illustrant sa nouveauté.

Dictionnaire des mots contemporains, paru en 1980⁶⁹², dont l'objectif est justement de proposer une liste des néologismes contemporains, accompagnée d'exemples. Il faut cependant attendre 1985 avant qu'apparaisse la première définition substantielle, proposée par le *Grand dictionnaire encyclopédique Larousse* :

« **Tiers-mondisme n. m.** Sc. pol. Idéologie mettant l'accent sur les potentialités révolutionnaires des pays d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et d'Océanie et sur le rôle qu'ils jouent sur la scène internationale.

Encyclopédie. La guerre du Viêt-nam a servi de catalyseur à cette idéologie. Che Guevara en est devenu le personnage symbole. En janvier 1966, la Conférence tricontinentale de la Havane lui a donné sa charte. Le tiers-mondisme fait l'objet d'une double critique : à droite, on lui reproche de viser à saper les fondements du camp occidental ; à gauche, on l'accuse d'être un concept dangereux (sacralisation de la violence) et réducteur (accent mis sur les ressemblances entre les sociétés qu'il entend regrouper)⁶⁹³ ».

On épargnera au lecteur le déroulé complet des définitions proposées depuis cette date, qui divergent assez peu de celle proposée ici. On constate cependant qu'entre l'invention du néologisme et sa consécration lexicographique, une dizaine d'années se sont écoulées. Les dictionnaires ne font que légitimer un mot déjà présent dans le vocabulaire commun ; ils arrivent en somme après la bataille plus qu'ils ne la décrivent.

§2 – TRACES IDEOLOGIQUES : LES PRECURSEURS OUBLIES

Une seconde approche consisterait dès lors à retrouver, dans la vaste « formation discursive » [FOUCAULT, 1969 : 53] sur le tiers-monde, les traces (thèmes, arguments) et les précurseurs (éventuellement oubliés) d'un discours repérant et homogénéisant, sous une même étiquette, ce qui est nommé aujourd'hui, dans une belle unité, le tiers-mondisme. Soit, en quelque sorte, reproduire la quête des origines menée par les auteurs du corpus étudié, mais en changeant l'objet. Et de même que Philippe Moreau Defarges voyait en Jean-Paul Sartre,

⁶⁹² GILBERT Pierre, 1980. *Dictionnaire des mots contemporains*. *Op. cit.*

⁶⁹³ *Grand dictionnaire encyclopédie Larousse*, tome 14, entrée « tiers-mondisme », 1985.

Noam Chomsky ou Jane Fonda des tiers-mondistes confirmés⁶⁹⁴, pourrait-on repérer dans les œuvres de Jean-François Revel les germes d'une critique du « messianisme révolutionnaire⁶⁹⁵ » propre au tiers-mondisme, tel qu'on se le représentera après-coup. Dès 1971, cet auteur n'écrivait-il pas que « certains Français crurent sérieusement, aux alentours de 1960, que "la" révolution en France métropolitaine ne pourrait avoir lieu qu'à partir des maquis algériens » et, qu'« aujourd'hui, les mêmes ont reporté leurs espoirs sur les guérilleros d'Amérique latine ou sur les Palestiniens » ? Ne louait-il pas la « jeunesse américaine » pour laquelle « contester ne signifie pas [...] transférer imaginairement dans sa société des scénarios politiques qui lui sont inapplicables, comme le maoïsme ou le castrisme [...] »⁶⁹⁶ ? L'auteur ajoutait :

« Le mythe du tiers monde révolutionnaire, je veux dire un tiers monde qui serait intrinsèquement et automatiquement révolutionnaire, traduit une nostalgie archaïsante, il traduit une fois de plus le passéisme. Or on ne peut pas faire une révolution dans une société industrielle politiquement libérale, en décalquant les tactiques d'une guerre de paysans dans une société féodale ou les tactiques d'une guerre de libération nationale dans un peuple colonisé. [...] Il est peu probable que les pays sous-développés puissent fixer le modèle d'une révolution pour les pays développés. Mais le peuvent-ils pour eux-mêmes ? On pourrait en effet concevoir une révolution typique du tiers monde dont le triple effet serait de le libérer de l'impérialisme des nations riches, de le développer économiquement et de l'organiser politiquement. Hélas ! la loi cruelle du sous-développement, c'est que les révolutions aussi y sont sous-développées. [...] ».

Rapportée à la définition commune du tiers-mondisme proposée, par exemple, par Philippe Moreau Defarges quelques

⁶⁹⁴ Philippe Moreau Defarges, « Que reste-t-il du tiers-mondisme ? », in « L'éclatement idéologique et politique : mythes identitaires et poids de l'occidentalisation », *Cahiers français* n°270, dossier « Les Tiers-Mondes », Paris, La documentation française, mars-avril 1995, p. 33.

⁶⁹⁵ Jean-François Revel, « Mao et les "maos" », *L'Express*, 28 décembre 1970 (comptes rendus des livres *Les prisons de Mao, récit de Lai Ying*, recueilli par Edward Behr, Solar éditeur, et *Minutes du procès d'Alain Geismar*, préface de Jean-Paul Sartre, éd. Hallier) ; reproduit in *Les idées de notre temps. Chroniques de « L'Express » (1966-1971)*, Paris, Robert Laffont, 1972, p. 271).

⁶⁹⁶ « La révolution n'aura pas lieu dans le Tiers Monde », in *Ni Marx ni Jésus. De la seconde révolution américaine à la seconde révolution mondiale*. Paris : Robert Laffont. 1971. P. 73 et 36.

vingt-cinq ans plus tard⁶⁹⁷, les réflexions de Jean-François Revel, ou encore d'auteurs comme Guillaume Guindeg, Guy Caire ou Guy de Lacharrière, n'en acquièrent rétrospectivement que plus d'acuité⁶⁹⁸. Trois faits obèrent néanmoins leur portée novatrice : elles ne diagnostiquent pas encore le malaise et le sentiment patent d'échec ressenti quelques années plus tard par les commentateurs ; elle ne sont jamais citées par la suite dans la littérature sur la « crise » touchant le tiers-mondisme ; elles impliquent enfin, pour retrouver ces « précurseurs » oubliés, de partir d'une définition du tiers-mondisme cohérente, donc nécessairement construite *a posteriori* (puisque ni le mot ni l'idéologie ne font l'objet d'exégèse avant le milieu des années 1970).

Ce triple constat renvoie aux limites d'une exploration génétique et interne de la critique du tiers-mondisme. Outre le fait que, comme le souligne C. TOPALOV à propos des catégories de l'assistance et de la philanthropie, « [...] [u]ne telle étude rétrospective n'a pas de terme, sinon celui qu'imposent les documents disponibles ou l'opiniâtreté du chercheur [...] » [1994 : 193], il faut souligner qu'elle implique de savoir avant de chercher ce que l'on va trouver. En suivant cette perspective, on pourrait tout aussi bien repérer le tiers-mondisme dans les œuvres de Lénine ou des austro-marxistes sous le prétexte (fondé d'un point de vue internaliste) que ces dernières déplacent, dès le début du 20^e siècle, la problématique marxiste de la domination des prolétaires des pays industrialisés vers les « nations prolétaires » de la « périphérie ». De fait, si certains auteurs (C. Rangel dès 1976 ou I. Yannakakis en 1985) font remonter la généalogie du tiers-mondisme au « révisionnisme

⁶⁹⁷ « L'Occident, gavé et abruti par la société de consommation, étant perdu pour la Révolution, le flambeau de celle-ci revient désormais au Tiers Monde, voué, selon la formule de Che Guevara, à allumer des dizaines, des centaines de Vietnams » (« Que reste-t-il du tiers-mondisme ? », *ibid.*)

⁶⁹⁸ Guindeg Guillaume. 1974. *Le Drame de la pensée dialectique : Hegel, Marx, Sartre*. Paris : Vrin. P. 118 ; Caire Guy. « Idéologies du développement et développement de l'idéologie ». *Revue Tiers-monde* t. XV, n° 57. Dossier « Pouvoirs, mythes et idéologies ». P. 5-30 ; Lacharrière Guy de. 1974. « Aspects mythiques des doctrines relatives au commerce international ». *Art. cit.*. Pour G. de Lacharrière, le « mythe » est économique, il « [...] apparaît au niveau du diagnostic des déficiences des économies du Tiers Monde par l'exagération des malédictions qui frappent la production et le commerce des produits primaires par rapport à la production et au commerce des produits manufacturés (p. 71). Ces « précurseurs », dont les noms sont donnés ici à titre illustratifs, n'ont pas été reconnus comme tels.

léniniste », on peut difficilement procéder de manière identique sous peine d'ignorer le moment où les glosateurs commencent à utiliser et à s'interroger sur le terme lui-même. On réservera donc dans cette étude le terme de « précurseur » aux premiers commentateurs ayant travaillé à produire la catégorie. §3 – PREMIER BASCULEMENT : CRITIQUE POSTMARXISTE ET CRITIQUE LIBERALE DU TIERS-MONDISME (1975-1982).

Il faut attendre en ce sens le milieu des années 1970 pour voir paraître les premiers ouvrages prenant spécifiquement le tiers-mondisme comme objet d'étude. Trois ouvrages occupent une place pionnière dans le corpus tiers-mondisme, à la fois parce que leurs auteurs (Gérard Chaliand, Carlos Rangel et le livre collectif coordonné par l'historien André Burguière *Le tiers monde et la gauche*) furent les premiers à nommer, décrire et, dans un même mouvement, dénoncer longuement le tiers-mondisme, et parce que leurs livres respectifs furent effectivement reconnus comme prémonitoires. Néanmoins, le travail de nomination opéré ne fut pas reçu de la même manière : l'ouvrage de G. Chaliand bénéficia dans la presse française d'un large écho, alors que celui de C. Rangel fut pour part ignoré. Le premier s'inscrivait encore dans une perspective marxiste, alors que le second revendiquait ouvertement sa filiation libérale. Ces deux textes en annonçaient un troisième, qui posa méthodiquement les jalons sémantiques de la toute nouvelle « idéologie », en commençant à opérer la jonction entre ces deux répertoires critiques.

LES « ORPHELINS » DE LA REVOLUTION

Le premier de ces ouvrages paru, issu d'une thèse soutenue en 1975 sous la direction de Maxime Rodinson, a pour titre *Mythes révolutionnaires du tiers monde*⁶⁹⁹. Le livre était

⁶⁹⁹ Sous-titré *Guerillas et socialismes*, Paris : Le Seuil, coll. « L'histoire immédiate » (fondée et dirigée par Jean Lacouture), 1976 ; réédité en poche en 1979, Le Seuil, collection « Points – Politique ». Première édition : *Révolutions dans le Tiers Monde. Mythes et perspectives*, thèse de doctorat de 3^{ème} cycle, Paris : Université de Paris 5. Les différences entre la thèse et les éditions de 1976 puis de 1979 sont minimes mais parfois révélatrice d'un changement de perception : la dédicace a changé (1976 : « Ce livre est dédié au peuple vietnamien, à la mémoire de mon ami Amilcar Cabral, et par-dessus tout à la mémoire de ma mère. » ; 1979 : le « peuple vietnamien » est effacé), la préface de N. Chomsky disparaît de la seconde édition. Sauf indication, la pagination indiquée correspond à l'édition de 1979.

quadruplement fondateur en ce qu'il démontrait à la fois les impasses et les échecs des mouvements de guérilla à vocation révolutionnaire ; qu'il imposait, auprès d'un public jusque-là favorable à l'idée de révolution, l'expression de « mythe » ou de « mythologie » pour désigner les espoirs – bien concrets – que ces mouvements de lutte avaient fait naître dans les pays occidentaux ; qu'il connaissait une large diffusion ; qu'il était enfin reconnu comme une œuvre fondatrice dans la dénonciation de l' « euphorie tiersmondiste » (graphie qu'on ne retrouve qu'ici, parfois accompagnée de guillemets).

Une critique postmarxiste du tiers-mondisme

Composé de deux parties (« Stratégie politique de la lutte armée » et « Les métamorphoses du socialisme »), l'ouvrage se présentait comme « [...] une entreprise critique qui, sous les programmes, les déclarations et les slogans, s'efforce de cerner les faits [...]. Avec l'esquisse d'une sociologie de la lutte armée sous la forme moderne de la guérilla ou de la guerre populaire, le sujet central de ce livre est en somme consacré aux variations des thèmes déjà classiques du populisme révolutionnaire et de la bureaucratie moderne. [...] ⁷⁰⁰ ». Les titres des chapitres ⁷⁰¹ illustraient la démarche d'un auteur qui entendait, avant tout, analyser les raisons militaires et sociales du fiasco de la stratégie « foquiste » ou des guérillas urbaines. La thèse de Gérard Chaliand visait ainsi, essentiellement, à comprendre l'échec des mouvements révolutionnaires et/ou socialistes du Tiers-monde. Mais pour l'auteur, répondre à cette interrogation impliquait de questionner et donc de prendre au sérieux ce qui, rétrospectivement, semble aller de soi pour les contempteurs du tiers-mondisme des années 1980 : l'échec de l' « autogestion yougoslave », des « expériences révolutionnaires en Afrique noire » et, plus généralement, de l'idée même de révolution. Ainsi, la thèse s'inscrivait dans la longue lignée des textes qui, du *Que faire ?* de Lénine au *Révolution dans la révolution ?* ou même à *La critique des armes* de Régis Debray (respectivement

⁷⁰⁰ « Avant-propos », p. II *sq.* de l'édition de 1979

⁷⁰¹ « Théories et pratiques de la contre-insurrection », « Méthodes de la guérilla », « La pratique du F.L.N. du Sud Vietnam », « échec (devenu « excès » dans la version de 1976) du verbalisme » palestinien, « Théorie et pratiques du marxisme-léninisme » (Les titres sont ceux de la thèse, qui diffèrent marginalement de ceux de l'édition publiée en 1976).

1967 et 1974), s'efforçaient d'apporter des solutions militaires et politiques au problème de l'instauration d'un ordre révolutionnaire. Comme la *Critique des armes*, Gérard Chaliand examinait « la lutte armée au cours des ces quinze dernières années [...] à travers les notions propres à la méthodologie marxiste [...] : lutte de classe, mouvement de masse, avant-garde, parti, organisation [...] »⁷⁰². Cette perspective explique sans doute le dépaysement ressenti rétrospectivement à la lecture de l'ouvrage, qui provenait de son caractère doublement hybride : oscillant entre synthèse très générale et étude de cas, critiques et observations, il prenait pour objet la notion de révolution en ne rompant pas totalement avec le répertoire sémantique marxiste⁷⁰³. L'absence de pertinence politique et scientifique des concepts forgés par Marx et Engels n'était pas encore actée.

Le « mythe » du tiers-mondisme

Néanmoins, si tous les chapitres de l'ouvrage correspondaient bien à cette ambition critique, l'avant-propos et la conclusion tranchaient avec le reste du livre par leur caractère plus général et, surtout, par le travail de définition et de dénonciation de l'« euphorie tiersmondiste » qu'ils opéraient.

L'espace du tiers-mondisme en 1975 selon Gérard Chaliand

« [...] Ce que l'on pourrait appeler l'euphorie tiersmondiste naît à la fin des années cinquante, au cours de la guerre d'Algérie et se trouve bientôt renforcée par la radicalisation de la révolution cubaine (1960-1961). En France, l'opposition à la guerre d'Algérie se modifie, dans certains secteurs, en revendication parfois active pour l'indépendance de l'Algérie. [...] L'œuvre de Frantz Fanon, et notamment les *Damnés de la Terre*, inspire ce courant, en Europe, et bientôt parmi les Noirs américains. Aux États-Unis il naît avec la guerre du Vietnam. Cette euphorie tiersmondiste caractérise assez bien les années soixante, tant dans le tiers monde qu'en Occident, notamment au sein de la jeunesse étudiante. [...] [p. 12] ».

⁷⁰² Claude-Catherine Kiejman, « Sept ans après "Révolution dans la révolution ?" – Les leçons de la guérilla vues par R. Debray », 02.74.

⁷⁰³ Si l'auteur avançait fort prudemment que « [p]eut-être les fameuses "poubelles de l'histoire" que la gauche n'a cessé d'évoquer depuis plus d'un demi-siècle, contiennent-elles, après tout, le cadavre d'un certain marxisme » (thèse, 1975 : 277), il citait à plusieurs reprises, en les louant, les travaux de C. Castoriadis et de C. Lefort sur la « bureaucratie ». Ces réflexions arrivaient néanmoins en conclusion d'une thèse dont l'appareillage conceptuel reposait principalement sur le marxisme.

« [...] On ne peut pas ne pas ranger dans le cadre du tiersmondisme, la fraction minoritaire des Noirs américains (SNCC, Black Panthers) qui, vers la fin des années soixante, participent à travers les figures de Fanon, Guevara et Ho-Chi Minh au mythe de la révolution tri-continentale tout en l'alimentant. Le dernier avatar du tiersmondisme a été [« semble bien être » dans l'édition de 1976, p. 17], au sein d'une fraction des extrêmes gauches européennes, le mythe de l'avant-garde révolutionnaire potentielle représentée par les travailleurs émigrés. [...] [p. 13] ».

La conclusion participait également de cette condamnation :

« [...] Le "tiersmondisme", phénomène né de la crise du stalinisme et alimenté par la politique de coexistence pacifique de l'URSS, qui plaçait ses espoirs, au début des années soixante, dans l'extension de la révolution ("socialiste") dans et par le tiers monde, s'est révélé un mythe [...]. Le "tiersmondisme" fondait son analyse d'une part sur les potentialités révolutionnaires du tiers monde, sur la misère et l'humiliation des masses et les contradictions sur lesquelles celles-ci reposaient et, d'autre part, sur l'effet de crise que des régimes révolutionnaires ne manqueraient pas de provoquer dans les pays industriels en faisant cesser le pillage des matières premières. [...] D'une façon générale, les potentialités révolutionnaires du tiers monde ont été surestimés ; trop souvent, par universalisme, c'est-à-dire par absence de connaissance des conditions concrètes, une trop grande importance a été accordée au rôle possible de l'idéologie révolutionnaire, sans toujours bien évaluer sur quelle société et dans quelles conditions on essayait de la greffer. [...] » [P. 274-276].

La structure et l'argumentaire du texte autorisaient plusieurs niveaux de lecture. On y trouvait tout d'abord formulés avec netteté, dans l'avant-propos et la conclusion, un élément clef des lieux communs qui alimenteraient bientôt l'anti-tiers-mondisme des années 1980 : l'idée que ce « mythe » reposait, dans les démocraties libérales, sur un « transfert » (contrarié) d'espérances révolutionnaires, associé au repérage des pères⁷⁰⁴ et événements fondateurs. Cependant, « avant-propos » et « conclusion » condamnaient un phénomène occidental qui, par ailleurs, ne constituait pas l'objet du livre. Ce dernier détaillait effectivement l'échec des velléités nationalistes et/ou

⁷⁰⁴ Le tiers-mondisme est une affaire rarement féminine.

révolutionnaires des pays du tiers-monde et non l'essor des « comités Vietnam de base » ou le soutien de jeunes Français à Ernesto Che Guevara. En second lieu, ce regard porté sur l'échec des pays du tiers-monde n'était pas sans nuance. Certes, la responsabilité en était prioritairement imputée au messianisme révolutionnaire des guérillas et aux mouvements de libération nationaux, mais les pays occidentaux ne sortaient pas indemnes de la critique. L'auteur reprenait à son compte, dans le second chapitre⁷⁰⁵, un schème argumentatif central de l'analyse – plus tard qualifiée de « tiers-mondiste » – des écarts entre le « Nord » et le « Sud », celui des ponctions prélevées par les pays « riches » aux dépens des « pauvres » via les « aides » et les « prêts » octroyés par les pays du Nord :

« L'Amérique latine qui recevait entre 1965 et 1968 pour 1, 1 milliard de capitaux, payait pour 5, 4 milliards de profits, soit un solde négatif de 4, 3 milliards de dollars. Pour l'Europe occidentale, ce même solde est positif, et s'élève à 800 millions de dollars. Tout se passe, en somme, comme si les pays pauvres avaient financé, par le truchement des Etats-Unis, une partie du développement de l'Europe occidentale et de celui des Etats-Unis. [...] [p. 34]⁷⁰⁶ ».

PRECOCITE DE LA CRITIQUE LIBERALE : CARLOS RANGEL, DU BON SAUVAGE AU BON REVOLUTIONNAIRE (1976).

Le livre publié en mars 1976 par un journaliste et essayiste vénézuélien, Carlos Rangel⁷⁰⁷, disposait *a priori* d'un certain nombre d'atouts pour prétendre également au titre d'ouvrage précurseur. On y retrouvait, sous une forme explicite et bien plus développée que chez Gérard Chaliand, la plupart des topiques utilisés, jusqu'à aujourd'hui, pour décrire le « "tiers-mondisme" » (également entre guillemets dans le livre). Deux

⁷⁰⁵ Intitulé « Perspectives : un monde moins blanc et plus pauvre ».

⁷⁰⁶ Il s'agit là d'une idée développée notamment dans l'ouvrage de Theresa Hayter, *Aid as imperialism*, dont Micheline Paunet avait rendu compte dans le *Md* en 11.72.

⁷⁰⁷ Traduit de l'espagnol par F.-M. Rosset. Préface de Jean-François Revel. Paris : Robert Laffont, coll. « Libertés 2000 » (1^{ère} éd. : Caracas : Monte Avila Editores, 1976). C. Rangel n'a donc pas pu lire l'ouvrage de G. Chaliand, paru quelques mois après. Il est peu probable qu'il ait consulté la thèse soutenue en 1975. Le livre aurait été écrit à Caracas entre octobre 1974 et août 1975, selon la date indiquée par l'auteur (p. 378). On peut noter qu'il a paru en français l'année même de sa publication au Venezuela, ce qui témoigne, sans que l'on puisse en décrire l'origine, de la proximité de son auteur avec J.-F. Revel.

chapitres traitaient plus particulièrement de cette « mythologie » (p. 141), qui prenait trois aspects. Dans la partie consacrée à « L'Amérique latine et le marxisme », l'auteur voyait tout d'abord dans le « révisionnisme » de Lénine (vis-à-vis de Marx) les racines politiques du « "tiers-mondisme" » :

« [...] [c]'est dans un tel contexte que se comprend le révisionnisme d'Hobson, d'Hilferding et de Lénine, prétendant que c'est dans la relation impérialiste que se trouve l'explication de la force inattendue du système capitaliste dans les pays avancés, et de la baisse de la combativité du prolétariat industriel de ces pays ; et suggérant en même temps, sans ambages, qu'à partir de cette hypothèse la lutte contre le système capitaliste par la révolution mondiale aura comme théâtre principal non pas les métropoles, comme l'avaient supposés Marx et Engels, mais bien les territoires éloignés, colonisés ou sous leur dépendance. Le prolétariat des *hommes*, dans les pays capitalistes avancés, s'était montré dans la pratique insuffisamment combatif, décevant, trop sensible aux améliorations réformistes apportées à son niveau de vie et à ses conditions de travail. Il fallait lui substituer *un prolétariat de nations*, comme moteur de la révolution mondiale. [...] » (p. 147, souligné par C. R.).

Le thème du « transfert » était ici clairement énoncé et dénoncé (même si le mot n'apparaissait pas). S'y ajoutait une ferme critique des théories économiques dites de la dépendance :

« [...] [p]ar l'acceptation, maintenant généralisée, des hypothèses qui constituent la théorie selon laquelle ce succès nord-américain s'explique essentiellement par le pillage auquel les Etats-Unis ont soumis nos pays grâce aux mécanismes de l'impérialisme et de la dépendance, l'Amérique latine a mis le doigt dans l'engrenage du mythe le plus dangereux et le plus débilisant parmi tous ceux qui ont servi d'excuse à nos défauts. [...] » (p. 186).

Enfin, dans le chapitre consacré aux rapports entre « L'Amérique latine et l'Eglise », C. Rangel proposait une explication d'un « événement » inexplicable *a priori*, celui de l'« adhésion tactique des catholiques aux mouvements révolutionnaires "tiers-mondistes" ».

Grâce aux « théories sociales » adoptées depuis le début des années 1960, l'Eglise pouvait voir « [...] dans le socialisme marxiste non pas un ennemi encore plus dangereux que le libéralisme, comme elle le crut d'abord (ainsi que les marxistes) mais bien un allié tactique, précieux auxiliaire dans la propagation du message qui dit que les grands ennemis du salut de l'homme sont les marchands, et que la tâche la plus urgente est de les

chasser du temple. [...] ». Et l'auteur de conclure sur un exemple précis : « [...] La réunion la plus récente du C.E.L.A.M. [Conseil épiscopal latino-américain] eut lieu à Mar del Plata (Argentine) en mai 1975. Là, le langage de l'épiscopat latino-américain se fit complètement "tiers-mondiste" (et léniniste). Le Secrétaire général du C.E.L.A.M., lui même, Mgr Alfonso Lopez Trujillo (de Colombie) déclara qu'"on ne peut parler de Dieu si quelqu'un meurt de faim" ; et que "les Etats-Unis et le Canada sont riches parce que les pays d'Amérique latine sont pauvres. (Ils) ont échafaudé leur richesse sur notre dos"... [...] » (p. 222-223).

Critique du « révisionnisme » léniniste (appelé trois ans après « transfert »), de l'« échange inégal » et des liens noués entre « Eglise » et « marxisme » : on lit ici l'essentiel des thèmes développés durant la phase la plus aiguë de la « crise », entre 1982 et 1986.

§4 – LA DESAGREGATION DU REFERENT MARXISTE

Qu'ils le prennent pour cible ou s'appuient au contraire sur lui, les livres de G. Chaliand comme de C. Rangel s'articulaient autour du référent marxiste qui constituait encore, en ce milieu des années 1970, un élément clef du discours politique. La brusque accélération de l'histoire des idées politiques entraîne, en quelques années, la désintégration du référent marxiste, auquel est pleinement associé le tiers-mondisme (désormais sans guillemets). L'intérêt de ces ouvrages est qu'ils participent autant qu'ils sont le produit de la déréliction du marxisme comme cadre intellectuel pertinent pour décrire les rapports sociaux. Publié en 1978, le livre du journaliste Jean-Claude Guillebaud accomplit un pas supplémentaire dans la critique de la « mystique tiers-mondiste⁷⁰⁸ » occidentale. L'ouvrage ne s'embarrassait plus cette fois d'une analyse de l'échec des mouvements révolutionnaires du tiers-monde : celui-ci était, en 1978, implicitement acté et ne faisait pas discussion. L'objet « tiers-mondiste » s'était en outre définitivement déplacé, sur cette

⁷⁰⁸ *Les années orphelines. 1968-1978*, Paris, Le Seuil, collection « Intervention », 1978, p. 18. L'auteur précise, en fin d'ouvrage, qu'il a été terminé en janvier 1978 et qu'une partie a paru dans le numéro 12 de la revue *Autrement* consacré à l'anniversaire des dix ans de Mai 68. R. Rieffel (*La tribu des clercs...*, *op. cit.*, 1993, p. 551) et Denis Pelletier (« Tiers-mondisme (crise du) », 1996, *ar. cit.*) situent l'ouvrage dans la lignée de celui de G. Chaliand.

« [...] jeunesse d'Europe, même la moins politisée, [qui] *savait* au moins cela, [qui] portait en elle un engagement global instinctif aux côtés du tiers monde. [...] Nous savions de source sûre que notre prospérité était bâtie sur des famines lointaines. Et, riez peut-être, mais nous en dormions mal...⁷⁰⁹ ».

« Orphelins » de la Révolution (avec un grand « R »), intellectuels, journalistes et militants se voyaient reprocher leur « propension molle aux totalitarismes » (p. 74). Enfin, toute référence au marxisme était désormais perçue négativement. Toutefois, l'auteur ne se livrait pas à une exploration historique et généalogique du phénomène ; prenant souvent un ton personnel, le livre s'apparentait plus à un témoignage qu'à une analyse scientifique. Enfin, comme dans l'essai de Gérard Chaliand, l'Occident n'était pas absout de tous ses péchés.

L'Occident, Janus bifron

« [...] Nos sympathies allaient spontanément à des révolutions que menaient d'anciennes colonies dont nous savions qu'au départ elles s'étaient révoltées justement. Aujourd'hui, nos reculs horrifiés devant cette autre sorte d'oppression idéologique resurgissant là-bas, nos dédouanements précipités nous conduiraient pour un peu à une fâcheuse amnésie. Oublierait-on que, pendant de longues années, ce sont les démocraties occidentales, le monde libre et l'Amérique qui ont couvert de leur fanion – au nom de l'anticommunisme – d'autres massacres, d'autres dictatures qui n'avaient rien à envier à la postérité de Staline ? L'Amérique – elle en a pris conscience avec amertume après le Vietnam – a effectivement été puissance impérialiste ; complice avouée des corrompue et protectrice des dictatures ; adversaire active des démocraties nationalistes qu'elle s'employait ici et là (Iran !) à renverser au profit de despotes aux ordres. Elle fut ainsi Janus aux deux visages : démocratique et d'une certaine manière « révolutionnaire » à l'intérieur de ses frontières, mais gendarme brutal et protectrice des tyrannies à l'extérieur. [...] N'oublions tout de même pas de quel monde nous sortons : un monde bipolaire, partagé entre deux « vérités » dressées l'une contre l'autre. Or, dans ce monde là, il eût fallu un gros effort d'imagination pour admettre sans discussion que la justice se situait toujours à l'Ouest. [...] ⁷¹⁰ ».

⁷⁰⁹ *Ibid.*, p. 46, souligné par J.-C. Guillebaud.

⁷¹⁰ *Ibid.*, p. 93-95.

*RECEVOIR LA CRITIQUE DU TIERS-MONDISME :
CONSTRUIRE ET EXCLURE DES PRECURSEURS*

Certes, cette condamnation – comme celle de G. Chaliand – n’occupait qu’une petite partie de l’ouvrage. Mais associée au statut de son auteur, elle permettait au livre d’être favorablement accueilli dans les milieux qui, bientôt, seraient présentés comme « tiers-mondistes ». De fait, les livres de Gérard Chaliand et de Jean-Claude Guillebaud reçurent un accueil très positif parmi les collaborateurs du mensuel. « Produit de huit années de séjours et d’enquêtes au Maghreb, en Afrique tropicale, au Proche-Orient, dans le sous-continent indien, en Asie du Sud-Est et en Amérique latine⁷¹¹ », le livre de Gérard Chaliand s’appuyait de son côté sur la très riche expérience de terrain de l’auteur. Né en 1934, cet ancien militant de la cause algérienne, animateur de la revue *Partisans* aux côtés de François Maspero, Nils Anderson, Maurice T. Maschino et Emile Copfermann, était un fin connaisseur des mouvements indépendantistes. Collaborateur occasionnel du mensuel depuis 1968⁷¹², il pouvait se prévaloir d’une expérience de terrain lui donnant un crédit certain, notamment auprès de journalistes, de chercheurs⁷¹³ ou de militants qu’il avait régulièrement côtoyés depuis le début des années 1960. De fait, les thèmes développés dans les *Mythes révolutionnaires...* avaient été abordés à plusieurs reprises dans les colonnes du mensuel⁷¹⁴. La « critique des armes⁷¹⁵ » provenait

⁷¹¹ Avant-propos aux *Mythes révolutionnaire du Tiers Monde*, op. cit.

⁷¹² Le premier article de Gérard Chaliand portait sur la guerre du Vietnam (« La résistance vietnamienne face à la plus grande puissance militaire – Pourquoi le Nord-Vietnam tient-il toujours ? », 03.68, 13). Il figurait en regard d’un long reportage sur le même thème du journaliste suisse Fernand Gigon.

⁷¹³ A la fin de son avant-propos, l’auteur remercie « Maxime Rodinson, Pierre Vidal-Naquet et Juliette Minces de leurs nombreuses remarques critiques ».

⁷¹⁴ En particulier dans un article de publié en 1973. Faisant le point sur le « Le mythe du caractère invincible des guérillas », il constatait « [...] qu’il n’était guère possible de coordonner les forces révolutionnaires à l’échelle de l’Amérique latine, qu’il n’y avait pas de tiers-monde révolutionnaire capable de peser de façon organisée sur l’échiquier mondial, ni de "camp socialiste" désireux d’aider une hypothétique révolution à l’échelle continentale, ni même d’État révolutionnaire aussi attentif au développement de la révolution en Amérique latine qu’à ses intérêts nationaux, comme cela apparaissait probable aux yeux d’une importante partie des éléments révolutionnaires au tout début des années 60 [...] » (« Méconnaissance des réalités, faiblesse d’analyse et défaut d’organisation – Le mythe du caractère invincible des guérilla », 07.73, 14).

⁷¹⁵ DEBRAY Régis. 1974. *La critique des armes*. Vol. I. Paris : Seuil, coll. « Combats » (dirigée par Claude Durand). On l’a dit, l’ouvrage de R. Debray s’inscrit encore pleinement, malgré son titre, dans un répertoire stylistique et argumentatif marxiste : ce

donc non pas d'un journaliste et essayiste classé à droite⁷¹⁶, non pas d'un dissident soviétique⁷¹⁷, mais d'un homme qui, à l'image de Régis Debray, avait effectivement participé à la lutte armée, aux côtés qui plus est d'un révolutionnaire exemplaire, Amilcar Cabral⁷¹⁸. Parvenu, au milieu des années 1970, à convertir des ressources militantes en ressources académiques et scientifiques⁷¹⁹, Gérard Chaliand, fort de ses « états de service anti-impérialistes » (B. Cassen), disposait donc d'une certaine légitimité pour initier le vaste mouvement d'« autocritiques » qui caractériserait par la suite les discours anti-tiers-mondistes des années 1985-1986⁷²⁰.

L'ensemble de ces raisons expliquent vraisemblablement pourquoi l'ouvrage, dès sa parution, devient une référence aussi incontournable que dépassée (malgré son succès, il ne fut réédité qu'une fois) : un dossier de presse inclus à la fin de la réédition de 1979 précisait qu'il avait été « [...] publié en poche aux États-Unis (Penguin) et en Grande-Bretagne (Harvester) à 50 000 exemplaires. Le tirage international (États-Unis,

n'est pas tant l'idéal révolutionnaire y était critiqué que le type de stratégie (le « "foquisme" » par exemple, p. 107) préconisée sept ans auparavant dans *Révolution dans la Révolution ? (Révolution dans la Révolution ? – Lutte armée et lutte politique en Amérique latine)*. 1967. Paris : Maspero, coll. « Cahiers libres », n° 98).

⁷¹⁶ On fait ici allusion à l'ouvrage de J. Revel cité précédemment, *Ni Marx ni Jésus*, qui fut lui aussi lu par François Honti et Micheline Paunet, mais dans une toute autre perspective.

⁷¹⁷ C'est en mars 1976 – le même que celui de la publication du livre de G. Chaliand – que Soljenitsyne vient en France et présente l'*Archipel du goulag* sur le plateau d'Apostrophes.

⁷¹⁸ Cet ingénieur agronome, artisan de l'indépendance de la Guinée-Bissau assassiné en 1973, repose aux côtés de Rosa Luxembourg, Patrice Lumumba et, dans une certaine mesure, de Che Guevara, au panthéon (restreint) des révolutionnaires tombés au champ d'honneur. Ainsi, pour Jean Rous, « [...] [i]l y a aussi des régimes révolutionnaires qui sont dignes d'éloges et n'ont pas dégénéré, comme la Guinée-Bissau du grand et regretté Amilcar Cabral, qui a été exemplaire de souplesse et de fermeté dans l'action de construction d'un nouveau régime populaire. » (« La zone des tempêtes », in *Le tiers monde et la gauche*, op. cit., p. 119-120).

⁷¹⁹ Ce « voyageur, poète et écrivain politique », qui « n'appartient à aucune institution », diplômé de l'INALCO, devient un spécialiste reconnu des questions de stratégie militaire et de géopolitiques et, à partir des années 1990, du terrorisme. A titre d'exemple, il rédige la notice de l'*Art de la guerre* (Sun Zi) dans le *Dictionnaire des œuvres politiques* publié sous la direction de François Châtelet, Olivier Duhamel et Evelyne Pisier en 1986 (Paris : Presses universitaires de France). Indice néanmoins de sa marginalité dans l'espace académique, il est présenté comme « géostratège ».

⁷²⁰ Il déclare ainsi, dans sa conclusion, que le tiers-mondisme était un mythe « auquel j'ai cru, et à la diffusion duquel j'ai aussi participé, à l'époque, par certains de mes articles, *Partisans*, n° 5 et 6, Paris, 1962. Le second comportait de surcroît, par manque de connaissances, bon nombre d'inexactitudes historiques. » (p. 274-275).

Grande-Bretagne, Brésil, Italie, Portugal, Mexique) atteindra cette année [1979] 150 000 exemplaires ». Préfacé par Noam Chomsky dans l'édition de 1976⁷²¹, il reçut un accueil très favorable dans la presse française : de Jacques Decornoy (le *Monde*) à Paul Marie de La Gorce (le *Figaro*), en passant par Bernard Cassen (le *Md*) ou Pierre Vidal-Naquet (le *Nouvel Observateur*), tous louèrent, à sa sortie, la qualité de l'ouvrage⁷²².

Gérard Chaliand, « du maquis au bureau »

"Le dernier livre de Gérard Chaliand est le constat d'une mort : celle de l'utopie "tiers-mondiste". Je dis bien constat, tout en sachant que certains prendront ou feindront de prendre le médecin légiste pour un assassin. Car on pourrait, bien sûr, faire de Chaliand un portrait méchant [...]. Portrait injuste. Ses nombreux voyages, Chaliand les a accomplis sans aide publique ou universitaire. Journaliste, il est un free lance qui n'a jamais été attaché à une rédaction ou à une orthodoxie. Certains de ses livres, sur le Viet-nam, sur la Guinée-Bissau, sont de grands reportages sociologiques [...]. De quoi s'agit-il aujourd'hui, avec les "Mythes révolutionnaires du tiers monde" ? Essentiellement d'une entreprise de démystification. [...] Il nous présente aujourd'hui un bilan critique radical. Débarrassée de ses flonflons, la lutte armée est d'abord placée dans son cadre le plus triste, celui du sous-développement dont la dimension, en quelques pages denses, est parfois un peu simplificatrices [...]. Quand la petite-bourgeoisie, suivant l'exemple de Chaliand, se suicide pour renaître en tant que bureaucratie, elle ne se transforme pas pour autant en un groupe donnant son sens à l'histoire universelle, ce qu'était sans doute s'en souvient-on, le prolétariat pour Marx. La lutte des Vietnamiens peut être exemplaire, le régime vietnamien ne l'est certainement pas. D'où la double conclusion de Chaliand : invitation à la lucidité critique [...] mais aussi amertume [...]⁷²³ ».

« [...] Ce que Chaliand appelle l'euphorie tiers-mondiste prend naissance un peu avant la fin des années 50. La conférence de Bandung (1955), les débuts de la guerre d'Algérie, la victoire des

⁷²¹ Immanuel Wallerstein préface l'édition américaine. La préface de N. Chomsky, qui n'est pas reproduite dans l'édition de 1979, résulte semble-t-il de l'assemblage de deux textes, l'un très général, dénonçant le « credo libéral de l'impérialisme », anglais et américain (1976 : 7), l'autre louant les qualités de l'ouvrage.

⁷²² Il aurait fallu mener une enquête sur la réception de l'ouvrage et, plus précisément, sur les réseaux sur lesquels G. Chaliand s'appuie pour diffuser aussi largement son texte. Il n'aura cependant pas échappé au lecteur que ces commentateurs sont tous des proches ou très proches collaborateurs du *Md*.

⁷²³ Pierre Vidal-Naquet, « Du maquis au bureau », *Le Nouvel observateur*, 29 mars 1976, p. 58.

guérilleros à Cuba, en constituent les prémices. « Che » Guevara, Fanon, Régis Debray (celui de la *Révolution dans la révolution*) en sont les prophètes. Son mythe le plus tenace est celui de la révolution tricontinentale : l'exaltation de la lutte armée en tant que telle et, ces dernières années, la croyance naïve en la potentialité d'avant-garde révolutionnaire des travailleurs immigrés. Gérard Chaliand reconnaît franchement avoir cru en ce mythe et avoir participé à sa diffusion. C'est pour en avoir mesuré la vanité et surtout la nocivité qu'il se sent autorisé à dire certaines vérités qui, sous la plume d'auteurs qui n'auraient pas ses états de service anti-impérialistes, passeraient presque pour des provocations. [...] ⁷²⁴ ».

Inversement, ce n'est qu'indirectement que l'ouvrage de Carlos Rangel fut commenté dans le *Md*, sous la plume de Claude Bourdet. L'ancien responsable du PSU se livrait, en mars 1976, à une imposante critique de *La tentation totalitaire* de Jean-François Revel⁷²⁵, où le journaliste vénézuélien n'était cité qu'incidemment pour ses positions critiques à l'égard du régime d'Allende. Écrit par un Vénézuélien manifestant clairement ses positions libérales, l'essai s'adressait d'abord aux latino-américains eux-mêmes, dans leur rapport aux Etats-Unis et à l'Europe. Si des auteurs occidentaux pouvaient être cités, c'était dans la mesure où ils influençaient les intellectuels et chefs de gouvernement de l'Amérique latine⁷²⁶. En outre, l'auteur se livrait peu au travail de nomination précis qui serait systématisé peu après ; quand il le faisait, c'était pour condamner l'attitude de Colombiens, de Vénézuéliens ou de Mexicains. Enfin, l'ouvrage était écrit par un homme affirmant clairement son opposition au « léninisme » (distingué du « marxisme⁷²⁷ »), au Chili d'Allende

⁷²⁴ Bernard Cassen, « De Bandoung à la faillite des espoirs – "Mythes révolutionnaires du Tiers monde", de Gérard Chaliand », *Md*, 04.76, 18.

⁷²⁵ Claude Bourdet, « De "la Tentation totalitaire" à "l'Effondrement de la démocratie" – Défense et illustration de l'Occident », 03.76, 14-15. Cet article de près de 31 000 signes est le premier d'une série de huit dans le *Md*, qui s'étale jusqu'en 06.79.

⁷²⁶ En témoigne l'usage fréquent du « nous » pour désigner les latino-américains, au nom desquels parle l'auteur (voir par exemple p. 98, ou encore p. 197-198 : « [c]es réflexions sont profondément désagréables aux Latino-américains et c'est pourquoi nous préférons habituellement les ignorer ou les éluder. Ou bien alors nous les compensons en faisant référence à d'autres valeurs [...] »).

⁷²⁷ C. Rangel cite à de nombreuses reprises Marx et Engels. Il les oppose nettement, on l'a vu, à John Atkinson Hobson (*L'impérialisme*, 1902), à l'austro-marxiste Rudolf Hilferding (*Le capital financier*, 1910) et à Lénine (*L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, 1917), dont les « [...] thèses [...], chez certains auteurs comme Pierre Jalée, Paul Baran, André Gunder Franck et tant d'autres, sont utilisées dans le but fallacieux

(rendu responsable de sa propre perte⁷²⁸), à Fidel Castro et à toutes les formes d'action révolutionnaire. Précédant de quelques mois la remise en cause de G. Chaliand, dont il se distinguait à ce niveau essentiellement, cet essai venait en quelque sorte trop tôt. Non seulement le livre n'a pas été lu – ou, tout du moins, n'a pas été commenté – lors de sa parution, mais il a été complètement ignoré par la suite dans les exégèses savantes du tiers-mondisme⁷²⁹.

Né en 1944, ancien rédacteur au service au *Monde*, lauréat en 1972 du prix Albert Londres, Jean-Claude Guillebaud ne pouvait quant à lui être soupçonné ni de méconnaissance ni de cartiérisme. Ainsi Tahar ben Jelloun, collaborateur régulier du *Md* au milieu des années 1970, louait en lui

I'« homme concerné [qui] a raison de lever le voile sur le deuil et de dire le temps orphelin : les grandes causes ne remuent plus la jeunesse occidentale. Après 68, les chemins de la désillusion se sont ouverts à coup de paradoxes et de d'incohérences idéologiques. [...] Pour Guillebaud, c'est surtout le temps de la remise en question de soi, car l'histoire ricane et abandonne les peuples en lutte à des victoires semées de massacres et de "camps de rééducation"⁷³⁰ ».

LA NAISSANCE D'UN ESPACE POLEMIQUE (1978-1979)

Il faut attendre la parution, en juin 1978, d'un article de Jacques Julliard dans le *Nouvel Observateur* pour inscrire le tiers-mondisme – cette fois-ci sans guillemets – dans un cadre

et antimarxiste de tromper sur les véritables causes de l'inégalité dans le développement des nations. » (p. 144).

⁷²⁸ La comparaison des analyses de l'échec d'Allende par G. Chaliand et C. Rangel illustre bien la distance qui les sépare. Pour le premier, les « facteurs extérieurs » (1975 : 194) ont certes une part de responsabilité dans la chute d'Allende, mais le coup d'Etat résulte surtout de la « trahison de classe » de la petite bourgeoisie envers les « masses » (*ibid.* : 197), à la différence de la situation à Cuba ou en Guinée-Bissau. Pour le second, il ne fait aucun doute que « [c]e qui a été démontré une fois de plus au Chili, c'est une chose que l'on sait depuis longtemps : il y a incompatibilité entre le marxisme-léninisme et la démocratie. » (p. 357).

⁷²⁹ Ainsi, un mémoire de DEA consacré à la « Systématisation du procès du tiers-mondisme – Essai d'exégèse de trois contributions pionnières : Carlos Rangel, *L'Occident et le Tiers-monde*. Robert Laffont, Libertés 2000, 1982 – Pascal Bruckner, *Le Sanglot de l'homme blanc*. Le Seuil, 1983. André Glucksmann et Thierry Wolton, *Silence, on tue*. Grasset, 1986 », ne cite pas *Du bon sauvage au bon révolutionnaire* (YESSA Abdel Nasser Ould Ethmane Sid'Ahmed. 1988. *Op. cit.*).

⁷³⁰ 06.78.

polémique. Si l'on en croit l'hebdomadaire, l'article suscita tout d'abord « de très nombreuses réactions, indignées ou approbatrices⁷³¹ » de la part des lecteurs. De fait, dans les semaines qui suivirent, le journal ouvrit ses colonnes à plusieurs réactions. Objet polémique, objet de scandale, objet journalistique en tout cas, le tiers-mondisme justifiait la publication de plusieurs articles qui commentaient les affirmations de Jacques Julliard. Signe de la vigueur de la polémique, l'hebdomadaire jugea bon de publier, en avril 1979, un ouvrage collectif réunissant dix auteurs « pour » ou « contre »⁷³². La construction même du livre en trois parties (thèse/antithèse/synthèse) cassait l'ordre chronologique de parution des articles, pour tisser des oppositions plus ou moins cohérentes – même si « [d]ans le domaine des idées, il n'est jamais très avantageux de prêcher le compromis [...] ».

« Le tiers-mondisme dénoncé » (partie I)

« Le tiers monde et la gauche », Jacques Julliard [LNO, n°708, 5 juin 1978]; « Une barbarie peut en cacher une autre », Jean-Pierre Le Dantec [LNO, n°715, 22 juillet 1978, ancien dirigeant de la Gauche prolétarienne]; « Les bons et les mauvais morts », Bernard Kouchner [LNO, n°712, 3 juillet 1978, présenté comme « médecin, écrivain, ancien responsable de l'Union des étudiants communistes, BK a partagé les mythes et les espoirs des intellectuels de sa génération qui sont nés à la politique avec les guerres d'Algérie et le castrisme. Fondateur et principal animateur de l'association "Médecins sans frontières" [...] »]; « La fin des « compagnons de route », Maxime Rodinson [LNO, n°716, 29 juillet 1978]; « Les empires se portent bien », René Gallissot [texte paru dans la revue *Pluriel*, n°15, octobre 1978].

« Grandeur et servitude du tiers-mondisme » (partie 2)

⁷³¹ *Le Nouvel Observateur*, 18 juin 1978. Pour resituer l'émotion que suscita l'article de J. Julliard, il faut le remettre dans le contexte politique de la fin de des années 1970, celui des élections législatives de 1978 et la perspective d'une victoire de la gauche. De l'affirmation que, « [...] malheureusement, depuis l'instauration du socialisme au Cambodge, au Vietnam ou en Guinée, nous connaissons la suite. Il n'y aura de socialisme africain que totalitaire [...] », à celle, non dite mais sans doute présente dans bien des esprits, qu'il n'y aurait de socialisme français que totalitaire, il n'y avait qu'un pas...

⁷³² Samir Amin, Ahmed Baba Miské, Claude Bourdet, Gérard Chaliand, Jean-Pierre Le Dantec, Régis Debray, René Gallissot, Jacques Julliard, Bernard Kouchner, Jean Lacouture, Maxime Rodinson, Jean Rous, Thomico Sisowath, Guy Sitbon, Jean Ziegler, 1979, *Le tiers monde et la gauche*, préface de Jean Daniel, présentation d'André Burguière.

« Les nouveaux civilisateurs », Ahmed Baba Miské [LNO, 19 juin 1978. Présenté comme « ancien ambassadeur de Mauritanie à l'O.N.U. et membre du bureau politique du Front Polisario »] ; « Le temps des méprises », Guy Sitbon [LNO, n°713, 10 juillet 1978] ; « Les héritiers de « Che » Guevara », Jean Ziegler [LNO, n°719, 19 août 1978] ; « Réflexion sur la théorie de l'impérialisme », Samir Amin [sans précision] ; « Il faut des esclaves aux hommes libres », Régis Debray [*Le Monde diplomatique*, octobre 1978].

« Du tiers-mondisme au tiers monde » (partie 3)

« Des peuples de plus en plus pauvres », par Thomico Sisowath [LNO, n° 717, 5 août 1978. L'auteur est présenté comme « coprésident du Comité khméro-lao-vietnamien pour la défense des droits de l'homme »] ; « Pour répondre à quelques trouble-fête... », Jean Lacouture [LNO, n° 711, 26 juin 1978] ; « D'un mythe à l'autre », Gérard Chaliand [*Le Monde*, 10 février 1979] ; « La zone des tempêtes », par Jean Rous [présenté comme « [c]ompagnon de Trotski et militant anticolonialiste de la première heure »] ; « La gauche mélancolique », par Claude Bourdet [sans précision].

A ce premier travail éditorial de mise en cohérence et en opposition, s'ajoutait la présence d'une longue préface de l'historien André Burguière, doublée d'annexes rédigées par Gérard Chaliand⁷³³, offrant « quelques repères pour un itinéraire ». Si l'article de Jacques Julliard en restait à un niveau de généralité élevé et ne désignait jamais les tiers-mondistes en question – seule la responsabilité de « la gauche » étant mise en avant –, préface et annexes se livraient à véritable travail de généalogie critique, dont l'objectif était de « [...] de classer les points de vue qui s'affrontent ici, et de définir les tendances politiques qu'ils expriment [...]»⁷³⁴.

La « définition » en question constitue en fait la première véritable synthèse organisée et raisonnée sur le tiers-mondisme français. Ce dernier était jusqu'alors à peine constitué en une « doctrine », une « idéologie » ou une « vulgate » homogène, susceptible d'être critiqué et, plus encore, étudiée. Certes, l'idée d'un « report » des « espoirs [de la gauche] sur les luttes nationales du tiers monde » [p. 30] était déjà présente chez G.

⁷³³ Dont une note précise qu'elle a été « préparée par Gérard Chaliand ». Elle se divise en trois parties : « Sur le plan économique », « Sur le plan sociopolitique », « Sur la guerre révolutionnaire et la contre-insurrection ». Le *Md* n'est pas cité comme élément tiers-mondiste dans le livre.

⁷³⁴ p. 14

Chaliand et J.-C. Guillebaud ; certes, C. Rangel en avait circonscrit avec précision les principaux thèmes. Mais le tiers-mondisme, même « mort⁷³⁵ », était désormais doté de personnages bien vivants, de textes fondateurs, d'une bibliographie : il prenait véritablement les traits d'une idée politique.

L'espace du tiers-mondisme en 1979 selon André Burguière :

« Des chrétiens scandalisés par la torture [en Algérie] [...], des groupuscules de vétérans de l'anticolonialisme (comme la "Nouvelle Gauche"), des journalistes ou des écrivains engagés autour de l'Express, de France Observateur, d'Esprit, ou des Temps modernes [...] » (p. 22 et 160) ; le « "Comité Maurice Audin", [...] la publication Témoignages et Documents à partir de janvier 1958, et de Vérité-Liberté à partir de 1960 [...] » ; la « Déclaration des 121 », le « "réseau Jeanson" ou le mouvement "Jeune résistance" [...] » (p. 23 et 171) ; les « "pieds rouges" qui sont partis en Algérie » ; « le livre de Franz Fanon, les Damnés de la terre » (p. 26 et 174) ; « [...] une multitude de travaux théoriques [...], tous plus ou moins inspirés par les thèses luxemburgistes et le concept d'échange inégal : des économistes comme P. Jalée, J. Valier, des géographes comme Y. Lacoste, des revues comme Partisans, la Tricontinentale et plus récemment Hérodote, sans oublier leur éditeur François Maspero [...] » (p. 26-27) ; « castrisme et maoïsme » (p. 28) ; « le « soutien au mouvement palestinien et le soutien au F.L.N. vietnamien (p. 29) », « la gauche » (p. 31) ; le « Manifeste du comité "Trois continents" » (mai 1968)736.

La polémique et le livre qui en tiré n'enclosent cependant pas tout à fait l'univers des possibles définitionnels. Si la boîte noire du tiers-mondisme prenait sa forme définitive, « idéologique » et « monstrueuse », elle restait entr'ouverte. D'abord parce que Jean Daniel, Jacques Julliard et André Burguière s'étaient efforcés de respecter la règle journalistique de polyphonie, en

⁷³⁵ « [...] Le tiers-mondisme vient de mourir sur la frontière sino-vietnamienne. [...] » (p. 32).

⁷³⁶ « [...] Ce manifeste, issu d'un des nombreux comités qui ont fleuri à la Sorbonne en mai 1968, n'a rien de très original. Il indique la place modeste occupée par les problèmes internationaux, et en particulier les luttes du tiers monde, dans les préoccupations de la révolution étudiante. [...] On peut s'étonner de cette brusque résorption de la vision tiers-mondiste [...]. Pourquoi ce soudain effacement ? N'est-ce pas la preuve que le tiers monde sert d'idéologie d'évasion à la gauche intellectuelle déçue par la placidité des "forces populaires" pendant et après la guerre d'Algérie ? [...] », pages 176-177.

« rassemblant cinq contributions hostiles au "tiers-mondisme", cinq autres en prenant la défense et cinq jouant les médiateurs⁷³⁷ ». L'objet du litige pouvait encore être discuté entre personnes acceptant de dialoguer ; le « tiers-mondiste », s'il commençait à être mis à l'index, ne prenait pas encore les traits d'un ennemi politique à abattre. Jacques Julliard reconnaissait même, dans sa contribution conclusive, être allé trop loin dans la dénonciation, et en appelait encore à la « solidarité internationale entre les peuple⁷³⁸ ». Ensuite parce que l'exégèse d'André Burguière, malgré son ton fortement critique, restreignait encore l'« idéologie tiers-mondiste » à sa dimension marxiste et révolutionnaire. Rédigée pour la circonstance par un historien collaborant régulièrement au *Nouvel Observateur*, mais intervenant au titre d'ancien militant de la cause algérienne⁷³⁹, elle ne dédouanait pas l'Occident de ses responsabilités :

« [...] [e]st-ce une raison pour oublier que le tiers monde est le produit meurtri du système colonial, que la relative prospérité du monde industrialisé et les espoirs d'une juste redistribution des biens produits de la gauche européenne sont largement fondés sur le pillage des matières premières du tiers monde, sur une division internationale du travail parfaitement injuste ? Est-ce une raison pour oublier que notre passé colonial [...] nous crée des obligations particulières et un devoir de solidarité accru à l'égard du tiers monde ? [...] » (p.32-33).

Etrangement, André Burguière reprenait à son compte une affirmation qu'il caractérisait pourtant, quelques pages auparavant, de tiers-mondiste. Dans tous les cas, le topique du « pillage du tiers monde » ou de l'« échange inégal⁷⁴⁰ » qui, on

⁷³⁷ Selon le commentaire formulé vingt-et-un ans après par l'historien Immanuel Wallerstein dans le *Md* (« De Bandung à Seattle – C'était quoi, le Tiers Monde ? », 08.00, 18-19). Les guillemets sont d'I. Wallerstein.

⁷³⁸ « [...] J'ai eu tort, je le reconnais sans détour, d'écrire : "Il n'y aura de socialisme africain que totalitaire." Il eût fallu dire "autoritaire, voire totalitaire". Comme tous les mots terribles, le mot "totalitaire" relève d'un usage rigoureux et même précautionneux, sous peine de perdre de sa vertu descriptive et de sa force d'alarme. [...] » (« Pour ne pas conclure... », in *Le tiers monde et la gauche*, p. 139).

⁷³⁹ L'initiative de la publication était due à Jean Daniel qui proposa à A. Burguière « de l'introduire par une brève histoire de l'attitude de la gauche à l'égard du fait colonial. » [A. Burguière, communication personnelle, courriel envoyé le 08 novembre 2007]

⁷⁴⁰ Pour reprendre les ouvrages éponyme de l'économiste d'origine grecque Arrighi Emmanuel (Paris : Maspero, 1969 [livre issu d'une thèse d'économie soutenue en 1968

l'a vu, était encore mobilisé par G. Chaliand en 1976⁷⁴¹, était mis en avant comme facteur décisif des difficultés du tiers monde par d'autres collaborateurs de l'ouvrage. Or, cet argument fut par la suite violemment remis en cause. Autrement dit, les critiques du tiers-mondisme de la fin des années 1970 faisaient leur un argument qui serait qualifié, quelques années après, d'intrinsèquement tiers-mondiste. Enfin, si les réactions publiques à la série d'articles et à la parution du livre furent vives, elles ne donnèrent pas lieu à un cycle durable de polémiques, si l'on en juge par leurs traces médiatiques qu'elles ont laissées. Selon A. Burguière, l'accueil fut du reste « [...] assez décevant pour l'éditeur. Le livre n'a jamais été réédité et l'expérience qui devait se prolonger par d'autres débats du *Nouvel-Obs* présentés en livre comme celui-là, n'a eu aucune suite⁷⁴² ». La publication sous la forme d'un ouvrage collectif des différents articles composant ce « grand débat⁷⁴³ » donna pourtant lieu à une réponse vigoureuse de Claude Julien en mai 1979⁷⁴⁴. Introduisant un dossier consacré à la 5^e session de la CNUCED, le rédacteur en chef déployait sa verve polémique contre « toute une presse de gauche, qui avait fait carrière dans l'anticolonialisme », une « ex-gauche » coupable de nier l'exploitation, voire la pertinence même du « "tiers monde" ». Sans jamais nommer le *Nouvel observateur* et ses collaborateurs⁷⁴⁵, le journaliste déployait un contre-argumentaire

sous la direction de Charles Bettelheim]) et de Pierre Jalée (pseudonyme de Maurice Rué ; Paris : Maspero, 1965).

⁷⁴¹ Gérard Chaliand ajoute, dans son texte de 1978 : « [...] Faut-il, chiffré à l'appui, démontrer à nouveau les mécanismes des échanges inégaux ? Dénoncer une fois de plus la caricature d'aide apportée au tiers monde ? Mentionner les interventions politiques et militaires directes ou indirectes – la France y figure en bonne place – depuis les trente dernières années ? [...] » (p. 114). Le ton est très critique, mais – le changement est capital par rapport aux *Mythes révolutionnaires du Tiers-monde* – il ne mobilise à aucun moment le vocabulaire et les topiques marxistes.

⁷⁴² A. Burguière, communication personnelle citée. Celui-ci, à la différence de G. Chaliand, n'a jamais été contacté par la suite pour participer à des débats, notamment au plus fort de la « crise », en 1985-1986. Le *Md* rend compte indirectement des débats du *Nouvel observateur* en publiant, en dernière page du numéro d'octobre 1978, un article de Régis Debray qui sera repris dans l'ouvrage collectif du *Nouvel Observateur* (« Il faut des esclaves aux hommes libres », p. 36).

⁷⁴³ Jean Daniel, p. 11.

⁷⁴⁴ Claude Julien, « Avant la 5^e session de la CNUCED - Un "mondialisme" sur mesure - Quand le "tiers-monde" sert de repoussoir au "modèle" en difficulté - L'arrogance et la complicité », 05.79, 5-6. Cet article ne figure pas dans le cédérom du *Md*.

⁷⁴⁵ « [...] Il faut le croire : les meilleurs esprits vous le disent et tous n'ont pas grandi dans les avenues du pouvoir et de la richesse ; certains viennent même de fort loin,

reprenant la plupart des thèmes développés dans ses ouvrages et éditoriaux sur le tiers monde : le constat que l'« [...] exploitation des peuples dominés et de leurs ressources alimentait la prospérité des pays industrialisés, les délices trompeurs de la "société de consommation" se fond[ant] sur une injustice planétaire [...] ». La dénonciation de l'omniprésence des « pays capitalistes de démocratie libérale » dans le tiers monde, par le biais des « [...] filiales des firmes multinationales, par les banques d'investissement, et par ces merveilleux outils de précision que sont le Fonds monétaire international et la Banque mondiale [...] ». La critique de la « compréhension », l'« appui tacite » ou la « participation » de l'« Occident » et, plus précisément, des États-Unis, aux coups d'État militaires et au maintien de régimes dictatoriaux. La certitude, enfin, de l'indifférence des « électeurs » et les « syndicats » occidentaux qui, confrontés au déséquilibre entre « les pays nantis et les nations prolétaires », « [...] ne se soucient guère de ces problèmes mondiaux [...] ».

*

Au terme de cette première phase, encore tiède, de la « crise du tiers-mondisme », quelles étaient les caractéristiques de ce « courant » qui, de plus en plus, prenait les traits (honnis) d'une « idéologie » ? On l'a dit, celle-ci ne relevait plus des pays du « Tiers-monde » : le tiers-mondisme « des intellectuels⁷⁴⁶ » ou « des Occidentaux⁷⁴⁷ » et, plus spécifiquement, français, occupait définitivement, à partir des années 1978-1979, les arènes médiatiques et militantes. Du « tiers-mondisme institutionnalisé⁷⁴⁸ » et, plus précisément, de la « diplomatie militante⁷⁴⁹ » menée par les pays de la Tricontinentale dans les années 1960, n'étaient mentionnés que les épisodes dont on

pensez donc, ils viennent de l'extrême gauche. Dans le parcours, ils ont abandonné beaucoup d'idées et de convictions, mais ils restent reconnaissables à leur imperturbable arrogance [...] ».

⁷⁴⁶ Claude Liauzu, « Le tiers-mondisme des intellectuels en accusation. Le sens d'une trajectoire », *Vingtème Siècle*, n°10, Paris, avril-juin 1986, p. 73-83.

⁷⁴⁷ André Versaille, in Gérard Chaliand, Jean Lacouture, *Voyage dans le demi-siècle*, *op. cit.*, p. 133.

⁷⁴⁸ Selon l'expression de Bernard Chantebout, 1986, in *Le tiers monde*, Paris : Armand Colin, coll. « U », p. 110.

⁷⁴⁹ Adda Jacques. 1998 (3^{ème} trimestre). « Grandeur et décadence du tiers-mondisme ». *Alternatives économiques*, hors-série n° 37. P. 20-22.

postulait qu'ils avaient eu le plus d'échos en France. En second lieu, le cercle des « tiers-mondistes » commençait à être circonscrit et, dans un même mouvement, dénoncé avec précision, entre anciens sympathisants des causes nationales africaines ou vietnamiens, textes de Franz Fanon ou de Jean-Paul Sartre, et admirateurs des guérillas latino-américaines. Ce tiers-mondisme prenait ainsi, essentiellement (au sens propre), des traits révolutionnaires et donc virtuellement violents (J.-C. Guillebaud). Que des mouvements chrétiens français ou qu'un journal tel que le *Md* puisse lui être associé était semble-t-il hors de propos, puisque non seulement le mensuel n'était pas cité comme tel mais qu'il avait rendu compte positivement des ouvrages de G. Chaliand et de J.-C. Guillebaud. En outre, dans les publications citées, l'« Occident » n'était pas tout à fait dédouané de ses responsabilités (politiques et économiques) vis-à-vis des pays d'un « Tiers-monde » dont la cohérence était à peine discutée et qui prenait – mais pour peu de temps encore – les traits d'une victime. Comme le soulignait G. Chaliand, « [...] [o]n ne soign[ait] pas [encore] le tiers-mondisme par l'occidentalocentrisme⁷⁵⁰ ».

⁷⁵⁰ G. Chaliand, « D'un mythe à l'autre », *Le Monde*, 19 février 1979 ; repris in *Le tiers monde et la gauche*, *op. cit.*, p. 112.

SECTION 2 – UN TIERS-MONDISME OCCIDENTAL A L'AGONIE (1980-1987)

Ce qu'on nommera ici la deuxième phase de la « crise du tiers-mondisme », qui se développe à partir du début des années 1980, se traduit par cinq changements. Changement d'abord dans le nombre de textes publiés sur le tiers-mondisme. Changement dans le statut des contempteurs du tiers-mondisme, qui ne sont plus seulement d'anciens militants ou sympathisants des causes du Tiers-monde, mais des journalistes ou des universitaires qui² revendiquent avec force leur appartenance à un Occident libéral désormais paré de toutes les vertus. Changement dans le style et dans le ton employés pour décrire, dénoncer et proscrire une figure qui, dès lors, tombe dans l'indignité politique la plus complète. Changement dans les individus, mouvements et journaux visés par la dénonciation qui, pris à partie, tentent (en vain) de répondre aux attaques. Changement enfin dans les traits de l'« idéologie » qui se stabilisent, se cristallisent et prennent leur forme définitive.

§I – JONCTION DES CRITIQUES, CLOTURE D'UN REPERTOIRE SEMANTIQUE :

L'étude de la production discursive sur le tiers-mondisme permet de déceler, en 1980 et 1981, une atténuation de la polémique, liée vraisemblablement à l'arrivée au pouvoir de François Mitterrand et d'un ministre de la Coopération, Jean-Pierre Cot. Il faut attendre 1982, avec la parution d'un second ouvrage de Carlos Rangel et, surtout, la publication d'un livre de Pascal Bruckner appelé à connaître un grand succès, pour la voir enfler de nouveau. Annoncé dans la revue *Commentaire* par un article au titre évocateur⁷⁵¹, le ton (polémique), les ennemis à

⁷⁵¹ « L'Occident et le Tiers Monde. De la fausse culpabilité aux vraies responsabilités ». *Commentaire*, vol. 5, n° 19, p. 390-395 (article précédé d'un texte de J.-F. Revel, « Sur le tiers-mondisme », p. 386-389) ; *L'Occident et le Tiers Monde. De la fausse culpabilité aux vraies responsabilités*. Paris : Robert Laffont, coll. "Libertés 2000", traduction par Georges Liebert, préface de J.-F. Revel [1^{ère} édition : 1982. *El Tercermundismo*. Caracas (Venezuela) : Monte Avila Editores]. On notera que l'édition française a paru la même année que l'édition espagnole.

abattre (tous français) et la réception plaçaient clairement le livre de Carlos Rangel dans un espace polémique.

Au niveau rhétorique, l'auteur procédait par disqualification, en mobilisant un vocabulaire médical appelé à connaître un franc succès, celui de la « maladie », de la « névrose » (p. 69), de l'« infection » (p. 193 et 196 *sq.*) ou de l'« intoxication » (p. 210) tiers-mondiste. Celle-ci, « infectant » le « camp occidental [...] tel un cancer en son propre sein » (p. 84), était ainsi assimilée à la « "cinquième colonne" » de la « coalition de l'empire socialiste et du tiers-monde », « assiégeant » « virtuellement » les « pays capitalistes » (p. 214), et en cela assimilée au « talon d'Achille de l'Occident » (p. 83).

L'espace du tiers-mondisme selon Carlos Rangel (1982)

« [...] Le tiers-mondisme attire aussi, d'une manière générale, et pour la même raison de base, plus profonde que le marxisme, qui fait la fortune des idéologies socialistes tous les insatisfaits et les frustrés : handicapés de la croissance, ratés du développement, et autres malchanceux, tous plus ou moins tentés par l'irrationnel, certains chrétiens, également qui même s'ils ne sont pas tout à fait irrationnel, redoutent néanmoins les implications rationalistes et sécularisatrices du capitalisme. Ajoutons-y enfin tous ceux qui, pour une raison ou pour une autre, refusent ou craignent les conséquences du développement scientifique et technologique, de l'industrialisation et de l'urbanisation accélérée. Chacune des composantes de cette formidable coalition ne perçoit pas le tiers-monde dans sa diversité fondamentale, mais comme une masse indifférenciée de peuples et de territoires que le capitalisme n'a pas encore définitivement contaminés et, qui même s'ils ne sont pas tous également dépositaires de vertus et de valeurs que l'Occident a détruites ou oubliées, sont au moins mobilisables contre lui. De là le succès d'une inclination animique – il faut bien l'appeler ainsi, puisqu'elle ne mérite pas d'être qualifiée de théorie –, le tiers-mondisme, qui repose sur deux propositions en rupture avec l'évidence : que le tiers-monde est une réalité homogène et qu'il y a, entre ses intérêts et ceux des démocraties capitalistes, une contradiction irréductible. [...] ⁷⁵² »

« [...] [A]ppartiennent au tiers-monde les pays dont le manque de confiance en eux-mêmes et, ce fait, dans leurs possibilités de développement dans le monde "tel qu'il est", les rend susceptibles d'accepter de manière diffuse, comme explication principale de leurs difficultés, l'idéologie que j'ai appelée "tiers-mondisme" et

⁷⁵² C. Rangel, *ibid.*, p. 58-59

qui a son origine dans les thèse d'Hobson et de Lénine sur l'impérialisme et l'indépendance. [...] ⁷⁵³ »

Au niveau argumentatif, C. Rangel accomplissait un triple mouvement. Il niait d'une part la réalité géographique, économique et culturelle du Tiers-monde (chapitre 2 : « Qu'est ce que le Tiers-monde ? », p. 53-84) et, d'autre part, rejetait l'idée d'une quelconque responsabilité des pays occidentaux dans la pauvreté des pays pauvres. « Vieille mystification » (p. 87) « contredi[te] » « claire[ment] » et « explicite[ment] » par « [...] de nombreux textes de Marx et d'Engels [...] » (p. 104), la théorie de la détérioration des « termes de l'échange » était « réfutée » avec un autre « cheval de bataille du tiers-mondisme : la dette extérieure des pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, dont on parle comme si elle avait été infligée à dessein et avec malveillance par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne, la Suisse, etc. [...] » (p. 89). En cela, l'auteur systématisait les idées développées dans *Du bon sauvage au bon révolutionnaire*. Enfin et surtout, *L'Occident et le Tiers-monde* inscrivaient le tiers-mondisme dans le présent et l'actualité, alors que l'« idéologie » avait jusque-là été présentée comme faisant partie d'un passé certes proche, mais dont il s'agissait de dresser le bilan et de faire le deuil.

L'ouvrage, écrit par un francophone bon connaisseur de la vie intellectuelle et médiatique hexagonale (*Libération*, *Le Nouvel Observateur* ou *Actuel* sont par exemple cités), était avant tout, plus que celui publié en 1976, destiné au public français. *Le Monde* en rendit compte de manière assez négative sous la plume de Paul-Jean Franceschini ⁷⁵⁴.

« [...] Secouons donc le tamis pour trouver, dans le flot, quelques grosses pépites de bon sens que l'on a tendance à ne plus voir dans le camp opposé. [...] C'est vrai, l' "échange inégal", dogme central du tiers-mondisme, n'explique pas tout [...]. De là à l'idéalisation d'un libre-échange qui brise les reins des plus faibles, il y a un pas de géant. De façon révélatrice, Carlos Rangel ne le franchit pas puisque, au terme de son réquisitoire, il se

⁷⁵³ *Ibid.*, p. 62

⁷⁵⁴ (« Bibliographie – "L'Occident et le tiers-monde", de Carlos Rangel – Le blasphème et ses limites », *Le Monde*, 29.12.1982, p. 4. Rédacteur au service étranger, spécialiste de l'Allemagne, P.-J. Franceschini est l'auteur de 33 articles de 12.65 à 10.74. À l'image de la plupart des rédacteurs du quotidien, il cesse assez rapidement d'écrire dans le *Md* après l'arrivée de Claude Julien.

prononce en faveur de l'essentiel des conclusions du très tiers-mondiste rapport Brandt sur le Nord-Sud et veut prendre en compte la "question sociale internationale". C'est une façon d'avouer que son coup de clairon anti-tiers-mondiste est d'abord destiné à réveiller une théorie qui somnole [...] ».

Comparé à l'essai de Pascal Bruckner paru en mai 1983, il obtint néanmoins une faible visibilité, alors que tant aux niveaux rhétorique qu'argumentatif, le *Sanglot de l'homme blanc* lui empruntait bon nombre de ses considérants. Il contribua surtout au basculement vers la « droite » (qu'elle soit dite « Nouvelle » ou « libérale⁷⁵⁵ ») de la « critique anti-tiers-mondiste » émanant de la « gauche mélancolique » ou, autrement dit, de reléguer les ci-devant « tiers-mondistes » à l'« extrême gauche » (ce qui, au début des années 1980, prenait facilement les traits d'un stigmaté). A cet égard, le commentaire qu'en fit Cl. Julien lors de sa parution révèle bien le net changement de perspective opéré en cinq ans. Le livre de C. Rangel fit l'objet d'un éreintement en « une » du *Md*, aux côtés du livre tiré des articles publiés en 1978 par le *Nouvel Observateur*⁷⁵⁶. De fait, à partir de 1982-1983, toute critique du tiers-mondisme se présentant comme « de gauche » devait compter avec cette critique du tiers-mondisme s'affirmant comme « de droite » ou « libérale », soit en s'en démarquant, soit en en reprenant certains attendus.

Paru en mai 1983, *Le Sanglot de l'homme blanc* bouleversa profondément le précaire équilibre des forces qui prévalait jusqu'alors, en raison notamment de son ton dénonciateur, de son impact médiatique et, surtout, de thématiques qu'il annonçait. Pour la première fois, les responsables et les propagateurs contemporains du tiers-mondisme étaient nommés, l'auteur signalant systématiquement les sources mobilisées par le biais d'un volumineux appareil de notes (359 références au total). Le premier effet de ce travail référentiel fut de repérer et d'homogénéiser, plus que ne l'avaient jamais fait les précédents critiques, « [...] ceux qu'on allait appeler les tiers-mondistes

⁷⁵⁵ Sur ce point, voir les critiques d'Alain Gresh et de René Dumont à la suite du colloque organisé par Liberté sans frontières en janvier 1985, commentées *infra* (A. Gresh. « Une fondation au-dessus de tout soupçon ». *LMd*, 05.85 ; R. Dumont (entretien réalisé par Pierre Haski), « C'est la nouvelle droite ». *Libération*. Samedi 26 et dimanche 27 janvier 1985, p. 8.

⁷⁵⁶ Claude Julien, « Mausolée pour deux absents », *LMd*, 12.82, 1.

[...] », rassemblés autour d' « [...] [u]ne certitude confuse, exprimée de manière plus ou moins nuancée selon les familles politiques (et sur ce point, les grands partis ouvriers, PS et PC, furent les plus modérés) [...] : celle de l'infamie de l'Occident, vérité unique et juste, aussi immuable que la loi de la chute des corps. [...] » (p. 27). L'auteur présentait ainsi son projet :

Un « bilan » du tiers-mondisme

« [...] Nous nous proposons donc d'étudier ici, sous l'angle de la conscience malheureuse, l'histoire de l'idée de Tiers-Monde en Europe et en Amérique depuis le début des années 60 (date qui coïncide globalement avec la conférence de Bandung – 1955 – et la fin de la guerre d'Algérie. Vingt années, c'est le temps pour que s'estompe dans la mémoire un grand traumatisme ou une grande douleur ; et parce que chacun doit, à un certain moment, s'adonner à une relecture de la tradition qui l'a précédée, nous pensons que l'instant est venu d'établir un bilan de ce qu'on a nommé en France le tiers-mondisme. [...]. Naturellement, nous avons dû trier dans la masse des textes écrits durant les vingt dernières années sur le sujet : nous en avons omis beaucoup qui auraient mérité, autant que d'autres, un éclairage particulier. Mais le Tiers-Monde a donné lieu à une littérature [...] du genre fluvial ; heureusement, ces ouvrages inspirés par une même acrimonie envers l'Europe ont entre eux un air de famille qui les rend semblables. Il était donc fatal qu'ils se recourent et se répètent. [...] [D]élicats ou brutaux, obscurs ou célèbres, les membres de cette phalange charrient les mêmes clichés, se rassemblent autour d'un seul credo comme les pachydermes le soir se regroupent autour d'un point d'eau. Dans cette nébuleuse attrape-tout, ce sont les mêmes idées qui ressortent, si bien que qui en lit une, les a toutes lues. [...] ⁷⁵⁷ ».

Pourtant, le nombre d'auteurs, d'associations et de journaux cités témoignait *a priori* d'une certaine diversité : parmi les 199 personnes physiques ou morales référencées dans l'ouvrage, 46 faisaient l'objet d'éloges ou étaient citées positivement ; 54 étaient citées à titre illustratif ou sans jugement ; 93 enfin étaient critiqués⁷⁵⁸. Qui donc composait cette « nébuleuse

⁷⁵⁷ P. Bruckner. 1983. *Le Sanglot de l'homme blanc...* P. 14-16.

⁷⁵⁸ Le chiffre total ne tient pas compte des citations d'auteurs mises en exergue (36 au total, pour 34 auteurs différents) qui, à quelques exceptions (Aragon, Mobutu), sont toutes connotées positivement ; elles ne font en outre l'objet d'aucun commentaire. Un certain nombre d'auteurs sont cités à plusieurs reprises, parfois pour être critiqués, parfois pour être loués, ce qui explique que le total des trois catégories (240) soit

attrape-tout », cette « phalange » tiers-mondiste qui, malgré les dénégations de l'auteur⁷⁵⁹, faisait l'objet de toutes ses attentions polémiques ? Si l'on suit le cheminement et les thématiques de P. Bruckner, les tiers-mondistes, malgré leur « air de famille », se divisaient plusieurs groupes se superposant plus ou moins. Dans le texte de son intervention au colloque de Liberté sans frontières, il proposait la tripartition suivante, qui reprenait, au prix de quelques déplacements, la typologie formulée dans *Le sanglot de l'homme blanc...* : « [...] un tiers-mondisme de la solidarité politique, qui meurt globalement dans les années 80, un tiers-mondisme de la compassion qui me paraît aujourd'hui dominant, et un tiers-mondisme du relativisme culturel, qui est en train de refaire surface, spécialement à l'extrême droite, que l'on appelle la "nouvelle droite"⁷⁶⁰ ».

supérieur à celui des personnes. Ce découpage schématique, comportant donc une part d'arbitraire, a été effectué en fonction des métaphores et des qualificatifs (adjectivaux et adverbiaux) apposés aux auteurs cités par P. Bruckner. De fait, le style pamphlétaire de l'auteur [ANGENOT, 1992] a souvent facilité le classement ; dans le doute, les auteurs ont systématiquement été mis dans la deuxième catégorie. Enfin, on a placé plusieurs auteurs (notamment C. Lévi-Strauss et Jacques Berques, ce dernier étant cité à sept reprises) dans les trois catégories. Comme le remarquait en effet Bertrand Poirot-Delpech dans son compte rendu du *Sanglot de l'homme blanc*, P. Bruckner « [...] manifeste une probité qui tranche sur les à-peu-près péremptoires de ses contemporains. [...] Il sait approuver son adversaire Debray lorsque ce dernier reproche justement à sa génération d'avoir vécu son temps par procuration, en idées plus que dans le réel. Il ne condamne pas en bloc les publications qu'il conteste, et il y puise, en le disant. Il date généralement ses citations, note les repentirs, les excuses. [...] » (« Dernier chic idéologique : le tiers-monde, on a donné », *Le Monde des livres*, 27 mai 1983, p. 23). Si la « probité » en question s'effaçait souvent derrière les insultes, P. Bruckner avait eu le souci de contrebalancer certaines de ses attaques par des hommages appuyés, notamment à C. Lévi-Strauss (p. 93).

⁷⁵⁹ De fait, la « précision » qui suit prenait tous les traits de la prétérition, l'auteur ayant manifestement eu du mal à réfréner sa verve pamphlétaire : « [...] [d]épister dans les vertus affichées des tiers-mondistes les machinations d'une mauvaise foi, les sophisme de l'amour-propre, les alibis de l'égoïsme, les ruses de la tartufferie, tel est notre projet. Il appelle cependant une précision : nous ne nous livrons pas ici au énième travail de dénonciation ; nous ne montrons pas du doigt, du haut des privilèges rétrospectifs que nous confère la jeunesse, les errements et les erreurs commises par nos aînés... Nous ne venons pas régler nos comptes – comme cela s'est fait ailleurs – avec les générations antérieures qui n'auraient comme seul tort que de nous avoir précédés [...] » (p. 15).

⁷⁶⁰ « Tiers-monde, culpabilité, haine de soi ». In Brauman Rony. 1986. *Le tiers-mondisme en question. Op. cit.* P. 83. Aucune mention n'est cependant faite à la « Nouvelle droite » en 1983. En 1985, il semble que le rapprochement effectué entre la revue *Eléments* et René Dumont ou Jean Ziegler participe de la stigmatisation des « tiers-mondistes » : « [...] Effectivement, il faut s'y résoudre, l'extrême droite est tiers-mondiste, [...] l'extrême droite croit au pillage du tiers-monde et l'extrême droite est

L'espace du tiers-mondisme en 1983, selon P. Bruckner

Figuraient⁷⁶¹ ainsi dans la première catégorie, derrière Jean-Paul Sartre et une « intelligentsia de gauche » (p. 25) pour lesquels les Etats-Unis représentaient le « bouc émissaire idéal » (p. 33), les anciens « zélotes » de la Chine maoïste, « jobards naïfs, moins soucieux de décrire que ranimer des convictions afin de ne pas désespérer Saint-Germain-des-Près [...] » (p. 59). Etaient ici cités Jean Cardonnel (prêtre dominicain), Josué de Castro* [économiste], Georges Frélastre* [économiste], Michelle Loi [auteur d'un ouvrage prochinois, *L'intelligence au pouvoir*, paru chez Maspero en 1973], M.A. Macciocchi* [correspondante de l'*Unita* à Paris, auteure d'un *De la Chine*], des collaborateurs de la revue *Tel Quel* [Julia Kristeva, Philippe Sollers, Roland Barthes] Jean Daubier* [présenté comme sinologue], Charles Bettelheim* [économiste], les philosophes Christian Jambet et Guy Lardreau. L'auteur mentionnait également Che Guevara, Noam Chomsky et Régis Debray, les soutiens au régime de Fidel Castro telle que Marie-France Mottin* [auteur de *Cuba quand même*, Paris : le Seuil, 1980 et de plusieurs ouvrages en collaboration avec R. Dumont], ou encore « [...] [1]a révolution iranienne [qui] constitua, sur un mode mineur, le deuxième volet [avec la Chine] de cette idolâtrie du spécifique. [...] » (p. 59).

Dans la deuxième catégorie⁷⁶², étaient visés les « prophètes de la mauvaise conscience » (p. 112), les « chapiteux tiers-mondistes » dont « le raisonnement » (p. 115), qui « [...] plonge directement dans le christianisme le plus abâtardi [...] » (p. 119), « [...] est le suivant : moins ce malheur est le mien, plus je dois m'en sentir responsable [...] » (p. 115). Ce que « visent » ces « cow-boys humanitaires » (p. 124), ces « [...] tiers-mondistes du steak, comme il y a les chrétiens du dimanche matin ; [qui] acquittent leur tribut au Tiers-monde en s'abstenant une fois sur deux ou sur trois de manger de la viande [...] » (p. 135), « c'est à bichonner la faute. Ils entretiennent la honte comme les techniciens patinent et vérifient les machines confiées à leur soin. [...]. C'est pourquoi la dénonciation est toujours le moment favori de nos pères fouettards. Tout doit graviter autour du pôle de l'anathème, sa force d'attraction est irrésistible. Peu importe alors que les appels à l'opinion publique soient suivis d'effet : il faut d'abord nous humilier, nous couvrir de cendres, la survie des populations sinistrées viendra ensuite. [...] Les misérables existent uniquement pour permettre aux athlètes du devoir, aux martyrs de l'opprobre, de faire chaque matin l'exercice de leur cœur déchiré en brandissant leur gémissement comme des haltères. [...] » (p. 124-125). Claude Julien, René Dumont, Jean Ziegler, Charles

contre la démocratie ! C'est une convergence dont je ne veux pas abuser, mais qui est plus que troublante à mon avis... [...] » (*ibid.*, p. 89).

⁷⁶¹ Un astérisque figure à côté des noms des collaborateurs du Md.

⁷⁶² Détaillée dans le second chapitre, intitulé « La pitié ou l'épanchement du démocrate hémophile », p. 77-106.

Condamines, Vincent Leclercq (ces deux derniers membres de l'association Terre des hommes), Michel Bosquet [*Le Nouvel Observateur*], Claude Bourdet, Susan George, Maurice Lelong [collaborateur de *Témoignage chrétien*], Jean-Edern Hallier, Jacques Grall). L'« Eglise catholique » tenait ici une place centrale dans la dénonciation, ayant soit produit une « ambiguïté [« la famine et le mal sont à la fois subtilement combattus et valorisés »] redoutable [...] qui contamine également toutes les organisations d'assistance au Tiers-Monde » (p. 119). Ce qui permettait à P. Bruckner de conclure : « [I]a thématique du redressement, autrefois droitière, redevient de gauche : merveilleuse réconciliation des cendres de Pétain et du mausolée de Lénine sous le patronage d'un Christ napolitain en larmes. » (p. 122).

Enfin, le troisième « volet » du tiers-mondisme (abordé dans le troisième chapitre) traitait dénonçait d'une part du tropisme indien des Occidentaux, le « pèlerinage en Asie » (p. 159) (Roger Garaudy*, Jean Biès). Mais il prenait surtout pour cible les « impasses du relativisme culturel » promus notamment par les ethnologues (Claude Lévi-Strauss en tête, mais aussi Pierre Clastres, Jean-Loup Amselle*, Jean Copans*)⁷⁶³.

La dernière partie s'attachait à nier la pertinence « de la notion de Tiers-monde », qui « ne jette pas la moindre lueur sur la réalité : elle est uniquement un instrument à déverser des invectives sur les adversaires. Les tiers-mondistes donnent alors le curieux spectacle d'une rixe de sacristains en délire qui se fendraient mutuellement le crâne au moyen de leurs saintes icônes : mais ce au nom de quoi ils se battent n'existe que dans leur discours. [...] » (p. 238). Etaient ici cités notamment Eduardo Galeano*, Gabriel Garcia Marquez*, Noam Chomsky* et Régis Debray*.

Une observation détaillée révèle toutefois que, malgré la profusion de noms et d'œuvres cités, P. Bruckner, en le circonscrivant, restreignait considérablement le groupe des tiers-mondistes. Plus exactement, ses critiques étaient centrées sur un très petit nombre de protagonistes, eu égard à l'importance qu'il accordait à cette « idéologie » dans les années 1970.

Nom	Nombre de citations
Monde diplomatique	19

⁷⁶³ Cette thématique sera reprise et systématisée par Alain Finkielkraut dans la deuxième partie (« La trahison généreuse ») de *La défaite de la pensée* (1987, Paris : Gallimard, coll. « NRF », p. 68-83). Le chapitre consacré à un « monde désoccidentalisé » est très proche (par l'argumentaire et les références citées) de la troisième partie du *Sanglot de l'homme blanc* (cité p. 93) ; Claude Lévi-Strauss y occupant également une position ambivalente, à la fois loué et critiqué (pour le relativisme culturel de *Race et Histoire*). Néanmoins, A. Finkielkraut s'en prend au « multiculturalisme » et à la « postmodernité ; seuls les « héritiers du tiers-mondisme » (p. 135) sont cités.

Georges Montaron / <i>Témoignage chrétien</i>	11
Roger Garaudy	11
Le Nouvel observateur	10
Claude Lévi-Strauss	10
Editions Maspéro	9
René Dumont ⁷⁶⁴	9
Charles Condamines /Terre des hommes	7
Jean Ziegler	7
Jean-Paul Sartre	5
Régis Debray	5
Michelle Loi	5

Seuls Jean-Paul Sartre et Claude Lévi-Strauss faisaient de surcroît l'objet d'une critique détaillée (respectivement p. 72-74 et 178-179). Mais surtout, l'espace du tiers-mondisme, qui s'inscrivait dans le présent, excluait pratiquement tout mouvement ou groupe politique, à l'exception de l'association Terre des Hommes, plusieurs fois et rudement éreintée pour un texte paru en juin 1981⁷⁶⁵, du Comité Information Sahel et de la Gauche prolétarienne (cités chacun une fois)⁷⁶⁶. En outre, presque aucun économiste et aucun argument économique n'étaient cités dans le livre, qui se plaçait délibérément sur un plan « éthique ». Certes, comme dans l'ouvrage de Carlos Rangel, on trouvait une critique de l'« échange inégal » et de la notion de « néocolonialisme » (pp. 141, 227 et 230). Mais ce premier thème faisait l'objet de balancements significatifs :

« [...] Même si le lien n'est pas évident entre notre richesse et leur pauvreté, même si les économistes argumentent encore pour savoir si le décollage de l'Europe tient à ses ressources propres ou au pillage des pays colonisés¹, il n'en reste pas moins que la présence de millions de déshérités à nos frontières n'est pas sans susciter [...] un certain trouble. [...] ».

⁷⁶⁴ Dont deux avec Marie-France Mottin, avec laquelle l'agronome écrit plusieurs ouvrages.

⁷⁶⁵ « Ici mieux se nourrir, là-bas vaincre la faim », Terre des Hommes/Frères des Hommes.

⁷⁶⁶ Comme le notait, dans le *Monde*, Bertrand Poirot-Delpech : « [...] [p]our faciliter le tir, qui fait tout le plaisir de l'écriture et de la lecture en pareil cas, l'auteur se fabrique un punching-ball bourré, à sa guise, d'arguments hétéroclites et anonymes. A part Montaron, Fanon, Debray, Ziegler, Chomsky ainsi que, en gros, les éditions Maspéro et le *Monde diplomatique* – lesquels, soit dit en passant, risquent la mégalomanie à se voir imputer, à eux seuls, la mauvaise conscience de l'Occident ! –, les bêtes noires de Bruckner sont réunis en un troupeau vague de "chapitreux", "cow-boys humanitaires", "pères-fouettards" et autres "crédules bernés". Ce flou commode est propre aux pamphlets, mais il nuit au sérieux du propos. [...] ». « Dernier chic idéologique : le tiers-monde, on a donné », *Le Monde des livres*, 27 mai 1983, p. 23.

La note précisait, non sans hésitation :

« Voir Paul Bairoch [1971. *Le Tiers-Monde dans l'impasse*. Paris : Gallimard, coll. « Idées »], Jean Labbens, *Sociologie de la pauvreté*, Gallimard, coll. « Idées », p. 265 sq., Raymond Aron, *Plaidoyer pour l'Europe décadente*, Laffont, 1977, p. 273 sq. et Carlos Rangel, *le Tiers-Monde et l'Occident* [*sic*], Laffont, 1982, pour la première école, Pierre Jalée, Jean Suret-Canal et Samir Amin, pour la seconde. Par exemple, la Grande-Bretagne doit-elle aux richesses drainées du sous-continent indien dès le milieu du XVIIIe siècle les ressources qui permirent son démarrage industriel ? Même si la concomitance est certaine, ce type de question reste vain. Comme la très bien montré Jacques Berque, le vrai traumatisme colonial est "d'un autre ordre, et par l'ampleur, et par la qualité" (*Dépossession du monde*, Seuil, 1964, p. 103 sq.)⁷⁶⁷ ».

LE TOPIQUE DE LA CULPABILITE

On peut voir dans l'essai de P. Bruckner une triple tentative réussie. La première consistait, comme on vient de le voir, à resserrer l'« idéologie tiers-mondiste » autour d'une fraction de cette « gauche » ni tout à fait gauchiste, ni tout à fait communiste, ni tout à fait socialiste, dont la spécificité et la cohérence n'avaient jusqu'alors pas fait l'objet d'une attention soutenue. De ce point de vue, le livre fut lu⁷⁶⁸, commenté et discuté, notamment lors de l'émission *Apostrophes* confrontant Pascal Bruckner à René Dumont.

Second objectif de l'ouvrage, celui visant à promouvoir un nouveau rapport à l'« Autre » (p. 306 sq.), *i.e.* à l'étranger, différent de celui fondé sur la « culpabilité ». Pour ce faire, l'auteur en appelait d'une part à des auteurs soit critiques à l'égard de la tradition révolutionnaire, soit étranger à elle (Leszek Kolakowski, dont *l'Esprit révolutionnaire* était cité à quatre reprises ; R. Aron, cité trois fois ; E. Levinas et V. Jankélévitch, chacun cité deux fois ; H. Arendt, cité une fois) ou à des écrivains (V. S. Naipaul, cité à quatre reprises). De fait, face à la « dépréciation » et « l'idéalisation » propres aux tiers-mondistes (p. 279), il défendait un « européo-centrisme » « critique » (p. 282 sq.), hérité des Lumières et des droits de

⁷⁶⁷ Le sanglot de l'homme blanc, op. cit., p. 109-110.

⁷⁶⁸ Indice de sa diffusion, il fit l'objet dès 1986 d'une réédition en poche (Seuil, coll. « Points actuels ») et a reparu en 2002 chez le même éditeur.

l'homme⁷⁶⁹. Face aux « laïcs qui [...] ressuscitent les réflexes les plus douteux » de la charité chrétienne, face au « démocrate hémophile, prêt à saigner pour toutes les causes, [...] [pour lequel] [1]a faim dans le monde est la sanction de nos turpitudes européennes [...] » (p. 120-121), l'« efficacité » d'organisations comme Médecins sans frontières, Action internationale contre la faim (p. 127) ou Amnesty International (p. 252-253) était enfin louée.

« Durant l'été 1981, de bonnes âmes s'émurent qu'Amnesty International, Médecins sans frontières ou l'UNESCO aient choisi de sensibiliser l'opinion sur les thèmes de leur mission par voie d'affiches publicitaires. Comment tant d'atrocités pouvaient-elles s'accommoder du même parrainage que les produits de beauté, les petites culottes ou les détergents ? Comment osait-on transformer une urgence éthique en caprice esthétique ? Ce qui a choqué, ici, c'est la brutalité du média, c'est que les discours édifiants soient relégués au second plan, pour ne pas dire évincés, au privilège d'un souci de rentabilité. On nous a fait grâce du pathos usuel : [...]. Et les résultats ont prouvé que la campagne avait porté ses fruits. Les œuvres humanitaires le savent : la pitié n'est pas sûre et la philanthropie trop fugace. Les passants ont besoin qu'on leur rafraîchisse à chaque instant la mémoire par des panneaux de 3 mètres sur 4, avec les méthodes d'insistance et de répétition qui ont fait la fortune de la publicité. La morale y perd peut-être mais le *charity business* a démontré son efficacité [...]»⁷⁷⁰.

Plus généralement, cette mise en avant de la « rentabilité » s'accompagnait à la fois d'une singularisation des causes à défendre et d'une dévalorisation de l'action politique – que l'auteur désignait, pour la rejeter, comme « spectaculaire[...] et émotionnelle[...] ». Or, cette descente en singularité placée sous le signe de l'éthique, ce refus d'inscrire les rapports entre Occident et Tiers-monde dans un cadre d'injustice provenaient d'un essayiste qui, par ailleurs, siégeait au conseil d'administration de l'association Action internationale contre la faim.

« [...] Il ne vient pas à l'esprit de nos bons apôtres qu'il n'existe pas de dénominateur commun à tous les conflits et que le

⁷⁶⁹ « Quand l'ONU inscrira-t-elle l'anti-occidentalisme et le racisme anti-blanc au rang des crimes contre l'humanité ? [...] », demandait-il page 246 (souligné par P. Bruckner).

⁷⁷⁰ Le sanglot de l'homme blanc..., *op. cit.*, p. 127, note 1.

mot justice varie d'un pays à l'autre selon son contexte [...]. Sans doute, en chacune de mes activités, le monde m'est-il intéressé, et cet élargissement spatial de mes responsabilités commande aussi leur dimension temporelle : mais certains hommes attendent de nous des secours immédiats parce qu'ils nous sont proches et ces attentes définissent des lignes d'action privilégiées. Même si chaque entreprise s'ouvre sur la totalité humaine, nos solidarités sont avant tout locales et nationales. En quoi une grève des chauffeurs de taxi à Marseille rejoint-elle l'action des planteurs d'arachide en Côte-d'Ivoire ? En quoi les barrages routiers des viticulteurs du Midi peuvent-ils être solidaires de la lutte des Indiens navajos en Arizona contre l'administration fédérale ? Les situations ne sont pas superposables et l'on est le prochain de personne si l'on est le prochain de tous. Me proclamer solidaire des malheurs du genre humain, renier amis, parents, patrie au profit d'une vague sympathie universelle, c'est à proprement parler se moquer de tous [...] ⁷⁷¹ ».

« A cet égard, il n'est pas mauvais peut-être que déclinent les formes purement spectaculaires et émotionnelles de la solidarité : défilés, meetings, manifestations, pétitions, au profit d'actions ou d'initiatives plus discrètes mais souvent plus efficaces (pensons, par exemple, aux navires affrétés par « Médecins du monde » pour recueillir les boat-people vietnamiens au large des côtes de Thaïlande). Il y a dans les grands rassemblements une ferveur trop exhibitionniste pour n'être pas suspecte et promettre une rapide désaffection ⁷⁷² ».

Enfin et surtout, ses principaux arguments furent et sont toujours repris par les commentateurs. Avant 1983, les thématiques de la « culpabilité », de l'« humilité » ou de la « haine de soi » n'étaient pas ou peu associées au tiers-mondisme ⁷⁷³. Après cette date, elles font partie du répertoire de topiques mobilisables et mobilisés par les commentateurs. Ainsi, Pierre Vidal-Naquet concluait en 1986 son analyse de « la résistance française à la guerre d'Algérie » par ce commentaire :

« [...] [u]ne minorité d'intellectuels ont développé, pendant la guerre, des thèmes et des mythes que l'on qualifie aujourd'hui de tiers-mondistes. Ils y ont mis beaucoup d'illusions et de naïveté, passant d'un modèle à un autre, et parfois inversant leur modèle.

⁷⁷¹ *Ibid.*, p. 122 et 124.

⁷⁷² *Ibid.*, p. 298, note 1

⁷⁷³ A. Burguière qualifie le tiers-mondisme de « [...] mélange de mauvaise conscience rétrospective et de messianisme par procuration [...] », sans toutefois développer cette idée dans son texte (« Introduction », in *Le tiers monde et la gauche*, art. cit., p. 14).

Passer du modèle soviétique, du modèle chinois, du modèle algérien, yougoslave, cubain, guatémaltèque, au modèle israélien est un peu surprenant. Ceci dit, tout le Tiers Monde ne se confond pas avec Sékou-Touré [...]. Décrire le mouvement en faveur du Tiers Monde comme le *Sanglot de l'homme blanc*⁷⁷⁴ risque d'apparaître comme une justification de ce que Kipling appelait le *Fardeau de l'homme blanc*. Les délires que suscite une cause n'empêchent pas que cette cause soit juste. Il suffit de moins délirer. La lutte contre la guerre d'Algérie fut certes un combat ambigu, mais en est-il beaucoup qui ne le soient pas ? ».

La note n° I précisait néanmoins que « [c]e livre aussi pervers que ce qu'il dénonce ne contient pourtant pas que des erreurs ». En outre, dans sa « typologie sommaire » des opposants à la guerre d'Algérie (p. 10), P. Vidal-Naquet opérait une distinction entre « dreyfusards », « bolcheviks » et « tiers-mondistes », caractérisant ces derniers par « leur humilité d'occidentaux par rapport au Tiers Monde souffrant et révolté⁷⁷⁴ » (p. 12).

CLOTURE D'UN REPERTOIRE SEMANTIQUE :

On peut conclure cette analyse du livre de P. Bruckner par deux remarques. La première est qu'avec *Le Sanglot de l'homme blanc* se clôt, dans ses grandes lignes, l'univers des possibles définitionnels du tiers-mondisme. Autrement dit, après 1983 et jusqu'à aujourd'hui, l'idéologie ne fera l'objet d'aucune innovation sémantique notable de la part des commentateurs qui l'étudieront, quels qu'ils soient. « Transfert⁷⁷⁵ », « Révolution », « Occident », « culpabilité », « mythe », sont des termes désormais incontournables et fondamentaux du répertoire. Celui-ci compte certes des thèmes secondaires variés, permettant

⁷⁷⁴ « Une fidélité têtue. La résistance française à la guerre d'Algérie », *art. cit.*, p 12.

⁷⁷⁵ « [...] Au risque de simplifier à l'extrême, on peut considérer [la crise du tiers-mondisme] comme la crise d'une génération de la gauche intellectuelle pour laquelle la guerre d'Algérie avait joué le rôle d'événement fondateur. Marqué par la dynamique de Bandoeng comme par la répression de la révolte hongroise en 1956, cette génération avait transféré vers le tiers monde son utopie d'un socialisme révolutionnaire et démocratique dont l'U.R.S.S. ne pouvait plus apparaître comme le porteur. Confrontée à l'évolution dramatique des régimes vietnamiens, cambodgien et chinois, elle subit de plein fouet l'effondrement de l'utopie marxiste au cours de la décennie 1970, au moment où la crise économique internationale mettait en évidence l'échec des modèles de développement élaborés au temps de la décolonisation. [...] » (Pelletier Denis. 1996 (octobre-décembre). « 1985-1987 : une crise d'identité du tiers-mondisme catholique ? ». *Le Mouvement social*, n°177. Dossier « Utopie missionnaire, militantisme catholique ». Paris : éditions de l'Atelier. P. x).

de moduler chacune des définitions – tels que « marxisme », « Tricontinental », « échange inégal », « pillage du Tiers-monde », « chrétiens » ou encore « Nouvel ordre économique mondial ». Mais tous les commentateurs, sans exception, empruntent à partir de cette date les mêmes chemins balisés ; de ce point de vue, malgré la vigueur des débats, le colloque initié par Liberté sans frontières en janvier 1985 n'innova pas.

§2 – L'ESPACE SOCIAL D'UNE POLEMIQUE : LE TIERS-MONDISME EN « CRISE »

Des protagonistes de la « crise du tiers-mondisme » (notamment Alain Gresh, en 1985) comme des commentateurs postérieurs [COLLOVALD, 2002 : 29-37, AGRIKOLIANSKY, 2005 : 65-67] l'ont noté : contre les porteurs du stigmat, la rupture « [...] vaut non pas tant par ce qu'elle sépare que par l'autorité qu'elle confère à qui l'établit » [YMONET, 1984 : 3]. L'identification et la dénonciation d'un « courant » tiers-mondiste, dont la plupart des observateurs s'accordaient donc à dire qu'il était, depuis les années 1970, moribond⁷⁷⁶, ont concouru à en tracer les contours, en négatif, mais ont aussi contribué à rendre visible et à institutionnaliser une opposition entre « anciens » (nommé désormais « tiers-mondistes ») et « modernes » (ceux que l'on va appeler les « humanitaires », qui constituent l'un des rares pôles positifs dans l'ouvrage de Pascal Bruckner) dont ces derniers ont en partie profité. C'est donc à une analyse des positions des uns et des autres au sein d'un espace social (la solidarité internationale) traversé momentanément (de la fin des années 1970 au milieu des années 1980, soit la période « chaude ») par des logiques

⁷⁷⁶ Cf. le livre de Bertrand Nezeys, au titre évocateur : *L'autopsie du tiers-mondisme* (Paris : Economica, 1988). Cette dimension « mortuaire » n'a pas échappé aux « tiers-mondistes », qu'ils l'approuvent ou non. Ainsi, Georges Mattei, dans un article très critique à l'égard de MSF et du colloque organisé par LSF (« Détournement de notoriété », in *Politique – Aujourd'hui*, dossier « Anti-tiers-mondisme sans rivages », mars-avril 1985, p. 46-49), tourne en dérision le « simulacre d'enterrement » (p. 49) dont fait l'objet le tiers-mondisme : « La dépouille du tiers-mondisme fume encore, la leçon d'anatomie traîne en longueur. Les docteurs [de MSF] manient le scalpel avec ardeur. Ils dissèquent, ils charcutent et ils constatent enfin : la base idéologique de cette monstruosité repose sur deux éléments : "1. *L'économisme* [...] 2. *Le dolorisme* [...]" [C'est Claude Malhuret qui est ici cité] » (p. 48).

concurrentielles qu'invite à présent l'étude de la « crise du tiers-mondisme ».

Il faut cependant insister sur le fait que l'universalité des valeurs affichées, qui s'accompagne de logiques de concurrence et de reconversions militantes ou intellectuelles n'a bien évidemment pas échappé aux « tiers-mondistes ». Il s'inscrit dans un schéma classique, celui de personnes ou de groupes cherchant à grandir leur cause aux dépens de leurs adversaires [BOLTANSKI, 1990]. « Remonter de l'énoncé à l'énonciation » [HOURMANT, 1997 : 61], dénoncer les intérêts particuliers qui se dissimulent derrière les principes moraux (schématiquement, les « droits de l'homme ») dont se réclament les « anti-tiers-mondistes » figuraient à ce titre dans l'arsenal argumentatif déployé par une partie des individus et des groupes mis en cause durant la « crise ». On n'oubliera donc pas, en proposant cette analyse de la recomposition de l'espace de la solidarité internationale en France, que la simple description des liens et des intérêts peut participer de l'opération critique que l'on s'efforce justement de circonscrire. Retracer des trajectoires, montrer les positions occupées par les différents acteurs sont en ce sens des modes opératoires communs aux acteurs de la « crise » comme au sociologue⁷⁷⁷ [BOURDIEU, 2001/1980 : 288]. C'est dire que le principe épistémologique de symétrie doit s'appliquer autant aux vaincus qu'aux vainqueurs.

*LE « TIERS-MONDISME EN QUESTION », UN
TOURNANT NEOLIBERAL ?*

Comme n'ont pas manqué de le souligner de nombreux commentateurs, la critique anti-tiers-mondiste émane principalement d'anciens militants d'extrême gauche jetant un regard désabusé sur leurs engagements. La dimension « autocritique » de nombreux textes témoignent de cette reconversion. Gérard Chaliand, fondateur et ancien rédacteur en chef des revues *Partisans* (à partir de 1961) et *Révolution africaine* (en 1963) précise dans un texte rédigé en novembre 1978 pour la réédition des *Mythes révolutionnaires du Tiers Monde*, que le tiers-mondisme était un mythe « auquel j'ai cru,

⁷⁷⁷ Voir en particulier l'article d'Alain Gresh, « Une fondation au-dessus de tout soupçon », in « Une bête à abattre : le "tiers-mondisme" », *Le Monde diplomatique*, mai 1985, p. 18-20, qui détaille les origines de « Liberté sans frontières ».

et à la diffusion duquel j'ai aussi participé, à l'époque, par certains de mes articles ». Jean-Pierre Le Dantec, ancien directeur de la *Cause du peuple*, reconnaît dans le même ouvrage que « [...] nous placions tous nos espoirs, tous nos idéaux de justice et de liberté dans "l'assurance scientifiquement établie" de la mission historique de la classe ouvrière [...] »⁷⁷⁸. La même année, c'est au tour de Jean Lacouture de confesser publiquement qu'il a « [...] péché par ignorance et par naïveté [...] »⁷⁷⁹. Rony Brauman, ancien maoïste, membre du service d'ordre de la Gauche prolétarienne, indique quant à lui dans sa préface au *Tiers-mondisme en question* que « l'approche tiers-mondiste du sous-développement a longtemps été la nôtre »⁷⁸⁰. Claude Malhuret, ancien militant au PSU, fondateur et responsable de la section de l'UNEF au CHU Cochin en 1968, devenu un proche d'Alain Madelin et de François Léotard au tournant des années 1980, puis secrétaire d'État aux Droits de l'homme dans le gouvernement Chirac en 1986, déclare enfin qu'« on était pro-Palestinien comme on était pro-MPLA en Angola colonial, ou pro-Vietcong au Vietnam. [...] »⁷⁸¹ Et pour le petit groupe des commentateurs opposés aux « anti-tiers-mondistes », accablé d'opprobre dans le « pamphlet » de P. Bruckner⁷⁸², il apparaît clairement que l'attaque s'inscrit dans une stratégie de reconversion politique d'« intellectuels de gauche »⁷⁸³ cédant aux sirènes du libéralisme, « de la pensée Reaganienne et pro-américaine »⁷⁸⁴.

⁷⁷⁸ Jean-Pierre Le Dantec. 1978 (22 juillet). « Une barbarie peut en cacher une autre ». *Le Nouvel Observateur*, n° 175. Reproduit in *Le tiers monde et la gauche*, op. cit., p. 41. Bernard Kouchner écrit également, quelques pages plus loin : « [...] incapables, pour des raisons encore bien obscures, d'avouer notre goût masculin de la violence-spectacle, nous la décréitions juste parce que révolutionnaire, progressiste et bien sûr défensive. [...] » (« Les bons et les mauvais morts », *Le Nouvel Observateur*, n° 712, 3 juillet 1978 ; reproduit in *Le tiers monde et la gauche*, op. cit., p. 45-46).

⁷⁷⁹ Jean Lacouture, entretien in *Valeurs actuelles*, 13 novembre 1978. Cité in HOURMANT, 1997 : 190.

⁷⁸⁰ *Le tiers-mondisme en question*, op. cit., p. 15.

⁷⁸¹ Déclaration faite au début des années 2000 (cité in Anne Vallaeys, *Médecins sans frontières*, op. cit., p. 232).

⁷⁸² La dimension « pamphlétaire » du livre est soulignée à de nombreuses reprises par les commentateurs, ce qui renseigne peut-être sur la nouveauté que constituait, en 1983, le fait de nommer les « responsables » du tiers-mondisme.

⁷⁸³ Claude Julien, « Mausolée pour deux absents », op. cit. L'auteur vise ici les initiateurs de l'ouvrage *Le Tiers Monde et la gauche* (op. cit.)

⁷⁸⁴ Alain Gresh, « Une fondation au-dessus de tout soupçon », art. cit.

De fait, cette qualification de tournant néo-libéral caractérise bien le livre issu du colloque de Liberté sans frontières de janvier 1985. Portant en épigraphe deux citations, l'une de Tocqueville et l'autre de Raymond Aron, il affiche dès les premières pages, sous la plume de Rony Brauman, sa filiation libérale : Carlos Rangel y est présenté, aux côtés de G. Chaliand et P. Bruckner, comme l'un de ceux « qui ont commencé ce travail de déverrouillage des esprits⁷⁸⁵ » vis-à-vis du tiers-mondisme. La liste des contributeurs, disséquée méthodiquement par Alain Gresh dans le *Md*, donne également la tonalité politique du colloque. Outre Peter Bauer, titulaire de la chaire d'économie à la London School of Economics, ami et collègue, à la Société du Mont-Pèlerin, de Milton Friedman, y intervinrent Jacques Broyelle, ancien maoïste « revenu de Chine » et journaliste à *Valeurs actuelles*, Jean-François Revel, Ilios Yannakakis, secrétaire du Comité des intellectuels pour l'Europe des libertés (CIEL), club de réflexion fondé en 1978, associant des proches de Raymond Aron, des dissidents de l'Est, et des intellectuels issus de la gauche non marxiste (ou « revenue » du marxisme) [HOURMANT, 1997 : 193-197]...

Tant par ses contributeurs que par son argumentaire, ce colloque et l'ouvrage qui en fut tiré participent donc pleinement de la recomposition du paysage intellectuel français, marquée par un « [...] double transfert, de la révolution aux droits de l'homme et du tiers-monde à l'Europe⁷⁸⁶ ». Néanmoins, leur impact médiatique immédiat⁷⁸⁷ occulte les graves tensions qu'ils entraînent au sein même du mouvement humanitaire, et plus particulièrement à MSF. À cet égard, deux interprétations complémentaires de cet événement peuvent être données, selon que l'on privilégie le court ou le moyen terme, les élites intellectuelles ou les simples militants. En premier lieu, on pourrait voir dans LSF l'une des passerelles institutionnelles entre les critiques issues de la gauche post-soixante-huitarde et celles portées par la droite conservatrice et libérale, qui

⁷⁸⁵ Rony Brauman, « Ni tiers-mondisme, ni cartiérisme », *art. cit.*, p. 12.

⁷⁸⁶ *Ibid.*, p. 170.

⁷⁸⁷ Le tiers-mondisme fit, rappelons-le, la « une » de *Paris-Match* en janvier 1985. On peine à imaginer aujourd'hui l'impact que produisit cette couverture médiatique défavorable dans un milieu académique et militant qui, jusqu'alors, ne suscitait au mieux que l'indifférence des médias « de masse ».

multipliait depuis le début de la décennie 80 les attaques contre le « tiers-mondisme chrétien⁷⁸⁸ ». Cette fondation contribua ainsi à cristalliser et à polariser les positions – aux dépens de l'« idéologie tiers-mondiste », et en faveur d'un mouvement humanitaire mettant l'accent sur des interventions pensées, notamment depuis le choc provoqué par le génocide cambodgien⁷⁸⁹, comme une aide aux victimes [BOLTANSKI, 1993]. Forts de cette « morale de l'extrême urgence », s'appuyant sur « l'essor de l'idéologie des droits de l'homme⁷⁹⁰ », les dirigeants de MSF et de certaines ONG urgentistes⁷⁹¹ apparaissent rétrospectivement comme les grands vainqueurs d'une lutte gagnée d'autant plus facilement qu'en « face » prévalait, avant tout, l'éclatement idéologique et institutionnel. En ce sens, la logique du succès des énoncés humanitaires ne repose pas, au milieu des années 1980, sur l'absence d'adversaires [JUHEM, 2001 : 9-27], mais bien plutôt sur la construction sociale d'une figure collective honnie.

Pour une part fondée⁷⁹², cette interprétation relègue néanmoins en arrière-plan tout un pan de la polémique, qui ébranla profondément MSF. La création de LSF entraîna en effet un profond malaise chez les militants de l'association, provoqué par ce qui sera perçu comme une « politisation » de l'ONG urgentiste⁷⁹³. De fait, le colloque, initié et porté

⁷⁸⁸ Cf. Denis Pelletier, « 1985-1987 : une crise d'identité du tiers-mondisme catholique ? », *art. cit.* Voir également le livre de Yves Montenay, *Le socialisme contre le tiers-monde* (Club de l'Horloge/Albin Michel, Paris, 1983) faisant l'objet d'un compte rendu défavorable de Bertrand Poirot-Delpech, aux côtés du *Sanglot de l'homme blanc* (« Dernier chic idéologique : le Tiers Monde, on a donné », *art. cit.*) Exemple typique, ici, d'une production épitextuelle contribuant de manière décisive à la cohérence d'« œuvres » ou d'« idéologies » *a priori* étrangères ou différentes les unes aux autres [FOUCAULT, 1969, 33-36].

⁷⁸⁹ Sur l'impact de la découverte de ce génocide dans le champ intellectuel français, cf. HOURMANT [1997, 177-182] et le témoignage de C. Malhuret *in* Anne Vallaëys, *Médecins sans frontières, op. cit.*, p. 234-241 : « Nous nous étions misérablement fourvoyés [...]. Au Cambodge, l'incarnation de la révolution paysanne en marche n'était qu'une boucherie, un abattoir géant. [...] Il ne s'agissait pas d'une dérive circonstancielle, d'une stratégie mal goupillée, non, l'explication résidait dans le marxisme-léninisme lui-même, qu'il soit européen, caraïbe ou tropical. Ce jour-là, j'ai réalisé qu'il n'y avait plus rien, vraiment plus rien, désormais. »

⁷⁹⁰ Rony Brauman, *art. cit.*

⁷⁹¹ Comme Action internationale contre la faim (devenue Action contre la faim), créée entre autre par Bernard-Henri Lévy, Marek Halter, Jacques Attali ou Guy Sorman en 1979 et à laquelle appartient Pascal Bruckner de 1983 à 1986.

⁷⁹² Sur ce point, voir les analyses d'A. COLLOVALD, 2002 : 19-47.

⁷⁹³ Anne Vallaëys, *Médecins sans frontières, op. cit.*, p. 482.

essentiellement par Rony Brauman et Claude Malhuret, suscita de nombreuses réserves, tant parmi les médecins expatriés de l'ONG, que chez les partenaires étrangers de MSF (et, plus spécifiquement, belges) ou dans les autres mouvements humanitaires (comme Médecins du Monde⁷⁹⁴). Outre les logiques de concurrence à l'œuvre au sein d'un espace en voie d'institutionnalisation ; outre, également, le poids des logiques individuelles dans un univers encore faiblement professionnalisé et donc propice à la personnalisation des responsabilités⁷⁹⁵, cet aspect révèle que, pour bon nombre d'acteurs des ONG, les conceptions de la solidarité internationale n'étaient peut-être pas aussi clivées que ne le laissaient entendre les « anti-tiers-mondistes » issus de l'humanitaire⁷⁹⁶. Il permet aussi de comprendre les rapprochements futurs entre certains protagonistes pourtant opposés lors de la « crise » du tiers-mondisme, comme Rony Brauman. La trajectoire de ce dernier prend à ce titre l'aspect d'un double « retour » : du continent marxiste tout d'abord, initié vers la fin des années 1970 ; des terres néolibérales ensuite, à partir de la fin des années 1980.

LA CRISTALLISATION DE L'ESPACE SOCIAL DE LA SOLIDARITE INTERNATIONALE

On n'a pas employé le concept de « champ » pour décrire ce qui n'était, jusqu'aux années 1980, qu'une fraction de l'espace social encore indifférenciée et faiblement institutionnalisée. Plusieurs auteurs emploient pourtant, à propos de l'humanitaire et/ou de la solidarité internationale, le concept forgé par Bourdieu⁷⁹⁷. Cependant, il n'est pas facile de déterminer

⁷⁹⁴ Les critiques émises par Bernard Kouchner, qui témoigne en faveur de l'équipe belge de Médecins sans frontières lors du procès que lui intente MSF – France semblent néanmoins très circonstanciées. Dans *Charity Business* (1986, Paris : Le Pré aux Clercs) B. Kouchner consacrait de nombreuses pages au tiers-mondisme, dans des termes que n'auraient pas renié Rony Brauman.

⁷⁹⁵ Sur cet aspect, voir DAUVIN, SIMEANT & C.A.H.I.E.R., 2002 : 105-136 ; concernant MSF et le poids du « magistère » de R. Brauman après le départ de C. Malhuret, cf. Anne Vallaëys, *ibid.* : 702.

⁷⁹⁶ Voir l'article, paru dans *Le Monde diplomatique*, de l'un des premiers responsables de MSF-Belgique, Philippe Laurent, qui s'opposa frontalement aux responsables français de MSF à la suite du colloque de LSF (« Controverse sur l'aide humanitaire et ses utilisations politiques. Solidarité internationale et non-alignement idéologique », novembre 1985, p. 4).

⁷⁹⁷ Voir notamment A. COLLOVALD [2002] et, de manière moins affirmée, SIMEANT [2003]. On peut noter que ces deux auteures n'utilisent pas les mêmes termes

précisément, indépendamment des groupes qui la portent, les caractéristiques de cette solidarité internationale, dont l'objet et le nom même ont constitué et constituent toujours un enjeu de lutte. En effet, s'il y a bien interdépendance entre les différents acteurs de la solidarité internationale et, plus de précisément, de la « crise du tiers-mondisme », elle prend des formes et des degrés trop disparates pour que l'on puisse parler d'un « microcosme social relativement autonome » [BOURDIEU, 1992 : 72-73] délimité par la « structure des relations objectives entre les positions qu'y occupent des individus ou des groupes placés en situation de concurrence pour la légitimité [...] » [BOURDIEU, 1998/1992 : 351]. Plus exactement, cette concurrence joue sur d'autres niveaux, sur une période temporelle plus réduite, et entre des groupes au nombre plus restreint que celui de l'ensemble des producteurs de discours sur le tiers-mondisme. Pour le dire autrement, s'il y a bien des effets de champ, l'espace social de la solidarité internationale ne possède pas, jusqu'au milieu des années 1980, un degré d'institutionnalisation et de professionnalisation suffisamment fort pour que l'on puisse l'ériger, avant cette période, en « champ » à part entière⁷⁹⁸. Certes, l'émergence d'une sensibilité aux malheurs des « autres lointains » existait depuis longtemps. Mais il semble que la « crise du tiers-mondisme » précède et participe du procès de transformation d'un espace aux règles encore fluides en un univers relativement clos, dominé non plus par des professionnels du salut des âmes (les organisations religieuses) ou du salut politique (les mouvements d'extrême gauche), mais par des acteurs, les humanitaires, soucieux de laïciser (aux dépens du politique et du religieux) et de professionnaliser, sous l'angle technique et, plus précisément, médical, la relation à l'« Etranger » aidé. En cela, on rejoint A. COLLOVALD [2002 : 29] quand elle repère un « double mouvement [...] qui a travaillé à faire des intervenants sur la cause des "pauvres" ou des "étranger" non plus des

(« solidarité internationale » pour A. Collovald, « humanitaire » pour J. Siméant) et que la première jette un regard beaucoup plus critique que la seconde sur l'engagement des militants.

⁷⁹⁸ J. SIMEANT [2003 : 188-189] rappelle que le développement du salariat date, dans ce que l'on commence alors seulement à appeler « organisations non gouvernementales », du milieu des années 1980.

représentants mais des spécialistes de leurs "problèmes" et, dans le même temps, des autres aidés davantage des objets d'expertise que des représentés ayant une voix à faire entendre. [...] ». Le paradoxe de cette transformation de la solidarité vis-à-vis des « autres lointain » [COLLOVALD, *ibid.*], aujourd'hui perçue comme « apolitique⁷⁹⁹ », est qu'elle s'est produite dans un contexte hautement politique : exclure le politique de cet espace était (tous les protagonistes de l'époque en avaient conscience) une entreprise politique.

§3 – LE TIERS-MONDISME, DU STIGMATE POLITIQUE A LA CATEGORIE SCIENTIFIQUE.

Il n'en demeure pas moins que l'inflation de la production éristique concoure à effacer, sur le coup, toute nuance ou toute tentative de médiation. Dès lors, face aux entrepreneurs de moral humanitaires, qui paraissent unis tant par leurs objectifs (aider les « victimes ») que par leurs modes d'action (souvent médicale), bénéficiant, outre du bénéfice symbolique accordé à la nouveauté des causes défendues, d'une forte visibilité médiatique et de relais institutionnels, les tentatives de constitution et de réhabilitation d'un « camp » tiers-mondiste échouent complètement. Quelle que soit la position des acteurs considérés, l'endossement de ce qui apparaît, dès le début des années 1980, comme un véritable stigmatisme politique, semble impossible. Le vif échange entre Pascal Bruckner et René Dumont illustre exemplairement le malaise ressenti par les « tiers-mondistes » face à une étiquette qui leur a été imposée.

Une définition négative

[...] **Bernard Pivot** : Et de quand date le mot « Tiers-Monde » qu'on emploie aujourd'hui ?

René Dumont : 52. C'est Sauvy, c'est Balandier qui l'ont créé à ce moment-là [...].

⁷⁹⁹ Le numéro de la revue *Mots* consacré à « L'humanitaire en discours » (n° 65, mars 2001) et, plus particulièrement, les articles de Ph. JUHEM [*ar. cit.*] et de M. TOURNIER [2001 : 136-145], sont illustratifs de cet oubli de la forte politisation dont firent l'objet les mouvements humanitaires dans les années 1980. Significativement, la contribution de M. Tournier porte pour titre « *Humanitaire* est-il apolitique de naissance ? ».

B. Pivot : Vous considérez-vous comme un "tiers-mondiste" ?

R. Dumont : Le terme n'est pas très beau. Mais je considère, globalement, le mot est accepté. Alors, je continue à l'employer. Je me considère comme tiers-mondiste !

B. Pivot : Et qu'est-ce qu'un tiers-mondiste ?

R. Dumont : Et bien, le tiers-mondiste, ce n'est tout de même pas un chrétien abâtardé, comme disait Pascal Bruckner. Parce que Pascal Bruckner a dit que ceux qui s'occupent des démunis, ceux qui s'occupent des pauvres sont des chrétiens abâtardés. Alors moi...

Pascal Bruckner : Ce n'est pas cela que je dis...

B. Pivot : Attendez, attendez !

P. Bruckner : C'est d'autres tiers-mondistes ! [...] ⁸⁰⁰ ».

On retrouve certes çà et là des tentatives pour s'approprier la catégorie, la retourner en quelque sorte pour la transformer en notion positive. Ces essais avortés s'inscrivent, pour la plupart, dans la courte période où le nouveau ministre de la Coopération, Jean-Pierre Cot, tente d'initier un changement dans les rapports entretenus entre la France et les pays africains anciennement colonisés. On peut citer, à titre d'exemple, cet extrait d'entretien publié dans *Terres des hommes* avec Charles Condamines :

« [...] Vous n'êtes pas satisfait de l'actuel bulletin de santé du tiers-mondisme en France ?

[réponse:] Le mouvement tiers-mondiste doit encore conquérir ses lettres de créance. Le bilan comporte des ombres et des lumières. Il nous semble qu'il faut mettre en marche un processus à trois temps : une information à signification concrète et réaliste. Des actions qui prolongent cette information et qui permettent de cimenter un véritable mouvement actif, créateur. Enfin, un mouvement d'opinion et d'action, qui prend sa place à part entière dans le débat public, en Europe. Il s'agit de faire en sorte que, lorsqu'on discute chez nous de politique énergétique, d'emploi, de finance, de dépense, les préoccupations tiers-mondistes soient versées au débat. Il faut qu'elles ne soient plus passées sous silence et deviennent incontournables. [...]

⁸⁰⁰ *Apostrophes*, 1^{er} juillet 1983, cité in Bertrand Cabedoche. 1987 (juin). *Conscience chrétienne et tiers-mondisme. Itinéraire d'une revue spécialisée, Croissance des jeunes nations, dans le paysage politique et intellectuel en France - 1961-1986*. Thèse de science politique s. la dir. de Philippe Braud. Rennes : CRAP. P. 1231. Les guillemets encadrant le mot "tiers-mondiste" sont de B. Cabedoche.

[question:] En d'autres termes, vous croyez ferme à ce renouveau du Tiers-Mondisme [sic] [réponse:] Oui, nous pensons qu'un mouvement tiers-mondiste, recentré dans nos propres réalités, vitalisant plus que jamais des objectifs de solidarité internationaliste peut attirer vers lui de nouvelles sympathies et un véritable potentiel militant. Il faut pour cela, développer une méthodologie juste, maintenir le cap et, faut-il le préciser, avoir beaucoup de patience, de modestie mais aussi d'imagination. [...] ⁸⁰¹ ».

Pour autant, ce type de discours demeurent extrêmement minoritaire. Dans le *Md* et, plus précisément, sous la plume de Claude Julien, les prises de position concernant le « "tiers-mondisme" » ne laissent dès le début planer aucune ambiguïté sur le peu de cas accordé à la catégorie. Celle-ci, comme l'attestent les guillemets employés systématiquement, se voit déniée toute pertinence, toute valeur.

« [...] Ceux qui, fort peu nombreux en Occident, préconisent un autre type de relations avec les continents sous-développés sont des trouble-fête. Il est urgent d'éliminer l'influence dévastatrice qu'ils auraient sur l'opinion et sur les gouvernements. Pour cela, il convient d'abord, en les montrant du doigt, de leur coller une étiquette : ce sont des "tiers-mondistes". Il faut ensuite donner à cette étiquette un sens péjoratif : qu'ils subsistent avec 700 F par an dans le Sertao brésilien ou dans les rizières des Philippines, ou bien qu'ils vivent confortablement sur les bords du lac Léman ou de l'Hudson, ce sont des "frustrés du développement" et des "réactionnaires", des psychopathes qui se délectent de la critique du capitalisme. Pensez-donc ! Ils propagent "la thèse tiers-mondiste qui prétend expliquer le retard et la pauvreté de l'Inde ou de l'Afrique noire par la seule exploitation impérialiste". Ainsi caricaturée, la "thèse tiers-mondiste" devient plus facile à mettre en pièces. Sous ce masque trompeur, elle est née, non pas à droite, mais dans de petits cercles d'intellectuels de gauche qui, à défaut de réaliser chez eux une révolution à laquelle ils osaient à peine rêver tout en souhaitant secrètement qu'elle ne se produisît pas, ont projeté leurs plus fols espoirs sur les "lutttes révolutionnaires" des "peuples opprimés". [...] ».

La ligne du rédacteur en chef du mensuel ne dévia en la matière pas d'un pouce : le « "tiers-mondisme" » n'existe pas.

⁸⁰¹ "Lutter contre le gaspillage chez nous, c'est voter chaque jour et être solidaire de la souffrance".

Toutefois, oscillant entre franche mais brève réaction et silence éloquent⁸⁰², le *Md* franchit un cap à la suite du colloque de Liberté sans frontières, en 1985. Dans son numéro de mai était publié un important dossier intitulé « Une bête à abattre : le "tiers-mondisme" ». Longuement introduit par un article de son directeur, Claude Julien, le dossier s'articulait principalement autour d'une enquête pointue réalisée par Alain Gresh, démêlant les liens étroits tissés entre LSF et la droite néolibérale, qui eut un certain écho dans les rangs de MSF, si l'on en croit Rony Brauman lui-même⁸⁰³. Cependant, bien que défendu dans le titre même du dossier, le tiers-mondisme y était toujours entouré de guillemets ; Claude Julien l'identifiant comme « une doctrine qu'ils [les tiers-mondistes] n'ont jamais élaboré, une idéologie qui n'est pas la leur⁸⁰⁴ ». Et pour cause : marqué d'un sceau d'infamie marxiste-léniniste, le stigmate tiers-mondiste était, désormais, indéfectiblement lié par tous les commentateurs de droite ou de gauche à l'échec du projet révolutionnaire.

Face à l'ampleur des attaques, quelques « tiers-mondistes » tentèrent de contre-attaquer, mais en vain. Dans le *Md*, la polémique contribua à rapprocher le mensuel de mouvements qui avaient également fait les frais de la « crise ». Il apporta à titre d'exemple son soutien au CCFD lors la campagne de dénigrement dont le mouvement catholique fait l'objet au printemps 1986⁸⁰⁵, ouvrant ses colonnes à Bernard Holzer, son secrétaire général⁸⁰⁶. À l'image du Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale (CEDETIM), groupe internationaliste et « anti-impérialiste » apparu lors de la guerre d'Algérie, qui initie, vers la fin des années 1980, un rapprochement avec le

⁸⁰² À l'exception d'un éditorial du directeur du mensuel, Claude Julien qui n'y fait qu'allusion (« Maccarthysme », novembre 1983, p. 1).

⁸⁰³ Revenant sur la création de LSF, R. Brauman déclare, à propos de l'assemblée générale de MSF qui suivit le colloque de janvier 1985 : « Nous n'en menions pas large [...]. L'hostilité de l'assistance à notre égard était vraiment forte, d'autant que la plupart des adhérents demeuraient foncièrement tiers-mondistes. Tous avaient sous le bras le numéro du *Monde diplomatique* qui, fait exprès, consacrait, ce mois-là, une bonne quinzaine de ses pages à l'affaire [...] » (Anne Vallaeys, *Médecins sans frontières*, op. cit., p. 504).

⁸⁰⁴ « Une bête à abattre : le "tiers-mondisme" », *ar. cit.*

⁸⁰⁵ Voir Denis Pelletier, « 1985-1987 : une crise d'identité du tiers-mondisme catholique ? », *art. cit.* ; Éric Agrikoliansky, « Du tiers-mondisme à l'altermondialisme : genèse(s) d'une nouvelle cause », in *L'altermondialisme en France. La longue histoire d'une nouvelle cause*, op. cit., p. 43-73.

⁸⁰⁶ « Quand l'Évangile redevient subversif », juin 1986, p. 6.

Centre de recherche et d'information sur le développement (CRID⁸⁰⁷), le *Md* s'efforce d'homogénéiser un « camp » tiers-mondiste jusqu'alors très fragmenté. Néanmoins, un certain nombre d'indices laissent à penser que la recomposition de la gauche dite « tiers-mondiste » au milieu des années 1980, puis sa sublimation, au début des années 2000, en « altermondialisme⁸⁰⁸ », s'est traduite par la forclusion de l'étiquette tiers-mondiste et, par-là même, de toutes les connotations marxistes que pouvait charrier ce stigmatisé. Gustave Massiah, un des fondateurs et animateurs du CEDETIM, relate dans un entretien réalisé avec Eric Agrikoliansky en 2002 le rapprochement opéré entre « tiers-mondistes chrétiens » et « anti-impérialistes marxistes » (selon l'expression d'E. AGRIKOLIANSKY : 65) au début des années 1980.

« Tout le début de l'année 1968 est très marqué pour le débat sur la place du tiers-monde et c'est là que se fait pour nous une rupture avec ce qui va devenir les humanitaires après et avec le tiers-mondisme... des catholiques, qui développent le travail local, de petits projets, etc. Et nous, nous défendons une idée plus politisée. Nous, nous parlons de lutte des classes, de Révolution mondiale. Enfin, nous les accusons d'être des *localistes-basistes* [rires] [...]. [Après 1980], les tiers-mondistes avaient évolué et nous aussi on avait évolué : ils étaient moins localistes... surtout leur direction. Le CCFD, Terre des hommes, Peuple solidaire, enfin il y en avait beaucoup, qui proche du CEDETIM d'une certaine façon, enfin bon, c'était la même génération culturelle en quelque sorte et nous aussi nous avons appris avec l'Algérie : nous avons presque tous été des soutiens forts du F.L.N. et bon, évidemment... nous avons rompu avec l'Etat F.L.N.⁸⁰⁹ »

Illustration anecdotique mais révélatrice de cet oubli, en mai 2004, le numéro du *Md* comportant un « cahier spécial », cité précédemment, reproduisant douze « unes » du journal présentées par le directeur de la rédaction, Ignacio Ramonet,

⁸⁰⁷ Organisation fondée en 1976 par des mouvements chrétiens (la CIMADE et le CCFD notamment), structurant plusieurs associations françaises d'aide ou d'information sur le développement.

⁸⁰⁸ Sur ce point, voir les différentes contributions in Eric Agrikoliansky & *alii*, *L'altermondialisme en France*, *op. cit.*

⁸⁰⁹ Dans un entretien accordé à Gilbert Wasserman dans la revue en 2005 (« Itinéraires – De la décolonisation à l'altermondialisme – Entretien avec Gustave Massiah », *Mouvements*, n° 42, vol. 5), l'ancien responsable du CEDETIM fait également allusion à « la bataille entre tiers-mondistes et anti-tiers-mondistes. Nous étions très critique envers le tiers-mondisme. »

« comme autant de balises qui jalonnent l'histoire du dernier demi-siècle⁸¹⁰ ». Selon le sommaire, aurait dû figurer en page huit de cet encart la « une » du numéro de mai 1985, qui vit la « publication d'un des dossiers les plus polémiques de l'histoire du journal : « Une bête à abattre : le "tiers-mondisme" ». Coïncidence, erreur technique ou acte manqué : ce fut un numéro de septembre 1988 qui fut reproduit en lieu et place de la « une » promise⁸¹¹. Cette omission illustre, involontairement, le statut du tiers-mondisme dans la mémoire militante comme dans l'histoire officielle. Etiquette politique née dans la controverse et le reflux idéologique des années 1980, amalgamant dans un même moule des groupes ou des individus éclatés, elle conserve encore, à l'heure actuelle, une charge polémique négative qui limite ses usages mémoriels et obère sa portée heuristique. Révélatrice, à cet égard, est l'absence de toute référence aux « heures glorieuses » des tiers-mondismes au sein du mouvement altermondialiste français, et les tentatives – pour l'instant avortées – de réimposer l'étiquette tiers-mondiste sur cette mobilisation.

SECTION 3 – EN-DEÇA OU AU-DELA DU MARXISME ? LE MONDE DIPLOMATIQUE ET LE TIERS MONDE.

Au sein du *Md* se développe, à partir du milieu des années 1960, un courant critique à l'égard de l'aide apportée par les pays occidentaux, via notamment les organisations internationales type FMI et Banque mondiale. Cette perspective a notamment été celle de Micheline Paunet, telle qu'on l'a décrite dans le chapitre 2, ou encore d'Y. Florenne.

§I – *LE MONDE DIPLOMATIQUE*, JOURNAL DES CERCLES DIPLOMATIQUES... OCCIDENTAUX (1954 – DEBUT DES ANNEES 1960)

Si François Honti témoigne, durant les premières années du mensuel, d'un certain intérêt pour les pays décolonisés ou en voie de l'être, ces derniers sont loin d'être au cœur des questions

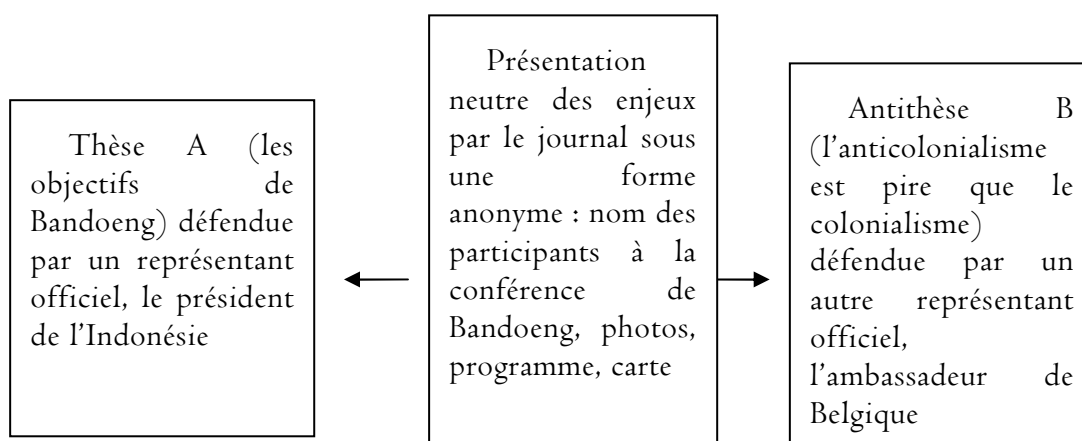
⁸¹⁰ « Un cahier spécial de douze « unes » », *LMd*, art. cité.

⁸¹¹ Quelques années plus tard, Alain Gresh n'avait plus souvenir de cette erreur (entretien, 2009).

abordées dans le journal. Issu de la *mittel Europa*, profondément marqué par les conflits mondiaux, son attention se portait principalement, on l'a vu, sur les relations entre l'URSS et les États-Unis. Le *Md* des années cinquante témoigne pleinement de cet état d'esprit. La couverture de la conférence de Bandung, en avril et mai 1955, se limita ainsi à trois articles dont les auteurs et le contenu s'inscrivaient dans la ligne développée alors par le mensuel. Le premier, publié anonymement avant la conférence, affichait la liste des participants à la conférence et en donnait l'ordre du jour, dans un registre parfaitement légaliste⁸¹². Si le numéro de mai 1955 laissait au président Soekarno le soin de présenter, en première page, les « objectifs de la conférence de Bandoeng » (« Anticolonialisme – Antiracisme – Défense de la paix »), c'était néanmoins pour critiquer quelques pages plus loin, sous la plume de l'ambassadeur de Belgique à l'ONU, l'« anticolonialisme à sens unique » des « nations émancipées ». Reprochant aux nouveaux gouvernements de pratiquer eux-mêmes une forme de « néocolonialisme », F. van Langenhove affirmait que « [...] l'ancien colonialisme était entouré de garanties internationales que les nouveaux États d'Asie ont répudiées avec lui [...] », et condamnait un anticolonialisme de « [...] nature essentiellement émotive et, par la même, irrationnel [...] »⁸¹³. Le schéma horizontal d'une information légaliste et polyphonique était ainsi respecté.

⁸¹² « Plus de la moitié de la population du globe sera présente à la conférence afro-asiatique de Bandoeng », 04.55, 3. L'article a paru en page 3 ; la une revenait sur les deux ans du marché commun du charbon et de l'acier ainsi que sur « quelques grandes heures de [la] vie diplomatique » de Paul Claudel. C'est dire à quel point François Honti n'avait pas anticipé l'importance de l'événement.

⁸¹³ F. van Langenhove, « L'anticolonialisme des nations émancipées est parfois à sens unique », 04.55, 8.



Cette perspective est présente jusqu'au début des années 1960. Par rapport à ce schéma, les collaborateurs du mensuel affichèrent durant cette période trois types de position, qui pouvaient se côtoyer dans un même numéro, voire sur une même page. La première abordait les pays anciennement colonisés sous l'angle de la « petite histoire », en décrivant le rôle des « pionniers de l'influence française dans l'empire chérifien⁸¹⁴ », ou en expliquant « comment l'armée découvrit les Arabes et leurs pittoresques coutumes⁸¹⁵ ». Anecdотiques, historiques et souvent paternaliste, ces articles étaient écrits soit par des anciens du *Temps* (Jules Bertaut, Albert Mousset), soit par des ambassadeurs ou des fonctionnaires en fin de carrière (Pierre Loevenbruck, Aimé Dupuy⁸¹⁶), pour lesquels l'apport civilisateur de la France et l'infériorité des peuples d'Orient ne faisait, dans le contexte de la guerre d'Algérie, aucun doute. La seconde

⁸¹⁴ Albert Mousset, 02.56, 7.

⁸¹⁵ Jules Bertaut, « Après le coup d'éventail – Les premiers Français à Alger : comment l'armée découvrit les Arabes et leurs pittoresques coutumes », 04.56, 6-7 : « [...] Il semble, en définitive, que les premiers conquis par les vainqueurs furent les enfants des indigènes. Ils furent éblouis par les militaires ! [...] Ainsi, le prestige de la nation conquérante grandissait d'abord chez les jeunes générations. Mais déjà au bout de six mois d'occupation l'armée d'Afrique n'était plus tout à fait la même. Déjà des commerçants français s'étaient installés dans les principales rues d'Alger, et l'état-major donnait ses premiers bals ! [...] ».

⁸¹⁶ Le premier, auteur d'une dizaine d'articles entre 1956 et 1957, est un ancien consul général de France ; le second vice-recteur honoraire de l'académie d'Alger.

s'inscrivait dans la lignée de celle illustrée à leurs débuts par Yves Florenne et François Honti. Comme on l'a montré, ces derniers témoignèrent tout d'abord à l'égard du fait colonial puis des nations nouvellement indépendantes d'un intérêt circonspect, car soucieux malgré tout de laisser à la France et, plus généralement, aux anciennes métropoles, leur rôle de puissance mondiale. Ce parti-pris fut celui au premier chef des personnels diplomatiques français et étranger, qui défendaient évidemment les intérêts de leurs pays⁸¹⁷. Mais il fut également partagé par des journalistes du quotidien comme Édouard Sablier, André Blanchet, Robert Guillain ou Julien Lemoine⁸¹⁸. Petit à petit, cependant, ce regard prudemment patriotique se troubla de curiosité et d'une sympathie croissante pour la destinée des anciennes colonies, sans doute sous la double influence des rédacteurs du service étranger et de la lecture d'ouvrages défendant l'idée que l'action des colonisateurs était loin d'être positive. Vraisemblablement écrit par François Honti, plusieurs comptes rendus anonymes de livres rédigés sur les pays nouvellement indépendants témoignaient de cette prise de conscience progressive.

« [...] L'auteur représente les blancs sous un jour peu favorable ; le principal personnage européen du livre, un certain Robert, est à tous les égards antipathique, tandis que les noirs sont décrits comme de braves gens, pacifiques, bienveillants, et dignes de toute notre sympathie. Si cette façon d'opposer blancs et noirs paraît quelque peu arbitraire, l'ouvrage a le mérite de nous faire mieux comprendre l'état d'esprit de ces populations autochtones de l'Afrique noire, de nous les montrer comme elles se voient elles-mêmes, et de nous mettre en face de l'image qu'elles se font de nous...⁸¹⁹ ».

« Que pense l'Asie, dégagée de tout lien colonial, de ses anciens colonisateurs ? Le livre de M. Panikkar, ancien ambassadeur de l'Inde en Chine et en Italie, nous l'apprend sans ménagement : il juge le colonialisme européen avec une sévérité et

⁸¹⁷ À titre d'exemple : « Pour donner des bases solides à l'Union française : La formule du "droit du plus fort" doit faire place à celle de "l'association" », par Albert Sarraut, « ancien président du Conseil, président de l'Assemblée de l'Union française », 01.56, 1.

⁸¹⁸ Le premier juge par exemple positivement le renversement de Mossadegh en Iran (« Depuis la chute du régime Mossadegh – L'Iran a entrepris une œuvre de redressement économique » 07.57, 5).

⁸¹⁹ Compte rendu de *Afrique, nous l'ignorons*, de Benjamin Matip (08.56, 5).

un parti pris qui en disent long sur les rancunes que la mainmise politique, l'exploitation économique et les violences commises dans le passé ont accumulées chez ceux qui en furent les victimes. Le bilan que l'auteur dresse des entreprises coloniales est, certes, déformé par la passion, mais il contient bien des éléments vrais propres à nous inciter à réviser notre jugement sur l'action européenne dans les pays d'outre-mer. M. Panikkar appartient à cette élite asiatique formée dans les écoles européennes que le contact avec le monde occidental a rendu plus consciente des malheurs de son peuple et l'humiliation qu'il en éprouve le rend souvent injuste au point d'oublier certaines vérités essentielles, par exemple le fait que la responsabilité du colonialisme n'incombe pas uniquement à l'Europe, qu'elle a été encouragée et aidée pas la situation qu'elle a trouvé dans les pays colonisés. En outre rien ne prouve que l'évolution de l'Asie aurait conduit à un état de choses plus plaisant sans l'intervention européenne ; enfin, il est certain que si l'Europe a exploité les peuples coloniaux, elle les a aussi aidés, par les idées qu'elle a diffusées parmi eux, s'émanciper. Un jour viendra sans doute où l'histoire du colonialisme européen sera écrite *sine ira et studio* ; le livre de M. Panikkar pourra alors utilement éclairer les historiens sur l'état d'esprit des peuples libérés à l'égard de leurs anciens colonisateurs [...] ⁸²⁰ ».

Malgré l'usage du *nous* inclusif, faisant du locuteur le porte-parole des « anciens colonisateurs », et la réponse en trois points aux accusations formulées par un représentant de « cette élite asiatique formée dans les écoles européennes », ce dernier compte rendu laissait percevoir le changement de perspective à l'œuvre dans le quotidien et, par conséquent, dans le mensuel. Plus généralement, la rubrique des « Livres du mois » témoignait de l'ouverture, timide mais progressive, des collaborateurs permanents aux problèmes de développement, avec les comptes rendus des livres de Tibor Mende, Gunnar Myrdal, Gabriel d'Arboussier et, bien sûr, René Dumont⁸²¹. Fer de lance de ce changement de perspective, la génération des rédacteurs entrés dans les années 1950 au quotidien illustrait

⁸²⁰ Anonyme, « L'Asie et la domination occidentale du quinzième siècle à nos jours, par K. M. Panikkar », 06.56, 5.

⁸²¹ Tibor Mende. 1956. *Conversations avec Nehru*. Paris : xxx (08.56, 5) ; Yves Florenne, « Une étude de Tibor Mende sur les régions sous-développées » (11.56, 7) ; Gunnar Myrdal. 1959. *Théorie économique et pays sous-développés*. Paris : Présence africaine (02.60, 7) ; Gabriel d'Arboussier (ancien haut-dirigeant du Rassemblement démocratique africain, militant indépendantiste de longue date). 1962. *L'Afrique vers l'unité*. Paris : Afrique-Monde (04.62, 6) ; René Dumont. 1962. *Terres vivantes*. Paris : Plon (04.62, 6).

enfin le troisième type de position défendu dans le *Md* face à l'émergence, sur la scène internationale, des « peuples libérés ». Jean Lacouture au service Outre-mer, Eric Rouleau au Moyen-Orient, Claude Julien à Cuba, Jacques Grignon-Dumoulin en Amérique latine, Philippe Decraene en Afrique subsaharienne, Robert Gautier au Maghreb ou Georges Chaffard en Asie du Sud-est abordaient ces nouveaux territoires en experts. Fins connaisseurs des sous-continentaux dont ils avaient la charge, ils n'éprouvaient non seulement pas le besoin de « réviser leur jugement » vis-à-vis de la colonisation, mais étaient attentifs aux efforts de coordination des anciens pays colonisés⁸²², perçus comme ayant des intérêts communs.

« [...] Alors que la première conférence de Bandoung (1955) marquait la prise de conscience d'une solidarité qui unit les pays sous-développés ou ex-colonisés, la conférence de La Havane [de l'été 1960], en raison même des réalisations de la révolution cubaine, mettra l'accent sur les problèmes et programmes économiques. Ils partagent tous une même préoccupation : celle de la nécessité de stabiliser les prix des matières premières, dont ils sont fournisseurs, et qu'ils auraient intérêt à transformer chez eux au lieu de les exporter, à l'état brut, sur le marché mondial, où leur taux est soumis à toutes sortes de fluctuations. Et cette conférence se tiendra à une heure d'avion des États-Unis, grands importateurs de matières premières [...]»⁸²³.

À la différence des ambassadeurs, ils faisaient preuve d'une distance critique et d'un souci d'impartialité vis-à-vis des métropoles et des anciennes colonies, se demandant par exemple « où en sont les États issus de l'Empire français » en août

⁸²² En témoignent ainsi les articles consacrés au panarabisme et au panafricanisme : Marcel Niedergang, « Caracas – Affirmation de la solidarité latino-américaine », 05.54, 4-5 ; Eric Rouleau, « Le panarabisme en marche », 03.58, 1 ; Georges Chaffard, « La leçon d'Accra – Le panafricanisme face au panislamisme », 05.58, 5 ; André Blanchet, « À Cotonou – L'Afrique s'est entrouverte aux souffles du panafricanisme », 09.58, 1 et 4 ; Philippe Decraene, « L'Afrique noire tout entière fait écho aux thèmes panafricains exaltés à Accra », 02.59, 1 et 10 ; « Un leader panafricain – Jomo Kenyatta », 05.59, 12 ; « Une trentaine de chefs d'État pressentis par l'empereur d'Éthiopie ayant donné leur accord – la conférence panafricaine d'Addis-Abéba s'ouvrira le 25 mai sous des auspices particulièrement favorables », 05.63, 6. Philippe Decraene est par ailleurs l'auteur d'un « Que sais-je ? » sur le *Panafricanisme*, qui fit l'objet d'un compte rendu flatteur par Jean Lacouture en 11.59, 9.

⁸²³ Claude Julien, « La révolution cubaine – Test de l'attitude des deux blocs à l'égard des jeunes nationalismes », 04.60, 1 et 3.

1960⁸²⁴. Celle-ci ne les empêchait pas néanmoins de prendre occasionnellement position pour critiquer les tentatives occidentales de maintenir de leur domination, à l'image du journaliste Jacques Grignon-Dumoulin qui relevait par exemple, à propos de l'entreprise américaine United Fruit au Guatemala, que « la constitution et l'accroissement d'un tel "empire", qui relève nettement d'une nouvelle forme, économique celle-là, de colonialisme, ne va pas sans soulever de graves problèmes [...] ⁸²⁵ », ou encore de Claude Julien qui affirmait en 1962 :

« Contrairement à une erreur souvent commise par une certaine propagande américaine, les révolutions ne sont pas le fait d'un homme ou d'un groupe d'hommes ayant décidé d'abattre les structures existantes. Celles-ci sont menacées d'abord par leur propre anachronisme, leurs contradictions, le mécontentement et la fureur que peut susciter la misère qu'elle engendre [...] ».

Au total, l'intérêt pour le tiers monde se manifesta dans le mensuel sous des formes variées, la certitude d'un bilan positif de la colonisation⁸²⁶ le disputant, durant les premières années, à la prise de conscience de la vigueur du sentiment nationaliste et « pancontinental ». Marqués par le contexte de la décolonisation, les collaborateurs les plus réguliers du mensuel manifestèrent un intérêt doublé, pour certains d'entre eux, d'une empathie croissante. Dans tous les cas, ni le FLN algérien ni l'œuvre de Franz Fanon (les *Damnés de la terre* n'a pas fait l'objet d'un compte rendu lors de sa parution) n'ont constitué à un moment ou à un autre un modèle politique, ni n'ont tracé de

⁸²⁴ Dossier « De la tutelle à la souveraineté – Où en sont les États issus de l'Empire français », 08.60, 8, 9 et 10. Contributions de Philippe Herreman (« Tunisie : un climat troublé par la guerre d'Algérie »), de Pierre-Albin Martel (1924-2001, collaborateur du *Monde* ; « Maroc : un contentieux en suspens »), de Jean Lacouture (« Le nouveau visage de l'Indochine ») et de Georges Chaffard (« De l'Union française à la communauté renouvelée – Les États d'Afrique noire entrent dans la dernière étape de la décolonisation »). Philippe Decraene et André Blanchet publiaient également, dans le même numéro, des articles sur l'Afrique subsaharienne.

⁸²⁵ Jacques Grignon-Dumoulin (1929-2001 ; 14 contributions de 09.56 à 06.59), « L'assassinat du colonel Armas laisse intact l'empire des bananes », 08.57, 1.

⁸²⁶ Rendant compte d'un ouvrage belge portant sur l'*Economie congolaise à la veille de l'indépendance*, Philippe Decraene écrit encore, en 08.60, 7, que « [...] si l'immobilisme politique belge appelle la critique on reste en revanche confondu devant le "miracle économique congolais". En effet dans le domaine de la mise en valeur la réussite belge est incontestable. Une poignée de colons, appuyés par un gouvernement fort, coopérant étroitement avec milieux d'affaire lucides et entreprenants, ont transformé l'économie de la subsistance locale en l'ouvrant largement aux progrès de la technique moderne et aux échanges internationaux [...] ».

voie de développement alternative dans un journal qui accordait prioritairement son attention aux relations Est/Ouest. Si, seul ou presque, Claude Julien voyait dans l' « expérience cubaine » un sujet riche d'enseignement pour l'Occident, c'était dans la mesure où elle permettait d'éviter aux pays du Sud d' « entrer dans les schémas communistes » :

« [...] Pour l'Occident tout entier l'expérience cubaine mérite d'être étudiée sans passion. Si les dirigeants de La Havane recourent à certaines méthodes socialistes, ils ne souhaitent pas imposer à leur pays un régime communiste. Ainsi, la révolution cubaine représente dans l'hémisphère occidental la première tentative de résoudre les problèmes de sous-développement économique sans entrer dans les schémas communistes. Le parti communiste cubain peut le regretter, mais l'Occident devrait s'en réjouir. [...] L'intérêt de l'Occident est de montrer que le communisme ne constitue pas la seule réponse aux problèmes des pays sous-développés. Cuba lui en offre une occasion assez exceptionnelle. »

§2 – LE *MONDE DIPLOMATIQUE* ET LE TIERS MONDE : DE L'EMPATHIE CRITIQUE A LA CONDAMNATION DE L'IMPERIALISME (1962-1972)

La décennie 1960 apporte des changements par rapport à la perspective légaliste adoptée par François Honti à ses débuts. La disparition progressive des diplomates des colonnes du mensuel – hormis dans les textes extraits de communications faites à l'Académie diplomatique internationale ou à la suite de conférences internationales –, associée à la fin du processus de décolonisation, entérinent la disparition des articles les plus engagés en faveur de l'Occident. Ce sont désormais les journalistes du *Monde* (en poste ou ayant quitté le quotidien, comme Georges Chaffard ou Édouard Bailby) qui occupent seuls, avec Micheline Paunet, le terrain des pays du tiers monde. Est-il possible d'identifier en la matière une perspective commune aux collaborateurs les plus réguliers du mensuel ? L'intérêt profond de François Honti pour toutes les tentatives de « coopération⁸²⁷ » entre États se traduit dans le mensuel par le maintien d'une approche très institutionnelle, où les conférences

⁸²⁷ Rappelons que le sous-titre du journal change en 1962, les « cercles diplomatiques » cédant la place à la « coopération ».

internationales, qui se multiplient une fois la décolonisation terminée, constituent le principal angle d'analyse des pays du Sud. Conférences des pays non-alignés, conférences Afrique-Asie, conférences de l'Union africaine et malgache, conférences de l'organisation latino-américaine de solidarité, conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED)... scandent la vie internationale des années 1960 et s'imposent comme autant d'événements internationaux qu'il est nécessaire, pour le journal, de couvrir. Mais ces rassemblements ne furent pas analysés de la même manière.

L'illustration la plus parlante de l'importance accordée aux pays du Sud fut symbolisée par la publication, en octobre 1965, d'un « numéro spécial sur le "tiers monde" » célébrant les dix ans de la conférence de Bandung. Seul exemple de hors série dans toute l'histoire du mensuel⁸²⁸, comportant de la couleur⁸²⁹, il fut rédigé par les collaborateurs habituels du mensuel : François Honti, qui en livrait l'éditorial, Jean Lacouture, Philippe Herremann, Philippe Decraene, Jacques Decornoy, Elena de La Souchère, Eric Rouleau, Micheline Paunet et Bernard Féron. S'y ajoutaient des articles de Jules Moch, Pierre Moussa (auteur du livre *Les Nations prolétaires*) et René Dumont et, surtout, un important dossier publi-rédactionnel de vingt pages, « L'Algérie dans la voie du socialisme », réalisé « à l'aide de documents fournis par les services du gouvernement algérien⁸³⁰ ». Chaque spécialiste du quotidien s'y livrait à l'exercice de style consistant à montrer, pour chaque zone continentale, les efforts des pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine pour maintenir l'« esprit de Bandung⁸³¹ ». Or, à l'exception de Jean Lacouture⁸³²,

⁸²⁸ Avec le celui publié en mai 2004 pour la célébration des cinquante ans du mensuel. Alors que ce dernier était livré gratuitement avec le numéro de mai, le numéro spécial d'octobre 1965 était un hors série mis en vente quelques jours après la publication du numéro habituel.

⁸²⁹ Fait exceptionnel, un liseré vert figurait en haut de la première page.

⁸³⁰ Le hors-série et son dossier publicitaire s'inscrivait dans un contexte politique très particulier, celui du coup d'État du général Boumediène contre le président Ben Bella le 19 juin 1965, alors que la seconde conférence afro-asiatique devait s'ouvrir à Alger en juillet 1965. Reporté le 5 novembre de la même année, elle n'eut finalement pas lieu... mais le dossier publi-rédactionnel fut lui bien publié. Derrière la condamnation de l'« iniquité patente des rapports économiques mondiaux conçus et mis en place au mépris des intérêts vitaux du "tiers monde", Houari Boumediène se livrait à une justification de son coup d'État (Houari Boumediène, « La République algérienne face à ses responsabilités », numéro spécial cité, p. 5).

⁸³¹ François Honti, « Entre les deux blocs », numéro spécial du 20 octobre 1965, p. 1

l'ensemble des commentateurs dressait un constat pessimiste des efforts de coopération entamés depuis dix ans par les États anciennement colonisés. Pour Jacques Decornoy, « [...] aucun État ne peut se prévaloir d'une "vitrine" qui serait exemple pour le "tiers monde" [...] » ; plus généralement, « [...] tant en politique intérieure qu'en politique étrangère et dans le domaine économique, l'Asie du Sud-Est demeure à la recherche de sa propre originalité. Aucun grand "axe" ne la traverse [...]. Est-elle fondamentalement différente des autres grandes régions du "tiers monde" ? L'Amérique latine, le Moyen-Orient, l'Afrique, noire ou nordique, n'ont guère plus d'unité [...] »⁸³³. Quant aux États d'Amérique latine, selon Elena de La Souchère, bien qu'« ouvert[s] à toute suggestion afro-asiatique », ils voyaient d'un œil « inquiet » – à l'exception de Cuba – les « implications politique et idéologique » des conférences internationales. À l'image de Philippe Herreman, pour lequel « [...] les motions sur l'anti-impérialisme, la libération des pays encore dépendants, la lutte contre la ségrégation en Afrique du Sud, le conflit vietnamien, etc. » propres aux conférences du tiers monde relevaient de la « démagogie stérile »⁸³⁴, les collaborateurs les plus proches du mensuel ne croyaient pas aux potentialités politique du « "tiers monde" ». Tirant le bilan de la conférence tricontinentale de La Havane et d'une série de coups d'État, Georges Chaffard écrivait ainsi, quatre mois seulement après le numéro spécial d'octobre 1965 :

« [...] La série d'échecs que viennent de connaître à travers le monde les mouvements progressistes est d'abord celle d'un certain romantisme flamboyant. Les leaders déçus, Ben Bella, Nkrumah, Lumumba, tout comme les leaders menacés Sukarno, Sekou

⁸³² « Nouvelles figures de proue sur la scène mondiale – Les "Grands" de l'afro-asiatisme », numéro spécial cité, p. 1 et 26. Sur l'œuvre bibliographique de Jean Lacouture, voire GAITI, 1994 : 7 qui rappelle que le journaliste part en 1966 aux États-Unis pour réaliser « une thèse de troisième cycle de sociologie sur la personification du pouvoir ».

⁸³³ Jacques Decornoy, « Profondément désunie et en guerre depuis vingt ans – L'Asie du Sud-Est en trouvera une place originale dans le "tiers monde" qu'une fois entièrement libérée des ingérences étrangères », numéro spécial cité, p. 3.

⁸³⁴ Philippe Herreman, « Les deux pôles de regroupement du continent noir – Une famille politique influente mais inorganisée : l'Afrique "révolutionnaire" », numéro spécial cité, p. 2. Dès 1960, ce journaliste s'était « [interrogé] sur l'efficacité réelle de la conférence de Conakry, comme de celles qui l'ont précédée. À quoi peuvent aboutir ces flots oratoires, ces proclamations enflammées, ces diatribes outrancières ? [...] » (« Nouveau procès du colonialisme à Conakry », 05.60, 8).

Touré, Castro, étaient des révolutionnaires lyriques. L'éclat d'un rôle historique, la magie du verbe, une incontestable sincérité, leur ont valu un temps l'adhésion des masses populaires et ont éveillé l'enthousiasme de la jeunesse. Mais aucun de ces hommes n'avait la tête froide et calculatrice d'un Lénine, d'un Mao Tse-toung ou d'un Ho Chi Minh, trempés par des dizaines d'années de combat révolutionnaire. L'ancien adjudant de l'armée française d'Italie Ahmed Ben Bella, l'élève des missions protestantes et diplômé d'universités américaines et britanniques Kwame Nkrumah [...] se sont jetés dans l'action révolutionnaire avec une fougue de néophytes trop tôt promus chefs d'État. Leurs erreurs viennent de là. Inexpérience pratique des "tours et détours" de la voie révolutionnaire ; croyance naïve dans les vertus instantanées du socialisme ; subjectivisme ; culte de la personnalité ; autant de facteurs négatifs qui expliquent ou appellent l'échec. [...] ⁸³⁵ ».

Contrairement à ce qui a pu être affirmé par la suite, les collaborateurs du *Md* des années 1960 étaient donc loin de partager l'idée selon laquelle le sujet politique résidait désormais dans le « "tiers monde" ⁸³⁶ ». Au contraire, hormis dans les textes fournis par certains ambassadeurs, on trouve peu de traces d'un soutien explicite aux mouvements révolutionnaires armés qui se développaient alors, notamment en Amérique latine. Autant, voire plus que le regard critique jeté sur ce que Gérard Chaliand appellerait dix ans plus tard le « verbalisme » des dirigeants africains ou latino-américains, le point de vue des collaborateurs

⁸³⁵ « L'évolution du "tiers monde" – L'échec des leaders "romantiques" conduira-t-il leurs successeurs à une évaluation plus modeste des objectifs ? » (04.66, I et 9). Dans la même perspective, les trois derniers chapitres du deuxième tome des *Carnets secrets de la décolonisation* [Paris : Calmann-Lévy, 1967] décrivent l'échec de l'« Afrique révolutionnaire », de la « chimère » consistant à penser qu'il est possible, au Cameroun ou en Guinée, « [...] de triompher par une action révolutionnaire de type marxiste, analogue à celle qu'Ho Chi Minh a mené victorieusement au Vietnam [...] » [p. 348].

⁸³⁶ C'est ce qu'écrit par exemple K. Ross dans son étude – coéditée par le *Md* – du Mai 68 français : « [...] au début des années 1960, les éditions Maspero étaient surtout connues comme un autre "vent venant du sud", la maison qui traquait le déclin et la chute de l'Empire, et qui relayait régulièrement les théories et les témoignages sud-américains, africains ou asiatiques. [...] C'est principalement grâce aux éditions Maspero et à la direction éditoriale du *Monde diplomatique* et des *Temps modernes* d'alors – tous trois avaient beaucoup d'auteurs en commun – que l'une des grandes particularités gauchistes de l'époque se découvrit au grand jour : la théorie n'était plus générée par l'Europe mais bien par le tiers-monde. Non seulement l'acteur, c'est-à-dire le militant paysan se battant pour la liberté, émanait du tiers-monde [...], mais, dans cette période de renversement gauchiste, les "damnés de la terre" – Mao, le Che, Fanon, Cabral et les autres – étaient également devenus les penseurs. [...] » [ROSS, 2005 : 89]. L'expression « direction éditoriale » prête même à sourire quand on sait qu'elle était exercée à l'époque par un ancien diplomate qui n'était rien moins que communiste.

du mensuel était bien plutôt marqué par une distance critique vis-à-vis du « "tiers monde" » et de ses revendications. Cette mise à distance prenait au moins deux formes. La première reposait sur l'emploi de marques de distanciation énonciative, d'un style journalistique excluant tout parti pris trop marqué. L'usage systématique de guillemets encadrant l'expression « "tiers monde" » témoignait vraisemblablement de la prudence vis-à-vis d'une catégorie dont la pertinence était régulièrement interrogée⁸³⁷. D'une manière générale, les journalistes du service étranger usaient abondamment des guillemets, dont on peut faire l'hypothèse qu'ils permettaient de ne pas endosser les partis pris implicites (notamment politiques) qu'ils étaient censés véhiculer⁸³⁸. Ces signes de ponctuation, ces tournures impersonnelles témoignaient du fait que les rédacteurs n'entendaient jouer pas le rôle de porte-parole des demandes politiques des pays du « "tiers monde" ». En ce sens, la seconde marque de distance par rapport aux revendications formulées lors des conférences internationales résidait dans la perspective légaliste adoptée par François Honti comme par Micheline Paunet. Pour l'équipe du *Md*, il ne faisait pas de doute que la solution aux problèmes internationaux passait par l'action de la seule organisation dotée d'une légitimité juridique et morale, l'ONU. Certitude morale, qui s'appuyait tout d'abord sur les « principes » de l'organisation internationale, impliquant

« [...] le respect de la souveraineté et de l'indépendance des États, la reconnaissance de l'égalité entre les Nations, la sauvegarde de la paix mondiale et le règlement pacifique de tous les différends, et aussi l'égalité des races et le respect des droits de l'homme [...] ».

Certitude juridique et politique, dans la mesure où

⁸³⁷ Pour mémoire, l'expression « tiers monde » apparaît en 1952 et n'est utilisée sans guillemets dans le mensuel qu'à partir du début des années 1970. Il aura fallu 18 ans.

⁸³⁸ On ne peut donner ici que quelques exemples illustratifs, faute d'avoir pu mesurer le procédé de manière systématique. Eric Rouleau, rendant compte en 02.68, 8 du désappointement des délégués arabes au Congrès culturel de l'OSPAAAL de janvier 1968, mêle dans son article : expressions entre guillemets de distanciation (comme dans le titre de l'article : « L'attitude de Cuba à l'égard du problème palestinien diffère de celle des pays arabes "progressistes" ») ; discours peut-être rapporté entre guillemets et sans italiques (La Havane est ainsi qualifiée de « "Mecque de l'anti-impérialisme" ») ; discours rapporté entre guillemets et avec italiques (« [...] Les délégués arabes avaient beau se dissocier de la propagande chauvine d'un M. Choukeiry et préconiser un "*État palestinien laïque et démocratique*" [...] »).

« [...] à défaut de nouvelles assises dans l'intervalle des deux conférences afro-asiatiques, les seules manifestations de la solidarité de ces pays se sont ainsi produites quasi exclusivement dans le cadre des Nations unies. D'où la conclusion que c'est l'Organisation elle-même qui a surtout permis à cette solidarité d'avoir une existence réelle, puisqu'elle n'avait de raison d'être que dans un contexte élargi aux dimensions mondiales [...]»⁸³⁹.

Face à ce faisceau de critiques, il semble difficile d'accoler l'étiquette tiers-mondiste à des journalistes qui n'accordaient pas de pertinence politique au concept de « "tiers monde" », ni ne prenaient véritablement au sérieux les revendications des représentants lors des conférences afro-asiatiques puis tricontinentales. Toutefois, les collaborateurs du mensuel n'en jetèrent pas moins, en parallèle, un regard compréhensif et inquiet sur un phénomène économique qui touchait de plein fouet les pays décolonisés : le sous-développement. Autant le « "tiers monde" » comme sujet politique positif et attractif était dépourvu de consistance, autant la réalité de sa dépendance économique et la relative similarité de ses problèmes de développement furent non seulement acceptées, mais firent l'objet, à partir du milieu des années 1960, d'un nombre croissant d'articles, dans la lignée de ceux de René Dumont. C'est notamment via la question de l'aide, telle qu'on l'a décrite avec Micheline Paunet, que le « problème » du développement du « "tiers monde" » fut abordée⁸⁴⁰.

§3 – DU TIERS-MONDISME AU NEOLIBERALISME : JALONS POUR UNE HISTOIRE

Dans les années 1970, la perspective développée par les collaborateurs du mensuel sur le tiers monde peut être triplement caractérisée. Le discours sur le tiers monde est porté essentiellement par un petit groupe où dominant les économistes, dont la signature revient très régulièrement : Guy de Bosschère, Marcel Barang ou Frédéric Langer, par exemple,

⁸³⁹ Micheline Paunet, « Servant à la fois de symbole et de lieu de rencontre avec les grandes puissances – L'organisation des Nations unies est le principal instrument de la politique commune des Afro-Asiatiques », numéro spécial cité, p. 25.

⁸⁴⁰ René Dumont, « Le développement du "tiers monde", problème fondamental de notre époque – Dans le domaine agraire il serait dangereux de vouloir brûler toutes les étapes », 08.61, 9.

dont les initiales reviennent fréquemment dans la rubrique « Les livres du mois ». Mais on relève également les noms d'économistes qui, à l'instar d'Arghiri Emmanuel, développent des points de vue hétérodoxes, par rapport au marxisme, sur la condition des pays du Sud. Second constat, c'est par le biais d'un petit nombre de thème que la question du tiers monde est abordée : l'exploitation des matières premières, le rôle des firmes multinationales, le poids décisif des États-Unis dans les processus de décision économique, les décisions des organisations économiques internationales. Christian Goux, professeur d'économie à Paris I, dénonce par exemple « L'exploitation "rationnelle" du tiers-monde » (02.74⁸⁴¹) ; Claude Julien⁸⁴² ; Gamani Corea (06.75...). Troisièmement, la perspective développée dans ces articles est critique. Elle s'inscrit dans des systèmes de dénonciation où les rôles sont bien définis, mais où le référent marxiste classique est absent. Centrée sur des réclamations telle que la mise en place d'un « nouvel ordre économique mondial » (NOEI), l'axe argumentatif structurant ces discours est celui d'une culpabilité des sociétés du Nord, incluant à la fois les États eux-mêmes, et les différents groupes qui y vivent. C'est ce qu'illustrent à titre d'exemple ces textes de Claude Julien, publiés entre 1965 et la fin des années 1970.

« [...] Le citoyen américain ne rêve peut-être pas d'impérialisme. Il se contente de consommer, non seulement la moitié du café produit dans le monde entier, mais un volume croissant de métaux rares importés du tiers monde. [...] Le consommateur ne se préoccupe pas de savoir à quelles conditions de prix sont importés le nickel, le chrome, le manganèse, l'étain, etc., et pas davantage du régime politique des pays producteurs. Il sait que la démocratie américaine trahit son idéal si l'automobile, la maison particulière, le confort [...] sont réservés à une minorité socialement privilégiée. Ses ressources doivent donc augmenter. Les syndicats s'en chargent, généralement avec succès. [...] La prospérité promise à tous par la démocratie américaine est à ce prix. Mais jamais les prix des matières premières importés en

⁸⁴¹ Avec cette conclusion : « [...] Une seule chose est certaine. L'exploitation des pays sous-développés au cours des vingt dernières années a été une affreuse réalité qui montre l'hypocrisie de pseudo-dons et aides accordés à ces pays. [...] »

⁸⁴² La Conférence de Washington sur le pétrole - Expansion industrielle et matières premières, 02.74.

provenance de pays pauvres n'augmentent dans les mêmes proportions. Au contraire, les importateurs doivent les maintenir aussi bas que possible [...]. Les sociétés propriétaires de mines ou de plantations en Amérique latine ou ailleurs entretiennent des polices locales ou font appel à l'armée du pays pour briser les grèves et mater les syndicats [du Sud] qui revendiquent des augmentations de salaire. Et le département d'État, au besoin, prend des mesures de rétorsion contre les gouvernements qui ne voient d'autre solution que de nationaliser les compagnies américaines. [...] » (*L'Empire américain*, op. cit., p. 362).

« [...] Le pouvoir s'inquiète moins qu'il ne le laisse croire. En grossissant les rangs de ceux qui redoutent tout changement, vingt-cinq ans d'expansion ont en effet limité le nombre des mécontents – que l'on gardera à l'œil. Fondement de la démocratie bourgeoise, la nouvelle classe moyenne s'est élargie au point d'amputer sérieusement les couches réputées turbulentes. Les transformations de l'appareil de production ont étendu la base d'un pouvoir qui respire enfin : la composition sociologique des pays d'Occident est de plus en plus homogène, et les travailleurs qu'ils exploitent le plus durement pour assurer l'indispensable prospérité sont hors frontières – ils peuplent, par centaines de millions, les nations prolétaires. Là réside la vraie contestation, la seule qui inquiète le pouvoir. Pendant longtemps, l'Amérique latine a vaillamment contribué à la prospérité des Etats-Unis : matières premières à bon marché, main d'œuvre sans défense et surexploitée, confortables débouchés commerciaux, profits rapatriés chaque année plus importants que les nouveaux capitaux investis. Pour avoir voulu briser ce carcan, la plupart des Pays d'Amérique latine font l'expérience de dictatures militaires pour lesquelles le F.M.I, la Banque mondiale et les grandes banques commerciales se découvrent des générosités insoupçonnées à l'époque révolue des pâles démocraties. [...] C'est dans ces pays [le Maroc du roi Hassan II, le Zaïre de Mobutu, les Philippines du président Marcos, l'Indonésie d'après Soekarno] qu'il faut investir, produire et vendre : gouvernements complaisants, administrations vénales, populations dociles... [...] C'est vers ces paradis qu'il faut exporter les capitaux, la production et, pour que tout reste dans l'ordre, les armes. Les démocraties libérales se déchargent sur ces régimes autoritaires du déplaisant devoir de maintenir dans le droit chemin les centaines de millions de prolétaires qui alimentent la prospérité de l'Occident. Bien sûr, ce redéploiement industriel entraîne quelques inconvénients. Inconvénients mineurs : l'Américain du Nord et l'Européen de l'Ouest doivent comprendre qu'ils ont intérêt à acheter des produits importés à bas prix, même si un tel système crée du chômage. [...] Le malheur, c'est que les pays industrialisés [...] ne parviennent pas [...] à s'entendre pour coordonner leurs efforts. Bien qu'ils prêchent l' "interdépendance" des peuples, ils

succombent trop facilement à l'égoïsme national, et celui-ci à tôt fait de déclencher une guerre économique qui casse le système monétaire, perturbe les échanges, fait flamber les tarifs des ressources naturelles que l'on se dispute au prix fort. Pour le profit des peuples des régions productrices ? Pour le profit des potentats qui ont la courtoisie d'assurer le maintien de l'ordre ? Pour le profit des firmes multinationales dont le cash-flow, en plein expansion, permettra de faire face aux investissements indispensables dans les industries de pointe [...]. L'Américain du Nord et l'Européen de l'Ouest, au bout du compte, en profiteront. Ils en profitent déjà. Le malheur, c'est que de tels investissements coûtent très cher et ne créent que peu d'emplois nouveaux. [...] Précieuses et menacées, cette liberté et cette prospérité sont une face de la médaille ; au revers, la dictature et la sombre misère du tiers-monde. Et vous ne seriez pas satisfaits, comblés, de vous trouver sur la bonne face de la médaille ? Si vous ne savez pas apprécier votre privilège – ou si, ce qui est pire, vous en refusez le prix – le nouvel ordre intérieur vous rappellera à la discipline et à la soumission, pour que s'épanouisse sans encombre le nouvel ordre économique international⁸⁴³ ».

Toutefois, à partir du milieu des années 1970 et, plus encore, du début des années 1980 (au moment où cette forme critique commence à se stabiliser), un certain nombre d'articles font le lien entre la montée des politiques de libéralisation menées aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, et la situation économique des pays du tiers monde pris dans la crise de la dette⁸⁴⁴. La critique du néolibéralisme s'appuie, dans *LMd*, sur deux terrains. Le premier, défriché notamment par Micheline Paunet, est celui des ouvrages, principalement nord-américains, étudiant les effets des mesures prises sous l'égide du F.M.I. et de la Banque mondiale. Ainsi, dans « L' "internationalisme libéral" à la conquête de l'Afrique australe », compte rendu des livres de Barry Cohen et Howard Schissel (*L'Afrique australe de Kissinger à Carter*, Paris : L'Harmattan, 1977) paru en janvier 1978 (p. 12), peut-elle écrire, à la suite des auteurs, que

⁸⁴³ Claude Julien. 1979. « Préface – L'ordre national et l'ordre international ». In Pierre Domergues (dir.). *Le nouvel ordre intérieur*. Paris : Alain Moreau. P. 21 sq.

⁸⁴⁴ Bénéficiant de la hausse des prix des matières premières, la plupart des pays du tiers monde s'étaient lancés, dès la fin des années 1960, dans des politiques d'investissement, et donc d'emprunts, ambitieuses. La chute des cours à la fin des années 1970, associée à un relèvement des taux d'intérêt, provoqua de graves crises économiques.

« la pièce maîtresse de cette stratégie, c'est la philosophie de l' "internationalisme libéral" propre aux milieux de la Commission trilatérale et dont la grande nouveauté s'affirme dans le choix des méthodes : souplesse et conciliation à l'égard des régimes en place, fussent-ils "socialistes", et des mouvements de libération dans le tiers-monde ».

On le voit, de 1972 (date du compte rendu du livre de T. Hayter cité *supra*) à 1978, un terme (« libéral » ou « néolibéral ») en a remplacé un autre (« libéraliste », néologisme dont on n'a pas trouvé trace ailleurs).

Le second terrain est constitué d'enquêtes sur la Grande Bretagne de la seconde moitié des années 1970 et du début des années 1980 (avant et pendant le gouvernement de M. Thatcher) et les Etats-Unis de Jimmy Carter puis de Ronald Reagan. Ce sont notamment Pierre Dommergues et Bernard Cassen qui portent ces critiques. Le second rend ainsi compte, dans plusieurs articles, des difficultés économiques et politiques d'une Grande-Bretagne dont on a oublié qu'elle fut, jusqu'à la fin des années 1970, dépendante des prêts du F.M.I., et où, déjà, ce que l'on appelle pas encore les « think tanks » néolibéraux étaient présentés comme ayant un rôle croissant dans les milieux politico-économiques :

« Cette "nouvelle droite", comme on l'appelle maintenant, a ses prophètes à l'étranger, M. Milton Friedman et M. F. Hayek, et en Grande-Bretagne Sir Keith Joseph et des économistes comme MM. Samuel Brittan, Ralph Harris [...]. Ces "nouveaux économistes", pendant britannique des "nouveaux philosophes" français, inspirent un certain nombre de cercles parfois situés en marge du parti conservateur mais dont l'influence s'étend bien au-delà [...] ⁸⁴⁵ ».

Pierre Dommergues, enseignant à l'université Paris 8 (comme Bernard Cassen, avec lequel il a activement contribué, en 1968-1968, à la création de l'université de Vincennes [Faucherre, 1992]) souligne quant à lui

« [...] qu' « aujourd'hui – à l'âge de la croissance réduite, du chômage, de l'inflation, de la sous-production et du sous-investissement – les Etats-Unis offrent un modèle double : le "libéral conservatisme" et le "libéral modernisme". Le premier

⁸⁴⁵ « Le mal britannique ou la peur de l'avenir », février 1978 ; « Nouveaux alignements politiques en Grande-Bretagne », mai 1981, p. 20.

prône un retour qui se veut intégré à la libre entreprise, le maître mot est la concurrence ; l'ennemi, l'interventionnisme d'Etat, il convient de réduire les dépenses de l'Etat en même temps l'impôt. Selon les "nouveaux économistes", il existe un seuil qu'il ne faut pas dépasser dans le rapport entre le PNB et le budget de l'Etat [...] ».

Le « libéral modernisme » est quant à lui présenté comme un « keynésianisme de droite, [...] où l'Etat a pour mission première d'organiser le dialogue à l'échelle internationale⁸⁴⁶ »).

L'émergence progressive et précoce, dans le *Md*, du néolibéralisme comme forme discursive cardinale, repoussoir engageant progressivement, à partir des années 1970, le journal et ses collaborateurs⁸⁴⁷, a pour corollaire le développement d'une forme connexe, devenue antithétique de la première : l'« Etat-providence ». Néanmoins, cette défense n'a pris des contours nets qu'après quelques hésitations. En effet, dès lors que ce dernier doit ses mérites à l'« utilisation systématique des échanges inégaux avec le tiers-monde », ou encore que « ce qui apparaît comme le plus grand mérite de l'Etat-providence, le plein emploi, doit être perçu et saisi dans le contexte des mécanismes capitalistes : c'est l'afflux d'une main d'œuvre à bon marché des campagnes (exode rural) et des pays du Sud (immigration) qui donne la possibilité aux capitalistes de se passer d'une armée de réserve au sens classique du terme⁸⁴⁸ », il n'est pas forcément simple de n'en vanter que les mérites.

Pourtant, graduellement, ce à quoi s'attaque le néolibéralisme, c'est, en Occident, le *Welfare State* :

« il est évident que l'on veut en finir avec l'Etat-Providence⁸⁴⁹ » ;

⁸⁴⁶ (« Le modèle américain. Comment l'Etat néo-libéral peut aider le capitalisme en crise à franchir une étape », mars 1979, p. 5-6.

⁸⁴⁷ Le premier article à mentionner le terme « néo-libéral » dans un titre est celui d'un collaborateur extérieur n'ayant collaboré que deux fois, Spilios Papaspiliopoulos : « Les lendemains de la dictature en Grèce – Une économie tributaire du modèle néo-libéral », octobre 1974, p. 3. Outre son ton relativement descriptif, il aborde la question du « modèle de développement néo-libéral » de manière général, sans le mettre en relation avec les pays du tiers monde ou occidentaux. Il n'est en outre jamais cité par la suite.

⁸⁴⁸ Jean-Marie Vincent [enseignant de philosophie à Paris 8] « L'agonie de l'Etat-providence », 03.79.

⁸⁴⁹ P. Dommergues, « Loin du New Deal et de l'Etat-providence – La révolte des contribuables américains et les "nouveaux politiciens" », novembre 1978.

« aux Etats-Unis comme au Royaume-Uni, la guerre à l'Etat-providence (Welfare State) est déclarée. [...]»⁸⁵⁰ » ;

« Tout se passe, dans la nouvelle droite européenne – et singulièrement française – comme si le marxisme n'était plus l'ennemi principal. Lorsqu'elle salue, aujourd'hui, la "fin du socialisme" [l'auteur cite ici *La fin du socialisme*, lettre n° 3 du Club de l'Horloge], [...] c'est surtout le rôle de l'Etat, son intervention dans la distribution des revenus, qu'elle entend viser. Ainsi s'établit de la droite la plus extrême à une gauche qui craint de l'être trop, le fameux consensus dont rêve toute idéologie libérale pour survivre, entre deux types de totalitarisme⁸⁵¹ ».

La forme « Etat-providence » devient déconnectée de celle, en perdition, de « tiers monde ». Signe révélateur, la forme thématique de l'« échange inégal », *i.e.* « l'effet de pillage produit par l'exportation des matières premières des pays en voie de développement⁸⁵² », décroît sensiblement au tournant des années 1980⁸⁵³.

*

Ce que l'on peut dire en conclusion de cette section, c'est que le *Md* a vulgarisé ce que certains auteurs ont pu appeler un « tiers-mondisme théorique ». Or, ce tiers-mondisme théorique était en marge du marxisme, que certains auteurs ont longuement critiqué, comme Arghiri Emmanuel. Il ne peut donc lui être pleinement associé. Ce tiers-mondisme du *Md* a été avant tout porté par des scientifiques et, en premier lieu, des économistes. Il en faut un peu plus, au niveau argumentatif, que les deux ou trois notes en bas de page de Pascal Bruckner pour démonter l'immense travail de mise en accusation des pays occidentaux – et, au premier chef, les États-Unis – qui a été construit à partir du milieu des années 1960. Au cours des années 1980 et, plus encore, 1990, l'action de la Banque mondiale ou du FMI a ainsi continué à faire l'objet de contestations [AGRIKOLIANSKY, 2005 ; SZCZEPANSKI, 2001].

⁸⁵⁰ Denis Clerc [professeur d'économie avant de créer, au milieu des années 1980, *Alternatives économiques*], « Ordre social et dictature du marché », mai 1981.

⁸⁵¹ Micheline Paunet, « Les tentations idéologiques d'un libéralisme en crise », mai 1981.

⁸⁵² Rudolf H. Strahm, « Impasses et limites de l'intégration – Le verdict des faits », mai 1979.

⁸⁵³ Trois articles par an en moyenne entre 1973 et 1979 sur ce thème, contre un en moyenne par an de 1980 à 1984.

Enfin, le tiers-mondisme a les traits de ce que D. CARDON et F. GRANJON [2005] ont appelé une cause transverse, traversant les mouvements, les organisations ou les courants, mais n'étant pas spécifiquement associé à un groupe précis. On conçoit dès lors qu'en liant sa ligne éditoriale au sort des « damnés de la terre⁸⁵⁴ », la petite équipe du *Md* n'ait pu d'une part que conserver une posture distanciée vis-à-vis d'une cause dépourvue d'assises organisationnelles stables et durables, et, d'autre part, résister à la « crise » d'un tiers-mondisme à la cohérence et à l'influence sans doute bien surestimées, *a posteriori*, par les acteurs de l'humanitaire, nouveaux concurrents dans le champ de la solidarité internationale au début des années 1980.

SECTION 4 – FERMETURE. BREVE HISTOIRE DES TIERS-MONDISMES EN FRANCE

Il est temps à présent de refermer le couvercle de la boîte noire du tiers-mondisme. Pour ce faire, on proposera dix assertions s'efforçant de circonscrire, de manière exhaustive, ce qu'a été ce phémène en France.

ASSERTION N° I – Le premier ciment des tiers-mondismes fut la croyance dans l'homogénéité, sous certains rapports (historique, et/ou et/ou économique, et/ ou politique, et/ou culturel...), des nations et/ou des peuples anciennement colonisés. Ces peuples, ces États avaient, selon une expression consacrée, une communauté de destin, présentée comme subie ou choisie. Cette croyance a été partagée aussi bien par des Occidentaux que par des représentants du tiers monde.

À ce titre, certains auteurs (Charles Zorgbibe⁸⁵⁵ ou Bernard Chantebout par exemple) ont appelé tiers-mondisme, ou encore tiers-mondisme institutionnel, une version officielle, *i.e.* portée par des chefs d'Etat lors de conférences internationales, du tiers-monde comme ensemble géographique, économique et politique cohérent, porteur d'une vision des rapports mondiaux présentée comme alternative à celles des blocs communiste et capitaliste (dont l'unité n'est, elle, pas interrogée). Les conférences de

⁸⁵⁴ Franz Fanon, 1961, *Les damnés de la terre*, Maspero, Paris.

⁸⁵⁵

Bandung (1955) ou de La Havane (janvier 1966), avec la mise en place de l'O.S.P.A.A.A.L.⁸⁵⁶ en furent les symboles, incarnant chacune une facette différente du tiers-mondisme. Cependant, le terme même n'a jamais été employé à l'époque pour qualifier ce volontarisme politique. Ce sont principalement les termes « non-alignement », ou encore de panafricanisme, panasiatisme ou panaméricanisme, donnant lieu alors à une vaste production descriptive et théorique, qui dominent.

Le tiers-monde a d'abord été une idée occidentale – d'Europe de l'Ouest et d'Amérique du Nord –, comme l'illustre le fait, systématiquement rappelée, que l'expression « tiers monde » fut créée par un Français, Alfred Sauvy. De fait, les tiers-mondismes ont été majoritairement des phénomènes intellectuel et politique occidentaux.

ASSERTION N° 2 – Le second mouvement des tiers-mondismes, c'est l'expression sinon d'une empathie, du moins d'une curiosité à l'égard de ce Tiers-monde ou de certains peuples du Tiers-monde. Cette empathie a pu avoir différents degrés et prendre différentes formes : du simple regard bienveillant à l'engagement écrit ; de la participation à des manifestations de soutien à, pour une infime minorité, un engagement militaire sur place (Debray ou Chaliand). Mais, également, de la simple curiosité livresque à l'observation *in situ* (René Dumont), en passant par la rédaction de nombreuses études savantes.

ASSERTION N° 3 – Qu'il soit présenté comme un sujet actif ou passif, le tiers monde est perçu dans les tiers-mondismes comme un être collectif positif. Son existence repose sur la possibilité de tracer une voie entre des modèles de développement politiques et économiques présentés et perçus comme négatifs. Néanmoins, cette ou ces voies sont parsemées d'embûches. Le troisième mouvement des tiers-mondismes réside donc dans une accusation portée contre un certain nombre d'agents coupables d'entraver le développement et/ou les potentialités du tiers monde. Cette accusation avait deux corollaires.

⁸⁵⁶ L'Organizacion de Solidaridad con los pueblos de Asia, Africa y America latina est plus connue sous le nom de Tricontinentale.

Premièrement, la responsabilité des malheurs, des difficultés ou des problèmes rencontrés dans les pays du tiers monde sur le chemin du développement était principalement imputée à des facteurs extérieurs. Non, parfois, sans que des réserves soient formulées sur les choix politiques des pays concernés. Mais, comme l'illustrent les exemples cubain (avec le blocus américain), iranien ou chilien (avec les interventions de la CIA), la cause première des échecs relevait de causes externes.

En second lieu, une attitude critique vis-à-vis des peuples des pays occidentaux et, dans une moindre mesure, ceux des démocraties populaires, qui étaient perçus comme des sujets négatifs :

- soit parce qu'ils représentaient une société dont les fondements capitaliste et bourgeois étaient voués au feu révolutionnaire ;

- soit parce qu'ils incarnaient la figure de l'opresseur, qui persécutait le tiers monde par le biais d'instruments de domination (FMI et Banque mondiale, firmes multinationale, processus de l'échange inégal, colonisation, mode de consommation des habitants des pays occidentaux...).

ASSERTION N° 4 – Deux grandes conceptions, présentées ici sous une forme idéal-typique, justifiaient l'empathie vis-à-vis d'un tiers monde devenu sujet (et non plus seulement objet) politique. Soit ce dernier incarnait la relève du prolétariat occidental (les damnés de la terre ne sont plus au Nord, mais au Sud), soit il subissait un préjudice et prenait les traits d'une victime (politique de la pitié)⁸⁵⁷.

Dans la première conception, les peuples du tiers monde se dotent et surtout se voient doter de potentialités novatrices, notamment révolutionnaires et/ou rédemptrices. Le tiers monde prend les traits d'un sujet politique actif. Il est riche de possibilités et de promesses – révolutionnaire, religieuse ou politique, traçant une voie alternative au communisme des pays de l'Est. C'est ici que s'inscrit le tiers-mondisme que l'on pourrait qualifier de révolutionnaire, porté par exemple par les soutiens à Fidel Castro, à Che Guevara, aux révolutions africaines (Amilcar Cabral, par exemple) ou au Nord-Vietnam. Le véritable sujet révolutionnaire, c'est l'homme du tiers-monde,

⁸⁵⁷ (humanitaire = victime sans préjudice)

comme l'illustre bien la préface de Sartre aux *Damnés de la terre* ou les textes d'Herbert Marcuse. Le marxisme en constitue le soubassement, avec des auteurs comme le Lénine de *l'Impérialisme*, Mao ou Che Guevara. C'est de cette conception qu'émerge le thème, repris systématiquement à partir du milieu des années 1970 dès lors que l'on parle de tiers-mondisme, du *transfert* (d'utopie, de rêves, d'illusions, etc.) : dans plusieurs pays occidentaux, et notamment en France, une frange gauchiste a projeté ses rêves de transformation sociale sur des mouvements révolutionnaires d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie⁸⁵⁸. Au niveau chronologique, ce tiers-mondisme révolutionnaire aurait émergé avec la guerre d'Algérie⁸⁵⁹, et trouvé son acmé durant le conflit vietnamien – avec en France les Comités Vietnam de base et les Comités Vietnam national, par exemple. Ce tiers-mondisme révolutionnaire a fait, chronologiquement, l'objet d'une triple critique.

Fin des années 1960. À gauche, une critique marxiste et plus précisément communiste, symbolisée par exemple par l'échange musclé entre Charles Bettelheim Arghiri Emmanuel dans *l'Échange inégal*⁸⁶⁰, accuse ce tiers-mondisme de *révisionnisme*.

⁸⁵⁸ « [...] En vérité, le tiers-mondisme ne correspond pas à une prise de conscience de la dimension politique du tiers monde, mais au transfert sur cette *terra incognita* de la géographie politique de l'universalisme et du messianisme révolutionnaire que la gauche française investissait jusqu'alors dans le prolétariat occidental. [...] » A. Burguière, p. 20.

⁸⁵⁹ C'est la thèse que défend A. Burguière, *op. cit.*, p. 22-23. Pour Ignacio Ramonet, « [...] la guerre d'Algérie [...] marqua le début du tiers-mondisme français. » (« Le fonds de l'air est rouge », de Chris Marker. 12.77).

⁸⁶⁰ « [...] À mes yeux, c'est la reconnaissance ou la non reconnaissance de la "coupure épistémologique" inaugurée par Marx, et les positions de classe prolétarienne qu'elle fonde, qui séparent les positions d'A. Emmanuel des miennes ; c'est à cette même coupure que correspond, au niveau théorique (et non, bien sûr, au niveau social), l'existence de deux courants de la pensée et de l'action révolutionnaires, l'un qui se situe, je pense, sur les positions de Marx (et j'entends par l) le "Marx de la maturité", celui qui a accompli la coupure épistémologique qui fonde le matérialisme historique, c'est-à-dire un Marx autre que celui de l'Idéologie Allemande) ; l'autre, qui est resté ou qui est "revenu" sur des positions précritiques. La caractérisation de ce dernier courant est d'autant plus importante aujourd'hui que celui-ci englobe certains mouvements révolutionnaires petits-bourgeois : mouvement anarchiste, "ultra-gauchiste" et – je développerai ce point dans un autre contexte – courants révolutionnaires d'Amérique latine. Ce courant rejette le rôle directeur du prolétariat et substitue à l'opposition fondamentale reconnue par le marxisme, celle entre bourgeoisie et prolétariat, une autre, celle qui opposerait "pays développés et pays sous-développés" ou, encore, "pays riches" et "pays pauvres". [...] ». Ch. BETTELHEIM. 1969. Préface à Arghiri EMMANUEL. *L'échange inégal – Essai sur les antagonismes dans les rapports économiques internationaux*. Paris : Maspero. P. 13.

Elle prend corps à la fin des années 1960. Selon elle, c'est une erreur de croire que le flambeau révolutionnaire peut être porté par les peuples opprimés du Sud. Comme l'exprime synthétiquement Ch. Bettelheim, « [...] ces courants, aussi héroïques et révolutionnaires soient-ils [...] n'en restent pas moins dominés par des tendances idéologiques petites-bourgeoises [...] »⁸⁶¹ et sont, à l'image de l'action de Che Guevara, voués à l'échec. La vraie révolution ne peut venir que du prolétariat des pays industrialisés. Cette critique demeura minoritaire.

Début des années 1970. À droite, une critique de type libérale (au sens aronien du terme) rejette en bloc le projet révolutionnaire, au même titre que la vision marxiste de la société et des rapports de classe. Elle est portée par exemple par Jean-François Revel et Carlos Rangel— le premier voyant dans « [...] le mythe du tiers monde révolutionnaire [...] une nostalgie archaïsante [...] »⁸⁶².

Milieu des années 1970. À gauche, d'anciens participants (Gérard Chaliand) ou sympathisants (Jean-Claude Guillebaud) des luttes de libération, d'anciens gauchistes (Jean-Pierre Le Dantec, Rony Brauman, Pascal Bruckner) constatent qu'« [...] une certaine conscience intellectuelle de gauche, une sensibilité diffuse, « l'esprit du temps » peut-être... En clair, un langage, une collection de présupposés idéologiques, sans bruit, tombaient lentement en poussière. [...] »⁸⁶³. On peut distinguer deux moments dans cette dernière critique.

Fin des années 1970 – début des années 1980. Seul le tiers-mondisme révolutionnaire, qualifié de « romantique »⁸⁶⁴, fait l'objet d'une réprobation unanime, souvent sur le monde de l'autocritique. Le fait que le tiers monde subisse un préjudice de la part de l'Occident ne fait pas encore tout à fait débat à gauche, comme l'illustre l'ouvrage collectif coordonné par André Burguière *Le Tiers monde et la gauche*, ou le volontarisme du

⁸⁶¹ *Ibid.*, p. 19.

⁸⁶² Jean-François Revel. 1971. Ni Marx ni Jésus. Paris : Robert Laffont. *De la seconde révolution américaine à la seconde révolution mondiale*. P. 36.

⁸⁶³ Jean-Claude Guillebaud. 1978. *Les années orphelines. 1968-1978*, Paris : Le Seuil, collection « Intervention », 1978, p. 76.

⁸⁶⁴ Anonyme, compte rendu de l'ouvrage de Claude Liauzu *Aux origines des tiers-mondismes. Faim et développement*, décembre 1982.

cabinet de Jean-Pierre Cot au ministère de la Coopération en 1981-1982.

1983-1986. Avec l'ouvrage de Pascal Bruckner et le colloque de Liberté sans frontières est clairement formulée l'idée que l'Occident n'est en rien responsable du sous-développement et des échecs du tiers monde. La critique des anciens gauchistes rejoint celle portée par les « vieux militants anticommunistes à la Revel [...], cette espèce de droite conservatrice libérale, les héritiers de droite de Aron [...] »⁸⁶⁵. Symboliquement, tous siègent à la même tribune lors que colloque de Liberté sans frontières.

Dans la seconde conception, le tiers monde prend les traits d'un sujet politique passif. Ce tiers monde n'est pas triomphant : il va mal. Subissant les contrecoups de la colonisation et/ou la domination des deux blocs, il ne peut servir ni de modèle, ni de solution aux problèmes économiques et politiques des pays industrialisés. L'empathie vis-à-vis du tiers monde s'exprime à travers deux registres complémentaires : celui de l'aide et celui de la solidarité politique.

Tout en reconnaissant la présence d'une injustice, le premier met l'accent sur la figure de la victime. Celle-ci souffre et nécessite une intervention directe. Il s'agit autant de témoigner d'une injustice que d'agir concrètement pour atténuer ou faire disparaître ses souffrances. Coopération, aide bi- ou multilatérale, actions d'aide ou de développement sur place... en sont les exemples les plus courants.

Le second registre se focalise sur la figure de l'opresseur. La colonisation, que l'on croyait terminée, a été remplacée par des formes de néocolonialisme, plus subtiles, moins visibles, car mobilisant par exemple, dans les pays concernés, les élites locales. Les responsabilités de ce malheur ont été imputées à différents agents, parmi lesquels les organisations internationales, la politique extérieure des Etats-Unis, ou encore les consommateurs occidentaux, accusés, par le biais de l'« échange inégal », de tirer profit des richesses des pays du tiers-monde. Un élément central est ainsi la mise en accusation du modèle de développement occidental dans son ensemble,

⁸⁶⁵ Rony Brauman, 1997. « Qu'est-ce qu'on fait là ? ». Entretien avec Stany Grelet et Mathieu Potte-Bonneville. *Vacarme*, n° 4-5. En ligne : <http://www.vacarme.eu.org/article1174.html> [consulté le 31.10.2006].

incluant de manière implicite ou explicite une catégorie jusqu'alors présentée comme dominée : celle des ouvriers.

C'est ici, dans ce second registre, que s'insère ce que certains auteurs ont appelé le tiers-mondisme « théorique ». Dès la fin des années 1950 – début des années 1960, des auteurs ont pointé du doigt les faiblesses structurelles des pays nouvellement indépendants. Deux ouvrages symbolisent ce pessimisme : celui de Pierre Moussa, *Les nations prolétaires*, dont le titre correspond assez peu à son contenu mais qui a synthétisé en une formule choc l'état des rapports de forces entre pays sous-développés et pays industrialisés ; celui de René Dumont, *L'Afrique noire est mal partie*, dont le titre parle de lui-même⁸⁶⁶. Deux traits caractérisent ce tiers-mondisme théorique. Il est produit par des scientifiques – économistes principalement, mais également ethnologues (Claude Lévi-Strauss), géographes (Yves Lacoste) ou historiens, parmi lesquels on peut citer Arghiri Emmanuel, Samir Amin, André Gunder Frank, Albert Meister, Gerard Destanne de Bernis ou encore Yves Bénot. Qualifiée de « para- » (expression péjorative de Raymond Aron) ou de néo-marxiste, ce tiers-mondisme s'est en second lieu construit à côté, voire contre la théorie économique marxiste classique, en développant des visions alternatives de l'impérialisme, de la domination ou de la dépendance.

Si cette variante a pu servir de substrat aux revendications d'un Nouvel ordre économique international (NOEI) à partir de la conférence d'Alger, en 1973, elle n'a pas servi de base idéologique à un parti ou une organisation politique. Les auteurs ayant porté cette vision n'ont ainsi pas mis leur savoir et leur expertise au service d'un mouvement politique. En France, seuls le Parti socialiste unifié et le Parti socialiste français ont, dans une certaine mesure et tardivement pour le second (1977), intégré à leur programme des éléments de remise en cause des relations entre pays industrialisés et pays du tiers monde⁸⁶⁷.

⁸⁶⁶ « [...] Qui dira la prégnance d'un livre comme *L'Afrique noire est mal partie*, dont plus personne ne saurait citer un mot, mais dont tant d'agronomes, d'économistes et de géographes ont gardé le souvenir d'un titre prophétique, et surtout d'une méthode ? [...] » Alain Lipietz. 1997. « René Dumont, ingénieur et prophète ». *Les Humains associés*, n° 8. En ligne : http://lipietz.club.fr/CD/CD_Dumont.html [consulté le 16.10.2007].

⁸⁶⁷ Sur ce point, voir les analyses de J. MEIMON, 2005 : 119.

Cette variante du tiers-mondisme n'est pas seulement théorique. Elle repose sur une connaissance fine de la situation des pays concernés, par le biais du dépouillement d'archives ou d'enquêtes sur place. En France, un journal comme le *Md* a été au cœur de cette forme théorique du tiers-mondisme, alimenté principalement par des chercheurs et des journalistes.

Ce que Denis Pelletier a décrit comme un « tiers-mondisme catholique » navigue entre ces deux idéaux-types, avec une petite frange de « chrétiens révolutionnaires » [PELLETIER, 2002 : 31] comme le dominicain Jean Cardonnel ou la revue franciscaine *Frères du Monde*, pour lesquels « [...] la révolution dans l'Église est le corollaire inéluctable du combat des peuples prolétaires contre l'impérialisme [...] », ou encore la théologie de la Libération [PELLETIER, *ibid.*]. Mais, majoritairement, ce tiers-mondisme catholique se manifeste sous la forme d'une condamnation du « [...] modèle libéral de croissance, qui détruit de l'intérieur les solidarités communautaires dont sont tissées les sociétés traditionnelles [...] » [PELLETIER, 2002 : 28]. Condamnation exprimée notamment dans l'encyclique *Populorum progressio* de mars 1967 ou encore, dans une perspective plus théorique, dans la revue du Père Lebret *Economie et Humanisme*. Y. RAISON DU CLEUZIQU [2008 : 325-326] donne des exemples d'engagement tiers-mondistes chez les prêtres dominicains.

Les frontières du tiers monde des tiers-mondistes ont varié selon les groupes, courants et individus. On peut en distinguer deux grandes expressions : extérieur et intérieur.

Le tiers monde qualifié ici d'extérieur correspond aux pays du Sud anciennement colonisés. La délimitation, la cohérence, l'idée même de ce tiers monde a dès sa création fait l'objet de discussions récurrentes de la part de ceux qui s'y référaient.

Le tiers monde dit intérieur correspond à l'idée que les pays occidentaux, et plus particulièrement la France, contiennent sur leur propre territoire des populations qui, par analogie, possèdent des caractéristiques semblables – notamment le fait de subir une domination – à celles des populations du tiers monde extérieur. On peut en citer au moins trois exemples.

La lutte des Noirs afro-américains aux États-Unis. Pour un auteur comme Claude Julien, il ne fait pas de doute que la lutte

contre les inégalités raciales est à rapprocher de celle des Vietnamiens⁸⁶⁸.

La condition des immigrés en France à partir de 1973. Le durcissement conditions économiques et politiques entraîne une précarisation accrue des populations émigrées notamment du Maghreb. « [...] Dès lors, l'immigration, et les populations les plus dominées en son sein, souvent les plus récentes et dont les sans-papiers constituent l'exemple type, deviennent la terre de mission de militants d'extrême gauche estimant trouver chez les immigrés la quintessence du prolétariat et la manifestation concrète des effets du capitalisme. [...]»⁸⁶⁹.

En France toujours, un certain nombre de territoires marqués par l'essor du régionalisme et/ou présentés comme étant dominés économiquement et politiquement (Bretagne, Basse-Normandie)⁸⁷⁰ ont pu être assimilés à un « tiers monde de l'intérieur » (Ignacio Ramonet⁸⁷¹).

⁸⁶⁸ « [...] À partir de 1965, [l'opinion publique américaine] est sollicitée par un autre thème : c'est l'année des premiers bombardements massifs sur le Vietnam du Nord, pendant que les *boys*, par centaines de milliers, commencent à partir pour le Vietnam du Sud. La croisade contre la guerre va mobiliser l'attention, au point de chasser à l'arrière plan la croisade pour les droits civiques. Les deux combats sont pourtant intimement liés. À l'intérieur des frontières nationales comme sur le plan mondial, c'est une même conception de l'ordre qui est en cause : chiens policiers à Selma, B-52 à Haiphong, massacre à My-lay. Seuls quelques dirigeants perçoivent ce lien. [...] ». Claude Julien. 1976. *Le rêve et l'histoire – Deux siècles d'Amérique*. Paris : Grasset. P. 280. À l'inverse, dans son ouvrage publié en 1965 sur *le Canada, dernière chance de l'Europe* (Paris : Grasset), Claude Julien raille les séparatistes québécois qui assimilent leur lutte contre la confédération canadienne à celle du Vietnam ou des pays africains récemment décolonisés (« [...] Dans la plus pure tradition nationaliste, [les séparatistes] croient que l'exaltation de la fierté nationale et l'accession à l'indépendance libéreront des énergies insoupçonnées qui bouleverseront le paysage québécois. S'ils se disent de gauche, ils citent à l'appui de leur thèse l'exemple de Cuba, sur lequel ils se méprennent gravement [...] », p. 168 ; voir également p. 176-178].

⁸⁶⁹ Johanna Siméant. 1998. *La cause des sans-papiers*. Paris : Presses de Science Po. P. 182 ; voir également les pages 190-191. Pour une analyse similaire, voir Catherine Withol de Wenden. 1988. *Les immigrés et la politique. Cent cinquante ans d'évolution*. Paris : Presses de Science po. P. 156-157 ; Gérard Noiriel. 1988. *Le creuset français – Histoire de l'immigration XIX^e – XX^e siècles*. Paris : Le Seuil, coll. « L'univers historique ». P. 48.

⁸⁷⁰ « "L'éveil récent des nations du tiers-monde, leur lutte prolongée contre l'impérialisme, les victoires des armées populaires, nous ont enseigné que les concepts de peuple et de culture constituent le socle de différenciation sur lequel se bâtit une pratique révolutionnaire efficace dans une lutte de libération. Savoir que l'émergence de ces pays est, à elle seule, l'une des grandes révolutions culturelles du siècle et que c'est en leur sein que s'effectuent les changements fondamentaux de notre temps, c'est comprendre que là se situe la seule, l'authentique modernité. Pour quelques cinéastes des peuples minoritaires de France, ces évidences, qu'ils ont pu rattacher aisément à leur propre histoire, ont déterminé à la fois un choix politique et un discours filmique.

Dans ces trois cas, le persécuteur est incarné par l'État (lié au « complexe militaro-industriel » et subissant l'influence des États sudistes dans le cas américain ; centralisateur, jacobin et anciennement colonisateur dans le cas de l'État français), associé intrinsèquement au capitalisme.

Ce tiers monde intérieur est également traversé par les deux perspectives idéal-typiques décrites précédemment. La perspective révolutionnaire a ainsi été celle de groupes maoïstes, qui ont investi – au grand dam des organisations syndicales traditionnelles – les immigrés et sans-papiers de potentialités politiques. De leur côté, des groupes chrétiens ont prêté aide et assistance, éventuellement politique, à des immigrés en leur ouvrant les portes des Eglises et en soutenant la légitimité de leur présence en France⁸⁷².

« [...] la croyance naïve en la potentialité d'avant-garde révolutionnaire des travailleurs immigrés [...] » (Bernard Cassen⁸⁷³) a d'emblée fait l'objet de critique de la part du Parti communiste et des syndicats (CGT, CFDT⁸⁷⁴). Elle a également été prise pour cible par Gérard Chaliand en 1976.

ASSERTION N° 5 – Le tiers-mondisme a initialement été constitué en idéologie cohérente (avec ses textes, ses précurseurs, sa chronologie, ses nuances) à partir du milieu des années 1970 par des acteurs qui soit le critiquaient fermement, soit entendaient rompre avec ce qu'il représentait.

[...] Ces cinéastes militants – Alsaciens, Basques, Bretons, Catalans, Corses, Flamands, – tiers-mondistes de l'intérieur, sentent qu'ils vont dans le sens de l'histoire et de leurs pays, qu'ils considèrent comme dépendants et colonisés ; ils contribuent par leurs films à reconstruire, à expliquer la notion-clé de culture. [...] ». Ignacio Ramonet, « Expressions régionales - Le tiers-monde de l'intérieur », ar. cité.

⁸⁷¹ Ignacio Ramonet, « Expressions régionales - Le tiers-monde de l'intérieur », *Md*, 10.75, 23.

⁸⁷² Selon J. SIMEANT [1998 : 172], la « [...] référence au passage biblique : "J'étais étranger, et vous ne m'avez pas recueilli" (Matthieu 25-43) qui identifie le Christ sauveur à l'étranger [...] » est une constante d'une partie du discours de l'Eglise sur les immigrés.

⁸⁷³ Bernard Cassen, compte rendu du livre de Gérard Chaliand, *Mythes révolutionnaires du tiers monde*. *Md*, 04.76.

⁸⁷⁴ J. SIMEANT [1998 : 191] cite à titre d'exemple un extrait du journal de la CFDT *Syndicalisme hebdomadaire* daté du 4 janvier 1973, qui affirme : « Quant aux maoïstes, spécialement ceux qui se réclament du journal *La Cause du peuple*, tout nous sépare de leurs analyses : que ce soit lorsqu'ils assimilent le régime politique français au fascisme, [...] lorsqu'ils cherchent à isoler les OS et les travailleurs immigrés en les déclarant seuls porteurs de la révolution [...] ».

Si l'idée est dans l'air du temps avant le début des années 1970, elle n'est formalisée comme un courant qu'à partir de 1971 (chez Gilles Martinet notamment) et, plus encore, avec la publication de la thèse de Gérard Chaliand.

Chez les auteurs qui en parlent alors, le tiers-mondiste, c'était toujours l'autre. Ce n'est jamais soi-même (ou alors « je » était un autre : plus jeune, moins mûr, ou pas encore « revenu » de Chine, *etc.*). Hormis durant la période courant de 1981 à 1985, cette catégorie n'a pas fait l'objet d'une appropriation de la part de ceux qui ont été étiquetés comme tiers-mondistes. La plupart ont même rejeté l'étiquette (à l'image de Claude Julien, René Dumont ou Samir Amin) ou l'ont utilisé avec beaucoup de précautions. À quelques rares exceptions (Claude Liauzu par exemple), aucune personne n'a tenté de donner une définition positive du tiers-mondisme. Du milieu des années 1970 au milieu des années 1990 environ, le tiers-mondisme est un stigmat politique. Timidement, on observe çà et là quelques tentatives de réappropriation, mais sans exemples probants de réhabilitation pour l'instant.

ASSERTION N° 6 – Ce qui explique ce rejet, c'est que la cristallisation de l'idéologie a été effectuée par le biais d'un amalgame entre le tiers-mondisme révolutionnaire et les autres formes de tiers-mondisme, au moment où le référent intellectuel marxiste se délitait totalement sur les plans scientifique et politique en Occident et en France.

Sur le plan politique, l'exemple le plus caractéristique de cet amalgame est sans doute celui de Louis Pauwels et de quelques journalistes du *Figaro Magazine*, qui ciblent leurs critiques sur le CCFD en l'accusant de collusion avec les régimes marxistes d'Amérique latine. Mais Pascal Bruckner ou les participants du colloque de Liberté sans frontières se livrent à la même opération. Celle-ci réussie pleinement : de l'extrême droite aux anciens gauchistes, des militants aux chercheurs, tous les commentateurs s'accordent en effet pour faire du marxisme le pilier de cette idéologie.

Plus que le marxisme, c'est le thème du transfert d'espérances révolutionnaire, qui fait depuis lors intrinsèquement partie de cette idéologie.

L'entrée en scène de scientifiques extérieurs et à l'idéologie tiers-mondiste, et à la crise qui l'a frappée, a contribué à figer l'image d'un tiers-mondisme issu directement du marxisme.

ASSERTION N° 7 – Pourtant, toute analyse rigoureuse du tiers-mondisme doit tenir compte de la pluralité des courants

qui l'ont composé, dont certains – chrétiens ou théorique par exemple – n'ont d'une part pas tous été marxistes et, d'autre part, n'ont pas tous transféré sur les peuples du tiers monde leur désirs de changement. Comprendre les tiers-mondismes, c'est justement saisir la relation critique, faite d'attraction et de rejet, vis-à-vis du marxisme et de ses porte-parole officiels (PC et CGT).

ASSERTION N° 8 – Continuer à taxer aujourd'hui le transfert d'espérances de « mythe », d' « illusion », de « romantisme⁸⁷⁵ » ou de tout autre terme péjoratif participe d'une vision téléologique de l'histoire, la vision des vainqueurs⁸⁷⁶. Cette perspective a été pour part intégrée par les vaincus dès le milieu des années 1980, comme en témoigne la liste des participants au colloque organisé en réaction à celui de Liberté sans frontières⁸⁷⁷, qui ont pour la plupart étaient étranger au tiers-mondisme révolutionnaire. Aujourd'hui, alors que le fracas des polémiques est assourdi par le temps, l'étiquette est parfois reprise. Y compris par les auteurs les plus critiques à l'égard de la catégorie, comme Alain Gresh.

ASSERTION N° 9 – En reprenant aujourd'hui ce terme sans interroger les fondements polémiques et normatifs de son apparition dans le ciel des idées, et en ne tenant pas compte de l'assertion n° 8, les commentateurs savants et profanes mobilisent une catégorie servant autant à décrire une réalité qu'à prescrire une identité. Ils poursuivent par là même le travail de sédimentation de la catégorie entamé dans les années 1970. En figeant ses significations, ils participent à la reproduction d'un

⁸⁷⁵ « La mobilisation humanitaire a supplanté le romantisme révolutionnaire » [HOURMANT, 1997 : 190].

⁸⁷⁶ Ce n'est pas par hasard que l'on paraphrase le titre de l'étude de N. WACHTEL, *La vision des vaincus*, dont l'un des objectifs était de « [...] renverser la perspective euro-péo-centriste [...] » à l'œuvre dans l'historiographie de l'Amérique latine [WACHTEL, 1992/1971 : 22]. Selon l'auteur, « si le présent ouvrage a connu le destin qui fut le sien, c'est d'abord parce qu'il s'inscrivait, lors de sa parution il y a vingt ans [1971], dans la conjoncture intellectuelle de l'époque, marquée après les mouvements de décolonisation par l'émergence, dans l'actualité, du monde dit "sous-développé". [...] » [*ibid.* : 1].

⁸⁷⁷ « [...] Dans la salle qui devait abriter, le lendemain, les débats pré-électorales du Parti socialiste, on rencontrait tous les grands-prêtres du tiers-mondisme : Dumont, Pisani, Chonchol, Ruellan, Bessis, Jacoste, Condamines, Cot, Chesnaux, Casalis, Langlois, Botazzi, Rouillé d'Orfeuil, Sachs... [...] ». Frédéric Mounier. 1985 (oct.). « La grande messe du tiers-mondisme ». *Une seule terre – Nouvelle série*, n° 59. P. 1.

mythe désormais moins « révolutionnaire »
qu'historiographique.

ASSERTION N° 10 – Les tiers-mondismes ont bel et bien existé. La description ici proposée ne constitue qu'un jalon dans un parcours de recherche déjà bien défriché, notamment dans les travaux de Denis Pelletier, mais elle est à poursuivre en France et pour les autres démocraties libérales.

Chapitre 5. Réceptions croisées d'un « grand journal politique »

OUVERTURE : COMMENT SE CONSTRUIT UNE HISTOIRE ?

En avril 2004, paraissait dans le bimestriel *Manière de voir* un article d'Ignacio Ramonet intitulé « Cinquante ans ». Ce texte, qui esquissait un historique du mensuel en introduction à un numéro célébrant l'anniversaire du *Md*, présente deux intérêts. Le premier est qu'il constitue l'une des synthèses la plus longue jamais écrite par un membre de la rédaction sur l'histoire du journal⁸⁷⁸. Certes, Claude Julien avait occasionnellement proposé aux lecteurs, à partir du début des années 1980, des éléments de cette histoire, mais rien qui ne soit comparable en taille comme en précision avec la présentation d'I. Ramonet.

Un tel document renseigne sur le fait que l'équipe de rédaction a aujourd'hui la volonté de présenter son passé sous un jour favorable, en lui donnant un aspect cohérent, en insistant sur la présence des figures tutélaires (Hubert Beuve-Méry et Claude Julien) ou en rappelant les significations des dates présentées comme clefs de son histoire. Autant de manières de rappeler l'intangibilité des valeurs (indépendance, sûreté de l'information...) revendiquées par le mensuel. Autant de moyens d'illustrer la permanence, par delà la diversité des contributeurs, des principes, des analyses, de la « manière de voir » l'actualité. Mais avoir une histoire, ou plutôt être digne d'être l'objet d'un discours historique, notamment universitaire, ne va pas de soi pour un titre de presse. Jusqu'aux années 1980, le mensuel en est dépourvu ou, plutôt, participe pleinement de celle du quotidien dont il est issu. Ce n'est qu'assez tardivement que des commentateurs (journalistes du *Md*, étudiants, chercheurs) se penchent sur son passé. A l'inverse, d'autres titres de presse ont fait l'objet de nombreuses études et célébrations, qui s'inscrivent souvent dans des moments bien identifiables. Les journalistes du *Monde* ont, en particulier, mis en scène à de nombreuses reprises le passé du quotidien.

⁸⁷⁸ On aurait également pu citer le texte du journaliste Dominique Vidal prononcé, en anglais, à la Danish School of Journalism, Aarhus, le 27 février 2004 : « *Le Monde diplomatique*, une expérience de presse originale ». En ligne : <http://djh.dk/StudiePDF/Intvidalfran.pdf> [url valide le 01.11.2007]. Une version abrégée de cette intervention figurait, en 2007, sur le site Internet du mensuel : « "Le Monde diplomatique" : 1954-2004 » (<http://www.monde-diplomatique.fr/abo/diplo>, consulté le 07.10.2007).

§I - L'AUTOCELEBRATION DU MONDE

Professionnels de l'interprétation de la réalité, les journalistes sont en effet bien placés pour écrire et célébrer la généalogie de l'organe de presse qui les emploie. Les journalistes du *Md* ne dérogent pas à la règle qui veut que ces commémorations s'inscrivent dans des moments et des lieux discursifs précis, qui varient peu d'un titre à l'autre : création, anniversaire, changement de directeur, changement de formule, changement de locaux parfois, décès d'un collaborateur... donnent lieu à des éditoriaux, des encarts, des numéros spéciaux, des ouvrages reproduisant les « unes » ou les articles les plus marquants.

Depuis les années 1960 et l'essor quantitatifs du nombre de chercheurs en sciences sociales en France, le capital de prestige d'un journal dépend également du nombre de livres, d'études ou de colloques qu'il a suscités, croisé avec le degré d'éloignement des commentateurs. De l'histoire officielle au pamphlet, du témoignage autorisé à la thèse, les possibilités sont nombreuses. Toutes témoignent de l'importance acquise par un journal aux yeux de ses pairs et, au sein du monde universitaire, du petit groupe de chercheurs (historiens, politistes et sociologues) travaillant sur les médias, du degré de légitimité de l'objet, les études sur les titres de presse étant elles-mêmes reconnues, si l'on en juge par leur fréquence et leur potentiel éditorial.

En matière de célébration ou d'autocélébration, tous les titres ne sont néanmoins pas placés au même niveau. Une rapide recension bibliographique⁸⁷⁹ permet de dresser le palmarès des journaux les plus étudiés :

⁸⁷⁹ Recensement effectué à partir du catalogue du SUDOC le 03 août 2008, en entrant les titres de chacun des périodiques comme vedettes-matières. Les documents traitant des périodes antérieures à 1945, pour les journaux existant avant cette date, n'ont pas été inclus dans le comptage.

	Nombre d'occurrences	Livres ⁸⁸⁰	Mémoires et thèses ⁸⁸¹	Célébration et autopromotion ⁸⁸²	Reprises d'articles
Le Monde	138	25	64	6	43
Le Figaro	83	6	58	1	18
L'Humanité	54	7	30	2	15
Le Nouvel Observateur	46	4	25	1	16
Libération	45	6	18	4	17
L'Express	18	1	14	1	2 ⁸⁸³
La Croix	15	3	6	1	5
Le Monde diplomatique	13	0	10	1	2 ⁸⁸⁴

Ce sont les quotidiens nationaux qui ont le plus focalisé l'attention des commentateurs, suivis par les hebdomadaires nationaux. Chaque quotidien régional a eu droit à sa ou, plus rarement, ses monographies⁸⁸⁵, produite soit par un journaliste, soit par un jeune docteur. Dans certains cas (*L'Humanité* en 2004 ou le *Figaro*⁸⁸⁶ par exemple), un colloque vient conforter l'importance du titre. Un tel palmarès, pour incomplet qu'il soit, appelle deux remarques. D'abord, ce sont les périodiques les plus légitimes (en termes de contenu, au niveau de leur histoire ou à celui de leurs publics) qui attirent le plus commentateurs et commentaires : à l'exception notable de *Paris-Match* ou des titres de la Belle époque, les titres de presse populaire, dont les contenus reposent notamment sur la culture audiovisuelle,

⁸⁸⁰ Les livres issus de thèses ou de mémoires ont été comptabilisés dans la colonne « mémoires ou thèses ».

⁸⁸¹ Sont inclus les mémoires et thèses à caractère comparatif (tel ou tel événement politique vu « à travers le regard du... » *Monde*, du *Figaro*, de *Libération*, etc.). Ces travaux sont de loin les plus nombreux.

⁸⁸² La frontière entre les livres d'autocélébration et ceux reprenant des articles déjà parus est floue. Ont été inclus dans cette colonne les livres anniversaires

⁸⁸³ N'ont pas été comptabilisés les *Bloc-notes* de François Mauriac.

⁸⁸⁴ Chiffre qui inclut le livre de Claude Julien paru en 1979, *Le Devoir d'irrespect*. Paris : Alain Moreau, coll. « Presse-Poche », 256 page, et sa réédition en 2007 (*Le devoir d'irrespect – Articles du Monde diplomatique 1973-1990*. Préface d'Ignacio Ramonet. Forcalquier : HB Editions, coll. « Politique(s) », 634 pages. Cette réédition a été complétée la même année avec les articles parus après le départ officiel de C. Julien, en 1990, dont on n'a pas tenu compte ici).

⁸⁸⁵ C'est le cas par exemple de la *Dépêche du Midi*, de Ouest-France ou

⁸⁸⁶ Alain-Gérard Slama, journaliste au *Figaro*, chroniqueur sur *France-Culture* et historien (à l'IEP de Paris) déclarait, à propos du premier colloque organisé, en 2006, sur le *Figaro* : « [...] Il était temps que le *Figaro*, si longtemps boudé par l'intelligentsia de gauche, entre enfin dans le temple de la consécration universitaire. [...] » (In « Les matins de France-Culture », jeudi 6 décembre 2007, avec Etienne Mougeotte, ancien directeur de TFI, directeur du *Figaro*).

demeurent largement ignorés. Il faut en outre souligner la production pléthorique d'essais, de pamphlets et de mémoires en tous genres qu'a suscitée, dès ses débuts, *Le Monde*.

Le *Md* est loin d'avoir fait l'objet d'autant d'attentions polémiques ou encenseuses. Mais on peut postuler que le développement d'un métadiscours (interne puis externe à la rédaction) est un signe de la reconnaissance et de l'autonomie qu'acquiert progressivement le mensuel vis-à-vis du quotidien dont il est issu. Il témoigne également, pour les commentateurs extérieurs, de l'influence supposée qui lui est prêtée vis-à-vis de l'« opinion » – que celle-ci prenne les traits des « tiers-mondistes » au début des années 1980 ou des « altermondialistes » au tournant du 20^e siècle. Poser la question des conditions de production d'un discours sur le mensuel revient ainsi à s'intéresser au procès de légitimation de son contenu et de ses collaborateurs aux yeux des autres acteurs – lecteurs, autres journalistes, universitaires.

§2 - CORPUS

Pour ce faire, ce chapitre repose tout d'abord sur le corpus des documents (articles, discours, prospectus publicitaires, coupons d'abonnement, éditoriaux...) dans lesquels le rédacteur rompt volontairement avec l'une des conventions* de lecture les plus solidement ancrées de l'écriture journalistique contemporaine, celle consistant à s'effacer au profit de l'exposition des faits ou des commentaires.

Comme le souligne J.-F. TETU [MOUILLAUD & TETU, 1989 : 153], d'ordinaire, « le journal ne se désigne pas lui-même comme l'énonciateur d'une parole, il pose un réel qui paraît exister "per se" ; le journal est spontanément "réaliste". » Les occasions de rompre l'engagement de forme « réaliste⁸⁸⁷ » et de tenir un métadiscours procèdent soit de la publicité (le journal se vend auprès de lecteurs potentiels), soit de l'autocélébration (le journal assure ou réassure aux lecteurs actuels la justesse de leur choix), soit de la polémique (lorsqu'il

⁸⁸⁷ Au sens donné par R. Barthes et R. Jakobson à ce terme.

est attaqué sur sa manière de rendre compte du réel, par exemple)⁸⁸⁸. Cette implication du scripteur prend plusieurs formes aisément reconnaissables. L'utilisation du pronom personnel « nous » non plus comme simple procédé permettant de se « grandir⁸⁸⁹ » en incarnant, par exemple, l'opinion publique, mais en tant que représentant bien réel d'une collectivité aux contours reconnus (« la rédaction », « le journal »); par l'emploi d'une figure de style, la parabase, qui consiste pour l'auteur à s'adresser directement à son ou ses lecteurs, et à faire du journal ou de ses rédacteurs le sujet de l'article⁸⁹⁰.

Au total, ce sont 90 documents qui ont été répertoriés. Dans un second temps, ont été recensées les traces qu'avait laissées le *Md* ailleurs que dans ses colonnes, notamment dans les autres titres de presse et, plus particulièrement, dans le *Monde*, via une recherche dans les bases de données (*LexisNexis*, le *Monde*). Cette recherche a notamment porté sur la chronologie et sur les manières dont les autres journalistes présentent le titre (comme supplément du *Monde*, comme journal indépendant au sein d'un groupe de presse, comme « journal d'opinion » initiateur du mouvement altermondialiste...). Dans un troisième temps, on s'est appuyé sur les livres, mémoires et thèses portant spécifiquement sur le *Monde*, en centrant la recherche sur les passages traitant spécifiquement du mensuel et de ses proches collaborateurs. Cependant, rares sont les ouvrages à n'accorder ne serait-ce qu'une ligne au *Md* ou aux journalistes qui y ont contribué le plus. Enfin, a été étudié l'ensemble des documents (mémoires et articles) qui soit se sont servi du *Md* comme source de première main pour la réalisation de travaux universitaires, soit se le sont donnés pour objet. La démarche

⁸⁸⁸ Certains genres journalistiques (les feuilletons littéraires autrefois, certains billets quotidiens), voire certains journaux (*Libération* par exemple), font de la mise en scène du scripteur un ressort de l'argumentation. Dans ce cas, il n'y a pas rupture de l'engagement de forme réaliste, au contraire : le réalisme repose dans ce cas sur la présence explicite du rédacteur dans des lieux du discours journalistique où la subjectivité fait partie intégrante de l'énonciation.

⁸⁸⁹ Sur ce point, voir les analyses de L. BOLTANSKI [1990 : 300] qui, en s'appuyant sur un corpus de plusieurs centaines de lettres adressées au *Monde* entre la fin des années 1970 et le début des années 1980, souligne l'importance des procédés rhétoriques de généralisation dès lors qu'il s'agit de dénoncer une situation perçue comme injuste.

⁸⁹⁰ « A nos lecteurs – Réunion le 1^{er} juin [1980], la Société des rédacteurs du *Monde* a élu Claude Julien comme candidat à la succession de Jacques Fauvet, directeur du *Monde*. [...] Pour l'instant, Claude Julien conserve ses fonctions de rédacteur en chef du *Monde diplomatique*. » (07.80, 1) ; « Que les lecteurs, toujours plus nombreux, qui rendent possible cette constante interrogation sur le destin de l'humanité soient remerciés. [...] » (05.84, 1).

des auteurs ne se situe bien évidemment pas sur le même plan, la première s'inscrivant dans une tradition d'analyse de contenu assez spécifiques aux seconds cycles universitaires, contribuant et renforçant l'idée que l'on a affaire à un journal « de référence » ; la seconde – dans laquelle s'inscrit aussi ce travail – procédant d'une histoire et d'une sociologie pour lesquelles l'analyse ne s'arrête pas à la lecture des articles.

SECTION I – À L'OMBRE DU « GRAND FRERE » (1954-1973)

Longtemps, l'histoire du *Md* s'est écrite à l'ombre de celle du quotidien dont il est issu. Avant les années 1980, le mensuel n'a officiellement pas d'histoire qui lui soit propre et distincte de sa maison mère. En témoigne l'absence de commentaires ou d'études sur le mensuel et, surtout, d'articles ou d'événements commémoratifs. Cette absence contraste nettement avec l'investissement (festif ou cérémoniel) du quotidien dès sa création. Une rapide comparaison avec la production discursive sur le *Monde* illustre cet aspect.

§I – LA CELEBRATION DU *MONDE*

L'importance des discours qui ont été produits sur le *Monde* a déjà été soulignée. Cette reconnaissance externe a été doublée, dès les débuts du journal, d'une reconnaissance interne où l'autocélébration du quotidien a pris des formes institutionnalisées. Tous les auteurs⁸⁹¹ ayant travaillé sur le *Monde* rappellent que, dans le contexte politique et économique de l'après-guerre, chaque anniversaire fêté représentait, pour le quotidien, autant de « victoires » contre des obstacles de tous ordres : difficultés touchant la presse en générale (diminution drastique du nombre de périodiques après la floraison de la Libération, rationnement et coûts élevés du papier) et le *Monde* en particulier (attaques ciblées contre le successeur du *Temps*, qui occupait à la Libération ses locaux et ses imprimeries, employait une partie de ses personnels ; pressions politiques des gouvernements de la IV^e République à partir des années 1950 et

⁸⁹¹ A. CHATELAIN [1962 : *passim*], P. EVENO [2004 : 49-50], J.-N. JEANNENEY & J. JULLIARD [1979 : 128].

tentatives directes ou indirectes de renversement d'Hubert Beuve-Méry...⁸⁹²). Significativement, les expressions rappelant ces temps perçus, par tous les acteurs de l'époque, à la fois comme ascétiques et héroïques, empruntent au vocabulaire militaire (Hubert Beuve-Méry préférant faire « sauter la Sainte-Barbe » plutôt que de céder aux intérêts financiers et politiques [PLANCHAIS, 1989 : 135]⁸⁹³). Il semble que la propension à l'autocélébration du *Monde* trouve notamment ses origines dans ces situations de crises récurrentes⁸⁹⁴, propices à la formation d'une identité collective construite contre « eux » (les Eglises, les partis politiques et les « puissances d'argent »), au nom de valeurs (l'« indépendance », l'« exactitude ») et d'un homme (Hubert Beuve-Méry) cimentant le « nous ».

Une fois le fonctionnement de l'institution installé dans la routine et pérennisé par la réussite commerciale (à partir de 1955-1956), la direction maintint ces célébrations destinées cette fois à fêter non plus seulement la survie, mais le succès. P. EVENO file ainsi la métaphore religieuse pour décrire ce qui est devenu un « rite », celui du discours anniversaire du 18 décembre dont Hubert Beuve-Méry aurait été sinon le prophète, du moins le grand prêtre :

« [c]'est un culte annuel, qui prend, tous les cinq ans, une dimension particulière (en 1949, 1954, 1959, 1964) et connaît son apothéose en 1969, à l'occasion des vingt-cinq ans du journal

⁸⁹² Ces « batailles », ces « crises » sont racontées dans le détail par JEANNENEY & JULLIARD, op. cit. : 83-206.

⁸⁹³ « Le premier âge (du *Monde*), c'était l'âge de la guerre. Il fallait vivre, exister, se maintenir envers et contre tout, à la fois à l'extérieur et à l'intérieur. [...] C'est ce qui explique la passion, l'acharnement, les efforts que les plus anciens d'entre nous ont partagés pour assurer ce premier âge du *Monde*. » Hubert Beuve-Méry, compte rendu de la réunion informelle du Conseil de surveillance et du Comité de rédaction du 12 octobre 1976, cité in PADIOLEAU, 1985 : 59.

⁸⁹⁴ Un éditorial non signé, mais vraisemblablement écrit par H. Beuve-Méry, indiquait, dans le millième numéro (14 avril 1948) : « Lancé seulement quatre mois après la Libération, *Le Monde* atteint à son tour son millième numéro. Brève étape dans la vie d'un grand journal. Longue étape en réalité si l'on pense aux difficultés exceptionnelles qui ont déjà coûté la vie à quatorze quotidiens parisiens et en mettent beaucoup d'autres en danger. A nos lecteurs [...] de dire si nous avons su tenir les promesses que nous leur faisons au départ, dans une hostilité à peu près générale [...] » (« Notre millième numéro » *Le Monde*, 14 avril 1948, cité in EVENO, *ibid.* : 76). J.-N. JEANNENEY et J. JULLIARD [1979 : 128] écrivent, à propos d'H. Beuve-Méry : « C'était au surplus la pente de son caractère pessimiste que de considérer depuis l'origine que l'entreprise lancée en 1944 était vouée à sombrer bientôt sous l'assaut de ses ennemis du dehors et du dedans. Il était devenu rituel parmi le personnel de l'entendre, à chaque anniversaire, prévoir cet aboutissement prochain. ».

et du départ en retraite d'Hubert Beuve-Méry. [...] Les anniversaires fournissent parfois à l'occasion de réjouissances, de spectacles [...], de repas à la cantine ou de grandes festivités [...]. Les numéros symboliques, 1 000, 5 000, 10 000, sont également prétextes à célébration, ainsi que les événements majeurs comme les inaugurations de Falguière ou d'Ivry, ou la passation de pouvoir entre gérants. [...] » [*ibid.* : 49].

De surcroît, à partir des années 1990, la plupart des événements sont prétextes à publication d'ouvrages : outre deux biographies du fondateur, un « album souvenir » illustré sur les locaux de la rue des Italiens⁸⁹⁵ paraissent en 1990 ; la célébration du cinquantenaire et de la nouvelle formule donnant lieu à de nouvelles cérémonies et à de nouveaux ouvrages cinq ans plus tard⁸⁹⁶. Enfin, les journalistes et collaborateurs du *Monde* sont nombreux à avoir publié des mémoires (Maurice Duverger, Robert Escarpit, Edouard Sablier, Jean Planchais, Yvonne Baby, Alain Rollat...) qui contribuent à la grandeur du journal. Certes, J.-G. PADIOLEAU [1985 : 347] rappelait déjà, en 1985, qu'« [a]vec une ampleur peu commune la rue des Italiens "théorise" ses pratiques et ses expériences [...] » ; néanmoins, l'activité commémorative de la rédaction du *Monde* impressionne par son abondance et sa continuité.

§2 – L'EFFACEMENT DU *MONDE DIPLOMATIQUE*

A contrario, le *Md* fait pâle figure. Dénué d'identité propre, il n'est qu'un simple supplément du quotidien. De fait, le court éditorial paru dans le premier numéro demeure le seul du genre jusqu'en décembre 1972 où un encart indique, en dessous du traditionnel éditorial de François Honti, que ce dernier laisse désormais place à Claude Julien⁸⁹⁷. Avant cette date, aucun

⁸⁹⁵ Laurent Greilsamer. 1990. *Hubert Beuve-Méry (1902-1989)*. Paris : Fayard ; Bruno Rémond. 1990 ; *Sirius face à l'histoire – Morale et politique chez Hubert Beuve-Méry*. Préface d'André Fontaine. Paris : Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, coll. « Références » [1ère éd. : 1970, mémoire d'étude de l'Institut d'études politiques de Paris, sous la direction de Jean Touchard] ; Bertrand Poirot-Delpech, Nicolas Guilbert. 1990. *Op. cit.* Laurent Greilsamer est journaliste au *Monde* ; Bruno Rémond est énarque, haut fonctionnaire ; B. Poirot-Delpech, académicien, journaliste et chroniqueur littéraire au *Monde*.

⁸⁹⁶ Sur ce point, voir le compte rendu de P. Eveno, *op. cit.*, p. 518 sq.

⁸⁹⁷ « Changement à la rédaction du "Monde diplomatique" – François Honti, qui, avec M. Hubert Beuve-Méry, a fondé le Monde diplomatique en avril 1954 et en a assuré le succès pendant dix-huit ans, quittera ses fonctions de rédacteur en chef le 1er janvier

anniversaire (1959, 1964, 1974) ou numéro ne fait l'objet d'une mise en scène particulière. Les décès de collaborateurs occasionnels sont une perte avant tout pour la communauté des ambassadeurs, pas pour le journal, qui n'en est que le porte-parole⁸⁹⁸. Durant ces années, les seuls articles adressés directement aux lecteurs concernent l'augmentation du prix de vente (10.62 ; 09.68 par exemple) ou le changement de mode d'impression (06.62, I). En janvier 1973, un article plus long rédigé par Jacques Fauvet, paru en « une », précisait :

« A nos lecteurs »

« Fondé en 1954, sur l'initiative de M. François Honti, par M. Beuve-Méry, le *Monde diplomatique* atteint à son tour son second âge, au moment où la rédaction en chef en est confié à M. Claude Julien. Créé à une époque où le *Monde* ne pouvait, dans ses seize petites pages, traiter suffisamment de tous les pays et de tous les problèmes, il a vite trouvé, puis considérablement élargi sa place aux côtés de son grand frère qui parallèlement n'a cessé de se développer. Le succès des deux publications a prouvé qu'elles étaient complémentaires. La réussite du *Monde diplomatique* qui, si l'on ne craignait le pléonasma, serait mieux nommé "le Monde international" a été largement due au labeur, à la compétence et au dévouement de M. François Honti. La continuité est assurée par M. Claude Julien, assisté par Micheline Paunet. Le nouveau rédacteur en chef est trop connu pour avoir besoin d'être longuement présenté. Ancien chef du service étranger du *Monde*, spécialiste de la politique américaine et du tiers-monde, il est l'auteur de nombreux ouvrages, dont l'un, *l'Empire américain*, lui a valu le Prix Aujourd'hui et dont le dernier vient de paraître : *Suicide des démocraties*. Deux titres qui se suffisent à eux-mêmes. Plus que la politique intérieure des nations et, pour le tiers-monde, les conflits d'indépendance, ce sont les problèmes de développement et de société qui caractérisent le second âge du monde né de la dernière guerre, et sans doute aussi du *Monde diplomatique*. »

Le propos frappe d'abord par sa sobriété. Il est même proche, concernant l'hommage rendu au travail et à la personne de

1973. Il sera remplacé par Claude Julien, ancien chef du service étranger du Monde et auteur de plusieurs ouvrages politiques dont le dernier vient de paraître sous le titre *Le Suicide des démocraties*, aux éditions Grasset. ».

⁸⁹⁸ (par exemple, en 03.62, I6 : « Nous avons eu la douleur d'apprendre le décès, à l'âge de 87 ans, de notre collaborateur et ami, René Dollot, ministre plénipotentiaire, directeur de la « Revue d'histoire diplomatique ». Avec lui disparaît les derniers représentants de la grande génération des diplomates de la IIIe République. [...] »).

François Honti (son « labeur », sa « compétence », son « dévouement »), de la reconnaissance accordée au personnel de maison, fidèle à son devoir et à son poste. On est bien loin de l'héroïsme désenchanté et du charisme austère attribués à Beuve-Méry. Le texte de J. Fauvet de janvier 1973 offre un autre intérêt : celui de présenter l'arrivée de Claude Julien comme étant en « continuité » avec le travail de son prédécesseur. La citation de Micheline Paunet fait à ce titre le lien entre les deux responsables ; elle marque toutefois une nouvelle étape dans l'histoire du mensuel. Là encore, si l'on se gardera d'interpréter à l'excès un texte de circonstance, nécessairement consensuel, ménageant l'ancien et le nouveau directeur, on constate qu'il ouvre la voie à deux interprétations possibles de l'histoire du mensuel : l'arrivée de C. Julien s'inscrit dans la continuité, mais elle prend aussi les traits d'une rupture avec son prédécesseur.

L'annonce du décès de F. Honti, en octobre 1974, ne fait pas événement et ne donne lieu à aucun texte commémoratif ou réflexif. Rédigée par Yves Florenne⁸⁹⁹, sa notice nécrologique paraît en page 4 et présente sans emphase excessive le parcours de l'ancien journaliste-diplomate qui, pourtant, « considérait le *Monde diplomatique* comme l'œuvre de sa vie » au point d'« identifi[er] presque l'une à l'autre » :

François Honti

« [...] C'est [François Honti] qui, en 1954, avait apporté à M. Hubert Beuve-Méry l'idée d'un mensuel consacré à l'activité économique et aux organisations internationales, et particulièrement destiné à ceux qui en étaient les agents. C'était donner ainsi un prolongement à l'attention particulière que le *Monde* portait à la politique étrangère. L'initiative était appelé à connaître un succès, le journal des développements et une audience qui ont passé les espérances. François Honti, son premier rédacteur en chef, aura certes contribué à ouvrir le *Monde diplomatique* aux larges perspectives qui sont les siennes aujourd'hui et à l'ambition d'être l'organe de la communauté – à tout le moins de la communication – internationale, partout où elle a la volonté ou la liberté de se manifester. [...] ».

Ce texte est doublement nécrologique : il est d'une part le seul, avec un article du *Monde* paru le 19 septembre 1974, à rendre hommage à la personne de F. Honti et au rôle qu'il jouât

⁸⁹⁹ Qui n'est pas membre de la direction (voir chapitre 3).

dans l'essor du mensuel. Il signe d'autre part la disparition de François Honti de la mémoire collective : ce dernier n'existe plus autrement que comme « premier directeur du *Monde diplomatique* » et, plus rarement encore, comme son initiateur. Les livres, mémoires et travaux universitaires l'ignorent tous ou ne le mentionne que brièvement. Significativement, l'article polémique d'Alexandre Adler, qui lie certainement le plus l'histoire du *Md* à celle du *Monde*, la faisant remonter à la querelle du « neutralisme », ne le mentionne pas⁹⁰⁰. De fait, sa personne et son travail s'effacent totalement derrière les figures d'Hubert Beuve-Méry et, surtout, de Claude Julien.

SECTION 2 – LES DEBUTS DU « SECOND ÂGE » DU *MONDE DIPLOMATIQUE* (1973-1984)

Les premières années de ce « second âge » ne font tout d'abord l'objet d'aucune mise en scène dans le mensuel. Ainsi, les vingt ans (mai 1974) ne sont pas célébrés ; on ne trouve pas trace de commentaires ou d'articles sur le journal, ses prises de position, sa situation financière ou ses lecteurs. Il est vrai que Claude Julien n'était rédacteur en chef que depuis un an et demi, une période un peu courte pour prétendre endosser la mémoire du mensuel.

§I – L'ABSENCE DE RECONNAISSANCE EXTERNE

De même, les livres publiés sur le *Monde* à la fin des années 1970⁹⁰¹ et, plus particulièrement, les premiers essais écrits par des historiens, ne mentionnent pas ou que très brièvement le *Md* et ses responsables successifs. Certes, J. Julliard et J.-N. Jeanneney signalent les critiques de l'impérialisme américain de Claude Julien et font allusion au changement de ton du mensuel

⁹⁰⁰ Alexandre ADLER. 2004. « Le tournant loyolo-islamiste du *Monde diplomatique* ». In ZARKA Charles-Yves, TAUSSIG Sylvie, FLEURY Cinthia (dir.). *Cités – Hors série « L'Islam en France »*. Paris : Presses universitaires de France. P. 347-357.

⁹⁰¹ Jacques Thibau. 1978. « Le Monde ». *Histoire d'un journal, un journal dans l'histoire*. Paris : Jean-Claude Simoën ; Jean-Noël Jeanneney, Jacques Julliard. 1979. *Le Monde de Beuve-Méry ou le métier d'Alceste*. Paris : Le Seuil. Les critiques venant de ce qui sera assimilé à la droite (Michel Legris, ancien journaliste au *Monde*, dans « *Le Monde* » tel qu'il est, Paris : Plon, 1976) ne parlent pas du *Md*.

depuis son arrivée⁹⁰². Toutefois, ils le présentaient davantage comme un héritage de la « crise du neutralisme » ou du « fond chrétien démocrate » [*ibid.* : 295 *sq.*], dans la continuité des critiques contre l'« impérialisme » et le « matérialisme américain » formulées par Hubert Beuve-Méry dès l'après-guerre que comme un trait propre au *Md*. Symétriquement, dans les comptes rendus qu'il faisait de ces deux ouvrages, Claude Julien donnait son point de vue de journaliste du *Monde* et non pas de directeur de ce qui était encore un supplément⁹⁰³.

Plus significativement peut-être, l'une des premières thèses consacrées au quotidien, écrite par un sociologue⁹⁰⁴ qui effectua une partie de son travail d'observation durant la première crise de succession du *Monde*, entre 1981 et 1983, n'élevait à aucun moment le *Md* ou son directeur au rang d'objet d'étude distinct de celui du quotidien, alors que cet épisode mettait au premier plan Claude Julien, candidat malheureux à la succession de Jacques Fauvet et, à ce titre, cité plusieurs fois dans l'ouvrage⁹⁰⁵. Au niveau du métadiscours interne comme externe (critique ou universitaire), le mensuel n'était pas distinguée du quotidien dont il était encore un service comme un autre. J.-G. Padioleau reprenait ainsi à son compte la perception du *Md* par les rédacteurs du *Monde*, pour lesquels le mensuel faisait intrinsèquement partie du quotidien.

Il y a des échecs ou des insuccès et des réussites, les difficultés, nous les trouvons dans les travaux extérieurs, de l'imprimerie, de l'audio-visuel, Europe, les succès dans le *Monde*

⁹⁰² « Cette dénonciation de l'impérialisme américain sous ses formes militaires, économiques, financières, culturelles, nul après lui [Hubert Beuve-Méry] ne s'y est consacré avec autant d'ardeurs et d'intransigeance que Claude Julien, qui a été chef du service étranger avant de prendre la direction du *Monde diplomatique*, auquel il a donné une orientation résolument favorable aux luttes des peuples du tiers monde et hostile à l'impérialisme américain. » Un note précise à la suite : « Claude Julien est l'auteur d'un livre important et contesté sur les États-Unis, le *Nouveau Nouveau Monde*, Paris, Julliard, 1960, 2 vol. » [JEANNENEY & JULLIARD : 301].

⁹⁰³ « Le livre de Jacques Thibau sur "le Monde" » (*Md*, 01.79) ; « Un nouveau livre sur le "Monde" », *Md*, 02.79. En 1996, lors de la réédition du livre de J. Thibau, c'est le président de la société des rédacteurs du Monde, Manuel Lucbert, qui rend compte (positivement) de l'ouvrage (« "Le Monde 1944-1996, Histoire d'un journal" – Affronter la modernité », *Md*, 04.96).

⁹⁰⁴ Jean-Gustave Padioleau. 1985. « Le Monde » et le « Washington Post ». *Précepteurs et mousquetaires*, Paris : Presses universitaires de France (I^{ère} éd., 1985 : *L'entreprise de presse comme institution*. Thèse de sociologie pour l'obtention du doctorat d'État sous la direction de François Bourricaud. Paris : Université de Paris 5.

⁹⁰⁵ Pages 63, 228, 358 et 359.

de l'Education, le Monde diplomatique, Dossiers et Documents, la Sélection hebdomadaire, les suppléments divers, tout ce qui est de notre fonds, sans liens avec l'extérieur. [...] Il ne faut pas renoncer par principe aux entreprises extérieures, mais il faut savoir que les entreprises qui réussissent sont intérieures [...]»⁹⁰⁶.

De même, le représentant du Syndicat national des journalistes prend la parole lors du comité d'entreprise du 30 décembre 1975, refusant qu'un autre journal (*France-Dimanche*) soit imprimé sur les rotatives du *Monde*.

Je voudrais bien faire sentir au CE un courant important qui se manifeste au sein de la rédaction à propos de l'impression de travaux extérieurs. Pour nous, les publications annexes (*Monde de l'Education*, des *Philatélistes*, *Diplomatique*, etc.) ne sont pas assimilables à ces travaux extérieurs. Elles sont élaborées à partir du travail de la rédaction. [...] » [PADIOLEAU *Ibid.* : 77].

§2 – LES LOGIQUES DE DISTINCTION INTERNE

Pourtant, c'est bien le début des années 1980 qui marque, dans les commentaires, les débuts véritables de l'autonomisation du mensuel vis-à-vis du quotidien, de la reconnaissance de ce qui prend désormais les traits d'une ligne éditoriale indépendante. En l'absence d'équipe – l'essentiel du travail quotidien étant assuré par Claude Julien et Micheline Paunet –, c'est moins au journal qu'au journaliste et, plus exactement, à l'éditorialiste, que reviennent tout d'abord les premières marques de reconnaissance. Publié en 1979, un ouvrage reprenait ainsi l'ensemble des éditoriaux écrit depuis 1973. La quatrième de couverture constitue l'un des premiers textes à mettre l'accent sur la « rupture » provoquée par l'arrivée de Claude Julien.

Au cours de ces dernières années, le *Monde diplomatique* a conquis une autorité exceptionnelle, tant en France qu'à l'étranger, pour ses analyses des grands problèmes du monde contemporain. A l'origine de ce prestige, un journaliste, Claude Julien, ancien chef du service étranger du *Monde*. Dans les chroniques et les études réunies dans *Le Devoir d'irrespect*, l'observateur de la vie internationale prend appui sur l'actualité pour disséquer sans complaisance les mécanismes du pouvoir mondial, mettre en lumière l'hypocrisie ou l'irresponsabilité des

⁹⁰⁶ Jacques Fauvet (ou Jacques Sauvageot), comité de rédaction du 13 janvier 1976, cité in Padioleau, 1985. : 74

nantis et avertir des dangers de demain. Un ouvrage où Claude Julien démontre avec brio ce que peut être un journalisme caractérisé par la hauteur de vues, la rigueur de pensée et l'indépendance de jugement. Un journalisme qui se fait un "devoir d'irrespect" à l'égard de tous les puissants⁹⁰⁷ ».

A cette première reconnaissance s'ajoutèrent progressivement des marques d'autonomie vis-à-vis du quotidien. Ainsi, en 1983, le journal publiait un court questionnaire de dix-huit questions ainsi rédigé :

« Parce que son audience se développe de mois en mois, le *Monde diplomatique* a besoin de mieux connaître ses lecteurs, qu'ils lui soient fidèles depuis de nombreuses années ou qu'ils l'aient récemment découvert. [...] Les réponses recueillies seront très utiles aux journalistes et aux responsables administratifs dans leurs efforts pour améliorer la qualité rédactionnelle du journal et renforcer son indépendance économique. [...]»⁹⁰⁸ ».

« Son » audience, « ses » lecteurs, « son » indépendance... L'utilisation de ce dernier terme ouvrait la voie à plusieurs interprétations. On pouvait d'abord y voir la mise en avant d'une rhétorique classique dans l'histoire du journalisme français depuis la Libération, et du *Monde* en particulier⁹⁰⁹. Mais cette « indépendance économique » pouvait aussi s'exercer vis-à-vis du quotidien dont – coup de pied de l'âne – les ventes étaient en baisse alors que celles du mensuel augmentaient. Claude Julien avait beau jeu dès lors, dans la célébration du trentenaire de la création du journal (mai 1984), de rappeler que la réussite du *Md* reposait sur des « mesures » qu'il avait voulu appliquer au quotidien. Revenant sur son expérience avortée à la direction du quotidien, le rédacteur en chef semblait tout d'abord endosser pleinement la posture de journaliste au *Monde*⁹¹⁰. Mais le texte anonyme de présentation de son plaidoyer livrait le témoignage

⁹⁰⁷ Claude Julien. 1979. *Le Devoir d'irrespect*. Paris : Alain Moreau, coll. « Presse-Poche », 256 page. Hervé Hamon et Patrick Rotman, dans leur essai sur les *Intellocrates. Voyage en haute intelligentsia* (Paris : Ramsay, 1981), indiquent en annexe avoir interrogé C. Julien pour leur enquête. Celui-ci comme le *Md* ne sont néanmoins pas cités.

⁹⁰⁸ « A nos lecteurs », *LMd*, 03.83, 25.

⁹⁰⁹ Sur ce point, voir le chapitre 2 (« La prière du *Monde* : indépendance ! indépendance ! ») du livre de J.-G. PADIOLEAU, *op. cit.* : 49-88.

⁹¹⁰ « Les problèmes du "Monde". Comment je les voyais », *Le Débat*, n° 24, mars 1983, p. 3-24.

d'un homme ayant « retrouvé sa liberté de parole » en quittant un journal pour un autre⁹¹¹.

Un an plus tard, la commémoration des trente ans du *Md* venait renforcer cette dimension, en célébrant autant la création officielle du journal que la reconnaissance de ses particularismes. Illustré en « une » par l'artiste Abidine Dino⁹¹², le long article de Cl. Julien insistait à ce titre sur trois points. Il avait tout d'abord le souci d'inscrire pleinement le contenu actuel du mensuel dans la continuité du « tout petit journal » créé en 1954 :

« [...] Cette humble publication a grandi pour, en trente ans, passer de huit à vingt-huit pages, de 5 000 à 125 000 exemplaires. Mais, si elle a modernisé sa mise en pages, elle a scrupuleusement conservé son format et, surtout, l'esprit qui marqua sa naissance. Rien, en effet, ne saurait justifier que l'on abandonnât les grandes préoccupations que dictaient en 1954 les événements qui suscitèrent la création du *Monde diplomatique*. La priorité accordée par tous les puissants à la force de leur appareil militaire, une politique inspirée par la crainte au point d'obscurcir tout espoir, la tentation de dominer les plus faibles par les multiples outils de la contrainte économique, l'illusion que l'on peut étouffer par les armes aussi bien la soif de liberté que la volonté des peuples de protéger leur identité culturelle et nationale : problèmes d'une brûlante actualité aujourd'hui comme ils l'étaient hier. [...] ».

Claude Julien rattachait « l'esprit » du mensuel non pas au journalisme de service que ce dernier se donnait explicitement pour objet de remplir, et auquel le rédacteur en chef faisait allusion, mais à l'« effervescence planétaire » du temps. De 1954 à 1984, était ainsi tracée une ligne éditoriale continue et cohérente : « [...] à travers les mutations qui ont remodelé la planète et nos sociétés, subsistent, amplifiés, les espoirs et les drames qui justifiaient le lancement du *Monde diplomatique*. [...] ». Le texte insistait en outre sur l'exceptionnalité du

⁹¹¹ [...] A tout seigneur, tout honneur : *Le Monde*. Et parmi les plus qualifiés pour ouvrir un débat de fond sur les problèmes du plus grand quotidien français, Claude Julien, qui fut pendant près de deux ans le successeur de Jacques Fauvet à la direction du journal. En cette qualité, Claude Julien a eu plus que tout autre à réfléchir sur les contraintes et l'avenir de cette institution exceptionnelle. Aujourd'hui qu'il a repris ses responsabilités à la direction du *Monde diplomatique*, il a retrouvé une liberté de parole qui donne à son témoignage un poids particulier. [...] ».

⁹¹² Voir la notice nécrologique que consacre I. Ramonet à cet artiste d'origine turque, né en 1913, in « Abidine Dino » (01.94, 2).

mensuel, sur sa « véritable originalité » qui « [...] n'a d'équivalent en aucune langue dans quelque pays que ce soit. [...] ». Enfin, cette célébration mettait en avant, de manière implicite, la réussite d'un certain nombre de préconisations (« modestie », « austérité », « interdisciplinarité », « changement d'échelle ») que C. Julien entendait mettre en œuvre, avant d'en être écarté, à la direction du *Monde*.

« Modestie » :

- *Md* : « Réalisé par une très petite équipe qui s'appuie sur des centaines de collaborateurs dispersés dans le monde, le *Monde diplomatique* est et veut rester un **modeste journal**. Ainsi se garde-t-il des solutions de facilité que suggérerait le souci de conquérir une large audience. » (« Manière de voir », *LMd*05.84, 22. Je souligne en gras) ;
- *Le Monde* : « Persévérer dans ce sens [la diminution de la pagination] pendant plusieurs années serait non seulement un moyen **d'alléger les dépenses** mais aussi d'approfondir une réflexion sur le rôle du *Monde*, sur son contenu rédactionnel dans une société finalement sous-informée parce que noyée sous un flot de nouvelles où l'accessoire et l'éphémère obscurcissent trop souvent l'essentiel et le durable. [...] » (« Les problèmes du *Monde*. Comment je les voyais », *ar. cit.*, p. 8).

« Austérité » :

- *Md* : « [...] il ne suffit pas de voir et d'entendre, mais [...] il importe surtout de savoir écouter pour comprendre, au prix **d'un effort austère, d'une ascèse de l'esprit** toujours en garde contre les multiples sollicitations qui dispersent l'attention et l'entraînent vers des conclusions hâtives, parfois drolatiques, vite démenties par les faits. » (« Manière de voir ») ;
- *Le Monde* : « [...] Sans étude de marché, sans campagne de promotion, sans la moindre de ces opérations de séduction qui s'apparentent volontiers au racolage, M. Beuve-Méry avait imposé son journal par la seule vertu du travail bien fait, mise en valeur par **l'austérité de sa présentation**. Plus qu'une recette commerciale, c'était une exigence intellectuelle et morale – et elle avait été payante. Comme s'il avait voulu transposer au domaine de la presse le précepte évangélique, le fondateur avait d'abord cherché le règne de la qualité et de **la plus sobre rigueur** ; le reste lui avait été donné par surcroît. » (Les problèmes du *Monde...* », p. 17).

« Interdisciplinarité » :

- *Md* : « Les idées et les armes, l'argent et les religions, les ambitions et les idéologies, tissent ensemble cette toile dont les motifs ne deviennent intelligibles qu'à la condition de conjuguer toutes les ressources de l'esprit humain dans les domaines de l'économie et de l'histoire, de la stratégie et de l'anthropologie, de la politique et de la littérature ou des arts populaires. C'est dans ce souci constant que se construit chaque

mois, **toutes disciplines associées**, chaque numéro du *Monde diplomatique*. » (« Manière de voir ») ;

- *Le Monde* : « Pour appréhender chaque situation dans sa totalité, nous rêvions depuis longtemps **d'enquêtes interdisciplinaires** [...]. Il convenait de conserver les spécialisations mais en même temps de "croiser" les compétences pour que toute analyse tienne compte de multiples composantes étroitement imbriquées les unes aux autres, qu'elles soient du ressort des journalistes chargés de la diplomatie ou de sciences, de la stratégie ou de la religion, du commerce extérieur ou de la culture. » (« Les problèmes du *Monde* »..., p. 20).

« Comparaison internationale » :

- *Md* : « [...] Lu par les diplomates de nombreux pays et par les fonctionnaires des grandes organisations internationales, il atteint un public fort divers : chefs d'entreprise, cadres supérieurs de l'industrie et de la banque, professions libérales, chercheurs et universitaires, militants politiques et syndicaux, etc., tous citoyens ayant appris par expérience que les grandes évolutions **sont moins déterminées dans un cadre étroitement national que par les grands remous qui agitent la planète**. [...] » (« Manière de voir ») ;

- *Le Monde* : « J'incitai les journalistes trop étroitement cantonné dans la scène française à enquêter dans d'autres pays industrialisés pour conduire des études comparées sur l'enseignement, la criminalité [...], etc., tous problèmes qui prennent une autre signification selon qu'ils sont abordés dans un cadre strictement national ou à **leur véritable échelle, qui est mondiale**. » (« Les problèmes du *Monde*... », p. 21).

Le directeur du mensuel ne cessera de se référer à ces thématiques jusqu'à son départ en retraite, en 1990⁹¹³. Elles prenaient sous sa plume les traits d'une ligne éditoriale autonome, véritable modèle d'excellence journalistique [LEMIEUX, 1992b] dont les caractéristiques seraient désormais rappelées avec vigueur à chaque événement marquant le journal. Si le processus de différenciation entre les deux journaux ne prenait pas officiellement la forme de la « rupture », le mensuel se voyait toutefois reconnaître suffisamment de spécificités et d'« indépendance » pour être érigé en « objet » (de discours, de polémique, de recherche) à part entière, digne à ce titre de blâme et d'éloge.

⁹¹³ Voir par exemple, dans la « Série : Les citoyens à la conquête des pouvoirs », l'article « Nécessaire révolution » (06.90, I, 18-19).
Nécessaire révolution

SECTION 3 – L’ONCTION SCIENTIFIQUE

On peut voir ainsi dans la parution, en mai 1983, du livre de Pascal Bruckner *Le Sanglot de l’homme blanc*⁹¹⁴ l’une des premières manifestations de reconnaissance politique et médiatique du mensuel. Ce dernier faisait les frais d’une critique en règle, aux côtés de Jean-Paul Sartre et des éditions Maspero, dans un livre qui bénéficia d’une large diffusion. Toute critique porte en elle la reconnaissance implicite de ce qui est visé – ici le poids supposé d’un journal et de ses proches collaborateurs dans la « haine de soi » des Occidentaux. Le pamphlet « psychanalytique » de P. Bruckner élevait – singulier mais réel hommage – le *Md* au rang d’objet de polémique.

§I – LE *MONDE DIPLOMATIQUE* COMME SUPPORT ET OBJET DE CONNAISSANCE : UN « JOURNAL DE REFERENCE »

Un deuxième signe de la reconnaissance institutionnelle du mensuel, plus discret mais non moins important, est visible dans l’émergence de ce qui s’apparente, par sa fréquence, à un quasi genre universitaire : l’analyse (parfois comparative) de contenu de presse écrite. Généralement produite par des étudiants en maîtrise ou en DEA, touchant des disciplines comme la science politique, l’histoire contemporaine ou les sciences de l’information et de la communication, ces travaux décrivent un événement politique, une institution ou une aire géographique à travers le prisme des articles du *Md*, souvent comparé à d’autres journaux⁹¹⁵. Que le mensuel fasse figure de « source » historiographique de première main était en outre confirmée par la réalisation et la publication, en 1984, d’un « Index analytique du *Monde diplomatique* », réalisé à l’initiative d’un professeur québécois.

⁹¹⁴ *Le sanglot de l’homme blanc. Tiers-monde, culpabilité, haine de soi*. Paris : Le Seuil, coll. « L’histoire immédiate » (collection fondée par Jean Lacouture en 1962 et dirigée, en 1983, par Jean-Claude Guillebaud).

⁹¹⁵ On s’est servi, pour réaliser cet inventaire, du catalogue de l’Agence bibliographique de l’enseignement supérieur, le SUDOC. Tous les travaux d’étudiants n’y sont cependant pas répertoriés. Manque certainement des mémoires de maîtrise qui, n’étant pas soumis aux mêmes règles de conservation et de dépôt, ne figurent pas dans les catalogues.

Comment les étudiants, majoritaires dans cette bibliographie, justifient-ils leur démarche et le choix du *Md* comme support de recherche ? Jusqu'au milieu des années 1980, la perspective adoptée est globalement celle voyant dans le journaliste un « historien de l'immédiat », selon les mots de Paul Nizan⁹¹⁶. En 1981, le premier étudiant français à écrire sa thèse sur le mensuel résumait ainsi sa démarche, qui prenait les articles du *Md* comme autant de « sources⁹¹⁷ » de première main :

« [...] Il apparaît de prime abord assez difficile de justifier notre sujet de recherches. Pourtant, malgré l'abondance des travaux concernant l'AMERIQUE LATINE, aucun n'a été effectué d'après le mensuel « Le Monde diplomatique » et les quelques thèses sur la presse française, bien que déposée au fichier central de Paris X, n'ont pas encore été soutenues. Les documents qui nous ont servi pour notre travail n'ont donc jamais été utilisés. [...] [N]ous espérons que notre étude montrera l'AMERIQUE LATINE à travers les préoccupations européennes de cette décennie. [...] » (p. 8).

« [...] Quel risque d'être l'avenir de l'AMERIQUE LATINE à moyen terme ? Pour tenter de le savoir, nous nous proposons d'étudier, en guise de conclusion, les écrits qui concernent les pays latino-américains, publiés dans LE MONDE DIPLOMATIQUE de l'année 1980. Peut-être même certains faits éclaireront d'un nouveau jour notre travail dans la recherche de la compréhension de la vie sociale, économique et politique latino-américaine. [...] Les journalistes du MONDE DIPLOMATIQUE ont conscience de leur fonction d'historiens. Ils présentent certains pays en les caractérisant par ce qu'ils ont de plus représentatifs [...] »⁹¹⁸ (p. 221-222).

⁹¹⁶ Paul NIZAN. 1939. *Chroniques de septembre*. Paris : Gallimard. P. 7 ; cité in LAVOINE, 1992. Albert Camus fait écho à l'affirmation en posant que « le journaliste est l'historien de l'instant ». Il n'est sans doute pas anecdotique que ces deux aphorismes sortent de la bouche de personnes* proches du pôle intellectuel, ayant moins vécu *pour* que *grâce au* journalisme, soucieux en cela de voir « reconnu cette qualité [intellectuelle] au métier qu'ils exerçaient » [LAVOINE, 1992]. D'une manière générale, aucun des journalistes cités dans l'article de Yves Lavoine n'écrit dans un journal populaire ou, selon le terme de P. BOURDIEU, « omnibus » [1979].

⁹¹⁷ Le titre de la première section de l'introduction d'une thèse soutenue en 2000 (Sylvie Milczach. *Les regards de la presse écrite française sur le conflit jordano-palestinien de 1970-1971... op. cit.*) était « [l]a presse écrite, source de l'histoire contemporaine » (p. 13).

⁹¹⁸ Marc Le Gledic. 1981. L'Amérique latine vue à travers "Le Monde diplomatique". Op. cit. ;majuscules de M. Le Glédic.

Certes, l'auteur précisait qu'il « [...] aur[ait] aimé [se] documenter plus profondément sur le fonctionnement du "MONDE DIPLOMATIQUE", sur son optique, sa rédaction, sa mise en page, sa diffusion [...] » (p. 12). Ses contacts avec la rédaction n'ont cependant pas abouti, comme l'illustre la réponse faite par Cl. Julien à sa demande de renseignement : « Monsieur, il ne nous est malheureusement pas possible de recevoir les étudiants qui préparent un doctorat. Vous pouvez en revanche, sur le sujet qui vous intéresse, consulter la documentation du "Monde diplomatique". [...] »⁹¹⁹. Une telle perspective n'est pas spécifique au *Md* de la fin des années 1970. J.-N. Jeanneney et J. Julliard l'illustrent bien quand ils écrivent, en 1979, que « dans bien des cas, le journaliste du *Monde* est le premier documentaliste de l'historien, de l'économiste, du sociologue, sans parler de l'homme d'action » [1979 : 304]⁹²⁰. Plus généralement, B. GAÏTI [1994 : 80 *sq.*] a montré, à partir de l'exemple de Jean Lacouture, comment une « avant-garde » journalistique composée notamment de rédacteurs du *Monde* et donc du *Md* – André Fontaine, Jacques Nobécourt, Jean Planchais... – a pu, à partir des années 1960 et jusqu'aux années 1980, occuper des « territoires disponibles à l'analyse historique, délaissés en tout cas par les représentants les plus prestigieux des sciences sociales », occupés par la "longue durée". [...] Dans la redéfinition du métier de presse, c'est ainsi la prétention intellectuelle à l'analyse, à l'interprétation, au point de vue personnel, au style, qui s'affiche. Les nouveaux venus vont se partager les terrains d'enquête et de commentaire : pour certains, l'histoire de l'armée [J. Planchais], la vie politique [J. Fauvet] ou les secrets d'État, pour d'autres les relations

⁹¹⁹ Lettre de Claude Julien adressée à M. Le Glédic, citée in Marc LE GLEDIC, *op. cit.*, p. 14. Cette réponse s'inscrit dans le droit fil de la prétention historique du journalisme.

⁹²⁰ On peut rapprocher ce jugement, formulé significativement par des individus* cumulant plusieurs étiquettes (historien puis éditorialiste pour J. Julliard), de celui du journaliste Pierre Viansson-Ponté, chef du service politique du *Monde* à partir de 1958 : « Si l'information politique avait été complète, immédiate ou au moins suffisante et rapide, il n'y aurait pas eu de place pour la bonne douzaine d'histoire de la IV^e République déjà parue depuis sept ans. » (« Vingt ans d'informations politiques », *La Nef*, n° 27, p. 43 ; cité in KACIAF, 2005 : 61). P. Viansson-Ponté, ancien journaliste à *L'Express*, est notamment l'auteur d'une *Histoire de la République gaullienne* (Paris : Fayard, 1971).

internationales [A. Fontaine], la décolonisation [J. Lacouture]⁹²¹».

Ainsi, ces mémoires témoignent de la réussite de ces « ancêtres illégitimes des historiens du temps présent » [GAÏTI, *ibid.*], auxquels appartiennent notamment les journalistes qui collaborent régulièrement au *Monde* et, par conséquent, au *Md*²². Ils ont trouvé une partie de leur public dans ces étudiants soucieux d'appuyer leur travail sur le sérieux et la reconnaissance des journaux « de référence⁹²³ », à l'image de cette thèse en histoire contemporaine que son auteure place sous le double patronage de Raymond Aron (dont une citation figure en exergue) et d'André Fontaine, ancien responsable du service étranger du *Monde*, ancien directeur du quotidien, spécialiste reconnu de la Guerre froide :

« [...] Cette étude s'inscrit dans le cadre de l'histoire contemporaine, axée principalement sur les mentalités qui prévalaient dans les années 1970-1971.

"Certains disent que cette histoire là est encore trop chaude pour qu'on puisse raisonnablement l'écrire. (...) Après avoir beaucoup lu et voyagé, avoir parlé aussi avec nombre de personnages que ce livre met en scène constitue un élément au demeurant pour s'y retrouver soi-même, un atout que n'a pas à sa disposition l'historien d'un passé plus lointain [...]"

C'est en ces termes qu'André Fontaine justifie une étude de l'histoire contemporaine récente, montrant que le peu de distance temporelle n'implique pas forcément un manque de rigueur scientifique [...] ⁹²⁴ ».

A côté de ces travaux qui utilisent le mensuel comme source de première main pour appréhender l'évolution (géo)politique

⁹²¹ Gaïti, 1994 : 82.

⁹²² M. Le Glédic [*op. cit.*, p. 12] présente ainsi les auteurs qui écrivent dans mensuel : « Edouard Bailby, entré à L'EXPRESS en 1973 a laissé sa place au sein du "MONDE DIPLOMATIQUE" à l'écrivain Alain Labrousse, spécialiste de l'ARGENTINE, et à Julia JURUNA, spécialiste des questions brésiliennes, qui entre au journal en 1976. La rédaction a "recruté" depuis 1975 un spécialiste de l'économie, notamment de l'économie latino-américaine en la personne de l'Américain J. F. PETRAS. [...] ».

⁹²³ Le mot apparaît à plusieurs reprises, notamment dans les travaux de Samuel Ghiles-Meilhac (2006) et Sylvie Milczach (2000). Cette dernière, dans le court paragraphe de présentation du mensuel (« Le Monde diplomatique : un mensuel de référence », p. 32), « soulign[e] l'utilisation d'un système de notes de fin d'article, inhabituel dans la presse, mais marque de sérieux aux yeux du lecteur. ».

⁹²⁴ Sylvie Milczach. 2000. Les regards de la presse écrite française sur le conflit jordano-palestinien de 1970-1971... *Op. cit.* P. 7.

d'un État ou d'une région du globe, on relève des mémoires qui abordent la presse en général et le *Md* en particulier sous un angle critique. Le journal n'est plus ici perçu comme matériau documentaire brut, ni le journaliste comme historien du présent : le contenu fait l'objet d'une évaluation, dans une perspective où les médias ne reflètent pas fidèlement la réalité mais la biaise ou la transforme, justifiant dès lors une démarche comparative⁹²⁵ et/ou démystificatrice. Les auteurs s'appuient sur des connaissances acquises par ailleurs (dans des livres ou dans d'autres journaux) pour contester la manière dont « le mensuel » (perçu comme un tout cohérent) appréhende les événements politiques (conflit israélo-palestinien, guerres du Liban...). Commentant la couverture de l'entrée à Saïgon des troupes communiste du Nord-Vietnam en 1975, un étudiant en histoire contemporaine parle ainsi de « mauvaise foi » et « déplore un "manque de curiosité intellectuelle" », affirmant que « *Le Monde diplomatique* préfère escamoter les questions embarrassantes⁹²⁶ ».

Comment s'effectuait enfin le choix du mensuel comme support ou comme objet d'étude ? En l'absence d'enquête systématique menée auprès de ces étudiants, on peut formuler l'hypothèse qu'il pouvait résulter de prescriptions de lecture dans le cadre de séminaires ou de travaux dirigés. Dans ce cas, c'est l'enseignant qui jouait un rôle déterminant en conseillant et en orientant les étudiants vers les « terrains » pertinents.

On peut à titre d'exemple citer le cas de cet étudiant belge qui, au milieu des années 1980, après un cursus en lettres, s'oriente vers des études de journalisme. Là, il découvre avec un certain plaisir des cours axés sur des questions contemporaines, notamment un cours de droit public international. Prenant contact avec l'enseignant, il lui manifeste son désir de faire un mémoire dans cette discipline. Son professeur lui aurait alors conseillé de travailler sur la vision de l'O.N.U. développée par la journaliste Isabelle Vichniac dans le *Monde*, qu'il trouvait partielle.

Il commença alors à travailler sur le quotidien et, rapidement, s'aperçoit que le sujet choisi souffre d'une absence de comparaison. Il

⁹²⁵ C'est la perspective suivie par Naila ABI KARAM (1984) et Pierre Marlet (1987), la première pour critiquer le journal, le second pour en louer les qualités, notamment par rapport au *Monde*.

⁹²⁶ Thierry GRANDEAU. 1986. *Le tiers-mondisme du "Monde diplomatique"*. *Op. cit.* P. 449 ; voir également p. 482. Ce mémoire est également l'un de ceux qui assimile le plus les contenus et rédacteurs du *Monde* avec celui du *Md*.

l'élargit alors à d'autres titres et choisit plusieurs thèmes (la célébration du quarantième anniversaire de l'institution, le référendum organisé en Suisse pour l'adhésion à l'O.N.U. en 1986, le financement de l'institution) afin de d'évaluer leur traitement par différents journaux (principalement le *Monde* et le *Md*). Le choix du mensuel lui paraissait pertinent dans la mesure où il défendait un autre point de vue, plus en faveur de l'O.N.U. – point de vue qui était plutôt le sien. « La presse dominante était critique vis-à-vis de l'O.N.U., [le *Md*] me semblait fort différent ».

Non lecteur du mensuel (ou alors de manière très épisodique) avant son étude, il le devint plus régulièrement après, sans y être jamais abonné. Une fois terminé, il envoya son mémoire au *Monde*, à l'IEP de Paris et au *Md*. Jacques Decornoy lui répondit par courrier pour le remercier de la qualité de son travail, qu'il a perçu comme une rétribution symbolique (« en tant qu'étudiant, ça fait plaisir ! »). Il n'a par contre pas reçu de réponse du *Monde*.

Aujourd'hui journaliste dans une chaîne de télévision publique en Belgique, il continue à l'acheter de manière occasionnelle, regrettant néanmoins le caractère « prévisible » du journal : « Je ne me suis jamais abonné, car ce qui m'agace, c'est que je sais ce que je vais y lire... j'aime bien le lire de temps en temps ». Spécialisé dans le journalisme d'investigation, il me dit n'avoir jamais été contacté par le *Md* pour y écrire n'y avoir cherché à le faire [P. Marlet, entretien, septembre 2007].

§2 – UN « FACHEUX INDEX »

Finalement, ces mémoires renseignent sur la légitimité universitaire acquise par le titre de presse : entre 1974 et 2007, dix-huit travaux de ce type ont été produits sur le *Md*⁹²⁷. Certes, celui-ci sert moins de source de première ou de seconde main que le *Monde*, le *Figaro* ou *l'Humanité*. Mais comme l'illustre cette publicité parue en 1982, le mensuel a été pensé par ses promoteurs comme un support de connaissance incontournable.

« Le Monde diplomatique sur microfilms.

« Le Monde diplomatique » n'est pas seulement un journal de référence dans de nombreux collèges et bibliothèques mais est devenu aussi un véritable instrument de travail dans l'enseignement. [...] Tous les exemplaires du « Monde diplomatique » depuis 1954 sont à présent disponibles sur microfilms, et un simple abonnement permet la mise à jour. Pour tout renseignement complémentaire, contactez [une entreprise anglaise]. » (*LMd*, 06.82, 6).

⁹²⁷ Voir annexe 6.

En outre, il a également bénéficié, malgré lui, d'une onction scientifique rare⁹²⁸ avec la publication, en 1984, d'un volumineux *Index analytique* de 1000 pages, édité par une société canadienne, Microfor⁹²⁹. La genèse de cet index et son accueil par la rédaction sont des révélateurs de l'importance qu'avait acquis le *Md* aux yeux d'une partie de la communauté universitaire et du souci qu'avait Claude Julien de conserver la maîtrise du contenu du journal.

A l'origine de ce projet, un professeur québécois, Yvan Roy, qui dispensait, depuis le début des années 1970, « des cours sur l'histoire des relations internationales des XIX^e et XX^e siècles et sur l'histoire de la décolonisation et des problèmes du Tiers-Monde.⁹³⁰ ». « Pour faciliter les travaux des étudiants, je les invitais à consulter un certain nombre de livres, des revues (*Afrique-Asie, Jeune Afrique, ...*) des journaux dont le *Monde diplomatique*. Je trouvais que les articles de ce mensuel étaient fort intéressants tout en donnant aux cégépiens⁹³¹ des pistes de réflexion. Le journal présentait à l'occasion des dossiers sur des pays accédant à l'indépendance. [...] La documentation portant sur certains thèmes et pays n'était pas toujours accessible et pertinente. Alors, graduellement j'ai essayé de combler ce vide en confectionnant moi-même un index susceptible de répondre à mes besoins et à ceux de mes élèves. Dans les premières années, j'ai dû faire venir sur microfilm les bandes des numéros précédents. Pour plus de précision, je dois ajouter que M. François Honti, alors rédacteur en chef, avait répondu, le 7 juillet 1972, à ma lettre du 13 juin précédent en me précisant le nom de la personne que je devais contacter et qui s'occupait des microfilms. Il avait même ajouté dans sa lettre ce mot : "il n'y a malheureusement pas d'index". Et je me suis attelé à la tâche en reproduisant sur fiche et par thème chacun des articles parus dans le journal. Je n'avais pas mesuré réellement l'ampleur du boulot. [...] »

La confection manuelle de l'index, d'abord pensé comme un outil « pédagogique⁹³² », occupe en effet une bonne partie du temps de l'enseignant, qui consacre d'abord ses vacances d'été à réaliser, sur papier, des fiches par pays, thèmes, auteur et date. Le passe-temps pédagogique acquiert de l'importance et devient un projet du Collège d'enseignement : supervisées par Y. Roy et

⁹²⁸ A ma connaissance, seul le *Temps* et le *Monde* ont bénéficié de tels index.

⁹²⁹ *Index analytique du journal "Le Monde diplomatique" 1954-1983*. Québec (Canada) : Microfor / Collège François-Xavier-Garneau, 1984.

⁹³⁰ Courrier électronique d'Y. Roy, 13 août 2007.

⁹³¹ Les collèges d'enseignement général et professionnel (CEGEP) correspondent, au Québec, à un niveau intermédiaire entre l'enseignement secondaire et l'université.

⁹³² Selon l'expression d'Y. Roy.

autre enseignant, Gilles Whittom, neuf étudiantes en deuxième année de « techniques de la documentation » se voient proposer comme option la confection de l'index. Enfin, en 1979, les deux enseignants finirent par contacter Microfor, une société de conception et de gestion de bases de données créée en 1973, afin de donner une forme éditée et commercialisable à l'index. Celle-ci, qui réalisait déjà, depuis 1978, le dépouillement d'un certain nombre de titres de presse (dont le *Monde* et le *Md*) qu'elle publiait sous le titre *France-actualités*, prit en charge le projet⁹³³.

Or, la SARL *Le Monde* vit d'un mauvais œil la parution d'un instrument dont elle ne maîtrisait pas la confection et qui, de surcroît, lui ôtait de probables rentrées d'argent. Comme elle l'avait montré dès les années 1960 avec les index produits par son propre service de documentation, elle était tout à fait capable de publier ce type d'outil documentaire⁹³⁴. En 1979, « l'affaire mythique » Microfor / *Le Monde* commençait puis, réactivée par la publication de l'*Index analytique*, allait défrayer, pendant une dizaine d'années, la chronique juridique de la toute jeune industrie des bases de données⁹³⁵. Comment réagit l'initiateur du projet qui, il faut le préciser, n'était pas intéressé financièrement à sa publication ?

« [...] Une telle réaction nous a surpris. *Le Monde diplomatique* ne possédait pas d'index. Et le journal se

⁹³³ Réalisé sous la houlette de Jules Lord (Dont Y. Roy indique qu'il est aujourd'hui décédé) et Claude Fleury.

⁹³⁴ « [...] depuis plus de dix ans, nos lecteurs trouvent dans le numéro de janvier, sans aucun supplément de prix, un index des articles de l'année. Ce modeste service constituait, dans notre esprit, la première étape vers l'édition en volume d'un répertoire des thèmes traités et des auteurs. L'initiative de la société Microfor semble bien enlever sa raison d'être à ce projet. [...] ». C. Julien, « A propos d'un index du "Monde diplomatique" – Quand une technique défailante trahit l'esprit d'un journal », *LMd*, 10.84, 14.

⁹³⁵ On en trouvera un résumé dans l'article de Didier FROCHOT, « Les conséquences de l'affaire Microfor / *Le Monde* », paru initialement dans la revue *Documentaliste - Sciences de l'information*, Vol. 25, n°2, (mars-avril 1988) à l'adresse suivante : <http://www.les-infostrateges.com/article/880331/les-consequences-de-l-affaire-microfor-le-monde#R5> [site consulté le 16/08/2007] ; l'expression « affaire mythique » en est tirée. Comme le résumait l'auteur de l'article, « [...] [l]a question se posait de savoir si un tel travail d'emprunts à des œuvres préexistantes était libre de toute autorisation des auteurs de ces œuvres. La loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire et artistique qui gouverne la matière a, semble-t-il, ignoré le travail documentaire, et pas seulement en matière de banques de données. Elle se révèle aujourd'hui mal adaptée aux nouvelles technologies, tant sous l'angle des enjeux économiques que sur un plan purement juridique. [...] ».

retrouv[ait] devant le fait accompli. Une telle attitude est peut-être normale. Des Québécois ("des cousins ou des étrangers") se permett[ai]ent de [...] réaliser un index. Un ouvrage de cette envergure échappait au mensuel, n'avait pas été fait par le journal. Quelle honte ou quelle offense ? Et pourtant n'est-ce pas plutôt donner tout le crédit au *Monde diplomatique* pour la qualité des articles en reconnaissant qu'au-delà de 14 000 dossiers ont été répertoriés (titres, auteurs et références bibliographiques) couvrant 30 années de relations internationales. Enfin ! En plus, le journal a accusé les auteurs et Microfôr d'avoir porté ombrage au droit d'auteur, prétextant que les titres des articles présentés ne pouvaient être repris et reformulés [...] ⁹³⁶ ».

Au terme d'un parcours juridique sinueux, le *Monde*, et donc le *Md* (le mensuel ne disposant pas, avant sa filialisation en 1996, de la personnalité juridique) furent finalement déboutés et les droits des producteurs de bases de données reconnus. Claude Julien, dans le commentaire qu'il fit d'une des décisions de justice, arguait des « graves insuffisances, des lacunes, des erreurs » du « fâcheux index », et envisageait de « rev[enir] à la charge » :

« [...] Pourquoi ? Essentiellement parce qu'un journal est une création continue, qui s'appuie sur un esprit et une méthode. D'autres publications se consacrent aux affaires mondiales en se réclamant d'un autre esprit, en suivant une autre méthode. La société Microfôr se serait épargnée de sérieux déboires en nous interrogeant sur notre esprit et sur notre méthode. Elle se serait épargnée de les contredire par sa propre conception de l'index qu'elle publie sous une couverture où s'étale le titre de ce journal [...] ⁹³⁷ »

A lire la féroce critique du rédacteur en chef, on mesure à quel point l'image du *Md* faisait l'objet d'un soin particulier de la part de son rédacteur en chef, peu disposé à dilapider un capital symbolique patiemment acquis et désormais internationalement reconnu. La forme même de l'argumentaire du journal illustre le style du *Md* : le texte de C. Julien était accompagné d'un commentaire de l'arrêt de la Cour de cassation

⁹³⁶ Y. Roy, entretien cité. Entre la démarche individuelle et artisanale du professeur et le produit fini, il semble néanmoins qu'un certain nombre d'informations aient été perdues et/ou transformées. Il n'est pas sûr que l'*Index* corresponde exactement au projet initial d'Y. Roy.

⁹³⁷ « A propos d'un index du "Monde diplomatique" – Quand une technique défaille trahit l'esprit d'un journal », *LMd*, 10.84, 14.

écrit par de Charlotte-Marie Pitrat, « Commissaire du Gouvernement auprès de la Commission nationale informatique et libertés » (présidée à partir de 1984 par Jacques Fauvet, ancien directeur du *Monde*). La simple dénonciation des « bourdes » ne suffisait pas, il fallait que le journal apporte à ses lecteurs une analyse juridique de l'affaire.

Celle-ci pose enfin, incidemment, la question de l'utilisation dudit *Index* comme source de seconde main dans ce travail. Ce que résume A. DESROSIERES [1993] dans son interrogation fondamentale à propos des statistiques : faut-il s'appuyer sur les choses ou les prendre pour objet ? Si l'on suit le rédacteur en chef, l'affaire est entendue, « sa conception laisse fort à désirer ». Et C. Julien n'a pas de mots assez durs pour tous les « résultats drolatiques » obtenus, l'« humour [...] involontaire », les « échantillons [...] d'incompréhension ou d'incompétence » et les « bourdes » repérés. Bref, « [a]vec une telle méthode, le chercheur, qui pour 200 dollars achèterait l'*Index* de Microfor, n'aurait d'autre moyen que de se reporter à la collection du journal pour connaître le sujet traité sous [d]es titres volontairement énigmatiques. [...] ». Effectivement, d'un point de vue interne, l'ouvrage comporte des coquilles, plusieurs aberrations et de nombreux manques – sans qu'il soit possible de les quantifier – ; dans le cas d'informations isolées, une vérification dans le journal s'avère souvent nécessaire. Néanmoins, il se révèle fort précieux pour réaliser des comptages ou apprécier, d'un regard, l'importance d'un thème ou d'une collaboration sur trente ans. C'est en cela qu'il « tient », pour reprendre l'expression de Desrosières⁹³⁸ ; c'est aussi pour cela qu'on l'a utilisé ici.

La réception universitaire du mensuel prend ainsi une forme objectivée à partir du début des années 1980. Thèses, mémoires et index témoignent de l'entrée modeste mais réussie du *Md* dans le cercle étroit des « journaux de référence », *i.e.* des titres dignes (pour des raisons sur lesquelles on reviendra) d'être cités⁹³⁹. Ces travaux livrent de surcroît, dans leur composition,

⁹³⁸ « Postface – Comment faire des livres qui tiennent ? » [DESROSIERES, 2000/1993 : 435-449]

⁹³⁹ Un journal de référence pourrait donc être caractérisé 1/ par le fait d'être qualifié comme tel, y compris sur un mode ironique (avec des guillemets) ou dénégateur ; 2/ comme un journal plus cité (négativement ou positivement) que ses concurrents.

une information sur l'image du journal. Si certains étudiants mentionnent les « changements » qu'aurait entraînés l'arrivée de Claude Julien, aucun n'articule fondamentalement son étude sur une opposition avant/après 1973. Thierry Grandeau étudie ainsi le « tiers-mondisme du "Monde diplomatique" » de mars 1968 à décembre 1975 ; Samuel Ghiles-Meilhac, la couverture d'Israël de 1954 à 2004. Dans ces analyses de contenu, domine avant tout l'idée d'une cohérence éditoriale forte, présente par delà les hommes et les événements historiques.

SECTION 4 – LA VALORISATION EDITORIALE D'UN « ESPRIT » ET D'UNE « METHODE » JOURNALISTIQUE (1984-1996)

Soucieux de conserver le monopole de diffusion de son contenu et, surtout, d'en contrôler « l'esprit » (dont la réalité ne faisait plus aucun doute en 1984), la rédaction s'est attelée à sa valorisation. Celle-ci a pris principalement deux aspects, passant par une diversification des supports de diffusion et par la production régulière d'un discours d'autocélébration.

§I – LES PUBLICATIONS ANNEXES ET LES PRODUITS DERIVES

La vente du journal sous forme de microfilms ne concernait très vraisemblablement que des institutions publiques (bibliothèques et, dans une moindre mesure, centres de recherche⁹⁴⁰). La valorisation du contenu éditorial prit une autre dimension avec la publication d'un supplément quadrimestriel⁹⁴¹, *Manière de voir* [désormais noté *MdV*], dont le premier numéro paraissait en décembre 1987⁹⁴². Selon Claude Julien, le titre s'inscrivait à sa création dans une double logique : thématique, avec la volonté renouvelée de « [...] briser le cloisonnement des

⁹⁴⁰ Je n'ai pu déterminer le coût, à l'époque, de ces microfilms. Pour mémoire, ces derniers nécessitent, pour être lus au début des années 1980, un lecteur au prix onéreux.

⁹⁴¹ Devenu trimestriel en 1993, puis bimestriel en 1998.

⁹⁴² « Des sociétés malades de leur culture », *Manière de voir* n° I (38 francs, 98 pages). Lors du lancement du premier numéro, un encart promotionnel le présentait ainsi : « A la demande de ses lecteurs LE MONDE DIPLOMATIQUE lance une collection "Manière de Voir" rassemblant par thèmes ses principaux articles » (*LMd*, 12.87, 25).

domaines de compétences, de solliciter en même temps l'économiste et le poète, le sociologue et l'artiste, le statisticien et l'historien. » ; de conservation et d'inscription dans la durée, avec la reprise d'articles déjà parus, mais présentés comme « [...] plus lisibles et plus faciles à conserver dans [cette] collection de petits ouvrages [...].⁹⁴³ ». Jusqu'au numéro 22, la mise en page (polices de caractère et illustrations) reproduisait fidèlement celle du mensuel. Petit à petit cependant, la matérialité de ces « volumes » (ou « cahiers⁹⁴⁴ ») se détacha de celle du mensuel, au point d'un faire aujourd'hui une publication pouvant être perçue comme autonome. Je n'ai pas mené d'enquête systématique sur la centaine de numéros que comptait *MdV* en 2007 et, notamment, sur les types d'articles reproduits, leur date de parution originale, les auteurs sélectionnés. On remarque néanmoins que si les premiers numéros n'incluaient volontairement que des articles « récemment publiés⁹⁴⁵ », la rédaction se mit à intégrer par la suite des articles plus anciens, opérant de ce fait un travail d'homogénéisation rétrospective de son contenu. Les exemples les plus aboutis se trouvent dans les numéros aux thématiques historiques, comme ceux consacrés à la Guerre froide ou au Maghreb colonial. Exemple il est vrai assez exceptionnel, ce dernier numéro mettait côte à côte des articles parus à la fin des années cinquante, une analyse de Pierre Bourdieu sur l'« unité algérienne » paru en juillet 1961, un texte de l'historien Pierre Boulanger portant sur « Le film colonial et l'homme maghrébin » de juin 1975, un article de l'historien Claude Liauzu critique à l'égard de la loi du 23 février 2005 reconnaissant le « rôle positif » de la décolonisation... Peu importe, à ce niveau de l'analyse, de savoir que les textes les plus anciens de ce *MdV* participaient encore pleinement d'un modèle journalistique mondain, ou que la

⁹⁴³ Claude Julien, « Manière de voir », in *ibid.*, p. 11. En août 1988, François Vitrani, proche de la rédaction, annonçait la parution argentine « [...] en format livre, [de] la traduction du numéro 1 de *Manière de voir*, "Des sociétés malades de leur culture", familière à nos lecteurs [...] » (p. 30).

⁹⁴⁴ C. Julien, « Quand les partis politiques oublient les grands problèmes de l'heure – La colère du citoyen humilié », 04.90, 13.
La colère du citoyen humilié

⁹⁴⁵ Claude Julien, « Manière de voir », *art. cit.* Le premier numéro ne comportait ainsi que des articles parus en sous forme de dossier en 1987.

présence de P. Bourdieu s'expliquait par un canular⁹⁴⁶ : de 1958 à 2005, c'était ainsi un fil interrompu d'analyses qui était déroulé. Cette opération de lissage textuel et iconographique trouve toutefois ses limites dans l'exclusion d'un certain nombre de traits propres au journal des décennies antérieures. Ainsi, les articles des collaborateurs occasionnels membres du corps diplomatique ne sont, à quelques rares exceptions près, pas repris dans *MdV*; de même, aucun article de François Honti n'y figure.

D'une manière générale, la volonté d'inscrire le journal dans la durée et d'approcher son contenu des publications scientifiques devient constante à partir de la fin des années 1980. Elle se manifeste tout d'abord par la publication d'une revue annuelle, *Savoirs*. Reprenant un « format identique » à *MdV*, les trois numéros parus de 1992 à 1994 furent réalisés avec « autour d'une problématique scientifique à vocation prospective qui devrait aider les lecteurs, en cette trouble période de transition, à mieux appréhender la nouvelle donne géostratégique planétaire.⁹⁴⁷ ». On la repère ensuite dans la production d'« Index » (estampillés cette fois par la rédaction⁹⁴⁸) puis dans celle des cédéroms, dont la première version, qui couvrait les années 1989-1996, sortit au début de l'année 1997. L'homogénéité du contenu émerge dans ce cas avec d'autant plus de netteté que la matérialité du journal change radicalement. Le passage à l'écran et au numérique entraîne des modifications profondes, tant au niveau visuel (similarité des polices de caractère; effacement de l'iconographie, à l'exception des cartes et tableaux; disparition

⁹⁴⁶ Quelqu'un avait, en juin 1961, envoyé sous son nom un article à F. Honti qui l'avait publié; contacté alors par le sociologue, le rédacteur en chef avait fait paraître, en juillet 1961, un article réellement écrit Bourdieu.

⁹⁴⁷ Pierre Papon, Ignacio Ramonet. 1992. « La recherche au service d'une vision géostratégique ». *Savoirs*, n° 1. P. 3. On reviendra plus loin sur les rapports entre espace journalistique et espace académique.

⁹⁴⁸ Index 1982-1992. Paris : *Le Monde diplomatique* (363 pages); *Index 1993*, *Index 1994*, *Index 1995*. Paris : *Le Monde diplomatique* (50 pages chacun en moyenne, ronéotypés). Le texte de présentation (« Pour un bon usage de l'Index 1993 ») affirmait qu'« Indexer, c'est effectuer des choix à la fois intellectuels et opératoires à partir d'un corpus spécifique. [...] » (p. 2). Une publicité parue en 01.93, 2 indiquait par ailleurs : « Pour utiliser au mieux les gisements d'informations que constituent les articles d'un mensuel qui a suivi les transformations de la planète, la naissance des nouvelles démocraties à l'Est, la montée des nationalismes, la grande vague de l'ultralibéralisme, les crises du tiers-monde et les conflits régionaux. »

de certaines rubriques et même, dans les versions éditées à partir de 2004, des numéros de pages) que des modes de consultation et de lecture potentiels (recherche par mot-clefs, par auteur, par pays, par type d'article ; possibilité de créer des répertoires de citations ou d'extraits ; présence d'hyperliens, *etc.*). Tout contribue à donner au contenu un aspect cohérent.

Comme pour les microfilms, il faut souligner enfin la rareté que constitue, pour un journal français, l'édition de son contenu sous forme de cédérom. Peu se sont livrés à l'exercice : parmi les quotidiens, *Le Monde* a été l'un des premiers à le faire, faisant de ses articles autant de « corpus » potentiellement mobilisables pour les chercheurs, accentuant sa position de journal de référence⁹⁴⁹. Technologie coûteuse, le cédérom a cependant été rapidement dépassé par Internet. Le site du mensuel, précocement créé en janvier 1995⁹⁵⁰, diffère peu au niveau formel de l'interface des cédéroms, et participe du procès d'harmonisation discursive. Néanmoins, une barrière invisible, rarement franchie, cantonne le journal dans des limites temporelles qui ne remontent pas avant la fin des années 1970.

§2 – L'INFLATION CELEBRATRICE. UN JOURNAL « A NUL AUTRE PAREIL⁹⁵¹ »

Suppléments, index, cédéroms, site Internet puis, à partir de 1998, agendas thématiques accompagnent la montée en puissance d'un discours d'autocélébration. Jusqu'au milieu des années 1980, celui-ci n'apparaissait, on l'a vu,

⁹⁴⁹ A titre d'exemple, on peut citer la « collection de cédéroms de poche », « Comprendre », dont une publicité faisait l'éloge en 03.98, 11 : « Autour d'articles-clefs du Monde diplomatique ou de Manière de voir, 21 dossiers balisent les parcours pédagogiques de ce premier cédérom de la collection « Comprendre ». Analysant les conséquences sociales, écologiques et culturelles, au Nord comme au Sud, de la transformation de la planète en un gigantesque marché, il propose des pistes pour une nouvelle action citoyenne]] Egalement un glossaire des termes économiques, une bibliographie, une liaison vers une sélection de sites sur Internet, et le texte préparatoire, en français et en anglais, de l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI)]] Une aide précieuse pour les lycéens, étudiants, enseignants et tous ceux qui souhaitent comprendre réellement le monde. [...] ».

⁹⁵⁰ Le site du Md a d'abord hébergé, à partir de février 1994, sur le site de l'Institut national de l'audiovisuel [<http://www.ina.fr/CP/MondeDiplo/>]. N'offrant tout d'abord que « plusieurs numéros » de l'année en cours, il permettait d'accéder, à partir d'avril 1994, à l'ensemble des numéros parus dans l'année (« Le Monde diplomatique » sur Internet, 04.95, 12).

⁹⁵¹ I. Ramonet. 2004 (mai). « Cinquante ans ». *Manière de Voir*.

qu'exceptionnellement. Si l'année 1984 constitue un véritable tournant en la matière, 1987 introduit, selon les termes d'I. Ramonet, une « excellente tradition⁹⁵² », consistant à « [...] faire le point sur la situation du *Monde diplomatique* [...] » à chaque automne. Produit désormais distinct du *Monde*, le mensuel acquiert, sous la plume de Claude Julien puis d'Ignacio Ramonet, des traits propres que ses responsables n'auraient de cesse de rappeler, soit directement⁹⁵³, soit par le biais de courriers des lecteurs, soit enfin par la célébration des collaborateurs partant en retraites ou décédés.

Ces articles dessinent progressivement mais sûrement les contours explicites de ce que l'on peut désormais appeler une ligne éditoriale, et dont l'un des éléments structurant sera la mise en avant des particularismes et de l'exceptionnalité du journal lui-même. Au nombre de 90 de 1954 à , ces textes diffèrent des éditoriaux mensuels sur au moins un point : dans un contexte médiatique « déprimé » et « en crise » (IR, 10.92, 29), le mensuel y est présenté comme une lueur d'espoir « [...] dans un monde de plus en plus gagné par le chaos [...] » (IR, 04.97, 2). Les particularités du mensuel y sont mises en avant avec force, la plupart du temps sous la formes d'oppositions reprenant en grande partie celles développées par C. Julien à partir de 1984. Formant un tout argumentatif cohérent, elles ont à partir du milieu des années 1990 fait l'objet de commentaires plus ou moins critiques⁹⁵⁴. Inspirés du travail de J.-

⁹⁵² « Une volonté de savoir », 10.92, 29.

⁹⁵³ On peut citer, de Cl. Julien : « Loin du matraquage médiatique... » (10.87, 24) ; « Une certaine manière de voir » (10.88, 28) ; « Dédaigner les faux-semblants de l'information-spectacle – L'écume et le fond » (10.89, 25) ; « Série : Les citoyens à la conquête des pouvoirs – Nécessaire révolution » (06.90, 1, 18 et 19) ; « Quand, négligée, la "société civile" regimbe – Le combat et l'espoir », (annonce du départ en retraite de C. Julien, 12.90, 1, 18 et 19) ; « Appel à nos lecteurs », (supplément de quatre pages pour la filialisation du mensuel, 02.96) ; « Jacques Decornoy, une culture de combat » (01.97, 2). D'Ignacio Ramonet : « A nos lecteurs » (12.90, 19) ; « Une volonté de savoir » (10.92, 29) ; « S'informer fatigue » (10.93, 28) ; « Départ – Micheline Paunet » (01.95, 2) ; « Consolider l'indépendance du "Monde diplomatique" – La bataille des dix millions » (05.96, 14) ; « Une bouffée d'oxygène » – Courrier des lecteurs (04.97, 2) ; « Apocalypse médias » (04.97, 1, 24 et 25) ; « Qui sont les lecteurs du "monde diplomatique" ? – Contre le mimétisme » (10.98, 15) ;

⁹⁵⁴ L'auteur d'un mémoire d'IEP y voyant par exemple l'expression d'une « irrationalité », résidant « dans le fait que chaque couple en appelle un autre et que s'y déverse la masse des préjugés idéologiques » [Jean-Baptiste Perret. 1996. *Le Monde diplomatique : une représentation de la communication – Un essai d'analyse du*

B. Perret, les tableaux présentés ci-dessous donnent une idée précise des termes et des valeurs associées au *Md*, qui scandent toute célébration du journal depuis le début des années quatre-vingt⁹⁵⁵. Figurent dans la colonne de gauche les valeurs répulsives ; dans celle de droite, celles défendues par les journalistes.

discours du Monde diplomatique sur le champ de la communication. Grenoble : Institut d'études politiques. P. 84].

⁹⁵⁵ Ont également été utilisés, dans le développement qui suit, certains articles commémoratifs, comme la nécrologie d'Hubert Beuve-Méry par Claude Julien par exemple.

Oppositions schématiques dans le *Monde diplomatique*⁹⁵⁶

Thèmes	Négatif	Positif
spécialisation <i>versus</i> pluridisciplinarité	/spécialisation très poussée/ experts et [...] spécialistes/	/approche pluridisciplinaire /une lecture pluridisciplinaire/
Facilité <i>versus</i> effort	/grand fracas médiatique/ flot de nouvelles/ /brouhaha/ /éphémère/ ; /court/ ; /superficiellement/ ; interprétations superficielles/ ; /accessoire/ ; /séduction/ /facilité/mode/ ; /modes/engouements factices/vedettariat/argent/complaisance/	/ce qui fermente sous la surface/ silence/ /durable/ ; /long/ ; /références/ ; /effort austère/ascèse de l'esprit/ ; /essentiel/sobre/exigeant/ /enquête/recherche/réflexion/ /information/analyse/ ; /effort/fatigue/intelligemment/fouillé/ exigeant/attention/ /information/activité productive/mobilisation intellectuelle/
<i>Vite versus lent</i>	/la vitesse, l'accélération, la fascination de l'instantanéité, du "temps réel"/	/ralentir, [...] freiner, [...] se donner le temps d'analyser, de douter, de réfléchir/
image <i>versus</i> écrit	/photos/images/ /conversation banale/ articles courts/photos tapageuses ou aguichantes/ vocabulaire simplifié / /Information télévisée / /émotion/images/faux/intox/factice/télévision/ /journal télévisé/fiction/distraction/ confortablement/ /voir/entendre/ écran/longueur réduite /personnalisation/oubli/amnésie/	/textes/écrit/ ; /termes techniques/ arides tableaux chiffrés/ presse écrite/ paroles /notes de pied de page/honnêteté intellectuelle/ /savoir écouter/comprendre/ Long/complexité/données fondamentales/épaisseur/
grand <i>versus</i> petit	/grands groupes de presse /dettes/ découverts/ pertes / grands médias/ /grands moyens d'information/	/ <i>Monde diplomatique</i> / comptes équilibrés/ marge bénéficiaire/petit/ modeste / indépendance/singularité/
objectivité <i>versus</i> convictions	/"professionnalisme" journalistique/ "objectivité"/neutralité/dissimuler/	/nos propres passions/ émotions/ afficher/nos convictions/ nos objectifs/ notre conception de la société et du monde/ Compétences
marketing <i>versus</i> politique	/produits/ slogans publicitaires /astuces commerciales/ techniques de marketing et de publicité/ mythe publicitaire/ /marketing/	/information, enquête, analyse, réflexion, la culture/ mobilisation civique/ /combat d'idées
audience <i>versus</i> citoyen	/audience/ "opinion publique"/ /hommes politiques/journalistes//téléspectateurs/	nos lecteurs/ /lecteurs/ citoyens /lectorat
liberté du commerce <i>versus</i> indépendance de la presse	liberté du commerce et du profit/ /marchandise/ /publicités/ ; /baisse des ventes/	/indépendance/pluralisme de l'information/ /liberté de l'information/ /information/ /ventes/ ; /hausse des ventes/

⁹⁵⁶ Tableau réalisé à partir des articles suivants : Claude Julien, « Loin du matraquage médiatique » (10.87, 24) ; « Une certaine manière de voir » (10.88, 28) et « A contre-courant » (02.96, 4). Ignacio Ramonet, « Une volonté de savoir » (10.92, 29) ; « S'informer fatigue », 10.93, 28 ;

Le pôle attractif des médias, symbolisé par le *Md*, prend des traits précis et bien identifiables, qui reflètent la conception des médias et du journalisme mise en avant et scène par les deux journalistes. Ceux-ci alternent tout d'abord montée en généralité et descente en singularité où, systématiquement, la « petite équipe » de ce « modeste journal⁹⁵⁷ » est en opposition implicite ou explicite aux « grands groupes de presse » (CJ, 10.88, 28). Cette défense et illustration du « petit », de l'« humble » et du « modeste » s'inscrit, plus généralement, dans une vision « austère et « ascétique » (C. Julien, 10.88, 28) du journalisme, méfiante à l'égard de l'image (surtout animée), du « bruit » et de la rapidité du « direct ». Dans ce cadre, l'accès à l'information n'est jamais donné mais exige, de la part du citoyen-lecteur, un « effort », une attention, bref une véritable « mobilisation intellectuelle » présentée comme totalement étrangère à la culture audiovisuelle.

Résumé schématiquement, l'idéal journalistique prôné par les directeurs successifs est celui d'une pluralité de petits journaux défendant chacun des positions politiques explicites, détenus au mieux par les journalistes eux-mêmes ou au moins par un groupe de presse indépendant, contenant peu ou pas de publicité, offrant des articles longs et documentés, lu par des citoyens (et non des consommateurs), et rentables. Comme le soulignait J.-B. Perret [1996 : 76], les valeurs associées à ce que l'on appellera, à la suite de C. LEMIEUX [1992b], un modèle d'excellence journalistique, sont moins politiques que morales : jusqu'à la création d'Attac et l'apparition de l'altermondialisme comme marque politique relativement stable, les deux directeurs ne se faisaient les porte-parole ni d'un courant de pensée, ni d'un parti ou d'un mouvement⁹⁵⁸. Certes, I. Ramonet se réfère fréquemment à un « nouvel humanisme », seul garant possible d'une véritable démocratie :

[...] A la société de gaspillage doit naturellement succéder une société du partage. Après des années d'euphorie financière, d'esbroufe et de supercheres, comment ne pas ressentir un fort

⁹⁵⁷ On retrouve la thématique du « petit » (journal ou équipe), de l'« humble » et du « modeste » en 05.84, 15 ; 10.87, 24 ; 10.88, 28 ; 12.90, 18 (C. Julien) ; 10.92, 29 ; 01.95, 2 ; 02.96, III ; 10.98, 15 (I. Ramonet).

⁹⁵⁸ Sur les apports et les (non)-usages du *Md* à l'« idéologie tiers-mondiste », voir le chapitre 4.

désir de retour à des activités vertueuses, aux vraies valeurs ? L'éthique, le travail, la compétence, l'honnêteté, la frugalité... Fondements et ferments d'un nouvel humanisme. Confusément, le citoyen perçoit que c'est la seule voie permettant de préserver la planète, d'épargner la nature, de consolider la démocratie et de sauver l'homme. Peut-on reconstruire le monde autrement ?⁹⁵⁹ »

Néanmoins, l'identité propre au mensuel, telle qu'elle se donne à lire sous la plume de ses journalistes, est avant tout autocentrée ; elle ne s'appuie pas sur un référent normatif extérieur ou sur un sujet politique, comme dans la presse communiste ou religieuse. Cette dimension illustre un phénomène qui trouve son aboutissement dans l'imposante célébration des cinquante ans du mensuel, en mai 2004, au palais des congrès de la Porte de Versailles, à Paris : à travers tous les (nombreux) combats qu'il mène, le *Md* défend et promeut essentiellement, partir du milieu des années quatre-vingt, une cause à part entière : la sienne. Comme le repérait J.-B. Perret et comme on le montrera avec l'étude de son lectorat⁹⁶⁰, l'équipe de rédaction a le souci d'instituer un « [...] contrat journal/lecteur [qui] dépasse un simple contrat de lecture : c'est un contrat militant, engageant les opinions du lecteur et plus encore : son activité politique et civique. Un contrat qui engage le lecteur dans sa vie politique, et le journal dans sa survie économique [...]. » [PERRET 1996 : 75]. Cette cause a ses défenseurs et ses martyrs, ainsi que ses pourfendeurs.

SECTION 5 – UN « GRAND JOURNAL POLITIQUE »

B. Perret emploie un concept pour décrire la relation entre le journal et ses lecteurs, celui de « contrat de lecture ». Sans discuter pour l'instant la pertinence de ce concept⁹⁶¹, on peut remarquer que la mise en valeur de la relation nouée entre les lecteurs et le journal prend plutôt les traits, chez les deux journalistes, d'un vocabulaire de l'engagement, de la cause (celle du journal) à défendre. Celle-ci dispose il est vrai, avec ses

⁹⁵⁹ I. Ramonet,
« Dossier : Nouvel ordre, rébellions, nationalismes - Un monde à reconstruire »
05.92, 20⁹⁵⁹

⁹⁶⁰ On reviendra dans le détail sur l'entrée et la mise en scène du lectorat dans le chapitre suivant.

⁹⁶¹ Voir sur ce point le chapitre 6.

« lecteurs solidaires », d'un lectorat qui, tel que le met en scène les journalistes, prend les traits d'une communauté de « citoyens » prêts à « [r]égulariser une relation passionnée [...] » par l'abonnement⁹⁶², voire à donner de l'argent pour permettre aux « pays du tiers-monde qui interdisent ou limitent strictement les sorties de devises⁹⁶³ » d'accéder au journal. Ces lecteurs ne sont pas les seuls à adopter une posture engagée : à partir du milieu des années quatre-vingt, Claude Julien peut faire état de collaborateurs tombés au champ d'honneur journalistique, à l'image de « notre ami Ivan Menendez, qui dirigeait à Mexico l'édition du *Monde diplomatique* en langue espagnole⁹⁶⁴ », assassiné en 1986, ou encore célébrer le départ en retraite de proches collaborateurs, véritables compagnons de route du mensuel⁹⁶⁵. Ces hommages disent au moins deux choses. La première est que le journal n'est pas (ou n'est plus) celui d'un seul homme – François Honti puis Claude Julien –, mais qu'il s'inscrit dans une démarche, un projet présenté comme collectif. On n'a plus affaire à une brochure portée, comme l'illustre l'hommage rendu par Yves Florenne à François Honti en 1974, par un individu assurant et assumant l'ensemble de la chaîne de production. « Très petite équipe », certes, mais équipe quand même. La seconde, qui transparaît nettement dans les annonces de mort violente – comme celle du journaliste franco-libanais Samir Kassir en 2005 –, porte une idée centrale dans l'autopromotion du journal : celle qu'à travers le titre, c'est la

⁹⁶² « Régulariser une relation passionnée ? », 12.87, 2 (courrier d'un lecteur expliquant son refus de s'abonner, en réaction à l'article de Claude Julien paru en 10.87 (« Loin du matraquage médiatique... [...])).

⁹⁶³ Claude Julien, « Une certaine manière de voir », 10.88, 28.

⁹⁶⁴ C. Julien, « Assassinat », 12.86, 1 et 15.

⁹⁶⁵ Citons, dans cette perspective, l'annonce de la nomination d'Eric Rouleau au poste d'ambassadeur de France, présentée en ces termes par C. Julien : « Notre ami Eric Rouleau vient d'être nommé ambassadeur en Tunisie. Ami ? Son premier article dans le *Monde diplomatique* avait paru en mai 1956. Ce n'est certes pas une amitié banale qui se développe ainsi en vingt-neuf ans de travail commun sur une région aussi explosive, déchirée par tant de conflits et de passions. François Honti, qui pendant les dix-huit premières années fut responsable de ce journal, ne manquait pas une occasion de faire appel à sa compétence et à son talent. La signature d'Eric Rouleau apparaît alors dans presque chaque numéro du *Monde diplomatique*, depuis l'expédition de Suez jusqu'à la guerre de six jours. [...] » (« Eric Rouleau, ambassadeur de France en Tunisie » ; 07.85, 17). On peut y ajouter l'annonce du départ de C. Julien lui-même, ainsi que celle de Micheline Paunet [01.95, 2]. Dans ces trois cas, la perspective « continuiste » est affirmée avec force : il n'y a bien qu'un seul et même journal, qu'une seule et même ligne éditoriale depuis 1954.

cause du journalisme dans son ensemble qui est défendu. C'est sur ce point que l'on va s'arrêter à présent en mettant à nouveau en perspective, à partir des prises de positions des journalistes décrites ci-dessus, leur « manière de voir » l'activité journalistique. Pour ce faire, on s'attardera dans un premier temps sur la mise en scène de la filiation entre le mensuel et son illustre maison-mère, *Le Monde*. L'intérêt de cette captation d'héritage symbolique est qu'elle prend place dans un double contexte : un contexte que l'on pourrait qualifier d'euphorique, avec le lancement et la réussite complète du processus de filialisation du mensuel vis-à-vis du quotidien. Mais ce succès financier s'accompagne également d'une montée des tensions entre certains journalistes du *Md* et l'équipe de direction du *Monde*, dans un contexte que l'on qualifiera donc de polémique, chacun des représentants des deux rédactions ayant avantage à se revendiquer de la figure tutélaire d'Hubert Beuve-Méry. Après avoir détaillé ces deux aspects, on s'attardera sur des textes écrits contre le journal, dont le nombre augmente petit à petit dans la deuxième moitié des années quatre-vingt-dix. Ces derniers pointent en effet, en négatif, les caractéristiques jugées comme contraire à l'exercice normal (et normé) de la profession journalistique.

§I – DES CAUSES DU JOURNAL A LA CAUSE DU JOURNALISME : LES ENJEUX SYMBOLIQUES D'UN HERITAGE (1996-2004)

Jusqu'au milieu des années 1990, le discours sur le *Md* est avant tout produit par la direction du journal elle-même, qui dresse via des textes d'autocélébration le portrait d'un titre exemplaire par sa gestion, son indépendance et son contenu. Ce monologue – adressé à des êtres qui ne peuvent répondre : les lecteurs – a pu être dédoublé dans les colonnes du *Monde* qui, jusqu'en 1996, informait régulièrement ses lecteurs, en des termes systématiquement élogieux, de la parution des numéros du *Md*, de *Manière de voir* et de *Savoirs*. Ces deux dernières publications firent l'objet, de 1988 à 1996, de longs comptes rendus en page 2 du quotidien signés notamment par Claude Cheysson, René Lenoir, Michel Jobert, Felix Guattari, Marc

Augé ou encore Edgard Pisani. Tous ne tarissent pas d'éloges devant les « remarquables dossiers⁹⁶⁶ », l'exactitude des bilans et des « réflexions, corrosives mais salubres » proposés par « Claude Julien et son équipe⁹⁶⁷ », la « rigueur, et aussi [...] la volonté de situer le problème dans sa complexité et dans sa profondeur historique⁹⁶⁸ ». Quelques critiques émergent çà et là, constatant notamment le pessimisme des textes⁹⁶⁹ ; Jean-Christophe Victor⁹⁷⁰ pouvant même se demander, en 1995 :

« [...] dans quel genre exactement se trouve-t-on ? Un journal d'information ou une revue d'opinion ? Un organe d'analyse ou de mobilisation ? Un mensuel ou un trimestriel ? Les étudiants, quel que soit leur niveau, auraient raison d'être acheteurs car ce numéro de *Manière de voir* informe, fait réfléchir, et en outre ne sacrifie en rien à la "pensée FMI". Ça change. Car après tout, critiques et suggestions étant faites, et si ces analystes avaient simplement, même avec maladresse, un tout petit peu d'avance ? »

Néanmoins, on constate qu'à cette date encore le quotidien plaçait explicitement sa propre « manière de voir » l'activité journalistique aux côtés de celle promue par le mensuel :

« [...] L'exception que constituent *Le Monde*, qui depuis deux ans s'est donné les moyens de repartir à la conquête de son lectorat dans le respect de ses valeurs, ainsi que *Le Monde*

⁹⁶⁶ Marc Augé, « Une brochure du "Monde diplomatique" – Les masques du racisme », le *Monde*, 23 octobre 1990, p. 2. Marc Augé était à l'époque directeur de l'EHESS. Il collabore au *Md* à partir de 1992.

⁹⁶⁷ Gilbert Comte, « Abaissement », *Le Monde*, Mercredi, 7 décembre 1988, p. 2. G. Comte, né en 1932, a été journaliste au *Monde* de 1962 à 1982. Collaborateur occasionnel du mensuel à partir de 02.65, spécialiste de l'Afrique, il se présentait encore, au début des années 2000, comme « maurassien » et fidèle aux valeurs monarchistes défendues dans sa jeunesse.

⁹⁶⁸ Edgard Pisani, « Une brochure du " Monde diplomatique " Proche-Orient, une guerre de cent ans », le *Monde*, 10 avril 1991, p. 2.

⁹⁶⁹ « Nous étions partis en vacances rassérénés. Le sommet des Sept venait de prendre des mesures raisonnables en matière économique, et avait enfin abordé le problème de l'environnement. On rééchelonnait la dette du tiers-monde ici et là. [...]. Et puis paraît le numéro 5 de "Manière de voir", recueil d'articles du *Monde diplomatique* et de textes inédits, intitulé : le Triomphe des inégalités. Quelle douche froide ! On a envie de réagir au titre : la rédaction n'y va-t-elle pas un peu fort ? Et puis on lit. [...] Avis à ceux qui tiennent à leur confort intellectuel et moral : ne lisez pas ce fascicule ! » (René Lenoir, alors directeur de l'ENA, « Une brochure du "Monde diplomatique" : "le Triomphe des inégalités" – S'indigner contre l'inacceptable », le *Monde*, 30 septembre 1989, p. 39. À quelques mois d'intervalle, Michel Jobert et Monica Charlot relèvent également les « sombres » conclusions de deux numéros différents.

⁹⁷⁰ Alors professeur au Collège interarmées de défense et à l'Institut international d'administration publique et futur présentateur de l'émission « Le dessous des cartes », sur Arte.

diplomatique, dont la filialisation en cours a pour objectif de garantir durablement son indépendance économique et éditoriale, ne saurait masquer l'essentiel : une presse française mal en point tandis que s'accroît le retour de l'argent et de la politique sur la scène médiatique. [...] » [Editorial anonyme, Lundi, 5 février 1996, p. 11]

Cet éditorial signe toutefois l'arrêt complet d'un discours vantant les mérites journalistiques du mensuel dans les colonnes du quotidien. En effet, si la constitution en filiale du *Md* disjoint concrètement les destinées économiques des deux titres, ce dernier acquiert le statut d'objet d'enquête et d'analyse à part entière avec la création officielle, en juin 1998, de l'association ATTAC⁹⁷¹. Le rôle du mensuel, du texte fondateur d'Ignacio Ramonet en décembre 1997⁹⁷² et, surtout, l'implication de Bernard Cassen dans l'organisation de l'association impliquaient désormais, de la part des journalistes du *Monde*, d'écrire sur des individus qui certes travaillent dans les mêmes locaux⁹⁷³ qu'eux, mais faisaient partie d'un journal différent. « Mensuel d'opinion⁹⁷⁴ », « organe incisif⁹⁷⁵ », le *Md* incarnait, déjà sous la plume de Claude Julien puis sous celle d'Ignacio Ramonet, un véritable modèle d'excellence journalistique. Or, non content de s'être émancipé de sa tutelle d'origine, le mensuel lui disputait la prétention à incarner les valeurs sur lesquelles le quotidien avait fondé sa légitimité et, au premier chef, l'indépendance. Un être concentré et symbolise donc cette tension entre le *Md* et sa maison-mère : Hubert Beuve-Méry. La personnalité et l'itinéraire sans tâche du fondateur du *Monde* – ses origines populaires, son refus de cautionner l'approbation des accords de Munich par le journal qui l'employait, *Le Temps*, ses responsabilités à l'École des cadres d'Uriage, son implication dans la Résistance... – en ont fait, très rapidement, une véritable icône journalistique, saint patron appelé à la rescousse à chaque crise ou à chaque étape de l'histoire du quotidien.

⁹⁷¹ Association pour la taxation des transaction financières pour l'aide aux citoyens.

⁹⁷² « Désarmer les marchés », 12.97, 1.

⁹⁷³ Rue Claude Bernard, dans le 5^{ème} arrondissement de Paris. Les premières réunions d'Attac (conseil d'administration, conseil scientifique...) eurent lieu dans les locaux du *Monde*, prêtés pour l'occasion au mensuel.

⁹⁷⁴ Michel Delberghe, « 1999, année record pour "Le Monde diplomatique" », le *Monde*, 20 janvier 2000, p. 19.

⁹⁷⁵ Patrick Eveno, « Claude Julien - Journaliste de conviction et de talent », le *Monde*, lundi, 9 mai 2005, p. 13.

Mais ce n'est qu'à sa mort, en 1989, qu'il devient sous la plume de Claude Julien le véritable initiateur du *Md* et de sa ligne éditoriale⁹⁷⁶. Hommage graphique suffisamment rare pour être souligné, chaque « M » majuscule reprenait la typographie en lettre gothique du titre du quotidien.

« [...] Marqué par cette leçon de l'histoire, en un moment où le pays enfin libéré considérait d'abord les ruines à relever, les difficultés quotidiennes à surmonter, les plaies à panser, le fondateur du *Monde* en fit, dès 1944, un journal qui tranchait audacieusement sur tous les autres : il accordait une place prépondérante aux grandes affaires internationales car, beaucoup plus sûrement que les futiles combinaisons ministérielles où s'absorbait la IV^e République, comme avant elle la III^e, elles déterminent le sort d'un peuple. Dans le même souci, dix ans plus tard, il lançait *le Monde diplomatique*. Tout son effort tendait ainsi à corriger cette suicidaire myopie politique qui ignore les turbulences de la planète, ou les sous-estime fatalement en les observant à travers le prisme déformant des passions nationales. [...]»⁹⁷⁷.

Désormais présenté comme le seul et unique fondateur du mensuel, parangon du journaliste intègre, vertueux et, en même temps, soucieux de la rentabilité de l'entreprise qu'il dirigeait, le premier directeur du *Monde* sert de figure tutélaire à une époque (les années 1990) où l'affirmation des valeurs ascétiques du mensuel s'accompagnent d'une forte croissance de ses ventes et de ses bénéfices. Cette captation de l'héritage beuve-méryen a culminé avec la célébration des cinquante ans du mensuel, en mai 2004, où l'ensemble de la rédaction du *Md* a rendu un « hommage à Hubert Beuve-Méry » en déposant une gerbe sur sa tombe⁹⁷⁸. La filiation autoproclamée entre le *Monde* d'Hubert

⁹⁷⁶ En toute rigueur, il faudrait également citer les comptes rendus toujours très laudatifs des ouvrages du directeur du *Monde*. Déjà, en août 1958, un auteur anonyme (vraisemblablement F. Honti) saluait « [...] ce don de prophétie qu'on lui reconnaît volontiers et qui n'est au fond que la clairvoyance d'un homme d'un homme à principes justes, épris du souci de la vérité. [...] » (compte rendu du *Suicide de la IV^e République*, par Sirius [pseudonyme d'H. Beuve-Méry], 08.58, 5)

⁹⁷⁷ C. Julien, « Hubert-Beuve-Méry – Une vie à contre-courant », 09.89, 32.

⁹⁷⁸ « Dans le cadre des célébrations du 50^e anniversaire du *Monde diplomatique*, la rédaction journal ainsi que plusieurs journalistes de la première heure – Gilbert Comte, Paul-Marie de La Gorce, Jean Planchais, Eric Rouleau – se sont rendus, samedi 8 mai, au cimetière du Montparnasse, à Paris, et ont déposé une gerbe de fleurs sur la tombe du fondateur de notre journal, Hubert Beuve-Méry (1902-1989). ».

Beuve-Méry, méfiant à l'égard des États-Unis⁹⁷⁹, et selon lequel « Il ne faut pas que nos moyens de vivre compromettent nos raisons de vivre⁹⁸⁰ », et un *Md* toujours prompt à dénoncer les méfaits de l'argent, apparaissait de bonne guerre, dans un contexte de transformation du quotidien en un véritable groupe de presse sous la direction de Jean-Marie Colombani. I. Ramonet ne s'est d'ailleurs pas privé de le faire, en faisant part des « préoccupations » des lecteurs du *Diplo* « après l'annonce de la prochaine introduction en Bourse d'une partie du capital du *Monde SA* », à la fin de l'année 2001.

Cette appropriation progressive n'a pas été sans susciter de fortes réserves de la part des plus proches collaborateurs du *Monde*, provoquant de petites controverses interprétatives sur l'histoire du quotidien et de son fondateur. Ainsi, peu de temps après la mort d'H. Beuve-Méry, le journaliste du *Monde* Laurent Greilsamer avait publié une biographie dans laquelle il rapportait ce jugement désabusé qu'aurait formulé l'ancien directeur à propos de Claude Julien : « christo-castriste ». Selon le chroniqueur Yves Florenne, qui loue dans les colonnes du *Md* le travail d'« honnêteté, d'équité et de pénétration » de L. Greilsamer, « l'auteur fut abusé » : Beuve-Méry « n'a pas pu tenir ce propos⁹⁸¹ ». Une dizaine d'années plus tard, c'est Jean-Marie Colombani qui croise le fer avec I. Ramonet à propos de l'introduction en Bourse d'une partie du capital du *Monde SA*. Le directeur du *Diplo* se réfère-t-il à l'esprit de « Beuve » pour contester le choix d'une « logique financière » qui non seulement « modifie la philosophie en vigueur jusqu'à présent », mais est « peu compatible[...] avec la mission d'information rigoureuse et critique de la presse de référence [...] » ? J.-M. Colombani lui oppose une autre citation et affirme :

[...] il est un dogme et un dogme « beuve-méryen » que *Le Monde diplomatique* doit garder à l'esprit, à l'heure où certains de ses membres s'impliquent dans des activités militantes : il s'agit

⁹⁷⁹ Voir à titre d'exemple le courrier des lecteurs du 06.00, 2, « Hubert Beuve-Méry et l'Amérique » : « A propos du dossier "L'Amérique dans les têtes", publié dans notre numéro de mai, M. Stefanopoulos, d'Alexandrie (Egypte), nous écrit que « *Le Diplo frappe fort et juste, hélas !* », et il nous signale un texte d'Hubert Beuve-Méry « *qui serait aujourd'hui censuré* » [...]. ».

⁹⁸⁰ Citation d'H. Beuve-Méry rapportée par I. Ramonet.

⁹⁸¹ Y. Florenne, « Hubert Beuve-Méry – Le solitaire dans la mêlée » (06.90) ; compte rendu de Laurent Greilsamer. 1990. *Hubert Beuve-Méry*. Paris : Fayard.

du nécessaire refus, par les journalistes, de tout engagement partisan. C'est la première garantie d'indépendance que nous devons à nos lecteurs⁹⁸² »

Une telle divergence de conception ne pouvait laisser indifférents les historiens. Qui, de Colombani ou de Ramonet, avait raison ? Patrick Eveno, auteur d'une thèse sur *Le Monde* et partisan convaincu des mérites de la gestion de Jean-Marie Colombani, condamne et entend corriger les « manières toujours irrespectueuses de l'histoire » d'Ignacio Ramonet⁹⁸³. Ce dernier en appelle, en 2004, au fondateur du quotidien ? L'historien, qui a lui aussi fait les frais de critiques acerbes dans le mensuel⁹⁸⁴, ne le tolère pas et répond :

« [...] Outre nombreuses erreurs qui prouvent qu'il connaît mal l'histoire d'Hubert Beuve-Méry [...], du *Monde* [...] et même de son propre journal avant son arrivée à la rédaction [...], le directeur du *Monde diplomatique* cherche à rallier à sa cause le fondateur et les rédacteurs proches de lui. En réalité, *Le Monde diplomatique* est conçu au départ comme un supplément à destination du corps diplomatique français en résidence hors de la métropole et des diplomates des institutions internationales. Les rubriques de mode à destination des femmes d'ambassadeurs, la chronique des réceptions et des remises de décorations en font un journal bien éloigné de ce qu'il est devenu aujourd'hui. S'il était largement dépendant du service étranger [...] du quotidien, *Le Monde diplomatique* faisait appel à de nombreux collaborateurs extérieurs, notamment des diplomates internationaux [...]»⁹⁸⁵ ».

La comparaison des différentes versions du travail de P. Eveno illustre cependant le changement de perception à l'égard du mensuel. Dans la première version publiée de sa thèse, paru en 1996, le chercheur n'aborde qu'incidemment, en note en bas de page, l'histoire du mensuel⁹⁸⁶. Celui-ci prend encore les traits

⁹⁸² J.-M. Colombani, « Le Monde, la Bourse et nous », 12.01, 2.

⁹⁸³ Patrick Eveno. 2004. *Histoire du journal Le Monde – 1944-2004*. Paris : Albin Michel. P. 636.

⁹⁸⁴ Un article de Serge Halimi publié en août 2001 (« A quand la transparence dans les médias ? – Liberté de la presse, censures de l'argent ») cite de manière négative l'ouvrage paru en 2001.

⁹⁸⁵ P. Eveno. 2004. *Histoire du journal Le Monde 1944-2004*. Paris : Albin Michel. P. 544-545. Cet extrait comporte en outre plusieurs notes retirées par souci de lisibilité. Chacune tend à illustrer le propos de l'auteur par des contre-exemples opposés aux affirmations d'I. Ramonet.

⁹⁸⁶ « *Le Monde diplomatique* a connu, après un démarrage très lent (de moins de 2000 exemplaires en 1954 à 10 000 exemplaires en 1960), une ascension rapide dans les

d'une publication annexe, certes autonome, mais partageant le destin du quotidien. Les prises de position du *Md* ne font l'objet d'aucune analyse et, hormis Claude Julien, aucun collaborateur permanent n'est cité⁹⁸⁷. Le ton change en 2001, lors de parution d'une nouvelle édition augmentée de l'ouvrage. Mais c'est surtout dans son ouvrage de 2004 que Patrick Eveno, au nom du « regard froid de l'historien » [EVENO, 2004 : 13], s'élève contre la vague de critiques qui visent *Le Monde*, parmi lesquelles le *Md* tient désormais une place de choix. A ce titre, l'histoire du mensuel fait l'objet d'une description plus dense, qui insiste sur la « brusque mutation » qu'a subi le journal à l'arrivée de Claude Julien⁹⁸⁸. Pour P. Eveno, en effet, la rupture entre le « [...] mensuel destiné aux ambassades, aux fonctionnaires des institutions internationales et aux cercles diplomatiques [...] » et l'« organe géostratégique et géopolitique » des années 1970 [EVENO, 2004 : 316-317] ne fait guère de doute.

Mais que reprochait au fond l'historien aux journalistes du *Diplo*, à « [...] Pierre Bourdieu, et après lui ses épigones, Patrick Champagne, Serge Halimi et les animateurs des sites PLPL et Acrimed [...] », ou encore à Régis Debray ? Essentiellement de promouvoir un modèle de journalisme qui, à l'image de *l'Humanité* ou de *La Croix*,

« [...] fait dépendre les journaux d'une pensée exclusive, qui ne laisse aucune place au débat d'idées et, pire encore, aux informations qui ne sont pas dans ligne éditoriale du journal. Car c'est bien de cela dont il s'agit : imposer un discours univoque, qui le bien et le mal, qui contraint les journalistes à traiter des

années soixante-dix (de 45 000 à 77 000 exemplaires). Dans les années quatre-vingt, sous la direction de Claude Julien, le mensuel, qui stagnait à 74 000 en 1981-1982, entame une croissance très vive, pour atteindre une diffusion de 162 375 exemplaires en 1992. En dépit d'un retrait en 1994, *Le Monde diplomatique* demeure un succès éditorial. » Patrick Eveno. 1996. *Le Monde, Histoire d'une entreprise de presse. 1944-1995*. Paris : *Le Monde* éditions. P. 433, note n°42. Selon l'index, le mensuel est cité par ailleurs, brièvement, à trois reprises.

⁹⁸⁷ Commencée en 1988, la thèse de P. Eveno a été soutenue le 6 février 1996 devant un jury composé de d'Alain Plessis, Jean-Noël Jeanneney, Jacques Marseille, Antoine Prost et Jean Planchais.

⁹⁸⁸ « [...] Le journal connaît une brusque mutation sous la direction de Claude Julien. Ce dernier lui confère une orientation rédactionnelle tiers-mondiste et anti-américaine, tout en obtenant une large autonomie par rapport à la direction du quotidien. [...] ». P. Eveno. 2004. *Histoire du journal Le Monde*. Paris : Albin Michel. P. 545.

informations sous un angle unique, afin de faire triompher une opinion. [...]»⁹⁸⁹.

Cette accusation avait déjà été formulé trois ans auparavant par Jean-Marie Colombani, en des termes plus nuancés, dans les colonnes du mensuel, en réponse à un article d'I. Ramonet sur le livre de Pierre Péan et Philippe Cohen, *La face cachée du Monde*⁹⁹⁰ :

[...] *Le Monde diplomatique* et *Le Monde* peuvent avoir, et ont, des divergences éditoriales. *Le Monde diplomatique* est en effet un journal d'opinion – au singulier –, *Le Monde* est un journal d'opinions – au pluriel. Et, si les points de vue éditoriaux du *Monde diplomatique* sont différents, s'il leur arrive d'être critiqués par *Le Monde*, il en va ainsi de notre liberté : *Le Monde diplomatique* est la preuve de la liberté éditoriale dans la famille du *Monde*. Un enseignement du dernier forum de Porto Alegre est qu'il n'y a pas de modèle pour l'altermondialisation, mais que c'est la pluralité démocratique, culturelle et économique qui apportera des alternatives. La pluralité des opinions en est un élément. [...]».

Journal d' « opinion » : le qualificatif, connoté négativement, faisait désormais parti du code génétique du journal.

§2 – LA MONTEE DES CRITIQUES EXTERNES

Dès le milieu des années 1990 se surimpose à ce discours la voix d'autres titres de presse, qui insistent sur l'importance nouvelle acquise par le mensuel. Ces articles se focalisent sur plusieurs dimensions du mensuel. La première est liée aux performances économiques du titre, à l'augmentation continue de sa diffusion et à l'opération de filialisation lancée officiellement en 1996. Dans ce cadre, le mensuel est très souvent associé à la marche du quotidien, dont il ne constitue qu'un des suppléments, au même titre que le *Monde de l'éducation* ou le *Monde des philatélistes*, puis une filiale, telle qu'on a pu la décrire précédemment. Toutefois, aux yeux des autres journalistes, ces bons résultats économiques sont moins le résultat d'un modèle de gestion vertueux – celui-ci ne faisant jamais l'objet de commentaires, hormis lors de l'annonce de

⁹⁸⁹ P. Eveno, op. cit., p. 649

⁹⁹⁰ Pierre PEAN, Philippe COHEN. 2003. *La Face cachée du Monde – Du contre-pouvoir aux abus de pouvoir*. Paris : Fayard/Mille et une nuits.

versions étrangères – que le produit de prises de position spécifiques. L'année 1996 constitue à ce titre un moment clef dans la réception du mensuel par ses confrères, en ce que celui-ci véhicule durablement les traits d'un journal qualifié désormais d'opinion. L'un des exemples le plus significatif en fut fourni par la publication, dans le *Wall Street Journal Europe*⁹⁹¹, d'une « critique passablement hystérique du numéro de janvier [1996] du *Monde diplomatique* », selon les termes de Bernard Cassen⁹⁹². S'il était accusé de « trotskysme » et de « national-socialisme », le mensuel n'en constituait pas moins un interlocuteur valable, incarnant officiellement un « courant » hostile au néolibéralisme. En mars 1997, le *Md* annonçait ainsi la tenue d'un débat à la London School of Economics, opposant « deux visions du monde différentes, et qui ont rarement l'occasion de se confronter directement⁹⁹³ ». Mais c'est enfin la l'implication du mensuel comme entrepreneur de cause qui, à partir de 1998, provoque intérêt et critiques. ATTAC au premier chef, mais aussi l'Observatoire français des médias en 2003, font du *Md* un acteur à part entière du jeu militant⁹⁹⁴.

*

Mais parallèlement à ces réceptions instituées – par le journal lui-même, par les universitaires, par la critique –, le mensuel fait l'objet d'appropriations de plus en plus engagées par ses lecteurs. Ces derniers deviennent, à partir du milieu des années 1980, de véritables sujets de dialogue, dont la place est consacrée par une rubrique spécifique (à partir de 1987) puis

⁹⁹¹ John Laughland, « So these are France's Intellectuals ? », *Wall Street Journal Europe*, 18 janvier 1996, p. 6

⁹⁹² Selon l'expression de Bernard Cassen qui cite l'article dans son intégralité en 04.96, 2.

⁹⁹³ « Un débat *Le Monde diplomatique* / *Financial Times* – La mondialisation est-elle inévitable ? », 06.97. Le débat réunissait Peter Martin [rédacteur en chef de l'édition internationale du *Financial Times*, « La mondialisation est-elle évitable - Une obligation morale » ; Martin Wolf [Rédacteur en chef associé et chroniqueur économique au *Financial Times*], « Mais pourquoi cette haine des marchés ? » ; Bernard Cassen, Ignacio Ramonet et Serge Halimi.

⁹⁹⁴ On en trouve l'expression la plus aboutie et la plus polémique sous la plume d'Alexandre Adler (« Le tournant loyolo-islamiste du *Monde diplomatique* », *Cités* – Hors série « L'Islam en France », sous la direction d'Yves-Charles Zarka, Sylvie Taussig et Cynthia Fleury. Paris : Presses universitaires de France, mars 2004). Assimilé à une « petite RDA de papier », le *Md* y est profondément associé à l'histoire du *Monde*.

par une association de lecteurs (1995-1996). Ce sont ces « modalités partagées du lire » [CHARTIER, 1995 : 39]] que l'on va aborder à présent.

Chapitre 6 – « Cadres actifs » et « noyau dur ». Sociologies des lecteurs du *Monde diplomatique*

En novembre 1985, le *Md* publiait un article sobrement intitulé « Qui sont les lecteurs du "Monde diplomatique" ? ». Vraisemblablement rédigé par Claude Julien, il présentait les résultats de l'étude « Sofrès 30000 », que le mensuel intégrait pour la première fois⁹⁹⁵. S'inscrivant dans la veine des articles d'autopromotion étudiés dans le chapitre précédent, il esquissait le portrait sociographique du « public du journal » en se félicitant, notamment, de sa jeunesse et de sa fidélité. Décrivant des lecteurs majoritairement masculins, diplômés du supérieur et habitants à Paris ou dans les grandes villes de province, cet article était le premier à répondre à la question posée dans son titre. Au vu des résultats, l'auteur insistait en conclusion sur le fait que « l'audience du *Monde diplomatique* devrait s'élargir au cours des années à venir ».

En octobre 1998, était publié sous la signature d'Ignacio Ramonet un article rendant compte d'une enquête menée peu de temps auparavant par un institut de sondage, Conseil sondages analyses (CSA). À la question « qui sont les lecteurs du *Monde diplomatique* ?⁹⁹⁶ », le directeur du mensuel répondait en tirant le portrait d'un lecteur là encore majoritairement masculin et diplômé du supérieur. Mettant notamment l'accent sur l'importance de l'investissement associatif du lectorat, il traçait les contours d'une figure lectorale propre au journal : le « lecteur engagé », qui « [exige] une critique plus approfondie de la pensée ultralibérale ainsi que de ses ravages en Europe et ailleurs dans le monde », mais qui « [réclame] aussi des pistes, fussent-elles tâtonnantes, pour aller vers d'autres solutions et des propositions alternatives⁹⁹⁷ ».

INTRODUCTION – « QUI SONT LES LECTEURS DU "MONDE DIPLOMATIQUE" ? »

On peut aborder ces documents d'au moins deux manières. La première consiste à recueillir et à exploiter les données fournies dans ces enquêtes, à établir des comparaisons soit avec

⁹⁹⁵ Le mensuel comme Tns-Sofrès n'ont pas conservé dans leurs archives le questionnaire et les résultats complets.

⁹⁹⁶ Ignacio Ramonet, « Qui sont les lecteurs du *Monde diplomatique* ? », octobre 1998, p. 14-15.

⁹⁹⁷ Ibid.

d'autres enquêtes du même type, soit avec des lecteurs rencontrés ou interrogés dans le cadre d'une enquête de terrain, comme celle que l'on a menée auprès des membres actifs des Amis du *Monde diplomatique* (AMD)⁹⁹⁸. Il s'agit dans ce dernier cas de mettre en perspective statistique la portion du lectorat sur laquelle s'est portée l'observation, comme peuvent le faire des historiens ou, sur des terrains contemporains, A. COLLOVALD et E. NEVEU dans leur étude des lecteurs de romans policiers⁹⁹⁹, afin de répondre à la question : qui sont les lecteurs du *Md*? Mais le découpage statistique peut être appréhendé d'une deuxième manière, en centrant le regard sur la manière dont les chiffres sont produits, mis en scène et en jeu. L'analyse externe (étudiant les types d'acteurs à l'origine des instruments de mesure, ou encore revenant sur les contextes de production de ces indicateurs) prend le pas sur l'analyse interne (qui s'appuie sur les données et les interprète). Comme le résume S. CHALVON-DEMERSEY [1998 : 45] à partir de terrains similaires, « l'idée [...] n'est pas de proposer une description classique des répartitions d'audience suivant les chaînes, les programmes, les horaires ou les CSP, mais de s'interroger sur la genèse même des catégories qui ont conduit à la production de ces modalités de description [...] ». Il s'agit ici de passer en quelque sorte du nombre à la lettre, du chiffre à la catégorie.

§I – S'APPUYER SUR LES PUBLICS OU LES PRENDRE POUR OBJET ?

L'étude des lecteurs du *Monde diplomatique* se situe potentiellement au croisement de ces deux approches. Comme le souligne A. DESROSIERES, les statistiques sont au cœur d'un double enjeu, « selon qu'elles portent seulement sur la mesure, ou sur l'objet lui-même. Dans le premier cas, la réalité de la

⁹⁹⁸ Voir le chapitre 7.

⁹⁹⁹ A. COLLOVALD et E. NEVEU ont utilisé les données recueillies en 1997 par l'enquête « Pratiques culturelles des Français » afin de « comparer [leur échantillon de quarante lecteurs] à l'ensemble des répondants, les personnes qui, dans l'univers des lecteurs, "préfèrent lire" des policiers ou "lisent le plus souvent" ou "possèdent" de tels romans ». Utiliser une enquête "représentative" (les guillemets sont des auteurs) leur permettait, notamment, de « monter en généralité [...], jamais en oubliant [la] différence radicale de nature [entre les deux types d'enquête], mais en utilisant cette ressource pour conforter la plausibilité, la cohérence de nos hypothèses, suggérer des moyens de les tester via de nouvelles enquêtes. » [COLLOVALD, NEVEU, 2004 : 35-36].

chose à mesurer est indépendante de l'activité de mesure. Elle n'est pas remise en cause [...]. Dans le second cas, en revanche, l'existence et la définition de l'objet sont perçues comme des conventions, qui peuvent être discutées » [DESROSIERES, 2000 : 7]¹⁰⁰⁰. Autrement dit, la première approche accorde à la donnée statistique le statut de fait réel ou du moins consensuel, sur lequel chacun s'appuie pour légitimer ou prendre des décisions, commenter, analyser, revendiquer. Les exemples sont ainsi nombreux, dans l'audiovisuel, d'émissions supprimées pour cause de chiffres d'« audience » (notion conventionnelle ne prêtant pas, dans ce cas, à discussion) jugés insuffisants¹⁰⁰¹. Plus généralement, les chiffres du chômage ou de l'inflation constituent des points d'appui particulièrement solides (mais non figés et toujours contestables) pour décrire le monde social, critiquer ou approuver l'action d'un gouvernement, dénoncer des inégalités¹⁰⁰²... Quand il y a discussion, elle « [...] porte sur la façon de mesurer, en termes de "fiabilité" des opérations statistiques, selon des modèles offerts par les sciences physiques ou par l'industrie » [*ibid.*].

Une « loi d'airain » de l'audience ?

Erik Neveu a décrit le déclin rapide, au début des années 1990, d'une dimension importante, si ce n'est constitutive, du métier de journalisme politique à la télévision, celle du « pédagogue », jouant un rôle d'intermédiaire entre le « public » et le « politique ». Soit le journaliste politique s'appuie sur le « public » de l'audimat, auquel cas sa légitimité repose sur le nombre de téléspectateurs regardant l'émission. Or, ces taux sont jugés comme mauvais par les directions des chaînes, publiques ou privées. Soit il convoque, lors

¹⁰⁰⁰ Pour une perspective similaire, appliquées aux publics médiatiques, voir FRAISSE, 2003.

¹⁰⁰¹ Voir *infra*, « Une "loi d'airain" de l'audience ? ».

¹⁰⁰² Sur la naissance des statistiques du chômage, voir TOPALOV, 1994 : 269 *sq.* Les débats sur les chiffres de l'inflation lors du passage à l'euro, en 2002, montrent qu'un bouleversement (ici économique) peut déstabiliser les appuis conventionnels de l'action et remettre en cause un chiffre qui, d'ordinaire, ne fait pas débat. D'une manière générale, si l'on suit M. DOBRY [1986 : 154-158], les situations de crise sont propices aux « processus de désobjectivation ». Si cet auteur ne mentionne pas les statistiques comme ressources dont les acteurs disposent en temps normal (c'est-à-dire, dans son vocabulaire, en temps de « conjoncture routinière »), il précise que l'« incertitude structurelle » propre aux crises politiques « a pour principale composante l'effacement ou le brouillage des indices et repères et la perte d'efficacité des instruments d'évaluation qui, en tant qu'éléments des logiques sectorielles, servent de support aux appréciations et calculs routiniers des acteurs » [*ibid.* : 150].

de l'émission, ce public, la présence de « vrais » téléspectateurs remplaçant – ou étant censée remplacer – l'agrégat statistique. Mais dans ce cas, ou bien les hommes politiques invités s'appuient sur les témoignages entendus pour détourner, à leur compte, les questions du journaliste ; ou bien ce dernier est confronté, dans la gestion ordinaire des débats, à la concurrence des « animateurs » qui possèdent, eux, des compétences qu'il n'a pas (faire le bateleur, passer d'un sujet ou d'un type d'interlocuteur à un autre, manier l'ironie, avoir le sens de la répartie...). Le salut des émissions politiques ne tiendrait dès lors qu'au mélange du divertissement et de la politique, l'« *infotainment*¹⁰⁰³ ». Cet exemple illustre le fait que « le public » est susceptible de prendre, à la télévision, des formes variées qui ne se réduisent pas à l'Audimat : spectateurs (dans les gradins) applaudissant ou riant, témoins (soigneusement sélectionnés) interpellant directement l'invité, électeurs votant par téléphone pour plébisciter (ou non) l'homme politique... Mais il témoigne aussi du poids de l'audience (évaluée par l'Audimat puis le Médiamat) qui demeure, malgré les affirmations des responsables de chaîne¹⁰⁰⁴, déterminant dans le maintien ou le retrait d'une émission. C'est cette figure-là qui s'impose sur les autres et, de fait, aux journalistes¹⁰⁰⁵.

À un second niveau, lié au premier, les catégories statistiques associées aux publics et aux audiences peuvent faire l'objet de critiques portant sur leur proximité avec les études de marché et la soumission de ses objectifs aux logiques commerciales¹⁰⁰⁶. A l'image du sondage d'opinion, « instrument d'action politique

¹⁰⁰³ Selon l'expression forgée par K. BRANTS [1999] qualifiant le mélange de divertissement et d'information politique. Sur les « mélanges télévisuels des genres », voir LAHIRE, 2006/ 2004 : 639-646.

¹⁰⁰⁴ Voir les témoignages d'Etienne Mougeotte et de Jean-Pierre Cottet in « La loi d'airain du Médiamat – entretien avec Etienne Mougeotte » (propos recueillis par Régine Chaniac et Jean-Pierre Jézéquel), *Hermès*, *op. cit.*, p. 107-155 ; « Il n'y a pas de service public sans public – entretien avec Jean-Pierre Cottet (propos recueillis par Régine Chaniac et Jean-Pierre Jézéquel), *ibid.*, p. 117-125. J. Bourdon [1998 : 117] situe à la fin des années 1960 le moment où, sur les deux chaînes françaises, « [...] avoir de bons sondages devient non seulement un élément de légitimité, mais de survie professionnelle [...] ».

¹⁰⁰⁵ BOURDON Jérôme, *ibid.*, p. 121-122.

¹⁰⁰⁶ « Alors que les enquêtes de l'INSEE reposent très souvent sur le principe, qui rappelle le suffrage universel, de l'égalité entre les agents, l'étude FCA [« France des cadres actifs », menée par IPSOS] rappelle les conceptions qui, fréquentes dans les milieux publicitaires, affirment, par exemple, qu'un "lecteur de *La Tribune* vaut trois lecteurs du *Figaro*". Ainsi, si la probabilité de figurer dans un échantillon représentatif de la population française est la même pour tout individu, elle tend, dans les enquêtes réalisées à des fins publicitaires, à être proportionnelle à son pouvoir d'achat. [...] » [DUVAL, 2004 : 213].

[dont] la fonction la plus importante consiste peut-être à imposer l'illusion qu'il existe une opinion publique comme sommation purement additive d'opinions individuelles [...] » [BOURDIEU, 2002 : 224], l'étude d'audience est ici perçue comme un instrument d'action économique capable, sous l'impulsion des actionnaires et des services marketing, d'importer et d'imposer à des univers (politique, journalistique ou artistique) *a priori* différents des règles (de fonctionnement et de rentabilité) et des contraintes (de formats et de contenus) qui leur étaient pour partie étrangers [DUVAL, 2004 : 215-219]. Si cette approche critique les catégories existantes c'est, d'une part, pour mettre l'accent sur le caractère socialement situé des producteurs de catégories (sondeurs, personnel politique, journalistes)¹⁰⁰⁷ et, d'autre part, pour insister sur des caractéristiques présentées comme occultées. Ainsi, ce n'est pas tant l'artificialité des publics qui est dénoncée que l'occultation du caractère « populaire » d'une majorité de téléspectateurs [CHAMPAGNE, 1990 ; 2003].

La troisième de ces approches souligne enfin le caractère intégralement construit de la notion de « catégorie ». L'« audience » a ainsi fait l'objet d'études sociologiques et historiques détaillées visant à en décrire la dimension « artefactuelle¹⁰⁰⁸ », à montrer, dans une perspective « généalogique » ou « archéologique », « comment sont

¹⁰⁰⁷ À titre d'exemple, on peut citer le compte rendu d'un ouvrage de Jacques Le Bohec sur les relations entre Jean-Marie Le Pen et les médias par Laurent Bonelli, alors doctorant en science politique et, en 2008, recruté au *Md*: « [...] Jacques Le Bohec présente ici de manière critique et argumentée les différentes explications du phénomène. Il démonte également les principales illusions attachées au sujet ("gaucholépénisme", "national-populisme"), dont les ressorts sont davantage à rechercher dans le racisme de classe des analystes envers les milieux populaires que dans une sociologie empiriquement fondée » [Laurent Bonelli, compte rendu de Jacques Le Bohec, *Sociologie du phénomène Le Pen*, Paris : La Découverte ; 11.05]. C'est également la perspective développée par A. COLLOVALD [2004] à propos de la catégorie de « populisme ».

¹⁰⁰⁸ CHANCIAC Régine. 2003. « Introduction – L'audience, un puissant artefact », *Hermès*, n° 37, p. 35-47. Une telle ligne directrice est perceptible dans les différents dossiers des revues *Hermès* (« L'audience. Presse, radio, télévision, Internet », n° 37, 2003), *Réseaux* (« L'invention du téléspectateur », n° 39, janvier 1990) et *Quaderni* (« Les publics : généalogie de l'audience télévisuelle », n° 35, printemps 1998) sur cette question.

produits les objets de la demande¹⁰⁰⁹ ». Mais il ne s'agit pas ici de proposer d'autres divisions, d'autres classes et fractions de classe. C'est la production de celles-ci qui est au cœur de l'activité sociologique. « Construit », « façonné », le public de RTL, par exemple, « n'existe pas en dehors de la série des représentants qui lui permettent de se déplacer, par médiations successives, des foyers multiples et invisibles au bel ordonnancement des chiffres de l'audience, en passant par les sondages, les émissions en public, les votes téléphoniques, les animateurs porte-parole [du public] [...], et jusqu'à l'auditeur choisi pour jouer à l'antenne et tenir physiquement dans les studios la place de tous les auditeurs » [MEADEL, 1986 : 6-7]. Les termes utilisés illustrent la dimension radicalement (dé)constructiviste de la démarche¹⁰¹⁰.

L'exemple de l'audience suggère la difficulté de penser ces deux points de vue en même temps. Réels *et* construits¹⁰¹¹ ; voulus et présentés comme objectifs et neutres, *et* orientés vers une action (politique ou économique) qui ne l'est pas : ces « instruments de totalisation » [DODIER, 1996 : 410] renferment une série de tensions qui ne se laissent pas facilement appréhender en un même mouvement.

§2 – LES LECTEURS, OBJET ET TERRAIN DE L'ANALYSE

Rapportée aux lecteurs du *Monde diplomatique*, cette réflexion prend la forme d'une alternative. Il s'agit, en premier lieu, de faire de la catégorie « les lecteurs du *Monde diplomatique* » l'objet de l'analyse, dans la perspective des travaux constructivistes menée sur les publics de la radio et de la télévision. Comme le souligne C. MEADEL – dont le laboratoire de rattachement était aussi (argument réaliste ou sociographique...) celui de Bruno Latour et Michel Callon –, ce modèle est « [...] fortement inspiré de la sociologie des sciences

¹⁰⁰⁹ MEADEL Cécile. 1986 (nov.) *Publics et mesures. Une sociologie de la radio*, École des Mines de Paris, Centre de l'innovation, p. 8 (disponible en ligne : <<http://halshs.archives-ouvertes.fr>> [URL valide le 13.10.06]).

¹⁰¹⁰ « Le mot même de public est trompeur, qui suggère une unité de conception que nous allons défaire » [BOURDON, 1998 : 108].

¹⁰¹¹ J. BOURDON [1998 : 117] situe à la fin des années 1960 le moment où, sur les deux chaînes françaises, « [...] avoir de bons sondages devient non seulement un élément de légitimité, mais de survie professionnelle [...] ».

et des techniques [...] » [MEADEL & PROULX, 1998¹⁰¹²]. Dans ce cadre, l'attention se porte sur les « représentations » des lecteurs par l'équipe de rédaction ou, plus exactement, sur les représentations de ces lecteurs portées par le « réseau » d'« actants » ayant intérêt à l'identification des lecteurs, de leurs caractéristiques sociodémographiques, de leur comportements de lecture, de leurs usages du mensuel : les journalistes donc, mais aussi le personnel de la régie publicitaire du *Monde* et les annonceurs, ou encore les membres des Amis du *Monde diplomatique*.

« Représentations » et « représentants » médiatiques

La notion de représentation est à entendre, ici, non en sa signification sociologique classique (*i.e.* durkheimienne ou bourdieusienne, ce que R. CHARTIER [1998 : 78] désigne comme des « schèmes générateurs des systèmes de classification et de perception »), mais en son double sens théâtral (le public mis en scène) et, surtout, politique : le public décrit par les médiateurs « représente » les autres publics, certains médiateurs jouant le rôle de « porte-parole ». Cette analogie avec la représentation politique constitue le cœur argumentatif d'un texte souvent cité de M. CALLON [1986] qui étudie le travail (*i.e.* les « dispositifs d'intéressement » et l'« enrôlement » [*ibid.* : 185 et 189]) mis en place par trois chercheurs pour s'ériger en tant que « porte-parole » [*ibid.* : 193] des larves de coquilles Saint-Jacques auprès de leurs pairs et des marins bretons. Bruno Latour la mobilise dans un registre très proche, en mettant sur un même plan épistémologique (et politique) un représentant syndical parlant au nom des ouvriers et un physicien parlant au nom des neutrinos [LATOUR, 2005/1987 : 172-178]. Le terme de représentation est utilisé par C. MEADEL dans une perspective similaire : d'abord marginalement dans un article paru la même année que celui de M. CALLON¹⁰¹³ puis de manière plus systématique¹⁰¹⁴. J. BOURDON [1998] l'emploie également dans une perspective similaire, à propos de l'audience télévisuelle.

¹⁰¹² Pour une présentation synthétique de ce cadre analytique, voir PESTRE, 2006.

¹⁰¹³ « Le public n'existe nulle part ailleurs que dans les séries de médiations réciproques et récurrentes qui le font apparaître en des points précis, sous des formes précises, à travers ses représentants autorisés et ses représentations négociées » [MEADEL, 1986 : 61]

¹⁰¹⁴ « L'innovation est un moment où sont mises à jour les boîtes noires ordinairement fermées, *i.e.* les représentations des usagers par leurs multiples porte-parole. » [MEADEL, 1993 : 3]

De même que « [...] l'auditeur n'existe pas hors du montage de la radio », le lecteur du *Monde diplomatique* n'existe pas, ici, en dehors des mises en scène dont il est l'objet. L'observateur ne « convoqu[e] que la série des médiateurs, des représentants, des mesures et témoins par lesquels les professionnels le font réellement apparaître et répondre [...] » [MEADEL, 1986 : 22 et 57].

Dans un second temps, on prendra les catégories existantes – et les statistiques qui leur sont liées – comme autant de points d'appui certes imparfaits, mais néanmoins stables (ou, plus exactement ici, réels) pour en faire le point de départ de l'analyse, dans une perspective qualifiée de « réaliste » ou de « sociographique » (par les tenants du premier terme de l'alternative). La tradition sociologique¹⁰¹⁵ qui, « de Thorstein Veblen à Pierre Bourdieu en passant par Edmond Goblot, analyse les fonctions sociales de la culture dans une société divisée en classes » [LAHIRE, 2006/2004 : 34] offre elle aussi un certain nombre d'outils pour l'étude des lecteurs du *Monde diplomatique*¹⁰¹⁶. Il s'agira de s'appuyer sur la « structure des positions objectives », d'établir une « hiérarchie sociale » [BOURDIEU, 1979 : II et 515], utilisées comme cadre de référence pour comparer la distribution sociale des pratiques. Structure et hiérarchie sont appréhendées par le biais de différentes variables liées entre elles – catégories socioprofessionnelles, revenus, diplômes, professions des parents, lieu d'habitation... Comme le résume A. Desrosières, « la classe sociale sert alors de fil conducteur et d'invariant pour interpréter la régularité des oppositions structurelles décrites à l'aide de ces schémas, dans la mesure où les classes sont inscrites dans une topologie stable (le champ), définie précisément à partir de ces oppositions. » [DESROSIERES, 2000/1993 : 299]. Plus exactement, et pour rendre raison à cette approche,

¹⁰¹⁵ L'on entend par tradition les « ensembles de références et *exempla* qui constituent les outils des savants, les organisent en ensembles cohérents et renforcent leur légitimité en les dotant de "classiques" » [TOPALOV, 2004 : 127].

¹⁰¹⁶ BOURDIEU, 1979 ; DUMARTIN & MAILLARD ; DONNAT, date (éclectisme) ; CHARPENTIER Isabelle, 2004, « Une pratique rare et sélective : la lecture de la presse d'information générale et politique », in LEGAVRE Jean-Baptiste, *La presse écrite : objets délaissés*, Paris : l'Harmattan, p. 315-335 ; LAHIRE Bernard, 2006 [2004], *La culture des individus – Dissonances culturelles et distinctions de soi*, Paris : La Découverte, coll. « Poche ».

l'objectif n'est pas tant de s'appuyer sur des catégories existantes que de les construire à nouveaux frais, que de « rompre », selon un mot d'ordre méthodologique célèbre, avec les taxinomies du « sens commun » « commun » ou, pire, « savant » [BOURDIEU, CHAMBOREDON, PASSERON, 1983/1968].

Rompre avec les catégories du sens commun :

Les pages 103 à 106 et 112 à 121 de *La Distinction* [BOURDIEU, 1979] peuvent être lues, de ce point de vue, comme un ensemble de propositions visant à décrire les propriétés des « variables » ou, mieux, des « systèmes de variables » méthodologiquement pertinentes : grossièrement résumé, c'est la « [...] structure des relations entre toutes les propriétés pertinentes qui confère à chacune d'entre elles et aux effets qu'elle exerce sur les pratiques, leur valeur propre [...] » [*ibid.* : 117]. Reprenant les préceptes méthodologiques de *La Distinction* [1979 : 518] où Bourdieu met en doute « l'opposition demi-savante entre *news* et *views*, entre le "journal à sensation", comme on dit, et le journal de "réflexion" », J. DUVAL, dans son travail sur le journalisme économique [2004 : 146-147], ne s'autorise à utiliser des catégories journalistiques (« médias grands publics ou alternatifs ») qu'en précisant au lecteur que « [...] le recours à ces termes "sténographiques", à la place de l'énumération des médias désignés et de leurs caractéristiques communes, ne marque évidemment pas un retour aux catégories qui préexistaient à l'analyse (et contre lesquelles cette dernière s'est construite). Ces termes paraissent malheureusement inévitables pour ne pas alourdir inconsidérément le texte. [...] ». On retrouve, dans les regrets manifestés ici, la contrariété des auteurs du *Métier de sociologue* confrontés à « la malédiction des sciences de l'homme », celle « d'avoir affaire à un *objet qui parle* » [BOURDIEU, CHAMBOREDON, PASSERON, 1983 : 24, souligné par les auteurs]. La méfiance de P. Bourdieu à l'égard des catégories du sens commun et, en particulier, du sens commun dit savant n'a d'égale que sa volonté de forger et d'utiliser un vocabulaire conceptuel apuré des scories du langage académique qui se traduit notamment, dans son œuvre, par l'utilisation de néologismes¹⁰¹⁷.

Il s'agit ainsi d'opposer, au « découpage inconscient » des catégories issues de la « sociologie spontanée », « constructions

¹⁰¹⁷ Pour une autre illustration, voir BOURDIEU, avec WACQUANT, 1992 : 212 : « Le langage pose un problème particulièrement dramatique au sociologue : il est en effet un immense dépôt de préconstructions naturalisées, donc ignorées en tant que telles, qui fonctionnent comme des instruments inconscients de construction. »

honteuses qui sont la caricature du fait construit méthodiquement et sciemment, c'est-à-dire scientifiquement » [*ibid.* : 32 et 68], le réalisme de « classes et des fractions de classe » [BOURDIEU, 1979 : 118] construites selon des principes méthodologiques pensés et présentés comme épistémologiquement rigoureux.

Pourquoi emprunter une voix « positiviste », si fortement critiquée par les sociologues des « médiations » ? Si la médiation « évoque une autre espèce de rapport » ; si les « les mondes ne sont pas donnés avec leurs lois » ; s'il « n'y a que des relations stratégiques, qui définissent dans le même temps les termes de la relation et ses modalités » ; si « à l'extrémité d'une médiation n'apparaît pas un monde autonome mais une autre médiation » ; si les relations entre médiations « composent un réseau dont l'unité n'est sommable par personne, mais qui peut produire des agglomérations aussi gigantesques que les mondes de l'intermédiaire » ; si enfin, « simplement, ce sont des séries hétérogènes, de plus en plus nouées, polarisées, orientées en réalités stables, non des réalités premières dont l'intermédiaire n'a qu'à découvrir les règles pour les exploiter¹⁰¹⁸ », quel peut être l'intérêt d'une démarche sociographique classique ? Les travaux de C. MEADEL et A. HENNION viennent justement rappeler qu'aux publics façonnés par la série des « médiateurs » s'ajoutent ceux rencontrés par l'observateur. Ces lecteurs procèdent aussi, dans une certaine mesure, d'une médiation : celle du chercheur en sciences sociales qui, à travers la retranscription des observations et des entretiens qu'il a menés, construit également « ses » publics. L'approche ici développée sera donc double : étudier les médiateurs, être un médiateur.

§3 – QUATRE MEDIATEURS EN QUETE DE LECTEURS. GENESE ET FORMES DES REPRESENTATIONS LECTORALES AU *MONDE DIPLOMATIQUE*

Quelles sont les chaînes des médiateurs qui s'instituent ou sont institué « porte-parole » des lecteurs du *Md*, et quels sont les contextes d'émergence des interrogations de chacun d'entre eux ? On étudiera la curiosité, les incompréhensions et les

¹⁰¹⁸ Ces citations sont extraites de l'ouvrage d'A. HENNION, 199X : 224.

tentatives de compréhension de l'équipe du journal face à la montée (lente dans les années 1980, rapide à partir du début des années 1990) puis, surtout, à la baisse (à partir de 2003) du nombre de lecteurs : quelles questions se posent-ils ? Quels problèmes identifient-ils et par quels moyens ? Comment tentent-ils de les résoudre ? S'y associera, dans une autre perspective, la description des efforts du personnel de la régie publicitaire du *Monde* (*Le Monde* publicité), dont dépend le mensuel, qui s'efforce de vendre aux annonceurs un journal mais, plus encore, des lecteurs présentés comme autant de consommateurs potentiels. S'y ajoutera enfin, dans un registre de sens et d'usage assez proche, les préoccupations de certains membres des Amis du *Monde diplomatique* qui, en 2006, s'emparent eux aussi du problème de la baisse du lectorat et lance une enquête auprès des adhérents de l'association. Les journalistes, les Amis, la régie : tels sont les principaux personnages qui tentent d'appréhender les caractéristiques, les comportements et la nature profonde du lectorat.

SECTION I – PRODUIRE LA RECEPTION. LE JOURNALISTE, LE GRAPHIQUE ET LE LECTEUR

Pendant plusieurs décennies, le lecteur a fait l'objet d'une mise en scène ou en valeur explicite très réduite dans le journal lui-même. L'étude des articles et rubriques où celui-ci apparaît permet de repérer, dans l'ordre chronologique, trois modalités d'intervention (au sens le plus large) du lecteur : l'interpellation (le journaliste s'adresse directement au lecteur en le nommant : « A nos lecteurs »), la prise de parole (le lecteur parle), la prosopopée (le rédacteur fait parler un lecteur absent). Du premier cas, qui signalait (et signale toujours) des informations telles que l'augmentation du prix du journal, le changement de directeur ou une modification de la maquette, il n'y a pas grand-chose à dire : « le lecteur » n'existe qu'*a minima*, comme simple récepteur de l'information offerte. L'interpellation ne rompt pas avec la convention de l'effacement énonciatif du scripteur, elle met simplement « les lecteurs », présenté comme un tout

abstrait et cohérent, devant le fait (du prince journaliste) accompli¹⁰¹⁹.

Le début des années 1980 voit apparaître une troisième médiation, passant par un dispositif spécifique : la statistique. Tableaux et graphiques, produits par des instituts de sondage, participent moins d'une exclusion qu'ils ne dessinent, sous la plume des directeurs successifs, le portrait d'un lecteur désormais « engagé » au service de la cause du journal.

Peu de temps après sa création, le mensuel a publié des lettres de lecteurs. Emanant le plus souvent de représentants diplomatiques, elles ont pris progressivement, à partir du milieu des années 1960, un caractère critique dont on retrouve la trace jusqu'au milieu des années 1980. Il faut néanmoins attendre 1987 pour que soit institutionnalisée, en page deux, une rubrique spécifiquement allouée au courrier des lecteurs. L'étude de ces courriers sur plusieurs décennies révèle un processus que l'on peut qualifier, à la suite de C. LEMIEUX [2000 : 372 *sq.*], d'*exclusion des tiers* : progressivement, ces lettres et les réponses qu'y apportent la rédaction mettent à l'écart certaines catégories de lecteurs – les diplomates, les communistes, l'extrême droite, les associations pro-israéliennes... –, tout en circonscrivant le périmètre de la bonne prise de parole, essentiellement « citoyenne », certes militante mais a-partisane, critique enfin à l'égard de certains êtres ou actions politiques – le plan Juppé de 1995, le néolibéralisme...

§I - UN PUBLIC « FORT DIVERS »

Chronologiquement, les enquêtes statistiques correspondent à trois moments de l'histoire du journal. Dans les années 1980, la rédaction cherche tout d'abord à comprendre pourquoi les chiffres de ventes augmentent de manière constante. C'est en effet l'étonnement qui prévaut dans les articles commentant l'augmentation de la diffusion et de la vente du mensuel. Dans un second temps, les interrogations ont cessé, au profit de

¹⁰¹⁹ Comme dans cette courte adresse : « Réunie le 1er juin, la Société des rédacteurs du *Monde* a élu Claude Julien comme candidat à la succession de Jacques Fauvet, directeur du *Monde*. A une date qui n'est pas encore fixée, la S.A.R.L. le Monde se prononcera à son tour. En tout état de cause, le mandat de Jacques Fauvet n'expirera que le 31 décembre 1982. Pour l'instant, Claude Julien conserve ses fonctions de rédacteur en chef du Monde diplomatique » (« À nos lecteurs », 07.80, 1).

l'affirmation des spécificités propres à un lectorat désormais bien identifié. Enfin, au début des années 2000, l'interrogation reprend le dessus sur les certitudes du milieu des années 1990 : le journal perd des lecteurs, sans que la rédaction ne parvienne à se doter d'instruments lui permettant d'en comprendre les raisons.

C'est en mars 1983 que se manifeste pour la première fois, dans le journal, l'intérêt de la rédaction pour son lectorat, à travers un questionnaire occupant le tiers de la page 25, adressé par « l'équipe du *Monde diplomatique* ».

Il comportait dix-huit questions (vingt en divisant la question n° 13 concernant les « français résidant à l'étranger »), non numérotées et non hiérarchisées par des titres ou des sous-titres, et prêtait plusieurs traits au lecteur.

Ce dernier était tout d'abord susceptible d'avoir des pratiques de lecture variées : les cinq premières questions portaient sur la fréquence (Q1) et l'importance de la lecture (Q2), le type d'acquisition (Q3), le partage du journal (Q4) et le rapport matériel au journal enfin (Q5). Des 500 combinaisons possibles (en ne tenant pas compte de la question ouverte n° 4), on peut extraire celles placées aux extrémités du gradient d'intensité dans les pratiques de lecture :

– un lecteur qui lit le *Md* « moins souvent » qu' « une à deux fois par an » (Q1) ; qui a « simplement parcouru le numéro » qu'il a eu la « dernière fois [...] entre les mains » (Q2) ; à qui l'on a « prêté ou donné » le numéro (Q3) ; qui ne connait personne qui « [aient] lu ou [iront] lire ce numéro » (Q4) ; qui enfin après l'avoir parcouru le jettera ;

– un lecteur qui à l'opposé lit le mensuel « chaque mois » (Q1) ; qui a « lu tous les articles » (Q2) ; qui est « personnellement abonné » (Q3) ; qui connait plusieurs personnes qui le liront, « dans [son] foyer, [...] [son] entreprise et [son] entourage ; qui enfin « conserve la collection [...] après lecture » (Q5) ;

Ce lecteur était ensuite doté d'un certain nombre de caractéristiques démographiques et sociales : d'un sexe (Q6), d'un âge (Q7), d'un statut (Q8), d'une « activité professionnelle » (Q9) indépendante ou salariée (Q10). Il ne lui était pas demandé de préciser une profession, mais de spécifier une « catégorie » : nulle trace ici d'ouvriers mais d'« industrie », de cadres mais de « banque » ou de « services administratifs ou juridiques », d'employés mais de « commerce », *etc.*

Le lecteur était également un individu ayant potentiellement des liens avec l'étranger, soit par sa nationalité (Q11), soit par son pays de résidence (Q12), soit parce qu'il y travaillait (Q13). Enfin, c'était un être qui consommait ou qui aurait pu consommer des

biens ou des services (Q14 à 18) : livres, voyages, immobilier, produits de consommation haut de gamme (en 1983).

Les résultats et l'usage fait de cette enquête n'ont visiblement pas été conservés dans les archives du mensuel¹⁰²⁰ ni n'ont fait l'objet d'une restitution publique. Cette absence de publicité livre un indice de l'importance que prenait la question du lectorat au début des années 1980 et des usages possibles d'un tel questionnaire. Avant tout destiné à la rédaction et au service de la publicité du quotidien, il n'a pas vocation à servir d'appui pour introduire le lecteur comme un acteur particulier, susceptible de se manifester en tant que catégorie agissante. N'étant accompagné que d'un bref texte introductif, il permet seulement de deviner les préoccupations de la rédaction et du service publicitaire du *Monde* et de dresser, en creux, le portrait du ou plutôt des lecteurs modèles – qui sont bien, dans cette perspective, les lecteurs réels.

L'article met l'accent sur le fait que « l'audience » du journal « se développe de mois en mois » : les lecteurs, ne manque pas de souligner le directeur du *Md*, sont de plus en plus nombreux, même si cette augmentation de l'audience ne se traduit que par un accroissement modeste du tirage, si l'on en croit les chiffres publiés en fin de numéro. Les concepteurs s'efforcent ensuite, via les questions concernant les pratiques et l'intensité de la lecture qui s'apparentent à un « vu/lu », de saisir précisément le gradient des pratiques de lectures (très occasionnelle, épisodique, régulière, systématique...) et des types de lecteurs imaginables. Trois figures sont ainsi mises en avant : le diplomate¹⁰²¹, l'expatrié ou l'étranger¹⁰²², le lecteur consommateur

¹⁰²⁰ Selon le témoignage de Maria Iérardi, longtemps responsable de la documentation au mensuel. Ce dernier a suivi le quotidien dans ses déménagements successifs (rue de Italiens jusqu'au 1^{er} mai 1990, rue Falguière jusqu'au 21 avril 1996, rue Claude Bernard jusqu'au déménagement rue Stephen Pichon [EVENO, 2005 : 542]). Il est possible que tous les documents n'aient pas été conservés, comme les « études antérieures » auxquelles il est fait référence. L'adresse où renvoyer le questionnaire ne correspond pas au siège du *Monde* ; son traitement a vraisemblablement dû être effectué par un institut de sondage dont je n'ai pas retrouvé la trace.

¹⁰²¹ Si certaines réponses sont ordonnées selon des critères stabilisées (ainsi l'âge, sous une forme chronologique), celles de la question n° 9 ne le sont apparemment pas : les catégories semblent avoir été forgées par la rédaction pour laquelle il est encore naturel, dix ans après le départ de François Honti, que la « diplomatie » figure parmi les activités professionnelles des lecteurs, juste devant il est vrai l'« enseignement ».

enfin¹⁰²³, dont les caractéristiques apparaissent largement complémentaires les unes entre elles. Jusqu'au milieu des années 1980, le lecteur modèle fait encore parti d'une élite internationale. Comme le souligne Claude Julien en 1984, le journal,

« [...] lu par les diplomates de nombreux pays et par les fonctionnaires des grandes organisations internationales, [...] atteint un public fort divers : chefs d'entreprise, cadres supérieurs de l'industrie et de la banque, professions libérales, chercheurs et universitaires, militants politiques et syndicaux, etc., tous citoyens ayant appris par expérience que les grandes évolutions sont moins déterminées dans un cadre étroitement national que par les grands remous qui agitent la planète. [...]»¹⁰²⁴ »

À cet égard, si le questionnaire de 1983 esquissait le profil d'un lecteur assidu, lisant par exemple tous les articles, conservant la « collection », partageant sa lecture avec ses proches, cet aspect n'apparaissait qu'en creux, ne constituant que l'une des cinq cents modalités de lecture du *Md* proposée statistiquement dans le questionnaire. Il était loin de le dominer ou d'être mis en valeur. L'horizon de lecture ainsi dessiné participait encore du projet initial. Toutefois, comme l'expliquerait Claude Julien un an après, « [...] simplement fidèle à la mission définie par ses fondateurs, le *Monde diplomatique* a dépassé ses objectifs [...]»¹⁰²⁵ ». Symbole de ce dépassement, une catégorie subsume à partir de là toutes les autres : celle du « citoyen », dépourvue pour le coup de toute référence à un « cadre étroitement national ». Du « diplomate » au « citoyen », c'est tout un trajet entamé trois décennies auparavant qui était retracé en quelques lignes. Explicitement affirmé dans le texte de 1984, ce passage se manifeste également dans la disparition, en 1982-1983, des dernières rubriques encore marquée du sceau des ambassades¹⁰²⁶. Seules les publicités pour des berlines haut-

¹⁰²² Le nombre de questions ayant à la nationalité et au lieu de résidence témoigne de l'importance potentielle de ce public aux yeux de la rédaction.

¹⁰²³ On peut voir dans les questions relatives aux pratiques de consommation la marque du service publicitaire du *Monde* (qui sont probablement désignés, dans le chapô, comme « responsables administratifs »).

¹⁰²⁴ Claude Julien, « Manière de voir », 05.84, 15 et 22.

¹⁰²⁵ *Ibid.*

¹⁰²⁶ La rubrique « Activités des grandes organisations internationales » et le « Carnet des ambassades », qui disparaissent respectivement en juin 1982 et en 1983.

de-gamme vont encore incarner, pour une décennie, le projet initial du mensuel.

§2 - L'ACCENTUATION DE L'OBJECTIVATION STATISTIQUE : LA FIN DE L' « ELITISME »

Ce questionnaire laisse place, les années suivantes, à d'autres types de dispositifs où l'objectivation statistique se précise tout en s'accroissant. A partir de 1985 et jusqu'en 1994, on a vu que chaque fin d'année (ou presque) donnait l'occasion à Claude Julien puis Ignacio Ramonet de présenter les chiffres de vente annuels et les (bons) résultats du journal¹⁰²⁷. En novembre 1985, octobre 1987 et octobre 1989, ces bilans annuels s'appuient sur des tableaux et des représentations graphiques du lectorat, faisant l'objet de commentaires de plus en plus détaillés, l'autocélébration du journal et de ses lecteurs prenant graduellement de l'ampleur.

Au niveau du dispositif, les changements étaient de plusieurs ordres. La rédaction s'appuyait sur une enquête statistique, la « SOFRES 30 000 », menée par un institut de sondage, qui ne concernait que les publications non quotidiennes diffusant à moins de 100 000 exemplaires. L'article de 1985, qui occupait le tiers supérieur d'une page en fin de numéro, était marqué par la sobriété¹⁰²⁸. La présentation de 1987, qui reprenait, en les étoffant, les mêmes données chiffrées, était plus démonstrative : un cap, celui des 135000 exemplaires tirés, avait été franchi. Les textes de 1985 et de 1989 insistaient sur un point qui n'était soulevé qu'incidemment dans l'article de 1983 : le « surprenant accroissement » de l'audience du journal, qui s'élevait en 1985 à « 557 000 lecteurs dans la France métropolitaine »¹⁰²⁹.

¹⁰²⁷ Pour mémoire les articles en question sont : « Qui sont les lecteurs du *Monde diplomatique* ? », non signé, 11.85, 25 ; « Loin du matraquage médiatique... », Claude Julien, 10.87, 24 [cet article reprend les données statistiques de l'enquête Sofres 30000 de 1985] ; « Une certaine manière de voir », Claude Julien, 10.88, 28 ; « Dédaigner les faux-semblants de l'information-spectacle – L'écume et le fond ». Claude Julien, 10.89, 25 ; « Une volonté de savoir », Ignacio Ramonet, 10.92, 29 ; « S'informer fatigue », Ignacio Ramonet. 10.93, 28.

¹⁰²⁸ Un tableau en deux colonnes comparant les données du lectorat avec celles de la population française, accompagné d'un commentaire.

¹⁰²⁹ En 1989, c'est encore l'étonnement qui pointe dans les commentaires : « [...] En nous suivant attentivement, nos lecteurs nous encouragent à persévérer. En 1988, notre diffusion a augmenté de 14,4 % par rapport à l'année précédente. **Pour des raisons qui nous échappent encore**, cet élan a fléchi au cours des cinq premiers mois de 1989.

A ces lecteurs plus nombreux correspondaient en outre d'autres caractéristiques, désormais plus solides. Les « catégories » de 1983 étaient remplacées par des « catégories professionnelles » mêlant, dans leur intitulé, la statistique officielle et les qualifications des instituts de sondage¹⁰³⁰. La « diplomatie », l' « enseignement » ou le « militaire » avaient ici disparu pour laisser place à un lecteur masculin (69, 7 %), âgé de moins de 34 ans (59 %), habitant l' « agglomération de Paris » (53, 1 %), exerçant soit une « profession intermédiaire » (21, 2 %) soit dans les « Affaires cadres » (36, 7 %). L'article mettait de surcroît l'accent sur le « niveau d'instruction » des lecteurs, diplômés du « supérieur » à près de 67, 8 % : « [I]a nature des sujets traités et l'effort réalisé pour les aborder sans en dissimuler la complexité technique font que les diplômés de l'enseignement supérieur sont, de loin, les plus nombreux [...] ». A l'effacement des figures du diplomate, du consommateur et, dans une moindre mesure, de l'étranger¹⁰³¹, répondait la montée en puissance de « lecteurs jeunes et fidèles [...] qui refusent la facilité [...] et sont présents dans tous les domaines d'activité » (« Loin du matraquage médiatique... », 10.87). Les trois articles mettent également en avant une figure « militante » présente à un double niveau : 1/ l'autodidacte, avec ces « militants qui estiment avoir besoin d'informations même si leur présentation est parfois ardues » (11.85), ces « [...] esprits curieux, avides de comprendre, formés dans l'action militante [...] », « qui puisent dans *le Monde diplomatique* les éléments de réflexion indispensables à leur vie professionnelle ou à leurs activités dans les mouvements associatifs » (10.87). Le journal se présente ici comme un instrument au service de « l'action militante » au sens large. 2/ Le lecteur militant pour le journal ensuite, qui

L'augmentation du prix de vente (de 15 F à 17 F en mars) a-t-elle freiné l'essor ? Pourquoi tous les journaux ont-ils enregistré une baisse au mois de mai ? **Nous ne comprenons pas davantage** pourquoi nos ventes en France ont progressé de 10,06 % en juin, puis de 10,39 % en juillet (1). [...] ». (10.89. Je souligne en gras).

¹⁰³⁰ Les intitulés « Petits patrons » et « Affaires cadre » sont absents tant de l'ancienne que de la nouvelle nomenclature des « Professions et catégories socioprofessionnelles » de l'INSEE (1982), à la différence des catégories « Professions intermédiaire », « Employés », « Ouvriers qualifiés » et « Inactifs » [DESROSIERES, THEVENOT, 1988 : 26-27]. Les chiffres figurant dans la colonne « Moyenne France » correspondent *grosso modo* à ceux de l'INSEE.

¹⁰³¹ L'article précise cependant qu' « environ un tiers du tirage » en français est destiné à l'étranger, mais que ces lecteurs n'ont pas été inclus dans l'enquête.

participe à un véritable « mouvement de solidarité », en s'abonnant au journal et, surtout, en contribuant financièrement à sa diffusion via le « fonds commun "lecteurs-solidaires" » (10.87). Dans ce cas, qui apparaît avec force dans les articles de 1987 et 1989, le journal est devenu à lui-même sa propre cause. L'enrôlement du lecteur s'accroît ; non seulement il est « fidèle », mais cet « ami » du journal est invité à manifester son soutien en faisant acte de prosélytisme, en donnant de l'argent (« faire connaître "le Monde diplomatique" en France » et « à l'étranger »), en contribuant même à l'élaboration de son contenu :

Le récit de vos expériences

Pour illustrer les différents thèmes qui seront développés au cours des prochains mois dans la série "Le citoyen à la conquête des pouvoirs", le *Monde diplomatique* fait appel à ses lecteurs en France et à l'étranger, à leurs expériences concrètes d'innovations démocratiques dans les domaines suivants : action municipale et locale ; partis politiques, syndicats, associations ; entreprises privées ou publiques et administrations ; activités culturelles et information. Nous vous demandons de bien vouloir décrire succinctement, mais avec précision, vos propres expériences. Nous apprécierons que ces textes soient dactylographiés pour en faciliter le dépouillement. Veuillez adresser vos lettres, avec sur l'enveloppe la mention "Citoyens et pouvoirs", au *Monde diplomatique* [...] ¹⁰³² ».

À lire les numéros des mois suivants et, en particulier, la série d'articles annoncés, il ne semble pas que la rédaction du *Md* ait utilisé les courriers reçus. Cette demande témoigne néanmoins du poids croissant accordé aux lecteurs, invités non plus à lire, mais à participer. Claude Julien puis Ignacio Ramonet peuvent dès lors se féliciter des qualités des acheteurs du *Md* : des « citoyens » encore qui, pour « 42 % » d'entre eux, vivent à l'étranger [10.87], ayant « une intense soif de connaître et une ferme volonté de comprendre », qui « aiment réfléchir avec nous » [10.88] ; qui « appartiennent [...] à toutes les catégories sociales » – même si le journal « se trouve parmi les "cinq mensuels les plus lus par les cadres supérieurs" » [10.92] ¹⁰³³). À

¹⁰³² « Le récit de vos expériences », non signé, 10.89, 15.

¹⁰³³ Ignacio Ramonet fait ici référence à un article paru dans la revue professionnelle *Correspondance de la presse* le 22 juin 1992. Plus loin, il cite un article de *Stratégies*

la fin des années 1980, s'en est bel et bien fini des « responsables politiques, les dirigeants économiques, les personnalités culturelles, les universitaires français et francophones¹⁰³⁴ » qui étaient encore mis en avant dans les encarts publicitaires quelques années auparavant :

« [...] Journal "élitiste" ? Si l'on veut... Il faudrait alors redéfinir le terme, puisque 29 % de ceux qui nous lisent (agriculteurs, ouvriers, employés) n'ont reçu aucune formation universitaire. Combien de gens bardés de diplômes, assurés de leur savoir, se contentent de la télévision ou de magazines distrayants ? [...] ¹⁰³⁵ ».

§3 – DES « LECTEURS ENGAGÉS¹⁰³⁶ »

L'année 1998 constitue un tournant en matière de questionnaire dans la mesure où, pour la première fois, le journal commande directement, auprès d'un institut de sondage, une enquête sur les lecteurs. Par son ampleur, par la publicité qui lui a été donnée dans le journal, par la manière enfin dont I. Ramonet en a rendu compte, ce sondage mérite qu'on s'y arrête.

Donnant lieu à la rédaction de deux volumineux rapports, cette enquête se distingue doublement par son ampleur (5000 questionnaires auto-administrés renvoyés, près de 500 réponses exploités) et par son approche qui, comme l'a souligné le sociologue Julien Duval pour en louer les qualités, procède différemment des enquêtes menées

(14 septembre 1992), selon lequel « *le Monde diplomatique* se classe dans le peloton de tête des " premiers mensuels lus par les jeunes lycéens et étudiants de 16 à 29 ans" ».

¹⁰³⁴ Encart publicitaire encore publié en 03.86, 10.

¹⁰³⁵ Claude Julien, « L'écume et le fond... », ar. cité, 10.89, 25. Le refus de l'élitisme est à rapprocher de ce courrier envoyé par « M. Ibrahim Cissé, d'Abidjan », publié en 1997 : « Je viens d'apprendre, avec beaucoup de plaisirs, votre décision de réduire le prix de vente de votre grand journal en Afrique subsaharienne. Votre belle initiative, motivée par le souci de permettre **à l'ensemble des élites de notre continent** de ne pas être "privées" d'une indispensable information internationale, est hautement louable. Pour ma part, je voudrais vous remercier très sincèrement et vous exprimer toute ma gratitude. Avec la réduction envisagée, à partir de septembre 1997, le contrat de fidélité qui me lie à votre organe, depuis dix ans, pourra continuer, après quelques mois d'interruption » (« "Le Monde diplomatique" moins cher en Afrique », 10.97, 2 je souligne). La figure élitiste n'est donc pas encore totalement évacuée du journal à la fin des années 1990, en particulier pour les pays du Sud.

¹⁰³⁶ « Le Monde diplomatique, des lecteurs engagés. Rapport d'étude de la phase quantitative », Conseil sondages analyses (CSA), juin 1998.

traditionnellement par les instituts de sondage. Si l'on y trouve en effet l'ensemble du spectre des questions classiquement posées sur les pratiques culturelles et les modes de consommation, le document de synthèse livrait, en une cinquantaine de pages, un véritable éloge du journal et, surtout, de son lectorat. Eu égard à la richesse des données statistiques recueillies (le questionnaire auto-administré comptait 42 questions), le rapport final comportait très peu d'informations. À l'inverse, les mots ne manquaient pas pour louer le caractère exceptionnel de la relation nouée entre le journal et ses lecteurs, symbolisée par le lien avec les AMD¹⁰³⁷.

Soulignant la « grande homogénéité de comportement entre les abonnés et les acheteurs au numéro », le texte anonyme insistait sur le partage d'une même « culture de l'écrit », une « adhésion aux mêmes options idéologiques », une « hiérarchie de centres d'intérêt comparable », une « commun valorisation des dimensions réflexives et impliquantes du titre » enfin¹⁰³⁸. Sur le fond, la lecture du mensuel « suscite » chez ces lecteurs « une implication qui n'a guère d'équivalent dans la presse, exception faite de la presse religieuse¹⁰³⁹ ». Ce qui autorisait les auteurs anonymes du texte conclure sur la « marge de manœuvre considérable » du journal, fondé sur « sa légitimité en matière d'information » ainsi que par « l'engagement dans une relation mêlant transparence, connivence et dialogue avec les lecteurs [...]»¹⁰⁴⁰.

À la question, une nouvelle fois posée, de savoir « qui sont les lecteurs du *Monde diplomatique* », le texte de présentation d'Ignacio Ramonet répondait en en mettant avant une figure lectorale désormais centrale pour le journal, celle du « lecteur engagé ». « Engagés », les lecteurs le sont *de facto* depuis le lancement public, en février 1996, de la filialisation du mensuel et la possibilité d'adhérer à l'association des Amis du *Monde*

¹⁰³⁷ « Tout autre [que la rubrique « Courrier des lecteurs »] est la situation de la page "Avec les Amis, avec le Diplo" : pratiquement un abonné sur 3 (31 %) l'a lu et surtout plus d'un lecteur sur 2 (51 %) s'y est beaucoup intéressé. Au-delà des effets de mise en page, le phénomène le plus marquant a trait à l'engouement engendré par un rédactionnel impliquant directement l'équipe et les lecteurs du *Monde diplomatique* : même si les lettres publiées dans le cadre du Courrier des lecteurs relèvent d'un choix de la Rédaction, il reste que ces lettres revêtent un caractère individuel et "passif" qui ne retrouve pas dans la page "Avec les Amis, avec le *Diplo*". Cet appel à la rencontre cristallise précisément le sentiment de connivence valorisé par les lecteurs, sentiment renforcé par le titre et la mise en valeur des rendez-vous proposés dans toute la France [...] ». *Ibid.*, p. 26.

¹⁰³⁸ *Ibid.*, p. 32.

¹⁰³⁹ CSA, « *Le Monde diplomatique* – Des lecteurs engagés – Rapport d'étude de la phase quantitative », p. 15, 16 et 22. On relève également dans le rapport des expressions telles que « attention », « fort intérêt », « beaucoup d'intérêt », « attentes fortes » ; « regard critique et exigeant », « fonction critique » ; « attachement », « sentiment de connivence ».

¹⁰⁴⁰ *Ibid.*, p. 34.

diplomatique (AMD). Participant très régulièrement à des conférences et à des réunions avec les « Amis du *Monde diplomatique* » en France et à l'étranger, les journalistes reconnaissent en effet l'influence des « interrogations, [des] critiques, [des] suggestions » formulées oralement lors des nombreux débats organisés par les A.M.D. C'est ainsi la volonté de confronter la « représentativité » du « noyau dur » (*i.e.* les lecteurs membres des A.M.D.) à « [...] tous les autres », les « "sans-voix" », qui conduit la rédaction à commanditer une étude auprès de plusieurs centaines d'abonnés et d'acheteurs au numéro¹⁰⁴¹.

Longuement introduits par Ignacio Ramonet¹⁰⁴², les résultats affinaient et durcissaient le portrait esquissé dans les articles de 1987 et 1989 : le lecteur, dans le cas des acheteurs au numéro, était ici un homme (70 %) de moins de 50 ans (81 %, dont 40 % pour la tranche des 35-40 ans et 26 % pour celle des 25-34 ans) diplômé du supérieur (75 % pour les abonnés, 87% pour les acheteurs au numéro – dont 45 % à bac + 5), travaillant dans le secteur public (54% des acheteurs au numéro), exerçant une « profession intellectuelle supérieure » ou le métier de cadre (40 %). Proche du parti socialiste (39% des abonnés, 25% des acheteurs au numéro) ou des Verts (18 % et 22 %), il fait partie d'une ou plusieurs associations (70%), assiste « de temps en temps » ou « régulièrement » à des colloques et à des débats publics (58 %). C'est aussi un grand consommateur de produits culturels et médiatiques : il regarde Arte (43 %) ou France 2 (19 %), écoute France-Inter (53 %), lit *Télérama* (43% et 33 %) et *Le Monde* une à deux fois par semaine ou presque tous les jours (50 % et 63 %). Enfin, sa « fidélité » au journal est ancienne, 52 % des abonnés et 38% des acheteurs le lisant depuis plus de six ans.

Prévaut ici l'image d'un lecteur fortement investi dans la lecture du journal, instruit, politisé, appréciant, comme le souligne I. Ramonet, « le refus obstiné de toute facilité dans la forme et dans le fond de l'approche journalistique, la volonté de traiter l'actualité en fouillant aussi profondément que possible

¹⁰⁴¹ N = 200 pour les acheteurs au numéro, et 305 pour les abonnés.

¹⁰⁴² « Contre le mimétisme – Qui sont les lecteurs du *Monde diplomatique* ? », octobre 1998, p. 14-15. Les phrases citées en sont extraites.

jusqu'aux racines des phénomènes économiques, sociaux, politiques [...] ¹⁰⁴³ », sensible, enfin, à la dimension engagée d'un mensuel qui, comme le soulignait son directeur en 2004, « n'est pas qu'un journal, [mais] est une cause... Cause de la justice, de la paix, des peuples qui cherchent à sortir de leur dépendance ¹⁰⁴⁴ ». Ici encore émerge le thème de l'étonnement face au nombre important de répondants ¹⁰⁴⁵.

Autant que les chiffres eux-mêmes, c'est le commentaire qu'en fait I. Ramonet qui vaut la peine d'être noté : « Les résultats nous ont surpris et profondément émus [...] parce qu'[ils] recourent à tous égards les caractéristiques de ce que nous appelions le "noyau dur". [...] L'ensemble des lecteurs, pour ainsi dire, fait partie de ce noyau. Ce qui est extrêmement rare dans la presse aujourd'hui. [...] Et traduit une adhésion exceptionnelle à notre journal et aux valeurs qu'il défend [...] ». En une quinzaine d'années, les traits les plus élitistes du lectorat et, notamment, son caractère diplomatique, ont totalement disparu. L'exégèse à laquelle se livre le directeur du mensuel contribue à la fois à homogénéiser les caractéristiques du lectorat, tout en le dépolitisant : la proximité partisane avec le PS, qui apparaît comme la plus importante tant pour les abonnés que les acheteurs au numéro, ne fait pas l'objet de commentaire. Symboliquement et graphiquement, c'est « l'engagement associatif » qui est mis en premier plan, les « débats et réunions politico-syndicales » figurant en dessous de l'adhésion à des associations. Et une fois de plus, c'est l'étiquette « citoyenne » qui permet d'assembler en un tout cohérent des lecteurs attachés, comme le journal, à la promotion « d'une information fiable qui défende les valeurs et les idéaux de justice, d'humanisme et de solidarité ¹⁰⁴⁶ ».

¹⁰⁴³ Ibid.

¹⁰⁴⁴ I. Ramonet, discours de clôture des célébrations du cinquantenaire du mensuel, 8 mai 2004, Paris.

¹⁰⁴⁵ Une note dans l'article d'I. Ramonet précisait : « Plus de cinq mille lecteurs ont répondu à ce questionnaire, ce qui dépasse, de loin, le nombre de réponses habituelles à ce genre d'enquêtes. Les spécialistes de celles-ci en sont demeurés stupéfaits. L'équipe du *Diplo*, une fois encore, a été touchée par cette formidable preuve d'adhésion et de solidarité ».

¹⁰⁴⁶ Ignacio Ramonet, « Qui sont les lecteurs du *Monde diplomatique* ? », octobre 1998, ar. cité.

§4 – LES « IDEOLOGUES » ET LES « OCCUPES », COMPRENDRE LES MOTIVATIONS DE NON- RENOUVELLEMENT DES ABONNEMENTS.

Le mensuel poursuit son développement jusqu'en 2003, dernière année faste en terme de diffusion et de chiffres de ventes. 2004 va en effet marquer un arrêt brutal à cette progression. C'est, de nouveau, l'étonnement et l'incertitude qui prévalent chez les journalistes, face à la baisse la plus importante que le journal ait jamais connue¹⁰⁴⁷. Une nouvelle enquête à vocation cette fois-ci interne est commanditée, afin de « comprendre [les] motivations de non-renouvellement de l'abonnement¹⁰⁴⁸ ». Menée auprès d'un échantillon de 202 lecteurs, abonnés depuis quelques années seulement et venant de résilier leur abonnement, l'analyse distingue trois profils distincts : les « "Occupés" » (46 % des sondés), les « "Idéologues" » (20 %) et les « "Pragmatiques Financiers" » (8 %)¹⁰⁴⁹. Cette enquête se révélait, par sa présentation et ses intitulés, plus proche des études de marchés classiques. Le « profil socio-démographique » ne proposait ainsi aucun découpage par tranche d'âge, mais une simple moyenne (48, 3 ans). La profession des interviewés était découpée en quatre catégories : « CSP+ », « CSP= », « CSP- » et « enseignants »

Mais la véritable surprise tenait, pour les journalistes, dans la faiblesse des motifs « idéologiques » : 85 % des personnes interrogées déclaraient en effet être globalement « satisfaits » du mensuel, sur le fond comme sur la forme. L'enquête aboutissait à la conclusion que

« [...] bien que la moitié des désabonnés ait spontanément mis en cause un élément lié au contenu du *Monde diplomatique*, au

¹⁰⁴⁷ L'incertitude sur les raisons de la baisse soudaine de 2004 a fait, c'est normal, l'objet d'une moindre publicité. La difficulté à expliquer le phénomène a cependant été formulée lors des réunions nationales des Amis du *Monde diplomatique* (conseil d'administration, réunion des correspondants locaux, réunion du groupe de travail sur la « promotion du *Monde diplomatique* », réunissant une dizaine de correspondants locaux). On s'appuie ici sur les explications des journalistes fournies à ces occasions, recueillies lors d'observations menées en 2004 et 2005.

¹⁰⁴⁸ Carré Latin (Elisabeth Pauty et Anne Rouinsard). 2004 (9 juillet). « *Le Monde diplomatique* – Etude auprès des désabonnés ». 51 p. L'exemplaire qui nous a été communiqué par un membre de la rédaction en juin 2005 ne comportait pas le questionnaire.

¹⁰⁴⁹ *Ibid.*, p. 18.

total, le fond n'est la raison principale de désabonnement que pour 2 résiliés sur 10. Ce sont, en effet, des raisons strictement personnelles – et notamment le manque de temps – qui ont essentiellement motivé le désabonnement pour 6 désabonnés sur 10 [...] ¹⁰⁵⁰ ».

Après avoir durci, durant près de deux décennies, les traits les plus « engagés » du lectorat, la rédaction se trouvait confrontée, paradoxalement, à des lecteurs qui invoquaient des raisons « personnelles » et, notamment, le manque de temps, pour justifier l'arrêt de leur abonnement ¹⁰⁵¹. En conclusion, le rapport de synthèse proposait donc à la rédaction d'accroître la « variété des sujets traités », d'« élargir les zones géographiques traitées » et de « diversifier les thèmes ». Comment articuler ces recommandations très générales avec l'enquête de 1998, qui présentait « des lecteurs fortement marqués à Gauche » et soulignait l'« attente réelle d'un discours critique et engagé ¹⁰⁵² » ? Comment comprendre cette mise hors-jeu du facteur « idéologique » ? À la figure du lecteur militant, incarné par les AMD, connu, rencontré, représenté physiquement, venait se surimposer celle d'un lecteur qui, tout en manifestant une « sensibilité politique » de gauche ¹⁰⁵³, s'écartait du journal pour des motifs idiosyncrasiques.

Mais la compréhension des motifs de désabonnement et d'arrêt d'achat n'a pas préoccupé seulement la rédaction. Au sein des AMD, un petit groupe de lecteurs et de lectrices s'est également emparé de ce problème entre 2005 et 2006. Réunis par une lectrice membre du conseil d'administration, une dizaine d'adhérents, pour la plupart correspondants locaux de l'association, ont ainsi proposé une « enquête sur les attentes des lecteurs du *Monde diplomatique*, adhérents des Amis du *Monde diplomatique* ¹⁰⁵⁴ ». Constituée de 39 questions, ce questionnaire

¹⁰⁵⁰ Ibid., p. 50.

¹⁰⁵¹ Arrêt de l'abonnement qui, il faut le préciser, ne correspond pas à un arrêt de la lecture : « 42% des abonnées achètent toujours le Monde diplomatique au numéro, depuis leur résiliation. En moyenne, ils achètent 1 numéro sur 2 » (*ibid.*, p. 48).

¹⁰⁵² CSA, « *Le Monde diplomatique – Des lecteurs engagés – Rapport d'étude de la phase quantitative* », p. 32

¹⁰⁵³ Carré latin. « *Le Monde diplomatique – Etude auprès des désabonnés – Juin 2004* », étude citée.

¹⁰⁵⁴ « Objectif et modalités de l'enquête sur les attentes des lecteurs du Diplo, auprès des adhérents des AMD membres d'un groupe local », courrier daté du 20 mars 2006, adressé aux membres du CA et à la délégation des AMD.

était centré sur les « attentes nouvelles¹⁰⁵⁵ » des adhérents – et, plus précisément, des adhérents actifs – concernant le mensuel. Mais là encore, la centaine de questionnaires recueillis, présentés aux journalistes au début de l'année 2007, ne permet pas d'établir clairement les raisons de la baisse de la diffusion. Et pour cause, pourrait-on dire : les lecteurs et lectrices visées par l'enquête appartenaient à la frange la plus engagée dans la lecture du mensuel. Celle, justement, qui demeurerait « fidèle » au journal.

SECTION 2 – FIGURES DE LA CONSOMMATION

Confrontée l'*exit* d'une partie de son lectorat, la rédaction ne pouvait s'appuyer sur les protestations émises lors des assemblées publiques des AMD ou via le courrier des lecteurs. Le désabonnement silencieux, rupture unilatérale d'un contrat de lecture perçu comme militant, donnait difficilement prise à l'analyse. Comment représenter les absents, ce public fantôme qui rompait le lien avec le lectorat modèle patiemment construit depuis 20 ans ? Les opérations de médiation s'avèrent, ici, difficiles¹⁰⁵⁶. À l'inverse, les critiques des lecteurs à l'encontre de la publicité s'inscrivaient – et s'inscrivent toujours – dans l'horizon d'attente de la rédaction. Ce sont ces protestations qui vont maintenir retenir l'attention. La publicité impose en effet une figure lectorale opposée, pour certains lecteurs et journalistes, à celle du « lecteur engagé » : le – ou plutôt les – consommateurs. C'est la manière dont ceux-ci sont produits par la régie publicitaire du *Monde*, la pluralité de leurs aspects, les heurs entre la figure engagée et la figure consommatrice, que l'on va aborder.

§I – CITOYEN *VERSUS* CONSOMMATEUR

L'univers marchand – ses couleurs, ses messages, ses fonctions et pouvoirs supposés – a toujours été présents dans les colonnes du mensuel. Montres Cartier, bijoux Van Cleef &

¹⁰⁵⁵ Ibid.

¹⁰⁵⁶ Alain Gresh indiquait, lors d'une réunion avec un groupe d'adhérents des Amd en 2005, que le courrier ne disait rien des démotivations telles que le manque de temps ou la trop grande complexité des articles.

Arpels, fourrures Révillon ou « jets Pan Amérique Paris-New York » dans les années 1950-1960 ; voitures bénéficiant des « conditions spéciales T.T. ou I.T.¹⁰⁵⁷ » jusqu'au début des années 1990 ; appartements dans les beaux quartiers de la capitale à partir de l'envolée des prix de l'immobilier parisien à la fin des années 1960¹⁰⁵⁸ ; internats « de tradition millénaire et de recrutement international¹⁰⁵⁹ » en France ou, le plus souvent, en Suisse, jusqu'à la fin des années 2000... Tout contribue, dans ces publicités, à façonner l'image d'un lecteur masculin, très aisé, travaillant bien évidemment dans les ambassades. Que le journal s'en fasse le représentant est une évidence que ne vient pas rompre l'arrivée de Claude Julien, en 1973. À ces publicités s'ajoute en outre la tradition bien ancrée, au *Monde* et au *Monde* diplomatique, des « suppléments » de plusieurs pages sur un pays ou, plus rarement, un thème donné.

Dès 1974 cependant, un nouveau thème fait son apparition dans le mensuel : la publicité, appréhendée sous ses aspects aliénants. La plume de Herbert I. Schiller, Ignacio Ramonet, François Brune, Armand Mattelart, Serge Halimi ou Marie Bénilde dessine les traits d'une « instrument de contrôle du message et des cerveaux à la disposition des transnationales¹⁰⁶⁰ » qui, à travers « les clichés les plus sclérosés¹⁰⁶¹ », fait des « citoyens, [du] peuple [...], des bêtes à sonder, pur objet de stratégie [...] ». Dans ces conditions, « on ne peut être à la fois considéré comme cible et respecté comme sujet agissant. Dans son essence, la communication publicitaire refuse le droit de

¹⁰⁵⁷ Publicité pour la Renault Major, 10.64, 5. Mais également Chrysler dans les années 1970, BMW (« Vous appartenez au corps diplomatique, la BMW 750iL est la meilleure ambassadrice du monde automobile », 01.88, 10-11) ou Peugeot (« « Quand le lion présente ses lettres de créance », 03.89, 18).

¹⁰⁵⁸ « Si vous aimez les grandes réceptions, apprenez qu'au Saint Didier elles font 14 mètres de long », expose une publicité occupant les deux tiers de la page 5 du numéro de mars 1973.

¹⁰⁵⁹ Publicité pour l'école de Sorèze, située en France (02.73, 4). Chronologiquement, le nombre de publicités pour des internats de luxe décline à partir du début des années 1990 (voir cependant un encart pour l' « école Lémania », à Lausanne, 10.97, 31), par des institutions universitaires privées ou, plus rarement, publiques.

¹⁰⁶⁰ Herbert I. Schiller. « Saturation des média au service du divertissement des affaires et de l'idéologie - Les mécanismes de la domination internationale ». 12.74, 7.

¹⁰⁶¹ Ignacio Ramonet. « Le film publicitaire - Surenchères et stéréotypes ». 11.75, 14. Pour l'anecdote, la rubrique « Cinéma politique » précédait, en ce mois de novembre, un supplément publi-rédactionnel de plusieurs pages consacré au Qatar, publié p. 15 et suivantes.

réponse à l'interlocuteur [...] ¹⁰⁶² ». « [...] Monstrueuse et sans pudeur, la publicité étend ses ramifications, comme pour dévoyer la conscience des pauvres en faisant miroiter les faux prestiges de la vie à l'occidentale ¹⁰⁶³ » ; pire : « elle dicte la norme, détermine la loi ; partout, elle s'établit de la sorte comme religion totale de ce nouvel âge du libéralisme [...] ¹⁰⁶⁴ ».

Sur la période 1973-2008, on a recensé au total 80 articles prenant comme objet principal, pour en faire la critique, la publicité. En outre, 156 abordaient la publicité comme thème connexe, là encore en termes péjoratifs. Enfin, 33 articles y font référence sans porter de critiques.

Le « consommateur », « cible » du message publicitaire est présenté comme étant essentiellement passif. Rattaché à l'univers marchand, tout en lui s'oppose à l'idéal politique du « citoyen ».

« [...] La marque fait de l'individu une cible malléable en le rendant en quelque sorte étranger à lui-même : il s'agit de déconstruire le citoyen pour favoriser un modèle d'intégration qui passe, non par l'école, mais par l'appropriation des marques. Face à une telle partition totalitaire, déchiffrée au scalpel, Paul Ariès nous livre ses notes de musique qui chantent un monde libéré de telles marques au fer rouge ¹⁰⁶⁵ ».

« [...] les dépenses publicitaires en France ne cessent de grimper. En 1995, elles ont dépassé 147 milliards de francs. Qui règle cette addition, bien supérieure aux budgets de certains Etats européens ? Les dépenses publicitaires étant toutes intégralement répercutées sur les prix des marchandises, ce sont, bien sûr, les citoyens français. Pour le plaisir et le privilège de consommer de la publicité, chacun paie, en moyenne, 2 500 francs par an. Pour beaucoup, c'est autant ou presque que les impôts directs. Et tout le monde paie, y compris les enfants. Tout se passe donc comme s'il existait, à côté de l'Etat républicain - en théorie soumis à un contrôle démocratique - un autre Etat, un "Etat dans l'Etat", un Léviathan oligarchique qui n'est contrôlé par personne : l'Etat publicitaire, qui recouvre 147 milliards de francs d'impôts

¹⁰⁶² François Brune, « Ce "marketing" que l'on dit politique - Le silence de la cible ». 03.86. L'auteur, alors professeur de français, a écrit plusieurs essais très critiques à l'égard de la publicité.

¹⁰⁶³ François Brune. « Bonheur et progrès par la publicité - L'annonce faite au tiers-monde... ». 05.91.

¹⁰⁶⁴ Armand Mattelart et Michael Palmer. « Une religion totale qui dicte sa loi - L'Europe sous la pression publicitaire ». 11.90.

¹⁰⁶⁵ Marie Bénilde. Compte rendu de *Putain de ta marque !*, de Paul Ariès. 04.04.

indirects. L'Etat républicain est censé fournir certains services fondamentaux aux citoyens : la poste, la santé, les transports publics. Quels services fournit l'Etat publicitaire ? On imagine ce qui pourrait être fait avec son budget, équivalant à la moitié des recettes de l'impôt sur le revenu français : des milliers de crèches, hôpitaux, écoles, logements sociaux. Un début de solution au problème du chômage et de l'exclusion. Une aide substantielle au tiers-monde [...] ¹⁰⁶⁶ ».

« [...] Le déplacement de l'espace social dans le champ médiatique constitue le quatrième trait qui rend le peuple passif en le constituant en public, spectateur avant d'être citoyen [...] ¹⁰⁶⁷ ».

On pourrait multiplier les extraits de ce type ¹⁰⁶⁸. Le billet de Michaël Löwy mobilise en particulier un argument utilisé de manière récurrente dans le mensuel à partir de la fin des années 1980, celui de la publicité comme impôt prélevé à la source par l' « Etat publicitaire ¹⁰⁶⁹ ».

§2 - LE LECTEUR N'EST PAS UNE MARCHANDISE

L'accent mis sur la « passivité », l' « inaction » des « citoyens » pose néanmoins le problème de la conciliation entre une telle figure et celle, présentée comme active, du lecteur. Il faut attendre le milieu des années 1990 pour qu'émergent non pas les premières protestations contre la présence d'encarts publicitaires, mais les premières mises en scène du lecteur critique à l'égard de la publicité. De février 1996 à décembre 2008, douze lettres sont publiées sur ce thème, illustrant le procès de fabrication d'une figure lectorale refusant toute « compromission ¹⁰⁷⁰ » en matière commerciale. Au milieu des années 2000, les critiques à l'égard de la place accordée à la

¹⁰⁶⁶ Michaël Löwy. « Le Léviathan publicitaire ». 07.96.

¹⁰⁶⁷ François Brune. « Néfastes effets de l'idéologie politico-médiatique ». 05.93.

¹⁰⁶⁸ On a recensé au total onze articles opposant, à travers la publicité, la figure du consommateur à celle du citoyen. Cette opposition apparaît dans de nombreux autres articles.

¹⁰⁶⁹ « [...] Personne ne s'avise d'expliquer que, pour trouver les fonds nécessaires au sauvetage d'un système scolaire sinistré, il n'y a que deux sources de financement : le citoyen ou le citoyen. Le citoyen comme contribuable ou le citoyen comme client auquel l'entreprise facture intégralement, jusqu'au dernier centime, son budget de promotion en l'incorporant au prix de vente [...] » (Bernard Cassen, « Des écoles à l'encan », 12.88).

¹⁰⁷⁰ « Publicité », courrier du 02.96, 2, avec une réponse d'Ignacio Ramonet.

publicité « commerciale », selon les termes d'un lecteur, sont fréquentes. Considérées ironiquement par Ignacio Ramonet comme une « question liturgique, [faisant] partie de la messe¹⁰⁷¹ », elles conduiraient même, selon un observateur, les responsables du mensuel à « s'efforce[r] de limiter la publicité en privilégiant les annonces pour des produits culturels (livres, revues, spectacles, enseignement), parce que les lecteurs du mensuel sont profondément publiphobes et réagissent vivement à chaque parution d'une annonce commerciale¹⁰⁷² ». Les trois exemples qui suivent donnent un aperçu représentatif de ces critiques.

« A la suite de la publication du supplément sur le Mali, dans Le Monde diplomatique de septembre [...], M. Stéphane André (Arras) nous écrit [...] :

Depuis longtemps déjà, vos lecteurs se sont habitués à la présence de la publicité au sein de votre journal, conscients de la plus grande indépendance que ces ressources peuvent procurer au *Monde diplomatique*... Or, c'est précisément au nom de cette indépendance que je me permets aujourd'hui de vous adresser ce courrier : que la Compagnie malienne pour le développement des fibres textiles (CMDT) présente en première page les chiffres de la production cotonnière au Mali, à grand renfort de couleurs et de photographie, c'est la règle du genre. Mais qu'une large tribune soit ensuite offerte à M. Michel Fichet, président de la CFDT (pas le syndicat, mais la Compagnie française pour le développement des fibres textiles), elle même détentrice d'une part importante de la CMDT, voilà qui est plus étonnant.

« Ne pas avoir l'impression d'être une marchandise »

En décembre 2003, le numéro 597 du *Md* comptait trente-six pages, dont six entièrement occupées par des publicités. Y étaient vantés les mérites d'un parfum pour homme, d'une multinationale de l'informatique et d'une voiture haut de gamme. Le mois suivant, la rubrique « Courrier des lecteurs » incluait une lettre d'un lecteur indigné à la fois par la place

¹⁰⁷¹ Propos d'Ignacio Ramonet devant l'assemblée générale de l'association des Amis du *Monde diplomatique*, Paris, mai 2003.

¹⁰⁷² EVENO Patrick, *Histoire du journal Le Monde – 1944-2004*, Albin Michel, coll. « Histoire », Paris, 2004, p. 546.

croissante accordée à la publicité dans les pages du mensuel, et par la nature des produits ainsi affichés.

« Je suis effaré par l'importance prise par les pages de pub des derniers numéros. Quels annonceurs ? Les champions de l'économie sociale, solidaire ou des coopératives ? Non, les symboles mêmes de ce que nous combattons : la bagnole et IBM, fleuron du 'big business'. Alors ? La lutte commence peut-être par limiter, voire refuser, ce type d'annonceur. Lancez et poursuivez le débat avec vos lecteurs : il est parfois préférable de payer plus cher un abonnement, un numéro, que d'avoir l'impression d'être une marchandise ».

**« Cela fait beaucoup quand même » versus
« Malheureusement c'est mal réparti »**

Les assemblées générales des Amis du *Monde diplomatique* offrent l'occasion aux adhérents de l'association qui y assistent de poser aux journalistes des questions sur le journal, son contenu, ses positions. En mai 2005, alors que les rédacteurs viennent tout juste de prendre place à la tribune, un homme¹⁰⁷³ prend le micro.

« Voilà, je vais démarrer par rapport à la publicité du journal... [rires à la tribune, où est assise l'équipe de rédaction, et dans la salle, où siègent plus de 200 lecteurs]

[Ignacio Ramonet] : « Oui mais attendez, laissez-moi dire quelques mots d'accueil au nom de l'équipe du *Diplo* ! [rires] [...]

[Le même lecteur] : « [...] Oui, cette question revient chaque année, mais je dois dire quand même que j'ai vu le *Monde diplo* tout au long de cette année, son évolution et... à plusieurs reprises sont revenues deux grandes pages de publicité ; dernièrement encore, dans ce numéro-là [mai 2005], on a effectivement deux pleines pages de publicité. Alors vous avez publié un petit encart pour les lecteurs, en expliquant qu'effectivement on n'arrive pas à 5% [du chiffre d'affaire] mais on ne peut quand même pas s'empêcher de penser que là, ces deux grandes pages, plus celle qu'il y a derrière parce qu'en fait il y a deux pages et une demi page [il a le journal sous les yeux], cela fait des articles en moins, et cela fait... voilà ! Cela fait beaucoup pour un seul numéro, cela fait beaucoup.... Alors vous nous expliquez qu'il y a peut-être du rattrapage et tout, mais je trouve que cela fait beaucoup quand même...

¹⁰⁷³ 40 ans environ, technicien dans une P.M.E., correspondant local d'un département de la région parisienne depuis quelques mois.

[Ignacio Ramonet] : « Très bien alors écoutez, on commence avec la question... Elle a déjà été posée ici, mais elle pourrait être posée ailleurs [...]. En ce qui concerne votre réflexion, quand vous dites « vous nous retirez des articles », vous voyez bien que ce n'est pas le cas, puisque j'ai dit que nous travaillons actuellement sur une moyenne de 28 pages, et que lorsqu'il y a de la publicité, comme c'est le cas dans ce numéro, nous faisons un numéro de 32 pages... [...] Pensez que j'ai donné des chiffres ce matin, notre situation est tout de même délicate aujourd'hui, en terme de publicité... Nous n'atteignons pas, nous sommes loin d'atteindre [...] nos objectifs... publicitaires, qui sont d'obtenir précisément ou de se rapprocher des 5%. Malheureusement c'est mal réparti. [...] Nous savons, nous sommes bien placé pour le savoir, que beaucoup de nos lecteurs, pas tous, mais beaucoup de nos lecteurs, sont sensibles à cette question de la publicité. Et ce que je vous prie de croire, c'est que de notre côté nous *intégrons* cette préoccupation, comme j'essaie de vous le dire... d'une part en expliquant cela dans le journal et, d'autre part, lorsque cette publicité est trop importante, en *augmentant* d'autant la pagination exclusivement dans cette, dans cette perspective... Est-ce qu'il y a d'autres remarques – pas sur la publicité, mais sur d'autres aspects du journal... ? »

[Assemblée générale des A.M.D., Maison de l'Amérique latine, mai 2005]

Comme le soulignait encore Ignacio Ramonet en 2002, « [...] la contradiction entre les textes du *Monde diplomatique* analysant de façon très critique la "pieuvre publicitaire" et la publication de pages entières d'annonces payantes existe, inutile de le nier [...] ¹⁰⁷⁴ ». Rapporté en termes de médiation, le problème réside dans la superposition de deux figures présentées comme antagoniques. Mais si l'une (le citoyen) relève en grande partie d'une mise en scène journalistique, l'autre (le consommateur) échappe à la rédaction. En effet, comme tout périodique contenant de la publicité, le *Md* est vendu deux fois : à des lecteurs et à des annonceurs¹⁰⁷⁵. Toutefois, les uns et les autres ne se voient pas proposer les mêmes produits. Aux

¹⁰⁷⁴ Ignacio Ramonet. « À propos de la publicité ». 03.02, 2.

¹⁰⁷⁵ Ou, comme l'exprimait Ignacio Ramonet en 2002 : « [...] Auparavant, les firmes des industries culturelles vendaient de l'information ou de la distraction à des citoyens. Maintenant elles préfèrent vendre des consommateurs (lecteurs, auditeurs, téléspectateurs, internautes) à des annonceurs. Et plus le nombre des consommateurs - de préférence aisés - est élevé, plus sera élevé le tarif des publicités... [...] » (« Vivendi, une leçon de choses – Les seigneurs des réseaux », 05.02, I).

premiers, le personnel du Monde diplomatique S.A. vend un contenu formellement standardisé contenant, outre des articles, des annonces en proportion variable. Aux seconds, le personnel du *Monde* Publicité (régie publicitaire du *Monde* S.A., dont dépend le mensuel¹⁰⁷⁶) offre, en théorie, des espaces rédactionnels susceptibles d'accueillir des publicités. En pratique, il s'efforce de vendre des lecteurs sublimés, pour l'occasion, en consommateurs potentiels. Comment dans ce dernier cas est appréhendé le lecteur et quels aspects prend-il ? Pour le savoir, il faut tout d'abord s'attarder sur les manières de travailler des membres de la régie du *Monde*, ce que l'on a fait en interrogeant la responsable de la publicité pour le *Md*¹⁰⁷⁷.

En 2005, toute la régie publicitaire du groupe *Le Monde*¹⁰⁷⁸ est centralisée au siège du journal, boulevard Blanqui, à Paris. La publicité y est traitée soit par titre, soit par secteur. Par titre, il s'agit de vendre aux annonceurs une publication et son lectorat ; par secteur, une personne prend en charge toute la publicité financière ou culturelle (exemples cités en entretien) pour l'ensemble ou une partie des titres. Une seule et même personne était chargée, avec une assistante, de la publicité du *Md*. Elle disposait pour ce faire d'une autonomie assez grande dans la gestion du portefeuille d'annonceurs, la prise de contacts et l'organisation des relances. Par titre ou par secteur, l'objectif est le même : il s'agit de mettre en scène les lecteurs, leurs habitudes alimentaires, culturelles ou touristiques, sous la forme de catégories socioprofessionnelles, dans des graphiques et des tableaux. Mais connaître ces caractéristiques sociales nécessite préalablement des enquêtes, commanditées par la régie à des instituts de sondage (notamment IPSOS et AEPM¹⁰⁷⁹), la plupart du temps administrées téléphoniquement. Souvent coûteuses, ces dernières sont néanmoins indispensables à la conception des « argus » (*i.e.* argumentaires) destinés aux annonceurs et, plus précisément, aux centrales d'achat qui achètent majoritairement des espaces publicitaires. Ces livrets de quelques dizaines de pages, rédigés par le personnel de la régie, présentent sommairement le titre, sa vocation (nationale, internationale,

¹⁰⁷⁶ Créée en 1985, la régie Le Monde publicité était détenue, au moment de l'enquête, à 51 % par Le Monde SA, et à 49 % par Médias et Régies Europe, filiale du groupe Publicis. M. Bleustein-Blanchet, fondateur de Publicis, était un proche d'H. Beuve-Méry.

¹⁰⁷⁷ Entretien réalisé en mai 2005 au siège du *Monde*.

¹⁰⁷⁸ Soit Le Monde, Le Monde diplomatique, Le Monde de l'éducation, Les Cahiers du cinéma, Courrier International. Les Publications de la vie catholique (Télérama, La Vie, Ulysse) disposaient encore de leur propre régie.

¹⁰⁷⁹ Pour la description du protocole d'enquête de ces sondages, voir *infra*.

thématique...) et, surtout, un certain nombre d'indicateurs chiffrés sur les modes de consommation de son lectorat (« cadres supérieurs » ou « hauts revenus¹⁰⁸⁰ »), afin de séduire les annonceurs potentiels. Un argumentaire daté de mars 2005 dressait ainsi le portrait-type du lecteur-consommateur : un homme (58%) de moins de 50 ans (66, 5 %), habitant en ville (69%), résidant dans un foyer « AB + » (« Affaires et cadres, professions intermédiaires ») pour 58% d'entre eux, diplômé de l'enseignement supérieur (76%, dont 55% à bac + 3). Domine ici l'image, embellie pour les besoins de la promotion, d'un lectorat relativement aisé, « amateur de sorties culturelles », « voyageant dans le monde entier¹⁰⁸¹ ».

C'est cette représentation qui domine, par un effet de miroir, dans les publicités dites commerciales dont la maquette, le graphisme et le message tiennent moins compte des positions et prises de position du support de presse destiné à les recevoir que des « cibles » publicitaires visées. Le journal avec ses engagements et ses prises de position s'efface derrière les lecteurs-consommateurs potentiels et, en particulier, des « cadres actifs » qui l'achètent. C'est ce qu'exprime la grille des tarifs diffusée en 2005 sur le site de la régie publicitaire du Monde, à propos cette fois des « suppléments » :

« *Le Monde diplomatique* est un vecteur de communication apprécié par tous ceux qui souhaitent toucher un public particulièrement averti, d'un haut niveau culturel : décideurs administratifs et économiques, responsables associatifs et syndicaux.

Les suppléments permettent à des collectivités, des institutions et des entreprises de mettre en valeur leurs atouts et leurs réalisations.

Rédigés par les journalistes du mensuel, et sous leur seule responsabilité, ces suppléments, loin d'être des publi-reportages, sont des dossiers rédactionnels auxquels les lecteurs se réfèrent, au même titre qu'aux autres composantes du journal¹⁰⁸² ».

On retrouve une semblable perspective dans la présentation des résultats des enquêtes « France Cadres actifs » (FCA)

¹⁰⁸⁰ Catégories extraites d'un argumentaire publicitaire daté de mars 2005, communiqué par la responsable de la publicité du mensuel.

¹⁰⁸¹ Argumentaire cité, mars 2005.

¹⁰⁸² *Le Monde diplomatique – Tarifs 2005*. En ligne : www.mondepub.fr [consulté le 04.04.2005]. On voit cependant que l'argumentaire insiste sur la dimension « associative » des « cadres » en question.

réalisées annuellement par l'institut de sondage Ipsos Médias. Un article publié dans le magazine *Stratégies* en 2005 incluait le *Md* dans les « vingt titres les plus puissants auprès des cadres », en dix-huitième position, devant *l'Expansion* et le *Figaro-magazine*¹⁰⁸³.

Le soin avec lequel les argumentaires écartent toute dimension politique rejoint ici le souci de présentation du journal dans les publicités destinées aux non-lecteurs : le contenu n'y occupe qu'une place marginale, les annonceurs semblant la plupart du temps ignorer les prises de position du mensuel¹⁰⁸⁴. Ainsi, les refus d'ordre politique seraient, dans le cas du *Md*, exceptionnels : « à titre anecdotique » est cité, en 2005, l'exemple du directeur de la communication d'un groupe hôtelier qui aurait expressément refusé, quelques mois auparavant, de publier une annonce dans le mensuel. Une autre raison expliquerait cette absence de refus de type idéologique, celle selon laquelle il serait inutile de démarcher des groupes dont les activités (l'armement par exemple) seraient totalement opposées à la ligne éditoriale du journal¹⁰⁸⁵. Si refus il y a de la part de l'annonceur, c'est bien plutôt pour des motifs commerciaux : les lecteurs « CSP + ou intellectuels » ne constituent pas son cœur de cible.

A cette première étape de la chaîne succède, dans l'organisation du travail publicitaire, le placement des encarts dans les colonnes du mensuel. Eu égard aux critiques émises depuis le milieu des années 1990 contre la présence de publicités dans le mensuel, on pourrait penser que la rédaction exerce un droit de regard sur les types d'annonce insérés. Or, là encore, les considérations politiques semblent sinon absentes, du moins nettement moins importantes que la dimension procédurale.

¹⁰⁸³ Delphine Le Goff. « Audience – Les cadres demeurent fidèles à la presse ». In *Stratégies*. 14 juillet 2005.

¹⁰⁸⁴ La personne rencontrée va jusqu'à affirmer que les annonceurs ne contrôlent pas, après-coup, les campagnes de publicités dans les supports.

¹⁰⁸⁵ Le motif invoqué est qu'« on a déjà tellement de travail, qu'on ne pas aller chercher des gens... [qui ne nous aime pas] » (entretien cité). Si I. Ramonet a rappelé publiquement que le journal refusait les publicités pour des groupes d'armement, c'était pour omettre de préciser que la plupart des titres de presse refusent ce type d'annonceurs.

Chaque cinq du mois (avec parfois un ou deux jours de plus), la responsable de la publicité appelle la rédaction du *Md* (en l'occurrence Alain Gresh) pour indiquer le nombre de publicités qu'elle a obtenu et qu'elle souhaite intégrer dans le numéro suivant, avec le nom de l'annonceur, le type de campagne, le format... C'est à cette étape qu'un éventuel contrôle éditoriale peut avoir lieu, puisque le nome de l'annonceur peut être mentionné. Néanmoins, le produit lui-même n'est pas précisé. Le secrétariat de rédaction lui dit si, en fonction du chemin de fer et du nombre d'articles prévus, toutes ces publicités sont intégrables. Dans le cas contraire, la publicité peut être repoussée au numéro suivant, en fonction de son actualité (là aussi, c'est à confirmer). Dans les dix jours, l'annonceur doit envoyer à un autre service du *Monde* les différents « visuels » de la publicité, que la régie ne voit jamais. Cette dernière les envoie enfin au service qui s'occupe de l'imprimerie ; là encore, elle ne voit pas concrètement le contenu visuel de la publicité avant que le journal ne sorte sous presse.

La figure du lecteur-consommateur échappe donc en grande partie à la rédaction. Celle-ci n'a que marginalement prise sur cette catégorie, ne pouvant ni prendre la parole au nom de ces consommateurs, pour des raisons éditoriales, ni agir sur le type de bien de consommation proposé, pour des raisons de division du travail : malgré de fréquents contacts et des réunions mensuelles, la personne responsable de la publicité ne travaille pas dans les locaux du journal et n'a pas le même employeur. C'est ce cloisonnement des tâches qui permet de comprendre la publication de publicités pour des produits n'ayant « pas leur place » dans le mensuel.

« Placements financiers »

Comme plusieurs de nos lecteurs, M. Eric Hethener, de Bourges, a réagi à la présence d'une publicité sur des placements financiers en page 3 du *Monde diplomatique* de septembre.

Juste en dessous d'un article par ailleurs intéressant sur la notion de « création de valeur » suite aux fusions d'entreprises, on trouve une publicité d'un financier canadien proposant des placements à taux garanti de 30%. (...) Ce n'est pas en plaçant de l'argent à 30% que l'on oeuvrera pour une meilleure répartition des richesses, ou une meilleure distribution de l'emploi.

A ce lecteur, et à tous ceux qui ont écrit à ce sujet, Ignacio Ramonet a fait parvenir le courrier suivant :

"Nous avons bien reçu votre lettre à propos de la petite publicité pour des placements financiers au Canada publié en page 3 dans notre numéro de septembre. Je tiens à vous le dire

clairement : je partage votre réaction. Ce type d'annonces n'a pas sa place dans notre mensuel, car elle contredit de manière flagrante la bataille que nous menons contre la spéculation.

La seule raison de sa publication, c'est que le service publicité n'a pas attiré notre attention sur son contenu, dont nous avons, du coup, pris connaissance trop tard.

Avec nos excuses, je vous transmets les salutations cordiales de notre rédaction."¹⁰⁸⁶».

L'organisation et la logique du travail publicitaire (séparation des activités de ventes d'annonce de celles relevant de la sphère éditoriale ; vente de segments statistiques du lectorat en insistant sur leurs revenus et leurs habitudes de consommation) permettent ainsi de mieux comprendre la forme et le contenu des publicités paraissant dans le journal. Si la rédaction joue le rôle de porte-parole du lecteur engagé, c'est la régie qui détient la main sur la figure du lecteur consommateur, ce « cadre actif » objet des attentions gourmandes des centrales d'achat.

§3 – LE POIDS DU LECTEUR LETTRE

Pour autant, les biens de consommation ne font pas tous l'objet d'un opprobre public. Tous, également, n'échappent pas totalement au réseau des médiations produites par les journalistes. Les publicités pour les biens de consommation culturelle et, plus particulièrement, les livres, ne sont pas critiqués, ou, dans la perspective suivie ici, s'intègrent pleinement dans les figures lectorales légitimes. L'une des facettes du lecteur modèle du *Md* est en effet d'être un grand consommateur de biens culturels, que ce soit dans la rubrique dédiée aux livres, dans les notes en bas de page (par le jeu des références), dans les enquêtes statistiques, dans les publicités ou au sein des AMD. Les publicités pour les livres partagent une même attention à la consommation et aux pratiques culturelles. L'enrôlement du lecteur ne vise certes pas des objectifs identiques : il s'agit de vendre des espaces publicitaires à des annonceurs (lecteur consommateur) d'un côté ; de proposer des ouvrages « évitant le "politiquement correct", l'information "aseptisée" », pour des « voyageurs soucieux d'une

¹⁰⁸⁶ 10.99, 2.

compréhension d'ensemble¹⁰⁸⁷ » de l'autre (lecteur engagé)¹⁰⁸⁸. Mais le livre réconcilie ces deux figures présentées par ailleurs comme antinomique. Quand protestation il y a, c'est sur le contenu du livre lui-même, comme lorsque la Une du mensuel accueille une publicité pour un livre de Henry Kissinger. Que le livre soit plus qu'un simple objet de consommation est encore bien perceptible d'une part dans certains articles qui lui attribuent un rôle équivalent à celui de la presse, au point de réclamer le même type de soutien financier par l'État.

Dans un article publié en octobre 2007, l'éditeur André Schiffrin revenait ainsi sur son expérience et donnait en exemple quelques structures éditoriales¹⁰⁸⁹. Le chapeau indiquait que « [...] quelques groupes industriels possèdent la plupart des maisons d'édition et contrôlent une grande partie du contenu et de la distribution des journaux, des magazines et des livres. Garantes de la démocratie, de petites structures indépendantes parviennent néanmoins à faire entendre leur voix [...]. La description de la maison d'édition idéale par André Schiffrin tenait en quelques mots. Cette « presse universitaire sans université » doit être de petite taille, à but non lucratif ou fonctionnant sous forme de coopérative, indépendante des grands groupes, dépendant essentiellement de ses lecteurs ou de dons versés par des fondations et en cas de difficulté « soutenue par une action législative ». L'exemple des éditions Raisons d'agir de Pierre Bourdieu est ainsi cité. À peu de chose près, cette description correspond parfaitement à celle du *Md*.

¹⁰⁸⁷ Publicités pour les « Guides de l'état du monde », aux éditions La Découverte. *Manière de voir*, n° 94, août-septembre 2007, 4^{ème} de couverture.

¹⁰⁸⁸ Les éditions La Découverte, très présentes historiquement dans le mensuel, symbolisent assez bien cette double dimension, en publiant d'une part des auteurs proches du journal ou en jouant sur son héritage, celui des éditions Maspero, tout en étant, d'autre part, intégrée dans un groupe économique. Comme le décrit Bourdieu, en rattachant ces deux postures aux caractéristiques sociales des maisons d'édition : « [...] l'éditeur, homme de commerce plongé, comme le marchand de tableaux, dans l'économie anti-économique de l'art pur, penchera vers l'un ou l'autre pôle [économique ou symbolique], et réalisera une combinaison plus ou moins réussie de ces deux sentiments aussi inconciliables, sociologiquement, que l'eau et le feu, l'amour pur de l'art et l'amour mercenaire de l'argent [...] » [BOURDIEU, 1999 : 16].

¹⁰⁸⁹ « Une influence croissante dans le monde des idées – Quand de « petits » éditeurs échappent à l'emprise des conglomérats ». 10.07.

SECTION 3 – « RENONCER A UNE LECTURE IRRITANTE ». LE COURRIER DES LECTEURS, DE L'INCLUSION A L'EXCLUSION

La plupart des périodiques disposent d'un espace consacré à l'exposition des critiques et des reproches : le courrier des lecteurs, où les rédactions choisissent, mettent en texte et en scène les protestations, les refus et les prises de position opposés à ceux défendus dans les éditoriaux. Si l'histoire d'une telle rubrique reste à faire dans la presse française, on peut en retracer à grands traits à la généalogie dans le mensuel et, surtout, en pointer certaines caractéristiques. On insistera plus particulièrement sur les courriers publiés dans les années 1980. En effet, contrairement aux bilans annuels et aux comptes rendus de sondage, qui visent avant tout à produire le groupe lectoral par la mise en place de marqueurs identitaires positifs, le courrier introduit, durant ces années, des clivages et des disqualifications, traçant en négatif les contours d'un lectorat évincé. L'apologie du lecteur fidèle a comme pendant la critique et l'exclusion des « mécontents » qui refusent de souscrire aux prises de position du journal.

§I – LA MISE A L'ECART DES LECTEURS DIPLOMATES

On a déjà relevé à plusieurs reprises les marques d'exclusion à l'égard des membres du corps diplomatique. Outre la disparition des rubriques, c'est par les courriers que l'on peut l'apprécier directement. De 1954 à 1962, les rares courriers publiés (quatre au total) traduisent avant tout la volonté de François Honti de faire du mensuel le porte-voix du monde des ambassades. Dans la perspective décrite précédemment¹⁰⁹⁰, le *Md* joue alors le rôle de caisse d'enregistrement des déclarations officielles. Les courriers émanent en ce sens d'attachés de presse ou d'autres représentants officiels qui entendent corriger telle ou telle information¹⁰⁹¹. Jusqu'à l'arrivée de Claude Julien, 18 courriers

¹⁰⁹⁰ Voir le chapitre I.

¹⁰⁹¹ « [...] sachant le souci d'objectivité qui préside à la rédaction du *Monde diplomatique*, nous nous permettons d'attirer votre attention sur l'interprétation regrettable que peut permettre un titre dont [l'ambassadeur du Soudan] ne saurait assumer la responsabilité [...] » (03.58, 4).

publiés sur les 86 recensés proviennent de services consulaires¹⁰⁹². L'année 1973 introduit à ce titre un changement quantitatif, puisque sur les quinze courriers publiés cette année-là, six relevaient de la protestation ou du démenti officiel¹⁰⁹³. Ce que donnent à voir ces représentants officiels mécontents, c'est la rupture du journal avec les formes et formules diplomatiques qui subsistaient encore sous François Honti. Ainsi, l'ambassadeur du Chili en Suisse demande en 1975 au titre du droit de réponse la publication d'une lettre où il exprime son indignation de voir un État (le sien) critiqué dans un article de Jean Ziegler paru deux mois auparavant :

« Honorer le principe de l'universalité des relations »

« Vous ne comprenez pas vraiment l'œuvre salutaire qu'accomplit le général Pinochet actuellement dans mon pays. [...] Mais même si vous n'approuvez pas les méthodes, la politique, le projet du général Pinochet [...], vous devez honorer le principe de l'universalité des relations. [...] Je dirais même – au risque de vous choquer : l'ambassadeur Garcia Herrera peut être un fasciste convaincu. Tout cela ne change rien au respect que tout le monde lui doit, y compris le professeur Ziegler : M. Garcia Herrera représente à Berne non pas son propre groupe politique d'origine, mais bien l'État chilien¹⁰⁹⁴ ».

Claude Julien et Micheline Paunet n'ont cependant guère mis en scène l'expression de ce mécontentement diplomatique : la figure du diplomate s'efface progressivement du journal plus qu'elle n'en est officiellement exclue. Au milieu des années 2000, seuls son titre et le « Calendrier des fêtes nationales » rappellent encore les origines consulaires du mensuel, qui se

¹⁰⁹² Soit 21 % au total. Les autres courriers apportent pour la plupart des précisions à des articles.

¹⁰⁹³ De 01.74 à 06.92, date du dernier courrier de ce type, ce sont au total 30 courriers qui émanent de représentants officiels. Tous sont des démentis ou des droits de réponse.

¹⁰⁹⁴ 09.75, 4. Autres exemples de mise en scène, par Claude Julien et Micheline Paunet, de la « rupture du principe de l'universalité des relations » – moyen de rompre implicitement avec le *Md* de François Honti –, ces courriers de l'ambassadeur de la République d'Haïti (« Il est inadmissible qu'on traite le chef d'une République amie de la France "de balourd entouré de requins" [...] », 03.73, 19) ou de l'ambassadeur du Honduras exprimant « [...] un réel et légitime courroux [...] », et réclamant « [...] que dans un prochain numéro de votre si clairvoyant organe de presse international, vous permettiez à votre personnel qualifié, vous en comptez et en haut degré, qu'avec une vision totalement impartiale, il approfondisse le véritable problème centraméricain [...] » (10.83, 17).

permet même d'en jouer auprès de ses clients potentiels¹⁰⁹⁵. La proximité entre le *Md* et une institution comme la Maison de l'Amérique latine, dont Bernard Cassen est le secrétaire général depuis le milieu des années 1980, peut également encore entretenir le flou aux yeux de certains lecteurs¹⁰⁹⁶. Le compte rendu d'observation ci-dessous ne laisse cependant guère planer de doute sur la capacité et la volonté des journalistes à représenter le monde des ambassades. Les journalistes ont renoncé depuis le début des années 1980 à s'en faire les représentants. Ce lectorat-là n'existe plus, il ne peut être enrôlé d'une manière ou d'une autre au service ou contre la cause du journal.

Un manquement au devoir de réserve

Juin 2007, à la Maison de l'Amérique latine, boulevard Saint Germain, dans le 7^{ème} arrondissement de Paris. Une vaste et somptueuse salle de réception, donnant sur le jardin, accueille la dixième assemblée générale des Amis du *Monde diplomatique*. Le samedi après-midi est consacré, comme de coutume, aux échanges entre les membres de l'association et la rédaction, cette dernière réunie presque au complet derrière une longue table rectangulaire. Les interventions alternent entre réflexions générales, notamment sur la santé financière du journal et la diminution du nombre de lecteurs, et questions plus précises posées aux journalistes. Dans une ambiance calme et posée, ceux qui souhaitent s'exprimer lèvent la main ; Ignacio Ramonet, à la tribune, distribue les tours de parole. Un des membres de l'association, muni d'un micro baladeur, se déplace dans la salle, où la centaine de personnes présentes est assise. Un homme plutôt jeune par rapport au reste de la salle (une quarantaine d'années maximum), la peau mate, très élégamment habillé par rapport au reste de l'assistance et aux journalistes assis à la tribune – costume sombre, cravate de couleur vive –, attend son tour. Prenant le micro, il se lève et dit d'une voix douce : « Je me présente, Monsieur F..., ancien diplomate ». Il pose alors plusieurs questions aux journalistes, leur demandant notamment pourquoi ils sortent de leur « devoir de réserve ». Il parle de la crise au Darfour, demandant quelle est la « position » de la rédaction vis-à-vis d'elle. Sa question n'est pas trop longue et ne s'appuie sur aucune remarque ou réflexion

¹⁰⁹⁵ « ... Pas si diplomatique que ça », affirme une publicité pour le journal depuis 2006. Devant les correspondants des Amis du *Monde diplomatique*, les journalistes ont fait état, en 2005, de leur réflexion sur l'image du journal et, en particulier, sur son titre : fallait-il en changer, afin de gommer son côté élitiste ? La rédaction demeure persuadée du contraire.

¹⁰⁹⁶ La Maison de l'Amérique latine, située sur le boulevard Saint-Germain à Paris, occupe depuis 1962 les locaux de l'ancienne banque française d'Algérie. Cette institution privée s'autofinance en grande partie en louant ses salons de réceptions.

personnelle : on est en présence d'une dénonciation très générale, proche d'un discours institutionnel, qui pose en somme la question de l'engagement du journal au regard d'une norme diplomatique fondamentale, celle de la non-ingérence. Comme les autres personnes présentes dans la salle, je sens comme un flottement à la suite de cette question, flottement qui se manifeste par une très légère rumeur, des regards qui se tournent vers l'intervenant. A la tribune, les journalistes n'ont pas changé d'attitude : ils écoutent attentivement, un peu figés. Pris dans l'interaction, je suis partagé entre l'excitation de saisir au vol ce que je suis en train d'entendre, et la gêne pour cet homme qui, manifestement, s'est trompé d'époque.

A la tribune, Ignacio Ramonet fait tomber d'emblée la tension, palpable (en effet : que vont répondre les journalistes ? L'erreur semble tellement grossière, pense mon moi pris dans la scène), en invitant Anne-Cécile Robert à répondre à la question, sous les éclats de rire de la salle – qui rit moins aux dépens de l'homme qui vient d'intervenir que des mimiques de la journaliste qui, un peu interloquée, fait mine d'en vouloir à son directeur de l'avoir mis dans cette situation délicate (c'est la seconde fois en quelques minutes, et c'est ce comique de répétition qui fait rire). Elle prend donc longuement la parole pour répondre... à une autre question, posée un peu avant. Ignacio Ramonet reprend la main à la fin de l'intervention de sa collègue : « Oui... Je voudrais quand même vous préciser... [...] Ce n'est pas parce que notre journal s'appelle "Le Monde diplomatique" que l'on a un rapport avec le Quai d'Orsay ; on n'a aucun rapport de près ou de loin, on ne fréquente pas le ministère des Affaires étrangères... ».

L'homme qui a posé la question s'est rassisi. Il écoute attentivement. Il n'interviendra plus. A 16 heures 30, au moment où les journalistes se lèvent et sont approchés par des lecteurs, il va vers chacun d'entre eux, l'un après l'autre, et leur tend la main, sans mot dire, toujours en souriant, ce qui là encore ne cadre pas avec l'attitude générale des participants. J'aperçois ainsi Serge Halimi qui, un peu surpris, saisit la main qui lui est tendue. Il reste encore quelques instants dans la salle, puis se dirige lentement vers la sortie¹⁰⁹⁷.

§2 – L'EXCLUSION DES LECTEURS « HARGNEUX »

Tel n'est pas le cas d'autres catégories de lecteurs qui font eux l'objet, au milieu des années 1980, d'un rejet tout à fait explicite. On a décrit précédemment le discours d'autocélébration produit par le journal à partir de 1984. Ces articles mettent également l'accent, sous la plume de Claude Julien, sur les critiques émises contre le journal, ses prises de

¹⁰⁹⁷ Description rédigée à partir des notes prises lors de l'assemblée générale des Amis du *Monde diplomatique*, samedi 2 juin 2007

position, ses « ambitions », par des lecteurs anonymes. C'est en particulier le cas du texte explicitant la « manière de voir » du mensuel, publié en 1988 :

« [...] Nous ne prétendons pas avoir raison. Nous ne clamons pas que nos ambitions sont les seules valables. Mais ce sont les nôtres. Et nous y tenons. Aux lecteurs qui, avec quelque hargne, contestent nos prises de position et nous accusent de trahir – de trahir en vrac l'Occident, sa civilisation, l'héritage chrétien, les Lumières, la démocratie, la paix, le socialisme, le progrès, *etc.* – je réponds, par une lettre personnelle, qu'ils ont tort de s'énerver ainsi, que le plus simple est de renoncer à la lecture irritante de ce journal qui dérange leur confort intellectuel. Qu'ils ne soient pas masochistes : ils trouveront sans peine au kiosque le plus proche, quantité de publications qui leur offrent très précisément ce qu'ils ont envie de lire. Ils seront comblés... [...] Je ne sais si les mécontents suivent mon conseil lorsque je les invite cordialement à cesser de nous lire. Je veux l'espérer... Car alors ils ne seraient pour rien dans l'accroissement de notre tirage qui, d'octobre 1987 à octobre 1988, est passé de 145 500 à 170 000 exemplaires. [...] ¹⁰⁹⁸ ».

Ainsi désignée, ces lecteurs se caractérisent par leur absence de traits distinctifs : on ne relève aucune trace, dans cet extrait, de catégories socioprofessionnelles, d'âge ou de sexe. Pourtant, la rédaction a publié à plusieurs reprises des courriers ayant vocation à donner la parole à ces lecteurs exclus, qui refusent et contestent les prises de position du journal. Ces courriers donnent à voir des lecteurs qui s'érigent en représentants de groupes sociaux, culturels ou nationaux qu'ils jugent mis en cause dans le journal. En tant que tels, ils doivent moins être pris comme l'expression brute d'un mécontentement, qui émergerait sous cette forme au milieu des années 1980, que comme la mise en scène, par l'équipe de rédaction, de « tiers » [LEMIEUX, 2000 : 370] exclus de ce qui, petit à petit, est érigé par Claude Julien en une communauté de lecteurs homogène. Systématiquement introduit par un court texte portant un jugement négatif sur l'auteur et ses idées, ces courriers sont publiés au milieu des années 1980 ; on n'en trouve plus aucun après 1987.

« Le droit de recourir à la force »

¹⁰⁹⁸ Claude Julien, « Une certaine manière de voir », 10.88, 29.

Réagissant à l'article de Marcel Liebman intitulé "Politique et mystique en Israël" (le Monde diplomatique, décembre 1983), M. Yaacov Golczewski, de Strasbourg, responsable national du Betar en France, nous adresse une longue lettre que nous publions d'autant plus volontiers qu'elle constitue une illustration supplémentaire de l'état d'esprit qu'analysait notre collaborateur : [...]¹⁰⁹⁹.

« En défense de l'Afrique du sud »

Un lecteur de Pretoria, qui désire garder l'anonymat, nous adresse une longue lettre dont nous publions les principaux passages :

« [...] C'est une erreur du point de vue scientifique et du point de vue humanitaire que de nier, comme vous le faites, l'existence de différences génétiques et culturelles entre ethnies (...). [...] Après avoir lu vos articles sur le tiers-monde (numéro de mai), je me suis procuré le livre de Jean Raspail *Le Camp des saints*. C'est un des meilleurs romans que j'ai jamais lus. Vous faites partie de ceux que Jean Raspail appelle "les félons". Je me vois donc dans l'obligation de ne pas renouveler mon abonnement au *Monde diplomatique*.

P.S. - Vous pouvez publier cette lettre, si vous en avez le courage, mais en utilisant un pseudonyme comme "un lecteur d'Afrique du Sud nous écrit". Je ne désire pas être assassiné par un de vos lecteurs¹¹⁰⁰ ».

« Un lecteur furieux »

M. Michel Suaire, de l'Association France-Cuba à Nantes, a été indigné par l'article de Claude Julien intitulé "Reaganisme", dans le Monde diplomatique, de mars 1985. Il n'est pas inutile de savoir que de tels courants de pensée, si l'on ose dire, existent encore :

Cet article ne veut rien dire si vous ne précisez pas les causes réelles et non partielles qui ont motivé une telle prise de position contre Reagan. En effet vous pouvez être à la fois contre le reaganisme, moyen de promotion pour le capitalisme, et un fervent partisan de celui-ci, c'est-à-dire que vous seriez dans la situation des généraux de Hitler qui voulurent l'assassiner non parce qu'ils étaient contre ses buts de domination mondiale, mais

¹⁰⁹⁹ 05.84, 14.

¹¹⁰⁰ 10.85, 25. Lettre copiée d'après le cédérom du *Monde diplomatique*. Les césures « (...) » sont de la rédaction. Le compte rendu de lecture du livre de Jean Raspail *Le Camp des Saints* auquel ce lecteur fait référence fait partie du dossier « Une bête à abattre : le "tiers-mondisme" » (05.85, 24).

contre les moyens suivis par Hitler, et je vous accorde que cette comparaison entre votre article et les buts suivis par Hitler peut paraître injurieuse pour vous, mais la logique de l'analyse politique nous oblige à dire que des articles comme le vôtre assurent la pérennité du capitalisme, donc favorisent des situations comme le fascisme qui n'est en réalité qu'une version ponctuelle du capitalisme, car, à ma connaissance, le grand patronat vit comme un poisson dans l'eau avec le fascisme, et pour mémoire citons ce que firent les "Chicago boys" au Chili de l'économie libérale poussée à l'extrême! Et vous en connaissez les résultats... Ainsi, si vous êtes incapable de donner un remède à la situation que vous critiquez, vous aidez obligatoirement le reaganisme, et votre capacité d'analyser et ensuite de prendre vos responsabilités en fonction du contexte politique mondial est d'une pauvreté désolante. Pourquoi n'écrivez-vous pas que seul le marxisme est capable d'assurer une stabilité cohérente dans une société vivable [...] ¹¹⁰¹ ».

« Une lettre de menaces »

M. Hubert Picard, président du Comité de pensée juive [...] et qui est à l'origine de la Création d'un comité de soutien au rabbin Kahane, a adressé à Micheline Paunet, rédactrice en chef du Monde diplomatique, la lettre suivante que nous publions intégralement. Nos lecteurs apprécieront comme il convient l'esprit qui anime M. Picard. [...]

Votre journal édite depuis un certain temps des articles contre Israël, contre le sionisme et contre le peuple juif (le dernier étant celui de M. Goytisolo, dans le numéro de mai). Je ne peux que m'étonner que vous n'interveniez pas pour faire cesser ce genre de pratiques (notamment les articles de Paul-Marie de la Gorce). En effet, on m'a informé que vous ne seriez pas antisémite ; il est donc de votre devoir, madame, de veiller à ce qu'aucun article qui critique le peuple juif ne paraisse dans votre mensuel. Quoi qu'il en soit, je tenais à vous informer que mon comité ne tolérerait plus de tels agissements de la part du *Monde diplomatique*. En conséquence, si vous ne cessez pas immédiatement, le CPJ lancera une grande campagne contre votre journal (avec édition d'un rapport, dénonciation dans les médias, etc.) et demandera à la communauté juive de le boycotter [...] ¹¹⁰² »

Historiens et sociologues des médias décrivent le processus de dépolitisation de la presse occidentale, au cours des 19^e et

¹¹⁰¹ 06.85, 25.

¹¹⁰² 06.86, 6.

20^e siècles, comme celui d'une intégration progressive de différents publics pensés jusqu'alors dans une perspective antagonique, selon leurs appartenances à un groupe social¹¹⁰³. Selon cette perspective, l'inclusion des « tiers » (auparavant décrits et stigmatisés comme « bourgeois », « patronat », « communistes », « ouvriers »...) est intrinsèquement liée à l'extension du capitalisme marchand : pour vendre plus ou toucher le plus grand nombre d'individus, les médias doivent se plier à la « nécessité [...] de ne pas s'aliéner des lecteurs [...] potentiels [LEMIEUX, 2000 : 370]. Comme le souligne J. LE BOHEC [2000 : 83], « [...] le parti pris trop évident d'un rédacteur ou d'une rédaction en faveur d'une cause tend à opérer une discrimination du public en fonction du critère de la proximité avec cette cause, ce qui diminue son étendue et obère la rentabilité de l'entreprise de presse. Plus la cause est explicite, moins il y a de consommateurs [...]. Ce n'est qu'en masquant progressivement ses partis pris, en les euphémisant, que certains groupes de presse réussissent à perdurer sur le marché ». Or, à lire les prises de position des collaborateurs du journal ou encore les piques ironiques de Claude Julien à l'égard des « masochistes » qui lui expriment leur mécontentement, on est bien loin de l'arène diplomatique pacifiée des débuts. Non seulement certains segments du lectorat sont exclus, mais cette éviction est mise en parallèle, par Claude Julien, avec l'augmentation des ventes. Faut-il voir pour autant dans Claude Julien ou Ignacio Ramonet l'incarnation contemporaine du « publiciste » du 19^e siècle qui, selon E. NEVEU, « [...] parle au nom d'une idéologie, d'une classe [...] [et] s'adresse non à un public potentiellement universel mais aux membres d'un groupe social, aux soutiens d'une sensibilité politique [...] » [NEVEU, 2002 : 257] ? Il faudrait pour ce faire que les articles des journalistes du *Md* tracent les contours d'un référentiel collectif, d'un « nous » identitaire susceptible de s'opposer à un « eux » auquel est imputé la ou les responsabilités d'une injustice. Et l'on constate bien en ce sens que les courriers cités précédemment écartent des personnes à l'identité politique présentées implicitement comme extrémiste : thuriféraires du

¹¹⁰³ SCHILLER, 1979 ; LA HAYE, 2005/1985 : 18 ; LEMIEUX, 2000 : 370-371 ; LE BOHEC, 2000 : 83 ; NEVEU, 2002 : 257.

Bélar ou du régime d'apartheid, soutien des régimes d'Europe de l'Est (en 1985) ou même représentants du Comité des intellectuels pour l'Europe des libertés après la publication du dossier consacré au tiers-mondisme¹¹⁰⁴. Néanmoins, on a vu que la constitution d'un « nous » solidaire passait, dans le cas du *Md*, par l'enrôlement de catégories très larges et, en tout état de cause, dépourvu de consistance politique, au sens partisan ou syndical du terme. Le « bon » courrier, celui incarnant la parole du lectorat, émane dans les années 1970 et 1980 d'un homme jeune¹¹⁰⁵, diplômé en économie ou d'un institut d'étude politique, habitant parfois un pays d'Afrique du Nord ou subsaharienne mais, le plus souvent français. Il peut être également enseignant-chercheur ou, plus rarement, militant associatif ou politique (et exclusivement, dans ce dernier cas, de pays du Sud : Maroc, Tunisie, Kurdistan...).

§3 – LES EXCLUS SILENCIEUX

Une figure discursive du lecteur demeure enfin absente des statistiques, du courrier et des Amis du *Monde diplomatique*. Claude Julien comme Ignacio Ramonet insistent à plusieurs reprises sur le fait que « [...] nos lecteurs sont notre meilleur soutien, nos meilleurs diffuseurs. Ils parlent autour d'eux du *Monde diplomatique*, le font connaître à leurs amis. Nous comptons sur eux beaucoup plus que sur toutes les techniques de marketing et de publicité [...]»¹¹⁰⁶. Mais ce rappel récurrent aux qualités idéales du « bon » lecteur, faisant preuve d'une « intense soif de connaître et une ferme volonté de comprendre¹¹⁰⁷ », omet le triple système de représentation mis en place par les journalistes du mensuel à partir de la fin des années 1960. Le citoyen-lecteur défend, d'abord, la cause du journal

¹¹⁰⁴ En 07.85, 23, quatre courriers défendent le colloque organisé par Liberté sans frontière.

¹¹⁰⁵ « Rentrant à l'instant d'un voyage de quatre semaines aux Etats-Unis, je tombe sur votre éditorial du mois d'août. Voilà déjà plusieurs fois que je suis en accord avec vos éditoriaux, mais je n'avais jamais eu jusqu'ici pris le temps de vous écrire. [...] Lorsque je travaillais sur mon projet de thèse sur "Propagande et Idéologie" dans le cadre de l'I.E.P. de Grenoble [...] » [09.77, 22. Ce lecteur sera quelques années plus tard l'un des premiers correspondants locaux des Amis du *Monde diplomatique*].

¹¹⁰⁶ 10.88.

¹¹⁰⁷ *Ibid.*

lui-même¹¹⁰⁸, à l'image des ses « Amis » réunis en association. Le mensuel se présente, ensuite, comme le journal « [...] de la société en mouvement, de ceux qui veulent que le monde change¹¹⁰⁹ », et dont plus de 70% des lecteurs participent aux activités d'une ou plusieurs associations. Reste une troisième figure lectorale que les journalistes entendent représenter : « les désespérés, ceux qui n'y croient plus », les « exclus » du Nord et du Sud, « les élèves qui fréquentent des collèges préfabriqués », « les petits agriculteurs¹¹¹⁰ » ; bref : toutes les « victimes » des injustices, tous les destinataires indirects, forclos du « nous inclusif¹¹¹¹ », sur le sort desquelles les articles se penchent mois après mois, année après année. Cette figure lectorale est néanmoins nettement sous-représentée dans le mensuel. À la volonté d'être « attentif à toutes les disparités et contradictions sociales, aux déséquilibres aggravés qui démentent avec éclat les vertus supposées de la théorie néolibérale »¹¹¹² répond l'image de lecteurs dont, certes, le nombre s'accroît jusqu'en 2003, mais dont les caractéristiques sociales ne correspondent pas, ou peu, à celles de ces « désespérés¹¹¹³ » sur le sort desquels le journal entend attirer l'attention.

Ces lecteurs ne sont pas pour autant oubliés. Le courrier a pu à quelques rares occasions¹¹¹⁴ donner la parole à des lecteurs contestant au *Md* son rôle de dénonciateur, déniaient sa dimension représentative. Les extraits qui suivent laissent entrevoir les catégories qui, ici, réclament le droit à la parole. Un « lecteur occasionnel du *Monde diplomatique* [...], technicien en chauffage à Strasbourg », met ainsi en cause, en 1971, la légitimité du « psychologue et [...] sociologue inspecteur du travail ». Que fait-il, en effet ?

¹¹⁰⁸ « [...] Nous comptons sur leur mobilisation et leur solidarité pour défendre l'indépendance de notre journal et la liberté qu'elle nous garantit. La meilleure manière de nous soutenir étant de s'abonner sans tarder et d'abonner ses amis [...] » (Ignacio Ramonet, « De la qualité de l'information dépend celle du débat citoyen – Médias en crise », 01.05, 1).

¹¹⁰⁹ *Ibid.*

¹¹¹⁰ Claude Julien, « Le combat et l'espoir », *LMd*, décembre 1990, page 1, 18-19.

¹¹¹¹ Sur ce procédé rhétorique qui « [...] consiste à constituer une énonciation qui est attribuable à la fois à l'énonciateur et au destinataire [...], cf. VERON Eliséo, « L'analyse du "contrat de lecture"... », *art. cit.*, p. 215.

¹¹¹² Claude Julien, *ibid.*

¹¹¹³ *Ibid.*

¹¹¹⁴ On en a comptabilisé trois au total, de 1954 à 2008.

« [...] Il reste dans son bureau, lit le *Monde diplomatique*, est heureux de son sort, mais se garde bien de sortir trop souvent pour contacter le monde ouvrier, et en rentrant faire son rapport. J'aimerais que ceux qui écrivent sur la vie de l'ouvrier dans la société industrielle aient une expérience réelle du salarié, étudient ses problèmes, en écrivent les données en termes simples et que tout le monde puisse lire et comprendre, ce qui n'est pas le cas dans l'article en question. Cela sent le technocrate, le diplômé prenant l'avion pour enquêter vite et loin, et prouvant noir sur blanc ce qu'il ne faut plus faire pour que "... l'ouvrier ne demeure plus astreint à des sujétions que le progrès technique n'a pas encore été en mesure de suffisamment atténuer" (page 9)" [...] ¹¹¹⁵ ».

On retrouve seulement à deux autres reprises une telle remise en cause du discours expert au nom de l'appartenance à une catégorie opprimée. L'une, par la femme d'un routier, revendiquant « [...] quatorze années de vie commune dans la classe ouvrière [...] ¹¹¹⁶ ». L'autre par « [...] M. Amidu Magasa, enseignant-chercheur en manding à l'université de Paris III », critique à l'égard du « marxisme de cabinet » et du « marxisme de bibliothèques » de deux collaborateurs du mensuel.

« [...] On ne s'improvise pas du jour au lendemain spécialiste (de la gauche européenne) de l'apartheid... surtout quand on est français ! Et qu'il soit de droite ou de gauche, blanc ou noir, l'Africain doit penser par lui-même, sans procuration de quelque volonté de puissance que ce soit ¹¹¹⁷ ».

L'expression d'un contre-discours s'appuyant sur d'autres types de légitimités (« technocrate » *versus* « expérience réelle du salarié » ; « des mots et des mots » *versus* « je suis bien placée pour vous dire ¹¹¹⁸ », c'est-à-dire la mise en avant du

¹¹¹⁵ « Correspondance », 07.71, 11. L'auteur du courrier réagissait à un article publié en 06.71, 9, dans le cadre d'un dossier consacré à « L'ouvrier dans la société industrielle » (Pierre Bois [directeur régional du travail et de l'emploi au ministère du travail], « Conditions de vie – L'amélioration de la situation matérielle laisse apparaître de profondes dysharmonies dans les relations de travail ». Le dossier en question comportait notamment des articles d'André Barjonet, Henri Lefebvre et François Ceyrac, vice-président du CNPF).

¹¹¹⁶ « A propos du dossier consacré aux inégalités des revenus (le Monde diplomatique, avril 1975), Mme Maechling, de Strasbourg, nous écrit [...] » [05.75, 17].

¹¹¹⁷ « Correspondance – Apartheid, conscience de classe et conscience de race en Afrique du Sud », 12.77, 6

¹¹¹⁸ « L'introduction [au dossier consacré aux inégalités de revenus publié en 04.75] me laisse perplexe: "Cette politique globale ne pourra être corrigée, renversée, que le jour où les victimes se montreront capables de faire la synthèse des deux faces inséparables

témoignage personnel au détriment d'un discours présenté comme surplombant ; « Français » *versus* « Africain ») reste cependant très minoritaire dans le mensuel.

Si l'on suit L. BOLTANSKI [1990 : 337 *sq.*], un dénonciateur peut n'avoir 1/ aucun lien avec la victime ; 2/ lui être associé dans une relation militante (comité de soutien) ; 3/ lui être associé dans une relation professionnelle ou amicale ; 4/ appartenir à la même famille ; 5/ être la victime lui-même, en tant qu'individu fait cause ; 6/ être la victime lui-même, en tant qu'individu singulier. À un extrême, une victime défendant sa cause en son nom propre doit effectuer une opération de montée en généralité, soit en adossant sa plainte à un dispositif juridique, soit en liant son cas à celui d'autres victimes du même type (mise en catégorie). À l'autre extrême, un dénonciateur éloigné (géographiquement ou socialement) de la victime qu'il défend doit pouvoir justifier, au nom de principes supérieurs communs, de sa légitimité à parler au nom de la victime. On le voit dans les exemples cités *supra*, la « disqualification du cautionnement » passe ici par la « diminution de l'altérité » entre le dénonciateur (le *Md*) et le persécuteur (« les Français ») [*ibid.* : 285]. Dans cette perspective, qu'est-ce que le *Md*, si ce n'est un journal publié en France (ancienne puissance colonisatrice), dirigé par des Français, s'adressant à un public non seulement majoritairement français, mais issu qui plus est de la bourgeoisie intellectuelle ?

Le travail de représentation des « personnes licenciées », des « pauvres », des « hommes et [des] femmes des cités¹¹¹⁹ », des « villages palestiniens [...] restés sans eau¹¹²⁰ », des « intouchables » indiens¹¹²¹ ou, plus largement, du tiers-monde

d'une même action : contre les injustices l'intérieur de leur propre société, contre les injustices dont celles-ci se rend coupable à l'encontre d'autres sociétés plus pauvres." Je suis mariée à un homme, qui est routier T.I.R. (transports internationaux routiers) depuis deux ans [...] : ça fait quatorze années de vie commune dans la classe ouvrière, et je suis bien placée pour vous dire que cette phrase-là ne tient pas debout, ce sont des mots et des mots et c'est un scandale. C'est trop facile de dire aux exploités : débrouillez-vous, c'est votre affaire, alors que c'est tout un système économique basé sur l'exploitation qui les maintient volontairement sous-développés et impuissants à réagir [...] » (05.75, 17).

¹¹¹⁹ Article de Noëlle Burgi (« Travail, chômage, le temps du mépris », 10.07) choisi en mille.

¹¹²⁰ T.D. Allman, « Les Palestiniens dans l'état – Une citadelle imprenable ? », 04.77.

¹¹²¹ Vijay Singh. « Violence de classe, au-delà des castes - La guerre contre les pauvres dans les campagnes indiennes ». 05.82.

passé en effet par quatre dispositifs, qui a pour but de contrebalancer les effets d'éloignement entre le dénonciateur et les victimes. Pour légitimer sa compétence à prendre la parole, le journal peut tout d'abord s'appuyer sur le nombre important de collaborateurs étrangers, écrivant sur leur pays d'origine. Comme l'expliquait Claude Julien dans les colonnes du mensuel *Cimade Information* en 1985, « [...] une chose est un reportage publié dans un journal français sur l'Inde, tout autre chose est de donner la parole à un écrivain, un artiste, percevant les réalités de son problème et qui en donne une vision toute différente. [...] C'est une forme de journalisme toute autre que celle qui est pratiquée généralement [...] »¹¹²². Ce sont ensuite les éditions en langue étrangère qui lui permettent d'enrôler les lecteurs extra-européens. Gérer par des journalistes locaux, écrits dans la langue du pays de publication, ces éditions jouent fortement dans l'image internationale du journal. Dominique Vidal, rédacteur responsable de la supervision des éditions étrangères, déclarait ainsi en 2005 que certaines étaient lancées et poursuivies à perte, la volonté symbolique de maintenir le titre dans des pays symbole – la Palestine, par exemple – étant plus importante que les bénéfices escomptés¹¹²³. Troisième dispositif, « l'opération lecteurs solidaires », initiée en octobre 1987, et destinée, comme le rappelait Ignacio Ramonet en 1992, « [...] à servir gratuitement des abonnements à des institutions, bibliothèques, universités de pays du tiers-monde qui limitent strictement les sorties de devises [...] »¹¹²⁴. Dans les mois qui suivent son lancement, des encarts font état des sommes envoyées par les lecteurs, de la composition du « comité » amené à choisir « [...] les bibliothèques, centres de recherche,

¹¹²² Claude Julien. « Montrer les dimensions humaines des problèmes économiques ». Entretien réalisé par Bruno Ronfard et Jean-François Fouré. *Cimade information*, n° 10. Novembre 1985. P. 8-10.

¹¹²³ Les éditions étrangères sont indépendantes financièrement du *Monde diplomatique* SA.

¹¹²⁴ Ignacio Ramonet, « Une volonté de savoir », 10.92, 1. Le directeur ajoutait que, « [...] depuis cinq ans, comme on peut le constater chaque mois [...] la générosité et la solidarité de nos lecteurs sont demeurées constantes. Au point que nous avons élargi ce service solidaire aux pays de l'Europe de l'Est et à ceux de l'ancienne Union soviétique qui, en retrouvant la liberté, ont enfin accès à la presse internationale mais n'ont pas toujours les moyens de l'acquérir. Grâce à vos dons, nous servons actuellement 273 abonnements en Afrique, 98 en Amérique latine, 21 en Asie et 93 en Europe de l'Est et ex-URSS [...] ».

universités, instituts, regroupements associatifs, organisations humanitaires, etc. auxquels nous pourrions envoyer gratuitement notre journal [...]»¹¹²⁵. Dans ce dernier cas cependant, c'est plus la figure lectorale du donateur que celle du receveur qui est mise en avant¹¹²⁶. Ce dernier n'apparaît quasiment pas¹¹²⁷.

On retrouve un cas de figure assez similaire avec les tentatives de création, au sein des Amis du *Monde diplomatique*, d'associations de lecteurs dans les « pays du Sud ». Le dispositif de médiation est ici un peu différent des précédents, car il échappe en grande partie aux rédacteurs du mensuel. Les premiers groupes à être créés le furent dans l'espace francophone européen (Suisse romande, Belgique puis Luxembourg) et québécois. À partir de 2002, plusieurs groupes sont constitués au Sénégal, en Côte d'Ivoire, à Haïti ou à Madagascar, sous l'impulsion parfois de Français expatriés ou, le plus souvent, de Christophe Wargny, membre actif puis membre fondateur du conseil d'administration. Ce dernier, ancien éditeur, ancien conseiller du président Aristide, professeur au CNAM, multiplie les contacts avec des lecteurs du mensuel à l'étranger. Comment ne pas soutenir en effet la création de tels regroupement, alors la vocation de l'association est, à l'image de celle du journal, « surtout internationale et mondiale¹¹²⁸ » ? Cependant, à partir de 2004, le statut de ces groupes commence à poser un problème financier à l'association française. Celle-ci, qui est la seule en

¹¹²⁵ « Lecteurs solidaires », 12.87, 25 ; voir également 01.88, 27.

¹¹²⁶ « *Etudiant en histoire à Paris-VII, M. Fabien Augier nous fait part de sa décision de s'abonner, et il ajoute : Lecteur de votre mensuel depuis très peu de temps, sur les conseils d'un ami, la découverte de votre existence et des valeurs qui sont les vôtres a agi sur moi comme une véritable révélation. Même si des désaccords, inévitables dans la confrontation des idées, surgissent parfois, je vais m'employer ardemment à vous faire de nouveaux lecteurs et de nouveaux abonnés. Je n'ai pas actuellement les moyens de contribuer à votre opération "Lecteurs solidaires" mais je le ferai dès que possible...* », 05.89, 2.

¹¹²⁷ Une exception, un courrier publié en 09.90, 2, « Du fond de l'Afrique » : « M. Hamuli Kabarhuza, coordinateur d'Actions pour le développement intégré au Kivu (Zaïre), bénéficie de notre mouvement "Lecteurs solidaires". Il nous écrit : Je ne sais pas si vous avez déjà essayé de nous localiser sur une carte de l'Afrique : nous sommes vraiment à l'intérieur du continent africain, dans un pays dont les dirigeants nous ont, pendant longtemps, coupé l'accès aux médias internationaux. Alors vous comprendrez que, pour nous, les numéros du Monde diplomatique que nous recevons sont en quelque sorte le signe que le monde ne nous oublie pas. »

¹¹²⁸ José Vidal-Beneyto (troisième président des AMD, après Claude Julien et Riccardo Petrella), intervention orale lors de l'assemblée générale du 24 mai 2003. Notes personnelles.

droit à détenir les actions du Monde diplomatique S.A., attribue chaque année une somme d'argent forfaitaire à chaque groupe local ainsi qu'aux associations nationales. Or, les besoins financiers et logistiques des « groupes du Sud » sont autrement plus pressants que ceux du « Nord »... Que répondre à ces demandes parfois urgentes, formulées soit par mail, soit publiquement par le biais de Christophe Wargny, qui « pilote » l'activité « Solidarité Sud » ? C'est principalement sous la forme d'une solidarité Nord-Sud que s'expriment le rapport aux groupes africains ou caribéens.

« Solidarité SUD 2004 – Pour des AMD plus au Sud

L'année 2004 a permis d'étendre au Sud, plus lentement qu'en 2003, le réseau des groupes AMD. La plupart des groupes sont devenus (ou vont devenir) des associations de droit local : Bénin, Brésil (Londrina), Burkina, Cameroun [...]. La création d'une cotisation à 1 euro (étudiants et chômeurs) à partir de 2003 a facilité les implantations. [...] Même si certains groupes ont pu trouver d'autres sources d'aide ou de financement, notre budget reste toutefois insuffisant pour faire face aux besoins. Les groupes n'ont pas de ressources propres mais des programmes ambitieux : réunions-débats, émissions radio, séminaires, publications [...], espaces de lecture (Diplo + Manière de Voir + cédérom + autres publications) parfois ouverts à d'autres publications (Alternatives économiques, Politis, La Vie...) [...]... La liste n'est pas close, mais la demande est énorme.

[...] Pour faire face au fonctionnement et aux projets des groupes-associations, qui disposent de peu de recettes locales, il nous faudrait couvrir des besoins en équipement et en fonctionnement, supérieurs au budget 2004.

[...] Un consensus s'est dégagé pour la création d'un fond de solidarité Sud, à l'instar de "Lecteurs solidaires" du Diplo. Ce fond, Soutien aux amd Sud, alimenté par les adhérents qui le désirent, sous forme d'apport supplémentaire (lors du paiement de la cotisation, par exemple), pourra donner des moyens supplémentaires.

[...] Si "un autre monde est possible", il doit commencer par une modification des termes de l'échange. L'échange global et,

bien sûr, l'échange à notre niveau. Le plus de solidarité possible avec les groupes du Sud [...]»¹¹²⁹.

Moins que la décision finale (les groupes étrangers ne toucheront finalement plus de subventions à partir de 2005), c'est l'absence de représentation directe de ces « groupes du Sud » qu'on retiendra ici. En effet, ces lecteurs du « Sud » ne participent directement à aucun moment des discussions¹¹³⁰ ou des débats. À chaque fois, ce sont les représentants du « Nord » et, notamment, des groupes francophones (Luxembourg, Canada et Suisse) ou Christophe Wargny lui-même, qui prennent la parole pour protester contre les nouvelles conditions qui leur sont faites. Le problème posé par le déficit de représentativité de l'« Autre » aidé, pour reprendre le vocabulaire d'A. COLLOVALD [2002], se retrouve enfin à un autre niveau, interne aux groupes locaux de l'association des AMD. Dans ce cas, que l'on abordera en détail *infra*¹¹³¹, c'est le problème posé par l'absence ou la faiblesse du nombre d'adhérents et de lecteurs « issus des classes populaires¹¹³² », de femmes ou encore des « jeunes », qui est saillant.

« Quand on est jeune et de gauche, on le lit ! »

En mai 2004, au moment de la célébration du cinquantenaire du mensuel, une des permanentes de l'association m'a demandé si je voulais bien accepter de répondre aux questions d'une journaliste de la radio *Le Mouv'*. Je n'avais alors commencé mon travail de terrain à la délégation de l'association que depuis quelques semaines seulement. Il se trouvait cependant que j'étais un des seuls « jeunes » Amis que les permanents connaissaient et/ou avaient à disposition rapidement. J'ai accepté le rôle que l'on me demandait de jouer et ai répondu aux questions posées par téléphone, me faisant moi-aussi porte-parole de ces « jeunes » lecteurs¹¹³³. Rendant compte d'un débat organisé le 4 mai 2002 par le groupe local de Belfort, le secrétaire général des AMD, Gilbert Haffner,

¹¹²⁹ Christophe Wargny. « Rapport d'activité "Solidarité Sud" ». Document transmis aux adhérents pour l'assemblée générale du 11 juin 2005.

¹¹³⁰ Principalement la séance du conseil d'administration du 27 avril 2004, et la réunion des correspondants des groupes étrangers du 07 mai 2004.

¹¹³¹ Voir le chapitre 8.

¹¹³² Cette question a été abordée à plusieurs reprises lors de l'assemblée générale du 24 mai 2003, à l'UNESCO.

¹¹³³ Voir également l'article publié par *Libération* lors des mêmes événements : « Prenez une belle brochette d'étudiants de Sciences Po. Demandez à cette future élite ce qu'elle pense du Monde diplomatique, et voilà les réponses qui fusent. [...] » (Catherine Mallaval. « Quand on est jeune et de gauche, on le lit ! ». *Libération*, 07.05.2004. En ligne : www.liberation.fr/medias/0101488009-quand-on-jeune-et-de-gauche-on-le-lit [consulté le 04.04.2008]).

écrivait encore qu' « une action semble prioritaire pour la plupart [des adhérents] : intéresser les jeunes à nos activités et au-delà à l'engagement politique et social [...]»¹¹³⁴.

« Le deuxième sexe du journalisme »

En 07.98, 24-25, un article de Florence Baugé dressait un constat critique de la place des femmes dans la profession journalistique. L'auteur remarquait à ce titre « [...] quant au *Monde diplomatique* (qui a eu pourtant une rédactrice en chef entre 1981 et 1993), [que] ses lecteurs sont des hommes dans une proportion d'environ 70%... [...] ». Une note justificative, ajoutée par la rédaction, précisait : « ils étaient 74, 7% en 1991. Relation de cause à effet, sans doute : en 1996, le nombre d'articles écrits et signés par des hommes dans les colonnes du *Monde diplomatique* s'élevait à presque 89%. En 1997, on constatait un très léger progrès : 86% étaient signés par des hommes ». Qui plus est, un courrier publié en 11.98, 2 mettait en scène une lectrice s'appuyant sur cet article pour condamner la formulation de certaines questions posées dans l'enquête aux lecteurs de 1998 : « J'ai, en particulier, noté dans cet article la remarque sur le contenu de la presse française : "La presse française ne reflète pas l'évolution de la société ni ses réelles préoccupations, et semble loin d'en avoir conscience. Elle est restée en partie figée à l'époque où les femmes ne votaient pas, ne travaillaient pas, ne faisaient pas d'étude et lisaient très peu les journaux..." En poursuivant la lecture de ce numéro, je suis arrivé à la page "Enquête auprès de nos lecteurs". Là, j'ai lu avec surprise que, dans la rubrique "Qui êtes-vous" apparaissent comme questions "Quelles est votre catégorie professionnelle et celle du chef de famille ?", puis "Êtes-vous chef de famille ?". Pour moi, "chef de famille" fait référence à une notion de famille où la femme ne travaille pas (ne vote pas ? ne fait pas d'études ? ne lit pas les journaux ?), et vos questions me semblent totalement décalées par rapport au mode de vie dans notre société. Dans son article, Florence Baugé signale que 70% de vos lecteurs sont des hommes. Peut-être que le type de question que vous posez n'incitent pas les femmes à répondre. Pour ma part, je n'ai pas répondu. Je suis incapable de savoir si je suis "chef de famille" ou pas ! »

¹¹³⁴ Gilbert HAFNER. 2002 (juin). « À l'Est, du nouveau... ». *Salut l'Ami du Monde diplomatique*, n° 3. P. 3.

SECTION 4 – DE L'AUTRE COTE DU MIROIR. LE *MONDE DIPLOMATIQUE* : EN HAUT, A GAUCHE ?

On vient de décrire des dispositifs de représentation du lectorat mis en place par les trois principaux médiateurs que sont les journalistes, la régie publicitaire et les membres des AMD. Si l'on suit la perspective esquissée par les « sociologues des médiations », le travail peut s'arrêter là – pour autant bien sûr que l'on ait couvert l'ensemble de ces dispositifs, que l'on ait pu décrire dans leur totalité les chaînes de médiation des lecteurs du *Md*. Sur le fond, cette perspective dénie au public une existence « réelle », c'est-à-dire indépendante du regard qui, en leur accordant attention, contribue à les faire advenir. Ce qui est appréhendé ne serait jamais que l'expression stabilisée (par la statistique, par le courrier, par la publicité...) d'une « [...] fiction entretenue par ceux qui parlent en son nom [le public], ceux qui l'étudient, ceux qui cherchent à le constituer, ceux qui entendent le protéger par des régulations ». « Etres de papier », les publics ne seraient dès lors « pas susceptible[s] de parole, mais seulement de prosopopée » [DAYAN, 1998 : 180]. Ce dernier auteur propose par ailleurs d'étudier les manières dont les publics se constituent eux-mêmes quand, par exemple, des téléspectateurs imaginent subjectivement d'autres téléspectateurs en train de regarder le même programme et pensent ressentir ou vivre les mêmes choses qu'eux. D'observer, en quelque sorte, le public « spéculaire », qui se représente et se crée donc lui-même, en mobilisant une « ethnographie des modes d'auto-reconnaissance des spectateurs¹¹³⁵ ». Quelle place accorder à l'observateur dans une telle démarche de recherche ? Si l'on en suit la démonstration de C. MEADEL, celle d'une extériorité radicale vis-à-vis de l'objet d'étude. Seule vaut l'étude des médiations¹¹³⁶ : « [...] ici, de façon peut-être plus évidente encore

¹¹³⁵ DAYAN, 1998 : 182. Cette perspective est également développée dans DAYAN, 2000 : 429, où le fait d'être un téléspectateur signifie « entrer en interaction avec un "contrechamp", constitué de tous ceux qui regardent simultanément la même image télévisuelle ou, plus exactement, de tous ceux dont on imagine qu'ils le font ».

¹¹³⁶ « [...] ce n'est pas le sociologue qui définit les objets, ce sont les acteurs qui lui représentent les réseaux de médiations, *a priori* indéfinis, que seuls leurs efforts de fixation, de rationalisation, d'objectivation, donnent un principe pour arrêter, lorsque

qu'ailleurs, le travail du sociologue ne peut consister à opposer ses contre-mesures objectives aux mesures intéressées des acteurs. Le caractère dérisoire de cette prétention positiviste n'apparaît nulle part mieux que devant les professionnels des médias, car la confrontation entre le sociologue et l'acteur qu'il observe tourne à la débâcle du premier dès qu'il s'agit de comparer les moyens et les instruments donc disposent l'un ou l'autre pour mesurer le social... [...] » [MEADEL, 1986 : 58-59]. Prendre le risque de la « débâcle », *i.e.* du tournant réaliste, c'est pourtant ce que l'on va s'efforcer de faire à présent.

Comme le suggère le compte rendu d'observation précédent (« Quand on est jeune et de gauche, on le lit ! »), mon implication dans l'association des lecteurs du *Md* a parfois dépassé la posture d'extériorité radicale prônée par les sociologues de la médiation. Cette implication m'a conduit, certes de manière très occasionnelle, à participer activement à certaines activités. Suivre plusieurs groupes durant deux ans, interroger certains des membres les plus actifs, jeter un regard rétrospectif sur les archives de l'association : tout cela ne donne certes pas à l'observateur extérieur l'ampleur du regard et des connaissances acquises notamment par les permanents de l'association, en poste depuis 1996, de Maurice Lemoine, journaliste qui trie le courrier chaque mois depuis plus de dix ans, ou de la régie publicitaire, habituée à manipuler chiffres, diagrammes et statistiques¹¹³⁷. On n'en proposera pas moins une autre « mesure du social » dont l'intérêt réside justement dans la possibilité de confronter l'ensemble de ces procédures de médiations. Bien souvent, en effet, ces médiations et système de représentation n'ont pas de passé : ils sont là, sans que les acteurs aient encore souvenir ou conscience des enjeux dont elles sont le produit.

§I – À LA PLACE DU *MONDE*. SOCIOGRAPHIE DES LECTEURS DU *MONDE DIPLOMATIQUE*.

Comment analyser de manière interne les données statistiques dont on dispose sur le lectorat du *Md*? On a déjà souligné que la logique de leur production répondait à des intérêts parfois totalement opposés (lecteur « engagé » *versus* lecteurs « consommateur », par exemple). Pour les mettre en valeur, on a dressé de manière artificielle, sur un même tableau, des données recueillies à des époques différentes et par des agents différents.

deux acteurs se sont mis d'accord sur une mesure qui les intéresse tous les deux [...] » [MEADEL, 1986 : 58]

¹¹³⁷ L'enquête menée chaque année par l'AEPM (

Comparaison des caractéristiques sociodémographiques des lecteurs du *Monde diplomatique*

	1. Enquête SOFRES 30000 (1985)	2. Enquête CSA (1998) (acheteurs au numéro). N = 200	3. Enquête CSA (1998) (abonnés). N = 305	4. Enquête AEPM (2002) ¹¹³⁸	5. Enquête IPSOS Cadre actif (2004) ¹¹³⁹	6. Enquête menée auprès des lecteurs désabonnés depuis moins de 3 ans (2005). N = 202
Hommes	69, 7%	70%	77%	61,6%	58,2%	59%
Femmes	30, 3%	30%	23%	38,4%	41,8%	41%
Total sexe	100%	100%	100%	100%	100%	100%
15-24 ans	27, 9% ¹¹⁴⁰	15%	6%	19,2%	17,6%	?
25-34 ans	31, 1%	26%	21%	19 %	17,7%	45%
35-49 ans	27, 5%	40%	34%	30,6%	31,3%	
50-64 ans	13, 5%	14%	21%	23,1%	25,7%	?
65 ans et plus		5%	18%	8,1%	7,8%	?
Total âge	100%	100%	100%	100%	100,1%	?
Primaire	4%	1%	4%	1,9%	1,4%	?
Secondaire (sans baccalauréat)	17, 4%	6%	7%	14, 1%	21,7% ¹¹⁴¹	?
Secondaire (avec baccalauréat)	-	4%	8%			[compris dans les bac et bac + 2]
Technique ou professionnel	10, 8%	3%	5%	14,1%		?
Bac + 1	67, 8% ¹¹⁴²	2%	4%	7,0%	22,1%	30% ¹¹⁴³
Bac + 2		7%	9%	14,9%		
Bac + 3		14%	11%	11,5%	54,8%	
Bac + 4		19%	16%	36,5% ¹¹⁴⁴		
Bac + 5		45%	35%			
NSPP	-	-	1%	-	-	?
Total niveau d'étude	100%	101%	100%	100%	100%	93%
Agriculteurs	-	-	1%	-	-	?
Artisan, commerçant, chef d'entreprise (- de 10 salariés)	4, 6% ¹¹⁴⁵	4%	3%	2,8%	3,8%	?
Cadre, profession libérale, profession intellectuelle supérieure	36, 7% ¹¹⁴⁶	49%	40%	33,1% ¹¹⁴⁷	29,3%	?
Profession intermédiaire/Cadre moyen	21, 2% ¹¹⁴⁸	23%	15%	17%	22,8%	?
Employé	14, 5%	8%	10%	8%	7%	?
Ouvrier	6, 3% ¹¹⁴⁹	1%	3%	4,4%	8%	?
Étudiant, lycéen	-	8%	3%	20,3% ¹¹⁵⁰	16,6%	?
Chômeurs	-	- ¹¹⁵¹	-	2,9%	- ²⁴	?
Retraité	-	5%	23%	9,9%	11,7%	19%
Autre inactif	14, 1% ¹¹⁵²	2%	1%	1,6%	2,5%	?
Total CSP		100%	99%	100%	101,7%	?

¹¹³⁸ « Enquête réalisée sur la base de 2 échantillons : 16 106 individus âgés de 15 ans et + ; 3841 individus appartenant à des foyers où le chef de foyer exerce une activité "Affaire et cadre" ou "Professions Intermédiaires" [...] en face à face à leur domicile. [...] ».

¹¹³⁹ « Enquête réalisée sur la base d'un échantillon de 7005 individus [dirigeants, cadres et professions intermédiaires] interviewés par téléphone sur le lieu de travail [...] ».

¹¹⁴⁰ « 4, 8 % ont de 15 à 17 ans, 10, 7 % de 18 à 20 ans et 12, 4 % de 21 à 24 ans » (Claude Julien, « Qui sont les lecteurs du Monde diplomatique ? », 11.85, 25.

¹¹⁴¹ Dont 7, 5% niveau « Collège, CAP, BEP ».

¹¹⁴² Chiffre comprenant les titulaires du baccalauréat.

¹¹⁴³ Chiffre comprenant les titulaires du baccalauréat.

¹¹⁴⁴ Dont « grandes écoles » 7, 6%.

¹¹⁴⁵ « Petits patrons ».

¹¹⁴⁶ « Affaire cadre ».

¹¹⁴⁷ Y compris les « instituteurs et assimilés » (3, 1%). « Professeur », « Profession scientifique » et « instituteurs et assimilés » représentent au total 11, 5%.

¹¹⁴⁸ « Professions intermédiaires ».

¹¹⁴⁹ « Ouvriers qualifiés ».

¹¹⁵⁰ Y compris « stagiaires pour une durée inférieure à 6 mois ».

¹¹⁵¹ La rubrique « Chômeur » n'apparaît pas dans le questionnaire.

¹¹⁵² Correspond dans cette enquête de 1985 à la catégorie « inactifs ».

Salariés du secteur public ou nationalisé	?	54%	-	31,6%	-	44%
Salariés du secteur privé	?	37%	-	34,2	-	44%
NSPP	?	13%	-	-	-	?

Il y aurait beaucoup à dire sur les modalités de construction d'un tel tableau, qui met en vis-à-vis des données différentes en valeur absolue, et dont les catégories mêmes (notamment professionnelles) ont changé d'intitulé. Produites à des moments parfois fort éloignés, elles agrègent des lecteurs selon des logiques variées, comme en témoigne l'enquête de 2005 sur les « désabonnés », pour laquelle on ne dispose que de catégories très lâches (« CSP+ », « CSP = », « CSP- », « Enseignants »). Avec toutes les précautions qu'impose de tels regroupements, on insistera sur trois points.

La structure par âge révèle tout d'abord une différence très importante entre l'enquête de 1985 et celles qui ont suivi. Comme le faisait remarquer Claude Julien en 1985, « [...] les lecteurs qui découvrent le journal sont très jeunes [...] ; « ces jeunes lecteurs restent fidèles au journal après leur entrée dans la vie professionnelle [...] »¹¹⁵³. Ce que cette donnée révèle, c'est la force d'attraction de plus en plus importante qu'exerçait le mensuel sur les jeunes et, en particulier, les étudiants, au début des années 1980. Force dont le courrier des lecteurs a pu alors se faire l'écho¹¹⁵⁴. Toutes choses égales par ailleurs – c'est-à-dire en tenant compte de la différence de périodicité, du nombre de lecteurs touchés et, bien sûr, de l'époque considérée –, le schéma d'accroissement du mensuel est très semblable à celui du journal *Le Monde* qui, dans les années 1960 et, surtout, début 1970 est, selon Patrick Eveno, le « journal des diplômés de l'enseignement supérieur ». Dans le quotidien,

« [...] les diplômés de l'enseignement supérieur dépassent les 50 % des lecteurs entre 1968 et 1975, et atteignent 55 % des lecteurs en 1976. En 1971, 684 000 des 1 365 000 lecteurs du *Monde* [soit 50 %] sont diplômés de l'enseignement supérieur. *Le Monde* est donc un quotidien lu principalement par des diplômés et des actifs de haut niveau. Quelle que soit la méthode employée, le lectorat du *Monde* se recrute presque exclusivement dans les

¹¹⁵³ « Qui sont les lecteurs du *Monde diplomatique* ? », article cité, II.85.

¹¹⁵⁴ À titre d'exemple illustratif, on peut citer ce courrier publié en 09.77, 22 : « Rentrant à l'instant d'un voyage de quatre semaines aux Etats-Unis, je tombe sur votre éditorial du mois d'août. Voilà déjà plusieurs fois que je suis en accord avec vos éditoriaux, mais je n'avais jamais eu jusqu'ici pris le temps de vous écrire. Rien de plus pernecieux, en effet, que le "capitalisme à visage humain" et, au moment où tant d'hommes de gauche semblent succomber au réformisme de M. Carter "défenseur des droits de l'homme", il est bon que vous rappeliez ses origines. Lorsque je travaillais sur mon projet de thèse sur "Propagande et Idéologie" dans le cadre de l'I.E.P. de Grenoble, et que je dépouillais systématiquement le *Petit Dauphinois*, j'ai trouvé des éditoriaux retentissants à propos de Roosevelt [...] ». Cet homme, avocat, sera par ailleurs l'un des premiers correspondants locaux de l'association des Amis du *Monde diplomatique*, en 1996. On retrouve ici un itinéraire modal : études supérieures (doctorat, non terminé), expérience de l'étranger, absence de mention à un engagement politique d'extrême gauche.

catégories "affaires et cadres supérieurs", "cadres moyens et employés", et "inactifs" [comprenant alors les étudiants] [...] ¹¹⁵⁵ ».

On retrouve une structure similaire à celle du quotidien de la première moitié des années 1970 au niveau de l'âge et de la répartition géographique. À partir de 1968, « le *Monde* connaît un rajeunissement de ses lecteurs [...], année où la part des 15-24 ans passe de 23 à 30 % du total des lecteurs » [EVENO, 2004 : 257]. En 1985, la part de ces 15-24 ans est de 28 % pour le *Md*. Enfin, la répartition géographique des lecteurs est, à dix ans d'intervalle, tout à fait similaires, dans la mesure où les lecteurs « [...] vivent ou travaillent dans les grandes agglomérations françaises » [EVENO, 2004 : 253]. Comme le rappelle Claude Julien, plus de 50 % des lecteurs du mensuel habitent à Paris ou dans sa banlieue. Au total, il apparaît donc probable que le *Md* ait capté une partie des lecteurs du quotidien – processus de captation qui a pris soit des traits cumulatifs (de plus en plus de lecteurs du *Monde* lisant le *Md*, même si les lecteurs du quotidien étaient de moins en moins nombreux dans les années 1980) soit, de manière moins probable, exclusifs (des lecteurs du *Monde* le quittant pour lire plutôt le mensuel). Tout se passe comme si, à la captation de l'héritage symbolique du *Monde* de la grande époque – celle des années 1960-1970 – par Claude Julien répondait une sorte de prélèvement du cœur historique du lectorat du quotidien.

§2 – « NOYAU DUR » VERSUS « OCCUPES »

Quelle que soit l'enquête considérée, on observe en second lieu que la tranche des 15-24 ans est aujourd'hui nettement plus restreinte. On assiste à un phénomène de vieillissement du lectorat, les 50 ans et plus représentant aujourd'hui, selon les statistiques disponibles, de 19 % (acheteurs au numéro, 1998) à 39 % (abonnés, 1998) du lectorat, contre 13,5 % en 1985. À ce vieillissement semble s'ajouter en outre un phénomène de féminisation du lectorat. Si l'enquête de 1998 révèle en effet que si le taux de féminisation s'échelonne de 23 % à 30 %, les données disponibles pour les années 2000 témoignent d'une nette diminution des pourcentages de lecteurs masculins. Un tel écart est bien visible si l'on se réfère aux enquêtes

¹¹⁵⁵ Eveno, 2004 : 256. *sq.*

commanditées par l'AEPM¹¹⁵⁶, où le taux de lectrices peut monter jusqu'à 44 % certaines années.

	AEPM 2002-2003 (juin-juil.)	AEPM 2003-2004 (juin-juil.)	AEPM 2004 (jan.- déc.)	AEPM 2004- 2005 (juin- juil.)	AEPM 2005 (jan.-déc.)
Hommes	60, 3%	58, 1%	55, 9%	57, 4%	55, 9%
Femmes	39, 6%	41, 8%	44%	42, 6%	44%
Foyer AB+	59, 2%	57, 9	59, 2%	59, 5%	56, 1%
Valeur absolue de la population (en millier ¹¹⁵⁷)	1620	1588	1638	1676	1584

Une comparaison entre deux populations *a priori* proches, les abonnés de 1998 et les désabonnés de 2005, révèle également une nette disparité : 77 % d'hommes pour les premiers, contre 59 % pour les seconds. Il paraît toutefois que cette féminisation accrue corresponde plus à un biais liés à l'échantillon qu'à une véritable évolution.. En effet, on butte ici sur une difficulté liée aux conditions mêmes de passation du questionnaire et à la taille de l'échantillon retenu. L'enquête de 1998, sur laquelle Ignacio Ramonet s'appuie pour définir le « lecteur engagé », concerne plus de 500 lecteurs dont une partie (les acheteurs au numéro) ont renvoyé un questionnaire inséré dans le mensuel. Les abonnés ont quant à eux accepté de répondre par téléphone à

¹¹⁵⁶ Créé en 1956 par des titres de presse, le Centre d'étude des supports publicitaires (CESP) avait pour objectif de mener les enquêtes d'audience pour les titres quotidiens, hebdomadaires et mensuels. En 1993, il se scinde en deux : l'Euro-PQN-PQR prend en charge la presse quotidienne ; l'AEPM (Audiences et études de presse magazine, un groupement d'intérêt économique, aujourd'hui nommé Association pour la presse magazine, APPM) la presse non quotidienne. L'enquête AEPM, commanditée à des instituts de sondage, est menée durant douze mois, soit de janvier à décembre, soit de juin à juillet. Elle concerne uniquement les hebdomadaire, bihebdomadaire et mensuels et repose sur la méthode « CATI double écran » (l'enquête se fait en face à face au domicile des interviewés, avec deux ordinateurs portables). En 2005, 20028 entretiens étaient réalisés auprès d'une population âgée de 15 ans et plus, dont 3879 « [...] appartenant à des foyers dont le chef de famille est cadre ou profession intermédiaire (strates de la population qui réalisent des audiences supérieures à la moyenne) » [FRAISSE, 2003 : 58]. Dans l'enquête de 2005, « chaque individu interrogé compte pour 2442 personnes ». Comme le précise la méthodologie, les communes d'enquête sont tirées au sort et, pour celles de plus 10000 habitants, des « îlots » sont découpés de manière aléatoire. Enfin, « la sélection des interviewés se fait selon la méthode des quotas » [source : Étude AEPM – Cumul de janvier à décembre 2006 – La méthodologie de l'enquête d'audience de la Presse Magazine ». En ligne : www.aepm.fr. Consulté le 10.05.2006].

¹¹⁵⁷ Le chiffre correspond ici à une extrapolation statistique, à partir de l'échantillon interrogé.

plus de 40 questions. À l'inverse, les enquêtes menées par des instituts de sondage concernent d'une part des échantillons nettement plus conséquents et, d'autre part, elles ne mettent pas en avant un titre en particulier. Le *Md* n'y est qu'un journal parmi d'autres, noyé dans l'océan de la presse magazine...¹¹⁵⁸ La comparaison entre les différentes sources statistiques dont on dispose incite donc à la prudence quant à la représentativité de l'échantillon de l'enquête de 1998. De même que les professeurs ont statistiquement plus de chance de répondre à une consultation sur l'école, et d'accéder « à une opinion explicite et cohérente sur le système d'enseignement¹¹⁵⁹ », la probabilité de participer spontanément à une enquête sur *Le Monde diplomatique* dépend à la fois d'une compétence technique (ce qu'exprime sans doute le fort pourcentage de bac + 5 chez les lecteurs au numéro, les seuls pour lesquels le questionnaire, présenté dans les colonnes du mensuel, était auto-administré et ne reposait donc pas sur la sollicitation d'un enquêteur) et d'une compétence statutaire, liée au degré d'intéressement à, et d'investissement dans la lecture du journal. Plus que les profils et les pratiques de la majorité des « sans-voix », mis en avant par Ignacio Ramonet, les lecteurs interrogés en 1998 reflètent vraisemblablement les caractéristiques des lecteurs les plus proches du « noyau dur » des Amis du *Monde diplomatique* et, plus généralement, des individus les plus politisés. À l'inverse, les études de marché ne reposant pas sur un volontariat spontané, elles ont plus de probabilité de toucher des individus qui, s'ils n'avaient pas été sollicités directement, se seraient vraisemblablement tenus à l'écart de ce type d'enquête.

En reprenant l'image proposée par Ignacio Ramonet dans sa présentation de l'enquête de 1998, on peut décrire les lectorats du mensuel sous la forme de « couches » successives. Au centre, figure le « noyau dur », ces lecteurs plus masculins, plus diplômés, travaillant majoritairement dans le secteur public, plus

¹¹⁵⁸ Comme le précise le guide méthodologique de l'enquête AEPM DE 2005, « [...] le CAPI permet d'animer la totalité du questionnaire, rendant l'interview plus fluide et plus conviviale. Grâce à l'ordinateur, les magazines s'affichent dans un ordre aléatoire, ce qui est plus équitable. Ils sont regroupés par famille et présentés toutes périodicités confondues. On limite ainsi les confusions entre magazines de la même famille. De plus, pour les séquences dont les titres se ressemblent, on présente les logos une première fois à l'interviewé avant de lui poser la question filtre [...] ».

¹¹⁵⁹ BOURDIEU P., *La distinction, op. cit.*, p. 480-485.

politisés, manifestant à l'égard du journal un attachement particulier, symbolisé par l'adhésion aux AMD. En « surface » pourrait-on dire, on trouve vraisemblablement un lectorat un peu plus féminisé, lui aussi diplômé, sans doute plus jeune, mais moins orienté vers les professions du service public. Il manifeste vis-à-vis du journal un détachement qui rompt avec l'image du lecteur engagé promu par ailleurs, et qui se traduit par des pratiques d'achat moins régulières (avec, le cas échéant, des périodes d'abonnement non renouvelées). Entre le « noyau » et la « surface », on retrouve sans doute tout un gradient de pratiques et d'investissements dans la lecture, de ceux qui sont « amateurs » de cette lecture – comme on est amateur de vin ou de musique –, à ceux, majoritaires et silencieux, qui se contentent d'une lecture « en passant, en pensant à autre chose » [HENNION, 2003 : 291]. C'est ici que se situent vraisemblablement les pratiques de lecture des « occupés¹¹⁶⁰ ».

§3 – SITUER LES PRATIQUES DE LECTURE DU *MONDE DIPLOMATIQUE* DANS L'ESPACE SOCIAL ET MEDIATIQUE

Les données statistiques que l'on vient de décrire circonscrivent un segment somme toute assez restreint de l'espace social français : celui d'individus situés dans les fractions de classes supérieures, fortement pourvus en capitaux culturels et économiques. Il convient néanmoins d'affiner l'analyse en tenant compte d'une donnée centrale : la forte présence de membres de la fonction publique. Là encore, les données disponibles comportent des écarts importants (un rapport public/privé de 54 % contre 37 % pour les acheteurs au numéro de 1998, de 31, 6 % contre 24, 3 % pour l'enquête AEPM de 2002, et de 44 % contre 44 % pour les désabonnés de 2005¹¹⁶¹), qu'il n'est guère possible d'interpréter. Comment comprendre une présence aussi massive de fonctionnaires dans le lectorat du journal, corroborée notamment au niveau des

¹¹⁶⁰ Ignacio Ramonet proposait également une interprétation de ce lectorat en terme de « phénomène de mode » (entretien, octobre 2009), le mensuel faisant l'objet d'appropriations passagères, liées notamment à l'image positive du mouvement altermondialiste.

¹¹⁶¹ Pour mémoire, cette dernière enquête mobilisait quatre « catégories socioprofessionnelles » dont une seule renvoyait à une profession clairement définie : « enseignant ».

lecteurs rencontrés dans le cadre des AMD ? Pour répondre à cette question, on se propose d'illustrer graphiquement le glissement du lectorat du mensuel d'une élite diplomatique et économique, encore présente au tout début des années 1980, vers les cadres de la fonction publique.

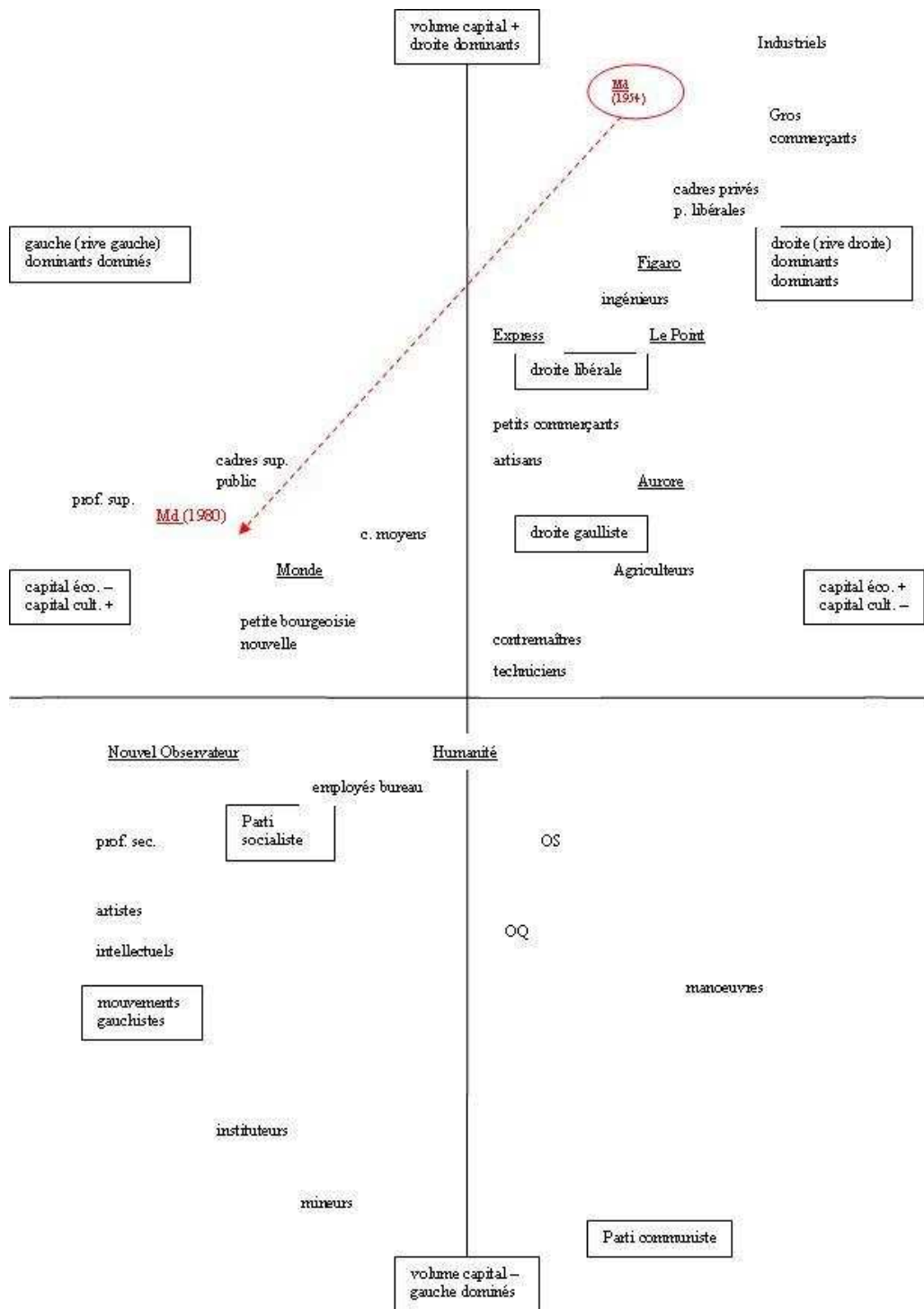
Pour ce faire, on a procédé à l'intégration, là aussi artificielle, du journal et de ses lecteurs dans le schéma de l'« espace politique » de la fin des années 1970, tel que P. Bourdieu le dessine dans *la Distinction* [BOURDIEU, 1979 : 527] On s'est autorisé l'intégration d'un élément supplémentaire dans ce « schéma théorique » dans la mesure où il ne s'agit pas d'un diagramme plan d'analyse des correspondances. Les quelques données disponibles sur les caractéristiques sociodémographiques des lectorats (rares courriers des lecteurs, publics – de professeurs et d'étudiants – visés par les publicités), le contenu même du mensuel (rubriques proches du pôle universitaire, rédigés par des universitaires), sa proximité avec le *Monde* invitent à le placer à proximité du quotidien, mais peut-être un peu plus « haut » dans la hiérarchie culturelle et symbolique que ce dernier. En effet, le *Md* de l'époque conserve encore de nombreuses traces de son passé, pas si lointain, diplomatique. Un certain nombre d'éléments laissent penser qu'entre la fin des années 1950 (où le lectorat est essentiellement composé de diplomates cumulant des propriétés très spécifiques – dotation élevée en capitaux culturels, économiques et symboliques – et de hauts fonctionnaires français et internationaux¹¹⁶²) et la fin des années 1970 (où les diplomates laissent vraisemblablement la place aux étudiants, aux professeurs du supérieur), le mensuel a lentement mais sûrement glissé et du haut de l'« espace politique » (et donc du schéma) vers le bas, et de la droite vers la gauche¹¹⁶³. Enfin, l'absence du mensuel comme « marque politique » ne doit pas étonner dans le contexte politique des années 1970 où, schématiquement, une critique de gauche non révolutionnaire et non marxiste comme celle des collaborateurs du *Md* n'a qu'une surface sociale et politique réduite¹¹⁶⁴.

¹¹⁶² Sur les caractéristiques sociales des ambassadeurs français, voir en particulier ANONYME, sd : 58-67 ; BOURDIEU, 1989 : 183-264 ; EYMERI, 2001. En 1975, la moitié des ambassadeurs français a plus de 60 ans, la moitié également est passée par l'École libre de sciences politiques (ANONYME, sd).

¹¹⁶³ Ce que symbolise bien le passage entre François Honti, lui-même ancien diplomate, et Claude Julien, que l'on a représenté sur le schéma par une flèche rouge.

¹¹⁶⁴ Voir sur ce point le chapitre 4 portant sur l'idéologie tiers-mondiste.

« Schéma théorique » de l' « espace politique » en France (années 1970) selon P. Bourdieu¹¹⁶⁵.

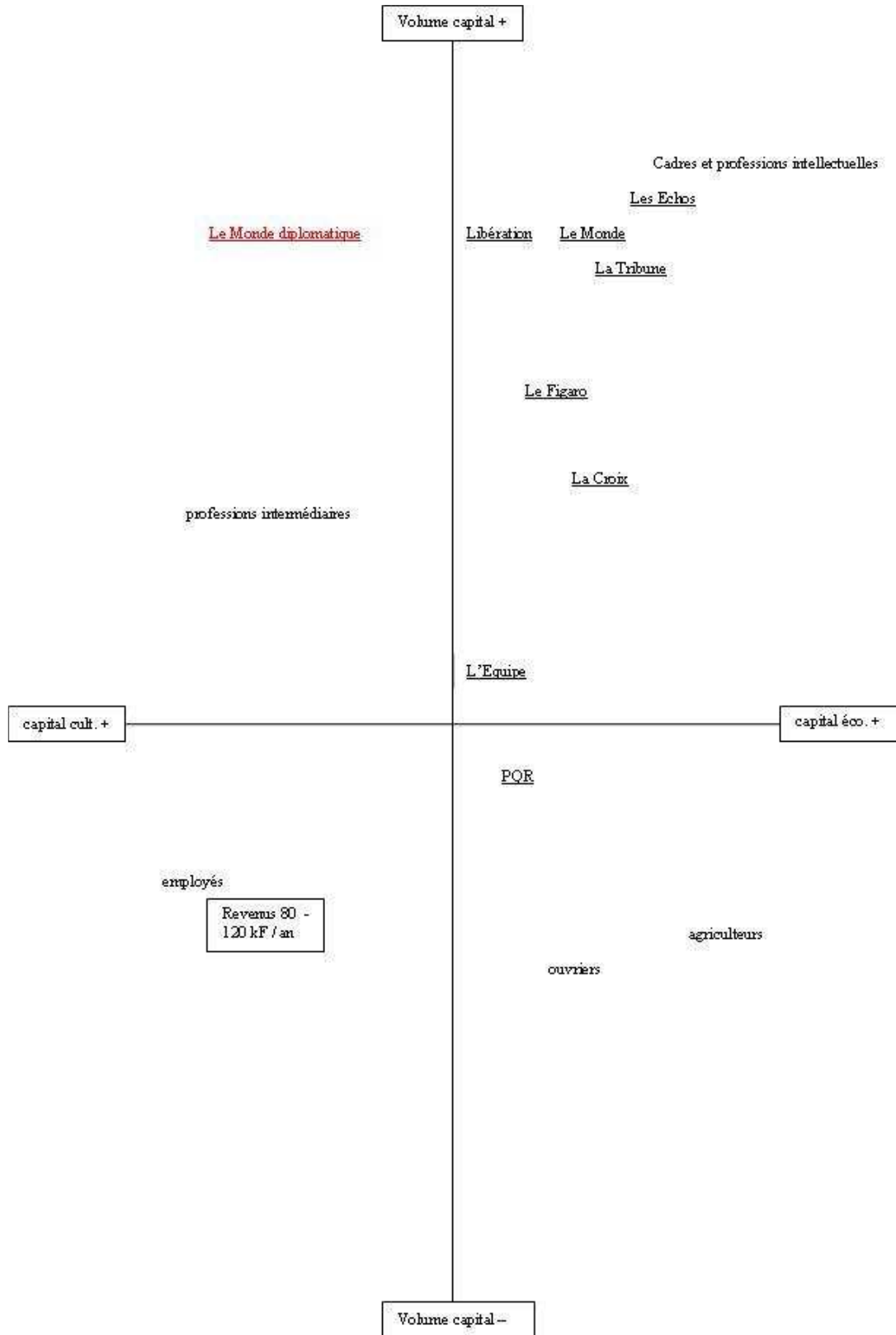


¹¹⁶⁵ « Ce diagramme est un schéma théorique qui a été construit sur la base d'une lecture approfondie des statistiques disponibles (et de différentes analyses de correspondance). On n'a retenu que les organes de presse qui fonctionnent comme des "marques" et des "marqueurs" politiques. » [BOURDIEU, 1979 : 527 ; souligné par l'auteur].

L'analyse ne s'arrête néanmoins pas là, à la description du glissement du mensuel vers la gauche de l'espace social au tournant des années 1980. On peut en effet se référer à l'analyse de correspondance réalisée par J. DUVAL sur les lecteurs de quotidiens à partir de données de la fin des années 1990 [DUVAL, 2004 : 230]¹¹⁶⁶.

¹¹⁶⁶ L'analyse factorielle proposée par Julien Duval ne porte que sur les quotidiens.

Schéma théorique de l'espace médiatique en France (années 1990) d'après J. DUVAL [2004 : 230]



Si le mensuel participe de la « dynamique des cadres » propre à des quotidiens comme le *Monde* ou *Libération* décrite par J. DUVAL, il s'en distingue en ce qu'« [...] il est très lu par des cadres des secteurs public et associatif, lesquels sont en règle général mieux dotés en capital scolaire que les cadres du privé, même si l'écart se réduit ces dernières décennies [...] » [DUVAL, 2004 : 145]. Or, comme le souligne l'auteur un peu plus loin, « [...] il n'existe plus de grands journaux dont le public privilégié se recrute dans les fractions sociales les mieux dotées en capital culturel, les producteurs artistiques, les professeurs du supérieur, les professeurs du secondaire et les cadres du public ou, un peu plus bas dans l'espace social, les intermédiaires culturels, les instituteurs ou les travailleurs sociaux [...] » [*ibid.* : 229]. J. DUVAL conclut son analyse en postulant que l'évolution du journalisme économique vers un lectorat fortement doté en capitaux économique et culturel (et plus seulement culturel, comme c'était le cas trente ans auparavant) traduirait le

« [...] déclin de ces groupes [*i.e.* « les fractions sociales les mieux dotées en capital culturel »] dans les mécanismes régissant la production des biens journalistiques, mais aussi de leur position sociale. [...] Le développement et les transformations récentes du journalisme économique constitueraient alors l'une des manifestations d'un phénomène engageant des transformations assez profondes des classes dominantes et moyennes [...] » [*ibid.* : 229-230].

En ce sens, il est tentant de voir dans le *Md* un journal comblant le vide positionnel laissé par le départ de *Libération* et, surtout, du *Monde*, vers le quartier supérieur droit du schéma. En haut, à gauche : telle serait la position du mensuel et de ses lecteurs au sein de l'espace des médias tel qu'il est décrit par J. DUVAL¹¹⁶⁷. Telle est, également, la place occupée par l'association créée par le mensuel en 1995, qui s'ouvre officiellement aux lecteurs en février 1996, dans l'objectif initial de recueillir 10 millions de francs pour aider le journal à réussir

¹¹⁶⁷ On pourrait ajouter que l'analyse de J. DUVAL, qui reconnaît dans son livre le caractère spécifique ou, plutôt, positif du *Md* au sein de l'espace médiatique français, s'inscrit dans une homologie structurale entre la position du mensuel, celle d'une partie de ses lecteurs et celle, enfin, des sociologues proches de Pierre Bourdieu eux-mêmes. Cette homologie repose sur un rapport particulier à l'État et aux services publics, qui est dont la légitimité est réactivée

sa filialisation. Réunissant les lecteurs et lectrices les plus impliqués dans la lecture, elle « collectivise » en quelque sorte les pratiques de lecture en offrant des temps de rencontre, de discussion et de débat.

Chapitre 7. « Diplomatiquement vôtre ».
Les Amis du *Monde diplomatique*, ou la
difficile institutionnalisation d'une réception
politique

« [...] Le succès d'un journal comme *Le Monde diplomatique*, qui tire à 400 000 exemplaires, est révélateur de cette tendance radicale. En province, il existe même, c'est assez étonnant, des sortes de cabinets de lecture où les gens se réunissent pour lire *Le Monde diplomatique*, comme les bourgeois contestataires du siècle des Lumières [...] ¹¹⁶⁸ »

¹¹⁶⁸ Philippe Reynaud, « La Révolution : une exception française ? » Propos recueillis par Jacques de Saint Victor et Paul-François Paoli, *Le Figaro*, 15 octobre 2007. En ligne : http://www.lefigaro.fr/litteraire/20060914.WWW00000279_un_antiliberalisme_ambient_.html. Consulté le 10.11.2007.

INTRODUCTION. DE L'AUTRE COTE DE LA COUR

Situés à quelques centaines de mètres de la Place d'Italie, dans le 13^{ème} arrondissement de Paris, les locaux du *Md* sont constitués d'un bâtiment en forme de « U » à angle droit entourant une cour pavée. Les rez-de-chaussée et premier étage de l'aile de gauche en entrant sont entièrement occupés par la rédaction du journal : secrétariat, salles de réunion et de documentation, bureaux des rédacteurs. L'aile de droite est constituée d'une salle de réunion et de plusieurs bureaux, qui ont hébergé *Le Monde initiatives*, l'Observatoire français des médias et, depuis 2007, l'association Mémoire des luttes, créée par I. Ramonet et B. Cassen avec le soutien financier d'un lecteur, Gunter Holzmann. C'est au deuxième et dernier étage de cette aile que se trouve le siège de la délégation des Amis du *Monde diplomatique* (AMD), hébergée jusqu'en 2003 à la Maison de l'Amérique latine, boulevard Saint-Germain. Quatre salariés permanents y travaillaient jusqu'en juin 2007¹¹⁶⁹, leurs trois bureaux occupant une surface d'une cinquantaine de mètres carrés¹¹⁷⁰. Cette mitoyenneté illustre pleinement la proximité organisationnelle entre les « Amis », comme ses membres se nomment familièrement, et le journal : seule une cour sépare les deux entités. Cependant, cette espace témoigne aussi de la dépendance des lecteurs vis-à-vis des journalistes qui, certes, leur doivent en partie l'indépendance économique, mais incarnent et concentrent entièrement le prestige du titre. Les quelques mètres séparant le siège de la « délégation », comme on l'appelle, de celui de la rédaction ne sont en effet jamais franchis que par les mêmes personnes (les lecteurs) et dans un seul sens (de l'association vers le journal). A l'exception des réunions qui, statutairement, nécessitent la présence des représentants du journal, les journalistes ne se rendent pas dans les locaux des Amis du *Monde diplomatique*. L'objectif de ce chapitre est de montrer que, à travers ce fait anecdotique, se joue le rapport au

¹¹⁶⁹ Trois depuis cette date.

¹¹⁷⁰ « Voilà, c'est fait. C'est la nouvelle adresse du journal, dans le XIII^e arrondissement de Paris. Notre Diplo est dans ses murs, chez lui, en toute propriété. Et nous, les Amis, seront bientôt logés à la même adresse. Une cinquantaine de mètres carrés nous sont réservés dans une aile en cours de rénovation. [...] ». D.J. [Daniel Junqua], « 1, avenue Stephen Pichon », in *Salut l'Ami du Monde diplomatique*, n° 4, novembre 2002, p. 8.

militantisme et, plus largement, à l'engagement politique du journal depuis le début des années 1980. En effet, dès la création de l'organisation appelée, comme le précise l'article premier de ses statuts, à « [...] contribuer par tous les moyens, matériels et intellectuels, au développement et à l'indépendance de la publication *Le Monde diplomatique*¹¹⁷¹ », s'est posée la question des modalités d'action de ses adhérents. Quel type de militantisme l'adhésion aux AMD implique-t-elle et autorise-t-elle ? Une fois l'objectif pécuniaire rempli – « Gagner la bataille des dix millions » comme l'écrit Ignacio Ramonet –, comment assurer concrètement le « développement » d'un titre de presse dont la réussite repose notamment sur la capacité de ses rédacteurs à maintenir, vis-à-vis et du jeu politique partisan et de l'action militante, et de la sphère marchande, un engagement distancié – un pied dedans, un pied dehors ?

La réussite de son opération de filialisation (qui se conclut en 2000), le journal la doit tout d'abord à un tour de force, celui consistant à mêler logique de don et logique commerciale en créant non pas une société d'actionnaires, mais une association dépositaire, en nom propre, des actions acquises grâce aux apports de ses adhérents. D'emblée, l'accent est ainsi mis sur la logique « citoyenne¹¹⁷² » du projet aux dépens de sa dimension commerciale. L'association sera constituée non pas de petits porteurs, comme dans le cadre de la Société des lecteurs du *Monde*, mais d'adhérents, invités à se regrouper localement afin de remplir le premier objectif fixé par ses statuts (section I). Pour ce faire, les premiers responsables de l'association, tous proches collaborateurs du journal ou de ses responsables, décident de répondre favorablement à la demande des adhérents qui souhaitent se rassembler, en France et à l'étranger. En l'espace de quelques mois, plusieurs dizaines de « correspondants locaux » sont désignés, selon une logique verticale : les lecteurs doivent faire acte de candidature auprès du bureau de l'association en envoyant une lettre de motivation et un *curriculum vitae*. Ils constituent la frange la plus engagée dans la promotion du *Md* et de ses idées ; c'est à ce titre que

¹¹⁷¹ Statuts de l'association des Amis du *Monde diplomatique*, chapitre I (« Constitution – Objet – Composition »), article I.

¹¹⁷² Claude Julien, « Aidez-nous à réussir la filialisation du Monde diplomatique », 02.96.

l'itinéraire de certains d'entre eux sera étudié (section 2). Enfin, ces correspondants promeuvent localement le mensuel, par différents « moyens, intellectuels et matériels ». Mais toute la difficulté des membres actifs des AMD (c'est-à-dire, ici, de ceux qui participent aux actions menées dans les groupes locaux) consiste à se satisfaire de n'être « que » les militants du journal, et non des causes que ce dernier entend promouvoir. Une telle définition du périmètre militant implique tout à la fois, pour les concepteurs de l'association, un renoncement à des modalités classiques de mobilisation (comme les pétitions ou les manifestations) et, en contrepartie, l'investissement des groupes dans des formes de participation proches, par leur contenu comme par leur déroulement, de celles prises par le journal (section 3).

L'étude de ces trois aspects repose sur une observation participante menée pendant deux ans auprès de plusieurs groupes locaux français¹¹⁷³. Ce travail de terrain a été complété par la participation à plusieurs réunions des correspondants locaux, à Paris, à l'observation de conseils d'administration, ainsi qu'aux assemblées générales annuelles¹¹⁷⁴. Y a été associée, outre l'étude de plusieurs centaines de mails, le dépouillement des archives de l'association, déposées au siège de la délégation parisienne. Deux permanentes sont chargées de l'envoi des courriers aux adhérents ; un double en est systématiquement conservé et archivé dans des classeurs par les permanents. Ces classeurs contiennent également les lettres de candidatures des candidats aux fonctions de correspondant local. Ces dernières ont été étudiées afin d'appréhender, en fonction des éléments biographiques fournis, les itinéraires des postulants. Enfin, des entretiens ont été menés avec plusieurs de ces correspondants locaux, avec des participants réguliers aux activités de l'association, ainsi qu'avec les permanents de l'association.

SECTION I – UN JOURNAL DEPASSE PAR SES LECTEURS ? CREATION ET ORGANISATION DES AMIS DU *MONDE DIPLOMATIQUE*

Créée par la rédaction du journal lors d'une assemblée constitutive le 20 mai 1995, les Amis du *Monde diplomatique*

¹¹⁷³ Groupe « Paris secteur 2 » en 2003 ; groupe du Val-de-Marne en 2003-2005. Plusieurs observations ont également été menées, de manière épisodique, dans les groupes du Val d'Oise, des Yvelines et d'Annecy. On reviendra dans la troisième section sur les choix de ces terrains et sur les biais d'observation qu'ils entraînent.

¹¹⁷⁴ En 2005, 2006 et 2007.

(AMD) ont été constitués afin de remplir prioritairement un objectif : recueillir la somme de 10 millions de francs nécessaire à la filialisation du *Md* au sein du groupe *Le Monde*. Ce sont d'abord les logiques de cette opération, du point de vue de la rédaction, qui vont être abordées. Comment expliquer que la direction du quotidien accepte, en 1994-1995, ce qu'elle a toujours refusé jusqu'alors – la séparation des deux titres ? Très rapidement, les journalistes prennent également conscience du potentiel militant de l'association : parmi les milliers de lettres qui affluent au siège du journal¹¹⁷⁵, un certain nombre émanent de lecteurs souhaitant participer à la promotion du journal et de ses idées. La gestion des dons et des adhésions nécessitent rapidement le recrutement, d'une salariée à plein temps et d'une autre en CDD, pour une durée initiale de trois mois. Elles seront rapidement aidées d'une comptable embauchée une journée par semaine. Dès leur création, les AMD ont ainsi été traversés par une tension entre la logique première qui a présidé à sa création (recueillir des fonds suffisants pour obtenir l'« indépendance » du journal), et la volonté manifeste d'une frange non négligeable de ses lecteurs, désireux d'associer au don des actions militantes. Cette tension latente apparaît au grand jour avec la création, en juin 1998, de l'Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens (Attac), dont les objectifs reprennent ceux des Amis.

§I – ASSURER L'« INDEPENDANCE » DU JOURNAL

C'est dans le numéro de février 1996 qu'est officiellement lancée l'opération de filialisation, dans un tiré à part de quatre pages¹¹⁷⁶ inséré au milieu du journal. Si l'on devait caractériser d'un mot l'« Appel à nos lecteurs » lancé par I. Ramonet et C. Julien, ce serait vraisemblablement celui d'« indépendance ». Le terme et les valeurs qui lui sont associées traversent en effet le texte de part en part¹¹⁷⁷. Sous la plume des directeurs, le terme

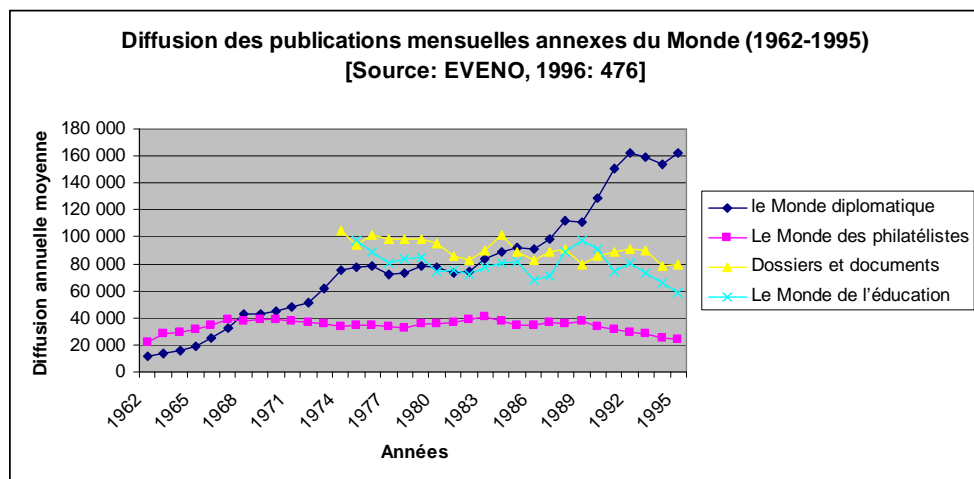
¹¹⁷⁵ Encore situé dans les locaux du *Monde*, rue Claude Bernard à Paris (5^{ème} arrondissement).

¹¹⁷⁶ C. Julien et I. Ramonet, « Appel à nos lecteurs – Aidez-nous à réussir la filialisation du *Monde diplomatique* », 02.96, p. I-IV.

¹¹⁷⁷ On relève dans le texte les expressions suivantes : « mettre le journal à l'abri des pressions », « nulle ingérence extérieure », « préserver sa personnalité, son originalité, son indépendance », « l'indépendance de l'information », « préserver l'indépendance du quotidien [*Le Monde*] », « personnels [...] fortement attachés à son indépendance ».

semble dépourvu d'ambiguïté : il s'agit avant tout, pour la rédaction, de se mettre « [...] durablement à l'abri des pressions politiques, des intimidations économiques et du chantage publicitaire.¹¹⁷⁸ ». Pour autant, la situation du mensuel au sein du *Monde* autorise une autre lecture du précepte en question. Le lancement de la filialisation s'opère en effet à la faveur de trois opportunités, qui offrent la possibilité au journal de s'émanciper officiellement et économiquement de sa maison-mère. En effet, comme l'illustrent les appels à « gagner la bataille des dix millions¹¹⁷⁹ », c'est bien dans la relation au quotidien que se joue prioritairement la question de l'indépendance.

Le premier facteur déterminant la demande répétée de la rédaction d'accéder à une plus grande autonomie est celui des courbes de ventes et de diffusion. Le projet n'aurait pas pu aboutir sans que la viabilité économique du titre soit assurée. Or, comme l'annoncent à intervalle régulier et non sans fierté les directeurs successifs, le journal se porte bien.



On l'a vu, les années 1983-1984 sont déterminantes dans la structuration de l'identité propre du *Md*, que C. Julien bâtit petit à petit avec l'aide de l'équipe de rédaction qui l'entoure. En ce sens, on peut voir dans la filialisation le couronnement d'un double processus entamé au lendemain de l'éviction de C. Julien

¹¹⁷⁸ C. Julien et I. Ramonet, « Appel à nos lecteurs... », *ar. cité*, p. IV.

¹¹⁷⁹ I. Ramonet, « Consolider l'indépendance du "Monde diplomatique" – La bataille des dix millions », 05.96, 14.

de la direction du *Monde* (1982), à savoir l'augmentation régulière des ventes et l'autonomisation croissante du mensuel vis-à-vis de la rédaction du quotidien. Cette volonté de sanctifier un supplément structurellement bénéficiaire au sein d'un quotidien en déficit chronique s'était déjà traduite, en 1982, par la création du titre de « directeur » pour Claude Julien. La fonction n'impliquait cependant pas encore de responsabilité juridique et s'inscrivait plutôt dans le contexte particulier de son passage malheureux à la tête du quotidien. Lors des quelques procès impliquant le journal, ce furent les directeurs du *Monde* (André Fontaine, Jean-Marie Colombani) qui furent poursuivis. Le mensuel franchit un pas supplémentaire lors de la signature d'une « convention » entre les deux organes, un an et demi avant le départ en retraite de Claude Julien, le 12 avril 1989¹¹⁸⁰. Là encore, il s'agissait d'un texte de circonstance, visant à assurer sans heurt la succession du directeur. La convention, qui garantissait la « [...] continuité et [l'] autonomie dans l'orientation du journal », précisait pour la première fois la responsabilité du directeur du *Md*. Celle-ci s'exerçait « [...] sur l'ensemble des fonctions inhérentes à un journal : rédaction, gestion, vente, publicité, fabrication, développement ». Un « conseil d'orientation » était enfin créé, afin d' « éclairer le gérant sur les principaux choix concernant le *Monde diplomatique*¹¹⁸¹ ». L'extrait de la convention l'affirmait sans fard : le directeur du mensuel disposait désormais (au début de l'année 1990) d'une autorité et d'une indépendance officielles, actant la séparation entre deux rédactions désormais distinctes. Le *Md* était la seule publication à bénéficier de ce traitement particulier. Restait cependant à transformer l'essai, en

¹¹⁸⁰ Une partie de cette convention a été publiée et commenté par C. Julien en mars 1990, sous le titre « Une étape dans le développement du *Monde diplomatique* » (p. 2). Voir également le résumé qu'en fait P. EVENO [2004 : 544-547].

¹¹⁸¹ Il était composé de neuf personnes : André Fontaine, directeur du *Monde* ; Pierre Drouin, ancien journaliste au *Monde*, premier responsable du *Monde Economie*, désigné par A. Fontaine ; Bernard Wouts, administrateur général du quotidien ; Antoine Griset, ancien administrateur de *Libération* de 1981 à 1987, au titre de représentant de l'administration du journal ; Manuel Lucbert, au titre de représentant des journalistes. Claude Julien avait quant à lui désigné trois personnes : Jean Deflassieux, banquier, Roger Lesgard, énarque, et Henri Madelin, jésuite, directeur de la revue *Etudes*. Ce conseil se réunissait « trois ou quatre fois par an » et avait un rôle consultatif dans la « désignation du directeur du *Monde diplomatique* ; [dans le] plan des budgets annuels ; [dans le] projet rédactionnel ; [dans la] stratégie de développement et de diversification »

faisant de l'entité éditoriale une structure économique à part entière. Il fallait pour cela obtenir l'accord de la direction du quotidien qui, jusqu'au milieu des années 1990, en avait toujours refusé l'idée. Mais le mensuel, qui pouvait se targuer d'être l'un des rares suppléments du journal à rapporter de l'argent¹¹⁸², bénéficia alors d'une situation conjoncturelle doublement favorable.

L'arrivée de Jean-Marie Colombani à la tête du *Monde* – et donc du *Md* – en mars 1994 ouvre la voie, jusqu'alors fermée par les précédents directeurs, de la constitution en filiale¹¹⁸³. En 1994, le *Monde* souffrait d'une quadruple crise. Le quotidien devait tout d'abord faire face à une baisse de ses ventes¹¹⁸⁴ qui, associée au retournement du marché publicitaire du début des années 1990, entraînait des pertes annuelles importantes. Or, les investissements faits les années précédentes (notamment l'achat et l'installation d'une nouvelle imprimerie à Ivry) obligeaient le journal à rembourser les dettes contractées, alors que la faiblesse des fonds propres limitait toute nouvelle possibilité d'emprunt. S'ajoute une donnée structurelle, le niveau très bas de la productivité, en berne depuis la fin des années 1970. Autant de facteurs qui font du *Monde* une entreprise « condamnée à être constamment bénéficiaire » [EVENO, 2004 : 526], sous peine de liquidation. Dans ce contexte économique extrêmement tendu, le modèle de gestion de la SARL Le Monde révèle toute sa lourdeur. Depuis la première crise de succession, en 1982, le quotidien n'est en effet jamais parvenu à se doter d'une direction suffisamment forte pour imposer des choix économiques et rédactionnels propres à assurer la viabilité du titre. Tirailés entre les différentes sociétés de personnels (journalistes, cadres,

¹¹⁸² Le constat doit être ici nuancé, dans la mesure où, avant 1989 et la mise en place de la convention, les comptes du mensuel ne sont pas distincts de ceux du quotidien. Tout, du papier à l'imprimerie, de la gestion des abonnements à la publicité, est commun. Autrement dit, il est impossible à Claude Julien et Micheline Paunet de savoir si le mensuel réalise des bénéfices ou non. Selon Ignacio Ramonet, les discussions entre la direction du *Monde* et celle du *Md* sont alors récurrentes pour savoir si le mensuel gagne ou perd de l'argent. Il faut attendre la mise en place progressive d'outils de gestion distincts pour appréhender la part de chacun au crédit et au débit. Toujours selon Ignacio Ramonet, le journal n'aurait réellement gagné de l'argent qu'après la première Guerre du Golfe [Ignacio Ramonet, entretien cité].

¹¹⁸³ Cet épisode de l'histoire du *Monde* est longuement décrit par P. EVENO [2004], dont on reprend ici les données et les analyses.

¹¹⁸⁴ La vente au numéro passe de 235 734 exemplaires par jour en 1990 à 197 737 en 1994 [EVENO, 2004 : 475n]

employés), l'association Hubert Beuve-Méry, la Société des lecteurs du Monde et Le Monde Entreprises¹¹⁸⁵, les gérants successifs ont échoué à proposer un plan de relance viable à moyen et long termes. C'est dans ce contexte que, candidat malheureux face au journaliste Daniel Vernet en septembre 1990¹¹⁸⁶, Jean-Marie Colombani parvient finalement à rassembler autour de sa personne et de son projet une majorité de voix en 1994¹¹⁸⁷. Le « plan de redressement » [EVENO, 2004 : 539] de la nouvelle équipe de direction prévoit, outre la mise en place d'une « nouvelle formule » et le rassemblement des différents services (rédaction, administration et régie publicitaire) sur un même site¹¹⁸⁸, une recapitalisation du quotidien. Celle-ci implique de transformer la SARL nettement sous-capitalisée en une société anonyme. Comme en 1985-1986, il s'agit, en l'absence de fonds propres, de « lever » suffisamment de capitaux pour financer le plan de redressement. Mais à la différence de la première capitalisation, celle de 1994 transforme radicalement la structure du capital : si les porteurs de part sont encore divisés en deux groupes – porteurs dits internes, *i.e.* sociétés de personnels, des lecteurs et des héritiers de fondateurs, et porteurs dits externes, *i.e.* actionnaires proches du journal –, ces derniers ont considérablement accru leur poids dans l'actionnariat de la nouvelle entité¹¹⁸⁹. Qui plus est, ces actionnaires externes ont consenti à des avances en compte courant d'un montant de près de 77 millions de francs, que le quotidien doit rembourser dans un délai de cinq ans. Passé ce

¹¹⁸⁵ Les sociétés civiles des lecteurs du Monde et Le Monde Entreprises ont été créées respectivement les 22 octobre 1985 et 27 février 1986, dans l'objectif de lever des fonds nécessaires à la relance du journal, déjà en difficulté. Près de 11 000 lecteurs ont souscrit pour 39 500 000 francs à la première ; seize entreprises et cinq personnes physiques souscrivent, pour un total de 11 millions de francs, à la seconde [EVENO, 2004].

¹¹⁸⁶ D. Vernet, bien qu'élu par la société des rédacteurs, se verra néanmoins refuser la confiance des actionnaires extérieurs et, notamment, des représentants de la société Le Monde entreprises, qui lui préfèrent un « gestionnaire », Jacques Lesourne. Ce dernier, qui n'était pas journaliste, démissionne en février 1994 [EVENO, 2004 : 497-498].

¹¹⁸⁷ Il obtient notamment les cinq voix de Claude Julien, Micheline Paunet, Ignacio Ramonet, Alain Gresh et Solange Brand, qui appartiennent à la société des rédacteurs du *Monde*.

¹¹⁸⁸ Le 21 avril 1996,

¹¹⁸⁹ En avril 1997, les actionnaires internes (sociétés de personnels, Association Hubert Beuve-Méry et Jean-Marie Colombani) possèdent 52,6 % des actions, contre 47,4 % pour les actionnaires externes (outre la Société des lecteurs du *Monde*, six autres sociétés créées *ad hoc*, dont la participation est volontairement limitée).

délai, cette somme serait convertie en 237 actions, faisant ainsi « basculer la majorité du capital du côté des actionnaires "externes" [...] » [EVENO, 2004 : 532].

§2 – LOGIQUES D’ENTREPRISE ET LOGIQUE DE DON

Sans décrire ici toutes les modalités du plan de relance lancé par Jean-Marie Colombani et son équipe entre 1994 et 1996, il faut insister sur le fait qu’il représente vraisemblablement, pour l’ensemble des salariés du *Monde* et de ses suppléments, la dernière chance de maintenir le poids des journalistes, même diminué, dans la gestion du journal. On ne saurait autrement comprendre ni la rapidité de l’élection de Jean-Marie Colombani¹¹⁹⁰, ni la capacité de la nouvelle direction à imposer des changements radicaux qui, jusqu’alors, avaient toujours été refusés par la société des rédacteurs. Ainsi, en 1987, l’un des cogérants du quotidien, Bernard Wouts, avait ambitionné de faire du *Monde* la tête de pont d’un groupe de presse constitué de plusieurs filiales dont le quotidien serait l’actionnaire de référence¹¹⁹¹. Comme le souligne P. EVENO, dans une telle organisation, « la Société des rédacteurs du Monde aurait conservé le statut d’actionnaire principal dans le seul holding de tête, la SARL Le Monde, mais sa participation aurait été diluée à mesure que l’on descendait la cascade des filiales et sous-filiales. [...] » [EVENO, 2004 : 437]. Les journalistes y opposèrent une fin de non recevoir en mars 1987. Sept ans plus tard, la situation a changé du tout au tout. La filialisation des publications annexes s’inscrit dans le droit fil de la transformation de la SARL en société anonyme ; accepter l’une, c’était *de facto* admettre l’autre : « Jean-Marie Colombani considère que la mise en œuvre d’une politique de relance des publications annexes du quotidien passe par une plus grande autonomie d’action laissée aux différents titres, tant au plan rédactionnel que financier. C’est donc dans le cadre d’un projet global de réorganisation et de filialisation des publications du groupe Le Monde, que *Le Monde diplomatique* inaugure, en

¹¹⁹⁰ Seul candidat en lice, J.-M. Colombani est élu, le 27 février 1994, dès le premier tour, avec 65,1 % des voix par la Société des rédacteurs. Les autres porteurs de parts approuvent ce choix à une large majorité [EVENO, 2004 : 501].

¹¹⁹¹ B. Wouts suivait en cela les recommandations de plusieurs audits réalisés par un cabinet privé en 1985.

février 1996, le processus d'autonomisation des publications. [...] » [EVENO, 2004 : 544]. Outre une rationalisation économique et une visibilité accrues des activités de chaque supplément¹¹⁹², la filialisation offre qui plus est l'avantage de faire rentrer rapidement en trésorerie de l'argent frais, issu de la vente de tout ou partie des parts sociales de la nouvelle entreprise. Si, en 1996, Le Monde SA parvient à renouer – certes très modestement – avec un résultat consolidé bénéficiaire (3 millions de francs), c'est notamment « grâce à la filialisation du *Monde diplomatique* » [ibid.]. Certes, cette dernière n'a joué que marginalement dans le rétablissement des comptes de sa maison-mère, et il ne saurait être question de faire reposer le succès du quotidien sur la vente d'une partie des actions de l'un de ses suppléments, tout aussi rentable soit-il : les publications annexes ne représentaient, en 1996, que quelques pourcentages du chiffre d'affaire du quotidien. Toujours est-il que, entre 1994 et 1996, les logiques financières des nouveaux dirigeants rencontrent l'intérêt bien compris de l'équipe du *Md*, dont la filialisation permet à la fois de se protéger d'éventuelles prétentions des actionnaires « extérieurs » en cas de basculement de la majorité au niveau de la maison-mère, tout en offrant à celle-ci les moyens de maintenir le précaire équilibre des forces en faveur de la Société des rédacteurs. La Banexi, établissement bancaire chargé d'évaluer la valeur du mensuel, établit « une fourchette comprise entre 40 et 47 millions de francs » [EVENO, 2004 : 547], correspondant au chiffre d'affaire annuel du journal¹¹⁹³. Le journal sera finalement divisé en 410 000 actions de 100 francs chacune, que le Monde S.A. pourra céder à hauteur de 49 % (soient 202 125 actions¹¹⁹⁴). Du point de vue de la rédaction du *Md*, l'opération nécessite néanmoins des fonds importants, dont ne disposent pas les journalistes. Survient alors le deuxième élément conjoncturel – ou plutôt

¹¹⁹² « En 1993, des neuf publications périodiques lancées par *Le Monde* depuis 1947, deux ont été cédées et deux ont disparu, les cinq autres appartiennent encore au journal, mais trois d'entre elles sont dans un équilibre financier fragile. Les publications annexes génèrent un chiffre d'affaire de 5 % du compte d'exploitation de la SARL Le Monde. [...] » [EVENO, 2004 : 477].

¹¹⁹³ Il s'élève à 44 millions de francs en 1995.

¹¹⁹⁴ EVENO, 2004 : 547, qui rappelle que cette décision a été votée lors du Conseil de surveillance du 24 janvier 1996. Le Monde SA ne peut pas, sauf à le décider à nouveau en Conseil de surveillance, vendre plus de 49 % des actions.

providentiel. Du fin fond de l'Amérique latine, un bolivien né en Allemagne, lecteur et admirateur du mensuel depuis plusieurs décennies, qui a fuit le nazisme peu avant la guerre, propose spontanément à la rédaction, sans rien connaître de son projet de filialisation, de lui léguer en mars 1995 une partie de sa fortune, soit un million de dollars, sans contrepartie¹¹⁹⁵.

L'association Gunter Holzmann, du nom du généreux donateur, est créée le 31 mars 1995. Réunissant l'ensemble du personnel du *Md*, elle acquiert dans un premier temps 12,19 % des actions de la toute nouvelle société Le Monde diplomatique S.A. À ce premier don s'en ajouta un deuxième, auquel aucune publicité n'a été faite par volonté de la donatrice. En 1998, une riche héritière cède à titre gracieux des actions Novartis à l'Association Gunter Holzmann. La direction du mensuel, ne souhaitant évidemment pas conserver ces titres, les solda immédiatement et en retira 3 millions de francs, aussitôt investis dans le rachat des actions du *Md* au *Monde*¹¹⁹⁶.

Cependant, le cheminement linéaire ici décrit – « direction » du mensuel et non plus « rédaction en chef » en 1983 ; « convention » de 1989 » ; filialisation et don de Gunter Holzmann en 1995 – traduit mal, ou plutôt ignore les hésitations qui traversèrent les responsables du mensuel. Jean-Marie Colombani proposa en effet à Ignacio Ramonet et Bernard Cassen d'affecter la somme donnée par Gunter Holzmann non pas au rachat d'actions du mensuel, mais à celles du quotidien. Les liens entre le *Monde* et le *Md* en auraient été, ainsi, profondément renforcés, le projet n'entamant pas le processus de filialisation du mensuel et la création d'une association de lecteurs. Finalement, les deux responsables préférèrent la voie du rachat exclusif d'actions du *Md*. Ce dont témoigne cet épisode¹¹⁹⁷, c'est de la force des relations nouées encore entre les deux titres au milieu des années 1990. Pour mémoire, les journalistes des deux rédactions occupèrent les mêmes locaux, depuis la rue des Italiens jusqu'à la rue Claude Bernard, en 2003, en passant par la rue Falguières. Jean-Marie Colombani intervint officiellement à la tribune lors de la première assemblée générale publique des AMD, en mai 1997 à la salle de la Mutualité, où son discours fut applaudi comme les autres.

¹¹⁹⁵ Voir, en annexe, l'itinéraire de Gunter Holzmann.

¹¹⁹⁶ La donatrice, Micheline de Félice, donna également pour 2 millions d'euros au Secours populaire. Comme dans le cas de Gunter Holzmann, cette personne était totalement inconnue des membres de l'équipe du mensuel [source : discussion avec Brunon Lombard, juin 2009].

¹¹⁹⁷ Bernard Cassen, entretien, 2008.

Reste que l'opération de filialisation du mensuel se situe au croisement de deux logiques, l'une économique (il est plus rationnel économiquement, pour la maison-mère, de séparer les différentes activités du groupe), l'autre désintéressée (le journal reçoit de grosses sommes d'argent pour défendre, selon le donateur, son « humanisme engagé, son rationalisme et son indépendance¹¹⁹⁸ »). Cette double dimension constitue la marque de fabrique du journal. On la retrouve avec le second pivot de la filialisation, qui prend concrètement forme en février 1996 : l'association des Amis du *Monde diplomatique*.

SECTION 2 – ACTIONNAIRE, DONATEUR OU MILITANT ?

Le don d'un million de dollars ne suffit pas, statutairement, à assurer au journal son indépendance. En droit, comme le rappelle l'« Appel » de février 1996, la minorité de blocage au sein de la nouvelle société anonyme Le Monde diplomatique S.A. est de 33,4 % :

« Garantir l'indépendance du *Monde diplomatique* »

« [...] Cette filialisation vise aussi à préserver l'indépendance de la ligne rédactionnelle. Et qui peut être plus qualifié pour s'en porter garant que, d'un côté, celles et ceux qui font le *Diplo*, et, de l'autre, celles et ceux qui le lisent ? D'où l'idée de faire entrer au capital de la filiale, comme partenaires du *Monde SA*, deux associations, l'une représentant le personnel permanent du journal et l'autre ses lecteurs et amis. *Le Monde SA* gardera la majorité des parts, mais, réunies, les deux associations en détiendront entre 34 % et 49 %. Pour les décisions engageant l'avenir du journal, notamment la nomination du directeur de la publication, la mise en place d'une majorité qualifiée leur donnera donc des prérogatives équivalentes à celles dont, au *Monde*, dispose la Société des rédacteurs. C'est cette formule que le directoire du *Monde SA* a proposée à son conseil de surveillance, qui l'a adoptée le 24 janvier dernier [...] ».

Ce n'est qu'une fois atteint ce palier que le journal pourra effectivement revendiquer son indépendance actionnariale. Or, en février 1996, celle-ci est encore loin d'être acquise : il faut « lever » pour cela au moins 860 000 francs, nécessaires à

¹¹⁹⁸ Günter Holzmann, *On dit que j'ai survécu quelque part au-delà des mers...*, préface de Jean-Claude Guillebaud, Paris : La Découverte, 1997, p. 252.

l'achat d'un peu plus de 21 % des actions de la nouvelle entité. La rédaction décide alors de faire appel à la « générosité¹¹⁹⁹ » de ses lecteurs, en engageant la « bataille des dix millions ». Tel est bien le sens principal de l'« Appel à nos lecteurs » lancé par I. Ramonet et C. Julien en février 1996¹²⁰⁰.

§I – LA MISE EN PLACE D'UNE STRUCTURE ASSOCIATIVE ET ACTIONNARIALE

C'est Bernard Cassen qui prend alors en charge la mise en place de l'association de lecteurs¹²⁰¹. Il pouvait pour ce faire s'appuyer sur le modèle de la société des lecteurs du *Monde*, constituée en octobre 1985¹²⁰². Sur la proposition de quelques rédacteurs du quotidien, la direction avait en effet créé une société anonyme dont le capital était initialement fixé à 250 000 francs¹²⁰³. En 1987, le nombre d'actionnaires s'élevait à 11 000, pour 66 000 actions. Comme le précise P. EVENO [2004 : 429 *sq.*], « afin de prévenir une éventuelle prise de pouvoir au sein de la Société des lecteurs, le nombre de voix dont un actionnaire peut disposer à titre personnel est limité à dix, et les mandats qu'il peut recevoir à quarante [...] ». Néanmoins, le schéma général était bien – et est toujours – celui d'une société s'inscrivant dans un cadre économique classique. Le montage financier et institutionnel mis en place par B. Cassen s'écarte radicalement de ce modèle, qui limitait pourtant l'amplitude d'action des porteurs de part. En effet – la nuance est de taille – les Amis du *Monde diplomatique* sont réunis sous une forme associative, et non sous celle d'une société. Comme le détaille

¹¹⁹⁹ C. Julien et I. Ramonet, « Appel à nos lecteurs... », *ar. cit.*, p. IV.

¹²⁰⁰ *Ibid.*

¹²⁰¹ Le rôle et l'implication de B. Cassen est attesté, outre par l'intéressé lui-même (entretien, 26 septembre 2008), dans les comptes rendus de séances du CA et dans les témoignages des collaborateurs du journal.

¹²⁰² La Société des lecteurs du *Monde* sert notamment de référence lors des premiers débats sur l'« infrastructure matérielle de l'association » (CA du 22 septembre 1995, point 6, intervention de François Vitrani).

¹²⁰³ Selon Françoise Berger [1992 : 183], André Laurens aurait déjà eu cette idée en 1984 qui, à l'époque, aurait été refusée par les journalistes (au motif qu'« on ne demande pas aux lecteurs de nous soutenir quand ils achètent déjà moins le journal. [...] »), et par certains actionnaires externes (Roger Fauroux, président de Saint-Gobain, et René Thomas, président de la Banque nationale de Paris), au motif qu'il s'agissait d'une « idée de journaliste ».

l' « Appel » (p. II), la participation est essentiellement d'ordre financier, et prend « la forme juridique d'un "apport" » :

« Participer »

« La contribution financière que l'association Les Amis du Monde diplomatique demande à ses futurs membres, en même temps que leur adhésion, prendra la forme juridique d'un "apport". Voici quelques informations sur cette formule particulière, retenue par les membres fondateurs de l'association en raison de sa concordance avec l'esprit du journal.

A quoi vont servir les sommes recueillies ?

L'argent sera apporté à l'association à but non lucratif Les Amis du *Monde diplomatique*, qui l'utilisera conformément à ses statuts [...].

La gestion de ces sommes incombera au conseil d'administration, sous le contrôle d'un commissaire aux comptes. Seuls le président, le secrétaire général et le trésorier disposent de la signature sur les comptes de l'association, et la double signature est requise pour les versements dépassant 10 000 francs. [...]

Quel statut juridique et fiscal ?

Nous sommes dans un cadre associatif, et non pas dans une logique d'investissement financier. Comme l'apport n'est ni une souscription d'actions ou de parts, ni une cession, il n'entraîne aucun versement de dividendes à celle ou à celui qui l'a effectué. En revanche, en sa qualité d'actionnaire de la société éditrice du journal, l'association en tant que telle percevra, elle, des dividendes. Elle les utilisera pour contribuer au développement de ses activités et à l'indépendance de la publication.

L'apport confère la propriété des fonds à l'association Les Amis du *Monde diplomatique* qui les emploiera conformément à son objet, et pour toute sa durée, sans limitation. [...]

L'apport est donc définitif et irrévocable. Il ne donne droit à aucune contrepartie financière, juridique ou fiscale. La vraie contrepartie, c'est d'être actrice ou acteur, partie prenante d'un combat d'idées, plus que jamais nécessaire, et dont *Le Monde diplomatique* et l'association qui regroupe ses amis seront les protagonistes déterminés [...].

§2 – LE SUCCES DE LA LOGIQUE DU DON

Un tel montage n'a semble-t-il pas suscité d'opposition parmi les contributeurs. Certains lecteurs ont pu, dans les courriers qu'ils ont joints à leur apport, manifester leur désaccord sur le principe associatif, en demandant « pourquoi le *Monde diplomatique* ne fait-il pas appel à ses lecteurs comme à de

véritables actionnaires¹²⁰⁴ ». D'autres encore ont cru que l'apport donnait droit à des avantages en nature et, notamment, à un abonnement au mensuel¹²⁰⁵. Mais ces réclamations ou incompréhensions sont demeurées minoritaires et n'ont pas empêché les sommes d'affluer. Il apparaît clairement que le modèle actionnarial, refusé d'emblée par la rédaction, l'a été aussi par le lectorat. Ce dernier a accepté massivement la logique du don¹²⁰⁶, dont il faut préciser le montant minimal : 700 francs, auxquels s'ajoutaient 100 francs de cotisation à l'association. L'importance de certains apports¹²⁰⁷ et, surtout, les nombreuses lettres envoyées par les lecteurs ont, selon les témoignages recueillis, fortement surpris les membres de la rédaction, l'incitant même à en conserver la trace. Dans les mois suivant le lancement de la filialisation, une stagiaire du mensuel, Julie Chupin, est chargée de rédiger un florilège des centaines de lettres reçues¹²⁰⁸. Seule trace conservée de ces courriers, ce document témoigne du « formidable mouvement de solidarité des lecteurs¹²⁰⁹ ». Car de Gunter Holzmann à ces lecteurs anonymes, la logique du don traverse l'ensemble du processus de filialisation. Cette dernière n'a été présentée que sous des angles moral et militant, aux dépens de sa dimension financière¹²¹⁰. Cet

¹²⁰⁴ Julie Chupin, « Les Amis du *Monde diplomatique* – Ce qu'ils disent... – Analyse du courrier adressé à la rédaction – Février - Mai 1996 ». P. 30. Archives des Amis du *Monde diplomatique*. Cette réclamation n'a pas empêché ce même lecteur d'adhérer « par ailleurs avec enthousiasme à la démarche de filialisation. » [*ibid.*, p. 30]. À l'inverse, un « Ami » a réclamé oralement, lors de plusieurs assemblées générale, que chaque donateur soit actionnaire à hauteur de la somme qu'il a versée.

¹²⁰⁵ Les archives des AMD contiennent un courrier de ce type.

¹²⁰⁶ « Certains [lecteurs] précisent que le fait d'être actionnaire, sans qu'il y ait redistribution de dividendes, est un choix qui leur est cher, dont ils sont fiers. [...] ». Julie Chupin, « Qui écrit ? », *ibid.*, p. 4.

¹²⁰⁷ Le 9 décembre 1996, l'association comptait 8 632 adhérents, dont 4 472 en province, 2 850 à Paris et sa banlieue, 1 310 à l'étranger, qui avaient versés 7 138 800 F d'apports et 861 200 F de cotisations. La moyenne des apports s'élevait alors à 827 F. Le donateur le plus important, le couple Claude et Jacqueline Julien, a versé 50 000 francs.

¹²⁰⁸ Julie Chupin, « Les Amis du *Monde diplomatique* – Ce qu'ils disent... – Analyse du courrier adressé à la rédaction – Février - Mai 1996 ». 32 pages. Archives des Amis du *Monde diplomatique*. Ce document, rédigé par trois stagiaires du *Md*, est le seul à conserver la trace des centaines de lettres qui ont été envoyées après février 1996. Il porte sur 618 lettres envoyées de février au 14 juin 1996, représentant à l'époque 10 % des adhérents. Selon Julie Chupin, 14 % de ces lettres provenaient de l'étranger, la Suisse et la Belgique totalisant le tiers des envois de l'étranger.

¹²⁰⁹ *Ibid.*, p. 3.

¹²¹⁰ En témoigne encore cet extrait de l'« Appel » : « [...] Ne nous leurrions pas : 10 millions de francs représentent une somme considérable. Vous voudrez bien nous

aspect n'est pas cependant pas spécifique au *Md*; on le retrouve dans plusieurs autres organisations de lecteurs¹²¹¹.

Le don n'impliquait pas d'adhésion obligatoire à l'association. Mais cette possibilité était encouragée, l'objet de l'association étant de « [...] contribuer, par tous les moyens matériels et intellectuels, au développement et à l'indépendance de la publication *Le Monde diplomatique*. [...]»¹²¹². L'appel invitait ainsi les lecteurs à s'organiser localement afin de

leur donner l'occasion de se connaître, de se rencontrer, région par région, département par département, voire ville par ville, avec le soutien logistique d'une délégation générale installée à Paris. Leur intérêt commun pour le *Diplo*, renforcé, le cas échéant, par la participation de l'un des collaborateurs du journal à une rencontre, un débat, un Salon, une exposition ou un colloque organisés localement, leur permettra de faire avancer, auprès de publics nouveaux, des idées, des valeurs et des analyses qui, dans la quasi-totalité des médias, sont, hélas, étouffées sous la chape du conformisme et de la pensée unique [...]»¹²¹³.

Deux logiques *a priori* cumulatives présidaient donc au texte signé par Claude Julien et d'Ignacio Ramonet : d'un côté, une logique pécuniaire, présentée comme la plus importante, visant à recueillir les sommes nécessaires à la filialisation. De l'autre, une logique militante, qui verrait les lecteurs mettre en place des actions de soutien d'ordre « intellectuel », c'est-à-dire dépassant et la lecture du mensuel, et l'apport financier. Il faut insister d'une part sur la nouveauté que constitue, pour le mensuel, la création et l'animation d'un mouvement portant son nom et, d'autre part, sur l'attractivité qu'exerça immédiatement les « Amis du *Monde diplomatique* » aux yeux d'une partie du lectorat du mensuel.

pardonner ce calcul élémentaire : ce chiffre peut être atteint par deux mille contributions de 5000 F chacune ou par dix mille contributions de mille F. Mais nous savons que, pour nombre d'entre vous, payer votre abonnement annuel constitue déjà un effort. Que ceux qui en ont les moyens n'hésitent pas à se montrer d'autant plus généreux à l'heure de choisir le montant de leur apport. [...] » (C. Julien, I. Ramonet, « Aidez-nous... », p. IV.

¹²¹¹ Annexe X, le journal comme institution.

¹²¹² Statuts de l'association des Amis du *Monde diplomatique*, article premier, « Constitution. Objet ».

¹²¹³ C. Julien, « Agir », in « Appel à nos lecteurs... », *ar. cit.*, p. II.

SECTION 3 – LE *MONDE DIPLOMATIQUE* COMME ENTREPRENEUR DE CAUSE

Pour la première fois de son existence, le mensuel était en effet directement à l'origine d'un mouvement. Celui-ci ne visait essentiellement, dans l'esprit de ses promoteurs, à défendre qu'une seule cause : celle du journal. Or, la définition du périmètre et des objectifs du mouvement et, notamment, le fait que cette cause puisse prendre une dimension explicitement publique, n'allait pas forcément de soi pour l'ensemble des protagonistes de la filialisation. En effet, si la constitution en association s'écartait du modèle de la Société des lecteurs du *Monde*, la question des types d'action et de participation étaient loin d'être tranchée.

On l'a souligné à plusieurs reprises, le *Md* s'écarte totalement, par son contenu, par le statut de ses collaborateurs et par son histoire, des modèles politiques qui, historiquement, ont marqué l'histoire de la presse française. Le *Md* n'a tout d'abord jamais soutenu de mouvement ou d'homme politique, à l'image du *Matin de Paris* pour le Parti socialiste, ou du groupe de presse de Marcel Dassault et de ses héritiers. Il n'a de même jamais fait campagne, ni n'a joué le rôle de « compagnon de route », comme *Le Nouvel Observateur* avec Pierre Mendès-France, *L'Express* pour Gaston Defferre (« Monsieur X »), ou même le *Monde* avec la candidature Mitterrand au début des années 1980. En outre, la logique actionnariale allait bien entendu à rebours du schéma léniniste classique qui, à l'image de *l'Iskra* (l'« étincelle »), entendait faire des journaux les « fils conducteurs » ou les « échafaudages » de l'action révolutionnaire. La vision instrumentale de l'organe de presse était et est toujours, dans le cas des AMD, totalement inverse : il ne s'agissait pas, comme à l'époque de la floraison militante et journalistique de la France des années 1970, de mettre le journal au service sinon du mouvement, du moins de la cause. C'est au contraire l'organisation qui venait servir les intérêts du journal.

Dès lors que les lecteurs étaient invités à se réunir et à « agir », se posait toutefois la question des types de structuration et d'investissement possibles dans la promotion des idées du journal. Car si une majorité des donateurs privilégia une logique de dons, plusieurs centaines d'entre eux souhaitèrent immédiatement dépasser l'aspect financier de la filialisation afin

de promouvoir par le geste, par la voix ou par l'écrit les « idéaux de liberté, de justice et de solidarité¹²¹⁴ » du journal.

§I – LE RETRAIT DE CLAUDE JULIEN, OU L'ÉCHEC D'UNE VISION ACTIONNARIALE DE L'ASSOCIATION

Pour une partie des journalistes et, notamment, Claude Julien, il ne faisait pourtant aucun doute que le but premier voire exclusif de l'association était d'être un actionnaire discret, dont l'activité aurait été essentiellement centrée sur le conseil d'administration et sur les « conférences-débats ». Certes, un paragraphe au titre significatif (« Agir »), rédigé par B. Cassen mais approuvé et signé par l'ancien directeur, était consacré aux actions des futurs membres de l'association. Il indiquait notamment qu'une « délégation générale », installée à Paris et dotée d'une permanente, apporterait un « soutien logistique » à la « participation de l'un des collaborateurs du journal à une rencontre, un débat, un Salon, une exposition ou un colloque organisé localement [...]»¹²¹⁵. Néanmoins, les premiers mois qui suivirent le lancement officiel de la filialisation virent s'opposer deux conceptions possibles de l'engagement lectoral. Selon la première, portée principalement par Claude Julien, l'association devait se cantonner à son rôle d'actionnaire, avec « une gestion très décentralisée de ses activités¹²¹⁶ ». Comme le soulignerait un rédacteur du mensuel quelques années plus tard, le journal « [voulait] un actionnaire. Nous voulions de l'argent¹²¹⁷ ». À cet égard, si la Société des lecteurs du *Monde* avait pu dans une certaine mesure constituer un exemple pour les AMD, une autre association a joué un rôle précurseur : les cercles Condorcet et, plus précisément, le cercle Condorcet de Paris, dont Claude Julien avait été le premier président¹²¹⁸.

La composition du premier conseil d'administration (15 membres, tous très proches des responsables du journal) reflétait

¹²¹⁴ « Appel à nos lecteurs », p. III.

¹²¹⁵ « Agir », *in* « Appel nos lecteurs... », *ar. cit.*, p. II.

¹²¹⁶ Claude Julien, intervention au CA du 22.09.95.

¹²¹⁷ Alain Gresh, réunion interne du groupe « Promotion du *Monde diplomatique* », 17 mars 2005, siège de l'association. L'information est aussi confirmée par José Vidal-Beneyto, deuxième président de l'association jusqu'en 2005.

¹²¹⁸ Annexe X, Les Cercles Condorcet.

bien cette vision¹²¹⁹ : hormis Roger Lesgard, président du Cercle Condorcet de Paris, aucun des membres n'était désigné au titre de ses activités militantes. Enseignants du supérieur, avocats, journalistes ou banquier, tous jouaient le rôle de caution morale et intellectuelle de la nouvelle association¹²²⁰. Mais à ce fonctionnement souple et volontairement restrictif du périmètre d'action de l'association, promu par l'ancien directeur du mensuel, s'opposa rapidement la volonté d'Ignacio Ramonet et Bernard Cassen, soutenus par une majorité de membres du CA, d'adosser les AMD à une solide structure administrative. L'afflux des chèques, l'importance des tâches administratives à traiter – courrier, bulletins d'adhésion et cartes d'adhérents –, ajoutés à la volonté des lecteurs de se réunir localement incitèrent la plupart des membres du conseil d'administration à soutenir les projets de développement, en recrutant notamment du personnel à plein temps¹²²¹. Deux puis trois salariées furent très rapidement embauchées, des ordinateurs achetés, des locaux enfin loués à la Maison de l'Amérique latine¹²²².

Une deuxième raison poussait le directeur et le rédacteur en chef à doter l'association d'une colonne vertébrale

¹²¹⁹ Un encadré précisait la composition du premier conseil d'administration, avec la qualité des personnes désignées : « Le président de l'association est Claude Julien [...]. Les deux vice-présidents sont Jean Deflassieux, banquier, et Henri Madelin, jésuite, rédacteur en chef d'*Etudes*. Le secrétaire général est Roger Lesgard, président du Cercle Condorcet de Paris et du Collège international de philosophie. Le trésorier est François Vitrani, directeur général de la Maison de l'Amérique latine à Paris. Deux autres personnalités siègent également au bureau : Monique Chemillier-Gendreau, professeur des facultés de droit, et Anne-Elisabeth Wittmer-Roudier, avocat. Les autres membres du conseil d'administration sont : Nuri Albala, avocat ; Ramon Chao, journaliste ; Pierre Drouin, journaliste retraité [au *Monde*] ; Françoise Ducroq, professeur des universités ; Susan George, écrivain, chercheur ; Jean-Loup Motchane, professeur des universités ; Riccardo Petrella, professeur à l'université catholique de Louvain ; Catherine Samary, maître de conférences à l'université Paris-X-Nanterre. [...] »

¹²²⁰ Le reproche d'« élitisme » est formulé dès la première assemblée générale publique des AMD, en mai 1997 : « [...] On regrette que tous les candidats [au CA] aient "*un parcours universitaire de 3^{ème} cycle*" et que le CA ne soit pas plus ouvert à "*toutes les catégories sociales*", aux "*salariés ou chômeurs*". Enfin, on voit dans la liste des candidatures le reflet d'un certain "parisianisme" [...] » (« Association les Amis du Monde diplomatique – Assemblée générale du 3 mai 1997 – Questions sur le *Diplo* et les Amis du *Diplo* », p. 7 ; en italique dans le texte).

¹²²¹ Le CA du 13 janvier 1997 est consacré à cette question. Tous les participants s'accordent pour reconnaître avec le trésorier de l'association, François Vitrani, la nécessité d'embaucher une personne à temps plein et une autre à mi-temps.

¹²²² Dont Bernard Cassen est le secrétaire général depuis 1984. La responsable de la délégation générale des AMD, Marianne Perchet, était auparavant permanente à la MAL. François Vitrani, trésorier de la MAL, est également trésorier des AMD.

administrative : le souhait de doter le journal d'un « outil¹²²³ » militant et centralisé, adossé à, et au service de la rédaction du journal. Or, à plusieurs reprises, lors des conseils d'administration, Claude Julien manifesta son désaccord face au développement de l'organisation naissante. Reconnaisant encore, à la fin de l'année 1995, la nécessité de recruter du personnel administratif¹²²⁴, il émit rapidement des réserves puis de fortes critiques sur l'augmentation des dépenses¹²²⁵. Les échanges, assez vigoureux, se cristallisèrent autour des frais de fonctionnement, que Roger Lesgard évaluait pour 1996 à 906 515 francs. L'un des deux vice-présidents de l'association, Jean Deflassieux, demanda à plusieurs reprises que ces frais fassent l'objet d'une évaluation par un tiers, en l'occurrence la Fondation de France. Cette proposition, soutenue par Claude Julien, fut vigoureusement rejetée par les autres membres du CA. Ces derniers firent état d'une part de la transparence des comptes et, d'autre part du fait les dépenses engagées avaient été approuvées par Jean Deflassieux et Claude Julien. Comme le résume Roger Lesgard dans son rapport d'activité diffusé à l'assemblée générale du 3 mai 1997 dans son rapport d'activité, ce « troisième moment » particulier de l'association voit se développer

« [...] un désaccord sérieux au sein du bureau de l'association. Quelques-uns de ses membres, en effet, jugent que les engagements financiers effectués à la création de l'association ont été trop élevés, et considèrent qu'il convient de réduire très sensiblement les dépenses de fonctionnement pour l'année en cours. Ils ajoutent que la cause principale en est certainement la forme juridique retenue pour l'Association, et ils préconisent une modification des statuts tendant à limiter l'association nationale à 100 ou 200 membres et à créer, dans les régions, des clubs de lecteurs extérieurs à l'entité juridique nationale [...]»¹²²⁶.

L'été et l'automne 1996 furent marqués par cette opposition, qui culmina avec le CA du 23 octobre 1996. Ignacio Ramonet y

¹²²³ B. Cassen, entretien du 26 septembre 2008.

¹²²⁴ CA du 22 septembre 1995.

¹²²⁵ On en trouve trace par exemple dans le compte rendu du CA du 13 septembre 1996.

¹²²⁶ Roger Lesgard, rapport d'activité de l'association des Amis du *Monde diplomatique*, 3 mai 1997. Claude Julien, présent lors de l'assemblée, ne s'est semblé-t-il pas opposé à cette présentation des événements et des prises de position.

mit aux voix une « motion d'ordre » mettant fin aux activités du bureau de l'association. Se sachant en minorité sur cette question, Claude Julien avait prévu d'annoncer sa démission de la présidence de l'association¹²²⁷. Dans une lettre communiquée le même jour aux membres du CA, il justifiait son départ par son souhait que « les frais de fonctionnement soient considérablement réduits. [...] Moralement, je ne prendrai pas la responsabilité de cautionner des dépenses dont le montant, pour des raisons que j'ai déjà évoquées devant vous, risque fort, à courte échéance [...], de faire gravement défaut au "Monde diplomatique" [...]»¹²²⁸. Le 13 novembre 1996, un vote du CA désigna Riccardo Petrella comme nouveau président de l'association¹²²⁹.

On peut avancer trois explications à ce retrait définitif de l'ancien directeur du mensuel. La première est liée, comme on vient de le voir, à la volonté de créer une structure aux activités « décentralisées » (de Paris), vraisemblablement calquée sur le modèle des Cercles Condorcet, afin de limiter les frais et les dépenses de fonctionnement¹²³⁰. Mais, en second lieu, il faut insister sur le fait que la création et l'organisation des AMD furent menées par Ignacio Ramonet et, surtout, Bernard Cassen¹²³¹. Or, le caractère et la personnalité de Claude Julien, le poids symbolique de son nom faisaient qu'il ne pouvait sans

¹²²⁷ Cette décision avait été prise avant le CA en question. La « motion d'ordre » est adoptée à l'unanimité (y compris avec la voix de Claude Julien) moins une abstention, celle de Jean Deflassieux, qui considère « [...] qu'il s'agit d'une pression du *Monde diplomatique* sur l'association [...] » (CA 23 octobre 1996).

¹²²⁸ Claude Julien, « Aux membres du conseil d'administration », CA du 23 octobre 1996.

¹²²⁹ Lors de la première assemblée générale du samedi 3 mai 1997 à la Mutualité, Claude Julien prit la parole pour faire état de « ses préoccupations ». Le nouveau président de l'association, Riccardo Petrella, proposa alors « [...] à l'assemblée l'adoption d'un vœu recommandant la réduction des frais de fonctionnement, ceux-ci devant être couverts par les cotisations, ainsi que l'affectation exclusive des dividendes perçus en 1997 à l'acquisition de titres du Monde diplomatique SA [...] ». Le compte rendu de cette première AG, rédigé par l'ancien journaliste du *Monde* Daniel Junqua, tempère les différentes prises de position et donne à voir des participants en accord avec les décisions prises (« La majorité des intervenants expriment leur accord avec les recommandations de Claude Julien pour l'avenir, mais manifestent aussi leur confiance au bureau et au conseil »). « Huit cents Amis à la Mutualité – L'assemblée générale a témoigné de l'ampleur de la mobilisation autour du *Diplo* », 4 pages, s.d. (été 1997).

¹²³⁰ Les Cercles Condorcet ont cependant bénéficié du soutien de la Ligue de l'enseignement, sans laquelle le personnel permanent n'aurait pu y travailler.

¹²³¹ Ni François Honti ni Claude Julien ne sont cités dans l'autobiographie de Gunter Holzmann.

doute accepter facilement de rester cantonné dans le rôle de simple faire-valoir de l'association, approuvant des décisions qu'il contestait, prises qui plus est par des journalistes qu'il avait recrutés et formés. Cependant, ces motifs ne semblent enfin être que le révélateur d'un refus plus large, celui de voir le *Md* soutenir le développement d'un mouvement dont les objectifs dépassaient potentiellement le cadre journalistique. Ainsi, plusieurs lecteurs « regrettèrent » par exemple que Claude Julien, invité à une « conférence » par le tout nouveau groupe de Montpellier en mars 1997, « ait été un peu "sec" sur les perspectives alternatives¹²³² ». De fait, le « pessimisme » souvent associé au *Md* doit beaucoup au ton et au style de son ancien directeur. Comme on l'a vu, s'il a excellé dans la critique et la dénonciation, Claude Julien n'a jamais soutenu de groupes ou de mouvements politiques dans les colonnes du mensuel. Or, la création des AMD ouvrait justement, pour de nombreux lecteurs, une voie alternative à l'action partisane ou syndicale qu'aucune organisation ou courant politique n'était visiblement en état de fournir au milieu des années 1990. La plupart des extraits des lettres figurant dans la compilation réalisée en 1996 témoigne d'un grand enthousiasme¹²³³. La première assemblée générale publique de l'association, qui eut lieu dans la salle de la Mutualité, à Paris, en mai 1997, témoigne également de cet état d'esprit. Jamais autant de lecteurs n'avaient été réunis en présence des journalistes auparavant, hormis lors des colloques organisés par ou en partenariat avec le journal. Le cadre (une salle marquée par l'histoire militante de la capitale) et le contexte (une « AG » bien moins sélective que les participants à une conférence) jouèrent sans doute en faveur d'une participation

¹²³² Compte rendu de la conférence du 6 mars 1997 avec Claude Julien, organisé par les AMD et le Cercle Condorcet de l'Hérault. Selon le correspondant local, auteur du compte rendu, près de 370 personnes y auraient assisté. Archives des AMD, groupe de Montpellier.

¹²³³ Enthousiasme qui, il faut le souligner dès à présent, s'exprime surtout sous la forme de dénonciations très générales. Cet aspect spécifique peut être interprété de deux manières. Soit la plupart de ces lettres adoptait effectivement un ton très général, en dénonçant des actants très grands (le néolibéralisme, le capitalisme, les États-Unis), en rattachant les préjudices à des catégories elles-mêmes très grandes (les citoyens, les pays du Sud). Les extraits cités seraient alors représentatifs de l'ensemble. Soit les auteurs de la compilation ont opéré un travail de filtrage en fonction de la manière dont elles percevaient la filialisation, et éliminé les lettres ne correspondant pas à ce cadre. Ces deux interprétations ne sont pas incompatibles.

active du public (de 700 à 800 personnes). Selon plusieurs témoignages recueillis, bon nombre des participants eurent le sentiment de vivre un moment exceptionnel. Certains lecteurs demandèrent à l'équipe de rédaction, présente à la tribune, de prendre la tête d'une liste pour les élections européennes de 1998 ; d'autres encore proposèrent de se présenter eux-mêmes à des élections locales au nom du mensuel. Ces propositions, toutes immédiatement écartées par les intéressés, témoignent du rôle politique que certains lecteurs accordaient au *Md*.

C'est justement cette transformation possible du journal en organisation ou un courant politique que Claude Julien semble avoir craint. Sa participation à des débats fut de fait assez réduite et, à la suite de sa démission de son poste de président de l'association, il cessa rapidement de participer à ses activités. Le départ de l'ancien directeur entérinait une orientation « active » et centralisée, approuvée par l'ensemble du conseil d'administration.

§2 – L'AMBIGUÏTE CONSTITUVE D'UN « OUTIL » MILITANT

Pour autant, l'équipe de rédaction n'envisageaient absolument pas d'accorder à l'association et à ses membres une liberté d'action pleine et entière. Les statuts de l'association, rédigés par Bernard Cassen sur le modèle de ceux de la Maison de l'Amérique latine, reflétaient bien la volonté du journal de conserver la haute main sur cet actionnaire bien particulier.

L'article 4 (« Membres – Adhésion ») distinguait en ce sens trois catégories de membres : les « fondateurs », qui « sont les personnes qui ont créé l'association et les personnes qu'elles désigneront, à la majorité, pour les compléter ou les remplacer, le cas échéant » ; les « bienfaiteurs », « [...] dont le soutien financier particulièrement important aura été constaté par le Conseil d'administration » ; les « actifs » enfin, qui correspondent à toutes « [...] les autres personnes qui auront contribué financièrement à la réalisation de l'objet social ». Cette distinction renvoyait prioritairement à la volonté d'éviter tout entrisme dans l'association, par le biais d'une mise en minorité de l'équipe élue¹²³⁴. Comme le stipule l'article 7-I (« Composition »), le

¹²³⁴ L'association comptait 50 fondateurs en 2008. La catégorie de « bienfaiteur » n'a par contre jamais été utilisée.

Conseil d'administration est en effet toujours composé, aux deux tiers, d'administrateurs issus de ces mêmes « *membres fondateurs*¹²³⁵ ». Ces derniers, à chaque élection des membres du C.A., figurent sur une « [...] *liste arrêtée et présentée par les membres fondateurs après leur délibération à la majorité des présents ou des représentés.* » (article 7.I). Cependant, cette séparation entre deux types de membre avait pour effet direct de limiter statutairement le poids des membres « actifs », c'est-à-dire principalement des lecteurs qui pourraient être impliqués au niveau local dans des activités de promotion du journal et de ses idées. Les premiers membres actifs entrèrent au conseil d'administration en 1997. Au nom de l'« indépendance », les représentants de la rédaction impliqués dans l'association (B. Cassen et I. Ramonet) refusèrent, quelques années plus tard, de modifier les modalités de désignation des membres fondateurs¹²³⁶ et de rééquilibrer au profit des « actifs » la composition du conseil.

Deux autres aspects témoignaient également de la logique de cooptation qui présidait à la désignation des responsables. Le recrutement des permanents se fit tout d'abord sur des critères d'urgence (il fallait rapidement recruter des personnes pour gérer le flux des courriers), de technicité (une personne fut recrutée pour prendre en charge la gestion informatique, une autre à temps partiel pour s'occuper de la comptabilité), et de proximité avec les membres de la rédaction, aux dépens de profils plus politiques¹²³⁷. Or, personne au bureau de l'association n'avait été élu pour jouer un rôle de représentation et d'animation. Ce dernier, laissé implicitement mais volontairement aux journalistes, aurait pu être incarné par Claude Julien. Mais son retrait définitif coupa court à cette orientation potentielle, qu'il n'est pas sûr de surcroît que l'ancien journaliste aurait accepté de suivre. De même, les deux premiers secrétaires généraux de l'association furent choisis

¹²³⁵ Le tiers restant étant « obligatoirement réservé aux membres actifs et bienfaiteurs » (statuts, article 7.I).

¹²³⁶ En 2003. En 2005, quelques membres « actifs » ont été cooptés, non sans problèmes, parmi les fondateurs.

¹²³⁷ Quelques années plus tard, des associations comme Attac ou l'Observatoire français des médias embauchèrent des permanents (respectivement Christophe Ventura et Renaud Lambert) dont les fonctions impliquaient notamment la rédaction de textes pour alimenter les sites et publications des deux mouvements. À l'inverse, les permanents des AMD n'ont jamais été amenés à s'exposer publiquement, soit par la prise de parole, soit par l'écrit. Lors des conseils d'administration, la déléguée générale de l'association, Marianne Perchet, ne prend volontairement jamais la parole, alors qu'elle est systématiquement présente.

avant tout pour leur profil de gestionnaire¹²³⁸. Le troisième secrétaire, issu à la différence de ses prédécesseurs des membres « actifs », refusa également de voir dans les adhérents des « militants¹²³⁹ ». La direction politique de l'association relevait organiquement au journal, et non à ses membres ; les fonctions proprement politiques furent, dans les faits, exercées principalement par Bernard Cassen, dont l'implication fut déterminante dans l'organisation de l'association.

Autant qu'au niveau de son instance nationale, c'est ensuite à celui des « groupes locaux » de l'association que joua, à ses débuts, cette dimension verticale. Très rapidement après la publication de l'appel de février 1996, des lecteurs écrivent à la rédaction pour lui faire part de leur volonté d'organiser, au niveau local, des actions se revendiquant de la ligne éditoriale et du nom du journal. Entre la fin de l'année 1996 et le début de l'année 1997, les premières rencontres et conférences furent organisées à Montpellier, Toulouse et Marseille. Mais il fallait pour cela que le mensuel puisse s'appuyer sur des personnes ressources au niveau local. Et lors de la première assemblée générale publique de la Mutualité, la question des « groupes locaux » et de leurs représentants fut plusieurs fois abordée. Quels statuts devaient avoir ces groupes ? Comment désigner leurs responsables ? C'est sur ces questions que l'on va maintenant s'arrêter, en étudiant les principaux acteurs de la promotion du *Md* au niveau départemental : les correspondants locaux.

SECTION 4 – LES CORRESPONDANTS LOCAUX. PORTRAIT DU LECTEUR EN « PROPAGANDISTE DU *MONDE DIPLO* »

L'apparition et la multiplication des « groupes locaux » des Amis du *Monde diplomatique*, la création d'un statut de « correspondant local », s'inscrivent *a priori* dans une perspective similaire à celle qui prévaut lors du recrutement des membres fondateurs et de la constitution du conseil d'administration. Pour la rédaction il s'agissait avant tout de

¹²³⁸ Issu comme François Vitranie, trésorier de l'association, de l'administration postale, Gilbert Haffner était, au moment de sa cooptation et de son élection comme secrétaire, directeur de l'École nationale supérieure des Postes.

¹²³⁹ Dominique Franceschetti, entretien, mai 2004.

s'entourer de lecteurs connus d'elle ou de ses proches collaborateurs. Or, très rapidement, l'absence ou la faiblesse de liens hors de Paris et l'envoi de candidatures spontanées viennent contrarier la volonté initiale des membres du conseil d'administration. À quelques rares exceptions près, les relais locaux des AMD, en France ou à l'étranger, émergent selon des logiques qui échappent en grande partie à la rédaction du mensuel et aux membres du conseil d'administration. Car ce à quoi sont confrontés journalistes et membres fondateurs, c'est à l'irruption de lecteurs et de lectrices de chair et d'os dans le champ d'action du mensuel ; des lecteurs et des lectrices demandant à agir, à parler au nom du journal, à l'incarner en dehors de son contenu. Quitter les rives connues et balisées du « monde du texte » journalistique pour celui, plus mouvant, du « monde du lecteur » adhérent à l'association, telle est la voie ouverte par l'« appel aux lecteurs » de 1996.

Monde du texte et monde du lecteur

Ce n'est au prix d'un déplacement considérable vers l'analyse sociologique et historique que l'on reprend, ici presque métaphoriquement, les deux catégories proposées par P. RICŒUR [1985 : 284-328]. Au monde du texte correspondent en effet « [...] 1) la stratégie en tant que fomentée par l'auteur et dirigée vers le lecteur », c'est-à-dire la rhétorique de persuasion développée non pas par l'« auteur réel », mais par l'« auteur impliqué » dans le texte [RICŒUR, 1985 : 288 et 292] ; « 2) l'inscription de cette stratégie dans la configuration littéraire [...] ». La notion de « monde du lecteur » permet quant à elle d'appréhender « [...] 3) la réponse du lecteur considéré lui-même soit comme sujet lisant, soit comme public récepteur [...] ». Dans les faits, ce monde de la lecture – plus que du lecteur – est principalement redevable de la phénoménologie de la lecture de W. ISER [1985] et de l'herméneutique de la réception développée par H. R. JAUSS [1978]¹²⁴⁰. On peut s'interroger dès lors sur les références au « lecteur réel », sur la possibilité qu'une œuvre comme *Madame Bovary* ait pu « influencer les mœurs » du temps, bref, sur l'affirmation selon laquelle « [...] la réception de l'œuvre et l'accueil de [...] la "chose" du texte ne sont arrachés à la pure subjectivité de l'acte de lecture qu'à la condition de s'inscrire dans une chaîne de lectures, qui donne une dimension *historique* à cette réception et à cet accueil [RICŒUR, 1985 : 311, 317 et 327 ; souligné par l'auteur], dès lors que

¹²⁴⁰ Le texte comme « réponse » à une « question » – « [...] on ne peut comprendre une œuvre que si on a compris à quoi elle répond [...] » relève de l'approche herméneutique de H. G. Gadamer [RICŒUR, 1985 : 313-314].

la « réduction » de la « théorie de la réception » à une « sociologie du goût » représente un « danger permanent¹²⁴¹ ».

Proposer une vision alternative du monde du lecteur où la « théorie de la lecture » soit plus qu'un « variante d'une théorie de l'écriture¹²⁴² » implique de franchir réellement le pas vers le « lecteur réel » et non plus s'appuyer sur des systèmes de représentation uniquement discursifs. Système dont l'étude est, on l'a vu au chapitre précédent, pertinente pour saisir la pluralité des lecteurs modèles, mais qui a tout à gagner à un élargissement de focale. Elargissement vers un genre subalterne¹²⁴³, le récit journalistique. Elargissement vers les pratiques de lecture déviant par rapport aux normes implicites et explicites promues par le mensuel, à la fois dans son contenu et dans sa matérialité. Car, face à l'ordonnancement structurel du texte journalistique, de sa mise en page, de sa mise en forme, des idées promues et défendues, des livres lus, le lecteur fait, pour ainsi dire, son marché¹²⁴⁴. Piochant par-ci et par-là, pouvant ignorer les grandes allées tracées pour lui, il se faufile entre les étals, usant, face aux « stratégies » discursives développées par les auteurs¹²⁴⁵, de « tactiques » qui peuvent transgresser et le fond, et la forme¹²⁴⁶. Parfois, il pratique le vol à la tire – le « braconnage » de M. de Certeau –, et détourne textes, images et sens à son profit, les réinvestissant de nouveaux sens.

D'ordinaire, mondes du texte – ici élargi au monde de production du texte journalistique¹²⁴⁷ – et mondes des lecteurs.trices, ne se rencontrent pas directement. Le « lieu » ne

¹²⁴¹ RICŒUR, 1985 : 312, qui reprend ici les analyses de Jauss. Sur les limites de l'esthétique de la réception, voir également les remarques de G. MAUGER [1999] et J.-P. ESQUENAZI [2003].

¹²⁴² RICŒUR, 1985 : 303, qui reprend ici les analyses de M. CHARLES, 1977.

¹²⁴³ Subalterne par rapport au récit de fiction et, plus précisément, aux auteurs classiques – Proust, Mallarmé, Goethe, Rabelais... – qui sont au cœur de l'analyse proposée par P. RICŒUR et les auteurs qu'il commente.

¹²⁴⁴ « [...] lire, c'est pérégriner dans un système imposé (celui du texte, analogue à l'ordre bâti d'une ville ou d'un supermarché) [...] » [CERTEAU, 1990 : 245].

¹²⁴⁵ Filant la métaphore militaire, de CERTEAU « [...] appelle stratégie le calcul (ou la manipulation) des rapports de force qui devient possible à partir du moment où un sujet de vouloir (une entreprise, une armée, une cité, une institution scientifique) est isolable. Elle postule un *lieu* susceptible d'être circonscrit comme un *propre* et d'être la base d'où gérer les relations avec une *extériorité* de cibles ou de menaces (les clients ou les concurrents, les ennemis, la campagne autour d'une ville, les objectifs et objets de la recherche, etc.) [...] » [CERTEAU, 1990 : 59, souligné par l'auteur].

¹²⁴⁶ La tactique, « art du faible », correspond à l'« action calculée que détermine l'absence d'un propre [...] ». Sans lieu propre, sans vision globalisante, aveugle et perspicace comme on l'est dans le corps à corps sans distance, la tactique est déterminée par *l'absence de pouvoir* comme la stratégie est organisée par le postulat d'un pouvoir [...] » [CERTEAU, 1990 : 60-62, souligné par l'auteur].

¹²⁴⁷ Pour Ricœur – dont les analyses ne porte, dans le chapitre qui nous concerne, que sur les textes de fiction –, « pris à part de la lecture, le monde du texte reste une transcendance dans l'immanence ».

croise pas le « temps », pour reprendre la métaphore polémologique de M. de CERTEAU¹²⁴⁸. Les journalistes écrivent, les lecteurs lisent (ou pas) et, si tactiques il y a, elles s'inscrivent avant tout dans la sphère privée, dans le for intérieur de la lecture individuelle et, au niveau matériel, dans toute une série de petits actes d'appropriation – souligner le journal, le découper, l'archiver... Mais aussi n'en lire que certains articles ou certains passages, le commencer par la fin, n'attacher aucune importance aux illustrations... Pour ces « Robinson d'une île à découvrir » [CERTEAU, 1990 : 250], les seules occasions de rencontre sont virtuelles ou, plus exactement, passent par des biais indirects, comme le courrier des lecteurs où, de fait, tout est contrôlé par les journalistes eux-mêmes. Or, la création d'une association de lecteurs ouvre *a priori* la voie(x) à des paroles, à des « usages » [*ibid.* : 52] alternatifs. Elle offre, en quelque sorte, la possibilité de rendre public des expériences de lecture, de commenter des articles, de réagir aux propos d'un journaliste présent et ainsi, occasionnellement, de collectiviser le braconnage, voire de l'institutionnaliser. C'est à la difficile instauration d'un lieu propre à la lecture du *Md* qu'est ainsi consacrée cette section¹²⁴⁹.

§I – « JUSTIFIES PAR LA FOI ». LA PROCEDURE DE DESIGNATION DES CORRESPONDANTS LOCAUX DES AMD.

Ce que l'on appelle « le siège » (les permanents, les membres du bureau et, pour part, le CA) a pu prendre appui dès les débuts de l'association sur des lecteurs ayant demandé à jouer un rôle dans l'animation des structures locales. Les premiers débats, qui réunirent souvent plusieurs centaines de lecteurs, impliquaient en effet un minimum d'organisation (réservation

¹²⁴⁸ Pour de CERTEAU, les stratégies « [...] misent sur la résistance que l'établissement d'un lieu offre à l'usure du temps ; les tactiques misent une habile utilisation du temps, des occasions qu'il présente et aussi des jeux qu'il introduit dans les fondations d'un pouvoir. [...] » [CERTEAU, 1990 : 63, souligné par l'auteur]. Si l'écriture « [...] accumule, stocke, résiste au temps par l'établissement d'un lieu et multiplie sa production par l'expansionnisme de la reproduction », la lecture, elle, « ne se garantit pas contre l'usure du temps » car « [...] elle n'a pas de lieu [...] » [*ibid.* :251].

¹²⁴⁹ Section qui permettra également de tester empiriquement certaines notions proposées par de CERTEAU dans son texte sur la lecture. Souvent cité, le passage sur la lecture comme « braconnage » mêle métaphores et concepts, sans que l'on s'y repère toujours avec aisance. Richesse de la description, pauvreté des notions ?

d'une salle et, parfois, d'un hôtel, publicité...) et furent à l'initiative de personnes n'ayant *a priori* aucun mandat pour le faire. Aussi, face à l'afflux des courriers et des dons, il apparut très vite nécessaire – dès l'été 1996 – aux membres du conseil d'administration de définir et d'encadrer précisément les procédures de désignation des « correspondants locaux ». Il ressort de l'analyse des comptes rendus des premiers conseils que ses membres avaient d'une part une nette conscience de la notoriété et du potentiel militant du *Md* et, d'autre part, qu'ils étaient extrêmement soucieux d'en conserver le contrôle¹²⁵⁰.

Les modalités de désignation des correspondants firent dans l'ensemble consensus autour d'un certain nombre de points. Bernard Cassen et Roger Lesgard, premier secrétaire de l'association et proche du premier, eurent tout d'abord à cœur de reproduire la logique de cooptation présente au niveau des membres fondateurs. Dans la mesure où l'échelon local et, plus précisément, départemental, est volontairement dépourvu de structure juridique propre¹²⁵¹, il est *a priori* exclu que leurs responsables soient désignés ou élus par les lecteurs. Une inquiétude traverse également les débats sur les correspondants locaux jusqu'en 1997, année qui voit l'élection des premiers « membres actifs » au conseil d'administration : celle de les voir profiter de la notoriété du journal. Une « charte pour la désignation et le rôle des correspondants de l'association Les amis du *Monde diplomatique* » est rapidement rédigée par Roger Lesgard¹²⁵² ; le « danger » d'une « progression exagérée du nombre de correspondants¹²⁵³ » est écarté en n'autorisant tout d'abord, et ce jusqu'au début de l'année 1997, la nomination de correspondants que dans les vingt à vingt-cinq « villes et départements qui comptent un nombre suffisant d'adhérents

¹²⁵⁰ Voir en annexe l'extrait d'un compte rendu du CA portant sur cette question.

¹²⁵¹ En 1995, Bernard Cassen « [...] met en garde contre toute formalisation administrative de sous-structures de l'association, c'est-à-dire de création d'associations locales, qui créerait d'innombrables problèmes de légitimités respectives du national et du local. Notre association doit rester "une" et ne pas se transformer en fédération. Les activités locales, pour se réaliser, pourraient partir de groupes ad hoc de ses membres ou d'associations amies, entre autres les Cercles Condorcet. Dans tous les cas, tout en bénéficiant de l'aide logistique de l'infrastructure nationale, les activités devraient s'autofinancer » [CA du 22.09.95].

¹²⁵² CA du 13.01.97

¹²⁵³ Roger Lesgard, CA du 01.04.98

pour justifier qu'un relais y soit organisé¹²⁵⁴ ». En outre, les membres du conseil se montrent soucieux d'établir des modalités de désignation précises et, surtout, de conserver l'initiative en matière de candidature. Bernard Cassen met notamment en avant, à plusieurs reprises, le critère « de la "surface" des candidats, de leur implication dans la vie associative, de leur capacité à s'appuyer sur des structures déjà existantes pour monter des manifestations [...] »¹²⁵⁵. Quelques correspondants locaux le devinrent donc à la demande des membres fondateurs et, notamment, Roger Lesgard. Au Québec, un des quatre « "bassins" » francophone, avec la Suisse, la Belgique et le Luxembourg, du lectorat du *Md*, Ignacio Ramonet suggère à un collaborateur occasionnel du mensuel, André Paquet, la création d'une association locale¹²⁵⁶.

Un tel mode de désignation implique toutefois de connaître les candidats potentiels, de disposer d'un vivier de personnes compétentes, souhaitant s'impliquer dans l'animation d'un groupe local. Or, c'est loin d'être le cas. En outre, la plupart des demandes proviennent directement et spontanément de lecteurs dont les journalistes et les membres fondateurs ignorent tout. Dès lors, l'absence de candidature alternative oblige le bureau à l'accepter presque toujours, et de faire confiance aux candidats. Comme l'expliquait à sa manière un correspondant local,

« [...] Au *Diplo*, ce ne sont pas des cathos, ce sont des protestants : c'est la justification par la foi. Il [le correspondant] a la foi, donc il est élu... »¹²⁵⁷ »

Obliger de naviguer à vue, les membres du CA dotent donc très rapidement l'association d'une procédure de candidature

¹²⁵⁴ « Charte pour la désignation et le rôle des correspondants... », CA du 13.01.97. Les archives des AMD conservent la copie de huit refus de ce type, dont un seul a donné lieu à contestation de la part de l'intéressé. Dans sa réponse, Roger Lesgard indiquait néanmoins que « [...] dans l'hypothèse où, dans le futur, le conseil d'administration déciderait d'élargir le champ des désignations de correspondant, je me permets de conserver votre candidature "en attente" [...] ». Dans les faits, alors que dès le mois d'avril 1997 des candidatures sont acceptées pour des départements aux effectifs très réduits (comme à la Guadeloupe, qui comptait outre le correspondant trois adhérents), ces lecteurs n'ont semble-t-il jamais été recontactés.

¹²⁵⁵ Bernard Cassen, CA du 11.11.96.

¹²⁵⁶ CA du 13.11.96. L'expression « bassin » figure entre guillemets dans le compte rendu. La suggestion d'I. Ramonet n'aboutira cependant pas et, l'année suivante, une candidature spontanée est envoyée et acceptée par le bureau.

¹²⁵⁷ Homme, 58 ans, correspondant local d'un département du centre de la France. Retraité, ancien cadre juridique à France-Telecom.

officielle. Il faut en effet que le bureau de l'association, chargé d'étudier les candidatures, puisse s'appuyer sur des éléments leur permettant de les agréer ou de les refuser. Afin de disposer d'éléments biographiques sur les candidats, le CA décide dès 1996 que chaque candidat ou candidate doit donc envoyer une lettre de motivation et un *curriculum vitae*, qui font l'objet d'une approbation ou d'un refus par le bureau de l'association¹²⁵⁸. Dans les premières années, le ou la candidate contacte la plupart du temps les permanents de l'association par téléphone. Ces derniers leur indiquent alors la démarche à suivre. Entre 1996 et 2005, 90 dossiers de ce type ont été recensés dans les archives de l'association.

Corpus

Les archives des groupes locaux sont mises à jour par les permanents de l'association dans des classeurs propres à chaque groupe, portant le nom de la ville ou du département. Selon le nombre d'activités, ces classeurs sont plus ou moins volumineux. Y sont conservés 1) la lettre de motivation et le CV des correspondants et, dans certains cas, la lettre de démission ; 2) classés par ordre chronologique, la copie des courriers adressés par le correspondant aux adhérents du département ainsi que les annonces de rencontres-débats ou de réunion. Enfin 3), quelques groupes locaux y ont joint, le cas échéant, des brochures ou des journaux réalisés par les adhérents. Ces derniers sont néanmoins assez rares. Le site Internet des AMD est très régulièrement mis à jour, un des permanents travaillant spécifiquement dessus. On y trouve également de nombreuses traces des débats au niveau local, ainsi que quelques textes produits par des correspondants.

Par dossier, il faut comprendre idéalement 1) la lettre de motivation, 2) le CV et, le cas échéant, 3) une lettre de démission. Selon les groupes locaux ces dossiers sont complets, incomplets ou inexistant. L'absence de dossier de candidature ne signifie pas nécessairement son inexistence mais, plus vraisemblablement, que l'original a été conservé par erreur par l'un des membres du bureau lors de son étude ou qu'il a été perdu. Pour cette raison, le nombre de candidatures présentes et étudiées ne correspond pas au nombre de comités locaux. Pour expliquer ce décalage, il convient également de préciser que certaines candidatures furent multiples (deux, trois voire quatre candidats pour un même poste) et qu'une fut refusée. Ces candidatures ont été incorporées en tant que telles dans le corpus.

¹²⁵⁸ Les personnes contactées directement par Roger Lesgard ont également été invitées à envoyer lettre de motivation et CV. Tous ne se sont cependant pas pliés à l'exercice. On peut le comprendre de la part de personnes connues du secrétaire général, ayant été sollicitées par lui et exerçant, parfois, des fonctions universitaires ou politiques, comme à Nantes ou dans les Côtes d'Armor.

Deux observations doivent être ajoutées concernant la date d'envoi. Exactement deux tiers des candidatures (60 sur 90) ont été envoyées entre 1996 et 1999. Ces quatre années, qui correspondent à la phase d'expansion de l'association, sont suivies de deux années où les candidatures diminuent d'un tiers (dix-sept dossiers en 2000 et 2001). Enfin, de 2002 à 2005, douze personnes seulement candidatent. Depuis lors, le nombre annuel de candidatures reste stable, oscillant entre 2 et 5. En second lieu, la procédure s'assouplit au fil des ans et, à partir de 2000-2001, les candidatures prennent de plus en plus la forme d'un courrier transmis par l'ancien correspondant, le démissionnaire indiquant simplement le nom de la personne qui le remplaçait, sa profession et ses états de service au sein du groupe local. Parfois, un courrier du nouveau ou de la nouvelle correspondante accompagne celui du démissionnaire.

Comment ces lecteurs et ces lectrices réagirent-ils à la demande qui leur était faite ? L'ensemble des courriers étudiés ne fait état que des lecteurs ayant accepté de se plier aux conditions imposées par l'association. Si la procédure a pu vraisemblablement dissuader des candidats potentiels, ces derniers n'ont donc pas laissé de trace dans les archives. Ces documents ont été interrogés de deux manières. Quelles informations livrent tout d'abord ces lecteurs désireux de s'impliquer plus en avant dans les activités de l'association sur leurs itinéraires (scolaires, professionnels, militants...) ? Est-il possible de tirer un portrait-robot sociographique des ces adhérents ? Comment, en second lieu, les futurs correspondants se plient-ils à l'exercice ? Quelles images, quelle(s) présentation(s) de soi donnent-ils d'eux-mêmes dans ces documents, et comment justifient-ils leur volonté de s'engager ? Ces questions permettront d'aborder un point important dans le discours que portent les membres des Amis sur eux-mêmes : celui de leur représentativité, vis-à-vis des êtres – les ouvriers, les immigrés, les pauvres, les habitants des pays du Sud... – sur le sort desquels le *Md* attire l'attention chaque mois. Car la question de la représentativité des Amis et, plus largement, des lecteurs du *Md*, a rapidement été constituée en problème par les adhérents, bien conscients du caractère homogène du recrutement.

L'élection des membres actifs au CA : une « représentation » introuvable ?

On peut utilement comparer les dossiers de candidature aux fonctions de correspondants à ceux envoyés par les candidats au conseil d'administration de l'association. En 1997, en 2000 et en 2005 ont eu lieu trois élections ouvertes aux membres actifs ; dix postes sont à

chaque fois à pourvoir. Une rapide description de ces dossiers permet de voir ce qui les rapproche et les écartent de ceux des futurs correspondants locaux.

1997 : des candidatures de prestige

Les premières élections de 1997 s'inscrivent dans un cadre particulier, celui de l'absence d'information sur les élus potentiels. Les quelques groupes locaux existants ne disposent encore que d'une faible visibilité, et très peu d'adhérents peuvent se réclamer d'une expérience de terrain. Les membres du CA souhaitent mettre en place des critères de sélection ; on imagine même, en cas de trop nombreuses candidatures, de « [...] n'envoyer que les 10 candidatures retenues par le CA, selon des critères restant à fixer¹²⁵⁹ ». Finalement, les membres fondateurs décident « [...] de ne pas opérer de présélection parmi les 38 candidatures [...] ». Tout au plus se permet-il de suggérer certains critères de choix. Dans la mesure où les 14 élus actuels sont en majorité des hommes, et demeurent, pour la plupart, dans la région parisienne, une bonne représentation de l'association voudrait que les nouveaux élus soient majoritairement des femmes et résident en province ou à l'étranger. Mais il appartient aux adhérents de trancher [...] ¹²⁶⁰ ».

Que révèle l'analyse de ces candidatures ? Schématiquement, le candidat est un homme (33 candidatures contre cinq pour les femmes) habitant Paris ou sa banlieue, dont l'âge médian est de 48 ans, travaillant dans le secteur privé (50 % des candidats). Titulaire d'un DEA, d'un DESS (58 %) ou d'un doctorat (21 %), il exerce le plus souvent la profession d'ingénieur (16 %), d'enseignant-chercheur (13 %¹²⁶¹), ou d'avocat (8 %). Il mentionne un engagement militant, la plupart du temps associatif, dans 45 % des cas. La surreprésentation de professions intellectuelles, le nombre impressionnant de titulaires d'un diplôme de troisième cycle (cinq enseignants-chercheurs ont posé leur candidature, huit candidats sortent d'une grande école) contraste avec l'absence d'ouvriers et de chômeurs et la faiblesse du nombre d'employés (un seul candidat). On relève également la présence de deux fonctionnaires internationaux : un ancien secrétaire général du comité économique et social des Communautés européennes, également ancien directeur général d'une université belge ; un économiste, investit peu après au conseil d'administration d'Attac. Enfin, apparaît le nom de Claude Neuschwander, qui reprit brièvement la société LIP dans les années 1970. On constate ainsi que les membres fondateurs, qui ont renoncé à opérer une sélection, voient se présenter des candidat.e.s qui leur sont assez proches socialement, au point que le conseil, qui se soucie de la

¹²⁵⁹ B. Cassen, CA du 13.09.96. Lors de la même séance, un autre membre du CA juge par exemple « le contenu des CV assez faible ».

¹²⁶⁰ « Elections au conseil d'administration – Comment procéder », document distribué lors de l'AG du 3 mai 1997. Souligné en gras dans le texte.

¹²⁶¹ Enseignants du secondaire et enseignants-chercheurs (en activité ou en retraite) représentent plus de 18 % des candidats.

« représentation » de l'association, encourage les adhérents à voter pour des femmes résidant en province ou à l'étranger. De ce point de vue, les résultats seront satisfaisants, puisque quatre femmes sont finalement élues et qu'une majorité d'élus n'habite ni Paris ni sa banlieue. Le prestige des fonctions, voire des noms des candidats au premier conseil d'administration, n'en témoigne pas moins de la force d'attraction du mensuel dans les années 1996-1997.

2000 : l'entrée des correspondants locaux

Les élections de 2000 s'écartent pour partie de ce schéma élitiste et laissent entrer au CA une nouvelle catégorie de lecteur : les militants des groupes locaux. Le mode de fonctionnement de l'association est désormais connu des adhérents les plus actifs, les groupes locaux fonctionnent depuis plusieurs années pour certains d'entre eux. Mais la question d'une sélection éventuelle des candidatures est à nouveau posée lors du CA du 6 décembre 1999. Ce dernier décide en effet, afin d'« éclairer le vote des membres de l'association », de proposer « [...] aux groupes locaux, regroupés en 10 "régions" [...], de dégager en leur sein des candidatures ayant fait leurs preuves sur le terrain et bénéficiant d'un large consensus [...]»¹²⁶². Posée à nouveaux frais, la question de la « représentation » trouve cette fois-ci sa solution non dans une sélection opérée par les membres du CA, mais par la désignation quasi officielle, par les adhérents actifs eux-mêmes, des candidats. La procédure initiée par le siège de l'association entérine sinon le glissement, du moins le partage de la légitimité entre les membres fondateurs et les groupes locaux. Le CA propose, les groupes locaux disposent : telle est le schéma que souhaiteraient mettre en place la direction de l'association, avec l'accord de la rédaction¹²⁶³. Pourtant, le dispositif mis en place ne reçoit finalement pas l'agrément du CA. Constatant que « la procédure proposée [...] avait eu des effets pervers », le président de l'association, Riccardo Petrella, renonce à intégrer dans les CV des candidats la mention d'une « [...] "investiture" d'un candidat par un regroupement de correspondants locaux [...]»¹²⁶⁴. Le dispositif porte pourtant ses fruits : dix-neuf candidats mentionnent, dans leur courte présentation, leur implication dans les AMD (seize candidats, dont sept correspondants) ou à ATTAC (huit candidats, dont un président de comité local parisien). Les candidatures, deux fois

¹²⁶² Gilbert Haffner (second secrétaire général de l'association, en remplacement de Roger Lesgard), courrier du 20 janvier 2000 adressé à tous les correspondants locaux. Archives du groupe de Manosque.

¹²⁶³ Le courrier de Gilbert Haffner décrit précisément les termes de cette désignation officieuse. Le secrétaire va même jusqu'à proposer qu'un membre du bureau se déplace « [...] pour co-animer une éventuelle réunion des groupes locaux » dans les dix grandes régions délimitées par le CA.

¹²⁶⁴ Riccardo Petrella, courrier du 19 avril 2000 adressé aux correspondants locaux. Archives du groupe des Alpes-de-Haute-Provence. Dans la région PACA, constitué des groupes locaux de Alpes-de-Haute-Provence, des Alpes-Maritimes, du Var et des Bouches-du-Rhône deux candidats actifs ont présenté leur candidature.

moins nombreuses qu'en 1997, sont également plus féminines (cinq femmes pour quatorze hommes), plus provinciales (cinq candidats seulement issus de Paris ou sa banlieue) et plus âgées (54 ans). Si les enseignants-chercheurs ont disparu, on retrouve des enseignants du secondaire (trois candidats), des professions artistiques et culturelles (quatre candidats), des ingénieurs (trois candidats), un énarque et un polytechnicien, tous deux fonctionnaires. Neuf candidats relèvent ou ont relevé du secteur public. Au final, une seule élue n'a pas fait mention de participation aux activités d'un groupe local, mais elle faisait partie de l'équipe précédente.

2005 : « Femme, jeune et musulmane »

Les 23 candidatures présentées lors de l'assemblée générale de 2005 prolongent en partie celles de 2000. Le CA introduit une nouveauté pour les candidats : l'obligation de fournir un CV détaillé et une « profession de foi ». Les candidatures sont ainsi très proches des dossiers envoyés par les futurs correspondants locaux. Comme ces derniers, les candidats sont invités à présenter leur parcours, à justifier leur motivation. Aux niveaux rhétorique et stylistique¹²⁶⁵, on peut y distinguer deux groupes distincts. Le premier est constitué de correspondants locaux et de membres déjà élus au CA ou de membres actifs (huit candidats), de personnes mettant en avant leur parcours militant ou universitaire (six candidats) ou, enfin, leur itinéraire professionnel (deux candidats). Ces seize candidats se plient autant que faire se peut à l'exercice, en alternant descente en singularité (parler de leur parcours) et montée en généralité, en décrivant ce que leur candidature serait susceptible d'apporter à l'association, en s'appuyant sur leur bilan au niveau local ou national, en s'efforçant enfin, pour certains d'entre eux, d'élaborer un programme d'actions. Au sein de ce premier groupe, les professions de foi les plus argumentées sont produites soit par des correspondants locaux ou d'anciens membres du CA, soit par des personnes déjà impliquées dans des activités militantes. Ce sont celles qui exhaussent le plus le souhait implicite des permanents de l'association et des membres du CA : être connu et reconnu de l'association, au niveau local et national. Le deuxième groupe, au contraire, est constitué de lecteurs qui se plient mal à la logique de la profession de foi, voire la rejettent complètement. Absence de montée en généralité, brefs récits d'expériences personnelles, critique de la notion de « profession de foi » ou même critique du journal : ces lettres ne remplissent *a priori* guère les conditions de normalité exigées dans un tel cadre¹²⁶⁶. Parmi les dix élus, deux seulement sont totalement inconnus

¹²⁶⁵ Ces professions de foi et CV n'ont volontairement pas été corrigés ou modifiés par la délégation. Certaines présentent des fautes d'orthographe, de grammaire ou de vocabulaire.

¹²⁶⁶ La notion de normalité est ici empruntée à L. BOLTANSKI, 1990 : 260 et 264. Le sens de la normalité ici exposé est celui des permanents de l'association, exprimés lors de discussion avant les élections de 2005.

des adhérents actifs et du siège : deux femmes, âgées de moins de trente ans, toute deux titulaires d'un doctorat, mettant l'accent sur leurs engagements associatifs, aux prénoms et noms à consonance maghrébine. L'une d'entre elle, qui se présente dans sa profession de foi comme « femme, jeune et musulmane », livre un document très critique à l'égard de l'association, jugée « peu flexible ». Elle dénonce l'archaïsme de prises de position du journal, l'accusant même d'avoir mis la vie de ses sources en danger¹²⁶⁷. Le ton est proche du réquisitoire¹²⁶⁸. Son élection donne immédiatement lieu à une polémique, une adhérentes de l'association lui reprochant de porter le voile.

L'après-midi de l'assemblée générale, peu avant les traditionnelles questions posées à aux membres de la rédaction du mensuel, le secrétaire général, Dominique Franceschetti, nomme en effet un à un les nouveaux élus, qui sont invités à se lever sous les applaudissements. Vient le tour de la nouvelle élue. « Femme, jeune et musulmane » : le contraste est saisissant avec le public composé en grande partie, ce jour-là, de personnes de plus de quarante ans, dont une majorité d'hommes. Derrière moi, une femme d'une cinquantaine d'années manifeste à voix basse son incrédulité, puis son indignation. Âgée d'une cinquantaine d'année, elle est professeur dans l'enseignement technique ; je l'ai rencontrée plusieurs fois aux réunions d'un groupe local de la banlieue parisienne. La voix tremblante, prise par l'émotion, elle prend la parole quelques instants après la présentation par le secrétaire général, dénonçant l'élection d'une personne portant le voile au CA de l'association, rappelant son propre engagement dans le militantisme féministe. D'autres adhérents prennent la parole, donnent leur avis. Invitée à répondre par le secrétaire général, la nouvelle élue affirme calmement mais fermement que le port du voile relève d'un choix personnel. D'autres personnes prennent ensuite la parole durant une quinzaine de minutes, les unes critiquant l'élection d'une femme voilée, les autres au contraire la soutenant. La rédaction du mensuel, réunit presque au complet, n'intervient pas, à l'exception d'Ignacio Ramonet qui, reprenant les propos du secrétaire général, réaffirme la légitimité du vote des adhérents. Quelques semaines plus tard, la jeune femme publie sur Internet un texte qui revient sur l'épisode, critiquant notamment le silence de la rédaction du mensuel et l'absence de texte de soutien. Au moment de la rédaction de ce texte, en 2009, elle n'avait presque jamais

¹²⁶⁷ « [...] Moi, je suis l'une des personnes qui a cessé d'acheter le *diplo* (bien que je sois membre de l'association) pour maintes raisons : la rigidité de la vision du monde qui est restée fidèle aux principes pour lesquels ont lutté les jeunes dans les années 60 et 70 n'est plus valable à l'heure actuelle, la critique ; on a l'impression que le journal ne fait que "geindre" par moment et aussi le fait de savoir que des pères et des mères de familles ont perdu leur travail, ont passé des heures d'interrogatoire dans des centres de détention après l'apparition d'un article dans le Monde diplomatique durant les années 80. [...] »

¹²⁶⁸ Il passe à ce titre très mal auprès des permanents de l'association (témoignage recueilli quelques jours avant l'assemblée générale).

participé aux activités du conseil d'administration (d'après des notes prises durant l'assemblée général, 10 juin 2005).

§2 – LES CORRESPONDANTS LOCAUX : UNE ELITE LECTORALE ?

L'analyse des caractéristiques sociodémographiques des lecteurs faisant acte de candidature aux fonctions de correspondant met en valeur quatre traits : le genre, le diplôme et le type d'activité et l'emploi occupé. Une écrasante majorité des candidats sont des hommes (80 %), titulaire d'un diplôme de troisième cycle (DEA et DESS, école d'ingénieur ou doctorat : 43 %), travaillant dans le secteur public (51 %). Plus du quart des candidats exercent les métiers d'enseignants (19 %) ou enseignants-chercheurs (8 %), mais l'on retrouve également une forte proportion d'ingénieurs (12 %). Les candidats sont âgés de 48 ans en moyenne et un petit tiers est âgé de 45 à 53 ans (32 %). Comment situer ces candidats par rapport aux autres lecteurs du mensuel ? On retrouve ici des caractéristiques assez proches de celles du groupe des lecteurs ayant répondu volontairement au questionnaire de 1998, que l'on a décrit précédemment.

	Candidats correspondants locaux (N = 90 ; 1996-2005)	Enquête CSA (1998) (acheteurs au numéro). N = 200	Ecart Candidats/Acheteurs au numéro
Femmes	20 %	30 %	-10 %
Hommes	80 %	70 %	+10 %
Niveau Brevet	2 %	7 %	-5 %
Niveau Bac	3,3 %	4 %	-0,7 %
Technique ou professionnel	–	3 %	-3 %
Bac + 1	1,1 %	2 %	-0,9 %
Bac + 2	4,4 %	7 %	-2,6 %
Bac + 3	14,4 %	14 %	+0,4 %
Bac + 4	6,7 %	19 %	-12,3 %
Bac + 5	43,3 %	45 %	-1,7 %
Non précisé	24,4 %	–	+24,4 %
Public	51,1 %	54 %	-2,9 %

Privé	33,3 %	37 %	-3,7 %
Non déterminé / Ne se prononce pas	15,6 %	13 %	+2,6 %

Si la proportion d'hommes est plus importante du côté du groupe des candidats, les chiffres de diplômés du supérieur ainsi que les tranches d'âge les plus nombreuses sont très proches les unes des autres.

	Candidats correspondants locaux (N = 90 ; 1996-2005)	Enquête CSA acheteurs au numéro (N = 200 ; 1998)
Moins de 27 ans	5,6 %	
27-35 ans	13,9 %	
36-44 ans	19,4 %	
45-53 ans	31,9 %	
54-62 ans	13,9 %	
62 ans et plus	15,3 %	
15-24 ans		15 %
25-34 ans		26 %
35-49 ans		40 %
50-64 ans		14 %
65 ans et plus		5 %
36-62 ans / 35-64 ans	65,20 %	64 %

Un autre chiffre témoigne de la proximité des deux catégories de lecteurs, celui de la profession. Des deux côtés, la proportion de « cadres, profession libérale, profession intellectuelle supérieure » s'élève à 50 %¹²⁶⁹. Ceux qu'Ignacio Ramonet appelait, dans son commentaire des résultats de l'enquête de 1998, le « noyau dur » du lectorat, correspondent donc bien aux lecteurs-candidats, même si ces derniers accentuant certains traits : un peu plus d'hommes, un peu plus âgés et – tout du moins peut-on en faire l'hypothèse au vu du nombre

¹²⁶⁹ Ces données n'ont pas été présentées ici sous la forme d'un tableau comparatif pour cause de codage différent des intitulés de profession. L'enquête réalisée par l'institut de sondage CSA ne distingue pas, en particulier, les enseignants. Dans les deux ensembles, la part de chômeurs, d'ouvriers et d'agriculteurs est infime, la part d'employés très faible.

d'enseignant-chercheurs candidats – sans doute plus diplômés¹²⁷⁰. On retrouve ici, de manière plus marquée, des caractéristiques sociodémographiques proches de celles des lecteurs de la presse quotidienne nationale¹²⁷¹, à laquelle on peut associer celle du *Md*¹²⁷². Les lecteurs du mensuel, et donc le profil des candidats aux fonctions de représentants locaux de l'association, sont donc majoritairement des hommes très diplômés, âgés de 45 à 50 ans¹²⁷³, exerçant des fonctions d'encadrement, majoritairement dans le service public.

Les correspondants : un « radicalisme de classe moyenne » ?

Une comparaison avec les résultats d'une enquête menée en 2003 sur les participants au Forum social européen de Saint-Denis révèle également une grande similarité des profils, notamment sous l'angle du capital culturel et du secteur d'activité. De fait, outre les proximités de personnes et d'organisation – Bernard Cassen et Ignacio Ramonet ont participé à la création et au développement des premiers forums, organisés au Brésil –, le type d'action collective promu dans les forums sociaux, la conférence-débat, est identique à celui privilégié majoritairement dans les réunions des AMD. Comme le soulignent B. GOBILLE et A. UYSAL [2005 : 107 *sq.*], la population des participants au forum social de 2003 est marquée par une « surreprésentation des fonctionnaires » (46, 1 % des répondants, 51, 1 % pour les correspondants). Les chiffres des diplômés de l'enseignement supérieur sont également très proches : 51, 6 % des sondés sont titulaires d'un

¹²⁷⁰ Plus exactement, on peut faire l'hypothèse que la part de titulaire d'un doctorat est plus importante chez les candidats que dans le groupe des 200 lecteurs

¹²⁷¹ « [...] De façon très caricaturale, on pourrait décrire le lecteur de la presse nationale comme étant un homme (55 %), diplômé de l'enseignement supérieur (36 %), cadre ou profession intermédiaire ou étudiant (respectivement 21 %, 22 % et 13 %), et vivant en région parisienne (34 %). 40 % de ces lecteurs appartiennent au quartile de la population disposant du niveau de vie le plus élevé [...] », souligne une enquête de l'INSEE fondée sur des résultats recueillis en 1999 [DUMARTIN & MAILLARD, 2000].

¹²⁷² On en revient ici au problème, discuté plus haut, des catégories de la presse et du « lieu » où placer un mensuel comme le *Md*. L'enquête commanditée en 1998 par le mensuel, qui avait notamment pour but d'évaluer « [...] dans quelle mesure ces lecteurs que nous rencontrons étaient [...] représentatifs de l'ensemble de notre lectorat [...] » révèle néanmoins qu'une forte proportion des répondants lit régulièrement la presse quotidienne nationale.

¹²⁷³ En mai 2004, la délégation des AMD a été contactée par la radio « Le Mouv » dans la perspective de la célébration des 50 ans du mensuel. Le journaliste demande à l'une des permanentes de le mettre en relation avec un « jeune » lecteurs du mensuel. Présent depuis seulement quelques jours pour travailler sur les archives des groupes locaux, c'est à moi – un « jeune lecteur », donc... – que l'on a proposé de répondre aux questions. J'ai accepté de me prêter au jeu.

diplôme universitaire ou de grande école supérieur à bac + 3, contre 50 % pour les correspondants ; au total, 69, 2 % des personnes interrogées au FSE sont diplômées du supérieur, pour 69, 9 % des candidats au poste de correspondant¹²⁷⁴.

Moins jeunes que les participants au FSE, comptant moins de femmes, les candidats correspondants se rapprochent du groupe des « activistes », voire de la petite minorité des « entrepreneurs » de l'altermondialisme, qui sont « tendanciellement un peu plus âgés que les simples participants, tendance confirmée chez les entrepreneurs, et sont plus souvent des hommes (56%), caractéristique renforcée chez les entrepreneurs [...]»¹²⁷⁵. Mais ils se distinguent de ces deux sous-groupes et, plus généralement, de l'ensemble des participants du FSE interrogés, par une moindre socialisation à l'international (31, 7 % des candidats déclarent avoir vécu à l'étranger ou mentionnent des voyages de longue durée, contre 37 % pour les participants au FSE) et par une forte présence de cadres du privés, ingénieurs pour la plupart¹²⁷⁶. Sans entrer pour le pour l'instant dans le détail des motivations politiques des candidats, l'analyse des caractéristiques sociodémographiques que ces derniers donnent à voir valide une fois de plus, si besoin en était, le fait que le militantisme en faveur du *Md* « [...] s'ancre en réalité beaucoup plus dans un "radicalisme de classe moyenne" qu'il n'est un mouvement issu de populations fortement fragilisées¹²⁷⁷ ».

Deux observations nuancent néanmoins l'image élitiste du lectorat. Les années 2000-2001 voient les premières annonces de démission et donc de remplacement de la première vague de correspondants. Or, les renseignements sociographiques fournis par ces nouveaux correspondants témoignent d'une certaine atténuation des traits les plus élitistes, notamment en termes de profession et de niveau d'étude. Certes, le nombre de ces nouveaux candidats ne permet pas d'en dresser un portrait statistique satisfaisant. Certes, la proportion d'hommes reste

¹²⁷⁴ Encore que le chiffre de 69, 9 % soit sans doute sous-évalué, dans la mesure où des candidats (24, 4 %), notamment ceux sollicités par Roger Lesgard, n'ont pas indiqué leur niveau d'étude.

¹²⁷⁵ Les « activistes » correspondent aux « [...] 350 personnes [interrogées] déclarant un investissement récurrent et actif dans l'altermondialisme ; les "entrepreneurs de l'altermondialisme" [correspondent aux] 22 personnes déclarant s'investir dans la production même des événements altermondialistes – forums, manifestations ou organisations [...] » [GOBILLE & UYSAL, 2005 : 118-119].

¹²⁷⁶ Précisions néanmoins les limites d'une comparaison dont les résultats sont, d'un côté, issus d'un questionnaire alors que, dans le cas des candidats correspondants, il s'agit d'informations recueillies dans un cadre déclaratif, non directif. Il est donc tout à fait possible que des lecteurs n'aient pas mentionné de séjour à l'étranger parce qu'ils n'y ont tout simplement pas pensé.

¹²⁷⁷ GOBILLE & UYSAL, op. cit. : 112. L'expression « middle class radicalism » est emprunté à une étude de S. COTGROVE et A. DUFF [1980].

toujours aussi élevée. Mais sur les onze passages à témoin étudiés, cinq émanent de personnes ayant un niveau de diplôme et exerçant une profession que l'on peut qualifier, toutes choses égales par ailleurs, d'inférieur dans la hiérarchie sociodémographique ; cinq sont équivalentes ; une seule peut être présentée comme supérieure.

Comparaison du capital scolaire et professionnel des correspondants successifs

Correspondant 1	Correspondant 2	Correspondant 3	Volume capital scolaire et professionnel
Homme, avocat	Femme, gérante d'une PME	Femme, maître de conférences	inférieur puis supérieur
Femme, directrice d'une maison de la culture	Homme, psychiatre	–	équivalent
Femme, professeure agrégée	Femme, ATER en droit	Femme, enseignante retraitée	équivalent
Homme, instituteur	Homme, enseignant dans l'enseignement technique	–	équivalent
Etudiant école des mines	Homme, fonctionnaire ministère des affaires étrangères.	–	équivalent
Elu local (conseil général)	Homme, chargé de mission (fonction publique territoriale)	–	équivalent
Fonctionnaire international	producteur de spectacle jeune public	–	inférieur
Homme, maître de conférences	Homme, agriculteur	Homme, aide soignant	inférieur
Homme, conseil en entreprise	Homme, conducteur de bus	–	inférieur
Editrice (retraîtée)	Femme, conférencière indépendante	–	inférieur
Ingénieur, polytechnique	Homme, technicien dans une PME	–	inférieur

Ces correspondants de la deuxième ou de la troisième vague témoignent de la présence, au sein des AMD, de profils sociaux plus diversifiés que ne le laissent croire l'analyse de l'itinéraire

des correspondants de la première vague¹²⁷⁸. Mais ce déclasserment relatif renvoie à un autre phénomène, celui du déclasserment – là encore relatif – de la fonction même de correspondant local, dans un contexte de collaboration/concurrence avec ATTAC, sur lequel on reviendra. C'est en second lieu le caractère socialement très homogène de ces candidats qui doit être mis en perspective. La plupart des études sur l'engagement associatif¹²⁷⁹ insiste sur l'investissement préférentiel des classes moyennes diplômées dans les mouvements associatifs et politiques. Comme le soulignait déjà F. HERAN à la fin des années 1980, « l'essentiel est bien la liaison privilégiée du capital culturel avec l'engagement associatif, dont tout semble indiquer qu'il exige moins la fortune que la maîtrise du temps et du verbe¹²⁸⁰ ». Le profil sociographique des correspondants ne s'éloignent à ce titre guère de celui d'autres associations.

§3 – METTRE EN FORME SA MOTIVATION.

Du point de vue des futurs correspondants, l'exercice consiste à produire des documents pour des fonctions dont ils ignorent les modalités, le temps à consacrer et, parfois, les contours précis¹²⁸¹.

¹²⁷⁸ Dans le même ordre d'idée, on a souligné précédemment le fait que les enquêtes réalisées par des instituts de sondage à des fins publicitaires atténuent pour partie l'image élitiste du lectorat du *Md*.

¹²⁷⁹ Comme le souligne M. BARTHELEMY, « [...] la composition sociale des associations dénote la prédominance des professions intermédiaires (20 à 35 % d'adhérents) et des employés (20 à 25 %) dans la plupart d'entre elles [...]. Les cadres et les professions intellectuelles supérieures constituent une part très appréciable du public des associations : entre 15 et 25 % dans la plupart des cas. [...] L'attention portée à la structure des adhérents ne doit pas conduire à négliger la structure des taux d'adhésion des catégories socioprofessionnelles ; celle-ci met en relief la sur-adhésion associative des professeurs et professions libérales notamment [...], lesquels ont également la plus forte propension à occuper les postes de direction au sein des associations. Au fur et à mesure que s'élève le niveau de diplôme, la participation aux associations devient plus fréquente (de 29 à 67 % selon le CREDOC) [...] » [BARTHELEMY, 1999 : 70-71].

¹²⁸⁰ HERAN, 1988. Affirmation que l'on peut utilement rapprocher de la description des candidats au comité central de la Ligue des droits de l'homme faite E. AGRİKOLIANSKY [1994 : 96]. Celui-ci repère « trois traits saillants » chez les candidats « ligueurs » durant la période 1945-1975 : une « surreprésentation des professions intellectuelles », des métiers « impliquant un lien à l'État », l'importance enfin de l'engagement politique, notamment partisan.

¹²⁸¹ Ces dossiers de candidatures s'écartent donc notablement des « biographies d'institution » propres par exemple au Parti communiste [PUDAL, 1989 : 211 *sq.*], en ce qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune mise en forme institutionnelle. Non destinée à être rendue public, elles s'écartent également des biographies des militants de la Ligue

« J'ai l'honneur de proposer ma candidature à l'association des Amis du *Monde diplomatique* afin d'en être correspondant dans ma ville ou sa région. [...] Toutefois, je reconnais ne pas maîtriser le rôle de "correspondant" faute d'information [...] » (homme, né en 1949, infirmier dans une ville d'un département limitrophe de l'Île-de-France. Candidature envoyée en 1997, refusée du fait de la faiblesse des effectifs dans ce département).

« [...] Dès lors qu'un cadrage de cette collaboration sera précisé, par exemple à l'occasion de la soirée du 9 à Paris, je me tiendrai à votre disposition pour envisager un programme d'actions [...] » (homme, né en 1950, médiateur en entreprise, candidature envoyée en 1996 à la demande de Roger Lesgard).

« [...] Ma proposition de participation au AMD est ouverte dans le sens où je n'ai actuellement pas d'idées extrêmement précises de ce qui serait faisable [...] » (homme, âge non précisé, ingénieur dans le privé, 2003).

« [...] Je [...] reste à votre disposition pour recevoir toute directive concernant l'organisation d'une 1^{ère} rencontre [...] » (homme, âge non précisé mais environ 55 ans en 1998, expert judiciaire).

« [...] Je souhaite également avoir quelques précisions sur les activités habituellement pratiquées (lectures, invitations, débats, groupe de travail, confection de lettres ou d'argumentaires) [...] » (homme, responsable juridique dans une entreprise publique, 49 ans, 1997).

Quelles informations donner ? Comment expliquer sa motivation ? Comment se légitimer ? On constate tout d'abord que la plupart des courriers n'interrogent pas la pertinence ou la légitimité du procédé, faisant vraisemblablement leur l'affirmation de ce candidat qui « comprend » et « approuve votre souci de vous assurer que chaque élément de l'association est entre de bonnes mains [...] ¹²⁸² ». Rédiger ou envoyer un CV et une lettre de motivation ne semble donc pas poser de problème à la plupart des candidats. Seule une petite minorité s'étonne ou en conteste le principe, soit explicitement (en mettant l'intitulé CV entre guillemets ou le faisant suivre de plusieurs points

des droits de l'homme étudiées par E. AGRİKOLIANSKY [1994]. Les éventuelles appréciations sur les dossiers envoyés par les membres du bureau ne laissent également pas de trace écrite.

¹²⁸² Homme, né en 1926, retraité après avoir travaillé dans un laboratoire d'analyse médicale dans un des quatre « bassins » francophones, courrier envoyé en 1999.

d'interrogation), soit implicitement (en envoyant une lettre très brève, en relâchant l'écriture et le style en fin de courrier, ou encore un produisant un document rompant, au niveau graphique, avec les conventions du genre)¹²⁸³. On observe en second lieu que ces CV accordent une large place aux parcours scolaire et, surtout, professionnel.

CV		
	Nombre	%
Sans	35	38,9 %
Professionnel	26	28,9 %
Militant	8	8,9 %
Mixte professionnel/militant	21	23,3 %
Total	90	100%

Si les engagements militants sont présents, ils n'y sont majoritairement pas mis en avant – certains lecteurs n'en mentionnent d'ailleurs pas¹²⁸⁴ – et viennent après la description d'un itinéraire professionnel. On peut émettre l'hypothèse que le CV, en tant que forme instituée et presque canonique de présentation d'une trajectoire sans heurts, ne se prête sans doute pas facilement aux détournements. Il est en outre possible que ces lecteurs, qui se prévalent de titres universitaires et de professions occupant des positions haute au sein de la hiérarchie sociale, mettent naturellement en avant leurs titres de noblesse scolaires, qu'il est normal de mettre en avant dans un document destiné à un journal rédigé, en partie, par des universitaires. Tous ne sont certes pas polytechniciens, mais 20 % ont un doctorat, et bien peu usent de « stratégies de compensation » [AGRIKOLIANSKY, 1994 : 100-101] en opposant, par exemple,

¹²⁸³ Quatre exemples repérés dans le corpus, parmi lesquels on peut citer : « [...] Ce document – premier exercice du genre – un cv militant ! – vous indiquera ma préférence très claire pour un pragmatisme non sectaire dans la vie quotidienne [...]. Je ne sais quelle attente vous avez de ces "documents", exercice intéressant cependant de transcrire son parcours ! [...] » (Femme, née à la fin des années 1940 – début des années 1950, travaillant « dans le secteur de l'urbanisme », courrier envoyé en 1998). « Il s'agit d'un exercice particulièrement difficile que celui qui consiste à rédiger un C.V. pour être correspondant du *Monde diplomatique* et j'aurai aimé disposer d'un peu plus de temps pour le réaliser [...] » (Homme, journaliste indépendant après avoir travaillé comme cadre dans plusieurs entreprises, né en 1957, courrier envoyé en 1999). Les deux autres critiques à l'égard du CV sont formulées par des enseignants pour lesquels il s'agit d'un exercice totalement inédit.

¹²⁸⁴ Deux tiers des dossiers (59 exactement) font état d'activités militantes ; 31 n'y font pas allusion.

la faiblesse de leur formation à leurs engagements passés ou présents¹²⁸⁵.

L'analyse des lettres de motivation permet de distinguer neuf types d'arguments avancés par les lecteurs pour justifier leur candidature. À la différence des CV, c'est l'implication militante et, plus précisément, associative, qui est mise en avant dans une majorité de cas. L'engagement dans des associations locales est ainsi très souvent cité et constitue un élément important des argumentaires. À l'inverse, l'adhésion à un parti politique est sinon absente, du moins explicitement rejetée dans une majorité de lettres.

Principales motivations avancées par les candidats

	Nombre (n = 90)	%
Mention d'autres engagements	59	65, 5 %
Motivations idéologiques	52	57, 7 %
Ancienneté de la lecture	34	37, 7 %
Désignation ou élection par les adhérents locaux	32	35, 6 %
Contribuer au militantisme local	31	34, 4 %
Compétences techniques, logistiques ou organisationnelles	9	10%
Candidature au nom d'une association	6	6, 7 %
Groupe local comme lieu de sociabilité	4	4, 4 %
Demande de Roger Lesgard ¹²⁸⁶	4	4, 4 %

Pour autant, plus de la moitié des lettres de motivation contient, sous des formes assez standardisées et extrêmement générales, des appels à la justice, à la « transformation de ce monde », comme l'écrit l'un des candidats¹²⁸⁷. Or, on constate que ces passages ne font pas ou peu de politique, au sens que L. BOLTANSKI donne à cette expression : si l'on y trouve des liaisons avec les activités militantes pratiquées par les lecteurs, elles figurent plus souvent comme des brevets de respectabilité

¹²⁸⁵ Un seul exemple de ce type, celui d'un homme né en 1926, qui peut mettre en balance ses activités durant la Résistance ainsi que son parcours militant.

¹²⁸⁶ Si neuf candidats auraient été invités par le premier secrétaire général à déposer leur candidature, quatre y font référence dans leur lettre.

¹²⁸⁷ C'est ce que l'on a codé sous l'appellation « motivations idéologiques ».

que comme des solutions venant en complément de l'implication dans l'association des lecteurs.

L. BOLTANSKI distingue dans son étude sur la dénonciation publique plusieurs « procédés de généralisation¹²⁸⁸ » mobilisables par les protagonistes des « affaires » qu'il a étudiées. Schématiquement, les dénonciateurs d'une injustice mobilisent, dans le corpus de lettres envoyées au journal *Le Monde* au début des années 1980, quatre procédés argumentatifs et stylistiques. Le premier consiste à *faire du droit*, en mobilisant avocat, juge, tribunal, preuves matérielles, rhétorique juridique, etc. Le second consiste à *faire de la politique* c'est-à-dire, ici, à en appeler à des formes et à des répertoires institutionnalisés de mobilisation : partis politiques ou syndicats, comités de soutien, pétition, manifestation... Le troisième consiste à *faire de la langue*, à accomplir « des opérations d'ordre linguistique » – en produisant par exemple des néologismes, des sarcasmes, des invectives¹²⁸⁹. Le dernier consiste enfin à *faire de la science*, en mobilisant pour son propre compte des arguments, un raisonnement ou des preuves relevant de l'univers scientifique – statistiques, graphiques, cartes, formules...¹²⁹⁰.

Il ne faut s'en doute pas s'en étonner, dans la mesure où l'on est en présence de lettres de candidature et non de dénonciations au sens strict : moins que des démonstrations d'indignations sectorielles, c'est une capacité générale à s'indigner qui est ainsi mise en avant. Mais face à un journal qui revendique son indépendance vis-à-vis tant des groupes économiques que des forces politiques, on peut faire l'hypothèse qu'il n'est peut-être pas évident pour ces lecteurs, en l'absence de tout cadre de référence – faut-il ou non mentionner ses engagements présents

¹²⁸⁸ BOLTANSKI, 1990 : 313 *sq.*

¹²⁸⁹ L. Boltanski développe en particulier l'exemple du néologisme. Ce dernier désigne en effet, « [...] dans la dénonciation comme dans la science, un objet parfaitement inédit, inconcevable dans le langage ordinaire, inouï, que le créateur du syntagme nouveau est le premier à expérimenter et à percevoir, [et] qui exprime, mieux que tout autre procédé, l'énormité de l'injustice subie par la victime, qu'elle tente de rendre manifeste de la façon la plus forte conceivable : en s'ingéniant à inscrire dans la généralité de la langue commune cette chose singulière qui lui est arrivée, précisément dans ce qu'elle a d'inconcevable, d'innommable. [...] » [*ibid.* : 318].

¹²⁹⁰ L'auteur ajoute plus loin que d'autres formes d'universalité existent ou ont existé historiquement, et cite l'exemple de la religion – il s'agit alors de « mettre Dieu de son côté [*ibid.* : 319]. On pourrait y ajouter le recours au Beau, en tant que catégorie susceptible d'obtenir une reconnaissance universelle. Cette perspective est développée sous une forme assez proche par M. OFFERLE [1998], qui distingue plusieurs « recours » – au droit, au nombre, au scandale – dans les groupes qu'il étudie. Chez L. Boltanski, elle annonce la théorie des « cités ». annonce les développements sur les « cités » qui, cependant, n'apparaissent pas dans « La dénonciation publique ».

ou passés ? –, de s'appuyer sur des mouvements politiques, en particulier partisan. Le fait d'être « de gauche » n'apparaît ainsi qu'à six reprises – peut-être est-ce une évidence pour les lecteurs-candidats, qui ne jugent pas utile de le préciser. Mais surtout, seuls cinq candidats font état d'une appartenance partisane : trois au Parti socialiste, deux au Mouvement des citoyens. Aucun candidat ne se déclare membre du Parti communiste, des Verts ou de la Ligue communiste révolutionnaire ; plusieurs insistent même sur leur refus d'un engagement partisan.

« [...] Dès octobre 1965 mon adhésion aux Jeunesses communistes de X... en seconde - **quelques** mois – m'a donné une réticence non démentie depuis à être "enfermée dans une logique de parti ou d'organisation... mais fructueux contacts avec d'anciens déportés et résistants et aussi bien des profs que des gens ouvriers et paysans [...] ¹²⁹¹ ».

« [...] Je n'adhère à aucun parti politique mais estime qu'il est indispensable de combattre la pensée unique [...] ¹²⁹² ».

« [...] malgré des sollicitations multiples récentes émanant de partis politiques (PS, PC) ou d'autres organismes, je me suis tenu à l'écart d'engagements dont les buts me paraissaient trop marqués par une recherche du pouvoir pour lui-même, sans manifestation extérieure d'une réflexion fondamentale [...] ¹²⁹³ »

On mentionnera enfin un troisième argument avancé par les candidats : leur désignation, au niveau local, par d'autres adhérents. Dans plus d'un tiers des cas, le groupe local est en voie de constitution ou existe déjà formellement. La désignation verticale laisse alors place à une logique consensuelle ou, parfois, élective, qui place le bureau devant le fait accompli¹²⁹⁴. Pour comprendre les motivations de ces lecteurs, pour appréhender également les rétributions qu'apporte l'engagement au sein de

¹²⁹¹ Femme, environ 55 ans, 1998. Souligné dans la lettre.

¹²⁹² Homme, 37 ans, professeur d'anglais dans le secondaire, 1998.

¹²⁹³ Homme, 53 ans, médecin, 1997.

¹²⁹⁴ Ce qu'illustre bien cet extrait d'une lettre envoyée en 2001 par une femme, troisième correspondante en titre : « [...] Le groupe de Y... des Amis du *Monde diplomatique* m'a élue comme correspondante locale, lors de la réunion du 9 novembre 2000. Je demande au Bureau de l'association d'entériner cette nomination [...] ». Un tiers des lettres de motivation contient ce type d'argument. Dans l'un des rares cas où le bureau de l'association eut à trancher entre deux candidatures, le poids du correspondant démissionnaire fut déterminant.

l'association de lecteurs, il faut à présent décrire concrètement l'espace dans lequel se déploie leur militantisme, celui des groupes locaux des AMD.

SECTION 5 – « AGIR ». OUI, MAIS COMMENT ?

Les journalistes du *Md* qui assistent aux réunions nationales des AMD – assemblées générales, réunions des correspondants locaux au siège de l'association – ne manquent pas de saluer, presque rituellement, l'importance des actions menées par les adhérents en faveur du journal. Le tiers de page alloué chaque mois à l'association dans les colonnes du *Md* donne un bon aperçu du type d'action mis en œuvre au niveau local : dans la plupart des cas, la réunion prend les traits de la « conférence-débat ». Un soir de semaine, face à un public assis en silence dans une salle municipale ou associative ou, plus rarement, dans un café ou une salle de spectacle, un collaborateur permanent ou occasionnel du *Md* vient soit présenter l'article ou le livre qu'il a écrit, soit intervenir sur un thème dont il est familier. Introduit brièvement par le correspondant local, il prend la parole généralement une heure, parfois moins. Les débats ne sont jamais contradictoires. Vient ensuite le temps du débat avec la salle. Selon le nombre de participants, la prise de parole est spontanée ou distribuée par le correspondant local. Il revient la plupart du temps à ce dernier de conclure la séance, en rappelant les prochaines dates de rencontre ou annonçant les manifestations à venir – « ciné-débat », forum social local... À ce premier type d'action s'en ajoute un second, moins fréquent mais néanmoins bien présent : la discussion autour d'un ou de plusieurs articles du mensuel. Le temps de rencontre ne s'articule pas autour d'un intervenant extérieur, mais met en avant la prise de parole des lecteurs eux-mêmes, parfois introduite par un lecteur volontaire.

Afin d'appréhender concrètement le travail militant effectué dans ces réunions, les itinéraires de certains de ses participants et les motifs de leur implication, on a effectué une observation participante de deux ans auprès de plusieurs groupes de Paris et de sa banlieue, complétée là encore par l'analyse des archives des groupes locaux. Face à un tel terrain, se pose immédiatement la question de la représentativité des actions et des individus observés et rencontrés. De ce que l'on a pu en voir localement ; des discussions avec d'autres correspondants locaux ou avec les

permanents de l'association, il est possible de déduire que les groupes de banlieue parisienne ne s'écartent guère de ceux de province, on y reviendra. Toutefois, avant de décrire cette forme de militantisme, qui est associée de près à l'activité de lecture du mensuel, il faut revenir brièvement sur les débuts de l'association et sur la volonté initiale d'une partie des adhérents d'élargir le spectre des actions menées pour et, surtout, au nom du *Md*.

Avant même la constitution des premiers groupes locaux, la question du type d'action à mener auprès de, et par les adhérents de l'association, est posée. Elle suscita même une opposition de fond entre Claude Julien et une partie du conseil d'administration, le premier s'opposant, on l'a vu, à la mise en place de voyages jugés onéreux et inaccessibles aux lecteurs les plus pauvres¹²⁹⁵. À l'inverse, la forme de la « conférence-débat » émerge comme mode d'action privilégié et tout à fait consensuel dès les premiers mois¹²⁹⁶. Lors de la première assemblée générale publique, la troisième motion mise aux voix était ainsi rédigée :

« Sur proposition du conseil d'administration, l'assemblée générale autorise ce dernier à engager, au profit des membres de l'association un programme d'activités comprenant, en particulier, des conférences, des rencontres-débats, des voyages à contenu politique, culturel et social, ainsi que l'édition d'un bulletin d'information. Ces différentes activités pourront bénéficier du soutien bénévole des membres de l'association, notamment de ceux qui seront désignés comme correspondants régionaux par le conseil d'administration. »

C'est ce périmètre d'action, qui ne dépassait pas celui proposé dans l'« appel aux lecteurs » de février 1996, qui constitue le fondement de l'engagement des lecteurs, à partir du moment où l'apport financier est suffisant.

¹²⁹⁵ Quelques voyages ont été organisés au début de l'association : à Prague (7-11 octobre 1998), à Berlin (28 octobre-1^{er} novembre 1998), à Rome (29 octobre-1^{er} novembre 1998). En 09.97, 21, un encadré présentait en ces termes un voyage prévu à Berlin : « Après Londres, Berlin. Du 9 au 12 octobre, Les Amis du *Monde diplomatique* organisent, avec un membre de la rédaction du journal, un voyage pas comme les autres dans la nouvelle capitale de la République fédérale. Pour mieux découvrir la ville, une série de rencontres (avec traduction) sont prévues : on parlera de l'Allemagne d'aujourd'hui avec des intellectuels ; de sa vie politique [...] ; de la culture [...] ; de journalisme [...]... Mais le programme n'oublie pas pour autant la visite de la ville et de ses musées, ni l'indispensable soirée à l'Opéra ».

¹²⁹⁶ Par exemple, lors du CA du 22.09.95, déjà cité.

« Agir »

« L'association AMD va aussi leur donner l'occasion de se connaître, de se rencontrer, région par région, département par département, voire ville par ville, avec le soutien logistique d'une délégation générale installée à Paris. Leur intérêt commun pour le *Diplo*, renforcé, le cas échéant, par la participation de l'un des collaborateurs du journal à une rencontre, un débat, un Salon, une exposition ou un colloque organisés localement, leur permettra de faire avancer, auprès de publics nouveaux, des idées, des valeurs et des analyses qui, dans la quasi-totalité des médias, sont, hélas, étouffées sous la chape du conformisme et de la pensée unique. [...]

Les activités de l'association seront décidées par ses membres, tant au niveau central qu'au niveau local. Outre les débats et rencontres déjà mentionnés, on peut penser à des voyages à thème, dans l'esprit du journal et avec un de ses collaborateurs comme accompagnateur, à des participations privilégiées à des manifestations culturelles, etc.

L'association AMD souhaitera probablement aussi se doter d'un bulletin de liaison et de "lettres" adressés directement aux adhérents. Bref, une vie associative intense, largement décentralisée, et où pourront se concrétiser les idées qui, en harmonie avec les statuts, rencontreront l'adhésion d'un nombre suffisant de membres [...] ¹²⁹⁷ ».

Mais ce périmètre délimite en fait une surface militante où les lecteurs sont moins actifs que passifs, moins initiateurs que bénéficiaires. Pour certains, la « conférence-débat » prolonge en effet plus qu'elle ne dépasse la lecture d'un article du mensuel. Or, en 1996, des lecteurs sont « prêts à donner de leur personne et de leur temps pour mieux faire connaître le journal et participer à la diffusion d'idées », comme l'explique une nouvelle correspondante dans sa lettre de motivation. Les débats dont les archives ont conservé la trace témoignèrent autant du potentiel militant de l'association que des interrogations des lecteurs sur les formes d'action possible et, surtout, sur l'identité du mouvement. Pour une partie du lectorat, la création d'un mouvement portant le nom du journal semblait ouvrir une perspective politique novatrice, une « troisième voie ! celle

¹²⁹⁷ Claude Julien, « Agir », in « Aidez-nous... », texte cité.

qu'on évoque avec un fond sonore de synthétiseur mystico-céleste !... », comme l'écrivait un lecteur dans une lettre jointe à son apport financier, en 1996¹²⁹⁸. Or, comme Bernard Cassen ne manque pas de le rappeler aux premiers membres « actifs » élus au CA, les AMD ne sont pas une « "machine à agir"¹²⁹⁹ ». En réalité, et malgré quelques essais ici ou là, il n'est pas question pour l'association de se lancer dans des activités dépassant le strict cadre des conférences-débats. Les observations menées entre 2003 et 2005 et l'analyse des archives offrent pourtant de nombreux exemples de tentatives avortées pour élargir le spectre des actions et, par contrecoup, d'accroître l'autonomie des adhérents en tant que groupe doté d'une identité militante propre. En vain. Face au refus immédiat et répété des journalistes d'accorder une autonomie à l'association de lecteurs, ces derniers adoptent schématiquement quatre attitudes : la protestation, le débordement, l'engagement dans d'autres mouvements, et la fidélité à l'association et à ses objectifs premiers¹³⁰⁰.

§I – VOICE. L'ÉCHEC DES « LECTEURS MILITANTS »

Les premiers groupes locaux se constituent en province entre 1996 et 1997¹³⁰¹. Ce démarrage assez lent peut s'expliquer notamment par l'absence, avant mai 1997, d'un rassemblement national permettant aux lecteurs et lectrices de se rencontrer et d'échanger. Pour autant, quelques groupes s'organisent et lancent un programme d'activité. En 1996 et 1997, au moins deux correspondants locaux envoyèrent au siège de la délégation des comptes rendus des premières réunions organisées à Montpellier et à Toulouse. Le premier fit part des

¹²⁹⁸ « [...] Si vos réflexions me font parfois sourire ou peur, il arrive, plus souvent, qu'elles me fassent rêver et espérer "autre chose" (la troisième voie ! celle qu'on évoque avec un fond sonore de synthétiseur mystico-céleste !...) et au prix du rêve en ce moment... [...] ». Courrier anonyme d'un lecteur de l'Ain, cité in Julie Chupin, « Les Amis du Monde diplomatique – Ce qu'ils disent... », *op. cit.*, p. 17.

¹²⁹⁹ CA du 23.06.97.

¹³⁰⁰ On aura reconnu ici, en partie, le triptyque *voice, exit, loyalty* développé par A. HIRSCHMANN [1995].

¹³⁰¹ Le 1^{er} décembre 1996, neuf groupes sont officiellement constitués, à Marseille, Nantes, Montpellier, Limoges, Lyon, Toulouse, Le Havre, Lille et Luxembourg (« Un réseau de correspondants », *La Lettre/Association Les Amis du Monde diplomatique*, n° 1, décembre 1996, p. 2.

« [...] vifs débats sur l' "organisation" de l'antenne locale : périodicité des réunions, se réunir pour quoi faire, lieu des réunions et problèmes de trésorerie. Certains souhaitent continuer à se réunir informellement, d'autres veulent une association en bonne et due forme avec statuts et bureau/C.A... La discussion continue mais [...] le problème reste posé. [...] ¹³⁰² ».

Un mois plus tard, le même correspondant distingue « trois tendances » au sein du groupe local :

« [...] Les minimalistes prônent une simple diffusion-promotion du journal reliée à une campagne d'adhésion ;

Les médians souhaitent que l'antenne local soit aussi un relais pour discuter et échanger entre nous sur certains thèmes abordés dans le Diplo, et proposer des débats à l'attention du public extérieur ;

Les maximalistes sont, eux, en faveur d'une transformation de l'antenne en une véritable association avec bureau, statuts, cotisation, à la fois reliée au national par une structure fédérative et impliquée dans la vie sociale locale. [...] ¹³⁰³ ».

Quant à la correspondante de Toulouse, elle interprète l' « Appel » de 1996 en des termes :

« Passer du lecteur passif – bien qu'un lecteur ne le soit jamais tout à fait – à un membre d'association actif voire militant. Voilà bien le tournant amorcé par le Diplo qui en créant l'AMD non seulement préserve sa ligne éditoriale mais aussi incite ses membres à se rencontrer et à s'engager auprès d'un public nouveau pour la diffusion d'une manière de voir différente de celle officialisée par les médias. [...]

Dès à présent, deux tendances se distinguent : la tendance militante, ceux qui sont prêts à donner de leur personne et de leur temps pour mieux faire connaître le journal et participer à la diffusion d'idées, de valeurs auprès d'un large public, et l'autre tendance, que l'on pourrait appeler la tendance club, pour lesquels la priorité est mise sur la discussion entre soi à propos d'articles, d'idées, sans qu'une motivation de "faire connaître" ne les anime. Pourquoi pas... Mais personnellement, je ressens la nécessité d'agir de façon plus militante, même si je conçois que des discussions internes sont indispensables pour clarifier sa propre pensée [...] ».

¹³⁰² Réunion du 18 février 1997, archives du groupe de Montpellier.

¹³⁰³ Réunion du 11 (ou 12) mars 1997, archives du groupe de Montpellier.

Ces courriers résument bien la teneur des débats qui agitent fortement l'association jusqu'à la fin de l'année 1997 – c'est-à-dire jusqu'au lancement d'ATTAC – puis, avec moins de vigueur mais non moins de constance, reviennent à intervalle régulier lors des conseils d'administration, des réunions de correspondants ou des assemblées générales : quelle est l'identité de l'association ? Quels types d'action doit-elle, ou plutôt peut-elle mener ? On ne pourrait ici citer tous les débats, toutes les discussions qui traversent les AMD sur cette question dès sa constitution¹³⁰⁴ et qui, invariablement, se voient apporter la même réponse : il n'y a pas d'autre type d'action que celle de la conférence-débat. Ce que les journalistes et, plus particulièrement, Bernard Cassen, défendent constamment de la première assemblée générale publique, en mai 1997, jusqu'à la rédaction de ces lignes, en 2009, c'est la volonté de ne pas exclure de tiers, de ne pas constituer une identité commune – un « nous » – productrice de clivages – un « eux » parmi lesquels se comptent, aussi, des lecteurs du journal...

« [...] Bernard Cassen précise que, pour le *Diplo*, l'association n'est pas essentiellement une "machine à agir", mais un relais entre la rédaction et les lecteurs. Il ajoute que la constitution, par le biais de l'association, de groupes de lecteurs exigeants et structurés est une des préoccupations du journal. Il met cependant en garde contre toute confusion des genres. Le lectorat du *Diplo* est très varié, et des sensibilités fort différentes s'y retrouvent. Toute initiative d'action, si elle ne se situait pas dans le cadre des missions statutaires de l'association, susciterait de fortes critiques de certains lecteurs. Elle nuirait donc au journal dont, par ailleurs, le titre ne peut être utilisé par qui que ce soit. Pour les membres de l'association qui souhaitent s'investir dans l'action, il ne manque pas de structures d'accueil, formelles ou informelles. L'association ne saurait être l'une de ces structures [...]»¹³⁰⁵.

¹³⁰⁴ Rien qu'en CA, cette question est abordée les 22.09.95, 13.09.96, 23.06.97, 15.10.97, 05.02.98, 11.05.98, 22.09.98, 05.05.99, 15.09.99, 06.07.00, 22.09.00, 18.12.00, 03.03.01, 03.04.01... Voir en annexe un aperçu représentatif de l'ensemble.

¹³⁰⁵ CA du 23.06.97, cité. On peut rapprocher cette prise de position d'une « précision » anonyme apportée par le mensuel en 06.98, 2, soit au moment de la création d'Attac : « [...] Le *Monde diplomatique*, sa direction et sa rédaction assument pleinement leurs responsabilités éditoriales et prennent toutes les initiatives allant dans le sens de la diffusion de leurs idées mais ne se situent aucunement sur le terrain de la politique politicienne. Ils demeurent indépendants de toute chapelle idéologique. Ils rejettent en particulier toute assimilation, même partielle, à un quelconque courant dit "national- républicain". Plus généralement, la participation d'un membre de l'équipe du

De fait, les prises de positions publiques en faveur d'une extension refluent toujours face à la force de l'argument (ériger l'association en mouvement politique serait contraire aux intérêts du journal, donc à l'objet même de l'association) et de l'argumentateur (Bernard Cassen est un excellent orateur). Ainsi, le processus de politisation du journal, dont on a décrit les modalités discursives au cours des années 1980, subit un mouvement de balancier à la fin des années 1990. C'est-à-dire au moment même où, paradoxalement, le journal prend, sous l'impulsion de Bernard Cassen et Ignacio Ramonet, les traits d'un véritable entrepreneur politique, avec la création en rafale de mouvements et d'événements qui seront, pour la plupart, des succès¹³⁰⁶. L'appel à la création, par Ignacio Ramonet, d'une nouvelle « Association pour une taxe Tobin d'aide aux citoyens » (Attac) en décembre 1997¹³⁰⁷ contribue à amplifier le malaise d'un nombre croissant d'adhérents et de certains membres fondateurs qui, à l'image de Susan George, souhaitent « [...] qu'une clarification, dans un esprit positif, [soit] [...] faite en AG sur les relations [...] [entre] ATTAC et les Amis [...]»¹³⁰⁸. De nombreuses observations confirment en effet que l'apparition d'un mouvement porté par les mêmes personnes et promouvant les mêmes idées a provoqué, assez rapidement, un effet d'aspiration vers la nouvelle structure.

§2 – *EXIT*. « L'ARRIVEE D'ATTAC NOUS A LAISSE EXSANGUE¹³⁰⁹ »

Le lancement officiel d'Attac en juin 1998, soit un an après la première assemblée générale publique des AMD, entraîne rapidement à la fois le départ de lecteurs impliqués jusqu'alors dans l'association de lecteurs et, très vraisemblablement, le détournement vers le nouveau mouvement de lecteurs qui, sinon,

Monde diplomatique, à titre personnel, à tel ou tel colloque ne saurait en rien engager le journal ni infléchir sa ligne rédactionnelle ».

¹³⁰⁶ 1995 : AMD, 1998 : ATTAC ; 2001 : Forum social de Porto Alegre ; 2003 : Observatoire français des médias.

¹³⁰⁷ Ignacio Ramonet, « Désarmer les marchés », *Md*, 12.97, 1. Comme l'ont souligné plusieurs études [WINTREBERT, 2003 ; SZCZEPANSKI, 2001], c'est Bernard Cassen qui joua, encore une fois, le rôle de cheville ouvrière dans la mise sur pied, en juin 1998, de l'Association pour la taxation des transactions financière pour l'aide aux citoyens.

¹³⁰⁸ Susan George, CA du 05.05.99.

¹³⁰⁹ Homme, correspondant d'un groupe de la région bordelaise, entretien, 2004.

se seraient tournés vers les AMD¹³¹⁰. En février 1998, Bernard Cassen peut encore laisser croire au conseil d'administration que la proposition de taxer les transactions financières « [...] pourrait être intégrée au programme d'activité des Amis¹³¹¹ ». Mais c'est bientôt l'inquiétude qui transparaît dans les comptes rendus du conseil, malgré les assurances du journaliste.

« [...] Susan George souhaite soulever le problème de la confusion, souvent rencontrée, entre ATTAC et les Amis. Elle ajoute qu'elle a pu constater que la différence entre les deux associations est difficile à faire. Le président s'interroge sur les actions à mener pour marquer cette différence. Bernard Cassen estime qu'il ne devrait pas y avoir de confusion. Il ajoute que, d'ailleurs, les Amis ne font pas partie des membres fondateurs d'ATTAC. Jean-Loup Motchane souligne le grand déséquilibre constaté, au stand tenu conjointement par les deux associations à la fête de *l'Humanité*, entre Les Amis et ATTAC. [X...] constate, en tant que correspondant des Amis à Montpellier, que les adhérents ont besoin d'actions concrètes, et qu'ils se retrouvent davantage dans les objectifs d'ATTAC. Il ajoute qu'il est nécessaire de bien distinguer les deux associations, tout en soutenant les initiatives prises par le comité local d'ATTAC. [W...] estime que la confusion est d'autant plus facile que le *Diplo* est à l'initiative d'ATTAC. Il souligne qu'il ne faudrait pas que la période de « gestation » de l'Association débouche sur un engagement de nos membres à ATTAC et qu'une information très précise devrait être donnée dans la double page de novembre. Isabelle Bourboulon précise qu'étant à la fois, coordinatrice d'ATTAC et membre du CA des Amis, elle juge cette confusion très normale. Les deux associations ont, en effet, été « lancées » par le *Diplo* et s'adressent à un même public. Nuri Albala considère qu'il n'y a pas d'opposition ou de rivalité entre les deux associations. »

De fait, l'attitude même de certains membres du CA conforte rapidement les inquiétudes exprimées. Susan George et Isabelle Bourboulon¹³¹² vont peu après cesser de participer aux conseils

¹³¹⁰ Cette deuxième hypothèse n'est *a priori* pas vérifiable. Néanmoins, l'importance du nombre de lecteurs du mensuel chez les militants d'Attac a été rapportée dans plusieurs études portant sur des comités locaux d'ATTAC [SZCZEPANSKI, 2001 et surtout FARGES, 2001 : 15 qui observe que « [...] la quasi-totalité des enquêtés affirment connaître et lire ce mensuel. Une seule interviewée n'est pas une lectrice du *Monde Diplomatique*. Elle exprime notamment, dans sa réponse, un sentiment de gêne qui peut laisser sous-entendre qu'elle ne s'intègre pas à cette culture commune [...] »].

¹³¹¹ Bernard Cassen, CA du 05.02.98.

¹³¹² Journaliste proche du mensuel, celle-ci a participé activement à la mise en place des premières réunions d'ATTAC national.

d'administration des Amis pour s'investir totalement dans ATTAC. Un des membres actifs du CA, par ailleurs président d'un comité local parisien, interviewé en 2004, présentait ainsi la création d'ATTAC :

« [...] ATTAC est apparue comme une nécessité par rapport à un certain type de critique qui était la critique présentée par des journalistes du *Monde diplomatique*. Les lecteurs du *Monde diplomatique* considéraient que le fait d'avoir une vision critique sur la société était insuffisant, c'est-à-dire qu'on avait pris conscience d'un certain nombre de choses, et que cette prise de conscience devait aboutir naturellement à une prise de responsabilité. C'est-à-dire, en fait, qu'on s'engageait dans l'action [...]»¹³¹³.

« S'engager dans l'action », tel est bien le sens qu'entendent donner des adhérents soit en quittant l'association, soit en continuant d'y cotiser mais en cessant d'y participer¹³¹⁴. Le départ de ces « maximalistes », mentionnés par plusieurs correspondants à l'écrit¹³¹⁵ ou oralement (lors des réunions de correspondants notamment), vident dans certains cas les groupes locaux de leurs forces vives. « Attac nous a laissé exsangue », explique ainsi un correspondant de la région bordelaise¹³¹⁶.

À Soisson, la première réunion des AMD est un débat organisé avec Ignacio Ramonet dans le cadre du Village du livre de Merlieux, le 15 septembre 1999. Le lieu, l'intervenant et le soutien de la collectivité (le maire de Merlieux a envoyé lui-même plusieurs courriers à la délégation des AMD) contribue vraisemblablement au succès du débat, puisque 220 personnes y assistent. Le correspondant local, qui fait partie d'une

¹³¹³ Christian Celdran. 2004. « Attac, force de résistance ? » Entretien avec Sandra Laugier. *Cités*, n° 17, vol. 1. P. 121-124. Cet élu a peu de temps après cessé de participer aux réunions du conseil.

¹³¹⁴ Lors des assemblées générales des AMD, j'ai ainsi aperçu plusieurs militants du comité local du 20^e arrondissement de Paris qui, par ailleurs, ne participent jamais aux activités du groupe local des Amis à Paris. Plus généralement, toutes les études sur ATTAC font état, chez les militants et militantes des comités locaux, de la lecture du *Md* et, pour certains d'entre eux et elles, d'une adhésion – généralement passée – aux AMD. E. CRUZEL décrit ainsi l'engagement à ATTAC d'une femme qui « lit *Le Monde diplomatique*, qu'elle qualifie de "drogue mensuelle", et adhère à l'association des Amis du *Monde diplomatique* pendant trois ans » [CRUZEL, 2004 : 146]. E. FARGE, dans son étude sur le comité local d'Attac de Grenoble, est plus explicite encore : « [...] La quasi-totalité des enquêtés affirment connaître et lire ce mensuel. Une seule interviewée n'est pas une lectrice du *Monde Diplomatique* [...] » [FARGE, 2001 : 15 sq.].

¹³¹⁵ Le départ de membres actifs des « Amis » vers Attac est notamment mentionné à Montpellier et à Toulouse.

¹³¹⁶ Entretien correspondant groupe de Libourne, 6 mars 2004.

association organisant des « cafés-philos » dans l'Aisne, organise par ailleurs des rencontres avec des écrivains dans une librairie soissonnaise et publie un mensuel local. Dans tous les courriers qu'il envoie en 1999 à la délégation, il insiste sur la proximité avec ATTAC. Ainsi, en juillet 1999 : « [...] Nous aimerions avertir [d'un débat futur] individuellement chacun des membres et sympathisants du *Monde diplomatique* et d'ATTAC. Est-il possible d'avoir ces adresses ? D'autre part, je viens d'avoir une discussion avec X... [...], adhérente à ATTAC, qui souhaite fonder un groupe ATTAC sur l'Aisne. Je lui ai proposé de fédérer nos initiatives en réunissant au même instant les Amis et les adhérents d'ATTAC. Nous aimerions donner le maximum de publicité à cette initiative [...] ». En septembre de la même année, il annonce : « [...] je suis heureux de vous apprendre que la première réunion des adhérents et sympathisants d'ATTAC a permis la pose d'une première pierre : un comité officiel sera créé le 30 septembre [1999] prochain [...] ». Dans les faits, ce groupe a presque immédiatement cessé ses activités, sans toutefois que le correspondant n'en informe officiellement la délégation. Il n'y jamais eu d'autres candidature dans l'Aisne.

Pour autant, les responsables locaux de l'association ne vivent pas tous la création de la nouvelle association comme un échec, mais sur le mode de la complémentarité. Dans trois départements – Indre-et-Loire, Ain, Pyrénées orientales –, le correspondant local est aussi président du comité local d'Attac¹³¹⁷. Mais la division du travail militant qui s'instaure entre les deux associations ne laisse que peu de marge à l'association de lecteurs, prise à la fois dans le corset de l'apolitisme officiel du mensuel¹³¹⁸ et dans la dynamique propre d'ATTAC, dont les militants s'autosaisissent de questions de questions de plus en plus variées, comme le conflit israélo-

¹³¹⁷ En 2008. Le premier est un ancien cadre juridique à France-télécom en retraite, le second est enseignant-chercheur, proche de la retraite, le troisième est un ancien proviseur en retraite. Le correspondant d'Indre-et-Loire décrit ainsi les relations entre les deux mouvements : « [...] Ce ne sont pas les mêmes animaux. C'est un peu comme le mulet [qui est, faut-il le rappeler, l'hybride mâle de l'âne et de la jument] Souvent, les meilleurs, ce sont ceux qui sont les deux ! La plupart des membres d'Attac lisent le *Diplo*, et inversement, aux AMD, les gens adhèrent à ATTAC... ». En 2004, les Amd comptaient 80 adhérents au niveau du département, contre 400 pour ATTAC. Une douzaine de personnes participeraient aux activités des deux mouvements. « Aux Amis, le boulot est beaucoup trop concentré à mon goût sur le correspondant... Alors qu'à Attac, on peut compter au moins sur 10 personnes ! [...] ». [Entretien, 3 mai 2004, délégation des Amis du *Monde diplomatique*].

¹³¹⁸ Ce qu'a confirmé en entretien le troisième président de l'association après Claude Julien et Riccardo Petrella, le sociologue José Vidal-Beneyto, en rapportant les propos d'adhérents déclarant qu'« Attac nous a dépossédé de notre raison d'être » [entretien, 27 juin 2003].

palestinien. De fait, les nombreux exemples d'appartenances militantes croisées ne jouent guère en faveur de l'association de lecteurs.

§3 – L'ÉCHEC DE LA SUBVERSION PAR L'ACTION

Certains adhérents actifs ont tenté de subvertir de l'intérieur les règles de non-engagement, en tentant d'ouvrir des espaces militants alternatifs au sein même de l'association. On en citera ici trois exemples, tirés à la fois des archives et de l'observation sur le terrain.

L'une des premières tentatives prend forme en 1998 avec la volonté d'une partie des membres du CA de lancer un « programme d'activité » qui prend le nom de « Chantiers de la citoyenneté ». Ce programme fut notamment discuté lors d'un « séminaire » réunissant, dans la ville de Parthenay, l'ensemble des correspondants locaux durant un week-end, à l'automne 1999¹³¹⁹. Le bilan fut néanmoins mitigé¹³²⁰, et les douze « chantiers de la citoyenneté » restèrent dans un registre largement programmatique¹³²¹. De fait, Gilbert Haffner, élu secrétaire général en 1998 à la suite de Roger Lesgard, qui a supervisé l'organisation de ce séminaire, présente sa démission deux ans seulement après son élection, en 2000¹³²².

Plus concrète et bien plus aboutie, l'idée d'un Prix des Amis du *Monde diplomatique* émerge en 2001 à la suite notamment du travail de réflexion mené par Gilbert Haffner. Un partenariat est menée la première année avec Radio-France international, par le biais du journaliste Ramon Chao¹³²³, qui fait partie des membres fondateurs de l'association. Rare exemple de projet mené en toute autonomie, au niveau national, toute d'abord une élue au CA puis par un autre élu du conseil issu des « membres

¹³¹⁹ Ce « séminaire » de plusieurs jours est le seul du genre dans l'histoire de l'association. Ricardo Petrella connaissait bien le maire de la ville de Parthenay,

¹³²⁰ « [...] Le président [R. Petrella] estime que Parthenay a favorisé la création d'une mémoire des Amis. Reprenant les propos de Christophe Wargny, il ajoute que si l'on ne peut parler d'avancée, on peut mettre en avant une élaboration de concordances [...] ». CA du 06.12.99.

¹³²¹ Un correspondant rencontré en 2003 en parlait comme d'une « usine à gaz ».

¹³²² Il acceptera néanmoins de conserver sa fonction jusqu'à la fin officielle de son mandat.

¹³²³ Ramon Chao est le père du chanteur et musicien Manu Chao.

actifs¹³²⁴ », ce prix des lecteurs est décerné, en 2002, au militant Michel Warschawski, à l'historien Howard Zinn en 2003 et, enfin, au militant et chercheur indépendant Raoul-Marc Jennar pour son livre sur la constitution européenne en 2004¹³²⁵.

Jusqu'en 2005, tant au niveau du choix des ouvrages présélectionnés qu'à celui des lecteurs membres du jury, les décisions ont été prises par ce jeune membre du CA, sans concertation avec les autres élus, les membres du bureau ou les journalistes du mensuel. En 2004, il reçut près de 200 lettres de candidatures de lecteurs désireux de faire partie du jury, après qu'une annonce a paru dans le mensuel¹³²⁶. C'est lui seul qui, cette année-là encore, choisit les jurés, en fonction de critères géographiques, en respectant une parité homme/femme...¹³²⁷ L'objectif étant de trouver un « équilibre » au sein du jury, composé de neuf membres cette année-là. Patronné par des noms prestigieux, décerné en 2004 à l'Assemblée nationale, le Prix des Amis du *Monde diplomatique* offre, au récipiendaire, une tournée de promotion en France et dans les différents bassins francophones. Il n'est évidemment pas sans gratifications symboliques pour le « pilote » d'une activité qui rencontre un succès certain auprès des membres de l'association.

Mais en 2005, un des ouvrages présélectionnés, celui de l'ancien journaliste à RFI Alain Ménargues¹³²⁸, fait l'objet d'un article très critique de la revue *l'Arche*. Cette revue accuse nommément les AMD, dont un groupe local a fait venir le journaliste pour une conférence-débat, d'antisémitisme. Partageant visiblement une partie des critiques adressées au livre, Dominique Vidal intervient directement auprès du secrétaire général Dominique Franceschetti pour que celui-ci interdise aux correspondants d'inviter Alain Ménargues. Mais l'ouvrage, qui a fait l'objet d'une brève recension positive dans le numéro de novembre 2004 sous la signature d'une collaboratrice extérieure du mensuel, Marina da Silva¹³²⁹, fait également partie de la présélection opérée par le « pilote » du prix littéraire et les neuf correspondants locaux qui, en 2005, participent avec lui au

¹³²⁴ Cet homme de 30 ans en 2000, écrivain, a pris le relais dans l'organisation et la gestion du prix d'une autre élue « active », elle-même éditrice.

¹³²⁵ Michel Warschawski. *Sur la frontière*, Paris : Stock ; Howard Zinn. *Une histoire populaire des Etats-Unis*. Marseille : Agone ; Raoul-Marc Jennar. *Europe, la trahison des élites*. Paris : Fayard.

¹³²⁶ Ces lettres n'ont pas été conservées.

¹³²⁷ Entretien X.

¹³²⁸ Alain Ménargues. *Le Mur de Sharon*. Paris : xxxx.

¹³²⁹ Marina da Silva, « Points de vue sur un conflit – Peur et "sécurité" en Israël », 11.04.

repérage des titres susceptible d'être sélectionnés. Le secrétaire général demande alors au petit groupe d'exclure le livre d'Alain Ménargues de la liste des titres éligibles. Le comité de lecture récuse, par sept voix contre une, les exigences imposées par la rédaction¹³³⁰ et refuse de délivrer le prix¹³³¹. Une partie du groupe s'éloigne alors l'association.

C'est enfin au niveau local que des logiques de subversion ont pu être esquissées, sans aboutir cependant, au niveau collectif, à bousculer les règles du jeu fixées par la rédaction. Se sentant bridé par les statuts, les deux animateurs du groupe local de Belfort ont créé une association parallèle, les « Amis de l'émancipation sociale », dans le but de lancer un programme d'actions au niveau local. L'initiative ne recueille cependant pas l'approbation de tous les adhérents du groupe, dont certains se tournent vers la délégation pour protester contre ce qui est perçu comme un mélange des genres. Discutée en CA¹³³² puis présentée lors d'une réunion des correspondants locaux¹³³³, cet événement est sans précédent au niveau local. Lors du CA, le secrétaire général fait également référence au « [...] vif échange entre Dominique Vidal et X... lors d'un débat à Belfort, où Dominique Vidal était l'invité et où X..., n'acceptant pas d'être le simple organisateur de la rencontre, avait préparé un document exposant sa façon de voir les choses [...]»¹³³⁴. Face au risque de scission dans un groupe dont le dynamisme est par ailleurs unanimement reconnu, le secrétaire général et le CA choisissent un mode de résolution du conflit jusqu'alors

¹³³⁰ Un vote du CA du 21.09.2005 instituait la présence d'un rédacteur du mensuel – en l'occurrence Anne-Cécile Robert – dans le comité de présélection et adjoignait deux autres membres du CA aux côtés du « pilote » de l'activité.

¹³³¹ On pourra consulter le point de vue du « pilote » de l'activité dans le texte suivant : « Malaise au Monde diplomatique », publié sur le site des « Ouvertures Géographique Religieuse Ethnique Sociale » sous la cosignature du « pilote », de deux correspondants et d'une administratrice

[http://lesogres.tv/lesogresorg/article.php3?id_article=1628 ; consulté le 10.10.2006]. Le point de vue défendu par Dominique Vidal a été publié dans le mensuel en 07.05, 2 (« Le Mur de Sharon – Alain Ménargues » ; réponse d'A. Ménargues publiée en 09.05, 2).

¹³³² CA du 01.12.2003.

¹³³³ Réunion des correspondants locaux des AMD, 7 février 2004.

¹³³⁴ A ma connaissance, cette tentative de détournement de la conférence-débat est extrêmement rare. Je n'en ai pas trouvé d'autres traces.

inemployé : le vote des adhérents du groupe local¹³³⁵. Dans tous les cas, les « Amis de l'émancipation sociale » doivent se séparer officiellement des « Amis du *Monde diplomatique* ». Mais comme le fait remarquer avec dépit l'une des animatrices du groupe belfortin, s'il est possible d'être à la fois, et de manière officielle, à ATTAC et aux AMD, la chose semble plus délicate dans le cadre d'associations échappant à l'orbite du mensuel¹³³⁶.

Au final, les tentatives de diversification ou d'amplification des actions des lecteurs, que ce soit au niveau du CA (Gilbert Haffner ou, plus tard, le président José Vidal-Beneyto ont tenté d'élargir le périmètre d'action de l'association) se sont toujours soldées par des échecs. Mais le refus de voir les AMD s'engager plus intensément ne provient pas uniquement des journalistes qui, comme Ignacio Ramonet et, surtout, Bernard Cassen, entendent bien limiter le périmètre d'action d'un mouvement pensé d'abord, par ses initiateurs, comme la courroie de transmission du mensuel. Une partie des adhérents actifs s'inscrit totalement dans ce schéma, en accepte le principe, le revendique même. C'est parmi cette frange que l'on trouve les lecteurs qui demeure fidèle au projet initial, et c'est sur elle que l'on va s'arrêter à présent.

SECTION 6 – *LOYALTY*. « LA LIGNE POLITIQUE DE L'ASSOCIATION, C'EST LE JOURNAL ET RIEN DE PLUS¹³³⁷ »

Limitées par les statuts de l'association, les formes de mobilisation prennent principalement les traits de la « conférence-débat », dont l'organisation repose surtout sur le dynamisme des correspondants locaux. Car, comme le souligne un correspondant, « un groupe, c'est d'abord une personne qui décide de former un groupe¹³³⁸ », qui décide également, en concertation avec les membres les plus assidus, du lieu de réunion, des thèmes et du nom du conférencier – la plupart du

¹³³⁵ L'introduction d'une telle procédure provoque de nombreuses réactions de la part des correspondants locaux. Au niveau du CA, seule une personne en conteste le principe [CA du 01.12.2003].

¹³³⁶ Notes de terrain prise durant la réunion des correspondants locaux du 7 février 2004, au siège du mensuel.

¹³³⁷ Homme, membre du conseil d'administration d'une association francophone.

¹³³⁸ Homme, 50 ans environ, membre du bureau de l'association belge. Réunion trimestrielle des correspondants locaux des AMD., Paris, 18 octobre 2003.

temps collaborateur du *Monde diplomatique*. D'une manière générale, la difficulté des correspondants locaux à faire émerger une dynamique locale revient très souvent dans les discussions et les comptes rendus. Pour appréhender concrètement les motifs d'engagement, de désengagement ou de non-engagement, il faut passer par une description des modalités d'action des adhérents des AMD. Que font ces lecteurs et lectrices quand ils se retrouvent ? Quel(s) intérêt(s) trouvent-ils à ces rencontres ?

§I – LES MODALITES D'ACTION D'UN MILITANTISME LETTRE

Chaque mois depuis 1996, le *Md* accorde à l'association de lecteurs qui le soutient une partie de sa pagination pour y faire la promotion des activités des groupes locaux. Entre un tiers et un quart de page est réservée à l'annonce de réunions, débats, ciné-débats, conférences organisés en France ou à l'étranger. Dotée d'un logo propre, dessiné en 1996 par Selçuk Demirel¹³³⁹, cette rubrique spécifique fait ainsi la publicité pour les 400 à 500 rencontres organisées chaque année au niveau local. En quelques mots sont donnés le thème de la rencontre, le nom de l'intervenant, le lieu, la date et les coordonnées du correspondant. Schématiquement, les actions menées localement peuvent prendre quatre formes.

La plus classique et la plus répandue est la conférence-débat, où un public constitué d'adhérents et de lecteurs vient assister à la présentation, par un collaborateur du mensuel ou, plus rarement, par un membre du groupe lui-même, d'un exposé sur un thème lié soit à un article, soit à un livre, soit à une aire géographique. Le compte rendu d'observation qui suit donne un aperçu détaillé du déroulement d'une ces de ces conférences.

Lundi 13 janvier 2003. Le groupe local parisien des AMD organise un débat dans le 13^e arrondissement, à Espace Marx, boulevard Blanqui. Il s'agit là d'une des premières rencontres publique à laquelle j'assiste. Quelques semaines auparavant, j'étais déjà allé à un « ciné-débat » organisée à la Sorbonne autour d'un film sur la guerre au Kosovo, réalisé par Michel Collon et Vanessa Stoljkovic. La projection des *Damnés du Kosovo* avait rempli les 200 places inconfortables de

¹³³⁹ Collaborateur très régulier du mensuel, il avait notamment produit les dessins accompagnant les rubriques – courrier, livres du mois... – du mensuel avant son changement de maquette.

l'amphi Bachelard. Beaucoup de monde donc, mais il s'agissait d'une initiative organisée en partenariat avec le Cercle du 25 avril, qui joue le rôle de section française du parti italien *Refondazione comunista*. En outre, comme je le constaterai plus tard, les « ciné-débats » élargissent presque toujours le cercle des adhérents habituels.

Mais ce lundi soir, il n'y a pas de partenariat. Dans la grande salle de l'Espace Marx, deux tables ont été accolées sous les vitraux de Fernand Léger. Une vingtaine de chaises sont disposées en face des tables, plus ou moins en arc-de-cercle. Y sont assis le correspondant local et l'intervenant. Le premier est un homme âgé d'une soixantaine d'année, fonctionnaire au ministère des affaires étrangères, qui occupe les fonctions de correspondant depuis 2000. Il a succédé à un étudiant à l'école des Mines qui, en fin de thèse, ne souhaitait pas poursuivre la coordination des actions dans ce « secteur¹³⁴⁰ » parisien¹³⁴¹. Le correspondant prend la parole pour indiquer que l'intervention sera suivie d'un « temps de parole libre ». Présenté comme anthropologue et linguiste, « membre assidu » du groupe local, l'intervenant n'est pas un collaborateur du mensuel. Il distribue une feuille A4 dactylographiée sur laquelle est noté le plan de son intervention. Celle-ci s'articule en trois points : « 1. [La] langue, moyen de communication et de pensée, de comportement, de sensation et d'émotion » ; « 2. Réalités linguistiques » ; « 3. Démocratie et égalité ». Une phrase précise « l'objectif de [son] intervention : j'essaie de donner une base de données pour discuter ; en aucun cas, je ne fais de proposition pour une quelconque solution [...] ». Malgré la demande insistante du correspondant, qui souhaiterait que le public constitué d'une vingtaine de personnes « garde ses questions pour la fin », plusieurs participants interrompent le « conférencier », comme l'appelle l'une des personnes présentes. Le public est concentré, intéressé par ce que je perçois comme un cours de sociolinguistique engagée, les concepts en moins. Affirmant la nécessité de maintenir une diversité linguistique, notamment au niveau européen, l'intervenant parsème son exposé de nombreux exemples. Dans sa conclusion, il pose un certain nombre de principes (« Tout le monde doit avoir libre accès à toutes les informations et le droit de parole dans une toute les langues librement choisies »), sans néanmoins faire référence, en accord avec ce qu'il annonçait au départ, à des actions ou des revendications, ou des groupes politiques. Certaines personnes prennent des notes. L'exposé dure environ 1 heure 30, au bout de laquelle une discussion s'engage entre les participants : y a-t-il une spécificité interne et propre à langue anglaise, permettant de comprendre son hégémonie ? Y a-t-il des langues plus difficiles à apprendre que d'autres ? *Etc.* À plusieurs reprises, le journal *Le Monde* est critiqué. Peu avant 22 heures, le correspondant local conclut la

¹³⁴⁰ À l'origine, Paris était divisée en trois « secteurs » géographiques. Dans les faits, un seul, celui observé, maintenait encore des activités en 2009.

¹³⁴¹ Il a cessé ses activités en août 2009 pour des raisons de santé. Le nom de son successeur n'était pas encore connu en octobre 2009.

soirée en donnant quelques conseils de lecture et filmographiques (Noam Chomsky, *Bowling for Columbine* de Michael Moore), et en indiquant la date de la prochaine réunion. Le débat est terminé, les participants se lèvent. Certains (une petite dizaine) prennent le temps de discuter encore un peu. Pas de boisson ni de nourriture, juste quelques exemplaires du *Md*, de *Manière de voir* et de l'Atlas du *Monde diplomatique* posés sur une table. Le correspondant en vend d'ailleurs un exemplaire à un jeune homme, que je ne reverrai plus lors des autres réunions. Nous rangeons ensuite tables et chaises et sortons pendant que le correspondant indique au gardien que la réunion est terminée.

Rien ici qui ne sorte ici de l'ordinaire des réunions et débats auxquels on a assisté pendant deux ans ou dont on a pu appréhender les activités à travers les archives locales depuis 1996. Le schéma de base de la conférence-débat est presque toujours celui-là : seul ou avec un noyau de cinq à dix personnes, le correspondant choisit les thèmes et/ou les intervenants susceptible de parler sur un thème. Soit cet intervenant fait partie de ses proches ou de son cercle de connaissance soit, le plus souvent, il s'agit d'un collaborateur du mensuel. Dans ce second cas de figure, il contacte ensuite l'intervenant potentiel, en passant la plupart du temps par la déléguée générale de l'association. Une fois l'intervenant, la date et le lieu connus, celle-ci envoie un courrier à tous les adhérents au niveau du département et transmet au mensuel l'information pour publication dans la rubrique des AMD. Le correspondant tente de faire passer l'annonce dans la presse locale, avec une réussite variable. Le soir venu (les réunions et débats ont très majoritairement lieu un soir de semaine), l'intervenant est assis derrière une table. Introduit par le correspondant local, il prend la parole pendant un temps déterminé sans être interrompu ou presque. Le public a souvent de quoi écrire et prend des notes. Vient ensuite le moment des questions, du débat, qui oscille entre questions précises et prise de parole plus générale. Les personnes du public ne se présentent pas quand elles prennent la parole ; elles ne parlent pas au nom d'une organisation. Quelque fois (mais assez rarement, pour ce que l'on a pu en voir), un pot est organisé. D'une manière générale, on peut dire que la conférence-débat instaure un ordre composé d'une scène (l'intervenant plus le correspondant) et d'un public (les adhérents, des lecteurs...). Rien n'oblige ce dernier à prendre la parole. Nul programme d'action n'est tracé, peu de revendications précises sont proposées ou discutées.

Tous les groupes n'ont pas les mêmes modes d'activité. Une minorité d'entre eux a adopté le principe de la lecture-discussion autour d'un ou de plusieurs articles¹³⁴².

Samedi 4 octobre 2004. J'arrive avec une heure de retard à une réunion des AMD du Val d'Oise se déroulant au Théâtre 95, à Cergy-Pontoise. Dix personnes (quatre femmes et six hommes âgés de 40 à 50 ans en moyenne) sont assises autour d'une table dans une salle annexe du théâtre. Six personnes ont le *Monde diplomatique* sous les yeux et discutent d'un article de Martine Bulard, journaliste permanente au *Md*, publié en 10.03, 6-7 : « La santé livrée au marché – Insécurité sociale programmée ». L'article en question a été choisi lors de la réunion précédente, qui a lieu le 13 septembre précédent, et à laquelle j'ai assisté. Pourtant, j'ai oublié mon exemplaire du *Diplo* chez moi. Tant pis... La discussion est déjà bien entamée. Ce sont les lecteurs qui ont le journal sous les yeux qui participent le plus. Je reconnais de vue trois enseignants et enseignantes présentent la dernière fois, ainsi qu'une principale de collègue. Un homme âgé d'une quarantaine d'année enregistre la discussion sur un minidisque (j'apprendrai plus tard que ces enregistrements ne sont pas conservés, mais qu'ils servent à réaliser des comptes rendus pour les adhérents, et que cet homme remplace le correspondant local, absent ce jour-là). La discussion est notamment animée par une femme d'une soixantaine d'années, qui exerce une « profession indépendante ». Il n'y a pas de tour de parole, chacun s'exprime quand il ou elle le veut.

Peu de temps après mon arrivée un débat s'engage sur un thème en rapport direct avec l'article : les mutuelles. Quel est leur rôle ? Leur statut ? Sur quoi faut-il ensuite asseoir l'assiette des cotisations ? Le salaire ? La plus-value ? On aborde ensuite les questions du pouvoir d'achat, puis de la nourriture, sa qualité... Les cantines scolaires sont-elles bonnes ? *etc.* La discussion alterne classiquement entre exemples et questions précises et montée en généralité (que sont les « valeurs sociales » ? Les « valeurs de gestion » ? La prise de drogue – alcool, tabac – est-elle liée à des valeurs culturelles, ou à la nature humaine ?). À côté de moi, une femme âgée de 45 environ, enseignante en langue dans un collège public et participante régulière, prend des notes au vol sur un cahier :

« Les dents – Les lunettes

Mutuelles

Mutuelles agricoles qui changent de sigle
MGEN → mutuelle française »

¹³⁴² On n'a pas pu effectuer de comptage précis ici, dans la mesure où l'annonce de la rencontre n'en précise pas nécessairement les modalités.

La discussion se poursuit, abordant différents thèmes connexes à l'article de Martine Bulard : les pharmacies, le tabac, l'alcool... « Cela fait un peu café du commerce, mais ça fait du bien », déclare un homme d'une quarantaine d'années, ancien instituteur (j'ignore sa profession actuelle). Au bout d'une heure et demie de débats, certains participants n'ont pas du tout pris la parole. La discussion porte sur l'Europe, le poids des commissaires européens dans les prises de décision politique... On en vient ensuite aux modes d'action : que faire ? La femme de 60 ans explique que faire la grève n'est pas forcément une bonne solution, et qu'il vaut mieux organiser une campagne d'information. On discute en fin de réunion sur la possibilité de monter un « spectacle itinérant », pour « se transporter et informer ». L'homme qui remplace cet après-midi le correspondant local revient sur un partenariat avec un cinéma de Saint-Gratien, autour du film de Jean-Louis Comolli, *Rêve d'en France à Marseille*. Les responsables du cinéma ont accepté immédiatement : « Les AMD, c'est une sacré vitrine ! ». « On n'a pas parlé de la nouvelle maquette du journal... » Peu de réactions, les gens y sont indifférents (ou veulent rentrer chez eux – comme moi... – il est près de 17 heures, la réunion a commencé à 14 heures). Dernière question : « il faut qu'on choisisse un article pour la prochaine fois ? » Après une rapide discussion, ce sera sur les transports. Une participante régulière, enseignante elle aussi : « Moi, j'y connais rien, mais c'est bien aussi... ». C'est la fin. Les personnes rangent les chaises, tout le monde s'en va.

Enfin, plusieurs groupes locaux mêlent ces différents types d'action, en alternant réunions centrées sur la lecture d'un article ou sur une discussion entre adhérents autour d'un thème, et conférence-débat¹³⁴³.

§2 – NOUER LES LIENS DU LOCAL

Quels constats tirer de ces modalités d'action ? Celles-ci s'appuient essentiellement sur la lecture (des articles ou des livres écrits par l'intervenant), l'écoute et l'écrit (durant la conférence), la parole (le débat). Cette manière de militer n'est évidemment pas sans lien avec le profil de militants lettrés, pour la plupart diplômés du supérieur, où figurent beaucoup d'enseignants. Il s'agit de lire un article pour la prochaine séance, ne pas oublier son exemplaire. De se plier au silence, à l'écoute, à l'attente de son tour pour prendre la parole. Les

¹³⁴³ C'est par exemple le cas du groupe du Val d'Oise (le théâtre 95 accueille régulièrement des conférences qui attirent, dans la grande salle, plus d'une centaine de personnes), ou encore du groupe d'Annecy.

articles en question sont souvent surlignés, travaillés chez soi. Dans le Val d'Oise, une personne (qui occupera à partir de 2005 le poste de correspondant) rédige un compte rendu qui se veut le plus fidèle possible, à partir de l'enregistrement des débats. Ce compte rendu demande un travail conséquent : réécouter l'enregistrement, en faire une synthèse qui soit la plus représentative possible des discussions, parfois animées... De ce que l'on a pu en voir, ces synthèses de quelques pages ne font pas l'objet de demande de correction.

Le groupe local – en réalité, le correspondant local – de Saint-Denis fait en 2004 figure d'exception. Une des réunions à laquelle je participe, en mars 2004, a lieu en effet à la Cité des 4000, à la Courneuve. Je peine à trouver le local associatif où a lieu le débat. Le lieu est chaleureux : des tables de bistrot, un bar où l'on peut acheter à manger et des boissons chaudes... Il tranche avec la froideur des salles municipales à laquelle je suis maintenant accoutumé. Intervient ce soir Olivier Masolet, sociologue auteur du livre *La gauche et les cités*. Après une rapide présentation par le correspondant et le président d'une association de quartier, *Africa*, Olivier Masolet entame son exposé. Le public est nettement plus populaire et plus jeune que celui auquel je me suis moi-même habitué au cours des mois précédents. Quelques ados sont attablés au fond de la salle, en train de boire des boissons chaudes (il y a un bar avec un serveur) ; ils s'éclipseront en silence une heure après le début de l'exposé. L'orateur est fluide, il donne beaucoup d'exemples et peu de concepts, rapidement expliqués. Là encore, une personne tente d'intervenir durant l'exposé. Mais « on fera le débat après ! » Quelques minutes plus tard, l'homme qui a tenté d'intervenir s'en va : « les monologues, y'en a marre ! ». Dans la salle : « Vous inquiétez pas, on a l'habitude... ».

À la fin de l'intervention du sociologue, le correspondant prend la parole : « peut-être que ça correspond à ce que vous avez vécu, ou à ce que des connaissances... ont vécu... » Tel semble être bien le cas. De ce que je peux en voir, la moitié de l'assistance (entre 20 et 30 personnes) est constituée de militants associatifs, qui se présentent comme tels – il est vrai que l'exposé d'Olivier Masolet invite implicitement à indiquer d'« où l'on parle » : LDH, FCPE, associations locales... Au moins une personne – une femme d'origine maghrébine, ancienne communiste – a lu le livre. Chose là encore assez rare, le débat exclu progressivement l'intervenant, d'autant qu'un maire-adjoint de La Courneuve, qui a assisté à la présentation, prend rapidement la parole. La discussion a lieu en réalité entre les membres du public – qui, pour beaucoup, se connaissent. Olivier Masolet ne joue plus qu'un rôle de référent, et encore très occasionnel, ce qui correspond visiblement à ce qu'il souhaitait. Vers 23 heures enfin, le débat se termine. On sert du thé, on discute encore beaucoup...

Mais l'exemple qui précède demeure, d'après ce que l'on a pu en voir directement ou par les archives, minoritaires. Le

militantisme des AMD est un militantisme lettré : tout ou presque passe par le texte – celui du journal, des livres qui y sont chroniqués... Quelle place laisser ici à un nouvel arrivant, qui n'a pas forcément lu l'article, qui n'a pas le numéro du mensuel qui va être discuté ? Inversement, comment associer plus intensément le spectateur qui vient assister, de manière occasionnelle, à une conférence ? Le constat semble général : la plupart du temps, les correspondants locaux peinent à réunir plus d'une vingtaine de personnes par réunion. « Nous, on est très loin des grandes messes, quand on réunit vingt personnes, on est content... Au début, on l'a pris comme un échec... [...] Mais finalement, c'est là qu'il est notre boulot : récupérer l'information, récupérer sa liberté », déclarait ainsi une correspondante d'un groupe de l'Ouest de la France en 2003¹³⁴⁴.

Et vous, vous avez participé direct... Vous avez participé à la création des Amis du Monde diplomatique ?

– J'ai été parmi les premiers à adhérer à l'association.

– Vous avez adhéré à l'association, et vous avez souscrit aussi...

– Oui, oui, dans les premiers à souscrire heu à la fameuse... participation au capital de l'association, bon, et puis après donc j'ai été informé de la création de ces groupes, etc., et habitant dans le 15^{ème} je suis allé au groupe de Paris sud qui siège où vous savez, et puis bon j'ai... Il y avait à cette époque là un étudiant de l'Ecole centrale je crois qui avait beaucoup de courage et qui faisait l'animation [... ?]. Mais bon il a été pris par ses études etc., il a fait ça très bien pendant deux ans et puis au bout de deux ans il était trop pris etc. Et comme j'étais un des plus turbulents [*sourires*] du groupe il m'a remarqué et il m'a dit "est-ce que tu voudrais prendre ma succession ?" Je lui ai dit "écoute, oui et non, parce que j'ai peur d'être écrasé, hein !, c'est bien joli de dire on fait les choses, mais quand on fait les choses il faut l'assumer », alors il me dit « écoute on va voir, on va p'têt faire une liste de gens qui seront susceptibles de t'aider », etc.

– Fonctionner un peu en réseau...

– Voilà. Alors j'ai dit "bon, d'accord, dans ces conditions, si je ne suis pas tout seul, d'accord, j'accepte". En fait, dans les réalités, je suis seul, [*il sourit*] ou quasiment seul – encore qu'il y

¹³⁴⁴ Réunion des correspondants locaux, siège du *Monde* rue Claude Bernard, Paris 5^{ème}, 18 octobre 2003.

ait encore deux ou trois personnes qui... qui m'aident à... par exemple à trouver des intervenants, c'est un métier précieux, à prendre contact avec des intervenants et tout, c'est quand même très très précieux, (ouais bien sûr) bon... Donc mon rôle est quand même pas trop écrasant... L'association diffuse la lettre parce que... cette réunion mensuelle est annoncée par une lettre (d'accord...)

– ...Qui est propre au groupe local ou qui est générale ?

– Non qui est propre à notre groupe local, hein, (d'accord) Paris sud, uniquement à mon, à mon secteur en somme (d'accord). Alors je rédige cette lettre, je l'envoie à l'association qui la diffuse à... On est environ... On doit être à peu près 300, 350 personnes à peu près (d'accord) ; donc on envoie ça sur Paris sud à 350 adhérents et... Voilà. Alors moi je fais ma lettre à partir de.. du compte rendu de la réunion précédente, et j'annonce pour le mois suivant la réunion du mois suivant, éventuellement une conférence qu'il y a, que nous organisons, *ou* qu'une association proche organise... Par exemple, si... On travaille pas mal aussi avec Artisans du Monde (oui), Artisans du Monde nous a... nous avons... au moins deux personnes d'Artisans du Monde dans notre groupe, donc ils m'ont dit « est-ce que tu pourrais annoncer, ils font des dîners-débats... » j'ai dit « oui volontiers », alors j'annonce (d'accord)... On est dans la même mouvance, tout ça, donc j'fais des p'tites annonces comme ça, heu... . Il faut qu'on s'entraide, on travaille tous dans la même direction (oui c'est vrai que c'est de choses qui...) voilà.

Donc alors j'fais ma lettre, et ensuite donc je... je vois avec des gens pour organiser j'vous dis des conférences à droite à gauche, en plus de la réunion mensuelle. Alors la conférence c'est comme celle que vous avez vu l'autre jour mais, là, y'avait toute l'infrastructure de la Sorbonne donc c'était assez... (c'était assez... Oui ça m'a impressionné le nombre de personnes qu'il y avait en entrant...) le nombre de personnes, puis l'organisation et tout, bon... Une conférence qu'on fait nous par exemple avec Attac c'est au Foyer de Grenelle¹³⁴⁵ (d'accord, oui), c'est pas compliqué, c'est beaucoup plus modeste heu, on a une estrade, on a un micro, etc., mais c'est à peu près tout, heu...

¹³⁴⁵ Rue de l'Avre, dans le 15^{ème}. C'est là que se réunit, également, le comité A.T.T.A.C. 15^{ème}.

– Mais... Ça vous prend pas trop de temps justement toute...
Parce que vous avez l'air d'avoir un travail qui¹³⁴⁶...

– Ben pas autant que je le craignais, pas autant que je le craignais. Heu... non, ça se réduit à quelques coups de fil de personnes qui m'appellent en général le soir (hum hum) entre sept heures et huit heures et que j'appelle aux mêmes heures (ok), heu... [*il réfléchit*] entre les intervenants, les organisateurs, les co-organisateurs, on s'appelle le soir ; dans la journée j'appelle les endroits par exemple où l'on peut faire (oui, où vous pouvez...) une conférence, etc., c'est pas énorme, hein, c'est pas énorme ; c'est beaucoup moins lourd que je ne le craignais, oui [...] ».

Dans le détail et sur la durée, néanmoins, on observe un certain nombre de variations. Le nombre de participants a tout d'abord subi une baisse importante et rapide, que l'on peut schématiquement dater de la création d'ATTAC et de ses premiers comités locaux. Le groupe lyonnais, l'un des premiers à avoir été créé en 1997, rassembla ainsi 62 personnes lors de sa première réunion publique, alors même qu'aucun membre du journal n'était invité. Rapidement cependant (c'est-à-dire à partir de 1999) de tels effectifs ne sont plus envisageables.

Nombre de participants à la première réunion organisée par les groupes locaux [sources: archives des groupes locaux des AMD]

1996	18 (Toulouse)
1997	62 (Lyon); 50 (Montpellier; Nantes; Compiègne, avec Roger Lesgard); 45 (Nîmes); 30 (Brest); 24 (Angers); 23 (Niort); 14 (Limoges)
1998	Une quarantaine (Strasbourg); 30 (Pau; Tours); 26 (Dijon); 14 (Belfort); une douzaine (Perpignan)
1999	220 (Soisson, avec Ignacio Ramonet); 8 (Mont-de-Marsan); 6 (Val d'Oise)
2000	12 (Nancy); 8 (Bourges)
2001	25 (Val-de-Marne)
2002	-
2003	28 (Drôme-Ardèche)
2004	-
2005	-

Figurent ici les groupes pour lesquels les correspondants locaux ont envoyé un courrier de bilan à la délégation. Ces courriers sont plus nombreux les premières années ; la plupart des

¹³⁴⁶ Admirez l'habile manœuvre pour aborder des questions plus personnelles. Est-ce que cela va marcher ? Eh ben non...

Au moment de l'enquête, la faiblesse des effectifs alimente sans cesse les discussions aux niveaux local et national. Certains groupes (Strasbourg, Lille) sont mis en avant pour leur dynamisme lors des réunions de correspondants locaux. Le comité de Grenoble fait ainsi figure de groupe admiré par les autres correspondants pour la multiplicité et l'importance de ses actions, qui se déroulent il est vrai dans un café situé en centre-ville. Le correspondant connaît personnellement le patron, qui laisse une grande salle à disposition, plusieurs fois par mois.

D'une manière générale, les adhérents eux-mêmes ont déjà identifiés plusieurs sources à l'origine de ces difficultés à rassembler les lecteurs. Outre le débat, central et récurrent, sur les objectifs et moyens de l'association et son rapport à ATTAC, sont pointés du doigt la taille des agglomérations (dans les départements ruraux ou de la banlieue parisienne, c'est le problème de la distance qui poserait problème ; dans les grandes villes et, notamment, Paris, c'est l'offre militante pléthorique qui est mise en avant), mais aussi la difficulté, on l'a vu, de toucher les catégories populaires, notamment dans des « quartiers ». Certains correspondants soulignent enfin, officieusement, la difficulté de faire venir les collaborateurs permanents du mensuel dans les petites villes de province, voire en banlieue¹³⁴⁷. Problèmes insolubles pour l'instant, au point que le départ d'un correspondant soit toujours un moment crucial pour un groupe : y aura-t-il un remplaçant ? Rien n'est jamais assuré¹³⁴⁸.

¹³⁴⁷ C'est le cas par exemple du groupe de Niort, aujourd'hui disparu.

¹³⁴⁸ « [...] En ce qui concerne la question – non dramatique comme à X... [nom d'une autre ville], paraît-il – du remplacement de la correspondante défaillante pour ma région, j'espère que le bureau acceptera un partage de la charge entre Z... [autre personne membre du groupe, actuelle correspondante] et moi, car pour des raisons diverses, aucun de nous ne souhaite assumer seule le rôle de correspondant. Nous sommes cependant les seules "non volatiles" du groupe, il faut bien essayer de tenir [...] ». Ancienne correspondante locale d'un groupe du Sud de la France, courrier envoyé à la délégation le 29 avril 1999. Archives des groupes locaux des AMD.

§2 – INCITATIONS SELECTIVES ET RETRIBUTIONS DE L'ENGAGEMENT LECTORAL

Quel intérêt ces adhérents et ces correspondants trouvent-ils à participer aux, et à animer les activités des AMD ? Du côté des correspondants, une des incitations sélectives les plus forte est la proximité acquise avec les collaborateurs du mensuel, et, plus particulièrement, ses journalistes permanents¹³⁴⁹. Cette proximité se manifeste principalement, au niveau local, par de petites gratifications – aller chercher le journaliste à la gare voire l'inviter chez soi, être assis à la tribune en sa compagnie, introduire et mener les débats, le tutoyer parfois... Mais c'est surtout au niveau de la délégation nationale que l'on perçoit à quel point les rédacteurs concentrent toute la légitimité du titre. Jusqu'au déménagement du mensuel dans les locaux de la rue Stephen Pichon, les réunions des correspondants (il s'en tient en moyenne trois par an) avaient lieu au siège du *Monde*, rue Claude Bernard. Déjeuner à la cantine du quotidien¹³⁵⁰ en compagnie, éventuellement, d'un ou de plusieurs journalistes, prendre le café sur la terrasse surplombant Paris, font partie des petits bénéfices retirés de cette journée dans la capitale. Être mis au courant des dernières nouveautés concernant le journal (nouvelle édition étrangère, du nom du nouveau directeur du mensuel...) également.

18 octobre 2003. J'assiste à la réunion automnale des correspondants locaux qui se déroule au siège du *Monde*, rue Claude Bernard. Cette réunion prend un tour un peu particulier, car Dominique Vidal vient y présenter les événements organisés pour les célébrations du

¹³⁴⁹ Sur la notion classique de rétribution du militantisme voir, outre OLSON, 1978 et GAXIE, 1977, les remarques de FILLIEULE, 2001. Les notions de « coûts » et d'« avantages » n'ont de sens que rapportées à des activités précises et, surtout, mises en contexte. Si A. O. HIRSCHMAN a raison d'affirmer, à propos du pèlerinage, que « le bénéfice individuel de l'action collective n'est pas la différence entre le résultat qu'espère le militant et l'effort fourni, mais la somme de ces deux grandeurs » [HIRSCHMAN, 1983], il faut aller plus loin et affirmer qu'une activité (se rendre le soir à une réunion ou à un débat, acheter le livre d'un collaborateur du mensuel ou, plus généralement, animer un groupe local) n'est pas coûteuse par nature. D'une manière générale, il ne faudrait jamais parler – au départ de l'analyse tout du moins – de « coût » ou de « bénéfice », indépendamment des situations et interactions sociales dans lesquelles ces activités prennent place, sauf à naturaliser ces notions en renouant avec la théorie des besoins d'A. MASLOW [1954. Sur ce point, voir également les remarques de CROZIER et FRIEDBERG, 1981 : 47].

¹³⁵⁰ Ou au restaurant italien qui se trouve à proximité du siège du mensuel, près de la Place d'Italie.

cinquantenaire du *Md*, prévu en mai 2004. Tout ou presque – déroulement des festivités, nom des intervenants, lieux – est présenté, en primeur, à la quarantaine de correspondants présents ce jour-là. Ces derniers écoutent avec beaucoup d'attention. Lorsque le journaliste dévoile le logo du cinquantenaire, un correspondant assis à ma gauche me fait part de son émotion, de son sentiment de vivre un moment important dans l'histoire du journal. À aucun moment cependant le journaliste ne demande leur avis aux lecteurs sur le déroulement de l'opération¹³⁵¹.

Les lecteurs élus en tant que membres actifs au conseil d'administration bénéficient plus encore de ces effets de proximité. La coordination de certaines activités¹³⁵², voire l'exercice de certaines responsabilités (postes de vice-président ou de secrétaire général par exemple) permet en effet de *franchir la cour*, c'est-à-dire de se rendre du côté de la rédaction, pour y participer parfois, en compagnie des journalistes, à des réunions de travail, à des discussions informelles, à des repas... Franchir la cour c'est aussi pouvoir accéder au statut de collaborateur du journal, situation que l'on a pu observer à deux reprises¹³⁵³. C'est également accéder au statut de « membre fondateur » de l'association, c'est-à-dire de membre coopté par le journal, aux côtés des collaborateurs réguliers du mensuel¹³⁵⁴. *A contrario*, l'absence régulière des membres fondateurs, régulièrement critiquée par les membres actifs du CA, montre bien que le type de rétribution associé à la participation aux instances dirigeantes de l'association dépend de la position occupée par l'« Ami » du *Diplo*¹³⁵⁵. Franchir la cour, c'est enfin pour un doctorant en

¹³⁵¹ D'après les notes de terrains prises ce jour.

¹³⁵² Les « pilotes » étaient en 2005 au nombre de trois : « promotion du *Monde diplo* », « Prix des Amis du *Monde diplomatique* » et « Solidarité Sud ». Les deux premiers étaient coordonnés par des membres actifs, le troisième par Christophe Wargny, membre fondateur.

¹³⁵³ Une correspondante de l'Ouest de la France, Roselyne Rochereau, a ainsi écrit un article dans un numéro de *Manière de voir*. Le secrétaire général de l'association, Dominique Franceschetti, ancien correspondant local de Marseille, a publié un article sur les chantiers navals de la Ciotat en octobre 2009, à la suite d'une discussion avec la journaliste Martine Bulard. Citons enfin le cas d'un correspondant de la région Centre à qui Bernard Cassen a demandé de représenter l'association de lecteurs au conseil d'administration de l'Observatoire français des médias (OFM).

¹³⁵⁴ En 2005, la mauvaise organisation de la procédure de désignation de nouveaux membres fondateurs parmi certains des correspondants locaux les plus impliqués a provoqué le départ de certains d'entre eux, à qui l'élection avait été assurée.

¹³⁵⁵ Il faudrait creuser ici l'implication de collaborateurs réguliers du mensuel qui, depuis plusieurs années, continuent malgré tout à participer aux conseils d'administration (Jean-Loup Motchane et, surtout, Daniel Junqua).

science politique l'occasion de s'introduire dans le milieu sur lequel il souhaitait initialement travailler et que, faute de contacts, il n'avait pu approcher directement.

Du côté des participants aux activités des groupes locaux, les raisons d'agir relèvent moins de rétributions symboliques individuelles que d'une dynamique collective. À travers les exemples cités précédemment, on a déjà circonscrit un aspect déterminant des groupes locaux, celui de favoriser un entre-soi lectoral, fait de discussions, d'échanges autour des livres lus, des spectacles et des films vus, et de moments de convivialité au sein d'un petit groupe de lecteurs¹³⁵⁶. Malgré le portrait assez sombre qui vient d'être dressé – qui s'appuie sur le point de vue des adhérents eux-mêmes – il ne faut pas oublier que plusieurs dizaines de ces groupes continuent à proposer, chaque mois, des débats, des rencontres, des projections, favorisant l'émergence de petits groupes de lecteurs qui, au fil des ans, ont noué des relations amicales, rencontré et dialogué avec des journalistes, tissé des liens avec des associations locales...

Le correspondant local du Val-de-Marne réunissait, depuis septembre 2001, entre dix et vingt lecteurs et lectrices chaque mois dans une salle municipale de Chevilly-Larue (desservie en RER puis en bus ; autrement dit : accessible uniquement en voiture) autour d'un thème (les médias, la grande distribution, la publicité...) et d'un intervenant : François Ruffin, responsable du journal alternatif amiénois *Le Fakir*, auteur d'un livre et d'un article dans le *Md* sur les écoles de journalisme ; Christian Jacquiau, auteur d'un article sur les centrales d'achat des supermarchés ; François Brune, essayiste, ancien professeur de lettres, membre de l'association Résistance à l'agression publicitaire¹³⁵⁷.... En 2004-2005, le groupe était constitué d'un noyau de cinq à sept personnes, lecteurs réguliers depuis au moins cinq ans, impliqués notamment dans

¹³⁵⁶ On peut encore citer cette lettre de candidature au poste de correspondant, daté du 26.11.1999 : « [...] Je suis adhérent de l'association depuis février 1996... malheureusement depuis le départ d'Y... de X..., toute organisation locale a disparu : j'avais apprécié ce qui s'esquissait. J'y retrouvais une possibilité de réinvestissement de mes préoccupations et quelques discussions productives... Le groupe n'a jamais été très formalisé, mais personne n'avait semblé y voir d'inconvénient majeur. Pour ma part, j'ai acquis au fil d'une trop longue pratique militante un sérieux scepticisme sur le devenir de toute structure sociale : soumises à des contestations contradictoires, elles sont toujours trop bureaucratiques et aliénantes si elles sont structurées et se révèlent fragiles et chaotiques si elles restent informelles... [...] ».

¹³⁵⁷ F. Ruffin, *Les petits soldats du journalisme*, Les Arènes, Paris, 2003 ; « Le Centre de formation des journalistes saisi par l'argent-roi », 02.03 ; Ch. Jacquiau, « Racket dans la grande distribution "à la française" », 12.2002. F. Brune est l'auteur de neuf articles sur la publicité, parus dans entre janvier 1986 et septembre 2004.

l'organisation d'un forum social local organisé dans l'Est parisien, aux côtés des sections locales de la Ligue des droits de l'Homme et d'ATTAC. Hormis lors des conférences-débats, ces Amis se réunissent occasionnellement pour discuter du programme d'activité à venir, *Le Monde diplomatique* sous les yeux.

A la circulation des idées – commentaires « à chaud » de l'actualité politique, théâtrale, livresque ou cinématographique – correspond, ici, une circulation des biens culturels – livres, revues et DVD – chez des lecteurs qui en sont de grands consommateurs : *La santé n'est pas une marchandise*, de Patrick Alloux¹³⁵⁸ ; *Washington et le monde*, de P. Hassner et J. Vaïsse, aux éditions Autrement¹³⁵⁹ ; *Tchéchénie, le déshonneur russe*, d'Anna Politkovskaïa (« ça se lit très facilement »)...

Les membres de ce « noyau dur », qui comptait en 2004 un couple de jeunes retraités, un ingénieur, quatre fonctionnaires et une femme en préretraite, sont fortement investis dans la vie associative locale (ATTAC, Amnesty international, Ligue des droits de l'homme, commerce équitable, café-philo...). Ils correspondent assez bien au profil « engagé » des militants décrits par I. Ramonet.

Pour autant, la question de l'élargissement de l'audience des réunions revient quasiment dans ce groupe à chaque réunion interne. Là, le correspondant, qui est pompier, ne peut assister à la préparation du forum social Créteil, prévu en novembre 2003. Quelqu'un peut-il/veut-il s'y investir ? Pas de volontaire – « Toute seule, je ne m'en sens pas le courage », déclare une adhérente. Comment faire vivre le comité local ? « Que faut-il faire pour faire venir les gens ? Pour les motiver ? » Pourquoi tant de difficultés ? « C'est le déplacement... C'est le lieu... c'est jamais la bonne date...¹³⁶⁰ ». Faut-il tracter sur les marchés ? Les présents et présentes ne sont guère convaincus.

S'exprime ici toute la difficulté de collectiviser l'acte *a priori* solitaire de la lecture, que chacun peut vivre et expérimenter d'une manière et selon des degrés d'intensité différents, mais que les journalistes entendent bien contrôler, en dernier ressort, en

¹³⁵⁸ « Tout le monde, en France, connaît la Sécurité sociale. Mais qui sait comment celle-ci est née, comment elle vit... et comment elle se dégrade ? Le livre de Patrick Alloux, responsable syndical à Sud-Santé, apporte les éléments essentiels pour comprendre les enjeux de la casse programmée par le gouvernement. [...] Il met en lumière les inégalités dans l'accès aux soins qui ne cessent de se creuser et les dangers des prochaines réformes [...]. A lire avant que ne tombe la réforme gouvernementale ». (Marie Durosset-Tillet, compte rendu de lecture du livre de Patrick Alloux, 03.04).

¹³⁵⁹ « C'est didactique, ça se lit très bien... J'ai hésité à l'acheter, mais c'est très bien fait », précise le correspondant local (réunion du 13 octobre 2003, salle municipale de Chevilly-Larue, Val-de-Marne).

¹³⁶⁰ Réunion du 13 octobre 2003, d'après les notes de terrain.

imposant publiquement les usages légitimes du journal au sein de l'association. Lectures détachées tout d'abord, qui s'inscrivent dans le *continuum* plus vaste des pratiques culturelles de lecteurs pour lesquels le mensuel ne représente qu'un titre parmi d'autres, centrés par exemple sur des problématiques internationales délaissées dans les médias¹³⁶¹. Lectures utilitaires ensuite, qui prennent parfois un tour didactique, pour ces étudiants qui utilisent le mensuel comme une ressource pédagogique ou scientifique comme une autre.

Mercredi 15 novembre 2006, bibliothèque de l'IEP de Lyon. Un étudiant, muni d'une bibliographie dactylographiée, consulte plusieurs périodiques : *Le Monde diplomatique*, *Genèses* (et, plus précisément, un article de Claude Liauzu sur les enjeux de l'histoire coloniale), *Politique africaine* (le premier article, dans un numéro portant sur les « Passés coloniaux recomposés »), *Economie et Humanisme* [« Deux adhérents actifs de l'association Economie et Humanisme prennent part aux débats nés de l'article 4 de la loi du 23 février 2005 »]. Il jette également un œil sur le *Manière de voir* consacré aux « Polémiques sur l'histoire coloniale », mais sans lire d'article. Il va photocopier les articles qui l'intéressent, dont il surligne certains paragraphes (il ne me semble pas qu'il ait lu d'autres articles). Il feuillette, ne prend pas de note. Etudiant en deuxième année, il m'explique qu'il participe à un « débat » (il s'agit de confrontation de deux points de vue à l'oral) sur le thème de la colonisation et, qu'à ce titre, il a cherché de la documentation en s'appuyant sur une bibliographie disponible en ligne sur le site de l'IEP. Il croit savoir que ces bibliographies sont conçues par des documentalistes de l'IEP – je me suis renseigné, c'est bien le cas. Il ne lit pas le *Diplo* habituellement mais le connaissais (semble-t-il vaguement) de nom. De fait, sa lecture m'a paru tout à fait instrumentale : le support même de l'article (*i.e.* le *Diplo*) ne l'intéresse pas. Il avait besoin d'une référence, il n'a pas cherché plus loin – une ligne éditoriale, par exemple. Le mensuel était présenté comme une référence savante, il s'en est servi comme telle.

Mais lectures aussi investies, proches parfois de ces « lectures de salut » repérées par G. MAUGER et C. FOSSE-POLIAK [1998]. Toutefois, n'appartenant pas à la littérature de Parti, le *Md* ne saurait être assimilé, comme les textes marxistes canoniques, à la littérature religieuse décrite par G. MAUGE et C. FOSSE-POLIAK. C'est ce qui contribue à faire à la fois sa force et sa faiblesse : non lié à un courant ou à un parti, le

¹³⁶¹ Voir en annexe X (« Pas assez riche » ou portrait, en négatif, de l'enquêteur en inquisiteur) l'entretien avec une nouvelle adhérente.

mensuel échappe dans une certaine mesure aux rapports de forces militants ; mais, n'appelant pas directement à agir (lire, ici, n'est pas faire, mais sert à se parfaire), il joue le rôle pour certains lecteurs de lecture de substitution, substitution à une action militante orientée directement et concrètement vers les victimes ou les auteurs des inégalités dénoncés dans les pages du mensuel.

L'eau et le sucre

Jeanne, professeure d'anglais à la retraite, lit régulièrement *LMd* depuis le début des années 1970, sur les conseils d'un membre de sa famille qu'elle appréciait beaucoup, et dont le décès prématuré l'a profondément marquée. Membre du groupe des A.M.D. de son département depuis sa création, elle n'a jamais milité dans une organisation partisane, syndicale ou associative, à l'exception du Planning familial dans les années 1970. Marquée par la Guerre d'Algérie puis par les luttes féministes de l'après-68, sa trajectoire témoigne de sa familiarité à l'égard des inégalités entre le Nord et le Sud (elle a passé plusieurs années en Afrique du Nord au milieu des années 1970), tout en illustrant le poids du capital culturel dans son rapport à la lecture du mensuel. Grande lectrice (de journaux – *Le Monde* depuis le milieu des années 1960, *Politis* –, de revues et d'ouvrages politiques), elle dispose en effet dans son appartement d'une pièce allouée spécialement à la lecture, où elle accumule livres et périodiques, qui lui servent notamment de sources documentaires pour la constitution de cahiers personnels.

Dans ces derniers, elle recueille photos et coupures de presse, recopie poèmes et citations, parmi lesquelles les extraits du *Md* et, en particulier, les articles de Claude Julien, tiennent une bonne place. Pour en parler – ce qui est une manière de parler d'elle-même –, elle emprunte l'image de l'« eau sucrée » : comme l'eau qui, bien que sucrée, reste translucide, cette lectrice s'est « emparée » des idées et valeurs issues de ses lectures pour les faire siennes. Ses cahiers incarnent en ce sens la forme sensible, concrète, de ce travail d'imprégnation : une manière de s'emparer et s'appropriier matériellement la lecture, en une sorte de mille-feuille à la fois politique, poétique, engagé, moral, servant moins des causes diverses qu'impliquant un salut personnel.

*

Au total, les rétributions de ce militantisme lettré ne semblent donc pas suffisamment fortes pour élargir durablement le petit cercle des habitués. Certes, on a longuement insisté sur la volonté très claire des rédacteurs du mensuel de limiter les prises de position de l'association qui soutient leur journal. De fait, les lecteurs du mensuel souhaitant traduire de manière plus « active » leur volonté d'engagement sont, pour la plupart, partis à ATTAC. Restent ceux pour lesquels l'association est un « lieu

où rencontrer des gens qui lisent le même journal que moi¹³⁶² ». Un lieu qui, à l'image des forums sociaux, joue le rôle d'arène neutralisée politiquement, sorte d'espace local de « coopération froide¹³⁶³ » entre des participants qui acceptent de mettre de côté, le temps d'un débat, d'une soirée, d'un repas, leurs prises de position partisane. En même temps, ce lieu militant *n'oblige* pas ceux qui y participent (on n'adhère pas par exemple à un groupe local, puisque celui-ci n'a pas de personnalité juridique propre). Il favorise un entre-soi lectoral comme dégagé des affiliations militantes, présentes ou passées. On ne trouve pas dans le cadre des AMD un militantisme semblable par exemple à celui des adhérents de la Confédération paysanne [BRUNEAU, 2006], pour lesquels activités professionnelles et activités syndicales s'imbriquent fortement. La lecture du *Md* et l'adhésion aux Amis est un à-côté : de l'action partisane ou syndicale, de la lecture d'autres journaux (*L'Humanité*, *Politis*, *Alternatives économiques...*), de la participation à des café-philos, des ciné-débats, de la signature de pétitions. Néanmoins, cet à-côté peine à prendre des traits collectifs. Comment en effet formaliser dans une langue politique un engagement lectoral avant tout perçu comme individuel ? Le contre-exemple d'une association comme les Amis de *la Vie* permet de comprendre ce qui, parfois, peut faire défaut aux adhérents. Dans le cadre des activités menées par l'hebdomadaire catholique, le lien noué entre lecture, participation à des débats politiques ou sociaux¹³⁶⁴ et regroupements locaux, est tissé autour du fait religieux, voire de la spiritualité. Lire, croire, militer : ces différentes activités s'inscrivent dans un *continuum*, qui fait certes parfois l'objet de contestations ou de remises en cause très fortes¹³⁶⁵, mais qui s'inscrit dans un répertoire de pratiques historiquement légitimes au sein de l'Église. Tel n'est pas le cas des adhérents des Amis du *Md*, pour lesquels l'action pose un problème de

¹³⁶² Correspondant local de Lyon, courrier dressant le bilan de la première réunion publique du groupe, le 21 avril 1997. Archives des groupes locaux des AMD.

¹³⁶³ Selon l'expression de Dominique Cardon, cité in AGRIKOLIANSKY & SOMMIER, 2005 : 302.

¹³⁶⁴ Les Amis de *la Vie* ont, à la différence des Amis du *Monde diplomatique*, toujours participé activement aux différents forums sociaux. Ils participent également à des manifestations, le badge « Amis de la Vie » agrafé au revers de la veste [JOHNSA & RAISON DU CLEUZIQU, 2005 : 249].

¹³⁶⁵ Voir, sur ce point, la thèse de Y. RAISON DU CLEUZIQU sur la politisation des Dominicains de la Province de France [RAISON DU CLEUZIQU, 2008].

fond, lié à la tension entre approfondissement de l'engagement et volonté d'élargissement à d'autres publics.

Conclusion. *Le Monde diplomatique*
comme forme d'hybridation

[...] J'ai relu, dans le premier numéro de mai 1954, l'"Adresse à nos lecteurs", signée par la rédaction du nouveau journal, et en vérité, tout le laisse supposer, écrit par Hubert Beuve-Méry lui-même. Or je me disais, à lire cet acte de naissance, que si une histoire analytique et exigeante de ce demi-siècle du *Monde diplomatique* devait être écrite un jour – tâche immense et nécessaire pour les historiens de l'avenir – on y percevrait le maintien d'une certaine fidélité aux missions fondatrices assignées dès l'origine. Et cela sans doute à travers des déplacements multiples, des tournants parfois audacieux, voire risqués, ou exposés à la discussion même – cela peut toujours arriver, heureusement, parmi les amis du journal. Cette fidélité aura été maintenue à travers toutes les équipes et les directions successives. Ce qui a changé, qui pourrait le dénier, c'est le monde, non pas le journal, mais son grand homonyme, son référent démesuré, le monde lui-même [...] ¹³⁶⁶ ».

Dans ces différentes études, on n'a pas eu pour ambition de d'écrire l'histoire « analytique et exigeante » du *Md* que Jacques Derrida appelait de ses vœux en 2004. Par bien des aspects, celle-ci reste à faire. Pour autant, l'analyse de la politisation du *Md* et de ses lecteurs a permis de poser les jalons d'une histoire, plus vaste, des formes politiques dans la France de la seconde moitié du 20^e siècle. On a vu que le statut actuel du *Md* et de ses journalistes, la position spécifique que le journal occupe dans le champ médiatique français ont attiré, depuis quelques années, l'attention des autres médias. Son succès commercial et son implication dans la création de l'un des mouvements phares de l'altermondialisme ont suscité une curiosité non feinte. Bien que non formulée explicitement, une question apparaît régulièrement dans de nombreux articles consacrés au mensuel : comment expliquer la progression constante des chiffres de

¹³⁶⁶ « Jacques Derrida et "Le Monde diplomatique" ». Texte prononcé par Jacques Derrida lors de la célébration du cinquantenaire du *Md*, 8 mai 2004. Paris, Palais des congrès de la Porte de Versailles. Publié à la suite du décès du philosophe en 11.04.

vente d'un journal perçu comme « idéologique¹³⁶⁷ » depuis maintenant quinze ans ? À cette question, que l'on s'est aussi posé au début de ce travail, on peut apporter deux grandes réponses.

LE *MONDE* ET LE « *DIPLO* » : UNE CAPTATION D'HERITAGE

L'histoire du *Md* est tout d'abord indissociable de celle du quotidien qui l'a vu et fait naître. À cet égard, la réussite politique et économique du mensuel trouve sa source dans un double processus. Processus tout d'abord de dépolitisation des médias français, qui renvoie tout organe de presse rompant avec les normes professionnelles au rang d'objet étranger. De ce point de vue, le *Monde* et le *Md* des années 1970 étaient encore, au niveau des prises de position, relativement proches. Plus exactement, le caractère institutionnel du quotidien¹³⁶⁸, au sens que J.-G. PADIOLEAU [1985] donne à ce terme, faisait clairement du quotidien de la rue des Italiens un organe de presse à part. Ce qu'incarnait le *Monde* des années 1970, c'était en effet une vision du journal comme objet autonome, distinct des mondes politique, commercial, juridique, religieux, etc. Le *Monde* et certains de ses journalistes matérialisait concrètement une cause spécifique : celle du journalisme, symbolisée par son « patron », Beuve-Méry, par sa Société des rédacteurs, par son indépendance enfin. La grave crise du début des années 1980 vient rompre la configuration spécifique, formée dans l'après-guerre, d'un journal incarnant des valeurs de service public. Claude Julien aurait-il pu maintenir un tel modèle d'excellence journalistique ? Question sans réponse bien sûr. Replié sur le *Md*, il démontre en tout cas que ce qui prend les traits, progressivement, d'une autre manière de voir le journalisme, est économiquement viable sous une forme... mensuelle.

¹³⁶⁷ On reprend le terme employé, à titre d'exemple, par Raphaël Sorin dans son compte rendu du livre de Serge HALIMI, *Les nouveaux chiens de garde* (« Saint-Just contre les médias », *L'Express* n°2434, 26 février 1998 ou par Alain Finkielkraut dans l'émission *Répliques* (France Culture, samedi 5 juin 2004).

¹³⁶⁸ Voir l'annexe 13, « Le journal comme « institution ». Sociétés et associations de lecteurs de presse en France ».

Processus ensuite de transformation de la structure du lectorat. Rajeunissement du lectorat, poids croissant et, bientôt, déterminant des fonctionnaires, notamment enseignants, féminisation : tout se passe comme si le mensuel occupait, toute chose égale par ailleurs, la place qu'avait prise le quotidien de la rue des Italiens dans les années 1960. Avec une différence fondamentale : celle que ce lectorat est, numériquement, bien moins important que celui du *Monde*. Mais il y avait la place – il y a toujours la place – dans le marché médiatique français pour un titre de presse centré sur l'international, peu soucieux d'actualité « chaude », intégrant une dimension universitaire à son contenu. De là la multiplicité des usages et des pratiques de lectures, qui peuvent prendre les aspects les plus engagés comme les plus distants. De là, la difficulté des journalistes du mensuel à définir une politique éditoriale pour remédier à la diminution du lectorat du mensuel depuis 2004 : la plupart des lecteurs n'appartient pas au cercle étroit du « noyau dur » constitué par les AMD.

POLITISER, SCIENTIFICISER

On retrouve cette pluralité d'usages dans l'hybridation des contenus et des rédacteurs du mensuel. Une étude centrée cette-fois ci sur les collaborateurs actuels¹³⁶⁹ montrerait la variété des registres discursifs – scientifique, journalistique, militant, artistique – mobilisés dans le *Md*. La force du mensuel réside en ce sens dans la capacité de son équipe à associer, à ses dénonciations, d'autres supports de légitimité et, en particulier, celui de la science. Un contre-exemple permettra d'appréhender en négatif les raisons de la réussite du mensuel : en mai 2008, un petit encart publié dans la rubrique « Dans les revues » annonçait la suspension de la publication de la revue *Contretemps*, animée notamment par le philosophe Daniel Bensaïd. Comme l'expliquait ce dernier, la revue « n'est pas parvenue à rapprocher deux lectorats potentiels : pour nombre de militants, elle a gardé une image de publication académique,

¹³⁶⁹ Étude dont on a tracé les linéaments in SZCZEPANSKI, 2005. Voir également le travail en cours de N. HARVEY, qui repose sur une observation participante et sur des entretiens avec de nombreux collaborateurs actuels du mensuel.

intellectuelle, difficile (et chère !). Pour les milieux universitaires, elle est apparue au contraire trop associée à une démarche militante" [...] ¹³⁷⁰ ».

Son succès, le *Md* le doit enfin à l'indétermination politique sur laquelle repose ses prises de position. Centrées sur la figure apolitique du « citoyen » – que l'on retrouve dans le sigle d'ATTAC – celles-ci autorisent des usages politiques pluriels, désencastrés des formes politiques et syndicales traditionnelles. L'exclusion de ces dernières se manifeste, dans le journal, par un silence imposé. Si le journal joue le rôle de porte-parole, c'est d'abord de lui-même. De ce point de vue, ce que montre l'échec relatif des AMD en terme d'action, c'est l'impossibilité de reproduire, au niveau d'une organisation militante, ce à quoi parvient le titre de presse qui l'inspire : faire du politique sans faire de la politique. Un axe structure néanmoins sans aucun doute ses engagements : la défense de l'État Providence qui, on l'a vu dans l'étude de la crise du tiers-mondisme, fait figure à la fois de victime et d'être réparateur face au néolibéralisme.

¹³⁷⁰ Daniel Bensaid, cité in 05.08, 30.

Table des matières

SOMMAIRE.....	5
AVERTISSEMENT.....	7
RESUME.....	8
DESCRIPTEURS :.....	9
« À CONTRE-COURANT ». SOCIOHISTOIRE D'UNE POLITISATION IMPROBABLE.....	II
§1 – POLITIQUES DU JOURNALISME.....	18
§2 – POLITISATION ET SYSTEMES DE DENONCIATION.....	25
CHAPITRE I. DE LA CAUSE DES DIPLOMATES A CELLE DES OPPRIMES. GRANDEUR, DECLIN ET TRANSFIGURATION DU « JOURNAL DES CERCLES DIPLOMATIQUES ».....	3I
SECTION I – AU SERVICE DE LA « CARRIERE ». LE <i>MONDE DIPLOMATIQUE</i> , UN JOURNAL A VOCATION COMMUNAUTAIRE.....	37

§1 – Un journal à vocation communautaire.....	38
§2 – Le concert polyphonique des relations internationales	46
§3 – Le <i>Md</i> , « voix du quai d’Orsay » ou voix des ambassadeurs ?	49
§4 – une conception prémoderne de l’activité journalistique ?.....	52
SECTION 2 – LA FIN D’UN MONDE.....	58
§1 – La nostalgie de l’âge d’or	58
§2 – Le déclin des rubriques de servitude.....	65
§3 – De la diplomatie à la coopération. La montée d’une rhétorique de l’expertise.	70
SECTION 3 – LA RECONVERSION D’UN DIPLOMATE. FRANÇOIS HONTI ET LE <i>MONDE DIPLOMATIQUE</i>	74
§1 – L’itinéraire politique et journalistique d’un nationaliste hongrois	75
§2 – L’itinéraire contrarié d’un homme de droite.....	81
§3 – Du diplomate exilé au journaliste émigré :	87
§4 – La création du <i>Monde</i> diplomatique : F. Honti, H. Beuve-Méry.....	92
CHAPITRE 2. LES SPECIALISTES. LES JOURNALISTES DU SERVICE ETRANGER, DU <i>MONDE</i> AU <i>MONDE DIPLOMATIQUE</i>	101
INTRODUCTION.....	103
SECTION 1 – LE <i>MONDE DIPLOMATIQUE</i> , ANNEXE DU SERVICE ÉTRANGER DU <i>MONDE</i>	105
SECTION 2 – LE JOURNALISME DE SERVICE : INVESTISSEMENT, CRITIQUE, ABANDON (1954-1962).....	111
§1 – Des journalistes au service des diplomates.....	113
§2 – Une perspective diplomatique délégitimée	116
§2 – Le déclin du journalisme de service	118
SECTION 3 - LES « SPECIALISTES ». LA SUBVERSION PAR L’EXPERTISE (1962-1972)	119
§1 – Une élite journalistique : les rédacteurs du service étranger.	120
§2 – Les rédacteurs extérieurs à la rédaction :	129
Victor Fay, à la recherche d’une troisième voie autogestionnaire	131

Elena de La Souchère, la défense de la cause républicaine à Paris ...	136
Les grands reporters de l'Express : Georges Chaffard et Édouard Bailby.....	139
SECTION 4 – POLITIQUES DE LA DENONCIATION. FRANÇOIS HONTI, MICHELINE PAUNET, CLAUDE JULIEN.....	143
§1 – François Honti : pour l'Onu, contre la « politique de puissance »	144
§2 – « Le grand scandale de l'époque ». Micheline Paunet et le tiers-monde	157
§3 – Dénonciation et contemplation. Claude Julien et la critique de l'impérialisme.....	169
La matrice du catholicisme jeciste.....	172
La vocation journalistique : d'une Eglise à l'autre ?	175
L'exit intérieur	180
Claude Julien et le Monde diplomatique : la matrice anti-impérialiste	183
Conclusion : de l'engagement à la contemplation journalistique	186
CHAPITRE 3. YVES FLORENNE ET LE <i>MONDE DIPLOMATIQUE</i>, DE L'ACADEMISME LITTERAIRE A LA CRITIQUE JOURNALISTIQUE....	191
INTRODUCTION :	193
§1 – Un échec.....	197
§2 – Terrains	199
§3 – Mode de rédaction :	202
SECTION I – MORTS ET VIES D'UN ECRIVAIN	203
§1 – Des débuts littéraires prometteurs : l'essai ruraliste (Années 1930)	205
§2 – L'entrée en Résistance.....	211
SECTION 2 – UNE ENTREE TARDIVE EN JOURNALISME	213
§1 - Le « sang » et l' « esprit » de la France face à la critique marxiste et anticolonialiste.....	215

§2 – Yves Florenne, de la relégation politique à la relégation littéraire ?	227
SECTION 3 – DE LA LITTÉRATURE AUX SCIENCES SOCIALES : LE TITULAIRE DE LA RUBRIQUE « LES LIVRES DU MOIS ».....	230
§1 – Les « livres du mois » : sociologie d’une rubrique engagée.....	232
§2 – 1955-1965 : un chroniqueur au service des mémorialistes	238
1965 : le tournant des sciences humaines.....	240
Les figures rhétoriques et thématiques d’un discours critique stabilisé (début des années 1970 – Années 1980).....	244
SECTION 4 – YVES FLORENNE, « DE LA DROITE A LA VRAIE GAUCHE » ?.....	257
§1 – Les caractéristiques structurelles des systèmes de dénonciation	257
§2 – D’Yves Florenne au <i>Monde diplomatique</i> : un itinéraire représentatif ?.....	260
§3 – Portée de la généralisation	270
CHAPITRE 4. <i>LE MONDE DIPLOMATIQUE</i> ET L’IDEOLOGIE TIERS- MONDISTE. (DE)CONSTRUCTION ET USAGES D’UNE CATEGORIE EN CRISE	275
OUVERTURE : UNE QUERELLE NOMINALISTE.....	279
§1 – Un « courant idéologique » sans histoire	280
§2 – Réchauffer un corps sans vie.....	282
§3 – Un problème de définition.....	284
§4 – Le corpus tiers-mondiste : le tiède, le chaud et le froid	286
§5 – Déroulement.....	289
SECTION I – GENESE D’UNE IDEE POLITIQUE MORT-NEE.....	291
§1 – Tiers-mondisme : le mot et l’idée	292
§2 – Traces idéologiques : les précurseurs oubliés.....	294
§3 – Premier basculement : critique postmarxiste et critique libérale du tiers-mondisme (1975-1982).....	297
Les « orphelins » de la révolution.....	297

<i>Une critique postmarxiste du tiers-mondisme</i>	298
<i>Le « mythe » du tiers-mondisme</i>	299
Précocité de la critique libérale : Carlos Rangel, Du bon sauvage au bon révolutionnaire (1976).	301
§4 – La désagrégation du référent marxiste	303
Recevoir la critique du tiers-mondisme : construire et exclure des précurseurs	305
La naissance d'un espace polémique (1978-1979).....	309
SECTION 2 – UN TIERS-MONDISME OCCIDENTAL A L'AGONIE (1980-1987).....	317
§1 – Jonction des critiques, clôture d'un répertoire sémantique :	317
Le topique de la culpabilité	326
Clôture d'un répertoire sémantique :.....	329
§2 – L'espace social d'une polémique : le tiers-mondisme en « crise »	330
Le « tiers-mondisme en question », un tournant néolibéral ?	331
La cristallisation de l'espace social de la solidarité internationale ...	335
§3 – LE TIERS-MONDISME, DU STIGMATE POLITIQUE A LA CATEGORIE SCIENTIFIQUE	337
SECTION 3 – EN-DEÇA OU AU-DELA DU MARXISME ? LE <i>MONDE DIPLOMATIQUE</i> ET LE TIERS MONDE.	342
§1 – <i>Le Monde diplomatique</i>, journal des cercles diplomatiques... occidentaux (1954 – début des années 1960)	342
§2 – <i>Le Monde diplomatique</i> et le tiers monde : de l'empathie critique à la condamnation de l'impérialisme (1962-1972)	349
§3 – Du tiers-mondisme au néolibéralisme : jalons pour une histoire	354
SECTION 4 – FERMETURE. BREVE HISTOIRE DES TIERS-MONDISMES EN FRANCE	361
 CHAPITRE 5. RECEPTIONS CROISEES D'UN « GRAND JOURNAL POLITIQUE ».....	 375

OUVERTURE : COMMENT SE CONSTRUIT UNE HISTOIRE ?	377
§1 - L'autocélébration du Monde	378
§2 - Corpus.....	380
SECTION I – À L'OMBRE DU « GRAND FRERE » (1954-1973).....	382
§1 – La célébration du <i>Monde</i>	382
§2 – L'effacement du <i>Monde diplomatique</i>	384
SECTION 2 – LES DEBUTS DU « SECOND AGE » DU <i>MONDE DIPLOMATIQUE</i> (1973-1984).....	387
§1 – L'absence de reconnaissance externe	387
§2 – Les logiques de distinction interne	389
SECTION 3 – L'ONCTION SCIENTIFIQUE	394
§1 – Le <i>Monde diplomatique</i> comme support et objet de connaissance : un « journal de référence »	394
§2 – Un « fâcheux index »	399
SECTION 4 – LA VALORISATION EDITORIALE D'UN « ESPRIT » ET D'UNE « METHODE » JOURNALISTIQUE (1984-1996).....	404
§1 – Les publications annexes et les produits dérivés.....	404
§2 – l'inflation célébratrice. Un journal « à nul autre pareil »	407
SECTION 5 – UN « GRAND JOURNAL POLITIQUE ».....	412
§1 – Des causes du journal à la cause du journalisme : les enjeux symboliques d'un héritage (1996-2004).....	414
§2 – La montée des critiques externes.....	421
 CHAPITRE 6 – « CADRES ACTIFS » ET « NOYAU DUR », SOCIOLOGIES DES LECTEURS DU <i>MONDE DIPLOMATIQUE</i>	 425
INTRODUCTION – « QUI SONT LES LECTEURS DU "MONDE DIPLOMATIQUE" ? ».....	427
§1 – S'appuyer sur les publics ou les prendre pour objet ?.....	428
§2 – Les lecteurs, objet et terrain de l'analyse.....	432
§3 – Quatre médiateurs en quête de lecteurs. Genèse et formes des représentations lectorales au <i>Monde diplomatique</i>	436

SECTION I – PRODUIRE LA RECEPTION. LE JOURNALISTE, LE GRAPHIQUE ET LE LECTEUR	437
§1 - Un public « fort divers »	438
§2 - L'accentuation de l'objectivation statistique : la fin de l' « élitisme »	442
§3 – Des « lecteurs engagés »	445
§4 – Les « idéologues » et les « occupés ». Comprendre les motivations de non-renouvellement des abonnements.	449
SECTION 2 – FIGURES DE LA CONSOMMATION	451
§1 – Citoyen <i>versus</i> consommateur	451
§2 - Le lecteur n'est pas une marchandise	454
§3 – Le poids du lecteur lettré	462
SECTION 3 – « RENONCER A UNE LECTURE IRRITANTE ». LE COURRIER DES LECTEURS, DE L'INCLUSION A L'EXCLUSION	464
§1 – La mise à l'écart des lecteurs diplomates	464
§2 – L'exclusion des lecteurs « hargneux »	467
§3 – Les exclus silencieux	472
SECTION 4 – DE L'AUTRE COTE DU MIROIR. LE <i>MONDE DIPLOMATIQUE</i> : EN HAUT, A GAUCHE ?	481
§1 – À la place du <i>Monde</i> . Sociographie des lecteurs du <i>Monde diplomatique</i>	482
§2 – « Noyau dur » versus « occupés »	485
§3 – Situer les pratiques de lecture du <i>Monde diplomatique</i> dans l'espace social et médiatique	488
CHAPITRE 7. « DIPLOMATIQUEMENT VOTRE ». LES AMIS DU <i>MONDE DIPLOMATIQUE</i> , OU LA DIFFICILE INSTITUTIONNALISATION D'UNE RECEPTION POLITIQUE	497
INTRODUCTION. DE L'AUTRE COTE DE LA COUR	501
SECTION I – UN JOURNAL DEPASSE PAR SES LECTEURS ? CREATION ET ORGANISATION DES AMIS DU <i>MONDE DIPLOMATIQUE</i>	503
§1 – Assurer l' « indépendance » du journal	504

§2 – Logiques d’entreprise et logique de don	509
SECTION 2 – ACTIONNAIRE, DONATEUR OU MILITANT ?	512
§1 – La mise en place d’une structure associative et actionnariale	513
§2 – Le succès de la logique du don	514
SECTION 3 – LE <i>MONDE DIPLOMATIQUE</i> COMME ENTREPRENEUR DE CAUSE	517
§1 – Le retrait de Claude Julien, ou l’échec d’une vision actionnariale de l’association.....	518
§2 – L’ambiguïté constitue d’un « outil » militant.....	523
SECTION 4 – LES CORRESPONDANTS LOCAUX. PORTRAIT DU LECTEUR EN « PROPAGANDISTE DU <i>MONDE DIPLO</i> »	525
§1 – « Justifiés par la foi ». La procédure de désignation des correspondants locaux des Amd.	528
§2 – Les correspondants locaux : une élite lectorale ?	537
§3 – Mettre en forme sa motivation.	542
SECTION 5 – « AGIR ». OUI, MAIS COMMENT ?.....	548
§1 – <i>Voice</i> . L’échec des « lecteurs militants ».....	551
§2 – <i>Exit</i> . « L’arrivée d’Attac nous a laissé exsangue ».....	554
§3 – L’échec de la subversion par l’action	558
SECTION 6 – <i>LOYALTY</i> . « LA LIGNE POLITIQUE DE L’ASSOCIATION, C’EST LE JOURNAL ET RIEN DE PLUS »	561
§1 – Les modalités d’action d’un militantisme lettré.....	562
§2 – Nouer les liens du local.....	566
§2 – Incitations sélectives et rétributions de l’engagement lectoral...572	
CONCLUSION. <i>LE MONDE DIPLOMATIQUE</i> COMME FORME D’HYBRIDATION	581
LE <i>MONDE</i> ET LE « <i>DIPLO</i> » : UNE CAPTATION D’HERITAGE	584
POLITISER, SCIENTIFICISER	585
TABLE DES MATIERES.....	588

